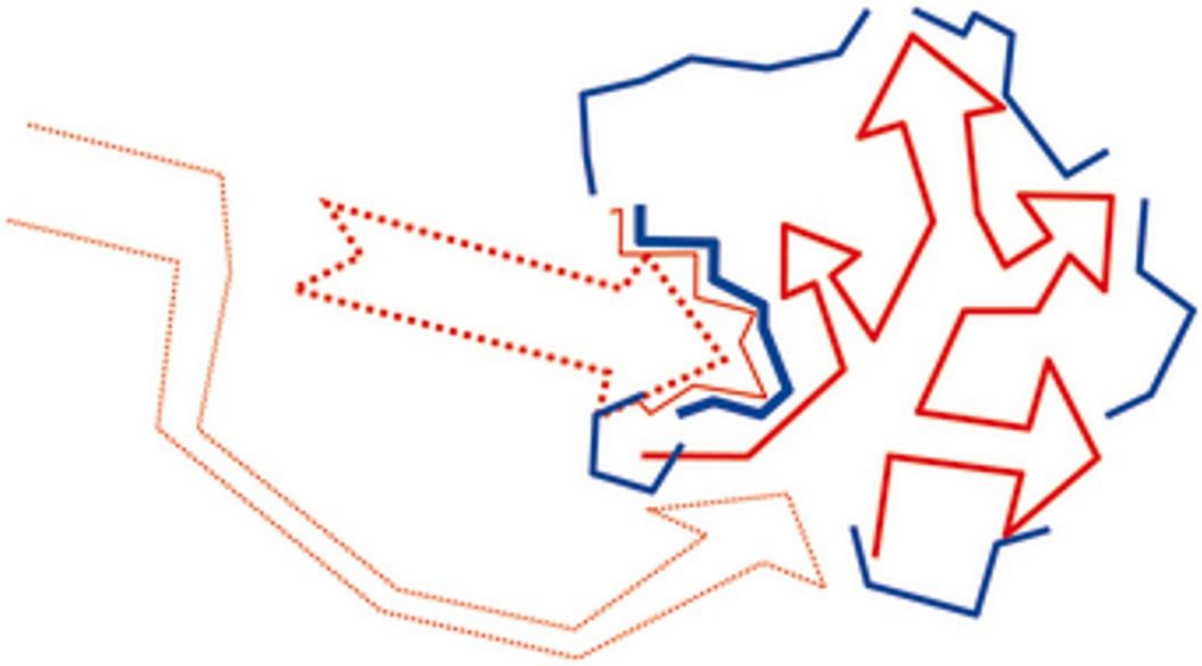
Général Michel YAKOVLEFF

TACTIQUE THÉORIQUE

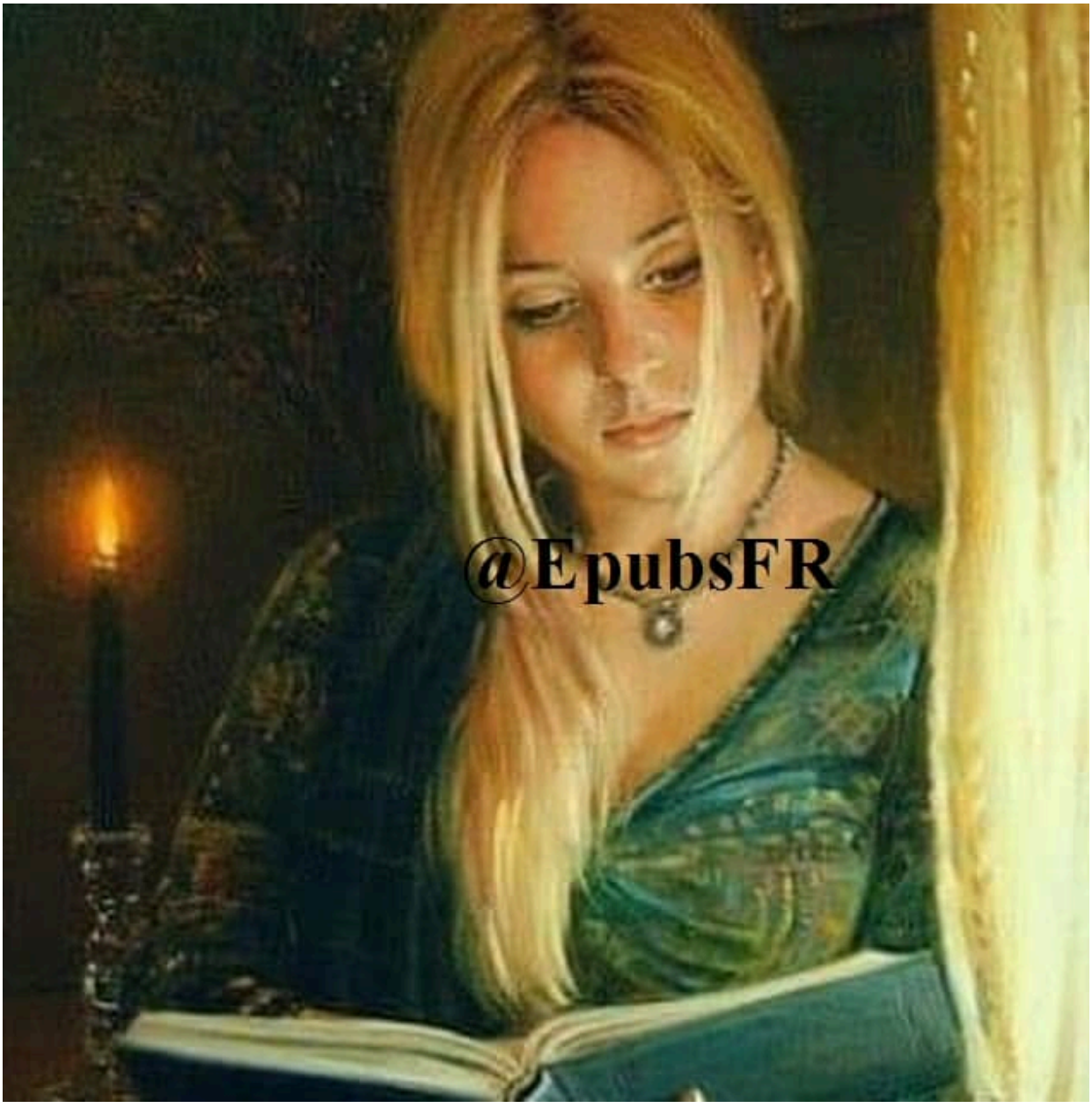
Préface du général de corps d'armée
Pierre GARRIGOU GRANDCHAMP

Stratégies & Doctrines

2e édition



ECONOMICA


@EpubsFR

TACTIQUE
THÉORIQUE

Collection ***Stratégies & Doctrines***
dirigée par Vincent Desportes
et Jean-François Phelizon

Général Michel YAKOVLEFF

TACTIQUE THÉORIQUE

2e édition

Préface du général de corps d'armée
Pierre GARRIGOU GRANDCHAMP

ECONOMICA
49, rue Héricart, 75015 Paris

Fabrication numérique : I-Kiosque, 2012

Ouvrage numérisé avec le soutien du Centre National du Livre

Ean numérique : 9782717863444

© Ed. ECONOMICA, 2009
© EpubsFR, 2022
Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution
réservés pour tous les pays.

Georges Clémenceau aurait dit : « *La guerre est une affaire trop sérieuse pour la laisser aux mains des militaires.* »

Certes.

Encore faut-il que les civils s'y intéressent.

Cet ouvrage n'aurait pas été possible sans le soutien :

- du général de corps d'armée Pierre Garrigou Grandchamp, à l'origine du projet, qui m'a guidé de ses conseils ;
- d'amis fidèles, qui ont bien voulu corriger une version intermédiaire : Nicolas Gautier, architecte des Monuments historiques, pour sa patiente et minutieuse lecture de profane ; le lieutenant-colonel Jean-Michel Millet, pour ses commentaires et critiques sur l'ensemble du texte et notre dialogue sur la doctrine américaine dont il est un spécialiste de haut rang ; le colonel (air) Bernard Metz pour sa contribution au chapitre consacré au fait aérien ; le capitaine de vaisseau Marin Gillier pour son apport au chapitre sur la puissance navale ; le colonel (terre) Arnaud Nicolazo de Barmon pour ses observations sur le renseignement ; mes capitaines du 1er REC et de Saumur qui se reconnaîtront au fil des pages ; à mes auditeurs, qui ont enrichi ma réflexion.

Je dédie ce livre aux trois écoles de l'histoire et du commandement qui m'ont formé : Saint-Cyr Coëtquidan, la Maison mère des officiers ; Saumur, l'école de cavalerie ; la Légion étrangère.

En 2009, il est apparu utile de revoir l'édition initiale (2006) qui avait subi quelques amendements mineurs à la faveur d'un retirage en 2007. La présente version comporte plusieurs sous-chapitres entièrement refondus : la contre-reconnaissance et la rupture du contact, ainsi qu'un nouveau chapitre sur la défense de contre-pente et de caponnière. En outre, six nouvelles vignettes ont été insérées pour mieux illustrer certaines notions ou missions.

L'auteur en a profité pour rectifier des erreurs ou des incohérences mineures (de dates, par exemple) et ajouter quelques commentaires. Pour autant, les arguments essentiels sont maintenus.

PRÉFACE

L'ART de combiner les moyens militaires, dans une mise en œuvre circonstanciée et locale des plans de la stratégie, tel est l'objet de la tactique. Elle est d'exécution, dans les procédés et les combinaisons. Elle est aussi l'expression d'un processus complexe de réflexion sur les conditions de l'action, qui veut cerner les inconnues et doit accepter les risques. Elle est une science, très technique, et un art, où l'imagination créatrice a toute sa place.

Depuis des lustres les plumes militaires françaises n'avaient plus produit de traité général de tactique, embrassant les catégories de la science et les conditions de l'art. Ce tarissement d'une veine autrefois féconde, du maréchal de Saxe, au maréchal Foch, résultait de facteurs entrecroisés, où jouaient l'absorption dans l'action - au temps des guerres de la décolonisation – le contexte de l'ère nucléaire, celui de la non-bataille – inhibant toute vue un peu large d'action en amont des gesticulations de l'ultime avertissement – et aussi une répugnance à l'écriture d'une génération marquée par la défiance tenace dont elle était l'objet depuis l'Algérie.

Cette ère de glaciation s'est achevée à la fin du XX^{e} siècle. La disparition de l'ennemi soviétique et les multiples déstabilisations des États ont sonné le branle de nouveaux affrontements où la tactique réapparaît, parce que la bataille est redevenue un horizon possible. Le colonel Yakovleff qui a vécu cette évolution en jeune acteur engagé, en a d'emblée compris les caractères nouveaux et les filiations anciennes. Il s'adresse à nous non d'une planète éloignée, qui parle d'un monde disparu, mais d'un présent de notre monde, et peut-être d'un futur où le tragique des grands conflits réapparaîtrait. Il n 'est pas en effet dans le camp des optimistes béats, mais il suppute la perspective des crocs de la guerre plantés dans le

corps de nations invitées à mobiliser toutes leurs énergies. En somme, son pessimisme roboratif appelle à illustrer le vieil adage : « Si vis pacem, para bellum ».

Avant d'en arriver à ces sombres conclusions et d'en appeler à une lucidité tonique, l'auteur a beaucoup lu, il a pratiqué et il a enseigné. Sa connaissance des classiques et des modernes et la méditation des grands auteurs occidentaux ont nourri une vision complexe. Elle s'articule entre une réflexion, qui redéfinit méthodiquement les pièces du puzzle, constitutif du paradigme de la bataille, et une analyse d'une possible praxis, *qui va bien au-delà des recettes triviales de la mise en œuvre : elle rend ses lettres de noblesse à la manœuvre, concept clef de la tactique, qui transforme la somme d'actes techniques et d'actions individuelles en un mouvement d'ensemble, mystérieux exercice d'un art relevé, réglé par une liturgie militaire. Qui n'a pu constater la rare complexité de l'agencement des pions, de leur combinaison à temps, de leur intégration dans un environnement physique et surtout humain, de leur conduite en temps réel et de l'anticipation de tous les possibles, ne peut, ne serait-ce qu'entrevoir, les affres et la noblesse de la manœuvre.*

Au reste, avant d'absorber les volets de la fresque qui dépeint les temps possibles de l'action, il faudra méditer les pages inspirées sur la prise en compte des catégories immédiates de la bataille – l'espace et le temps, dans ses quatre dimensions – et sur ses ressorts vitaux, la prise de risque et la saisie de l'initiative. On en retiendra aussi le plaidoyer pour l'effet majeur, produit de la doctrine française, pour exprimer l'effet à atteindre, dans un temps et un espace donné, contre un adversaire évalué.

On l'aura compris, l'œuvre est celle d'un classique, qui renoue le fil avec les grands prédécesseurs. Elle illustre à merveille la renaissance du débat théorique en France, avec la participation d'officiers, tels deux de ses aînés, eux aussi praticiens de la manœuvre, qui proposèrent naguère deux essais brillants[1].

On lui rendra grâce d'avoir surmonté l'inhibition qui saisit l'écrivain militaire face au «...papier que sa blancheur défend »[2]*. On lui souhaitera qu'il soit beaucoup lu, pour le bien du Service, et qu'il soit imité, pour le succès des armes de la France.*

GCA Pierre Garrigou Grandchamp
Commandement de la formation de l'armée de terre
Octobre 2006

---

1. Colonel Hubin, *Perspectives tactiques (QEVwdWJzRlI),* Economica, 2000 ; Général Desportes, *Comprendre la guerre,* Economica, 2001.

2. Mallarmé.

INTRODUCTION

« Il n'y a que deux puissances au monde, le sabre et l'esprit ; à la longue, le sabre est toujours vaincu par l'esprit. »

Napoléon, cité par le site www.napoleonler.com.

« La théorie existe pour que chacun n 'ait pas chaque fois à mettre de l'ordre et à se frayer une voie, mais trouve les choses ordonnées et éclaircies. Elle est destinée à éduquer l'esprit du futur chef de guerre, disons plutôt à guider son auto-éducation et non à l'accompagner sur le champ de bataille, tout comme un pédagogue avisé oriente et facilite le développement spirituel du jeune homme sans pour autant le tenir en laisse tout au long de sa vie. »

Clausewitz, *De la guerre,* Paris, Éditions de Minuit, 1995, p. 26.

« La base de toute doctrine est une saine théorie de la guerre. Ce lien entre théorie et doctrine est fondamental – pour tout dire, incontournable – du fait que la théorie offre deux éléments nécessaires à la décision en guerre : une image mentale du champ de bataille *et une* explication rationnelle *du "pourquoi" et du "comment" de l'interaction des choses sur le champ de bataille. »*

Colonel Rich Hooker, *Military Review,* mars 2000.

« Il existe, certes, des ***individus d'exception*** *qui parviennent à une maîtrise de la pratique sans ce détour théorique, mais ils n 'ont jamais été qu'une toute petite minorité et leur nombre a tendu à décroître encore avec la complexité croissante de l'art de la guerre. »*

Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie,* Economica, 2002, p. 233

SUR LA GENÈSE DE L'OUVRAGE

LE présent ouvrage est né d'un cours, ce qui explique à la fois sa forme – que j'ai conservée, pour l'essentiel - et sa finalité. Ce cours s'adressait à des candidats au Cours supérieur d'état-major (CSEM, le successeur de l'École supérieure de guerre), pour les aider à raisonner un thème tactique : analyser le problème, élaborer une solution, la décrire sous forme de document d'état-major (la conception de manœuvre).

Évidemment, il s'agissait là d'une optique parfaitement utilitaire, à relativement courte vue. Néanmoins – et c'est l'objectif sous-jacent de ce choix de préparation – former une génération à *raisonner* un problème tactique, c'est l'élever à un niveau supérieur de compréhension de ce *qu 'est* la tactique. Mieux encore, en pratiquant la décision tactique, le candidat est amené à fréquenter le phénomène de la guerre -certes, d'une façon purement intellectuelle, mais malgré cela, d'une façon intime, embrassant l'ensemble des interactions : force et terrain, ami et ennemi, combattants de l'avant et logisticiens, etc.

Insensiblement, au fil des ans, mon « produit » s'est étoffé et, j'ose le croire, amélioré. Je me suis rendu compte qu'au-delà du simple exercice intellectuel, il permettait de décrire la guerre, mieux encore, de la faire vivre, virtuellement. Ce qui fait que l'audience de ce cours s'est élargie, jusqu'à ce que le général Garrigou Grandchamp, mon chef de l'époque, m'encourage fortement à le rédiger.

SUR LA NÉCESSITÉ D'UNE DOCTRINE

L'ouvrage proposé aujourd'hui a une ambition modeste, mais revendique un créneau à mon sens plutôt désert, largement en aval de la philosophie de la guerre (Clausewitz, Sun Tsu, Aron, Engels...) ou de ses théories politiques et sociales (Machiavel, Bouthoul, Howard...). Il prétend proposer une « théorie de tactique générale » en tant que contribution à une doctrine tactique française.

« Vaste programme », comme aurait dit le général de Gaulle.

L'armée française est furieusement réticente devant le mot « doctrine », qui passe souvent pour une fatuité de jeune officier. C'est d'autant plus étonnant qu'à l'issue d'un travail intellectuel de fond, entrepris il y a une dizaine d'années, nos forces armées sont dotées d'un édifice doctrinal de grande qualité. **Cet énorme travail n'a qu'un défaut : *il n'est pas lu*** par les hautes strates de la hiérarchie. Ce mépris dans lequel *la notion même* de doctrine est tenue n'encourage guère la réflexion à ce sujet. **De tous les pays entretenant une armée raisonnablement moderne, la France est *seule* à se caractériser par une absence confondante de débat doctrinal, par la méconnaissance absolue, quasiment érigée en vertu, de l'excellente doctrine existante.**

À cet égard, l'idée la plus pernicieuse de toutes – et dont j'ose affirmer qu'elle est répandue à travers tout le « haut-establishment politico-militaire » – c'est que la doctrine ne concerne pas les élites de l'État, qu'elle ne s'applique pas à elles, par principe, que les hauts dirigeants militaires comme civils sont au-dessus de telles contingences. Elle est, au mieux, un guide pour les ignares de bas niveau hiérarchique ; au pire, un passe-temps pour des officiers à l'oisiveté suspecte.

C'est faire fi de la complexité du combat moderne. C'est se priver de la possibilité, *avant l'événement,* de façon rationnelle, à l'issue d'un débat contradictoire, de prendre en compte les facteurs de décision susceptibles de se faire jour en crise et d'en peser les parts respectives. La doctrine n'est ni prédictive, ni directive, auquel cas elle tomberait dans le dogme. En revanche, elle produit un langage commun, accessible à tous, facilitant et assurant le processus décisionnel.

Ceux qui affectent de mépriser la doctrine et les petits gradés qui voudraient s'appuyer sur elle invoquent la nécessaire liberté d'action du chef, que la doctrine viendrait contraindre. Ce faisant, ils prétendent fonder cette liberté sur l'ignorance, l'imprévision, l'approximation et la contingence. Curieuse conception, manifestement.

Ce choix a été fait en 1870, avec les conséquences que l'on sait.

L'histoire militaire, *a posteriori,* permet de classer les institutions militaires en trois catégories (des divisions, comme on dirait en football).

Les armées *supérieures* inventent un système de guerre complet (tactique, logistique, organisationnel, technologique...) et dominent leur temps, parfois pendant des siècles (la légion romaine, les Mongols...) jusqu'à ce que des phénomènes civilisationnels de grande ampleur finissent par éroder leur supériorité. Entre-temps, ces armées apprennent de leurs défaites (rares) comme de leurs victoires.

Les *bonnes* armées apprennent de leurs défaites et deviennent capables de bonnes performances... au coup suivant (match retour). Ce fut le cas de l'armée française après 1870.

Les armées *médiocres* n'apprennent, ni de leurs défaites (présentées, expliquées, excusées à chaque fois par des conjonctions de circonstances particulières[1]), ni de leurs victoires (puisqu'elles sont rares). Elles ne portent aucune analyse critique sur leur propre évolution – elles n'ont pas de doctrine.

POURQUOI UNE DOCTRINE *TACTIQUE ?*

Dans notre armée française, on ne parle de tactique que dans les règlements tactiques (d'unités) et autres concepts d'emploi. Ceux-ci sont forcément parcellaires (puisqu'ils ne traitent que d'une unité) et, nonobstant leurs qualités réelles, ils ne prétendent pas former à la tactique, pas plus que le mode d'emploi d'une chaîne Hi Fi ne forme à la musique. Il y a une lacune entre les concepts d'emploi de niveau opératif ou stratégique, et les règlements tactiques. Cette lacune porte sur le raisonnement tactique, lequel doit être fondé en théorie, d'où le terme de « tactique théorique ».

SUR L'AUDIENCE VISÉE

L'objet premier est de former des officiers au raisonnement tactique, c'est-à-dire, de développer leur pratique et technique de la décision tactique.

Pour autant, à l'aide d'exemples historiques et de considérations plus larges sur la nature de la guerre, l'homme en guerre, etc., l'ouvrage poursuit un objectif secondaire qui est d'accoutumer, intellectuellement au moins (virtuellement) le même officier à concevoir son action de chef dans l'environnement du combat.

Le fait que le traitement soit élargi au phénomène de la guerre ouvre son audience à un public plus vaste : celui qui s'intéresse à la guerre en tant que phénomène social, ou historique, voire humain. Il se peut que cet auditoire s'intéresse plus aux histoires que je raconte, qu'au raisonnement qu'elles sont censées illustrer. En retour, il n'est pas exclu que la théorie d'ensemble ne contribue à une meilleure appréciation du phénomène.

SUR LE CHOIX DES RÉFÉRENCES HISTORIQUES

Les références historiques sont nombreuses. C'est à dessein, car il s'agit, au-delà du raisonnement, qui reste un exercice intellectuel, de faire vivre par contumace la réalité des choses. Ces exemples sont tirés d'un répertoire ouvert, dans l'espace comme dans le temps. Le but est d'encourager le lecteur à s'intéresser à d'autres horizons que l'épopée napoléonienne, tout simplement. J'y ai même mis un parti pris de provocation, en n'hésitant pas à utiliser des défaites françaises, car on apprend plus de ses défaites que de ses victoires - fait historique bien établi.

Une proportion significative des exemples utilisés provient de la guerre de Sécession. Il se peut qu'elle soit la plus pertinente dans la perspective de conflits futurs.

D'abord, elle est richement documentée et analysée. Ensuite, par sa durée, son amplitude, la variété des actions, cette guerre fournit une masse d'exemples exploitables.

Après la parenthèse du XX^{e} siècle qui vit des masses armées s'affronter avec une telle profusion de moyens qu'elles pouvaient former des fronts continus, la guerre moderne revient au paradigme précédent, celui de la guerre dite « lacunaire ». La prochaine « grande guerre » que nous connaîtrons se fera, au moins initialement, avec des forces insuffisantes pour envisager des fronts continus, d'une mer à l'autre. Les armées auront donc à se trouver, s'accrocher, se manœuvrer, comme ont eu à le faire celles de la guerre de Sécession.

Il y a une autre analogie utile : cette guerre a été menée par deux protagonistes qui ont eu à créer leurs armées et leurs marines « en marchant ». Passé le premier choc, nos armées de temps de paix s'avéreront trop faibles en regard des objectifs poursuivis ; les nations seront donc

confrontées au même problème de création d'une armée de masse. Mener une guerre de plus en plus totale, avec un outil en cours de création, voilà un problème qui risque fort de se poser à nous un jour[2].

Il y a une autre raison, plus fondamentale pour le théoricien. Pour théoriser la guerre, la guerre de Sécession offre un cas unique : celui de deux camps de même culture et de même niveau technologique, nés de la même armée et se développant l'un par rapport à l'autre. Nous sommes dans le même cas que pour l'étude de la lumière, à l'aide d'un rayon produisant deux faisceaux par diffraction. **L'extrême similarité des deux armées permet de raisonner la guerre en isolant les paramètres autres que la décision des chefs,** puisque tous les autres critères, d'organisation, de matériel, de constitution des forces, de doctrine, n'expliquent pas l'issue des combats.

Le lecteur sceptique pourrait arguer de ce que la guerre a tellement changé, très récemment, qu'aucune leçon du passé – guerre de Sécession ou autre – n'est pertinente. Je fais justice de l'argument dans le préambule qui suit : Quelle guerre préparons-nous ? Néanmoins, même en admettant l'argument recevable, étudier le phénomène guerrier à la lumière du passé reste pertinent. Après tout, la théorie de la relativité se comprend mieux si l'on suit le cheminement intellectuel à partir de la gravitation universelle.

Ce sont les enseignements de ces guerres qui fondent la plupart de mes illustrations historiques. Je recommande au lecteur, sans se désintéresser des expériences récentes venant contredire mon discours, de replacer ces événements récents en contexte et de les relativiser.

SUR LA NÉCESSITÉ D'UNE THÉORIE

Décrire la guerre en toutes ses actions et conséquences, voilà ce que fait l'historien.

Expliquer le *Pourquoi* ? de la guerre, sa fonction sociale, voilà ce que fait le philosophe de l'histoire.

Expliquer le *Comment* ? de la guerre, voilà ce que cherche à faire le théoricien.

J'invite le lecteur à me suivre dans ma tentative de compréhension de la guerre, vécue au plus bas niveau, celui de l'exécutant, celui du chef au combat, confronté physiquement aux épreuves, au danger, à la peur. Qu'il adhère à mes thèses ou pas, en définitive, importe peu, dès lors qu'il s'est fait sa propre vérité.

---

1. « Le sanglier n'était pas frais », pour citer *Astérix aux Jeux Olympiques*.

2. Quelques années après la guerre de Sécession, la France a connu exactement le même problème, à la différence majeure près que l'essentiel de l'armée d'origine a été perdue, à Sedan puis à Metz, alors que chacune des petites armées américaines s'affrontant en 1861 a pu rentrer chez elle et bénéficier de temps pour grossir et tirer les enseignements des combats récents. L'armée de la Loire est partie de rien, et n'a jamais pu atteindre le niveau de compétence requis pour engager avec succès l'armée allemande. On comprend mieux l'obsession de Churchill en mai 1940, dès qu'il a su la partie perdue : il lui fallait à tout prix sauver les cadres et soldats expérimentés, pour ne pas se retrouver dans la situation de l'infortuné Chanzy.

PRÉAMBULE

QUELLE GUERRE PRÉPARONS- NOUS ?

J'ENTENDS souvent que la guerre a changé, que le temps des hordes blindées mécanisées est révolu, que le nouveau paradigme, c'est la *transformation* (ou autre mot qui sonne comme un slogan), que le maintien ou le rétablissement de la paix sont l'avenir des forces. Bref, que toute la tactique dont je parle, qui est clairement orientée vers le combat dit « de haute intensité » (même si je traite aussi de l'autre, en passant), est une notion dépassée.

IL N'Y A PLUS DE GUERRE HAUTE INTENSITÉ

Outre le fait qu'aussi récemment que 2003, il y eut une guerre « haute intensité » à laquelle participèrent nombre de nos alliés, et non des moindres, je soutiens que la prévalence actuelle d'opérations « autres que la guerre » ne disqualifie pas, à tout jamais, le retour de la guerre « haute intensité ». Une éclipse historique – dont je crois qu'elle sera fugitive, hélas – est appelée à s'estomper. Non, la guerre de masse n'est pas consignée aux poubelles de l'Histoire. Elle est par nature « haute intensité » lorsqu'elle emploie tout l'arsenal qu'elle peut mobiliser, qu'elle vise une victoire absolue, incontestable, concrétisée sur le terrain par l'occupation de l'espace et la domination de la population.

Il est sans doute plus vrai d'affirmer – à l'instar des théoriciens américains du moment – que les deux formes de guerre cohabitent, sur le même théâtre, dans une sorte d'entrechat permanent.

LA GUERRE EST URBAINE ET CELA CHANGE TOUT

Non : cela change *beaucoup,* mais cela ne change pas *tout.* Certes, on disait avant « faire campagne ». Naguère, il est vrai, les armées se mouvaient, bivouaquaient, se rangeaient et combattaient en rase campagne, ou presque. Le seul moment où une ville était directement impliquée dans la bataille, c'était dans la perspective d'un siège. Aujourd'hui, nous en viendrons peut-être à dire que les armées *entrent en ville,* en lieu et place de : les armées entrent en campagne.

Il est manifeste que nombre d'aspects tactiques sont bouleversés : intervisibilité, profondeur des champs, lisibilité des itinéraires, effets des armes, action en 3D (par les sous-sols et les étages) là où le combat se jouait en 2D...

Néanmoins, la guerre terrestre a déjà connu le bouleversement du passage du plan à l'espace, avec l'irruption du facteur aérien. Mieux encore : le combat naval, lui aussi se joue en 3D avec les navires de surface opérant entre deux espaces, l'un aérien, l'autre sous-marin. La guerre navale a-t-elle pour autant oublié toutes ses formes d'antan ? Est-ce qu'on ne parle plus de blocus, de patrouille, d'escorte, d'ouverture de route ?

LA GUERRE EST « HAUTE TECHNOLOGIE » OU ELLE N'EST PAS

Quelle arme de guerre a tué le plus depuis 1990 ? La machette (au Rwanda et au Sierra Leone).

Quand les Américains ont-ils tiré leur dernier missile de croisière en Irak ? À quelques coups près, sauf erreur, avant la fin de la phase initiale de la guerre, menant à la chute du régime de Saddam Hussein (mars 2003). La guerre d'Irak est-elle finie pour autant ? À l'été 2006, sûrement pas.

Que la haute technologie actuelle intervienne en guerre, qu'elle contribue visiblement à certains résultats, nul n'en disconviendra. Mais dire qu'elle a décidé une guerre, depuis le Vietnam, est déjà plus discutable[1].

J'ose même avancer qu'elle sera de moins en moins décisive, par nature.

Pourquoi ?

Parce que toute guerre a un sens. Pour qu'une victoire soit effective, il faut que la partie adverse comprenne ce sens. Or, plus les armes deviennent ésotériques, imperceptibles jusqu'à leur frappe foudroyante, moins elles

développent d'impact sur la psychologie du camp adverse. Si j'étais un ennemi de la toute-puissance américaine, je présenterais ses armes, non comme des artefacts, issus du cerveau humain, et tirés sur l'ordre d'un général, mais comme des événements météorologiques ou telluriques, sans plus de liaison à la volonté adverse que le tsunami. « Orage de Tomahawks à prévoir ce soir », annoncerait le bulletin météorologique. Après tout, c'est l'attitude fataliste qu'adoptèrent les Londoniens face aux V2.

Je recommande aux thuriféraires des nouvelles armes de méditer ce point : lorsqu'elles seront totalement incompréhensibles aux esprits ignorants (ou manipulés), elles cesseront d'avoir un impact psychologique, et donc, elles verront leur impact politique sérieusement amoindri.

Est-ce que les rats ont conscience de ce que l'humanité leur a déclaré la guerre ? J'en doute.

LE TEMPS DES GUERRES DE MASSE, MENÉES À FOND, EST TERMINÉ

Je me permets d'être extrêmement sceptique sur cette croyance très répandue.

D'abord, je vois mal comment **un monde de plus en plus peuplé,** dont la population, de surcroît, est de plus en plus concentrée (urbanisée), comment ce monde, donc, laisserait son destin se jouer entre des groupes armés échantillonaires. Passé le premier choc, et à condition que les deux protagonistes y survivent, chaque camp mobilisera ses ressources et alignera le plus de moyens possibles.

Quant aux masses blindées mécanisées, qui font ricaner les prospectivistes : il n'y a jamais eu autant de matériel militaire en service dans le monde qu'aujourd'hui ! Le monde d'aujourd'hui compte 103 000 blindés (dont 7 600 pour les États-Unis), plus de 23 000 aéronefs militaires (4 700 pour les États-Unis), 834 bâtiments de guerre de haute mer (114 pour les États-Unis)[2].

C'est le résultat d'une tendance lourde, jamais démentie. Au début de la Seconde Guerre mondiale, la production mondiale d'acier s'établissait à environ 110 millions de tonnes. En 2002, elle était d'environ 604 millions de tonnes[3]. Le ratio pour les industries chimiques nécessaires à tout effort

de guerre doit être équivalent, voire supérieur. « Selon l'Institut de recherche *Small Arms Survey,* il y a au moins 639 millions d'armes à feu en circulation dans le monde. Le nombre d'ALPC [armes légères de petit calibre] a tendance à augmenter, puisque plusieurs millions sont produites chaque année. Toujours selon *Small Arms Survey,* au moins 1249 sociétés dans au moins 92 pays produisent des ALPC et leurs munitions[4]. » Il y a plus de blindés de par le monde, aujourd'hui, qu'en 1940 – et de très loin. C'est évidemment vrai aussi des avions de combat. *Et c'est normal.* **Notre monde s'est industrialisé massivement depuis la Seconde Guerre mondiale :** comment pourrait-on croire que les protagonistes d'un conflit se priveraient de leurs propres ressources ?

La vérité des prix, c'est que les dépenses militaires sont en augmentation constante, *bien en rapport avec le croît démographique* mondial. En 2004 : près de 1 000 milliards USD (valeur constante USD 2003). En 1995, c'était 800 milliards[5]. L'essentiel de ces dépenses n'est pas consacré à du matériel de technologie « dernier cri », loin s'en faut. Peut-on croire que ceux qui achètent des avions, des blindés, des sousmarins diesel, feront le choix de ne pas s'en servir quand le besoin s'en ferait sentir ?

Je dirais même plus, à la lumière du phénomène de « démodernisation du front » constaté par Omer Bartov au sujet de l'armée d'Hitler sur le front de l'Est[6] : **les masses compenseront la chute technologique,** dès lors que le capital sophistiqué accumulé sous forme de matériel, avant la guerre, sera consommé par le prologue du conflit, et avant que la mobilisation de l'économie ne renouvelle le matériel sur le front. On l'a constaté récemment (1999) lors des frappes aériennes sur le Kosovo et la Serbie : au bout de quelques semaines de frappes, il ne restait qu'un stock limité de munitions « intelligentes » à la plus puissante alliance de l'histoire, représentant 80 % des budgets de défense de l'univers. Si la campagne aérienne s'était prolongée de quelques semaines, elle serait redescendue, technologiquement, au niveau de la guerre de Corée - au moins pour les munitions.

Très concrètement, **les scénarios possibles de guerres de masse ne sont pas morts.** Soucieux de ne pas froisser de nombreux amis sur plusieurs continents, je préfère laisser le lecteur compulser lui-même un atlas de stratégie, plutôt que de citer les protagonistes possibles des grands conflits à

venir. Il suffit que deux d'entre eux en viennent aux mains pour voir revenir la guerre de masse, industrielle, « haute intensité ». Il en serait de même en cas d'intervention d'une armée occidentale dans l'un de ces conflits : la victoire appartient aux gros bataillons, ce n'est pas entièrement faux.

LA GUERRE IDÉOLOGIQUE EST UNE NOUVELLE FORME DE GUERRE

Certes, on constate **une nouvelle pathologie des idéologies,** dont notre monde occidental commence à entrevoir les conséquences. Néanmoins, déjà en 1914 ou en 1941, la haine de l'autre constituait un facteur aggravant de la guerre. La guerre froide était aussi (pour certains : uniquement) une lutte idéologique. Le terrorisme mène une guerre idéologique, dans sa version la plus pathogène - mais il ne s'agit en rien d'un phénomène nouveau : la Russie tsariste, entre autres, a traversé *deux générations* du terrorisme le plus enragé avant de succomber au communisme[7], lui-même issu du terrorisme.

En pratique, la logique même de la guerre informationnelle ne peut faire abstraction de sa forme la plus efficace, le point extrême de la guerre idéologique, par nature, **la guerre haineuse. Celle-ci fondera la montée aux extrêmes** qu'a si bien décrite Clausewitz : la guerre totale est inscrite dans l'ADN du conflit israélo-palestinien, de la guerre civile irakienne, de toute guerre des « pauvres » contre les « nantis ».

ET LA GUERRE IMMATÉRIELLE ?

Nombre de concepts émergents soutiennent l'idée que la guerre se dématérialise. Selon cette thèse, empruntée à un parallèle hasardeux avec le monde de la grande finance, les événements « cinétiques » perdent leur pertinence. La maîtrise de l'espace physique devient inutile en regard de la domination de l'éther. Guerre informationnelle, info- centrée, etc., tous ces slogans négligent un fait simple : l'Histoire attend toujours une victoire convaincante de la guerre immatérielle ou informationnelle sur la guerre classique. C'est bizarre, cette manie qu'ont des enfants intoxiqués, armés de Kalashnikov, de priver les grandes puissances informationnelles d'une victoire incontestable.

Les thuriféraires de la guerre informationnelle ont tort lorsqu'ils prétendent qu'elle est la nouvelle forme de guerre. La preuve en est qu'aux États-Unis, où ces thèses sont nées, le budget d'achat de *hardware* demeure très élevé. Non, elle est un domaine nouveau, supplémentaire, de la guerre, la bonne, la vraie, telle qu'on l'a toujours connue. Elle ne supplante pas, elle se surajoute. Au même titre qu'il existe encore une « vieille économie », qui ne semble pas appelée à disparaître. L'ouverture de nouveaux champs de l'activité humaine a rarement désertifié les champs antérieurs.

QUANT À LA GUERRE ASYMÉTRIQUE...

Deux camps opposant des forces comparables sont engagés dans une guerre symétrique. Lorsqu'un camp dispose d'une très forte avance technologique, la guerre est dite « dissymétrique » (le cas de la coalition contre l'Irak, en 1991). Mais il arrive que les deux camps mènent deux guerres différentes, comme c'est peut-être le cas aujourd'hui en Irak (tout au moins selon les adeptes de cette thèse). Les deux camps ne combattent pas sur le même plan, leurs référents sont totalement différents, voire mutuellement incompatibles. En ce cas, et selon cette thèse (à laquelle je ne souscris pas), on parle de guerre « asymétrique ».

Asymétrique ou pas, cette nouvelle forme de guerre (ou prétendue nouvelle forme) s'articule toujours autour d'îlots de guerre classique, comme on peut l'observer à Samawa, à Jenine, à Mogadiscio. Mon lecteur verra, dans de nombreux exemples, qu'il y a des faits de la guerre qui sont invariants, haute intensité ou pas. Lorsque je décris la différence entre « appuyer » et « neutraliser », ce que je dis est vrai aussi pour un petit commando des forces spéciales menant une guerre asymétrique contre une équipe d'al-Qaida.

Au demeurant, l'asymétrie n'est peut-être pas là où les nouveaux théoriciens voudraient qu'elle soit. Cela fait longtemps qu'on constate que moins une société est informée, plus elle est résistante; moins elle est sophistiquée, plus elle est endurante; le différentiel technologique est compensé par un surcroît de haine qui se nourrit de la frustration.

PEUT-ON REJETER L'HÉRITAGE ?

Il ne s'agit pas d'affirmer que rien n'a changé. La guerre, comme la société qui la porte, est en constante évolution, et de loin en loin, elle aussi connaît ses révolutions. Que la période mouvementée que nous traversons soit une telle période de bouleversement tellurique, seule l'histoire le dira. Néanmoins, il paraît hasardeux d'affirmer, même si tel était le cas, que rien de ce qui a été appris auparavant ne s'applique encore. Après examen, la tactique du passé a encore de beaux jours devant elle, hélas.

---

1. Le dernier cas indiscutable, c'est le doublé atomique sur Hiroshima et Nagasaki. Et encore : il y a une thèse bien établie selon laquelle la décision de capituler avait déjà été prise, en raison du blocus sous-marin américain et des destructions subies par le fait de bombardements classiques, mais massifs.

2. *Source :* étude commandée au CEREMS (Centre d'étude et de recherche de l'enseignement militaire supérieur, École militaire, Paris). Les données sont celles de 2005. Les chiffres, pour les navires de combat, sont à prendre avec précaution, les définitions étant assez variables (navires de guerre ou auxiliaire, de haute mer...). La magnitude des chiffres, elle, reste indiscutable. Les chiffres pour les forces armées des États-Unis sont significatifs, dans la mesure où la plupart des théories « maximalistes » du « nouveau paradigme », etc., y trouvent leur origine, alors que c'est là que s'expriment les thèses les plus ardemment « révolutionnaires ». C'est la nation de très loin la mieux dotée qui voudrait faire croire que les arsenaux sont obsolètes...

3. *Source :* Thomas D. Kelly and Michael D. Fenton, US Geological Survey.

4. Source : Union interparlementaire, Rapport de la Première commission permanente du 13 janvier 2006, en vue de la 114e Assemblée, Nairobi, 4-12 mai 2005 (citation).

5. *Source :* SIPRI.

6. Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler,* Pluriel, 2003.

7. Le terrorisme est une forme très ancienne de conflit. La secte des *hashishins,* qui donna son nom aux assassins, mena une lutte épique contre les sultans seldjoukides, avant d'être brisée par les Mongols (1265). Leur chef, Hasan ibn Al-Sabbah, « Le vieux de la montagne » (1050-1124), présente bien des points communs avec Ben Laden. Plus récemment, à la fin du XIXe siècle, il y eut un terrorisme macédonien très actif, les anarchistes en France, les socialistes-révolutionnaires en Russie... L'exemple le plus réussi est l'Irlande, qui obtint son indépendance suite à une lutte à base de terreur. Il faut une singulière cécité pour considérer qu'Al-Qaida nous a projetés dans un nouvel âge de la guerre.

PLAN DE L'OUVRAGE

LA progression d'ensemble est du plus théorique vers le plus concret. La première moitié fait plutôt appel à la philosophie de la guerre, la seconde, à son application.

L'ouvrage se décompose en six parties de volume et de complexité variables :

- une première partie, de nature très théorique, reprend certaines notions souvent évoquées par les philosophes, dont l'initiative - le principe premier de la guerre ;
- une deuxième partie, sur le raisonnement tactique menant à la décision, est centrée sur l'art de la maîtrise du temps, qui nous ramènera à la notion d'initiative ;
- la troisième partie est plus descriptive, afin d'aider le profane à mieux comprendre le fonctionnement du « système combattant ». C'est une sorte de résumé sur les fonctions opérationnelles, en commençant par le chef et le commandement ;
- la quatrième partie traite de l'offensive, essentiellement à partir d'une vision française (mais en engerbant certaines idées empruntées à d'autres doctrines) ;
- la cinquième partie, évidemment, traite de la défensive ;
- une brève discussion traite des transitions d'une posture à l'autre ;
- une courte sixième partie évoque les conditions de la décision tactique dans le contexte actuel le plus courant, celui de la « maîtrise de la violence » ;
- la conclusion évoque le style en guerre.

Bien qu'il y ait une progression logique, chacune des parties est conçue comme un tout, relativement autonome.

Pour faciliter la prise en main de l'ouvrage, nous allons détailler quelque peu ces parties.

LA PREMIÈRE PARTIE est la plus théorique et représente, de fait, le cœur du débat, la suite n'étant que d'application. Il s'agit de poser les bases – les outils de la décision – à partir desquelles le raisonnement sera appliqué.

La première discussion porte sur **la nature de la guerre : art autant que science.** La guerre est un art, avec tout ce que la notion comporte d'obligation de créativité, de caractère unique de la décision, lié au caractère unique et non reproductible du fait historique. La guerre est aussi une science, ce qui présente l'avantage majeur de poser qu'elle peut être théorisée et enseignée.

Cette dialectique est nécessaire pour comprendre la nature de la décision en guerre, qui oscille entre ces deux pôles. Cette notion est à la source du raisonnement qui s'ensuit.

La notion de **victoire** s'ouvre sur une discussion sur les trois niveaux de guerre reconnus aujourd'hui : niveau stratégique, opératif, tactique. Elle est présentée comme un enchaînement plutôt que comme un moment – idée nécessaire pour comprendre la part de chacun à la victoire.

La maîtrise de **l'initiative** est au cœur de la notion de victoire. Le lecteur impatient pourra s'en tenir à ce chapitre, qui est de loin le plus important. L'initiative est caractérisée comme la détention d'options à exercer. La victoire correspond à la saisie d'options – et donc, au renforcement de l'initiative.

L'initiative est liée au **risque,** notion inhérente au combat. Trop souvent conçue négativement, cette notion, bien au contraire, s'impose comme une évidence avec laquelle il convient de composer d'enthousiasme, et non avec réticence. Nature, niveau, acceptabilité du risque : tous points grâce auxquels nous espérons encourager le goût du risque, non pour le plaisir (encore que...) mais pour vaincre.

C'est souvent par la prise de risque qu'on obtient la **surprise,** d'où découle naturellement la discussion suivante. Qu'est-ce que la surprise ?

Quels sont ses effets ? Comment l'obtenir ou la parer ?

Les notions de **friction** et de **brouillard** de la guerre sont sous-jacentes à la discussion sur les paramètres du combat. Elles sont assez intuitives, même si leurs conséquences concrètes sont mal appréciées par les profanes.

Ces six notions premières situent le débat dans l'aspect artistique de la guerre. La suite redescend quelque peu vers son aspect scientifique, en abordant le raisonnement tactique, objet de **LA DEUXIÈME PARTIE.**

L'espace, au sens militaire du terme, est un concept, qui se raisonne-espace de manœuvre – et se décompose en données fonctionnelles. Il faut raisonner l'espace tel que nous l'utilisons, et tel que l'ennemi l'utilise.

Ce qui amène à traiter de **l'ennemi,** non pas en tant que tel, mais en tant qu'objet d'analyse, de spéculation. L'ennemi, dans le cadre du raisonnement tactique, est une convergence de capacités, que l'on peut apprécier (science de la guerre) et d'intentions, que l'on peut déduire (inférer) : c'est le retour à la dialectique art-science. À ce niveau intellectuel, l'ennemi est envisagé comme un faisceau d'hypothèses.

Après ce détour, nous en venons au cœur du débat théorique : **la maîtrise du temps,** à travers ses quatre dimensions emboîtées comme des poupées russes: temps-durée, temps-fréquence, temps-séquence, temps-opportunité. Cette discussion est le fondement de la méthode de raisonnement proposée : **la maîtrise du temps est la condition première de la victoire.**

Ce principe d'initiative est à la source de la « méthode de l'effet majeur ». L'effet majeur est une formalisation de l'action que le chef décide d'engager pour saisir ou accroître l'initiative. Nous redescendons là de l'art vers la science, pour **postuler une méthode de raisonnement,** opérante et efficace en ce qu'elle conduit directement à l'ordre d'opération. Au passage nous discuterons, à titre de comparaison, d'une autre méthode de raisonnement fondée sur la notion de centre de gravité.

De la maîtrise du temps découle **le rythme du combat,** notion utile pour encourager le praticien à rechercher le contretemps, forme à rechercher de « maîtrise du temps ». Événement décisif qui prend le nom de « syncope ».

LA TROISIÈME PARTIE relève essentiellement de l'aspect scientifique de la guerre, en expliquant les **notions de base du manie ment**

des forces : mouvement et déploiement, contact, articulation et échelonnement, notion de réserve, de rapport de force.

Après la manœuvre des forces, dans ses aspects systémiques, nous abordons **le délicat problème du chef et du commandement,** consubstantiel, évidemment, à tout exercice de décision. Après une approche assez philosophique du commandement, nous traiterons de certains aspects purement techniques : rythme de ses interventions dans le cycle de décision collectif, configuration du commandement (envergure), placement du chef. En complément, quelques notions sur le commandement multinational, à la mode ces derniers temps (et pour longtemps).

Nous restons dans l'aspect « science de la guerre » pour décrire, aussi brièvement que possible, **les autres fonctions opérationnelles** (le commandement étant la première) : renseignement, composantes aérienne et maritime du combat aéroterrestre, les différentes formes de combat (mêlée, feux indirects, combat du génie, défense surface-air, logistique). Le praticien militaire est assez versé dans ces matières, et il n'est pas certain que le profane s'y intéresse au point de justifier de longs développements.

Le contact avec l'ennemi est une première approche du combat. Il est précédé par les actions spécifiques du **renseignement** : découverte, éclairage, reconnaissance, et son pendant en marche rétrograde, le jalonnement. Il s'ensuit naturellement **certaines actions de combat** que l'on retrouve dans tous les contextes : destruction, appui, soutien, fixation, neutralisation, couverture. Ces termes en apparence très simples recouvrent une réalité plus complexe. Le militaire les appelle « composantes » pour les distinguer des « missions », qui en sont des combinatoires. **Les actions de sûreté** sont elles aussi inhérentes à toutes les phases du combat.

Cette troisième partie, plus descriptive que dialectique, permet d'entrer dans la dynamique du combat, même si cette première pénétration est incomplète.

LA QUATRIÈME PARTIE est plus facile à appréhender, car elle traite des **missions offensives.**

On adopte une attitude offensive **lorsqu'on bénéficie de l'initiative** : retour donc sur cette notion cruciale, non plus comme objet de

raisonnement, mais comme présupposé de l'action, avec les conséquences que le fait implique.

La cinématique générale de l'attaque est longuement développée. Après un rappel sur l'importance de l'approche, l'offensive est d'abord caractérisée par son rythme, avant de l'être par sa géométrie. Cette combinatoire couvre l'essentiel des actions offensives fondamentales. Les phases de l'attaque viennent ensuite : percée, exploitation, poursuite.

Certaines actions offensives, plus subtiles, car nécessitant généralement une combinatoire des actes élémentaires explicités auparavant, font l'objet des paragraphes suivants : feinte, raid, interception, jonction.

Et pour poursuivre sur une touche artistique, voire ludique, **quelques « coups** », comme on dit aux échecs. Ils ont surtout pour objet de fouetter l'imagination du praticien à travers quelques exemples et cas concrets. Ils servent à démontrer tout l'intérêt d'une palette étendue, libérant le chef de la propension à tomber dans la mécanique.

LA CINQUIÈME PARTIE, consacrée à la défensive, reprend un plan similaire, légèrement allégé dans la mesure où nombre de notions, qui ne sont pas liées à tel ou tel contexte, auront déjà été présentées. Tout comme la discussion sur l'offensive a été entamée par les conséquences concrètes de la propriété de l'initiative, celle sur la défensive commence par les conséquences de **ne pas avoir l'initiative. Les actions de base** : défense d'une position, interdiction, freinage, coup d'arrêt, contre-attaque... avec plus ou moins de détail, sont exposées.

La cinématique générale de la défensive fait pendant à celle consacrée à l'offensive. À l'inverse de l'attaque, où le rythme primait la géométrie, la défensive est abordée d'abord sous l'angle spatial avant de l'être sous l'angle temporel. L'abordage de l'ennemi fait l'objet d'un développement particulier, dans la mesure où le défenseur a encore moins le droit à l'erreur que l'assaillant.

Viennent ensuite **les formes de défense** : défense en profondeur, défense d'arrêt, défense d'usure, défense mobile, harcèlement, flanc-garde, retraite, sortie...

Enfin, tout comme pour l'offensive, **quelques « coups » tordus** sont destinés à éveiller l'intérêt du praticien.

En synthèse de ces deux parties complémentaires, il reste à évoquer brièvement les transitions : de l'offensive à la défensive, et réciproquement.

LA SIXIÈME PARTIE, assez courte, replace l'ensemble du raisonnement tactique dans le contexte des opérations dites « de maîtrise de la violence ». L'idée générale est que ce contexte nouveau ne remet nullement en cause les fondamentaux, bien au contraire.

Nous terminons sur la notion de **style en guerre,** ce que le général Camon, parlant de Napoléon, appelait son « système ». Notion très riche, source d'inspiration pour le tacticien, pour qu'il élève son niveau de jeu.

Tout au long de l'ouvrage, les « vignettes » historiques (c'est le terme technique utilisé par les Anglo-Saxons) ont pour objet d'illustrer, de compléter, d'enrichir, de divertir, sans quoi l'ensemble serait à la fois long et aride. Ces inserts sont consubstantiels au récit, et non pas de simples ornements. Ils permettent en outre de rendre compte de la réalité du combat et de ramener toujours la discussion, plutôt théorique, dans le domaine de l'application concrète. Nous avons essayé d'adopter un format standard facilitant la lecture et la mémorisation, osant croire que ces vignettes contribuent au plaisir de la lecture.

Attention : l'illustration de ces vignettes est réalisée par l'auteur en agrégeant des fonds cartographiques très divers et de qualité variable, à l'aide d'un logiciel graphique peu élaboré. En pratique, le seul résultat visé est celui du calque d'état-major. Ces calques n'ont pas d'autre objet que d'illustrer le propos et sont approximatifs au sens cartographique du terme. L'auteur déconseille formellement leur utilisation à des fins cadastrales ou de navigation.

Enfin, répondant par là à de nombreuses sollicitations, nous livrons une **bibliographie** qui reprend pour partie celle utilisée pour rédiger l'ouvrage. Cette bibliographie voudrait aider le lecteur à approfondir ses réflexions.

Le lecteur non averti pourrait se trouver en difficulté avec les unités militaires mentionnées. Voici un guide simple.

L'unité...	...compte *x* hommes...	... est commandée par un...	... et engerbe *x* unités subordonnées.
GROUPE (d'infanterie) Équivalent tactique : UN CHAR	8-10 (Équipage de char : 3-4)	Caporal-chef Sergent (Maréchal des logis)	Aucune : unité de base.
SECTION (PELOTON : 3-5 chars)	25-35 (9-20 pour les troupes blindées)	Adjudant Lieutenant	3-5 groupes ou engins
COMPAGNIE (ESCADRON ou BATTERIE)	120-150 (moyenne 130) (80 à 120 pour les unités blindées ou d'artillerie)	Capitaine	3-5 sections, ou pelotons Souvent renforcée pour former un « sous-groupement tactique interarmes ».
BATAILLON, GROUPEMENT TACTIQUE INTERARMES (GTIA), RÉGIMENT	600-1000 (des bataillons d'infanterie légère peuvent ne compter que	Commandant Lieutenant-colonel Colonel	3-5 compagnies, escadrons, batteries

	300 hommes au combat)		
BRIGADE INTERARMES	2 000-6 000	Colonel Général de brigade	3-5 bataillons (GTIA) de mêlée, 2-4 bataillons d'appui (génie, artillerie...)
DIVISION	5 000-20 000	Général	2-5 brigades PLUS 2-5 bataillons spécialisés (transmission, guerre électronique, hélicoptères...)
CORPS D'ARMÉE ou « Force opérationnelle terrestre » (FOT)	20 000-60 000	Général	2-5 divisions PLUS unités spécialisées de tout type

On parle de « petits échelons » jusqu'au niveau de la compagnie (à apprécier en fonction de l'impact tactique, variable selon le contexte). On

parle de « grande unité » à partir de la brigade.

PREMIÈRE PARTIE

LA NATURE DE LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES SUR LE RAISONNEMENT TACTIQUE

IL existe une abondante littérature sur la nature de la guerre, grâce aux philosophes de la guerre (Clausewitz, Aron, Bouthoul en particulier). L'ouvrage n'a pas la prétention de remettre en cause leurs contributions, mais de les prolonger pour les amener jusque dans le domaine du raisonnement tactique, l'application de la décision en guerre.

Il y a eu, pendant des siècles, un débat sur la nature de la guerre, en tant qu'activité humaine : est-ce un art, ou une science ? Sans dire que ce débat est tranché aujourd'hui, il existe un consensus sur cette position : la guerre est à la fois un art et une science. Cette conclusion n'a rien de gratuit. Elle est nécessaire pour amorcer la suite, car elle autorise à poser une théorie.

Voici, en résumé, cette théorie de la décision en guerre :

- la victoire est le but de l'activité humaine en guerre (présupposé sans lequel toute théorie est stérile) ;
- si la victoire consiste à imposer sa volonté, alors ce moment dans l'histoire se caractérise par la conquête de l'initiative, au bénéfice du vainqueur évidemment. La notion d'initiative est donc centrale à tout débat sur le raisonnement tactique ;
- l'initiative est indissociable du risque ;
- le risque est l'outil premier de la surprise ;
- la surprise existe parce qu'il y a « friction et brouillard de la guerre », notions bien connues depuis Clausewitz.

Ainsi ce développement fonde une théorie de la décision en guerre, dont le mécanisme fait l'objet de la partie suivante.

CHAPITRE 1

ART ET SCIENCE DE LA GUERRE

1.1. LA GUERRE DANS SA DIMENSION INTELLECTUELLE

IL paraît nécessaire d'amorcer la réflexion sur la nature profonde de la guerre au sens intellectuel du terme. On peut discourir à l'infini sur la nature du phénomène guerrier : phénomène social, ayant des implications éthiques fondamentales, « continuation de la politique par d'autres moyens » (Clausewitz), « migration armée » (Aron)...

L'imaginaire populaire conçoit surtout le combat comme l'affrontement de deux masses : deux phalanges embrassées dans un corps à corps féroce, une charge de cavalerie qui percute un carré d'infanterie, la canonnade qui ouvre de larges sillons de destruction dans les rangs, l'assaut d'infanterie qui submerge la position... *A contrario,* l'historiographie récente s'est employée à rendre à la guerre son visage humain, individuel, par exemple en exhumant les correspondances des Poilus de la Grande Guerre.

Ces deux visions sont à la fois vraies et réductrices. Elles mettent en exergue la vision de l'homme dans la guerre, soit en tant que constituant de la masse armée, soit comme individu, unique, fait de chair, de sang et de souffrance.

Elles sont réductrices car elles négligent le *pourquoi* de la guerre, lequel consiste, peu ou prou, à trancher un débat. Avant qu'il y ait guerre, avec ses diverses visions évoquées ci-dessus, il y a *volonté* de guerre : l'aboutissement fortuit ou délibéré d'un enchaînement de circonstances, d'un imbroglio de stratégies, d'un jeu d'alliances...

De la *volonté* de la guerre, résultant d'un processus éminemment politique, à la *conduite* de la guerre, qui découle de la stratégie (ou de son

absence...), les masses mises en œuvre sont soumises à des volontés, elles-mêmes formalisées par des directives, des ordres d'opération, etc.

De ce point de vue, le combat, qui n'est jamais qu'une manifestation locale de l'état de guerre, est le produit d'un processus purement intellectuel. Mené dans le secret des états-majors, impliquant une fraction très réduite des masses humaines opposées, ce processus a fait l'objet de l'attention de nombreux historiens, surtout lorsqu'il était conduit par des hommes à l'impressionnante stature historique (Napoléon notamment, le « Dieu de la guerre » pour reprendre l'expression épouvantée de Clausewitz).

Toutefois, au fur et à mesure que la guerre devient complexe, étendue dans l'espace et dans le temps, le rôle de l'individu – fut-il génial – tend à être absorbé par le mécanisme de la réflexion collective, qui est l'essence du travail d'état-major.

Cette réflexion collective ne nie pas l'individu, pourtant.

Car un état-major sert un chef, et celui-ci, en définitive, doit décider.

La guerre, même aujourd'hui, se décide et se conduit par un groupe très restreint, que l'on peut compter sur les doigts d'une main, par camp. La prolifération des états-majors et de leurs satellites (centres d'analyse de renseignement, pôles logistiques, détachements de liaison, etc) ne fait que renforcer l'importance de ces quelques individus.

Décider, exprimer sa décision, imposer sa réalisation, imprimer l'impulsion morale, sont des rôles individuels, attribués aux rares hommes que le destin aura placé en situation de responsabilité au moment de la collision des ambitions collectives.

D'où ce truisme incontournable, en trois termes, mais dont les conséquences ne sont pas immédiatement perçues :

- **la guerre résulte, en définitive, de l'affrontement de deux volontés ;**
- **cet affrontement s'exprime sous la forme d'un *choc intellectuel ;***
- **les manœuvres, du niveau stratégique jusqu'au combat tactique, ne représentent, en dernière analyse, que les manifestations physiques de cet affrontement intellectuel.**

Le jeu d'échec offre une illustration merveilleusement synthétique de la guerre (il est, au demeurant, un jeu de guerre, une forme achevée de simulation). Le choc intellectuel des deux joueurs se manifeste par les mouvements de pièces. Nonobstant, l'essence même du jeu d'échec n'est pas le mouvement des pièces, mais l'affrontement des joueurs.

Toutes choses étant égales par ailleurs, et admettant que la chance ou le pur hasard ne décident pas de la bataille, la victoire dépend d'une forme de supériorité intellectuelle et morale (au sens de : moral des troupes). Le plus intelligent n'est pas forcément victorieux ; à l'inverse, le plus perceptif n'est pas assuré du succès ; le plus déterminé ne l'a pas non plus toujours emporté.

La victoire, historiquement, résulte généralement d'une conjonction favorable de facteurs, parmi lesquels ceux évoqués ci-dessus interviennent à des degrés divers, variables d'une bataille à l'autre, même lorsque ces dernières mettent aux prises les mêmes protagonistes.

Néanmoins, comprendre la nature de la guerre dans sa dimension intellectuelle paraît nécessaire, car elle permet d'éclairer le discours. La réflexion suppose en effet de savoir sur quel plan on se place.

En France, le débat sur « la guerre est-elle une science ou un art ? » a suscité une abondante littérature. Le chef d'escadrons Saurel, de la 76e promotion de l'École supérieure de guerre, a réalisé une passionnante étude sur « l'Historique de la méthode de raisonnement tactique »[1]. Le débat n'est pas neutre, car si « la guerre est seulement un art, son exercice requiert des dons innés et tout enseignement est illusoire ». Ce « mythe de l'Art de la guerre », selon Saurel, prévaut des origines au siècle de Descartes.

Dans une deuxième période (XVIIe siècle à 1870), la question fait débat, nourri par de nombreuses contributions de guerriers en chambre ou sur le terrain. Car si « la guerre est une science, [alors c'est] une discipline qui peut être enseignée ».

Vient une troisième période (actuelle) au cours de laquelle on constate « un équilibre entre la Science et l'Art de la guerre ».

Et Saurel poursuit :

> « La science, passant au premier rang, oriente des recherches aboutissant à :

- une méthode d'étude pour l'établissement d'une doctrine ;
- une méthode d'enseignement pour inculquer cette Doctrine ;
- une méthode de raisonnement, enfin, la plus scientifique possible, en vue de guider le processus mental dans l'étude d'une décision ».

Le présent ouvrage a la prétention de contribuer à la troisième proposition : la méthode de raisonnement.

1.2. LA GUERRE EN TANT QU'ART

Pour éviter de discourir trop longuement sur « qu'est-ce que l'art », retenons simplement les critères suivants :

- l'art est **une activité humaine délibérée et consciente.** C'est le cas de la guerre, manifestement. Il ne s'agit pas d'une activité sociale réflexe ou conditionnée (comme l'activité économique, par exemple)[2];
- **l'art a une dimension sociale.** C'est aussi le cas de la guerre : difficile de ne pas y voir un facteur social d'importance (souvent le déterminant de toute société, d'ailleurs). Ceux qui traitent avec mépris « l'histoire-bataille » ne semblent aucunement tenir compte de ce que toutes les sociétés sont nées, ont évolué, ont disparu par fait de guerre, et que toutes les transitions marquées ont résulté de la brutalité de la guerre : guerre étrangère, guerre civile...[3];
- l'art, plutôt, **l'œuvre d'art, a quelque chose d'unique.** Il n'y a pas deux Mona Lisa (alors qu'il y a de nombreuses Ford T). Elle est inscrite dans le temps, en un lieu donné. De la même façon, la guerre, et la bataille, sont des événements uniques et impossibles à répéter ou à reproduire ;
- **l'art a une dimension esthétique.** C'est souvent l'argument entendu pour dénigrer la dimension artistique de la guerre (« C'est laid ! »). Mais d'abord, ne parle-t-on pas de « belle victoire » ? Un combat peut être perçu comme une chorégraphie, parfois extrêmement brouillonne et horrible certes (la guerre des tranchées), mais parfois aussi brillamment conçue et exécutée (Austerlitz). Alexandre a laissé le nom de victoires brillantes qui contribuent largement à sa réputation dans

l'Histoire, bien plus que le système politique qu'il a légué et qui s'est évanoui presque aussitôt après sa mort. Aujourd'hui, ceux qui jugent de l'esthétisme de la guerre en restreignant leur vision aux seules horreurs immédiates du combat, négligent son impact sur l'Histoire et l'aspect esthétique d'une solution enfin trouvée à un dilemme ayant causé la guerre.

On admet aisément que le jeu d'échec, pratiqué à un haut niveau, est un art. Les échecs ne sont jamais qu'une ritualisation de la guerre. L'école russe a de tous temps comparé la guerre à un jeu d'échecs. Plus pure expression du combat d'intelligences[4], ce jeu symbolise la dimension esthétique et artistique de la guerre.

• L'art a une dimension gratuite. Pas la guerre ?

Examinons ce point. Il y a, évidemment, l'argument selon lequel l'art est une activité gratuite, au sens fort du terme (« l'art pour l'art »). L'œuvre d'art n'a aucune finalité propre, aucun emploi rationnel. Elle existe *pour* et *en* elle-même.

À quoi l'on oppose l'argument selon lequel il est clair que la guerre a un but, théoriquement (sans but, elle serait une immoralité absolue, consubstantiellement). On fait peut-être la guerre pour de *mauvaises* raisons, ou *en contravention avec* la raison, mais on ne fait pas la guerre *sans* raison.

Ceci étant, si l'œuvre d'art existe pour elle-même, force est d'admettre que son créateur, l'artiste, n'a pas forcément agi sans aucune raison. D'abord parce que nombre d'artistes pratiquent leur art, aussi, pour vivre, et si possible, vivre bien. Peu d'artistes sont restés dans la misère par choix philosophique... Néanmoins, la motivation la plus puissante, pour l'artiste, est généralement la renommée, l'éternité à travers son œuvre. *C'est là une motivation rationnelle.*

En guerre aussi, on trouve des stratèges surtout animés par le désir d'éternité. Alexandre en est le plus frappant exemple. Il est probable que Gengis Khan, le plus grand conquérant de tous les temps, était essentiellement motivé par le souci de laisser une trace dans l'Histoire.

On pourrait concevoir leurs batailles comme autant d'œuvres d'art parsemant leur parcours historique, tout autant que les « périodes » de Picasso jalonnent son œuvre.

Tout comme nombre d'artistes se réclament d'une idéologie de «l'art pour l'art », on trouve des grands capitaines qui ont pratiqué « la guerre pour la guerre », à commencer par Napoléon lui-même, dans ses dernières années d'excès, d'hubris irrépressible.

1.3. LA GUERRE EN TANT QUE SCIENCE

Là encore, quelques arguments se présentent avec la force de l'évidence :

- **beaucoup d'aspects de la guerre dépendent de la science :** matériel, théorie des communications, théorie de la décision... Les sciences, sous toutes leurs formes, ont envahi le champ de la guerre, à tel point qu'on a cru un moment que la « guerre scientifique » était arrivée[5];
- sans appel à la science, dans ses disciplines les plus variées (science des matériaux, balistique, sociologie, statistiques, électronique, informatique...) on ne peut plus discourir utilement du phénomène guerrier (encore que des guerres totalement non scientifiques, réglées à grands coups de machette, existent encore, hélas) ;
- dans bien des décisions, le chef militaire doit intégrer **des critères objectivement quantifiables,** ressortissant ou s'apparentant à des sciences bien caractérisées : calculs d'écoulement pour des unités en mouvement, calcul probabiliste pour les confrontations, calculs logistiques...
- **la science et la technologie sont en passe de s'approprier la guerre.** Depuis longtemps, la guerre navale reconnaît le primat de la technique sur la force morale. Plus récemment, le fait aérien, par lequel la guerre existe comme conséquence du fait technologique, est l'illustration la plus frappante de la prégnance de la science et de la technologie en guerre. La quatrième dimension de la guerre – l'information – pousse ce débat encore plus loin : le moment est proche où l'homme sera évincé de la guerre, qui se fait sans lui, loin de lui, pas forcément

contre lui (combien de victimes physiques à la suite d'une *cyberattaque* ?**)**

Cette dernière idée est séduisante et très vraie. *Mais elle est courte.* Elle naît d'une confusion entre la violence et la destruction, deux notions très proches, souvent sécantes, mais pas identiques. Certes, il ne peut y avoir destruction sans emploi de la force, quel que soit son domaine physique d'application (terre, mer, air, éther) ; néanmoins, on peut avoir emploi de la force sans destruction : toute guerre n'est pas « cinétique », uniformément et continûment. Une troupe qui exerce son autorité sur une foule ne peut le faire qu'au contact. La menace lointaine, *stand-off,* si elle n'est pas perçue par les sens que la nature a donnés à l'homme, est inopérante sur la volonté.

Ne cédons pas à l'excès inverse, qui conduirait à nier le poids croissant de la technologie. Sans une maîtrise honnête des sciences qui ont pénétré le domaine guerrier, le chef militaire est désavantagé. Les formes de guerre récentes : guerre aérienne, guerre de l'information, sont incompréhensibles sans un minimum de culture scientifique.

1.4. ART ET SCIENCE DE LA GUERRE : DU CONCEPT AU RAISONNEMENT

La conclusion (qui est une évidence doctrinale pour les Américains et les Russes) est que la guerre est à la fois un art et une science.

Certes. Mais à quoi sert cette évidence ?

A mieux comprendre le phénomène de la DÉCISION EN GUERRE.

Attention : nous ne parlons pas de la décision DE guerre – la stratégie qui y a mené – mais bien de la décision que doit prendre le chef, DANS la guerre.

Car cette décision relève de l'art *et* de la science, qui interviennent toutefois à des moments et à des degrés différents. La maîtrise de cette alternance : aspect art - aspect science est la marque des « grands capitaines ».

Le parallèle avec la composition musicale est très parlant. À un extrême, la mélodie relève de l'art ; à l'autre, l'écriture relève de la science. Entre les

deux, le timbre, l'ambiance, les grands choix de composition sont plutôt du côté art, mais s'avèrent très marqués par la technique.

Revenons au raisonnement tactique très schématisé.

1.4.1. La première étape de la décision : au départ, le côté « science de la guerre »

La première étape est l'analyse des facteurs : terrain, force amie et mission reçue, force ennemie et objectif qui lui est prêté.

À bien des points de vue, le décideur se trouve dans la partie « science » de la guerre. L'analyse du terrain, par exemple, se conduit de façon objective : nivellement, planimétrie, pénétrabilité... L'influence du temps qu'il fera renvoie à la météorologie et à sa confrontation avec les caractéristiques du terrain.

Majoritairement, donc, l'étude du terrain est un travail « scientifique ».

Pourtant, il y a des éléments subjectifs qui y accolent une petite part artistique : quelle portion de terrain sera déterminante ? Quel sera l'impact de tel phénomène climatique sur les opérations ? Frédéric II appelait cela le « coup d'œil », une qualité essentielle – au sens premier du mot – du chef.

De la même façon, l'analyse des forces en présence, même des forces amies, ne peut se réduire à la seule énumération des moyens. L'état de fraîcheur morale d'une unité ou de son chef, sa cohésion, sa fluidité, par exemple, relèvent d'une appréciation subjective. Celle-ci peut toutefois s'avérer critique pour le succès : quelle unité choisir pour l'attaque ?

L'analyse de l'ennemi, elle, part de données objectives (ce qu'on sait de lui, à quel moment), mais est toujours très dépendante d'extrapolations, de déductions, d'hypothèses par nature très probabilistes. Du fait que ce qui est su, objectivement, est incomplet et généralement insuffisant pour décider, il est nécessaire de combler les brèches les plus pénalisantes à l'aide de suppositions. Bien les fixer est un art, pas une science.

Nous voyons donc que le raisonnement tactique part d'un plan scientifique, mais qu'il est immédiatement amené à intégrer des décisions, des hypothèses de travail, qui sont subjectives au départ – *dès le départ.*

1.4.2. La deuxième étape : le choix de la manœuvre - « art de la guerre »

L'élaboration d'une manœuvre est en soi une œuvre d'imagination, plus proche de la composition musicale que de l'art plastique, car il s'agit d'obtenir une séquence dans le temps.

Forger une manœuvre, et la choisir parmi plusieurs possibles, est un *art,* pas une science.

D'aucuns croient que cet aspect artistique est inhérent à la forte proportion d'inconnues qui pèsent aujourd'hui sur la décision, et que la réduction constante de celles-ci, au fur et à mesure de l'invention d'instruments de renseignement, laisse envisager le jour où la décision révélera sa vraie nature : la logique implacable. Sachant TOUT sur l'ennemi, sachant TOUT sur sa propre force, la surprise étant désormais impossible (au moins pour ce général béni des dieux), *il n 'y aura plus qu 'une décision à prendre.* Mieux encore : elle pourra être cybernétiquement élaborée.

En d'autres termes, selon cette école : dire que « la guerre est un art » n'est qu'une approximation comblant les lacunes actuelles de la science de la guerre - lacune historique, certes, mais appelée à disparaître bientôt (nous entrons dans *l 'ère scientifique* de la guerre, que ses thuriféraires confondent avec l'ère de la *guerre scientifique).* Lorsque le progrès scientifique aura comblé toutes les carences, il ne restera plus de place pour l'art. Pour caricaturer : la guerre des drones n'aura pas de composante artistique.

Ce serait le cas si la guerre des drones était menée entre drones... et surtout, *pour les drones.* Comme si les drones avaient un débat à trancher *entre eux,* et non pas en tant qu'instruments d'un débat entre sociétés humaines.

Tant que la guerre résultera d'un débat entre sociétés et dirigeants, l'aspect « art » y restera prégnant. Plus encore : il restera déterminant.

L'école soviétique a longtemps caressé cet espoir de la « guerre scientifique », et ce flambeau a été repris, périodiquement, par l'école américaine. Et pourtant... revenons au jeu d'échecs. Il présente tous les critères du jeu ouvert intégralement : terrain aux caractéristiques

parfaitement connues (et figées), capacités des pièces exactement normées, aucune surprise n'est possible. Théoriquement.

Aucune surprise ? Pourtant, à chaque grand rendez-vous d'artiste, et même face à Deep Blue[6], la surprise reste possible.

Il y a même pire : confrontée à la surprise, la machine se révèle intrinsèquement moins performante que l'homme[7].

En tout état de cause, le choix de sa propre manœuvre résulte de sa mission propre confrontée à l'intention prêtée à l'ennemi, caractérisée sous forme d'hypothèses de travail (les « modes d'action ennemi », ou ME). **C'est un jeu intellectuel, éminemment probabiliste, où le facteur personnel intervient massivement.** Deux chefs différents n'utiliseront pas la même unité de la même façon, même s'il s'agit de la même mission, sur le même terrain, face au même ennemi. Quelle que soit la prétention rationnelle qui sous-tend le raisonnement tactique – à commencer par celui que propose cet ouvrage – le domaine de la guerre reste celui de l'incertitude. Le plan le plus scientifiquement élaboré est confronté à l'exécution, généralement bien moins qu'idéale. Il y a une forme de pari que prend le chef : pari qu'il sera bien compris, que ses ordres seront bien exécutés ; pari que l'ennemi ne mettra pas en œuvre la parade la moins probable, mais la plus dangereuse ; pari que la météo ne perturbera pas trop la manœuvre... Cette évidence reflète bien l'aspect par essence contingent de la décision militaire. Son aspect *artistique.*

1.4.3. L'application de la décision : retour à la science

La décision étant prise, nous redescendons vers les aspects scientifiques, car il s'agit désormais de la mettre en musique. La manœuvre, œuvre intellectuelle, s'exécute par des mouvements, des actions de feu et de renseignement, elle a un impact logistique, etc. Tous ces aspects sont quantifiables, peu ou prou.

La décision militaire – œuvre d'art au sens vrai du terme – ne prend forme que par la mise en œuvre d'actes réductibles presque à l'infini, au moins jusqu'à l'unité : l'homme, l'obus, le litre de carburant. **La gestion des grandes masses est un travail scientifique.**

CONCLUSION

De toute cette discussion, il importe que le lecteur retienne ce balancement qui est à la base de la compréhension de la guerre dans sa dimension intellectuelle :

- la décision militaire part d'une étude à dominante scientifique, mais qui débouche sur des hypothèses, amorces de l'aspect artistique ;
- la décision militaire proprement dite (le choix de la manœuvre) est une œuvre d'art en soi, pour la même raison que l'élaboration d'une mélodie est une œuvre d'art ;
- l'exécution de cette décision revient, pour une large part, dans le domaine scientifique, même s'il subsistera toujours des résurgences d'art, en filigrane.

Cette introduction était nécessaire pour placer le lecteur dans le domaine adapté, au fur et à mesure du développement. Nous aurons à dire parfois : « Ici, nous sommes dans l'aspect artistique de la guerre », et ailleurs : « Nous sommes dans le côté scientifique de la guerre ». Cette distinction peut aider à la compréhension de l'ensemble.

---

1. L'auteur est redevable au Colonel Bemelmans, chef du Cours supérieur d'état-major, qui lui a fort aimablement communiqué ce document de Saurel. Les citations qui suivent lui sont empruntées.

2. On peut pousser un cran plus loin cette comparaison entre *activité économique* et *guerre.* Pour la première : s'il est clair qu'on décide *de quelle activité il s'agit,* et *sous quelles formes elle sera pratiquée* (la décision du décideur économique), il n'y a pas, fondamentalement, de décision sur *le fait,* à savoir: «Aurons-nous une activité économique?». Alors qu'avant *d'entrer en guerre* (notons cette locution extrêmement significative, car on ne parle pas *d'entrer en activité économique,* dans la mesure où on y est tout le temps), il y a une décision fondamentale, qui est, tout simplement, *de faire, ou non, la guerre.* C'est en cela que le niveau de délibération consciente est plus élevé qu'en ce qui

concerne l'activité économique, tout au moins en amont, c'est-à-dire, avant de commencer à se livrer à cette activité. C'est aussi la raison ultime pour laquelle la décision *de* guerre relève d'un autre niveau décisionnel que la décision *en* guerre. Le politique décide *de la* guerre, le militaire décide *en* guerre. Alors que le décideur économique ne décide pas de l'activité économique, dans son principe même, mais décide de quelle activité économique, comment, où, etc.

3. Même les diplomates et les politiques le reconnaissent : Villepin parle des « grands ordres successifs enfantés par les guerres : affirmation de l'équilibre continental par les traités de Westphalie, sacre de la légitimité par ceux de Vienne, chute des empires et reconnaissance des nations à Versailles, choix de l'Europe enfin apparu comme une évidence à l'issue de la seconde guerre mondiale ». In *Histoire de la diplomatie française,* Perrin, 2005, introduction signée de M. de Villepin. À retenir ce mot fort : *enfanté.*

4. Le pluriel est délibéré.

5. En réalité, c'est la guerre *rationnelle,* au sens de : menée rationnellement, qui a fait croire qu'on était entré dans l'ère de la guerre *scientifique* (ce terme est soviétique, et remonte à la théorisation d'ensemble des années trente).

6. Le deuxième tournoi Kasparov-Deep Blue, le champion du monde régnant contre l'ordinateur spécialement conçu par IBM pour tester les limites du raisonnement, eut lieu en mai 1997, et se conclut sur le score de 2,5-3,5. L'ordinateur pouvait calculer douze coups à l'avance, alors que l'homme, semble-t-il, est limité à dix.

7. Il y a peut-être une raison fondamentale à cela : une machine cybernétique est presque imbattable pour appliquer des règles, ce que Deep Blue a démontré (en sachant manipuler une arborescence des coups étendue à douze coups, sans doute le facteur décisif). Mais la machine ne sait pas changer de règles (ou alors, il faut la reconfigurer). Plus que l'homme, elle peine, non pas à apprendre en marchant (ce que les boucles de rétroactivité savent très bien faire), mais à anticiper le changement de règles. La surprise, vue d'une machine, c'est la découverte brutale, binaire, d'une autre règle.

CHAPITRE 2

DE LA VICTOIRE

2.1. LE TEMPS DE LA VICTOIRE

LE lecteur, s'il a la patience de lire l'ensemble de l'ouvrage, se rendra compte de la prégnance du temps sur tous les concepts de la guerre. Autant commencer tout de suite, en abordant la victoire, non par le fait (les avantages qu'elle procure), mais par le temps de la victoire.

On conçoit souvent la victoire comme un *moment.* Une telle conception présente un défaut majeur : elle néglige *la dynamique de la victoire.* Il est bien plus pertinent de raisonner la victoire comme un *enchaînement.*

Pure intellectualisation d'un officier en manque de reconnaissance académique ?

Non point. C'est par cette notion d'enchaînement que l'on explique combien chacun, à son niveau, contribue à la victoire. Dire qu'elle est **une *dynamique* et non un *événement*** rend à chacun sa nécessité, sa part, sa marge de victoire, in fine, sa marge d'initiative.

On peut illustrer ce rapport de la victoire au temps de façon très intuitive. Plus la victoire est rapide, plus elle est spectaculaire, brillante, décisive, indiscutable et indiscutée. On peut donc dire que ***l'ampleur* de la victoire est inversement proportionnelle à la *durée* de l'effort.** Quand on parle de la victoire, on raisonne le temps de la victoire comme un quotient : plus il est réduit, plus le produit est élevé et asymptotique.

Pour autant, la durée n'est jamais nulle. En termes physiques, la durée nulle s'appelle le *moment.* Il y a eu un temps où l'on a sérieusement considéré que la victoire pouvait être un moment : c'était dans le cas de la victoire nucléaire. Il est frappant de relever combien les théories qui

fondaient le fait nucléaire dépendaient d'une sorte de dialectique de l'absurde, ainsi de la destruction mutuelle assurée. La victoire-moment devenait une victoire vide de sens, puisqu'il n'y avait plus personne pour y survivre.

Ce n'est pas là une coïncidence : la victoire *instantanée* est un non-sens, l'équivalent du quotient zéro.

2.2. LES TROIS NIVEAUX DE LA GUERRE

Aujourd'hui, la plupart des doctrines militaires font état de trois niveaux de guerre : stratégique, opératif, tactique. Cela est relativement récent. En effet, jusqu'au vingtième siècle, on distinguait la stratégie – la définition des objectifs nationaux et l'allocation des moyens – de la tactique – la conduite de la bataille, proprement dite.

Napoléon a parlé de « grande tactique », qui engerbait les manœuvres et mouvements créant les conditions de la bataille tactique. Par exemple : la ruée de la Grande Armée du camp de Boulogne vers la Bavière et l'Autriche, amenant les victoires d'Ulm puis d'Austerlitz.

Une notion qui s'impose dès les grandes confrontations européennes du XVII^{e} siècle est celle de théâtre d'opération. L'éloignement et la lenteur des communications rendent nécessaire la définition au préalable d'objectifs, puis une large autonomie concédée au commandant sur place. Ainsi, pendant les guerres de la Révolution puis de l'Empire, l'Angleterre entretient simultanément plusieurs théâtres, dont certains sont dits « continentaux » (*Peninsular Campaign,* au Portugal et en Espagne), d'autres sont maritimes (la Méditerranée), d'autres plus lointains (comme les Caraïbes ou l'océan Indien).

La stratégie trouve là son champ d'application naturel : définition des buts de guerre, allocation des moyens. Au tacticien sur place d'utiliser ces moyens au mieux. On peut donc avoir à la fois un espace de manœuvre stratégique dont l'étendue s'inscrit entre celui de la stratégie et celui de la bataille, sans pour autant avoir besoin d'un concept spécifique.

Pendant la Première Guerre mondiale, plusieurs théâtres sont actifs simultanément : Ouest, Est, Détroits puis Balkans, Italie, et même Afrique et océan Atlantique. Les états-majors et gouvernements s'organisent pour gérer simultanément ces théâtres, avec lesquels ils restent en liaison de plus en plus étroite.

Pour autant, la notion qu'il puisse exister un niveau conceptuel entre la stratégie et la tactique naît avec la Révolution russe. En effet, les Soviets se battent sur plusieurs directions (vers la Pologne, vers la mer Noire, vers la Sibérie), et les chefs sur place sont en communication avec la direction centrale. La nécessité de coordonner les actions, analysée après la guerre, mène les Soviétiques à parler d'un niveau distinct des opérations : le niveau « opératif », associé à la notion de théâtre.

Ce concept influence les Allemands dans la période précédant la Seconde Guerre mondiale, sans pour autant s'établir fermement. Pendant cette guerre, les Alliés pratiquent assidûment le niveau opératif, un peu comme M. Jourdain fait de la prose sans le savoir. Après la Seconde Guerre mondiale, la doctrine soviétique est très explicite, en distinguant les trois niveaux de la guerre. Mieux encore, elle attribue une priorité à ce niveau intermédiaire, jugé le plus critique. Cette prétention ne suscite guère d'écho chez les Occidentaux, dans la mesure où ils ne voient pas la nécessité d'un concept particulier pour gérer les opérations au niveau d'un théâtre.

C'est la défaite américaine au Vietnam qui fait évoluer les choses. En effet, au début des années quatre-vingt, les analystes américains se posent cette question simple : « Comment avons-nous pu perdre une guerre sans avoir perdu une seule bataille ? »

S'intéressant un peu tardivement à l'ennemi du moment, ils découvrent une abondante littérature consacrée au niveau opératif. Ils en déduisent qu'on peut avoir une stratégie valide (le *containment* et son application locale, la théorie du domino), une tactique supérieure (démontrée par le fait que chacune de leurs batailles est gagnée), mais que la négligence d'un niveau intermédiaire condamne tous les efforts à la stérilité. C'est ainsi que les institutions militaires américaines traduisent les documents soviétiques et ceux de leurs affïdés, reconnaissent l'importance du « fait opératif» dans la réflexion stratégique, et pour finir, l'incorporent dans leur propre doctrine, au moment du tournant conceptuel du *AirLand Battle.* Ils

réorganisent leurs concepts de commandement (dont le rôle dévolu par la loi de 1986 aux *Commanders-in-Chief,* les CinC) autour de cette doctrine opérative.

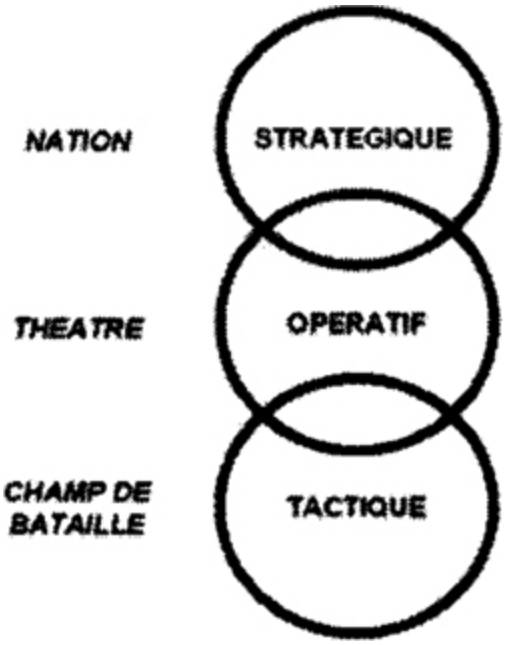
Ainsi, à l'issue d'une lente maturation, la notion de théâtre d'opération a donné naissance à un concept, une théorie, qui assure la liaison entre la bataille locale et la victoire nationale. Le théâtre est le lieu où se déploie la campagne militaire, dont le sort se décide par le faisceau des batailles qui s'y livrent. Dans certains cas, la victoire stratégique est une sorte de balance, une composante des campagnes. Dans d'autres, une seule campagne décide de la guerre, quand bien même toutes les autres connaissent un sort inverse. L'autonomie fonctionnelle du théâtre est une composante de sa définition – deux théâtres liés forment en réalité un seul théâtre.

C'est le fait nouveau des communications qui, en restreignant la souveraine autonomie du commandant sur le théâtre, exige du niveau stratégique un degré supérieur de coordination. C'est la tension entre cet impératif de coordination stratégique et la marge d'initiative nécessaire pour gagner la bataille tactique, qui justifie l'émergence d'un concept autonome et intermédiaire.

Comme toute révolution technologique, celle des communications a mis du temps pour devenir une révolution conceptuelle, c'est-à-dire pour donner naissance aux concepts et aux théories qui, créant un nouveau paradigme, débouchent sur une application supérieure de cette nouveauté technique.

La tactique est née avec la bataille, pourrait-on dire. La stratégie est née avec le pouvoir. Le niveau opératif est né avec les communications.

Comme il a été dit, une condition nécessaire pour gagner une campagne, c'est de gagner les batailles. Le présent ouvrage se situe délibérément au niveau tactique, le niveau de la bataille. Néanmoins, il fallait expliquer brièvement cette théorie des trois niveaux de la guerre, pour faciliter la compréhension du rôle de la bataille.



2.3. LA VICTOIRE DE NIVEAU STRATÉGIQUE

Raisonnons « intemporellement ». La victoire, c'est l'atteinte de ses objectifs.

Cette définition est en apparence très simple ; en réalité, elle recouvre des strates successives de notions plus complexes.

Pour commencer, et en restant dans le domaine militaire, la guerre, qui oppose deux camps, oppose nécessairement deux stratégies, que l'on peut réduire à deux objectifs.

En effet, si les objectifs n'étaient pas contradictoires, il n'y aurait aucune raison de se faire la guerre. C'est d'ailleurs généralement le cas du commerce humain (nous prenons le mot « commerce » dans son acception classique, de «relations»). Ce qui permet aux écoles... de commerce de parler de relations « gagnant-gagnant », où la collaboration des deux parties maximise les gains, *pour les deux.*

Une conséquence souvent méconnue de cette définition, c'est que l'absence d'objectif signifie mécaniquement l'impossibilité de la victoire. Le cas n'est pas de pure théorie : il existe des victoires militaires somptueuses, restées tellement sans lendemain qu'on peut parler de victoires inutiles. Il y

a un cas récent : la victoire de l'OTAN au Kosovo. L'Alliance est maintenant bien embarrassée de sa victoire, du seul fait qu'elle est embarrassée de l'objectif : voulait-elle vraiment un Kosovo indépendant, qui est pourtant le développement logique de l'éviction de la puissance serbe ?

Revenons à un cas élémentaire. Admettons deux camps, poursuivant deux objectifs contradictoires, à tel point que seule la guerre permet (à leurs yeux) de trancher le débat. Donc, ils entrent en guerre. Celui qui l'emporte atteint donc ses objectifs, le perdant doit abandonner les siens. La victoire est nette et sans appel.

Lorsque l'enjeu est positif- par exemple, une région frontalière – le vainqueur empoche le gain. C'est ainsi que la France est rentrée dans ses frontières actuelles, par extensions et rétrécissements successifs, généralement consécutifs à des conflits avec ses voisins.

On pourrait croire qu'à l'inverse, lorsque l'enjeu est négatif – priver l'adversaire de son objectif – la victoire ne consiste pas à empocher un gain. *Ce n'est qu'une apparence.* Car, à l'issue d'une guerre, l'assaillant qui n'a pas réussi à imposer sa volonté a consommé ses forces, en pure perte. Il s'agit là d'un gain implicite, du point de vue du défenseur. Celui-ci a obtenu l'assurance, au moins temporairement, de conserver ce pour quoi il s'est battu.

Ce qui fait que si ce défenseur avait formalisé son but de guerre, non pas sous la forme « conserver telle région », mais « exténuer mon adversaire », même sans mention de la province convoitée, il concevrait sa victoire comme une action positive, un gain réel pour lui, et non comme le simple pendant d'une privation de gain pour la partie adverse.

Ce point n'est pas anodin. On a tendance, par facilité, à considérer que l'offensive s'accorde généralement à un gain positif (s'emparer de), et que la défensive se contente d'un gain négatif (priver de). Si le défenseur reformule son but de guerre en ciblant la puissance ennemie, et non son objectif déclaré, la victoire se déduira comme un gain tout aussi positif qu'une frontière plus étendue.

En tout état de cause, le vainqueur est celui qui impose sa volonté. Par le fait même de la victoire, il a privé l'adversaire de la possibilité de refuser. Il

l'a, soit annihilé (cas des guerres d'extermination), soit contraint à abandonner la province (cas des guerres incessantes de l'empire romain au *limes,* sa frontière militaire, face aux invasions), soit tellement réduit qu'il préfère la négociation à l'une des alternatives précédemment citées. En tout état de cause, *il se soumet.*

2.4. La victoire de niveau opératif

Revenons à la guerre américaine du Vietnam, opposant Giap à Westmoreland, symboliquement mais aussi réellement. Comme il a été souligné, elle offre un bel exemple de décalage de la notion de victoire. Les Américains, en effet, se sont demandés comment ils avaient bien pu perdre une guerre dont ils avaient gagné chaque bataille. C'est ce paradoxe apparent qui les a menés, progressivement, à adopter la théorie opérative dans une vision quasiment démarquée de celle du camp communiste, inspirée des Soviétiques.

Pour Giap, l'objectif était simple : causer des pertes, toujours plus de pertes, sans jamais laisser entrevoir une fin au carnage. Pour Westmoreland, infliger une attrition telle que Giap comprendrait l'inanité d'une stratégie destructrice et vouée à l'échec. Le *body-counting* est devenu une définition de la victoire... et pour finir, la preuve de la défaite, lorsque les stratèges se sont rendus compte qu'on pouvait compter autant de cadavres que l'on voulait, la guerre n'en cessait pas pour autant. Vint le moment où la presse s'en mêla, posant la simple question : *Combien d'armées vietminh avons-nous détruites ?* Par une logique perverse, le décompte s'était retourné contre ses concepteurs[1].

Pour le camp communiste, la guerre du Vietnam se déroulait *sur deux théâtres :* le théâtre vietnamien, proprement dit, mais surtout *le théâtre américain.* Sur le premier théâtre se déroulait la bataille classique, faite de fureur et de sang, comme d'habitude, si l'on peut dire. Sur le second, l'objectif était la volonté et la cohésion du peuple américain *(« America's will to fight »),* et l'arme était le doute, le dénigrement, le retournement des faiseurs d'opinion[2]. Pour mener la guerre sur ce deuxième théâtre, il fallait

entretenir celle du premier. Mais la victoire n'y était pas une condition – seul le *fait* de la guerre sans issue était une condition.

Techniquement, la bataille du Têt, la prise puis la chute de Hué, Khe Sanh, et tous les autres hauts lieux de cette guerre américaine du Vietnam, furent des défaites pour les armées de Giap. Le théâtre vietnamien, laissé à lui-même, ne donnait pas l'impression d'une défaite américaine. En revanche, aux États-Unis, la bataille du Têt instilla le poison mortel du doute (30 janvier 1968 – 8 juin 1969). C'est en pleine bataille de Khe Sanh, médiatisée d'abondance, que l'opinion américaine se retourna contre la guerre[3].

Pour le pouvoir d'Hanoi, le théâtre décisif était en Amérique continentale, pas sur son propre sol. Les analystes américains, dont le plus influent fut Harry G. Summers[4], ont diffusé largement cette idée d'une guerre du Vietnam perdue parce que les stratèges avaient oublié un théâtre, tout simplement.

2.5. La victoire de niveau tactique

Une bataille oppose deux forces, en un lieu et un moment donnés. Il y a des batailles qui se sont réglées en quelques minutes (par exemple, Cold Harbor, 3 juin 1864), d'autres en quelques années (la bataille de l'Atlantique). En règle générale, il y a un vainqueur et un vaincu, même s'il ne faut pas toujours voir quelque chose d'absolu dans cette forme de conclusion.

Autrefois, la victoire se concrétisait par un fait simple : le vainqueur restait maître du terrain. Souvent, le vaincu subissait le massacre. Ainsi, à Cannes (août 216 av. J.-C.), l'armée d'Hannibal *massacre* l'armée romaine. Lui-même compte près de 6 000 tués, soit 11,5% de son armée, un taux considérable pour l'époque. En revanche, les Romains perdent 49 000 hommes tués à l'issue d'une boucherie de plusieurs heures, les rangs trop compacts ne pouvant même pas manier leurs armes ! De surcroît, sur les prisonniers capturés dans le camp romain à l'issue de la bataille, Hannibal fait massacrer 8 000 Romains « supplémentaires » et vendre les autres en esclavage. À titre de comparaison : la grande bataille de la Première Guerre

mondiale qui a le plus marqué les esprits des Britanniques, c'est la Somme. Le premier jour de la bataille (1er juillet 1916) voit l'armée britannique perdre 60 000 hommes – en d'autres termes, pas plus que les Romains à Cannes, deux millénaires plus tôt ! Encore ne s'agit-il pas de morts, puisque après la bataille, les chiffres de tués au combat seront estimés, pour ce seul jour, proches de 19 000 – les autres sont blessés et disparus présumés prisonniers[5].

Outre l'aspect psychologique, rester maître du terrain apportait des avantages réels au vainqueur. Par exemple, il pouvait relever ses blessés (et massacrer ou rançonner ceux du camp adverse). Surtout, il récupérait les armes, notamment les armes de jet (javelots et flèches), qui pouvaient ainsi resservir. Les équipements de protection aussi étaient très recherchés. Par exemple, la légion romaine était supérieurement équipée pour l'époque. Hannibal a constamment équipé ses meilleures troupes avec le matériel pris sur ses adversaires – une pratique courante pendant très longtemps. Jusqu'au cours du vingtième siècle, les souliers étaient un article très apprécié. Enfin, évidemment, il y avait le butin. Il ne faut pas oublier que les armées ont longtemps vécu sur leurs prises.

La victoire, pour le sédentaire, c'est rester maître chez lui ; pour le nomade, piller assez pour tenir l'hiver (l'intersaison).

Aujourd'hui, la victoire de niveau tactique, au moins pour les armées évoluées, est débarrassée de ces contingences. Il n'est même pas dit que rester maître du terrain soit aussi « définissant » qu'avant. C'est d'autant plus vrai dans un contexte de guerre « lacunaire », où les forces se cherchent pour se combattre. On peut très bien envisager un lieu de rencontre que les deux camps abandonnent à l'issue, tout comme deux duellistes quittent le pré après le combat. Ce fut le cas, par exemple, après Gettysburg : dès le lendemain (4 juillet 1863), Lee se hâte pour revenir en Virginie, et Meade se lance à sa poursuite[6].

En revanche, on définit la victoire tactique comme l'événement qui contribue à la victoire de niveau opératif. Par exemple, s'emparer d'une tête de pont, comme au 6 juin 1944, crée les conditions à partir desquelles une armée alliée pourra combattre celle d'Hitler en Europe occidentale.

Il en résulte quelques paradoxes apparents. Ainsi, il est des défaites qui sont des victoires, comme Malplaquet (11 septembre 1709), où Villars

abandonne le champ de bataille mais après avoir infligé tant de pertes à ses opposants que, de fait, ils cessent de faire campagne. Malplaquet, dans les livres d'histoire des jeunes classes britanniques, est présenté comme une victoire de Marlborough... en faisant soigneusement abstraction de ce qu'il en a fait (rien, tout simplement).

A contrario, il y a des victoires sans lendemain, comme la vigoureuse défense française des Alpes en juin 1940[7].

2.6. La victoire en tant qu'enchaînement

Sous le niveau de la stratégie, donc, on trouve les campagnes et les batailles. Toute stratégie correspond à la mise en œuvre des moyens en vue des fins. Concrètement, une stratégie organise l'emploi de ces moyens, selon une séquence autant que possible logiquement ordonnée, afin de progresser vers le but ultime.

Prenons l'analogie du jeu de cartes. La partie dans son ensemble (admettons, un tournoi de bridge) symboliserait la guerre à son niveau stratégique. La bataille de niveau tactique s'apparenterait à une levée. Gagner au niveau tactique, c'est s'emparer des cartes de l'adversaire. Quand il n'a plus d'atouts, il ne peut plus que perdre, même s'il lui reste encore des cartes. **La victoire tactique est donc la saisie d'options.**

Une victoire partielle correspond à un succès local, apportant une option au vainqueur, et par contrecoup, privant l'adversaire d'options dont il puisse lui-même jouer.

La victoire totale résulte d'un faisceau de victoires partielles, ayant amené l'adversaire, progressivement mais inéluctablement, à considérer qu'il n'avait rien à attendre d'un combat supplémentaire. Cette victoire totale est donc le dernier combat. La défaite, c'est le renoncement au combat suivant.

À la fin des levées (les batailles tactiques), les deux camps font le bilan, qui décide de la victoire de niveau opératif (la victoire pour la campagne sur le théâtre considéré).

Une stratégie cohérente ordonnance les résultats opératifs en un faisceau qui construit, levée après levée, la victoire stratégique. Il peut exister des stratégies incohérentes qui accumulent les victoires de niveau tactique, sans jamais pour autant faire avancer la perspective d'une fin décisive et heureuse de la partie au niveau stratégique.

De ce qui a été dit au-dessus, on peut déduire que la notion de victoire n'est pas si absolue qu'il n'y paraîtrait de prime abord. Certes, la victoire totale existe (par exemple, sur les puissances de l'Axe en 1945). Toutefois, historiquement, il y a bien plus de victoires partielles que de victoires totales.

Ainsi, les traités de 1919 ne consacrent pas l'extinction de l'Allemagne. La France obtient le retour des provinces perdues, mais aucune garantie contre une résurgence du militarisme allemand. Avec les conséquences que l'on sait... Avec le recul du temps, la victoire de 1918 est donc partielle. Temporaire, plutôt.

Il est très couramment constaté qu'au fil d'une guerre, les objectifs évoluent. Par exemple, en 1939, la France et la Grande-Bretagne sont entrées en guerre pour garantir l'intégrité de la Pologne (officiellement du moins). En 1945, elles ont accepté une victoire qui entérinait une Pologne profondément remaniée par rapport à celle de 1939 : outre un décalage prononcé vers l'ouest, accompagné d'échanges massifs de population, cette Pologne-là était soumise à l'Union soviétique. Difficile de dire que les deux nations occidentales avaient atteint leur but de guerre...

La dérive du but de guerre est presque une loi historique. Elle s'applique avec d'autant plus de dureté que le différentiel de puissance entre les deux belligérants est faible et que la guerre est longue – ces deux facteurs étant souvent liés. Un autre facteur d'importance est psychologique : les guerres idéologiques engendrent souvent une forte dérive, à cause de la forte interaction entre les événements de la guerre et la perception de sa rationalité.

L'évolution du but de guerre : le coup d'essuie-glace de la guerre de Corée

Quand elle débute, le 25 juin l950. avec l'invasion du Sud par l'armée du Nord (communiste), le but de guerre amenai in est la préservation (et donc, le rétablissement) de la souveraineté du gouvernement de Séoul sur sa fraction de la péninsule coréenne. But limité, s'accordant bien à une guerre limitée.

Du point de vue du Nord, le but est absolu : la réunification de la péninsule sous la férule communiste.

Dans l'hiver 1950-1951. grâce au coup de génie d'Inchon (15 septembre 1950). le général MacArthur peut sérieusement prétendre réaliser cette réunification, sous la houlette américaine celle Ibis. Il y parvient presque, jusqu'à ce que l'implication chinoise (déguisée sous forme d'une armée de « volontaires ») ramène la ligne de démarcation à la frontière initiale, à peu de choses près.

En quelques mois, on observe donc le balancier suivant :

- le camp marxiste commence avec un but de guerre de nature absolue (la victoire totale), le camp américain avec un but relatif (la préservation ou le retour au *statu quo ante) :*
- la victoire d'Inchon, qui mène rapidement à l'élimination du corps de bataille nord-coréen, amène le camp marxiste à un but relatif (la survie de la Corée du Nord), alors que les Américains (MacArthur, en tout cas) haussent leurs ambitions à l'élimination du régime nord-coréen et l'unification de la péninsule coréenne ;
- l'intervention chinoise, qui stabilise *in fine* le front sur les lignes de départ de l'agresseur d'origine, concrétise une situation de but relatif pour les deux camps. Le t'ait que MacArthur ait sérieusement considéré l'option nucléaire démontre la nature absolue du but de guerre qu'il poursuivait à ce moment-là. Le président Truman ne l'a pas suivi : siégeant loin de l'événement, ayant une vue mondiale, il en est resté (fort heureusement) à une définition relative de son but de guerre.

En l'occurrence, le fait que les *buts* de la guerre aient changé découle assez logiquement du fait que la *nature* de cette guerre a changé, lin effet, au cours du bref été de victoires du Nord, l'armée du Sud a été annihilée. L'armée du Nord est ensuite anéantie à son tour, en deux temps : par

l'attrition considérable résultant de sa campagne éclair, puis par le coup de faux sur ses arrières. Pendant un temps, l'armée « de l'ONU. ». (pour l'essentiel : le corps expéditionnaire américain) jouit d'une situation de monopole militaire sur la péninsule, jusqu'à l'intervention chinoise.

Ce qui fait qu'à compter de décembre 1950, la guerre de Corée est devenue une guerre menée en Corée par deux armées étrangères, n'utilisant la main d'œuvre locale que comme supplétifs (au sein des troupes américaines, les KATUSA : *Korean Augmentees To United States Army.* Le terme de « *augmentee* » est éclairant.)

Dans ce fluide qu'est l'histoire en mouvement, la victoire est une dynamique mise en œuvre par les succès locaux. Nous verrons plus loin qu'elle se dessine dans le temps encore plus que dans l'espace.

Les « mécanismes de la victoire »

On trouve en doctrine américaine une analyse assez intéressante des « mécanismes de la victoire ». dans la ligne de la pensée systémique de la guerre. Ces mécanismes relèvent de trois familles : l'érosion/attrition, la désarticulation, la disruption.

L'**érosion ou attrition** consiste à user les forces de l'adversaire jusqu'à extinction ou concession de la victoire.

C'est typiquement ce qui est arrivé à la machine de guerre hitlérienne, qui n'a pas connu de défaite cataclysmique mais qui a été réduite en poussière, graduellement, par la pression combinée des armées soviétiques et occidentales, conjointement à l'usure et à la neutralisation de l'outil industriel. Les armées nazies ont été vaincues progressivement, pièce par pièce, jusqu'à la victoire finale des Alliés. Évidemment, un tel procédé est extrêmement long et dispendieux et coûte autant de pertes au vainqueur qu'au vaincu.

La **désarticulation** consiste à neutraliser une fonction essentielle, de telle sorte que le système combattant tout entier perd sa capacité à fonctionner. ou au moins, une grande part de son efficacité.

Les grandes victoires israéliennes contre les armées arabes peuvent se concevoir ainsi. La conquête brutale de la suprématie aérienne par l'aviation israélienne, au début de la guerre des Six-Jours puis, plus difficilement, dans les premières semaines de la guerre du Kippour. a rendu les Égyptiens et les Syriens très vulnérables et incapables de manœuvrer face aux offensives terrestres de Tsahal.

La campagne de France de mai et juin 1940 ressortit aussi de cette logique. L'année française existe encore en juin 1940. Mlle tente de reconstituer un front sur la Somme au début juin après le désastre de la bataille du Nord, puis sur la Loire dans les derniers jours de la guerre, mais ayant perdu la totalité de ses unités modernes, les seules capables de s'opposer au corps de manœuvre allemand, elle n'a aucune chance de contester la victoire.

Autre exemple : la victoire grecque de Salamine sur la flotte de Darius, le 16 octobre de l'an 4M) avant J.-C. Privé de toute capacité de soutenir une niasse terrestre énorme, le Roi des Rois est contraint à une retraite ignominieuse.

Ce procédé est donc associé aux « grandes » victoires, les campagnes décisives en quelques jours ou semaines. Il concrétise une victoire cinglante, à coût réduit pour le vainqueur.

Plus subtile est la **disruption,** par laquelle un acte décisif rend inutile la poursuite de la lutte, quand bien même il resterait une proportion significative, voire majeure, de la force initiale.

À l'origine, l'idée est empruntée à l'économie et au progrès Technologique et est popularisée par un publicitaire français, Jean-Marie Dru, en 19l)6. Une percée technologique rend caducs les outils antérieurs, souvent de façon très brutale. Importée dans le monde de la guerre, la disruption consiste à créer un événement qui rend la lutte classique sans fondement, avant même que les armes aient parlé. C'est là la différence majeure avec la désarticulation, qui suppose au préalable un combat : la disruption élimine la nécessité de la bataille.

À la différence de la désarticulation, il n'y a pas d'exemple historique convaincant d'un phénomène de disruption. qui reste encore aujourd'hui un objet de recherche théorique et. pour tout dire, une sorte de martingale pour la recherche opérationnelle. Le terrorisme moderne recèle peut-cire un potentiel réel de disruption. dans la mesure où. en anéantissant la volonté de résister avant la bataille, il conduirait à la victoire sur des systèmes combattants classiques. Dissuader l'ennemi d'agir, voire, briser sa résistance et le soumettre sans qu'il ait pu porter le moindre coup est l'objet premier du terrorisme. La guerre iisv métrique est sans doute à envisager sous cet angle.

---

1. Débat relaté par le secrétaire de la Défense de l'époque, Robert McNamara, dans *In Retrospect: The Tragedies and Lessons of Vietnam,* Diane Pub Co, 1995.

2. Très bel exemple avec la visite de la chanteuse Joan Baez dans un camp de prisonniers américains au Nord Vietnam, qui déclare souhaiter la défaite de son pays (Noël 1972). Nous ironisons parfois sur ces « Grandes Consciences de Notre Temps » (GCNT). En France, nous avons eu Boudarel, une GCNT autrement plus nuisible – *kapo* dans un camp de prisonniers français en Indochine, titulaire ensuite d'une chaire d'université, défendu avec ardeur par l'establishment de la faculté lorsque furent révélées ses turpitudes.

3. Voir vignette 23 « Khe Sanh », p. 509.

4. Harry G. Summers, colonel d'infanterie, *On Strategy,* 1984 (réédité chez Presidio Press). Il a fait suivre ce premier opus d'un *On Strategy II,* consécutif à la grande victoire de la guerre du Golfe de 1990-1991, où il estime que la victoire est due, pour une fois, à une saine analyse des trois niveaux de la guerre.

5. Adrian Goldsworthy, *The Punie Wars,* Cassell, 2000. Le parallèle avec la bataille de la Somme lui est dû.

6. Voir vignette 31 « Après Gettysburg », p. 592.

7. 10-25 juin 1940. Un aspect peu connu de cette bataille est que l'armée Olry a dû faire face sur *deux fronts,* étant assaillie par les Italiens sur les Alpes, mais aussi par les Allemands depuis la vallée du Rhône – le tout dans un contexte de négociations d'armistice en cours...

CHAPITRE 3

L'INITIATIVE

VICTOIRE et *initiative* sont des notions contiguës. Cette idée amorce la réflexion sur la notion d'initiative.

3.1. CARACTÉRISATION ET DÉFINITION

La définition en doctrine française a le mérite de la simplicité :

Initiative

1. Fixer ou définir les termes de l'action tout au long de la bataille ou de l'opération ;
2. Capacité d'être un initiateur, pour agir quand il n'y a aucune instruction claire ou quand la situation change.

Il est clair que le terme qui nous concerne ici est le premier, le second relevant plutôt de l'exercice des responsabilités au sens ontologique du terme. En l'occurrence, la définition est très forte.

Dans l'absolu (car nous relativiserons ce concept plus loin), j'ai l'initiative, quand je fais ce que je veux, et que l'ennemi fait ce que je veux.

Notons tout de suite que « l'ennemi fait ce que je veux » *n ' est pas la même chose que :*

- l'ennemi ne fait pas ce qu'il veut ;
- l'ennemi fait ce qu'il ne veut pas.

En effet, il se peut que l'ennemi fasse exactement ce qu'il veut, ne sachant pas que par là il se plie à mon plan (il tombe dans un piège). *A contrario,* il se peut que l'ennemi soit contraint à agir *contrairement à son intention,* sans pour autant que cette action corresponde à mon plan (lorsqu'il évacue, contre son gré, une tête de pont avant que je ne puisse l'y détruire, par exemple).

Donc, si je fais ce que je veux (je dispose du maximum de liberté d'action), et si l'ennemi fait ce que je veux (même, voire de préférence, inconsciemment), je mène le jeu (par exemple, et très concrètement, je décide de la séquence des événements), je peux donc décider du « coup » suivant, alors que l'ennemi, lui, en est réduit à réagir au lieu de décider de sa séquence.

Avoir l'initiative revient donc à disposer d'options, un peu comme une main forte en bridge est pleine d'atouts (la partie adverse ayant abattu tous les siens). Il s'agit évidemment d'options combattantes, car nous admettrons qu'un ennemi a toujours l'option de se rendre (de cesser le combat).

Saisir l'initiative revient donc à s'emparer d'une (au moins une) option. Perdre l'initiative revient à se voir fermer des options. Nous approfondirons ces aspects bientôt.

Il reste à insister sur **la proximité des notions d'INITIATIVE et de VICTOIRE.** En effet, si nous suivons la définition de Clausewitz, la victoire consiste à imposer notre volonté à l'adversaire. « Imposer notre volonté » est synonyme de « lui fermer toute option autre que se plier à notre volonté ». En d'autres termes, **la défaite, c'est la perte totale d'options** (autres que se soumettre bien sûr). Il ne faut pas en déduire pour autant que la victoire est une infinité d'options, et nous verrons plus bas pourquoi. Mais **la victoire consiste à jouir d'au moins deux options** (par exemple, à la fin d'une guerre totale, parachever l'anéantissement de l'ennemi ou traiter avec lui).

Cette importance du concept d'initiative échappe à nombre d'auteurs, peut-être parce qu'ils la considèrent comme acquise ou évidente. Parmi les rares qui y fassent référence, certains (Richard Simpkin par exemple) font un contresens sur cette notion[1].

Pourquoi la notion d'initiative est-elle déterminante ? Parce qu'étant incluse dans la notion de victoire, elle est par définition l'objectif premier du chef militaire, et l'objet de toute réflexion tactique. **Le chef combat *pour gagner,* ce qui revient à dire que le chef combat *pour saisir l'initiative* (s'il ne l'avait déjà), et *pour l'exploiter- la rentabiliser* (une fois qu'il en dispose).**

3.2. CARACTÉRISTIQUES

3.2.1. Relativité

La première caractéristique est sa relativité. En effet, la description de l'initiative telle qu'elle a été donnée plus haut (description et non définition, puisque la définition officielle doit être améliorée) s'applique à un cas extrême, celui de l'initiative totale et absolue. Ce cas est idéal, abstrait, mais ne peut figurer dans le monde réel. En pratique, l'initiative absolue n'existe pas.

En effet, aucun chef militaire ne dispose d'une totale liberté d'action.

Sa première limitation relève du monde matériel : les troupes qu'il commande ont des capacités finies; le terrain sur lequel il opère induit des contraintes (relief, mais aussi dimensions, praticabilité, etc.) ; les conditions atmosphériques du moment, l'heure de l'action (nuit ou jour) modifient les conditions d'emploi de ses moyens.

La deuxième limitation est temporelle : il n'y a pas de guerre ou de combat qui ne souffre d'une limite temporelle (il faut devancer l'ennemi, ou le retarder jusqu'à ce que..., etc.). Tous les hommes sont mortels : un général qui se croirait maître du temps risquerait de mourir de vieillesse avant que d'avoir combattu ! Plus généralement, cette contrainte temporelle pèse sur la chronologie de l'action (quand doit-elle commencer ou s'achever), sur sa durée (minimale ou maximale), sur son rythme, sur toute combinaison des précédentes. Mais elle existe toujours : le combat étant une action, se déroule dans le temps.

La troisième limitation est intellectuelle : tout chef militaire est soumis à une volonté supérieure, jusques et y compris le commandant suprême (par exemple, le chef de l'État), qui est, lui, soumis à des contraintes politiques (« acceptabilité » de la guerre par exemple). L'expression formelle de cette contrainte est la MISSION[2], qui indique clairement au chef ce qui est attendu de lui, et donc, *a contrario,* et implicitement, ce qu'il ne peut pas ou ne doit pas faire.

D'une façon plus générale, et au moins au début, l'initiative est partagée avec l'ennemi. En effet, tant que les deux parties ne sont pas au contact, engagées au combat l'une contre l'autre, chaque camp dispose (compte tenu des limitations évoquées plus haut) de son maximum de liberté d'action, donc, d'initiative. Avant d'en venir aux mains, l'initiative est partagée, figurativement, 50/50. Bien entendu, les proportions dépendent des potentiels, de la marge d'initiative, du terrain, du temps, etc., dont chacun dispose. On peut donc dire que « le partage de l'initiative » s'établit rarement à 50/50, qu'il serait plutôt proche de 60/40 ou 70/30, selon les rapports de force initiaux par exemple (et si l'on pouvait quantifier les valeurs de liberté d'action).

Sur un autre plan, il y a une autre raison pour admettre la relativité de la notion d'initiative : c'est que la somme des initiatives est variable. En règle générale, plus un chef dispose de forces, et plus sa liberté d'action est grande[3]. Le total des proportions évoquées plus haut est donc lui-même variable. Il en découle qu'avant le premier contact, et suivant le type de conflit, le lieu où il se déroule, etc., chaque camp peut bénéficier de très nombreuses options, ou qu'au contraire, chaque camp peut être d'emblée très limité dans sa liberté d'action[4]. Il n'y a donc aucune corrélation entre la *part* d'initiative dont on dispose, et son *ampleur.* Notons en passant que le total algébrique dépend dans une large mesure de l'information dont chaque camp dispose.

Enfin, le principe d'incertitude exerce une forte influence sur l'initiative. Il est assez courant, en effet, qu'un camp ait l'initiative sans s'en rendre compte, pour la même raison qu'il a obtenu la victoire, mais ne le sait pas encore. La relativité de la perception, souvent différente de la situation objective, telle que l'historien ou l'analyste la feront transparaître plus tard, influe forcément sur l'initiative.

3.2.2. Unicité

La deuxième caractéristique est l'unicité de l'initiative à l'échelon considéré. Chaque niveau de commandement dispose d'une marge d'initiative donnée. Cette « marge d'initiative » peut être considérable (limitée uniquement par les contraintes matérielles et temporelles évoquées plus haut), ou extrêmement réduite (en raison, le plus souvent, d'une interférence excessive des échelons supérieurs, ou d'une indépendance totale des échelons subordonnés[5]). Il n'en demeure pas moins que la notion même de commandement suppose une certaine marge d'initiative, sans quoi on ne peut parler de commandement. Cette notion est évidente, mais doit être soulignée car elle servira par la suite.

3.2.3. Transitivité

La troisième caractéristique découle de la précédente : c'est la transitivité, ou la transférabilité de l'initiative. L'initiative dont dispose un échelon « appartient » à celle dont dispose son échelon supérieur. Il est important de souligner que cette relation de transitivité est bilatérale : du haut vers le bas, l'initiative est déléguée ; mais du bas vers le haut, toute initiative conquise vient renforcer celle de l'échelon supérieur. Ce dernier point est l'objet même de l'action du subordonné : en accomplissant sa mission, il contribue au succès de la mission du supérieur.

Lorsque le chef tactique a gagné son combat, il a renforcé la marge d'initiative de son supérieur. Lorsque ce dernier a exploité cette victoire pour l'emporter sur le théâtre des opérations, il a renforcé la marge de manœuvre du politique, qui peut décider de poursuivre les opérations, ou de traiter.

3.2.4. Mortalité

Enfin, la quatrième caractéristique est souvent négligée : c'est la mortalité de l'initiative. Elle ne s'use que *si l'on ne s'en sert* ***pas.*** Concrètement, celui qui n'exploite pas l'initiative dont il dispose se condamne à en faire cadeau à l'adversaire[6]. Le chef militaire doit en

permanence s'interroger sur le degré d'initiative dont il dispose, et agir pour l'augmenter[7]. Nous verrons plus loin que par là le concept d'initiative rejoint celui de risque. Retenons pour l'instant l'ardente obligation pour le chef militaire d'exploiter toute l'initiative dont il dispose, sous peine de la perdre à bref délai (face à un ennemi actif, évidemment).

3.2.5. Caractérisation de l'initiative

L'initiative est la maîtrise de la décision. Elle est indissociable de la présence d'options. « Saisir l'initiative », c'est obtenir la maîtrise du coup suivant, c'est inversement priver l'adversaire de la capacité d'exercer une option pour le même « coup ». Le combat a donc pour but, initialement (= initiative partagée) de conquérir une/des option(s) au détriment de l'adversaire.

Notons que l'initiative n'est pas l'activité, et encore moins l'agitation. La débauche d'énergie, dès lors qu'elle n'est pas consommée, focalisée, en vue du but à atteindre, ne contribue en rien à l'initiative.

3.2.6. Relation entre initiative et liberté d'action

Bien qu'extrêmement proches, les deux notions ne sont pas identiques.

La liberté d'action, au moins partielle, est une condition de l'initiative. Par exemple, pour attaquer – l'acte d'initiative par excellence -il faut disposer librement de la masse de manœuvre nécessaire. Si toutes les unités sont occupées, par l'ennemi ou par une autre mission, il est impossible d'accroître sa part d'initiative du fait de sa propre action (elle peut s'accroître spontanément, du fait d'une erreur de l'adversaire).

En retour, l'initiative contribue à la liberté d'action. Néanmoins, on peut conserver une bonne part de liberté d'action tout en ne disposant pas de l'initiative. L'art de la défense consiste justement à maximiser sa liberté d'action pour reprendre, *plus tard et du fait de son action,* une marge d'initiative.

3.3. PRIMAUTÉ DANS LA DÉCISION TACTIQUE

Ayant ainsi tenté une redéfinition et illustration du concept, voyons à quoi il sert.

D'abord, au simple plan technique, **avoir l'initiative optimise le fonctionnement du système combattant.** Par exemple, décidant du coup suivant, le chef peut répartir ses moyens et attribuer ses priorités *en optimisant l'emploi des moyens disponibles,* puisqu'il n'a plus *le souci de parer le coup de l'adversaire.* En particulier, il peut synchroniser ses systèmes (mêlée, appuis...) au mieux de leurs capacités. Il peut, à l'extrême, se dispenser d'une réserve (ce qu'énonçait Foch, dans *De la conduite de la guerre)*[8].

Dans le même ordre d'idée, le chef jouit de **l'anticipation parfaite** (puisque c'est lui qui décide de la séquence à venir).

Décidant de l'action à venir, le chef est d'autant plus en mesure d'en garantir la **convergence avec l'intention du supérieur.** Il ne lutte pas, en pratique, pour contrer le plan de l'ennemi, mais pour réaliser celui de son supérieur. Cette imbrication des effets rejoint, au degré supérieur, la notion d'optimisation des systèmes évoquée ci-dessus.

Enfin, **l'ascendant moral** n'est pas la moindre utilité de la propriété de l'initiative. Lorsqu'un camp sait qu'il «joue son jeu », alors que le camp opposé le subit, il y a à l'évidence un effet multiplicateur en faveur du premier, ce que l'on appelle, tout simplement, *la dynamique de la victoire.* Ceci pour insister à nouveau, si besoin était, sur l'étroite imbrication des notions de victoire et d'initiative.

> Pour récapituler : l'initiative est la condition *sine qua non* de la victoire, selon le rapport « victoire = saisie de l'initiative + rentabilisation jusqu'à destruction de toute marge d'initiative à l'ennemi ».

Saisir l'initiative consiste à conquérir la maîtrise du « coup » suivant. On *jouit de l'initiative* quand on a *des options,* on *perd l'initiative* quand on *perd des options.*

L'initiative est *relative* (elle est plus ou moins partagée, plus ou moins ample, et en tout état de cause toujours limitée), elle est *unique* à chaque échelon considéré, elle est *transitive* (elle relève de l'initiative du supérieur, et y contribue), elle est *mortelle* (périssable). L'initiative apporte l'optimisation du système combattant, l'anticipation de l'action suivante, la convergence dans les actions de chaque échelon vis-à-vis du tout, l'ascendant moral.

Quel que soit l'objectif (la mission du moment), on combat *pour saisir ou exploiter l'initiative.*

Le raisonnement tactique proposé dans cet ouvrage applique une méthode, dite « de l'effet majeur », dont l'objet unique est de conceptualiser la façon dont le chef entend saisir l'initiative, concept auquel il accorde une prééminence absolue.

Un tel mode de raisonnement est intrinsèquement supérieur à d'autres, qui visent directement la force de l'ennemi (méthode dite « du centre de gravité »). Il y a une grande différence entre viser une *faiblesse* (notion statique) et viser une *opportunité* (notion dynamique). La méthode de l'effet majeur est dynamique, par nature. En formalisant ce moment déterminant du combat à son échelon, elle force le chef à le conceptualiser, c'est-à-dire, *à en décider.*

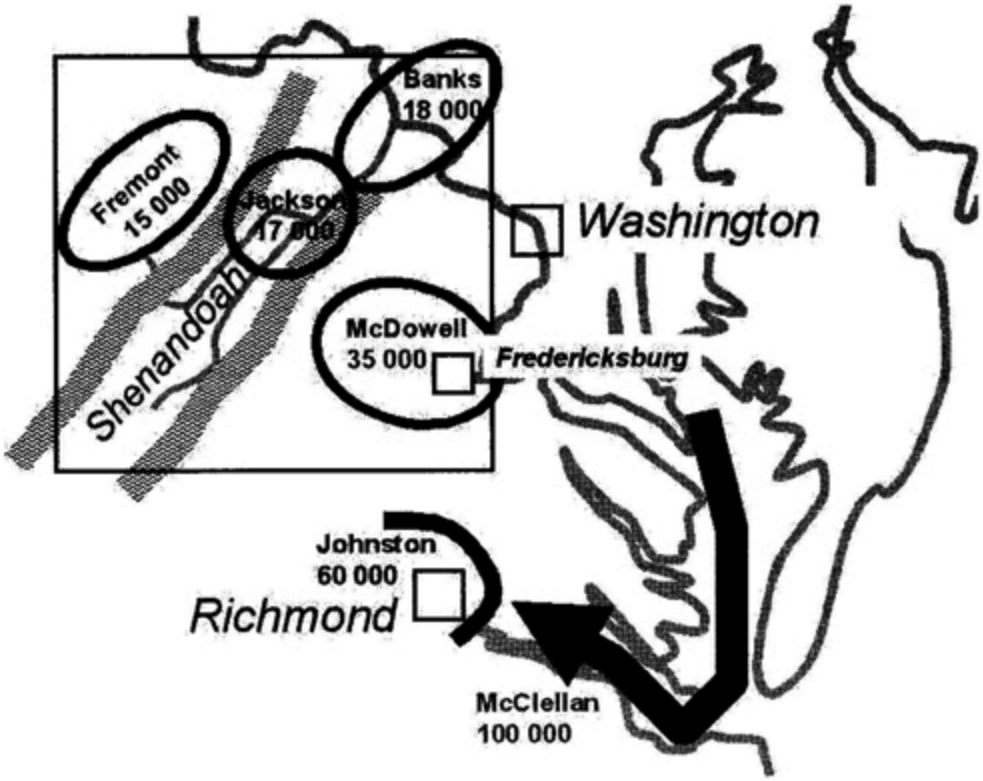
L'effet majeur est l'outil conceptuel spécifiquement conçu pour mener le chef à la seule décision qui compte, celle de *la conquête* (ou de la préservation ou de l'exploitation) *de l'initiative.*

Ce qui rend la méthode d'autant plus subtile et explique pourquoi, même dans l'institution militaire française, elle ne bénéficie pas de l'adhésion enthousiaste qu'elle mérite – alors même qu'elle y est née.

SHENANDOAH, 8 mars-9 juin 1862

La *Valley Campaign* de Jackson

Guerre de Sécession (Théâtre oriental)



En attaque : Général Jackson (Confédérés), 17000 hommes
En défense : Généraux McDowell, Banks, Rosecrans puis Fremont, pour un total de 60 000 hommes environ (effectif variable)

SITUATION GÉNÉRALE

La campagne de l'est en 1862

Au printemps 1862, la nouvelle armée fédérale organisée à grand peine par le général en chef, McClellan, menace Richmond, la capitale confédérée, défendue par le général John E. Johnston. McClellan a profité de son écrasante supériorité navale pour contourner les défenses de Richmond, débarquant à Hampton Roads et remontant la péninsule formée par les rivières James et York (voir vignette 15, p. 455). Fin mai, il est à vue

des clochers de Richmond. Il aligne une armée de 100 000 hommes opposés à 60 000 Confédérés. Au nord de Richmond, en direction de Washington, le corps de McDowell compte 35-40 000 hommes et couvre Washington. Surtout, il est susceptible de s'engager en appui de l'attaque principale sur Richmond.

À l'ouest, dans la vallée de la Shenandoah, un petit corps aux ordres du général « Stonewall » Jackson a hiverné et cherche à résider le plus longtemps possible pour engranger les premières récoltes. Il opère librement, bénéficiant du soutien de la population, acquise à la cause rebelle.

Le corps de Jackson est isolé entre trois corps fédéraux, qui agissent sans coordination effective. À l'est, McDowell, déjà cité, est orienté vers l'appui à l'attaque principale (sur Richmond) bien plus que sur la réduction d'une menace mineure (et y est d'ailleurs personnellement opposé, à juste titre comme le démontrera la suite des événements).

À son ouest, sur le versant opposé des Appalaches, le corps de Rosecrans (remplacé par Fremont le 29 mars) est en cours de constitution en vue de porter la guerre vers le Tennessee. Quatre détachements en cours de mobilisation comptent un total de 15 000 hommes environ, à McDowell, Franklin, Moorefield et Romney, et contrôlent les passages entre la vallée et la Virginie occidentale.

Au nord, Banks dispose de 18 000 hommes qui surveillent Strasburg et couvrent le passage vital de Harper's Ferry, sur le Potomac, protégeant ainsi Washington des raids sudistes lancés depuis la Shenandoah.

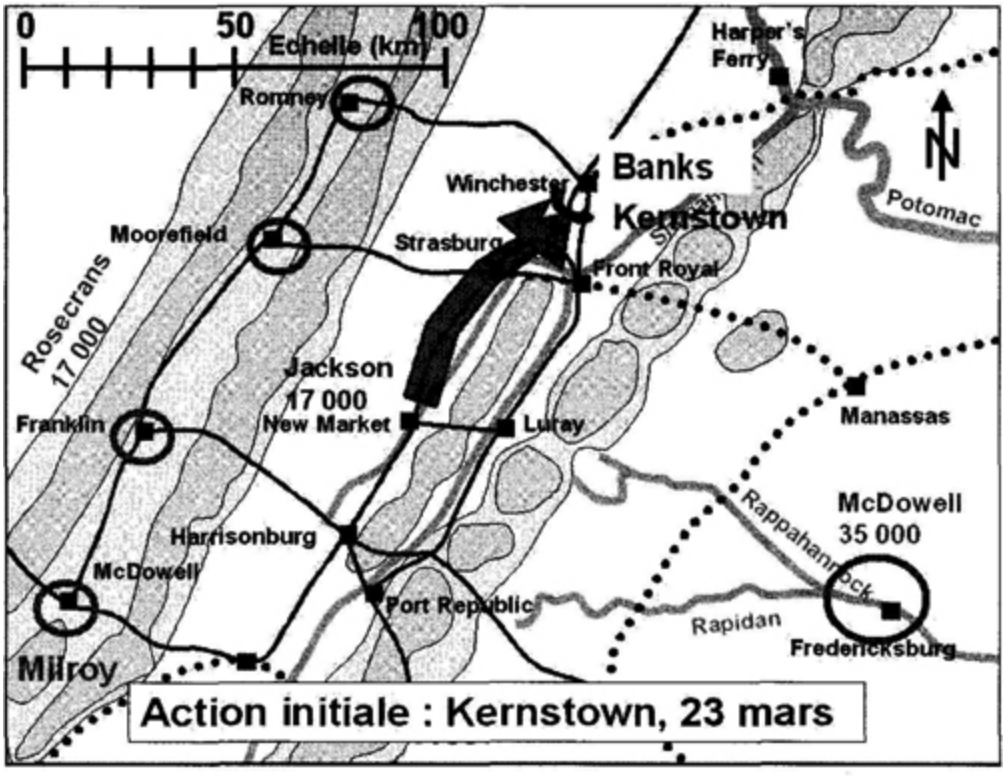
L'intention de Lincoln, qui insiste pour regrouper sa force d'attaque, est de renforcer le front principal avec le maximum de forces de McDowell et Banks. Il est vrai que la concentration des deux forces majeures des Fédéraux permettrait d'aligner 140 000 hommes sur Richmond, face à Johnston, transformant ainsi un rapport de force défavorable mais maîtrisable de 100 000 contre 65 000 en un rapport de force beaucoup plus écrasant de 140 000 contre les mêmes 65 000, passant ainsi de 1,5 contre 1 à 2 contre 1.

Très préoccupé par cette possible concentration, réalisable en quelques jours à peine, Johnston ordonne à Jackson de fixer le maximum de

Fédéraux dans et autour de la Shenandoah. Jackson conçoit une série de manœuvres qui se dérouleront en mai et dont l'effet sera d'occuper très efficacement une force double de la sienne à réagir à ses attaques, privant ainsi McClellan des renforcements attendus sur le front principal. Cette série de manœuvres hardies, exécutées avec une énergie inouïe, prendra le nom de « Valley Campaign » et assurera à tout jamais la réputation de Jackson.

Action préliminaire : l'attaque de Kernstown, 23 mars 1862

L'affaire commence mal pour Jackson, avec une attaque osée vers le nord, qui prend la tournure d'un échec tactique mais qui aura des conséquences disproportionnées sur le reste de la campagne. Jackson vient d'être renforcé par la division de Ewell, portant sa force à 17 000 hommes. Sa lecture de la situation le porte à croire que le corps de Banks est en cours de mouvement vers Richmond (de fait, deux divisions et Banks lui-même ont quitté la Shenandoah).



Partant du centre de la Shenandoah, à New Market, Jackson s'élance vers le nord et attaque la division de Shields, installée sur Kernstown, le 23 mars. Il prend ce risque car il croit attaquer une division qui se prépare à partir vers le nord et qui se trouve ainsi moins assurée sur sa position.

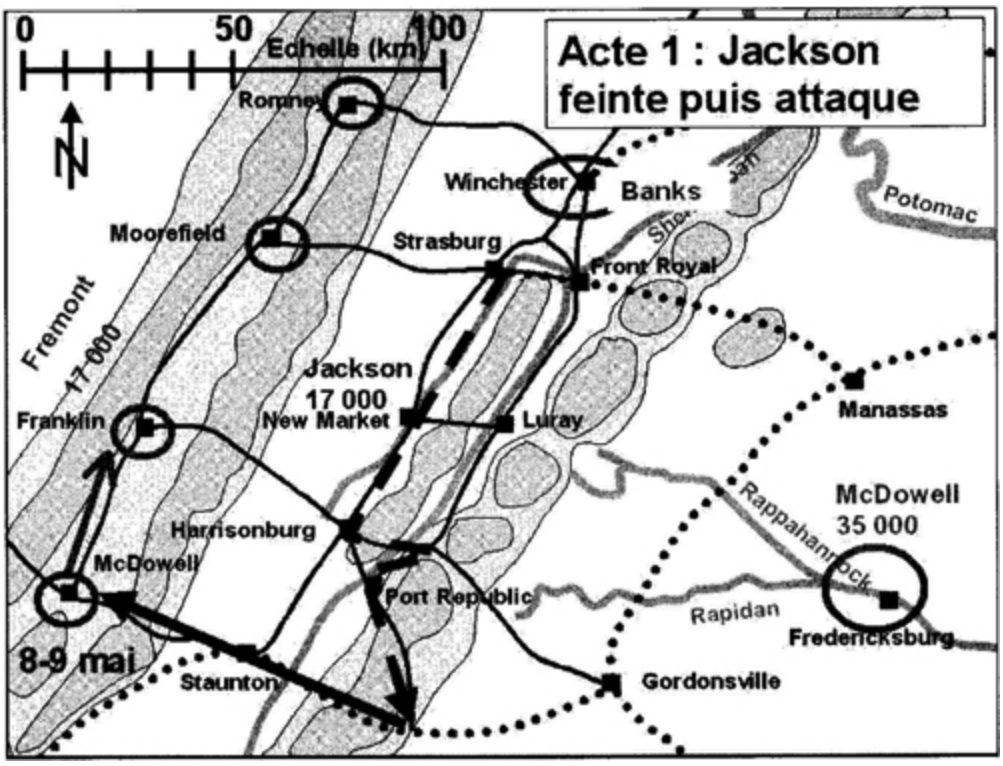
4 200 Confédérés s'en prennent à 9 000 Fédéraux bien commandés par le colonel Kimball, en l'absence de son chef (Shields a été blessé la veilIe) et sont repoussés avec de lourdes pertes. Pour autant, Banks est surpris de la virulence de l'attaque et il en déduit que Jackson dispose d'une force bien supérieure à celle qui lui est effectivement opposée. Il se replie sur Winchester. Bien qu'infructueuse, cette première attaque de Jackson inquiète beaucoup les Fédéraux, qui abandonnent toute velléité de dégarnir le débouché nord de la Shenandoah. Deux divisions de Banks, déjà parties vers l'est, reviennent précipitamment. Un échec tactique se transforme ainsi en succès stratégique qui pèsera fortement sur la suite des événements.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Du 8 mai au 9 juin, Jackson va lancer une série d'attaques sur chacune des fractions isolées qui l'entourent, d'abord vers l'ouest (acte 1), puis à nouveau au nord (acte 2), avant de s'échapper vers le sud, en deux temps, bernant complètement les forces lancées à sa poursuite et privant McClellan des renforcements attendus sur Richmond. Chacun de ses mouvements est précédé d'une feinte.

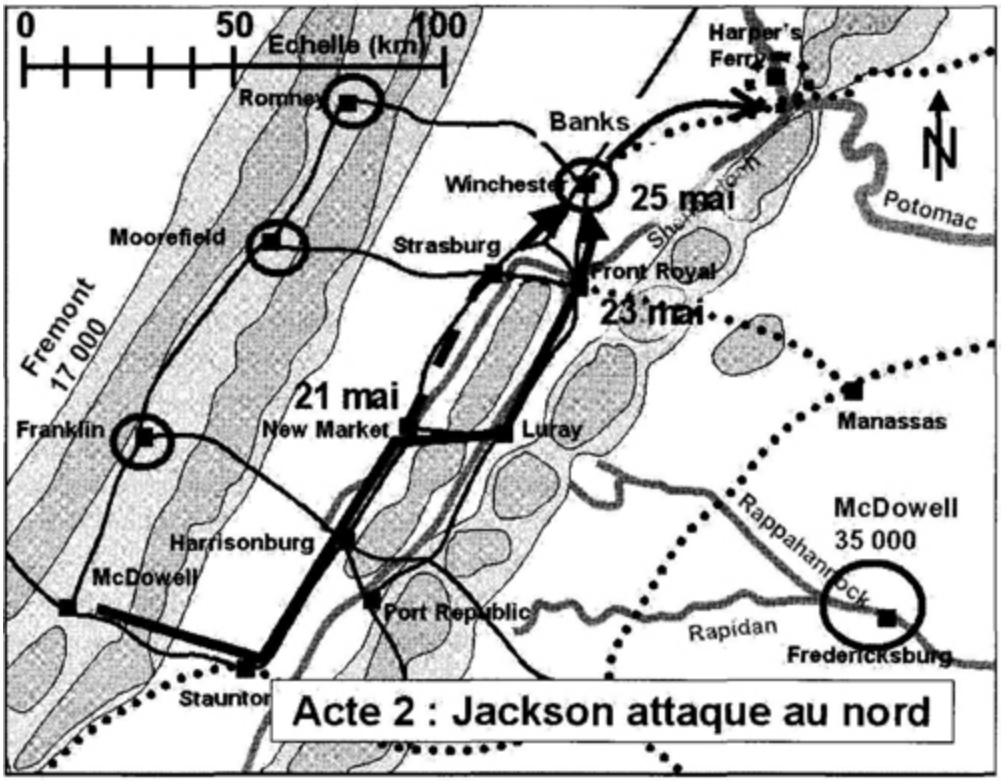
Acte 1 : Jackson feinte et attaque à l'ouest



Revenu fin mars sur sa position de départ, à Strasburg, Jackson se reconstitue. Le 6 mai, il décroche précipitamment vers le sud-est, par Harrisonburg, franchissant la crête orientale par la trouée de Brown et rejoignant la voie ferrée à Charlottesville. Il donne l'impression de vouloir rejoindre l'armée devant Richmond, faisant ainsi le jeu des Fédéraux.

En réalité, dans la nuit du 7 au 8 mai, il embarque sa petite armée sur les trains, non pour rejoindre Johnston (vers le sud-est), mais pour repartir plein ouest. Le 8 mai, à McDowell, il attaque la petite troupe de Milroy renforcé par Shenck, dont les 5 000 hommes se replient vers le nord (Franklin).

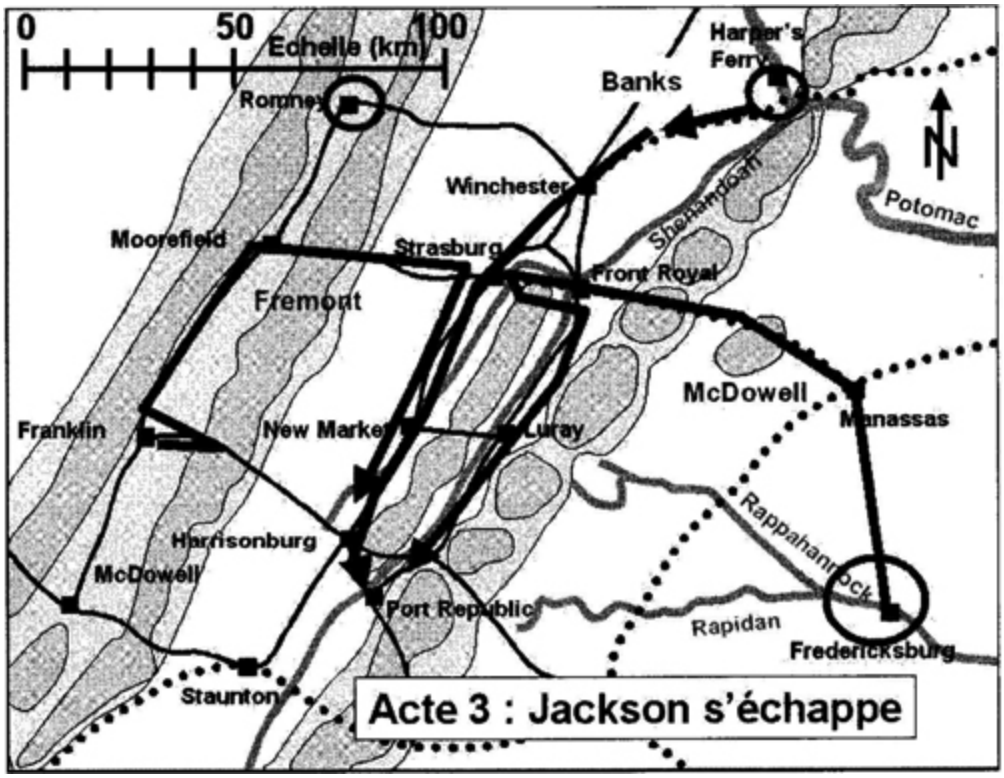
Acte 2 : Jackson feinte et attaque au nord



S'étant ainsi assuré d'une certaine tranquillité sur son flanc gauche, Jackson remonte vers le nord, empruntant l'axe central de la Shenandoah. Il laisse sa cavalerie, aux ordres d'Ashby, sur la route principale, donner le change quant à son intention réelle, et glisse par la trouée de Lurray dans la South Fork, qu'il remonte ensuite vers le nord. À Front Royal, le 23 mai, il pulvérise un détachement de couverture. Banks, concentré sur Winchester, se découvre menacé directement sur un flanc dégarni. Attaquée sur deux directions le 25 mai, son armée craque et se replie si précipitamment sur la sécurité de Harper's Ferry qu'elle abandonne tout son train d'équipage à ses poursuivants. L'infortuné général acquiert le peu glorieux qualificatif « d'officier d'intendance Banks » dans la mesure où son ravitaillement bénéficie directement et immédiatement aux Sudistes. La capture de 2 000 retardataires et de nombreux chevaux et impedimenta a au moins l'avantage de donner à son armée le temps de s'échapper. La défaite ne se transforme pas en déroute, mais Banks est lui aussi durablement neutralisé et repoussé loin au nord. Jackson fait une brève démonstration vers Harper's Ferry mais n'insiste pas et se replie sur Winchester.

Acte 3 : Jackson esquive et s'échappe vers le sud

Lincoln est furieux. De son bureau de Washington, harcelant les subordonnés de McClellan et leur donnant directement ses ordres par télégraphe, au grand dam du général en chef, il tente de refermer le piège de la Shenandoah sur Jackson. Fremont reçoit l'ordre de revenir au plus court dans la vallée intercepter Jackson au sud, McDowell reçoit l'ordre de faire de même depuis l'ouest, Banks étant supposé relancer le mouvement vers le sud. Les trois pinces sont censées se refermer sur Jackson.



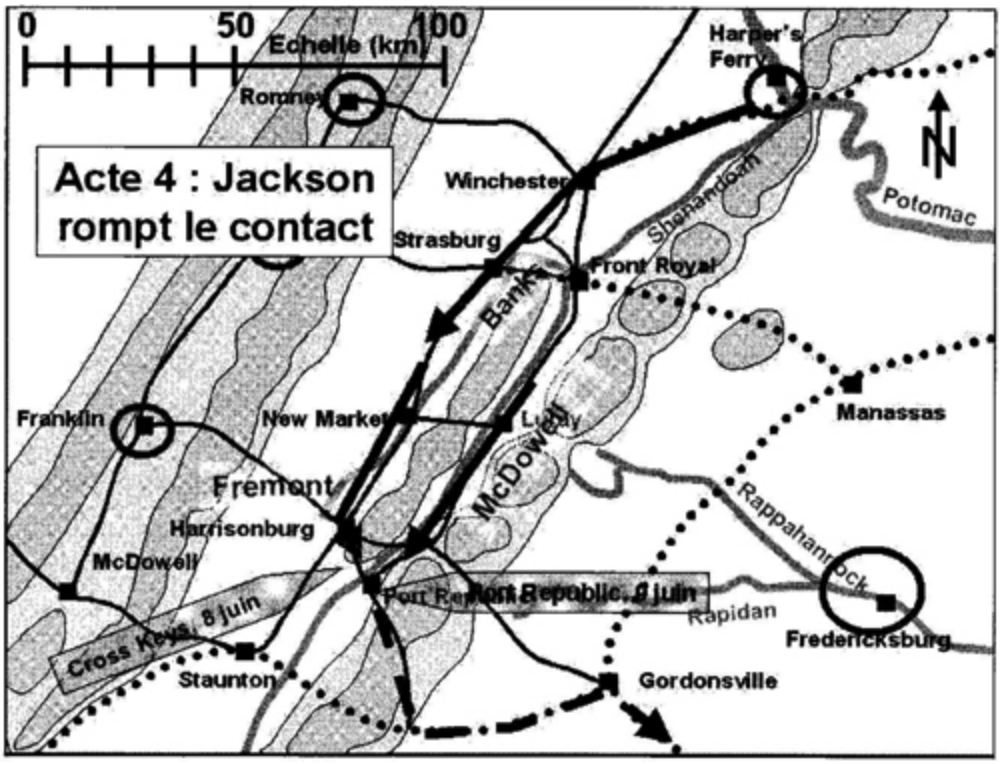
Pour ce faire, il faudrait que Fremont vise au plus court, par une trouée qui le mènerait à New Market, au sud de la position de Jackson. Mais un petit détachement de couverture sur la crête suffit à l'en dissuader et Fremont remonte vers le nord, par le versant est des Appalaches le ramenant dans la vallée à hauteur de Strasburg. McDowell, excédé tout comme McClellan, entame mollement son propre mouvement.

Marchant jour et nuit sans relâche vers le sud, Jackson passe Strasburg quelques heures à peine avant ses poursuivants (le 1er juin), que son arrière-

garde retarde en détruisant les ponts derrière lui. La course furieuse est engagée vers le sud de la vallée, le corps de Fremont sur ses traces, par la North Fork de la Shenandoah, et McDowell par la South Fork. Banks suit Fremont par la vallée ouest (North Fork).

Acte 4 : Jackson berne ses poursuivants

Jackson parvient au sud de la vallée avec quelques heures d'avance. Il bénéficie du seul pont encore intact sur la Dry River, séparant les deux bourgades de Cross Keys et de Port Republic. Les deux armées qui le traquent opèrent chacune d'un côté de la rivière. Jackson a une dernière idée de génie. Sa petite armée est inférieure à la réunion de ses poursuivants mais pas à chacun d'entre eux pris individuellement.



À Cross Keys, le 8 juin, il donne un coup d'arrêt à Fremont, sans parvenir à le réduire. Puis, laissant une petite force d'observation face à lui, il reporte sa masse à l'est de la coupure, sur Port Republic, et attaque l'avant-garde de McDowell, le 9 juin. Deux brigades fédérales, bien que surclassées, livrent une résistance acharnée qui prive Jackson d'un succès

décisif mais qui brise l'élan de McDowell. Ayant épuisé ses deux poursuivants, il s'échappe, définitivement cette fois-ci, en direction de Richmond, rejoignant l'armée de Johnston juste à temps pour les combats décisifs de la Peninsular Campaign (bataille de Mechanicsville, le 26 juin).

ENSEIGNEMENTS

En quarante-huit jours de marche, entre le 21 mars et le 12 juin, l'armée de Jackson a parcouru plus de 1 000 km, livré cinq batailles et occupé un effectif quatre fois supérieur au sien. Surtout, Jackson a disposé de la supériorité numérique à chacun de ses combats.

La vitesse de déplacement de son armée impressionnera tant les témoins de l'époque qu'elle prendra le nom de *foot cavalry* (« cavalerie à pied »). De fait, les hommes marchent sans paquetage, se nourrissant sur le pays (ou sur l'ennemi), survoltés à la perspective de berner l'adversaire ou de lui échapper. Jackson mène sa troupe aux limites extrêmes de l'épuisement à plusieurs reprises, et notamment tout au long de la fuite du 31 mai au 6 juin – une semaine qui laissera le souvenir d'un enfer inouï pour tous ses soldats, qui marchent jour et nuit, le ventre creux, quasiment sans halte autre que les combats retardateurs.

Cette campagne illustre de façon spectaculaire la notion d'initiative et ses conséquences sur le terrain, mais aussi sur le mental de l'adversaire.

ACTION SIGNIFICATIVE

La belle défense de Milroy devant McDowell, le 8 mai

Le général Milroy est attaqué par Jackson le 8 mai 1862. Bien que surpris, il dispose de quelques heures d'avance pour se préparer au choc. Il est renforcé par des troupes venues de Franklin, commandées par le général Shenck. Les deux généraux vont faire preuve d'une belle ardeur défensive malgré une nette infériorité numérique.

La ville de McDowell est située dans une cuvette. Arrivé sur le col qui la domine, Jackson déploie son artillerie sur le mouvement de terrain de Sitlington's Hill et reconnaît les berges de la rivière derrière laquelle les Fédéraux se sont retranchés. Milroy saisit le moment d'indécision et se

lance à l'attaque du mouvement de terrain, privant l'artillerie confédérée de la possibilité d'infléchir sérieusement la bataille. L'artillerie de Milroy, pour tirer vers le haut, creuse sous la flèche des affûts afin que les canons puissent tirer à une élévation supérieure.

Quatre heures de combats furieux font avorter l'encerclement prévu par Jackson. La petite armée de Milroy et de Shenck se replie en bon ordre vers Franklin, incendiant la forêt derrière elle pour couvrir son repli.

Pour échapper au piège, Milroy a adopté le procédé de l'attaque perturbatrice (*spoiling attack),* bel exemple de mordant et de sens du *timing*.

CONSÉQUENCES

Les ordres de Lincoln : une erreur stratégique

Dans les jours qui suivent l'humiliation de Winchester (25 mai), Lincoln s'évertue à effacer l'outrage. Ce faisant, et malgré les très vives protestations de McClellan et McDowell, il s'acharne sur Jackson au détriment de l'action principale. En effet, au même moment, l'armée de McClellan achève sa pénible remontée de la péninsule et aborde les défenses rapprochées de Richmond par-dessus la rivière Chickahominy. Privée de l'apport d'une attaque venue du nord, opposée à une défense ardente appuyée sur la rivière gonflée par les pluies incessantes, cette attaque est arrêtée net à la bataille de Seven Oaks / Pine Ridge, le 31 mai – c'est-à-dire, précisément au moment où tout le reste de l'armée est partie à la chasse au Jackson.

Lee devient général de l'armée de Virginie le 1er juin, Johnston étant blessé et usé par ses responsabilités. Lee récupère le corps de Jackson vers la mi juin, alors que McClellan n'est pas renforcé par McDowell et consorts. Le rapport de force s'améliore au profit du défenseur. C'est ce qui explique l'apparente témérité de Lee lorsqu'il lance la contre-offensive, le 26 juin (bataille de Mechanicsville), qui conduira au rejet de l'armée de McClellan, deux mois plus tard.

La curieuse apathie de Jackson

Lorsque Jackson rejoint l'armée de Lee au nord de Richmond, vers la mi-juin, il est saisi d'une langueur qui paraît incompréhensible à Lee. Toute

sa troupe est épuisée. Pendant les furieux combats qui décideront du sort de la *Peninsular Campaign,* l'armée de Jackson reste étrangement inerte, à commencer par son chef. Cette apathie prive Lee de la possibilité de remporter une victoire véritablement décisive. Pour autant, la simple présence d'une armée qui vient de se faire une réputation aussi glorieuse a un impact considérable sur le mental des Fédéraux, le général McClellan au premier chef.

Pour victorieuse qu'elle soit, cette campagne montre les limites de l'endurance et les effets à moyen terme sur le chef, qui a été épuisé mentalement et moralement autant que physiquement.

---

1. Le général américain Starry, dans son introduction à l'œuvre majeure de Simpkin, *Race to the Swift: Thoughts on Twenty-First Century Warfare,* Batsford, 1998, fait encore mieux... : il constate que la plupart des généraux de la Deuxième Guerre mondiale qui avaient remporté des victoires en situation d'infériorité numérique (il pense surtout aux Allemands) s'étaient auparavant « emparés de l'initiative ». Comme si on peut vaincre sans avoir l'initiative !

2. Ou tout autre terme équivalent selon le niveau hiérarchique considéré : directive, par exemple.

3. Nous admettrons pour cela qu'il sait s'en servir, en d'autres termes, qu'il n'y a pas d'excédent pénalisant, diminuant de fait sa liberté d'action.

4. Par exemple : bien qu'attaquant, il doit couvrir sa base opérationnelle, ou sa capitale... Il est lié, et aussi libre que le chien de garde attaché à une main-courante. Ce fut le cas, pendant presque toute la guerre de Sécession, des deux armées qui s'observaient en Virginie : chacune devait couvrir sa capitale (Washington et Richmond).

5. Cette partie de la proposition est loin d'être anecdotique : chaque subordonné «prenant une initiative » (au sens commun de la locution) engage de fait celle de son supérieur, à tel point que la marge d'initiative d'un supérieur dont les subordonnés « n'en font qu'à leur tête » est quasi-nulle. Il y a de nombreux exemples historiques de ce fait, dont l'un des plus lourds de conséquence est l'engagement du Japon contre l'Union soviétique, en Mandchourie (mai à septembre 1939, bataille de Khalkin-Gol). La vignette 33 lui est consacrée (p. 618).

6. Si celui-ci sait la saisir bien sûr. Il y a de nombreux exemples historiques de chefs qui *avaient l'initiative* et qui ne s'en sont pas servis. Ainsi, en hiver 1939-1940, sur le Rhin, l'armée allemande engagée en Pologne *avait cédé l'initiative* à l'ouest à l'armée française. Celle-ci, comme on le sait, ne la saisit pas, laissant Hitler libre de basculer son potentiel militaire d'est en ouest, à sa convenance.

7. On trouve là l'expression même d'un des dix «principes de la guerre» retenus par les Soviétiques (les neuf autres étant quasi-identiques aux neuf principes retenus par la doctrine américaine) : le principe *d'activité (activnost').*

8. Maréchal Foch, *De la conduite de la guerre,* Economica, 2000. « Les réserves [...] n'ont pas de raison d'être dans un système d'attaque », page 42.

CHAPITRE 4

LE RISQUE

« Aucune activité humaine ne dépend si complètement et si universellement du hasard que la guerre. L'accidentel et la chance jouent donc, avec le hasard, un grand rôle dans la guerre. »
Clausewitz, *De la guerre,* Éditions de Minuit, 1995, p. 65

4.1. RISQUE ET HASARD

LE risque est la plupart du temps vécu comme une contrainte, un défaut de la guerre, et la décision vise avant tout à en limiter l'impact possible ou prévisible sur la manœuvre. Ceci est, fondamentalement, un non-sens. En effet, le risque doit être utilisé, et donc, vécu par le chef comme une *chance,* à saisir ou pas.

La réticence à accepter le risque provient souvent d'une confusion entre les deux notions proches de risque et de hasard. Il faut donc les différencier.

Le **risque** exprime une probabilité d'échec ou de réussite ainsi que l'impact sur la suite de l'événement « réussite » ou « échec ». *La probabilité* est fondée sur un ensemble de paramètres, dont certains sont dans une certaine mesure quantifiables, ou à tout le moins se plient à l'approximation (délais de mouvements pour telle unité sur tel itinéraire, par exemple). D'autres paramètres dépendent d'événements indépendants de la volonté humaine (le temps qu'il fera à tel moment et à tel endroit, par exemple), d'autres encore dépendent de l'ennemi (la réaction à telle action). *L'impact* d'une probabilité élémentaire sur l'ensemble est plus ou moins quantifiable, et la part relative de chacune sur l'ensemble est variable dans le temps et

l'espace. C'est à l'analyse (aspect « science » de la guerre) de déterminer ces quotes-parts relatives et leurs variations. En tout état de cause, le risque, à défaut de se calculer, peut s'évaluer.

Le **hasard,** quant à lui, est quasi-impossible à quantifier en termes de probabilité d'occurrence d'un événement. Il n'en a pas pour autant une valeur en soi négative ou positive : on parle bien d'accidents de la guerre, heureux ou néfastes, de chance ou de malchance. Mais il est clair qu'on ne peut fonder sa décision sur un événement ou une série d'événements qui échappent totalement à l'estimation, au calcul, ne serait-ce que pour la seule raison qu'un miracle est peut-être possible, mais que la prise de risque par l'ennemi est quasi-certaine.

Deux « coups du hasard », l'un humain, l'autre naturel

Une anecdote illustre un « coup du hasard ». qui donna fortuitement la victoire à Frédéric II. à Leignitz, le 15 août 1760. La citation est de Clausewitz :

> « Frédéric le Grand gagna celte bataille, c'est parce qu'il modifia dans la nuit une position qu'il venait d'occuper : Laudon en fut complètement surpris, ce qui lui coûta 70 canons et 10 000 hommes. Bien qu'à celle époque Frédéric le (Grand ail eu pour principe de beaucoup se mouvoir en tous sens afin île rendre toute bataille impossible, ou tout au moins de déranger les plans de l'ennemi, le changement de position dans la nuit du 14 au 15 ne fut pas précisément effectué dans cette intention, mais, comme l'a dit le roi lui-même, parce que la position du 14 ne lui avait pas plu. Là encore le hasard joua un grand rôle. »

Un autre exemple de « coup du sort » est advenu à la Grande Armada, à l'issue de la bataille de Gravelines (8 août 1588). La flotte espagnole est sérieusement étrillée par les Anglais, mais reste encore une menace. Ce soir-là, un fort vent du sud se lève. Il est impossible aux lourds navires de l'époque de rebrousser chemin vers l'ouest, ce qui amène l'amiral Medina Sidonia à tenter sa chance vers le nord : toute sa flotte devra contourner les

îles britanniques par le nord et revenir vers l'Espagne à travers le canal d'Irlande. La grande majorité de ces navires est perdue, évidemment.

Beaucoup de gens confondent *hasard* et *risque.* Ce faisant, ils refusent intellectuellement le risque (à tort) pour la même raison qu'ils refusent le hasard (à juste titre!).

4.2. CATÉGORIES DE RISQUE

Les références sont américaines. Le classement proposé est conventionnel, et les limites énoncées jamais aussi tranchées. Il faut bien une base de discussion. **Ce classement de risque est fondé sur *la gravité du risque,*** c'est-à-dire, *ses conséquences sur l'unité en cas d'échec.* Sans nier qu'il y a d'autres critères, évidemment, en particulier, de pure probabilité d'occurrence.

On distingue donc trois niveaux de risque, définis par gravité de l'impact pour l'événement « échec » :

1) le risque **FAIBLE,** ou limité, n'engage que LES MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA MISSION ;

2) le risque **SIGNIFICATIF** engage LE SUCCÈS MÊME DE LA MISSION ;

3) le risque **CRITIQUE** engage LA SURVIE DE L'UNITÉ.

Ainsi, dans la catégorie du risque faible, en cas d'échec d'une manœuvre, le dommage occasionné à l'intention initiale ne doit pas dépasser la simple modalité d'application de cette intention. Par exemple : je tente un débordement pour réduire, etc. Si ce débordement échoue, je serai contraint à recommencer frontalement. La réussite de ma mission n'est pas remise en cause, simplement, elle sera différée et mon potentiel final, selon toute vraisemblance, en sera affecté négativement.

A contrario, si ce débordement échoue et que j'en perds toute capacité de manœuvre, au point que je ne pourrai pas la relancer et qu'il me faudra déporter le problème vers mon échelon supérieur, alors je me situe dans le risque significatif. *À mon niveau,* je n'aurai pas rempli ma mission.

Si l'échec de ce débordement m'expose, selon toute vraisemblance, à une réaction massive engageant la survie de mon unité (exploitant ce déséquilibre majeur), alors il s'agit d'un risque critique. *À mon niveau,* si j'échoue, on ne pourra plus jamais me confier d'autre mission !

4.3. RELATION ENTRE LE RISQUE ET LE RENDEMENT DU SYSTÈME COMBATTANT

4.3.1. Il faut accepter le risque

Le profane sait bien que là est la marque même du chef, audacieux ou timoré.

Il est évident au militaire qu'il y a forcément risque dès lors qu'il y a opération militaire, et donc, confrontation de volonté entre praticiens de la violence. Ceci n'est pas forcément admis par le maître politique, qui refuse instinctivement TOUT risque, comme si cela était possible, voire souhaitable d'ailleurs[1].

À l'inverse, personne ne prônera joyeusement l'acceptation du risque critique, sauf en l'absence de toute autre option (du style « vaincre ou mourir »).

Une analogie avec le monde de la course automobile est éclairante. Tel pilote de Fl, au volant d'une voiture propulsée par un moteur de 340 ch, semble avoir course gagnée. Un concurrent, théoriquement désavantagé par son moteur de 320 ch, *prend des risques* et finit par l'emporter. En ce cas, on pourra déduire qu'en l'absence de panne mécanique, toutes les autres conditions étant égales (tracé, état de la piste, météo...), seule la prise de risque explique qu'une voiture désavantagée à hauteur de 20 ch a pu battre une voiture théoriquement imbattable.

En d'autres termes, la prise de risque a compensé 20 ch (et plus, puisqu'il y a eu victoire). Le risque consenti et maîtrisé par le pilote vainqueur

(maîtrisé car il ne fallait, ni sortir de la piste, ni casser sa mécanique) lui a apporté un équivalent-puissance moteur.

C'est en cela que l'on peut affirmer que le risque est un facteur du potentiel de combat, au même titre que le nombre de chars ou d'avions en ligne.

4.3.2. Quel niveau de risque ?

Ainsi il est clair que le militaire devra vivre avec le risque, et par force, apprendre à le maîtriser. Il est clair, par déduction, que le risque acceptable se situe quelque part entre le risque FAIBLE (inhérent à toute opération, même en temps de paix) et le risque CRITIQUE (acceptable uniquement dans les cas limites). Donc, pour rester dans notre convention de classement, le risque acceptable se situe quelque part dans la catégorie dite du risque SIGNIFICATIF, celui qui engage éventuellement le succès même de la mission.

Or, le praticien sait d'expérience que « l'échec de la mission n'est pas une option ouverte au chef militaire ». Cette phrase, presque un leitmotiv dans les écoles de formation américaines, est généralement prononcée sur le ton de « Haut les cœurs, de toute façon nous n'avons pas le choix ».

Écartons d'emblée les deux cas extrêmes de rapport de forces : celui où il est tellement favorable que la mission ne peut (statistiquement) que réussir (sauf erreur grossière, irrattrapable et exploitée par l'adversaire), et celui où elle est impossible (la mission suicide). Nous nous plaçons fermement dans l'hypothèse où la situation, le rapport de forces, les missions des deux parties, sont compatibles avec leurs capacités pour peu qu'ils ne commettent pas d'erreur, etc. Bref, les événements « succès » ou « échec » ne sont peut-être pas, pour chaque camp, de probabilité égale, *mais ils font tous deux partie des probables raisonnables*.

Il est évident que celui qui a le plus de cartes en main n'a pas la même obligation de risque que celui qui aborde le combat avec un désavantage initial. Ce dernier se voit donc contraint de consentir un risque supérieur. Jusque-là, nous prenons surtout le risque de lasser le lecteur avec cette suite d'évidences. Mais poussons ces évidences un cran plus loin : **si le risque est une obligation qui pèse plus lourdement sur la partie défavorisée de**

l'engagement, ***c'est que le risque compense son infériorité.*** **En d'autres termes, le risque** (la prise de risque, l'acceptation du risque) **est un facteur du combat susceptible d'influer sur le rapport de forces. LE RISQUE EST PARTIE INTÉGRANTE DU POTENTIEL DE COMBAT.**

Continuons dans cette voie, à la recherche de la maîtrise du risque.

Ayant admis que le risque est un facteur du combat, nous pouvons en déduire qu'il n'est pas plus une contrainte au sens négatif du terme que ne l'est, par exemple, l'emploi de l'artillerie. Il est **une contrainte *et* un avantage,** l'essentiel étant de s'en servir, de savoir s'en servir, de *vouloir* s'en servir – au même titre que pour tout autre élément du système.

Pour la même raison que tel général, qui aime et connaît l'artillerie, s'en sert bien et maximise son emploi dans le cadre de sa manœuvre (le cas de Napoléon, de Toulon à Wagram), le général qui aime et connaît le risque l'utilisera au mieux dans la sienne. Il « fera reculer les frontières du risque », comme le fit Rommel face à ses opposants. Le point n'est pas anodin car on assiste parfois à des briefings où la question essentielle des décideurs est : comment faire pour limiter le risque[2]? Une telle attitude doit être rejetée avec force, car elle est équivalente à la question : comment faire pour ne pas employer l'artillerie ? En reformulant légèrement cette question, on obtient : *comment faire pour ne pas employer cet outil que je ne sais pas maîtriser...* **parce que** *je ne sais pas le maîtriser.*

Le chef qui ne maîtrise pas le risque se condamne de fait à ne pas employer son système combattant au mieux de ses capacités, puisqu'il se prive délibérément ou par incompétence ou par faiblesse d'âme de ce multiplicateur de potentiel. Il est aussi coupable, ou idiot, ou naïf, que notre pilote de FI qui hésiterait à faire rugir son moteur.

La même armée, sur le même théâtre, commandée par un général qui accepte le risque, se révèle toute différente de la masse timorée ou attentiste qu'elle était quelques jours auparavant – ce qui arriva au IIe Corps US, en Tunisie, après qu'il eût été sérieusement étrillé par Rommel[3]. L'arrivée de Patton changea radicalement l'attitude de l'unité. Le « coup » de Inchon (15 septembre 1950), sans doute l'acte de génie de MacArthur, inversa complètement la tendance *parce qu 'il représentait, en première analyse, un risque insensé*[4]. Disons-le tout net : **le risque contribue au rendement du système combattant,** car il l'exploite au mieux.

L'expérience historique montre l'influence déterminante du risque consenti sur la bataille. En hiver 1939-1940, l'armée française refuse de prendre le risque d'une opération à ses yeux prématurée contre l'Allemagne. Puis, dès l'attaque allemande, elle se précipite en Belgique, acceptant un risque qui s'avère insensé sur son flanc (10 mai 1940).

Ces deux exemples portant sur les mêmes belligérants à quelques mois d'écart démontrent, s'il était besoin, **l'étroite liaison entre « risque » et « initiative** ». En effet, dans le premier cas, l'absence de prise de risque a pour résultat de donner sans combattre l'initiative à l'Allemagne. Dans le deuxième cas, un risque désespéré est pris pour reprendre l'initiative.

Ce qui amène à énoncer cette évidence : celui qui ne consent pas le risque à bon escient se condamne à prendre plus tard des risques bien plus élevés.

L'armée française, attaquant dès l'hiver 1939, n'eût sans doute couru (au moins initialement) qu'un risque faible (elle n'aurait pas atteint tous ses objectifs), ou significatif (elle aurait pu échouer dans son intention de soutenir la Pologne). Sans réécrire l'histoire, on peut avancer cependant qu'elle n'aurait sans doute pas consenti de risque critique, et en tout état de cause, certainement pas de la même ampleur que le risque du Plan Dyle.

4.3.3. Appréciation et acceptation du risque

Il est donc fermement établi que **le risque n'est pas une contrainte, c'est une OBLIGATION.** Le tout est de le jauger, notamment dans le temps, et de le consentir en toute connaissance de cause.

Le calcul du risque suppose au départ une connaissance intime du phénomène, de sa logique, et l'acceptation de sa nécessité.

Il suppose bien entendu une appréciation lucide du maximum de paramètres. A cet égard, si les paramètres physiques (capacités des forces, terrain, etc.) font l'objet (à juste titre) de la grande sollicitude des états-majors, les paramètres temporels et psychologiques sont considérés comme plus ésotériques. Il est rare qu'ils soient laissés à l'appréciation du « petit personnel » de l'état-major, et relèvent souvent du chef. Malheureusement, le chef n'y prête pas toujours l'attention qu'ils méritent. L'argument souvent

présenté est que le chef veut des faits, pas des spéculations (*hard facts,* en terminologie d'outre-Atlantique).

Cette approche néglige le fait essentiel, à savoir que **par nature le domaine du risque est celui des *probabilités* et non celui des *certitudes.*** Il ne peut que rarement être cerné par la seule voie des calculs physiques. Pour une très large part, l'intention de l'ennemi commande le risque à consentir, or cette intention est subjective, pour ne pas dire spéculative. Il s'agit donc de s'accoutumer à la « probabilité molle » de la même façon que se développe aujourd'hui la théorie du chaos. Mais, de ces *probabilités,* le chef doit extraire des éléments de *décision* **: si *L'APPRÉCIATION du risque* est une TECHNIQUE qu'il faudrait répandre et développer au sein des états-majors, *L'ACCEPTATION du risque* est par excellence LA PRÉROGATIVE DU CHEF.**

Ce qui nous mène à la connaissance du chef sur lui-même, élément essentiel du risque et de son emploi. Combien d'opérations « à hauts risques » furent lancées, puis avortées, *parce que confronté à la concrétisation progressive de l'échec possible le chef avait refusé de pousser le risque jusqu'au bout*[5]. Il importe que le chef sache accepter et poursuivre *tout le risque initialement consenti,* sans s'enferrer bien sûr lorsque des éléments nouveaux interviennent dans le calcul des probabilités au point que le risque *change de nature*[6]. Mais très souvent, la moindre variation du risque a suffi pour que le consentement initial soit remis en cause. *Cela aussi est un risque.* Globalement, **il faut combattre à son plus haut niveau de risque,** pour la même raison qu'un pilote de Formule 1 ne gagnera pas de course s'il ne prend pas le maximum de risques, à machine équivalente bien sûr.

Le critère majeur *d'acceptabilité* du risque est que celui qui y **consent ait une solution de rechange en cas d'échec,** au mieux pour ne pas changer de niveau de risque, au minimum pour ne pas encourir le risque critique. En d'autres termes, il y a une différence majeure entre « prendre un risque » et « jouer son va-tout ». La confusion entre les deux gradations résulte d'une méconnaissance du phénomène, ou d'une attitude congénitalement timorée.

On voit bien cependant que **le risque reste acceptable** quand il ne condamne pas d'emblée l'ensemble des options du chef, en d'autres termes, **quand il ne signifie pas la perte totale de l'initiative.** Un risque calculé, et

perdu, correspondra forcément à une perte d'initiative, partielle ou totale, dont les effets peuvent être définitifs ou récupérables. Le risque est inacceptable dès lors que la perte totale d'initiative en est une conséquence raisonnablement prévisible (sauf cas de combat désespéré, volontairement écarté ici). Il doit y avoir une solution, même peu satisfaisante, à la question : « Que faire si ? » En l'absence de solution, seul le hasard (ou un miracle) pourrait rétablir la situation. Or, le chef, dans une certaine mesure, a le droit de se tromper ; mais il n'a pas le droit de compter sur la seule chance.

Concluons sur **l'aspect psychologique du risque.** Le chef timoré, attentiste, est aisément « lisible » à l'adversaire. *A contrario,* l'ennemi est toujours déstabilisé par un adversaire entreprenant, aimant le risque, sachant l'estimer et le prendre à bon escient, ne serait-ce que par l'ampleur des actions et réactions qui peuvent lui être imputées. Le chef entreprenant s'offre de lui-même un éventail plus large d'options, puisqu'il ne les a pas écartées d'emblée au motif qu'elles étaient « trop risquées ». Ce faisant, il contraint l'adversaire à envisager des modes d'action beaucoup plus variés, et surtout, *beaucoup plus différenciés.* Cette contrainte dilue par force sa capacité de concentration des efforts : elle impose une réserve plus conséquente, une couverture plus étoffée, d'obtenir plus de renseignements avant de se lancer, de réclamer des garanties à ses supérieurs ou à ses voisins, etc. Bref, elle lui fait perdre des moyens *et du temps. Et elle donne l'ascendant moral à celui qui aime le plus le risque, elle rend son image plus floue, plus grande, plus menaçante. « Que va-t-il encore me faire ? », se demandèrent de nombreux opposants de Rommel.* C'est son goût du risque qui les plaçait d'emblée en situation d'attente, et qui explique que jusqu'à la deuxième bataille d'El Alamein (25 octobre-5 novembre 1942), Rommel, bien que surclassé numériquement, prit toujours l'initiative du combat.

Le facteur déterminant, dans l'évaluation du risque, c'est l'ennemi :

> **« On peut oser devant un Mack ce qu'on n'osera pas devant un Napoléon.** » (Jomini)
>
> « Un Turenne, un Napoléon ou un Manstein identifient, presque à coup sûr, les erreurs ou les points faibles de l'adversaire, à l'inverse d'un général médiocre ou timoré. » Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie,* Economica, 2002, p. 315.

4.3.4. Rapport entre risque et agressivité

Si aucun échelon subordonné, tout au long de la hiérarchie, n'accepte de courir le moindre risque, alors c'est le chef suprême qui devra consentir tout le risque nécessaire – transformant ainsi une partie à levées multiples en jeu déterminé par une levée unique. Un peu comme si, au bridge, où il y a treize levées, par construction, on décidait que la partie se jouerait sur la dernière levée, sans tenir aucun compte des précédentes.

On pourrait peut-être concevoir le risque comme une quantité finie, un lest à jeter par-dessus bord pour passer une chaîne de montagnes. Admettons que nous sommes l'équipage d'un ballon que les vents poussent vers l'Himalaya. Le capitaine pense qu'il a intérêt à larguer son lest à petites doses, pour atteindre progressivement l'altitude permettant de franchir l'obstacle. Son équipage refuse de jeter la moindre gueuse par-dessus bord, préférant s'en remettre à un largage massif, au moment que choisira le capitaine. Las, quand le capitaine se décide enfin à jouer son va-tout, il est trop tard : bien que le ballon, subitement allégé, prenne une forte pente ascendante, celle-ci ne suffit pas à éviter la collision.

L'idée derrière cette parabole est la suivante : **plus les subordonnés prennent et acceptent le risque de leur niveau,** et à condition qu'ils le prennent à bon escient – que la résultante de tous les risques pris soit positive – **moins le chef sera confronté à la nécessité de prendre un risque à son niveau.** Il jouira des gains accumulés par ses subordonnés, sans risquer un va-tout susceptible de compromettre l'ensemble. Répartir le risque vers le bas est une façon d'en minimiser l'impact en cas d'événement défavorable, c'est une façon de maîtriser le risque[7].

Bizarrement, ce n'est pas ce que pensent nombre de chefs inquiets à l'idée de s'en remettre à leurs subordonnés. Préférant maîtriser le risque à leur niveau, ils bride l'initiative des échelons subalternes, généralement par le biais de directives très précises et contraignantes. Ce faisant, ils remettent leur destin au sort d'un événement unique, mettant en jeu toute leur mise. Le fait que le gain soit éventuellement supérieur à ce qu'il eût été dans une partie confiant des levées aux subordonnés (puisque certains auraient pu se tromper) ne doit pas occulter le fait que la perte, elle, serait totale et définitive.

Le paradoxe n'est donc qu'apparent, lorsque nous affirmons que le meilleur moyen de maîtriser le risque, c'est d'encourager les subordonnés à en prendre leur part, à leur niveau. **Développer l'esprit d'initiative, encourager la prise de risques, cela s'appelle, en termes militaires : *développer l'agressivité.***

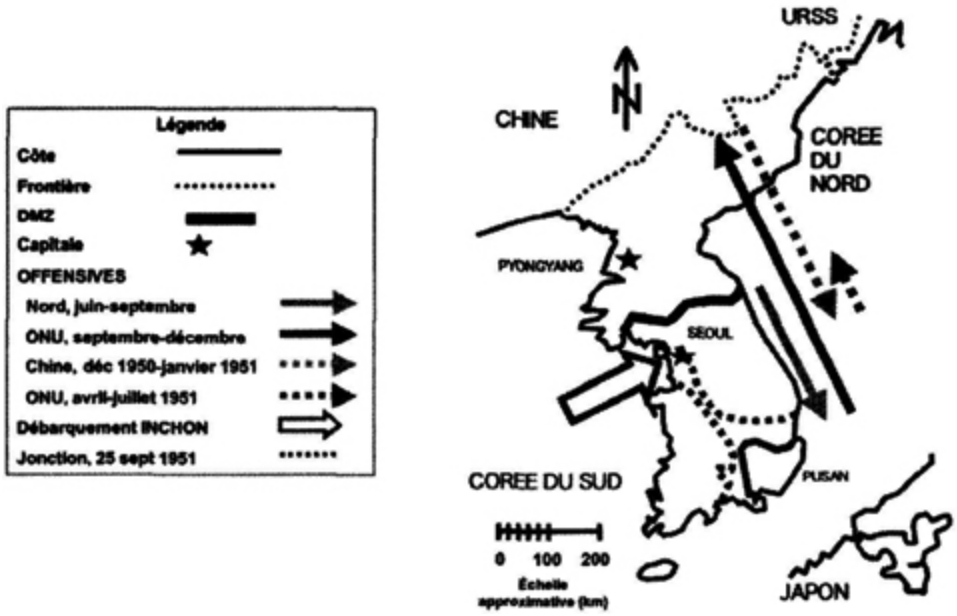
> « Quant aux caractéristiques personnelles des généraux, c'est une question tout à fait individuelle ; mais il ne faut pas oublier de faire une remarque générale, à savoir qu'on ne devrait pas placer à la tête des armées subordonnées, comme on le fait en général, les chefs les plus prudents, mais *les plus entreprenants* ; en effet, nous répétons une fois de plus que rien n'est plus important dans les opérations stratégiques conduites séparément que de développer sa puissance à plein, car les fautes commises sur un point pourront alors être compensées ailleurs par des succès. » Clausewitz, *De la guerre,* Éditions de Minuit, 1995, p. 739.

4.4. EN GUISE DE SYNTHÈSE PARTIELLE SUR LE RISQUE

1) Le risque est inhérent au combat.
2) Le risque n'a aucune valeur positive ou négative ; c'est un facteur de potentiel de combat, dont le chef se sert ou non. Il contribue au rendement du système combattant.
3) On peut distinguer trois niveaux de risque : faible (engage les modalités d'exécution de la mission), significatif (engage la réussite de la mission), critique (engage la survie de l'unité).
4) Seul le risque critique (sauf cas désespéré) est inacceptable, en tant qu'il correspond à la perte totale de l'initiative (aucune option restante en cas d'échec).
5) Il faut toujours combattre à son plus haut niveau de risque, ne serait-ce que pour déstabiliser l'adversaire.

INCHON, 15 septembre 1950

Guerre de Corée



En attaque : 1st Marine Division (10 000)
En défense : 2 000 Nord-Coréens.

SITUATION GÉNÉRALE

La première guerre de la guerre froide

La péninsule coréenne est partagée en deux zones d'occupation à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au nord, Staline installe un régime communiste sous la férule de Kim II Sung. Au sud, les Américains installent Synghman Rhee. Le 25 juin 1950, sans avertissement, l'armée nord-coréenne envahit le Sud pour procéder à la réunification par la force de la péninsule. Les États-Unis organisent une intervention internationale qui deviendra massive... surtout par un contingent américain qui atteindra les 200 000 hommes. La base arrière est le Japon occupé depuis 1945.

La campagne de 1950-1951 : deux allers-retours d'essuie-glace à travers la péninsule coréenne

La guerre s'ouvre sur une série continue de désastres pour la très faible armée sud-coréenne, totalement impréparée à l'assaut mené par une armée nord-coréenne équipée de matériel récent et menée avec compétence. Malgré une écrasante supériorité aérienne et navale, la puissance américaine éprouve des difficultés à déployer des troupes sur la péninsule et se trouve engagée dans une course de vitesse sur le terrain. L'armée nord-coréenne balaye presque toute la péninsule mais elle s'use rapidement, alors que les premiers renforts de l'ONU commencent à rétablir l'équilibre. La tête de pont de Pusan, la plus proche du Japon, est défendue avec acharnement par les restes de l'armée sud-coréenne et la VIII^{e} armée US, engerbant les premiers contingents alliés. En septembre 1950, la situation se stabilise, avec une tête de pont devenue inexpugnable, enserrée par une armée nord-coréenne épuisée par l'effort. On semble s'orienter vers un match nul stratégique, inacceptable aux deux camps.

Le coup d'inchon reporte la guerre vers le nord de la péninsule, où la frontière chinoise est atteinte à deux endroits. La contre-offensive chinoise de décembre 1950 reprend les deux-tiers de la péninsule, dont Séoul. Une longue contre-offensive méthodique menée par les forces de l'ONU ramène le front sur la position de départ, en juin 1951, où il se stabilise jusqu'à l'armistice.

Les deux armées coréennes s'étant mutuellement détruites lors de la phase mouvante du conflit, la guerre de Corée devient, de fait, une guerre étrangère menée sur le sol coréen, entre la coalition menée par les États-Unis au nom de l'ONU, et le contingent chinois. Le 27 juillet 1953, l'armistice de Pan Mun Jon met un terme à la phase la plus sanglante du conflit, qui déchire encore la Corée aujourd'hui.

Mouvements préliminaires

Le général MacArthur commande la coalition sous la bannière nominale des Nations Unies. Refusant la pérennisation d'une enclave croupion qui laisserait de fait l'essentiel de la péninsule aux mains des Communistes, tout en immobilisant stérilement un contingent considérable de forces du monde libre, il cherche une manœuvre qui renverserait le sort de la guerre. L'écrasante supériorité aérienne et navale dont il dispose, ainsi que la nature du théâtre – la Corée est une péninsule allongée – lui indiquent une solution

à haut risque mais aux potentialités considérables : une opération amphibie sur les arrières de l'armée d'invasion, exsangue, étirée dans le cours de sa marche vers le sud, et entièrement concentrée sur le périmètre défensif de Pusan. Décidé le 10 juillet, ce sera « le coup d'inchon ».

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Plutôt que de renforcer le périmètre de Pusan, désormais solidement établi, les renforts qui arrivent constituent une masse de manœuvre amphibie (X^e Corps à deux divisions). Le 15 septembre 1950, en deux temps, un assaut amphibie massif, emmené par une flotte de 260 navires, s'empare d'une tête de pont à Inchon, le port desservant Séoul, la capitale. L'ennemi est entièrement surpris et ne dispose d'aucune réserve susceptible de contester l'exploitation. La résistance ne peut se raidir qu'à partir du 19, imposant une coûteuse bataille pour Séoul, dont la reprise (28 septembre) coupe l'armée nord-coréenne de sa base arrière. Simultanément, du 23 au 30 septembre, les forces encerclées dans Pusan percent vers le nord, achevant l'annihilation de l'armée d'invasion. Les Nations Unies franchissent à leur tour – mais dans l'autre sens – la ligne de démarcation d'avant guerre, pour éliminer définitivement le régime de Kim II Sung, dont la capitale, Pyongyang, tombe le 20 octobre.

Phase d'intérêt pour la démonstration

Bien que la capacité de manœuvre amphibie autorise toutes les options à MacArthur, le choix d'inchon est vigoureusement contesté, étant jugé le plus risqué de tous. La majorité des planificateurs préconise un débarquement à mi-chemin, en appui d'une percée effectuée depuis la poche de Pusan, où se trouve l'essentiel des forces disponibles. Inchon est très lointain et pourrait se retrouver isolé. De surcroît, le site lui-même est extrêmement contraignant : les marées y sont très fortes (10 mètres I), la ville elle-même entourée d'une digue haute de cinq mètres, et le chenal d'accès aux seuls sites propices au débarquement est particulièrement délicat à négocier.

Action significative

Le débarquement d'inchon nécessite une opération préliminaire afin de s'ouvrir l'accès à la ville. L'assaut sur l'île de Wolmi-do devra être effectué à l'aube, douze heures avant le débarquement proprement dit (soit une marée), annulant l'effet de surprise tactique pourtant jugé essentiel à une opération aussi risquée. L'assaut porté contre Inchon ne pourra être donné que le soir et ne disposera plus que de deux heures de jour. Seul contre tous, MacArthur impose son point de vue, fondé sur une appréciation qui s'avérera judicieuse de la capacité réelle des Nord-Coréens à réagir à une action aussi profonde. Localement, la réaction est insignifiante et les pertes très légères. Ce n'est qu'à partir du 19 septembre, en approche de Séoul, que le corps débarqué rencontre une résistance effective. Le coup d'Inchon amène un effondrement cataclysmique de l'armée d'invasion, déjà exsangue et désormais coupée de ses arrières.

Enseignements

MacArthur a parfaitement évalué le risque réel : paradoxalement, c'est l'éloignement des deux zones d'opération (Pusan et Inchon) qui garantit le succès. Non seulement l'armée d'invasion ne l'attend pas si loin sur ses arrières, ce qui assure la surprise stratégique, mais le choix même du site paraît aberrant. Ce risque a été pesé par le général lui-même, sur son évaluation personnelle, qui divergeait du consensus général. Tous ses conseillers, ses pairs, et jusqu'au président des États-Unis, ont considéré que l'audace bordait la déraison. Seuls son charisme et sa réputation ont permis à MacArthur de tenter le « coup » qui établit sa place dans l'histoire, malgré les échecs ultérieurs, dont l'incompréhension de la menace chinoise qui faillit renverser à nouveau la situation, trois mois plus tard.

Autres aspects

La planification de cette opération a été accomplie en un mois, alors même que la VIII^{e} armée luttait pour sa survie sur le périmètre de Pusan. Le manque de renseignement sur le site, sur l'ennemi, sur la population sur

place, la cartographie défaillante ou approximative, la difficulté de gérer un contingent débarqué constitué à la hâte, enlevé par une force navale de circonstance, tout cela n'a pas empêché MacArthur de prendre – et d'imposer – une décision particulièrement cruciale.

ANECDOTE OU ENSEIGNEMENT INCIDENT

La passe d'Inchon est très difficile à négocier, ce qui, compte tenu des marées extrêmes et de l'ensablement, semblait opposer des objections techniques insurmontables au choix de ce site. Un Marine, démobilisé après la Seconde Guerre mondiale et mobilisé à nouveau pour l'occasion, avait servi de pilotin dans les derniers mois de son premier séjour sous les drapeaux. Il a guidé les premiers navires s'engageant dans la passe. La levée de cette incertitude technique a définitivement emporté la décision.

---

1. Voir à ce sujet le débat sur le « zéro mort », fondé d'ailleurs sur un grossier contresens : à l'origine (américaine), le critère de « zéro mort » n'est pas un critère de risque, mais un critère d'efficacité de la chaîne santé. Il signifie qu'un blessé ne meurt pas, c'est-à-dire, que la chaîne santé est en mesure d'arrêter toute évolution fatale à une blessure. Cela n'a rien à voir avec l'absence de combat, de blessures au combat, ni même de morts au combat.

2. La vraie question est : quelle est l'estimation du risque ?

3. Bataille de Kasserine (19-22 février). Patton prend le commandement le 6 mars 1943.

4. Tellement insensé qu'il avait été complètement négligé par les Nord-Coréens, ce qui a eu pour effet *de le rendre d'autant plus sensé. Voir* vignette 02 « Inchon », p. 73.

5. Il nous suffit de citer l'exemple récent de *Eagle Claw,* la tentative américaine de récupération des otages de Téhéran, plus connue sous le nom de *Desert One* (24 avril 1980). On pourra gloser à l'infini sur les chances réelles de succès (plus particulièrement, sur son ampleur), mais ce qui est sûr, c'est qu'une *décision à haut risque,* initialement acceptée, fut *rapportée.*

6. De faible, devienne significatif, de significatif, devienne critique, etc.

7. C'est d'ailleurs le principe même de la gestion financière : répartir le risque.

CHAPITRE 5

LA SURPRISE

> *« La surprise devient par conséquent le moyen d'acquérir la supériorité mais, étant donné son effet moral, il faut aussi la considérer comme un principe autonome. Lorsqu'elle réussit, elle sème la confusion et brise le courage de l'ennemi, et il ne manque pas d'exemples, grands et petits, qui montrent à quel point cela multiplie le succès. »*
> Clausewitz, *op. cit., De la guerre,* Éditions de Minuit, 1995, p. 207.

5.1. L'EFFET DE LA SURPRISE : LA RÉMANENCE

LE profane considère souvent que la surprise est quelque chose d'instantané. C'est-à-dire que la surprise ne dure que le temps d'apprendre la nouvelle inattendue. La surprise est donc un moment évanescent, comme le réveil, par exemple.

Nous allons illustrer cette notion en partant de cette analogie du réveil : notre homme dort ; d'un coup, il se réveille ; il a changé d'état de veille.

Rapportons cette situation dans un contexte militaire : le chef et sa troupe se trouvent dans une situation donnée, ignorants des desseins de l'adversaire ; ce dernier accomplit une action qui prend tout le monde par surprise ; une fois l'action connue (par exemple, Hitler attaquant le Danemark et la Norvège le 9 avril 1940), la surprise n'a plus lieu.

A-t-on constaté pour autant que le camp allié, dès qu'Hitler avait abattu sa carte, a réagi de façon coordonnée, efficace, rétablissant la situation à son profit ? À l'évidence, non. Certes, il y a eu réaction, avec quelques succès

locaux (dont Narvik, le 28 mai, succès sans lendemain). Mais le fait demeure que cette campagne fut un échec, durement constaté quelques semaines plus tard.

L'effet de la surprise a duré plus longtemps que *le seul moment fugitif du passage de l'ignorance à la connaissance.* D'ailleurs, lorsqu'on analyse une bataille ou une campagne, on peut mesurer l'effet de la surprise, généralement en diminution avec le temps, au fil des contremesures. Cet effet s'estompe – ou se renforce, d'ailleurs, lorsque le coup a fortement déstabilisé l'adversaire.

Prenons deux cas.

La surprise du 13 mai 1940 est constituée par la percée de Sedan sur la Meuse. Elle conduit directement à la poche de Dunkerque et à la perte de la bataille du Nord. Le sort de la campagne de France en est décidé. En pratique, la surprise tactique a assuré la victoire stratégique, jamais le commandement allié n'a retrouvé son équilibre.

Le cas se rapproche pourtant de **la surprise d'août 1914,** avec l'amplitude du débordement allemand par la Belgique. Joffre en est surpris, et a du mal à se rallier à l'analyse pourtant très clairvoyante de Lanrezac, le général, placé à l'aile gauche, qui affronte, justement, l'effort de débordement allemand. Ce n'est qu'après le combat de Mons (23 août) que Joffre émet une nouvelle directive (25 août), qui conduira, le 6 septembre, à la bataille de la Marne. Le plan français initial ayant été frappé de caducité, Joffre a dû revoir intégralement sa copie. En revanche, certaines réactions de subordonnés (dont l'indiscipline salvatrice de Lanrezac[1]), un excellent travail d'état-major, et l'incroyable sursaut moral de l'armée, ont conduit à la contre-surprise de la Marne[2]. Match nul, malgré tout. Les Allemands ne sont pas passés loin d'une réédition de leur victoire de 1870.

On peut donc dire, dans ce cas, que la surprise a duré du 3 au 25 août, et a été annulée par la contre-surprise de la réaction offensive sur la Marne.

Ainsi donc, le plus important dans la surprise, ce n'est pas **le fait,** c'est **la durée d'effet,** ce que l'on peut appeler la *rémanence* de la surprise.

5.2. NIVEAUX DE SURPRISE

Liddell Hart distingue **trois niveaux de surprise,** justement en fonction de l'effet obtenu :

- la **surprise tactique,** qui donne un avantage initial à l'adversaire, mais dont on peut se remettre, sous réserve qu'on ait survécu au premier choc, qu'on dispose de réserves, qu'on parte d'une configuration qui accorde une certaine encaisse, etc. (exemple : les Allemands face aux parachutages d'Arnheim, 17 septembre 1944);
- la **surprise décisive,** qui pulvérise le plan et toutes les dispositions prises, mais à laquelle on peut éventuellement survivre pour offrir un tout nouveau combat (exemple : l'attaque allemande de Barbarossa, le 22 juin 1941) ;
- la **surprise morale,** c'est-à-dire celle ayant un impact tellement fort sur le moral de l'adversaire qu'il en est définitivement tétanisé. Même s'il lui reste, objectivement, des cartes à jouer, il est tellement anéanti qu'il en joue mal, ou pas du tout (exemple : la débâcle française de mai 1940).

5.3. EFFETS DE LA SURPRISE

5.3.1. L'ampleur de la surprise

C'est-à-dire l'écart entre le fait et les hypothèses envisagées sur l'ennemi. La surprise est atténuée si l'événement avait été envisagé comme possible, mais non retenu car jugé peu probable. En effet, le seul fait d'y avoir réfléchi quelque peu tend à accélérer et à améliorer la réaction.

La surprise est forte si l'événement surgit du néant, s'il est totalement et absolument non anticipé. En ce cas, celui qui doit réagir part de zéro, et ses subordonnés aussi, généralement.

Soit dit en passant : cet argument, à lui seul, devrait suffire à convaincre les chefs de l'intérêt de la planification en tant qu'exercice de simulation et de spéculation – et surtout, de l'intérêt *qu'ils s'y investissent personnellement,* au lieu de déléguer. Ce n'est que si le chef, *en personne,* a envisagé telle hypothèse, qu'il sera moins surpris – et moins durement

affecté – si l'ennemi agit en conformité avec cette hypothèse, rejetée à l'origine.

Bien sûr, toutes les gradations intermédiaires sont possibles. Il y a de nombreux cas où la surprise ne se répercute pas à tous les niveaux de la hiérarchie. Prenons, par exemple, le cas de l'offensive allemande des Ardennes, en 1944. Eisenhower était pleinement surpris, de même que tout son état-major et les commandants de groupes d'armée (Montgomery et Bradley). En revanche, au niveau inférieur de l'armée, ce cas avait été envisagé par Patton, qui avait ordonné une planification au sein de son état-major. Voyant que Patton n'était pas surpris et qu'il avait un plan tout prêt, Eisenhower lui a laissé la main. Réorientant toute son armée en trois jours, Patton a infligé une contre-surprise à Hitler.

L'attaque allemande débute le 16 décembre. La contre-offensive alliée le 26 décembre : dix jours où la surprise initiale joue encore[3].

5.3.2. La réaction à la surprise : le rôle du chef

La flexibilité d'une unité, sa fluidité, sa vitesse d'exécution, pallient largement l'impact initial de la surprise. C'est plus vrai des états-majors que des unités, dont le délai d'exécution est relativement invariant, mais suppose des ordres adaptés. L'affaire des Ardennes, avec Patton, évoquée ci-dessus, en fournit un bon exemple.

Il y a aussi la force morale, qui mène à surmonter l'impact psychologique de l'épreuve. En l'occurrence, Joffre, généralissime impassible malgré la surprise (jamais avouée) de Liège (16 août 1914) et Mons-Namur (23 août), a su inspirer son état-major et ses subordonnés, pour finalement rétablir la situation.

En effet, tous les historiens, même ceux qui analysent les guerres les plus récentes, à l'aube du troisième millénaire, constatent que la troupe baigne dans l'ignorance. Elle ne connaît que sa propre situation tactique, et encore, celle-ci lui paraît toujours très floue et incompréhensible. Le brouillard du combat (autre emprunt conceptuel à Clausewitz) estompe la distinction entre compréhension et ignorance et tend à susciter un profond fatalisme ; en dehors des contingences immédiates, des plus bassement matérielles, **la troupe préfère l'ignorance à l'inquiétude.**

Le résultat, c'est que la surprise n'a guère de prise sur la troupe. Le paradoxe n'est qu'apparent. Ne sachant pas ce qui allait advenir, de toute façon, rien ne peut la surprendre. Il y a même des troupes qui sont surprises par les événements résultant de l'intention de leur chef, c'est dire[4]. La surprise n'a pas d'effet (ou pas d'effet notable) sur quelqu'un qui n'est pas concerné, surtout quand la question n'est pas de son niveau. Par exemple : pour le soldat allemand sur le front de l'Est, le fait que les Alliés aient débarqué en Normandie ne change rien à son problème du jour. En revanche, la question présente un intérêt pour l'état-major, à Berlin.

De façon très fondamentale, du seul fait qu'il est censé savoir, **le chef est la victime désignée de la surprise.** L'arme de la surprise est comme un missile assigné directement à la neutralisation du chef adverse. Bien maniée, elle est plus efficace qu'un missile, d'ailleurs, **car il vaut mieux combattre un chef adverse *qui se trompe* qu'un chef *mort.*** Son successeur, dans ce dernier cas, est souvent une quantité méconnue (donc, un facteur de surprise en retour), et, partant d'une feuille blanche, non contraint par les adhérences et relents des précédentes réflexions de son prédécesseur, il a plus de chances de trouver « la solution ». En tout état de cause, si son prédécesseur était dans l'erreur, le simple fait de reprendre le problème fait passer de la *certitude de la persistance erronée* à la *probabilité de la correction adaptée.*

L'Histoire préconise même, en cas de surprise majeure, de procéder immédiatement au remplacement du chef surpris. En effet, celui-ci a une fâcheuse tendance à vouloir absolument se refaire une réputation, ce qui peut l'engager à des choix excessifs, une sur-réaction. Dans le cas inverse, il est tellement ébranlé qu'il doute de lui-même et se laisse enfermer dans une inaction morbide.

Notre propre armée de 1940 en fournit, hélas, de saisissantes illustrations, entre un général Georges dépressif, un Gamelin soucieux avant tout d'éclairer l'Histoire plutôt que de combattre, un Weygand nommé bien trop tard...

La relève doit avoir lieu séance tenante, sans se poser de question, pour écarter le chef vaincu de l'état-major qui va devoir se battre pour reprendre la main. Rien de plus contaminant que le défaitisme du chef.

Le rêve de l'adversaire, c'est le chef adverse frappé de stupeur, mais *maintenu aux affaires* : il est déstabilisé, sujet à la sur-réaction ou à la passivité, et il reste une quantité connue. Dangereusement connue, d'ailleurs, *puisqu'on l'a « déjà eu » une fois.*

Alors que sa relève par un autre place l'ennemi devant une nouvelle inconnue. S'il est bien choisi, le nouveau chef sera moins influençable par le vécu récent, et donc, plus apte à imaginer la contre-mesure.

5.3.3. La relation entre les pertes et la surprise

Les statistiques compilées par l'Américain Trevor N. Dupuy viennent à l'appui de l'intuition. Dans une étude qui reprend les combats des guerres de 1945 à 1989 (81 conflits), il détermine que l'obtention de la surprise réduit les pertes de moitié, alors que subir l'effet de surprise double ou triple le taux de pertes[5].

5.4. OBTENIR LA SURPRISE

Bien sûr, c'est tout l'art du chef.

Il peut tromper son ennemi sur le lieu, l'heure, la séquence, les modalités, la situation. En voici quelques exemples.

5.4.1. Le lieu

Le débarquement *en Normandie* (au lieu du Pas-de-Calais) a surpris Hitler. Le cas n'avait pas été complètement éliminé des possibles (il y a eu un *Kriegspiel* sur ce cas en mai 1944), mais il est manifeste qu'Hitler avait orienté autrement son dispositif. Le luxe de précautions prises par les Alliés (dont le plan de déception, Fortitude, conduisit Hitler à croire que la Normandie était une feinte préludant à la véritable attaque, sur le Pas-de-Calais) a eu comme conséquence qu'Hitler n'a libéré sa réserve, au nord de la Seine, qu'au début de juillet, et encore, au compte-gouttes, sans jamais obtenir la masse critique qui eût pu peser de façon décisive.

Le choix du lieu, et une bonne manœuvre de déception stratégique, permettent de dire que la surprise d'Overlord a pesé sur les événements à peu près un mois et demi. En voici une chronologie simplifiée : débarquement le 6 juin ; renforcement de la VII^{e} Armée (qui défend la Normandie) *sans prélèvement sur la XV^{e}* (qui défend le Pas-de-Calais) décidé par Hitler le 16 juin ; ce n'est que le 18 juillet que la dernière *PanzerDivision* relevant encore de la XV^{e} Armée lui est prélevée au profit du front de Normandie...

5.4.2. L'heure

L'attaque israélienne des Six-Jours (5 juin 1967) a eu lieu à 7 h 45 du matin, après que toutes les patrouilles aériennes de l'aube se fussent posées sur leurs bases. Aucun état-major arabe ne croyait qu'une attaque pouvait ne pas avoir lieu à l'aube. La destruction des forces aériennes a été si complète que les Israéliens ont bénéficié d'emblée d'une suprématie aérienne incontestée, qui a pesé très lourd sur l'issue des combats terrestres (et sur le moral des troupes, dans les deux camps).

5.4.3. La séquence

Après sa victoire d'Atlanta (2 septembre 1864), Sherman a surpris Bragg en se lançant vers la mer, sans se soucier de la continuité de sa logistique. Ironie : Bragg a lui aussi surpris Sherman en plongeant vers l'ouest, dans la profondeur de son dispositif, pour couper sa logistique... Nonobstant, Sherman, qui ravageait une contrée hostile mais opulente, pouvait vivre sur le pays, alors que Bragg ne pouvait s'appuyer sur une région déjà dévastée par des mois d'opérations, dont la population était de son propre camp.

Un autre exemple de séquence inattendue qui a causé de fortes pertes aux Israéliens : le fait qu'après son franchissement du canal de Suez (6 octobre 1973), l'armée égyptienne se soit immédiatement retranchée sous son parapluie sol-air, alors que les Israéliens comptaient battre une tentative dans la profondeur. Leurs tentatives initiales de réduction frontale se sont brisées sur un réseau antichar extrêmement dense.

5.4.4. Les modalités

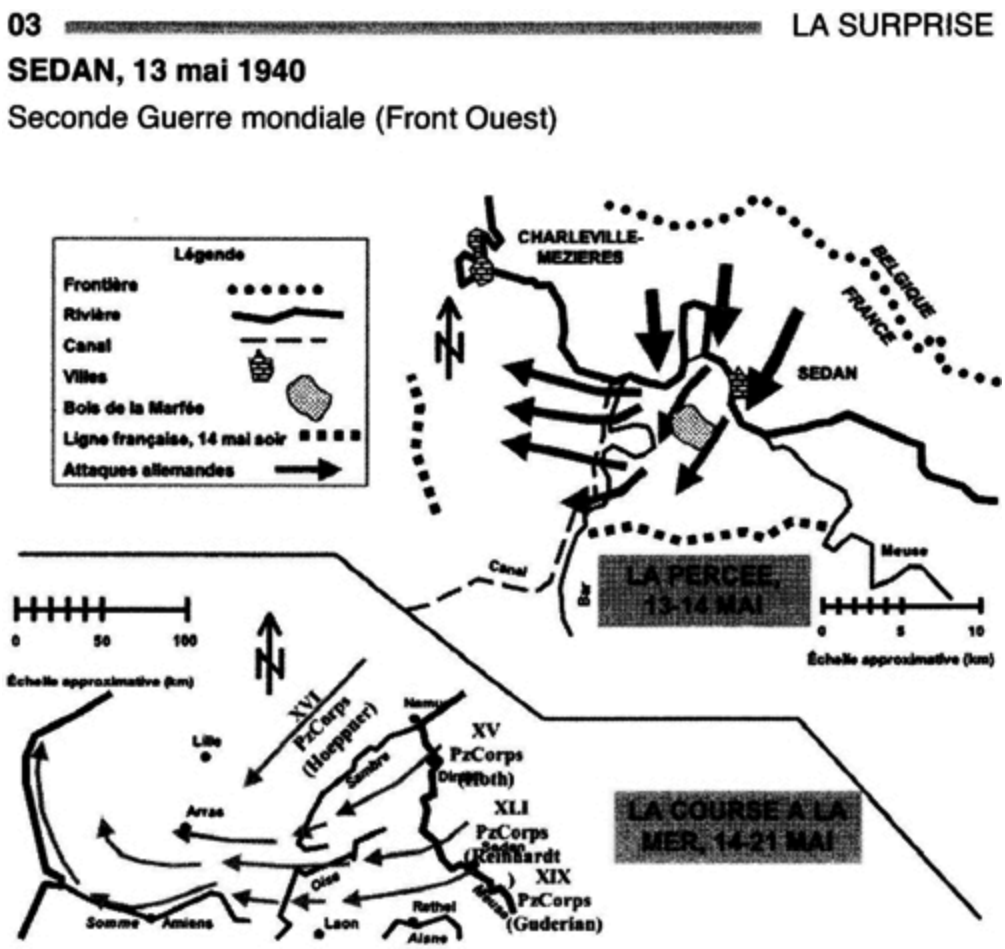
En 1914, l'armée allemande fait sauter le verrou de Liège, en Belgique, malgré des fortifications qui passent pour ultra-modernes à l'époque (premier emploi du béton armé). La *Grosse Bertha,* obusier de 420 mm, tirant des obus de 800 kg, pulvérise les forts l'un après l'autre, entre le 12 et le 16 août.

L'attaque égyptienne d'octobre 1973 a surpris les Israéliens à plusieurs reprises, notamment grâce à la rapidité extraordinaire avec laquelle les murailles de sable surplombant le canal de Suez ont été entamées (en les lessivant avec des bateaux-pompes, tout simplement -encore fallait-il y penser).

En retour, la rapidité avec laquelle les Israéliens ont mis en œuvre un pont dans la région du déversoir (une chenille préfabriquée articulée de près d'un kilomètre de long...) a surpris les Égyptiens (16 octobre 1973).

Surprise : la bataille du Cratère, 30 juillet 1864

Autre exemple, tiré de la guerre de Sécession. Les Fédéraux piétinent depuis le 18 juin 1864 devant Petersburg. C'est une des premières fois dans l'histoire que l'on se trouve en présence de tranchées et de barbelés, un précurseur du front de la Grande Guerre. Le 48^{e} régiment de Pennsylvanie compte un grand nombre de mineurs, qui proposent de creuser une mine sous une forte redoute, afin de la faire exploser littéralement. Surmontant l'incrédulité de toute la hiérarchie fédérale, en un peu plus d'un mois, un tunnel long de 160 mètres est percé. 4 tonnes de poudre à canon sont placés dans des tunnels de dérivation. Le 30 juillet, à la mise à feu. un cratère de 60 mètres de long. 20 de large. 10 de profondeur engloutit un régiment sudiste et une batterie, faisant fuir les unités voisines. Las, si les Confédérés sont effectivement surpris, les Fédéraux ne le sont guère moins. L'exploitation de ce coup formidable est tellement catastrophique que les défenseurs ont le temps de rétablir la situation, Une contre-attaque vigoureuse, en lin de matinée, règle l'affaire, au prix de 4 000 morts et blessés chez l'assaillant (moitié moins chez les défenseurs).



En attaque : XIX^e Corps (Guderian), 3 divisions panzer
En défense : 55° Dl, division type B

SITUATION GÉNÉRALE

La guerre à l'ouest

La percée de Sedan (13-14 mai 1940) est l'acte décisif de la campagne. On distingue la bataille du nord (10 mai au 4 juin, dernier jour de Dunkerque), puis la bataille de France (9 au 25 juin, jour de l'armistice). Les Pays-Bas et la Belgique sont attaqués d'emblée, le 10, et capitulent, respectivement les 15 et 28 mai.

La campagne de France

La campagne sur le front de l'ouest débute, le 10 mai 1940, par un assaut allemand sur les Pays-Bas et la Belgique. L'armée française, conformément au Plan Dyle, s'engage immédiatement en Belgique, et livre d'emblée de durs combats d'arrêt (Gembloux, 12 mai). Au 13 mai, la situation en Belgique reste encore indécise, alors qu'aux Pays-Bas, trop lointains pour être secourus, la capitulation des Néerlandais est proche.

Le corps d'armée de réserve, initialement tenu en Champagne, est monté vers Namur. Ce basculement de la totalité du corps de manœuvre français en Belgique correspond exactement à l'intention du haut-commandement allemand.

Le coup de faux à la jonction entre la masse de manœuvre française engagée en Belgique et la ligne Maginot perce au cœur la manœuvre alliée. La réduction des forces isolées au nord est achevée avec Dunkerque. Le 9 juin, les armées allemandes se retournent vers le sud, percent la ligne hâtivement établie sur la Somme, et inondent la France jusqu'à la Loire, où l'armistice les arrête (25 juin 1940).

Mouvements préliminaires

Le plan Manstein consacre sept divisions blindées sur dix à la percée du centre français sur la Meuse, de Namur à Sedan. Au sud, le corps blindé Guderian traverse les Ardennes dans la journée du 12, en trois files continues s'écoulant sur 60 km. Dans cette région considérée infranchissable à une masse blindée, la ligne Maginot se termine. Le corps d'armée qui y a pris position ne compte que des unités de mobilisation, insuffisamment encadrées, sous-équipées, étirées sur 15 km de front par division.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Le rideau de sûreté français, légèrement avancé en Belgique (sur la Semoy) se replie en signalant la masse ennemie en mouvement, le 12. Le 13, bénéficiant d'une aide massive de la Luftwaffe (bombardement continu de 12 h à 16 h), la 10 PanzerDivision franchit à Glaire et au nord de

Bazeilles, de part et d'autre de Sedan. Le 14, elle boucle un pont de bateaux et élargit le secteur de franchissement, aidée en cela par un « repli élastique » des divisions françaises qui lui sont opposées, dans la nuit du 13 au 14. À partir du 14 mai, ayant forcé la ligne de la côte de Meuse, la percée est effective. Elle mènera les blindés allemands à la mer sept jours plus tard, à Abbeville, coupant les armées alliées en deux.

Phase d'intérêt pour la démonstration

En se lançant dès le 10 mai en Belgique, l'armée française ne s'est pas préoccupée de savoir où se trouvait la masse de manœuvre allemande. La réserve est donc engagée prématurément, et contre l'effort secondaire de l'ennemi.

Le 12 mai, les premières indications d'une action en force sur Sedan sont enregistrées, mais le GQG ne considère pas qu'il s'agisse d'un élément nouveau et déterminant. Pendant les durs combats du 13 et du 14, les ordres aux armées ne sont pas modifiés. Gamelin, le général en chef, ne comprend la gravité de la situation que le 15 mai au soir... Il faut attendre le 16 mai pour qu'une réaction d'importance soit envisagée. Il est trop tard ; inextricablement engagées contre l'effort secondaire allemand, les armées alliées sont prises au piège en Belgique.

ACTION SIGNIFICATIVE

La LV^{e} division qui tient Sedan ne mène aucun combat des approches. La reconnaissance se replie sans préciser le renseignement, alors que la région boisée et mouvementée des Ardennes se prête à l'infiltration sur les arrières, d'autant plus que la population est amie.

L'artillerie refuse de pratiquer des tirs non observés sur les rares itinéraires d'approche, alors même qu'ils sont le spectacle d'un ahurissant embouteillage et que le moindre tir de harcèlement aurait obtenu des effets certainement considérables.

Surtout, en pratiquant un « repli élastique » à partir du 14, afin de « réaligner le dispositif », les deux armées qui se joignent à Sedan ouvrent

une brèche de 80 kilomètres. Les contre-attaques ne pourront donner, faute de pression suffisante sur le secteur de franchissement.

ENSEIGNEMENTS

Le plan allemand comportait une très sévère prise de risque. La percée n'avait rien d'acquis face à une défense déterminée et agressive, et elle aurait été plus qu'hasardeuse si l'armée française avait conservé une réserve entre la Meuse et la Marne. Néanmoins, en cas d'échec, le plan allemand aurait été compromis, mais l'armée allemande n'aurait pas été irrémédiablement déséquilibrée pour autant. Le risque de Sedan se situe clairement dans la frange du risque «significatif». Son échec aurait valu un « match nul », au moins temporairement. Sa réussite a arraché le « knock-out ».

5.4.5. La situation

À Gettysburg, le 3 juillet 1863[6], le chef de l'artillerie du corps fédéral qui subissait le bombardement préliminaire à l'assaut de la division Pickett, a fait cesser le tir de contre-batterie, délibérément, de façon progressive, pour donner l'impression que ce bombardement préliminaire à l'assaut était couronné de succès. L'intention était, précisément, de provoquer l'attaque avant d'avoir subi les pertes escomptées. Incidemment, les batteries étaient ramenées à l'arrière pour recompléter les caissons et abreuver les chevaux.

La pauvre division Pickett a donc été hachée par une artillerie qu'elle croyait neutralisée au préalable[7].

La notion de surprise, souvent déterminante en guerre, amène fatalement à parler du chef, et, plus généralement, du commandement.

Les Chinois disent que « Le poisson pourrit toujours par la tête ». De fait, la première vulnérabilité d'une armée est généralement son chef, ou son système de commandement, ce que démontre à l'envi l'efficacité de la surprise.

1. Voir vignette 27 « Guise-St Quentin », p. 549.

2. Voir vignette 08 « La Marne », p. 160.

3. Attaque le 16 décembre. Conférence des commandeurs alliés le 19, à Verdun, à l'occasion de laquelle Eisenhower apprend de Patton qu'il a déjà deux divisions sur la route et qu'il peut contre-attaquer dès le 22. En réalité, la contre-offensive attendra le coup d'arrêt de Dinant qui met un terme à l'avance allemande. Le même jour (26 décembre) la contre-offensive est lancée. À noter que l'ordre d'attaque sur la Sarre, prévue pour le 21, n'a été rapporté par Bradley que le 18... (Rapporté par Chester Wilmot, *Struggle for Europe,* Collins, 1965).

4. Une histoire stupide remontant au temps où il existait encore un Mur de Berlin illustre par la dérision l'ignorance – parfois salvatrice – de la troupe. Le général chef d'état-major d'une nation voisine rassemble toute son armée, la totalité de ses unités, sur une très grande plaine, sonorisée à l'aide de batteries d'énormes haut-parleurs. Après que l'armée lui ait été présentée, le chef d'état-major s'approche du micro, et prononce :

> « Chers amis, j'ai tenu à vous rassembler pour vous annoncer que la décision est prise. Demain, à S h du matin, avec tous nos alliés, nous attaquons le Pacte de Varsovie, objectif : Moscou. Vous allez recevoir vos ordres et prendre, dès cette nuit, toutes les dispositions pour ce combat décisif, qui décidera du sort de l'Humanité. Je le répète : *demain matin,* nous attaquons. »

Il laisse ses paroles faire leur effet sur son armée, frappée de stupeur, puis demande si quelqu'un a une question, avant que les unités ne se dispersent pour rejoindre leurs zones de déploiement. Tout au fond, à droite, un caporal-chef a levé la main pour réclamer un micro. Il est debout, il se présente réglementairement, puis pose sa question :

> « Oui, mon général, j'ai une question. Qu'est-ce qu'on fait demain *après-midi* ? »

5. Trevor N. Dupuy, *Attrition : War,* Hero Books, 1990. *Forcecasting Battle Casualties and Equipment Losses in Modem*

6. Voir vignettes 05 « Gettysburg, 2 juillet », p. 97 et 07 « Gettysburg, 3 juillet », p. 154.

7. Le major Osborn suggéra cette idée au général Hunt, qui commandait l'artillerie du corps tenant Cemetery Ridge. Anecdote relatée par Shelby Foote, *The Civil War,* Vintage Books, tome II, 1963.

CHAPITRE 6

FRICTION ET BROUILLARD DE LA GUERRE

IL S'agit là de notions que Clausewitz a théorisées mais sur lesquelles il peut être utile de revenir brièvement, tant elles font partie des évidences... méconnues.

6.1. LES PARAMÈTRES DU COMBAT

Clausewitz décrit bien « ...les quatre composantes qui constituent l'atmosphère de la guerre, à savoir: *le danger, l'effort physique, l'incertitude* et *le hasard*... » Clausewitz, *De la guerre,* Éditions de Minuit, 1995, p. 89.

Les facteurs humains ne doivent pas être évacués dans la réalité d'une opération. La qualité du commandement, l'expérience récente de la troupe, son état de fraîcheur, tous ces critères non physiques ont un impact considérable sur l'issue d'un combat.

L'ennemi n'est pas une contrainte, il sera étudié plus loin.

Les facteurs physiques (terrain, à envisager sous toutes ses composantes : nivellement, planimétrie, météo...) sont appréciables par l'étude de la carte, elle-même grandement facilitée et accélérée par la pratique, pour le militaire tout autant que pour le cartographe ou le géomètre.

À noter que, s'ils sont *appréciables,* il faut se garder de considérer ces facteurs comme *quantifiables, stricto sensu.* Par exemple, la pénétrabilité d'un compartiment de terrain s'évalue à l'aide de critères objectifs (portance du sol, obstacles, à apprécier en fonction des véhicules destinés à le parcourir). Toutefois, la manœuvre envisagée, en l'exploitant plus ou moins bien, conditionne largement l'emploi de ce critère, en dernier ressort.

6.2. LA FRICTION EN GUERRE : PRINCIPE D'IMPERFECTION

« Dans la guerre, tout est très simple, mais la chose la plus simple est difficile. Les difficultés s'accumulent et entraînent une friction que personne ne se représente correctement s'il n'a pas vu la guerre. » Clausewitz, *De la guerre,* Éditions de Minuit, 1995, p. 109.

Friction : l'odyssée de la IIe Division cuirassée, France 1940

La IIe Division cuirassée, commandée par le général Bruché. a reçu le 13 mai. à 12 h 15. l'ordre de se diriger sur Fourmies, pour attaquer en direction de Houx. Mais à 20 h, lorsque ses éléments constitutifs arrivent à la gare de Châlons, le régulateur n'est pas en mesure de fournir une seule des 29 rames nécessaires à son enlèvement. Le matériel spécial qu'exige le transport des chars B ne sera disponible que dans l'après-midi du 14. lin temps précieux se trouve ainsi perdu.

Le 14, au matin, le général Bruché se présente au PC de la Ire Armée, à Valenciennes. Il y apprend que l'ordre prescrivant à la IIe DCR de contre-attaquer en direction de Houx a été rapporté et que la division sera rassemblée au nord de Charleroi. où elle relèvera la 1re DCR, « appelée à une autre mission ».

La IIe DCR n'ira cependant pas à Charleroi. Pendant que le général Bruché est au PC de la Ire Armée, son chef d'état-major a appris du régulateur général de Valenciennes que la division passait aux ordres de la IXe Armée dont le PC est à Vervins. Il en informe aussitôt le général Bruché, qui part immédiatement pour Vervins.

A 14 h. un premier télégramme du GOG prescrit « que la IIe DCR quittera sans délai la région de Fourmies. pour celle de Signy l'Abbaye, par La Capelle et Hirson ». Mais aucune des rames de la division n'est encore arrivée à Fourmies : cinq trains seulement (sur 29) ont franchi la régulatrice de Châlons. À 17 h 20. un second télégramme ordonne, en conséquence, que les chars de la IIe DCR « seront débarqués vers Hirson et dirigés par voie de terre sur Signy l'Abbaye : les éléments auto stationnés à Fourmies rejoindront directement ».

Un renversement aussi total des dispositions initialement prévues est. du fait que le Commandement en chef ne se trouve pas informé de la situation réelle de la II^{e} DCR, du domaine de la pure fantaisie. Les effets seront encore aggraves par les mesures prises par les organes régulateurs.

Tout d'abord, les unités transportées par voie ferrée seront, au fur et à mesure de leur débarquement, envoyées une par une par des commissaires (le gare (qui ne sont évidemment pas informés de la progression foudroyante de l'ennemi) sur des itinéraires déjà balayés par les avant-gardes blindées allemandes. Quant aux colonnes routières, elles ne sont pas dans la région de Fourmies (comme le suppose le GQG), mais au sud de Guise. Elles seraient bien placées pour se rassembler dans une région où les couverts ne manquent pas, la forêt de Nouvion. par exemple.

Au lieu de cela. le lieutenant-colonel Golhen. qui commande la colonne routière reçoit, vers 17 h, l'ordre de porter le soir même « la totalité des éléments auto en forêt de Signy l'Abbaye». Non seulement la division se trouve coupée en deux tronçons, mais ses échelons arrières sont projetés droit à la rencontre des blindés allemands, *en avant des unités Je combat :* quant à ces dernières, elles s'engageront « en pièces détachées » dans la zone dangereuse. L'incohérence des décisions et l'automatisme avec lequel elles seront appliquées vont rendre irrémédiable la dislocation de la II^{e} DCR qui. saisie en ordre dispersé par le tourbillon de la bataille, sera, en quatre jours, plus qu'à demi détruite.

Benoist-Méchin, *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident,*
Laffont-Bouquins, 1981

Si la guerre était une affaire purement scientifique, la maîtrise parfaite de tous les paramètres, dont le paragraphe précédent n'a donné qu'une rapide indication, conduirait immanquablement à la fluidité parfaite, où tout ce qui est prévu et planifié s'accomplirait. Il y eut même une « école scientiste », particulièrement vivace dans les années soixante, en Union soviétique, pour prétendre viser à cette maîtrise parfaite. On allait enfin réduire la guerre à une série d'équations.

Cette école scientiste a trouvé un écho dans la pensée militaire américaine depuis la fin du XX^{e} siècle. La recherche actuelle semble

cultiver cette lubie, notamment en fondant sa crédibilité sur la visibilité totale (entendre : parfaite) du champ de bataille, la conduite des opérations en temps réel, la connectivité absolue du sommet à la base du système militaire. Il paraît douteux que cette illusion, comme ses devancières, résiste à la virulence de la réalité du combat.

D'ailleurs, les tenants de la « transformation » (le mot à la mode) répètent à l'envi que la guerre est sans cesse plus complexe, ne serait-ce qu'en raison de la multiplication des intervenants. Naguère circonscrite aux seules forces armées, la guerre a dû intégrer en son champ les facteurs diplomatiques, politiques, sociologiques, médiatiques, les ONG[1], la population en toutes ses composantes (ethnies, factions, dissidences...) etc. L'ambiguïté de nombre de missions militaires, qui hésitent entre la destruction de forces clairement identifiées et les tâches beaucoup plus floues de rétablissement ou de maintien de la paix (mais quelle paix ?) semble dénigrer cette tension vers la simplicité.

En tout état de cause, on lutte contre la friction de deux façons :

- par la cohésion, la cohérence, l'entraînement préalable des forces – c'est-à-dire en accroissant leur fluidité ;
- par la planification, qui vise à identifier, et donc, à traiter en amont, le maximum de points de friction possible.

Sur ces deux aspects, la DOCTRINE (ou son absence) pèse lourdement. En effet, la doctrine est un langage commun, une façon commune de voir, de concevoir et d'exécuter. Une doctrine efficace, bien diffusée, facilite grandement la réalisation des actions collectives liées à l'exécution et à la planification.

Néanmoins, il faut se garder de surestimer la capacité de la planification à réduire la friction. En réalité, elle se heurte assez vite à la loi des rendements décroissants. A tel point que semble émerger la loi suivante :

Plus la planification est détaillée, plus sa réalisation diverge de ses objectifs.

Il est patent que l'exécution des plans diverge sensiblement de l'intention d'origine, avec des degrés très variables dans les écarts. L'ensemble des contraintes constitue ce que Clausewitz a bien caractérisé sous le nom de «

friction du combat ». La friction est à l'origine des écarts entre ce qui est prévu et ce qui est réalisé : retard d'une unité (ou dispersion sur la route), incompréhension d'un ordre, panique d'une troupe, neutralisation psychologique du chef...

D'où le saisissant raccourci de Von Moltke (cité après 1870) : « Le plan est la première victime de la guerre ».

La friction existe depuis toujours. En contradiction avec les extrémistes de la « transformation » et autres thèses scientistes, elle n'est pas appelée, en tant que phénomène, à disparaître. Il y a là une explication de fond : **la *friction* est *inhérente à la nature même de la guerre,* au même titre que la violence, la peur, le bouleversement des lois morales...**

S'acharner à *éliminer la friction* du champ de la guerre est donc une dangereuse illusion, et un cul-de-sac conceptuel.

En revanche, tout chef militaire, de tout temps, s'est employé à *en limiter les effets*. L'adaptation de la doctrine aux évolutions de la société, à l'introduction d'armes et de concepts nouveaux, aux progrès de la planification (qu'on pense aux plans de mobilisation des armées modernes de masse, et les progrès accomplis par le haut état-major français entre la débâcle de 1870 et la quasi-perfection de 1914), l'amélioration de l'entraînement des unités, la formation des cadres, la standardisation des procédures, toutes ces actions en amont de la guerre et dans le cours de la guerre ont contribué à maîtriser, partiellement, la friction.

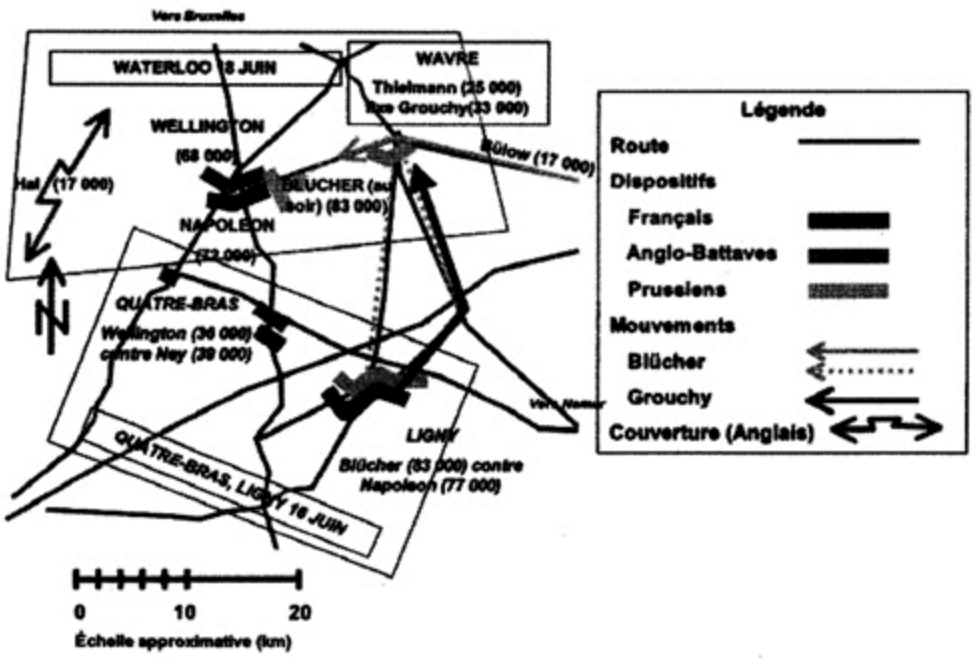
Sans jamais l'éliminer, et parfois, en générant d'autres facteurs de friction.

Laissons Clausewitz conclure :

> « L'expérience militaire tant vantée que l'on exige d'un bon général est faite en grande partie de la connaissance de cette friction. »

WATERLOO, 18 juin 1815

Les Cent-Jours (Belgique)



En attaque : Napoléon, 72 000 hommes
En défense : Wellington, 68 000 hommes, et Blücher, 53 000 hommes, à partir de 17 h

SITUATION GÉNÉRALE

La campagne des Cent-Jours

Napoléon est rentré de l'exil de l'île d'Elbe en mars 1815. La Grande Coalition s'est hâtivement reconstituée contre lui. Napoléon tente, en marchant sur Bruxelles, d'écraser les Britanniques, les Belges, les Bataves, avant la jonction avec les puissances centrales (Autrichiens et Prussiens).

Son échec à Waterloo sonne le glas définitif du Premier Empire. Napoléon abdique, une seconde fois, le 22 juin. Le 6 juillet, les troupes prussiennes entrent dans Paris.

Mouvements préliminaires : les batailles de Quatre-Bras et Ligny (16 juin)

Le 16 juin, Napoléon est déjà opposé aux deux armées de la coalition : à Quatre-Bras (à une dizaine de kilomètres de Waterloo), où l'aile gauche française, emmenée par Ney, échoue assez lamentablement à retenir Wellington, qui se dérobe vers le nord ; et à Ligny face à Blücher, où les Prussiens, bien qu'étrillés, peuvent rompre le contact (17 mai). Napoléon laisse le corps de Grouchy face à Blücher, avec la mission de poursuivre les Prussiens, pour empêcher leur jonction avec Wellington. Lui-même se réunit au corps de Ney pour constituer la masse principale face à Wellington, qu'il compte défaire isolément.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Le 18 juin au matin, Napoléon attaque l'armée de Wellington (25 000 Britanniques, 17 000 Belgo-Hollandais, 10 000 Hanovriens, 7 000 Brunswickois, 6 000 hommes de la King German Legion et 3 000 Nassauviens), devant le Mont St Jean. Malgré des assauts aussi furieux que désordonnés, il ne parvient pas à l'emporter.

Entre-temps, Blücher a réussi à échapper à la surveillance de Grouchy, en faisant le détour par Wavre, où il laisse Thielman (25 000 hommes) retenir Grouchy. Ses premiers éléments parviennent sur le champ de bataille, vers 14h00. Un corps frais (Bülow, avec 32 000 hommes) intervient à temps pour éviter la rupture de Wellington, à partir de 17 h. Vers 19 h 30, la bataille face à l'armée commandée par Wellington se solde par un sanglant match nul... mais c'est la quasi-totalité de l'armée de Blücher qui vient peser sur son flanc droit (avec 64 000 hommes). Napoléon doit battre en retraite (21 h 00).

ACTION SIGNIFICATIVE : LA CONFUSION DES ORDRES DE GROUCHY

Description

L'armée de Blücher a échappé à l'action de couverture confiée à Grouchy, lequel est resté bloqué à Wavre, poursuivant une ombre et

habilement retenu par Thielmann. La jonction de Blücher avec les restes encore cohérents de Wellington a décidé du sort de la bataille... et de la campagne.

Napoléon aurait fait envoyer, dès 10 h, un courrier à Grouchy lui ordonnant de se rapprocher. Cet ordre se perd (le courrier est intercepté), ou n'a peut-être jamais été envoyé... Grouchy est laissé dans l'ignorance de ce qui se déroule devant Waterloo, pendant toute la journée du 18, bien qu'il entende le canon au loin. Ce n'est que pendant l'après-midi qu'il commence à soupçonner que Blücher a filé à l'anglaise... Doit-il se rapprocher de Napoléon de sa propre initiative ? Qu'il ne l'ait pas fait lui a été amèrement reproché (par Napoléon tout particulièrement). Ce qui est certain, c'est qu'il n'en a pas reçu l'ordre, que même l'ordre de 10 h du matin, s'il lui a été envoyé, était trop tardif compte tenu des délais de réception, de mise en route, d'arrivée sur le champ de bataille.

Enseignements

Mauvais travail d'état-major, imprécision dans les termes employés, absence d'explications directes de Napoléon à Grouchy, reconfiguration en cours de route du commandement... beaucoup d'erreurs techniques qui, cumulées, expliquent une bourde tactique de première ampleur. Grouchy avait les moyens d'empêcher Blücher de rejoindre Wellington. Il n'a jamais saisi l'esprit de sa mission, s'est montré emprunté et peu décisif.

Wellington a failli « craquer » vers 18 h 30-19 h; preuve que, laissée en face à face, son armée aurait succombé face à Napoléon.

Autres aspects

En réalité, toute la bataille de Waterloo a vu une incroyable accumulation d'erreurs.

Napoléon est malade, et semble absent plusieurs fois dans la journée. Il laisse ses subordonnés n'en faire qu'à leur tête. Ils font tous preuve de plus d'impétuosité que d'efficacité.

> « Paradoxalement, les engagements sont tardifs aux Quatre-Bras, à Ligny et à Waterloo où la bataille aurait pu commencer plus tôt (l'état du terrain n'a pas contrecarré les mouvements

prussiens !) et où la Garde aurait pu "donner" lorsque Ney demandait des renforts pour l'estocade.

Manque de coordination des armes : Jérôme attaque Hougoumont sans préparation d'artillerie ; Ney lance des charges de cavalerie en oubliant son infanterie ; la Garde « donne » sans appui d'artillerie et quand il n'y a plus de cavalerie.

Mauvais choix du lieu des dernières attaques : Ney lance ses charges de cavalerie à l'ouest de La Haye Sainte où la position alliée est la plus solide alors que l'infanterie n'y a même pas été fragilisée; la Garde attaque à l'ouest plutôt qu'à La Haye Sainte.

Détail non négligeable : les canons alliés capturés sont laissés intacts, permettant à chaque fois aux artilleurs de Wellington de les réutiliser. »

Source : Encyclopédie en ligne, article Waterloo

ANECDOTE OU ENSEIGNEMENT INCIDENT

L'emploi du corps d'armée

Bien que l'échec de Grouchy en soit un peu un contre-exemple, l'idée de manœuvre de Napoléon illustre bien le rôle tactique du corps d'armée : l'Empereur estime qu'un corps d'armée (33 000 hommes, en l'occurrence) doit suffire à repousser, retarder ou fixer une armée deux fois plus grosse, pendant la journée nécessaire à l'action principale (l'élimination de Wellington).

Wellington emploie la contre-pente

Pendant l'éprouvant bombardement préliminaire de l'artillerie française sur la ligne de Wellington, les carrés coalisés s'abritent en se couchant sur la contre-pente, laissant les obus fuser au-dessus d'eux. Ceux qui portent sur la crête causent peu de dégâts, atterrissant dans le sol rendu meuble suite à un orage pendant la nuit précédente. Cet emploi de la contre-pente ne constitue pas une surprise, pourtant : Wellington a utilisé ce procédé éprouvé au Portugal, quelques années plus tôt.

La retraite de Grouchy

L'infortuné Grouchy n'était peut-être pas le maréchal qui eût pu prendre l'initiative décisive au matin du 18, mais il s'est avéré un excellent général, dès le soir du 18, et jusqu'au 20 juin, pour extraire son corps d'armée d'une

situation des plus périlleuses. À vingt kilomètres à l'ouest, les vainqueurs de Waterloo poursuivent une armée française en pleine déroute, à tel point que l'on capture le chapeau et l'épée de l'Empereur. À l'est, vers Liège et Maastricht, les armées de Schwarzenberg et Kleist menacent. Heureusement, après deux rudes combats en trois jours, même les coalisés sont moins ardents. Ils laissent passer leur chance, le 19, d'étriller la dernière unité cohérente de l'armée française. Grouchy rejoint Charleroi, puis la France, sans une perte.

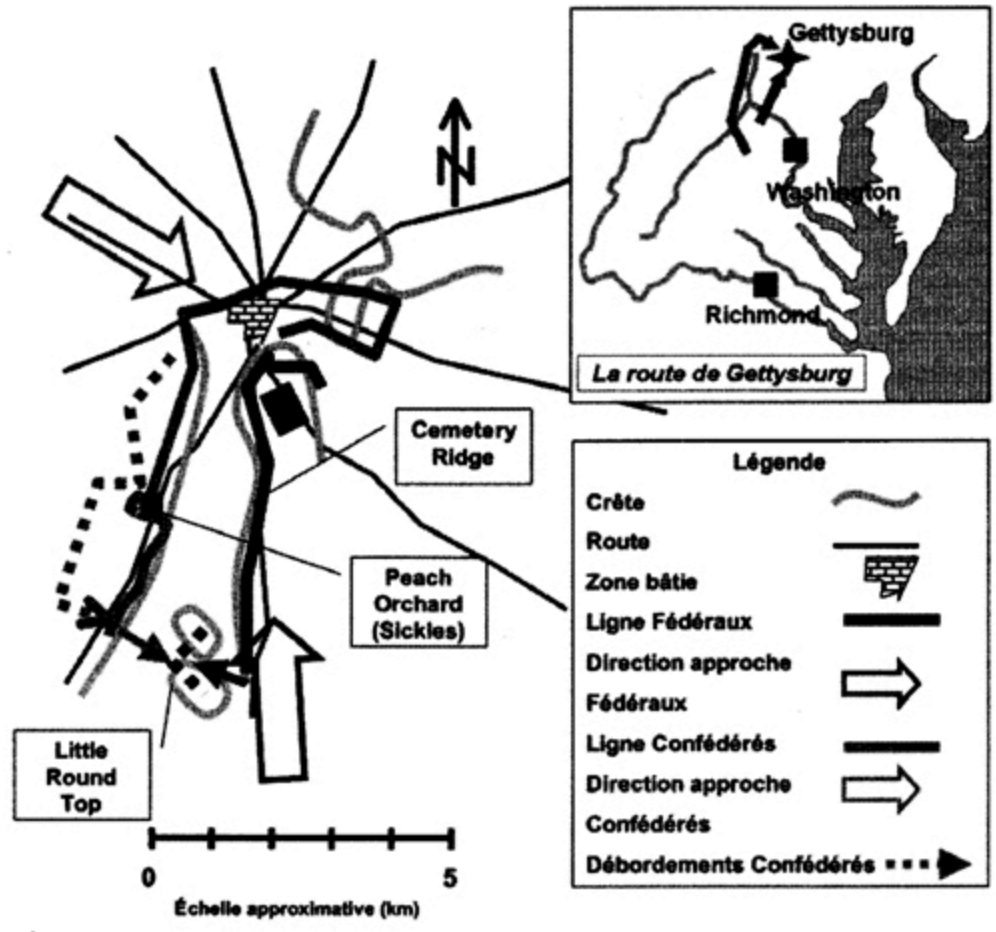
---

05 LA FRICTION : MARCHE ET CONTRE-MARCHE

GETTYSBURG, 2 juillet 1863

Le deuxième jour

Guerre de Sécession (Théâtre oriental)



En attaque : Général Lee, 65 000 hommes
En défense : Général Meade, 85 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

Le tournant de la guerre de Sécession

Gettysburg est, techniquement, un match nul. Après la guerre, les historiens s'accorderont pour y voir le point culminant de la Confédération (« the Confederates' high water » : le plus haut de la marée). Ce sera surtout la première bataille que Lee ne conclut pas indubitablement victorieux. Et donc, la première fois qu'un général nordiste (Meade, qui vient tout juste d'être nommé) peut se prévaloir de n'avoir pas été tourné en ridicule par le génie de Lee.

La campagne de Gettysburg

Lee, après avoir brillamment défait la tentative de pénétration de l'armée fédérale (Chancellorsville, 1-2 mai, retraite à compter du 6 mai), veut profiter du désarroi du camp fédéral pour frapper un grand coup et peut-être, décider du sort de la guerre. Il tente une incursion autour de Washington, espérant attaquer la capitale par son angle le moins couvert.

Mouvements préliminaires

Son armée, à trois corps (1 : Longstreet ; 2 : Ewell, qui vient de remplacer Stonewall Jackson, décédé peu avant ; 3 : Hill, cavalerie : Jeb Stuart) s'ébranle fin mai, plein nord. Elle est marquée, médiocrement, par l'armée de Hooker (relevé par Meade à compter 28 juin), qui couvre Washington. Stuart perd le contact avec l'Armée du Potomac : les deux armées tâtonnent l'une à la recherche de l'autre.

Le 1er juillet, la brigade de tête de l'Armée de Virginie, qui marchait plein nord, s'oriente vers l'est, ayant appris qu'il existait un stock de chaussures à Gettysburg. En approche, elle rencontre la cavalerie fédérale (brigade Buford) qui donne un coup d'arrêt. Lee, constatant au fil de la matinée qu'il semble avoir établi le contact avec l'armée fédérale, accepte de

livrer bataille. Simultanément, après un moment de désarroi, Meade rameute son armée, qui se trouve plus au sud.

Dans cette bataille, paradoxalement, les Sudistes arriveront du nord, et les Nordistes, du sud...

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Au fil de la bataille, qui dure trois jours (1er-3 juillet 1863), Meade adopte délibérément une posture défensive, ancrée sur Gettysburg au nord et une vague crête qui court vers le sud (Cemetery Ridge). Lee l'attaque par le nord (1er juillet), par le sud (2 juillet), pour finir, plein centre (3 juillet), échouant à chaque fois dans ses tentatives de débordement. En réaction, Meade se déploie « en hameçon ».

Phase d'intérêt pour la démonstration

2 juillet : son armée désormais présente sur place, ayant échoué dans sa tentative de débordement par le nord-est (autour de Gettysburg), Lee lance le corps de Longstreet, non encore engagé, pour déborder par le sud (l'aile gauche de Meade). Le débordement de Longstreet échoue en raison d'erreurs de navigation successives.

ACTION SIGNIFICATIVE

Description

Les deux divisions de Longstreet s'ébranlent à 10 h. Elles cherchent à contourner un ensemble de deux mamelons : Little Round Top et Big Round Top, dont Lee estime (à juste titre) qu'ils prolongent l'extrémité sud du dispositif de Meade. **La division de tête** (McLaws) **ne déborde pas assez largement.** Elle débouche un peu trop tôt, face au corps de Sickles, imprudemment avancé. Dévoilée, la division attaque et enregistre un succès local, à un coût élevé (engagement de Peach Orchard).

Toutefois, le débordement reste à réaliser. L'autre division de Longstreet (Hood) repart en arrière (vers l'ouest), puis vers le sud, avant de reprendre la direction de l'ouest, pour réaliser son débordement. Là encore, elle vise trop court et perd trois heures précieuses. Meade, alerté, a eu le temps, in extremis, de renforcer Little Round Top. Le débordement échoue sur ce mamelon insignifiant. À la nuit tombée, la deuxième tentative de Lee a été repoussée, Meade est désormais solidement installé sur sa position.

Enseignements

L'attaque, si elle avait eu lieu en fin de matinée, et si elle avait effectivement débordé l'aile gauche de Meade, aurait débouché sur ses arrières, coupant de ce fait la route de Washington, d'où arrivaient ses renforts. Elle n'aurait peutêtre pas été assez forte pour décider du sort de la bataille, mais à tout le moins, elle aurait sérieusement déséquilibré Meade. Des erreurs de topographie, et la tentation de marcher au plus court, ont empêché un plan raisonnable de réussir.

Autres aspects

Le général Nordiste Sickles peut revendiquer sa part de la victoire fédérale. En effet, de sa propre initiative, insatisfait de sa position sur la crête, il a avancé de deux kilomètres, appuyant son dispositif sur un verger (Peach Orchard). Cette position avancée a complètement surpris l'avant-garde de Longstreet, causant un combat inutile, dévoilant l'intention de Lee, et retardant d'autant son attaque. Bien que fustigé ultérieurement pour cette indiscipline caractérisée, Sickles n'a pas hésité à s'attribuer la paternité de la victoire de Gettysburg. Il est plus que probable qu'il ait raison.

ANECDOTE OU ENSEIGNEMENT INCIDENT

La contre-attaque du 1st Minnesota

Le combat du Peach Orchard a laissé un intervalle dans le front fédéral. Une brigade confédérée (Alabama) s'en rend compte, et charge. Le 1st Minnesota, qui compte 262 hommes, contre-attaque immédiatement, à la

baïonnette, les 1600 Confédérés en approche. Surpris par cette réaction, les assaillants s'arrêtent, puis se replient.

Au prix de 82 % de pertes – il ne reste au vaillant 1st Minnesota que 47 hommes valides – la brèche a été comblée. Ce sera le plus fort taux de pertes jamais enregistré pour une unité de l'Union. L'affaire n'a duré que quelques minutes.

6.3. LE BROUILLARD DE LA GUERRE : PRINCIPE D'INCERTITUDE

> « Tout général ne connaît avec précision qu'une seule situation : la sienne. Il ne connaît celle de l'adversaire que par des rapports incertains. Il peut donc commettre une erreur d'appréciation et croire, par suite de cette erreur, que l'initiative appartient à l'adversaire, alors qu'en fait c'est à lui qu'elle revient. Ce défaut de connaissance pourrait, il est vrai, entraîner autant d'action intempestive que d'inaction intempestive, et ne contribue pas plus à différer qu'à accélérer l'action militaire. » Clausewitz, *De la guerre,* Éditions de Minuit, 1995, p. 63.

C'est un truisme que de rappeler qu'à la guerre, tout le monde vit dans un brouillard d'incertitude. Lorsque Clausewitz dit que le général connaît avec précision sa propre situation, c'est encore vrai dans la mesure où la bataille se livre dans un seul compartiment de terrain, ce qui permet au regard d'embrasser l'ensemble de sa force – aux accidents de terrain près, et admettant que le brouillard[2] ou la nuit ne s'en mêlent pas, ce qui est loin d'être le cas dans l'histoire.

Le chef doit donc décider dans l'incertitude[3]. Vouloir la certitude avant de décider, c'est commettre un grossier contresens sur la nature même de la guerre.

L'école scientiste de la guerre, dont relèvent les théories récentes sur *informational warfare, total visibility of the battlefield,* etc., prétend fournir au décideur la connaissance parfaite, exhaustive et à jour de l'ensemble des paramètres de la décision. Comme si le hasard, l'accident, la friction étaient éliminés du tableau des événements.

Cette forme de pensée semble ignorante d'un constat : c'est que la complexité d'un système est une source de dysfonctionnements. Plus un système est complexe, plus il connaît de dysfonctionnements ! Les lecteurs qui utilisent couramment un ordinateur le savent bien... En réalité, la plupart des améliorations, dont le but est d'accroître la fiabilité ou la stabilité d'un système, sont des correctifs induisant euxmêmes leur propre vulnérabilité, générant d'autres sources de pannes. Le progrès consiste à limiter les *conséquences* des dysfonctionnements, bien plus qu'il n'en réduit l'occurrence.

Vivre avec le principe d'incertitude, c'est savoir quand on en sait assez pour décider. C'est la première composante (au sens chronologique) des qualités du décideur. Celui qui s'acharne à en savoir plus avant de décider consomme beaucoup plus d'énergie à apprendre ce qu'il n'a pas forcément besoin de savoir qu'il n'accorde d'attention à considérer ce qui compte vraiment. Il y a d'ailleurs une loi des rendements décroissants qui s'applique à la quantité d'information requise.

En savoir assez pour décider, se garder du reste : voilà comment le chef vit dans l'incertitude.

Le brouillard de la guerre :
le général von Gronau se lance à l'attaque (5 septembre 1914)

Le général von Gronau commande le IV^{e} Corps de réserve allemand. Dans le sillage de la 1re Aimée (von Klück). il marche depuis trois semaines, sans livrer un seul combat, de la Rhénanie (où il a débarqué), à travers le Hainaut belge. l'Artois, l'île de France. Bien que harassée, ses chevaux fourbus, son artillerie sous-équipée. sa troupe est survoltée par la lecture des panneaux indicateurs pointant Paris. Le 5 septembre au matin, le PC est à Marcy. Les premières unités françaises s'arrêtent à Iverny, à quelques kilomètres à peine. L'attaque est annoncée pour le lendemain. La cavalerie allemande signale des contacts avec ces postes français installés récemment, alors que von Gronau se croit presque seul dans ce secteur.

Von Gronau est loin derrière son armée, qui marche encore vers le sud-est, et n'a aucun secours à attendre. Ses hommes sont en train de préparer le repas de midi avec les victuailles saisies (bétail et... fromage de Brie). Ils ne montrent guère d'ardeur à reprendre le mouvement. Le général, se rendant directement sur ses premières unités, les lance vers le sud-ouest, précédant les Français sur la crête de Tillières, Monthyon, Penchard, et déploie à la hâte une demi-batterie de 77. À 12 h 30, les Français qui débouchent de Plessis-l'Evêque et Iverny sont cannonés. Von Gronau a levé l'incertitude : il y avait bien une sortie de la garnison de Paris.

La furieuse bataille de l'Ourcq dure trois jours. Elle sauve l'armée allemande[4].

6.4. Vers un nouveau paradigme de la guerre « lacu-naire » ?

Le XX^{e} siècle récent nous a habitués à la simplicité, voire aux certitudes faciles de la guerre de front. Aujourd'hui, les dispositifs s'étendent, se distendent, et finissent par se déchirer. N'ayant plus à s'étaler à la recherche du contact avec un voisin désormais trop éloigné, les unités se resserrent à nouveau en « bulles opérationnelles » prêtes à agir tous azimuts. De linéaire, la guerre est devenue « lacunaire ».

Pour en revenir à l'âge des fronts continus, tout au moins pour des théâtres de dimensions respectables, il faudrait un effort de militarisation massif et durable de la part des protagonistes putatifs, ce qui n'est pas la tendance actuelle. Le front que représentait le Rideau de Fer s'est dissous de lui-même, il y a une décennie. Il y a eu un front continu pendant la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée (front de Badmé). De nos jours (2006) les seuls fronts continus établis se trouvent sur la péninsule coréenne et à la frontière indo-pakistanaise. Virtuellement, c'est-à-dire, à l'issue au moins d'une mobilisation d'ampleur, on pourrait voir surgir un front israélo-arabe ou irano-irakien.

Or nul ne prendra le risque d'écarter de l'univers des possibles une confrontation de grande ampleur, entre armées sophistiquées. Selon toute

probabilité, l'Histoire verra à nouveau de grandes masses armées s'affronter, dans un avenir relativement proche (une, deux générations au plus). Toutefois, il est peu probable que les opposants aient le temps (ou l'envie) de constituer ou de reconstituer des masses armées telles qu'elles puissent verrouiller la totalité du front que le théâtre en question pourrait leur offrir. Ce qui fait que des dispositifs « lacunaires » devraient caractériser ces nouveaux conflits de haute intensité.

Soit dit en passant, ce cas de figure nous ramènerait un siècle en arrière, lorsque deux énormes armées s'opposaient en Amérique du Nord : la guerre de Sécession. Elle est très moderne dans quasiment toutes ses caractéristiques : armées populaires de masse, s'appuyant sur une industrie entièrement mobilisée (au moins pour le Nord), logistique par voie ferrée ou amphibie (toujours le cas aujourd'hui), commandement stratégique et opératif par télégraphe, donc guère moins rapide que ce qui se fait de mieux aujourd'hui, puisque le problème est plus de décider que de transmettre. Seule la mécanisation, survenue peu après, a entraîné des modifications profondes dans la tactique, sans toutefois remettre en cause la validité des enseignements liés à la manœuvre – à distinguer des enseignements liés aux procédures.

Les analogies qu'offre la guerre de Sécession avec ce que semble être la guerre lacunaire à venir expliquent le nombre d'exemples servant d'illustration à ce propos.

---

1. ONG = organisations non gouvernementales.

2. L'embuscade de Trasimène fut déclenchée alors qu'un épais brouillard couvrait le passage (21 juin 217 av. J.-C). Voir vignette 14, p. 441.

3. Voir Général Desportes, *Décider dans l'incertitude,* Economica, 2007.

4. Excellente narration sur le site batmarn1.club.fr, mis en ligne par l'association «La cavalerie dans la bataille de la Marne », un modèle du genre.

DEUXIÈME PARTIE

DU RAISONNEMENT TACTIQUE

COMME il a été dit d'emblée, l'objet du présent ouvrage n'est pas de discourir de la guerre, mais de proposer une méthode de raisonnement tactique. Cette méthode doit répondre aux critères suivants :

- elle doit viser efficacement à la seule décision qui vaille en guerre : la saisie de l'initiative ;
- elle doit être suffisamment puissante pour produire une décision opérante, formulée en termes intelligibles ;
- elle doit être suffisamment subtile et souple pour s'adapter à toutes les situations tactiques, plus encore : à tous les contextes susceptibles de déboucher sur un combat.

D'autres méthodes demeurent possibles, bien évidemment. Sans se lancer dans un discours comparatif, il faudra au moins établir que la méthode proposée résiste à la confrontation[1].

Cette méthode est focalisée sur « l'effet majeur » et prend ce nom. Elle peut s'expliquer par un processus intellectuel rationnel, processus qui sera emprunté céans.

Cette deuxième partie a donc pour objet essentiel d'amener à la compréhension de la méthode de *l'effet majeur,* dont nous verrons qu'elle vise la **syncope** chez l'ennemi.

Le premier chapitre : **raisonner l'espace,** a pour objet de décrire cette notion du point de vue militaire, celui de l'espace de manœuvre.

Le deuxième chapitre : **raisonner l'ennemi,** a pour objet d'expliquer comment on décrit l'ennemi, puis, surtout, comment on affecte des

hypothèses à son action, hypothèses à partir desquelles on cherchera à identifier ses vulnérabilités rapportées à sa manœuvre.

Le troisième chapitre : **raisonner le temps,** est la partie la plus « théorique » de l'ensemble, et la plus critique pour comprendre la notion de duel intellectuel. À elle seule elle explique la *notion* d'effet majeur.

Le quatrième chapitre : **le raisonnement tactique,** est une présentation de la *méthode* de l'effet majeur. Les méthodes « concurrentes » sont évoquées à ce chapitre.

Le cinquième chapitre : **le rythme du combat,** est un développement crucial qui mène à la notion de **syncope,** l'effet de rupture de cadence (et de flux vital). Elle servira d'amorce au profit de l'étude des procédés de combat.

À l'issue d'une étude attentive, le lecteur sera nanti d'une méthode de raisonnement tactique fermement établie.

La partie suivante sera un cours sur les fonctions opérationnelles, en commençant par le commandement.

---

1. Bizarrement, dans l'institution militaire française, la notion de méthode de raisonnement tactique est mal établie. D'après l'étude du chef d'escadrons Saurel, il y aurait eu rien moins que *33 méthodes enseignées* à l'École supérieure de guerre, entre 1880 et 1962. Encore son étude, qui remonte à 1963, fait-elle l'économie des méthodes depuis cette date... En d'autres termes, il est clair qu'en France, il n'y a pas de méthode approuvée, constante, transcendant les générations. Il n'y a que des professeurs de tactique à l'Ecole de guerre, qui, faisant ce qu'ils peuvent en l'absence de directive, adaptent au mieux les errements en vigueur, les évolutions récentes, et les emprunts aux alliés ou aux ennemis. À titre de comparaison, en Allemagne, c'est le général von Moltke lui-même qui établit la doctrine et forme « ses » officiers d'état-major. Dans l'école prussienne, l'engagement personnel du chef assure une certaine pérennité au modèle... En tout état de cause, malgré les vacillations doctrinales françaises, je reste marqué par ce que j'ai appris, à l'époque, à Saumur : la méthode dite « de l'effet majeur ».

CHAPITRE 1

RAISONNER L'ESPACE

L'ESPACE, au sens militaire, est un *concept* beaucoup plus qu'une donnée physique. Voici par excellence une notion souvent employée, mais mal comprise.

Commençons par dire que l'espace, tel qu'il importe à l'art de la guerre, est sans doute en train de connaître un double point d'inflexion historique, dont les conséquences de long terme restent à évaluer :

- **une lente évolution vers la guerre linéaire semble inversée.** Ce constat est peut-être à relativiser : il se peut que cette évolution ne soit qu'un balancement. Les dispositifs linéaires continus ont une longue histoire : *limes* romain sur le Rhin, Murs d'Hadrien et d'Antonin, Grande Muraille, avant la période moderne où le front militaire continu devient une norme qui passe pour intrinsèque à la guerre. On ne peut guère préjuger de la tendance actuelle pour en déduire que la guerre linéaire serait un phénomène définitivement consigné aux poubelles de l'histoire. Comme il a déjà été noté, le seul fait de la densité humaine est un puissant facteur de linéarisation. Même dans un contexte de guerre lacunaire, la guerre aux petits échelons – ceux qui nous concernent – est souvent vécue comme linéaire. Néanmoins, il est incontestable que la tendance actuelle est plutôt orientée vers la guerre « lacunaire » ;
- **la dilatation de l'espace de manœuvre semble s'inverser dans le cadre du combat urbain,** lequel devient toujours plus prégnant, à tel point qu'on peut se demander si le combat en rase campagne ne fera pas bientôt figure d'exception, voire d'anomalie.

Le concept militaire d'espace prend sa source dans le *compartiment de terrain,* de nature purement physique. Néanmoins cette donnée initiale

s'élève rapidement vers le concept *d'espace de manœuvre,* contingent à l'unité et à la mission. L'espace de manœuvre est une notion elle-même complexe. C'est pourquoi **l'espace se raisonne, bien plus qu'il ne s'observe ou se constate.**

Nous allons conceptualiser cette notion de façon un peu plus serrée, très mécanique (« science de la guerre »). À partir de cette réflexion, certaines pistes nous seront utiles pour aider à la décision tactique (« art de la guerre »).

1.1. Espace géographique

1.1.1. Le compartiment de terrain

Au plus bas niveau se trouve la notion de **compartiment de terrain,** qui est la « portion de terrain limitée normalement par des couverts et des ondulations du sol, faisant obstacle aux vues et aux feux directs. Suivant ses dimensions en largeur et en profondeur, le compartiment de terrain correspond aux possibilités de déploiement et d'action efficace (feux et manœuvre) de telle ou telle unité (depuis la compagnie jusqu'aux grandes unités)[1]. »

Cette notion est assez intuitive. Que le lecteur, par exemple, s'imagine en voiture, sortant d'un village. Le moment où, arrivé à la dernière maison, il peut embrasser une vaste étendue de paysage, correspond au « compartiment ». Il en est de même sur une route de montagne, au franchissement d'un col : soudain, il distingue la vallée suivante.

Par analogie avec une vallée observée depuis une rive, on distingue la « rive amie », et la « rive ennemie » (ou « opposée » si on n'en est pas encore à y voir d'ennemi). Généralement – et ce fait présente une importance considérable dans le combat des petits échelons – la rive amie est plus difficile à observer et donc, à battre, que la rive opposée. La rive amie forme le plus souvent un angle mort, ou tout au moins encombré, alors que la rive opposée se détaille plus aisément.

On peut comparer l'accès à un compartiment de terrain à une « porte ». La route par laquelle on pénètre le compartiment est une porte à l'endroit

précis d'où l'on peut observer ce compartiment. Néanmoins la notion de « porte » n'est pas forcément ponctuelle. La lisière d'une zone urbanisée est une porte, correspondant à une zone plus étendue. De même pour un glacis, un champ par exemple.

Très naturellement, lorsqu'on prend en compte, visuellement, un nouveau compartiment de terrain, on cherche à y repérer les portes, en l'occurrence, les points ou zones par lesquels une unité peut pénétrer dans ce compartiment.

Dans la profondeur, le compartiment de terrain peut être très restreint, profond, voire borné seulement par l'horizon ; en mesure angulaire, il peut être très ouvert (observation sur plus de 180°), étendu (de l'ordre de 120°), étroit (60° par exemple) voire « en tunnel » ; il peut être dégagé (un openfield, par exemple), parsemé d'obstacles ou très encombré ; selon qu'il offre ou non des repères aisés à décrire, facilitant son découpage en zones clairement réparties, il sera « lisible » ou « confus ».

Derrière ces critères matériels, il y a des conséquences militaires, tels que la pénétrabilité (qui fait aussi appel à la portance des sols) ou l'intervisibilité (qui détermine les conditions d'emploi des armes).

Dans une rue, le compartiment de terrain correspond à un espace très limité, normalement fermé par le prochain angle de rue. En revanche, il s'étend verticalement, puisqu'il intègre le bâti.

Profondeur, largeur, encombrement, lisibilité : la combinatoire infinie de ces critères répond évidemment à la palette des paysages, premier facteur de la complexité du combat. Une unité donnée, de par les caractéristiques de ses armes, sera généralement optimisée pour un type de compartiment de terrain, et se retrouvera peu ou prou défavorisée dans les autres cas, à mesure que les données physiques s'éloignent de l'optimum. C'est d'autant plus vrai que le combat sur un même compartiment de terrain peut favoriser outrageusement un type d'unité sur un autre. Par exemple, dans le désert de Cyrénaïque, le fantassin est quasiment sans défense face à des chars à l'allonge conséquente ; la proposition est inversée dans le bocage normand, comme les Alliés en firent la pénible expérience en juin-juillet 1944.

Une unité élémentaire, dite « pion de manœuvre », opère généralement dans un compartiment de terrain.

1.1.2. L'espace de manœuvre

En gravissant la hiérarchie des unités, le compartiment de terrain ne correspond plus au cadre de manœuvre. **L'espace de manœuvre** englobe alors plusieurs compartiments de terrain adjacents[2]. La notion précédente – le compartiment de terrain – est purement matérielle, géographique, indépendante de l'action humaine ; en revanche, la notion d'espace de manœuvre correspond à un premier niveau d'intrusion de l'art de la guerre.

À chaque unité *dans un cadre d'emploi donné* correspond un *espace de manœuvre optimal.* L'espace optimal est celui qui permet à l'unité d'agir au mieux de ses capacités intrinsèques. C'est un compromis entre le principe de concentration et le principe de sûreté.

Un espace insuffisant concentre les unités, les rend plus vulnérables par le simple effet d'entassement, les prive de la capacité de manœuvrer (puisqu'elles se marchent dessus), interdit le tir (puisqu'il y a trop d'amis autour). Tout comme le métro parisien à l'heure de pointe, il y a un minimum vital en deçà duquel la vie est pénible, ou difficile.

À noter que cette notion d'espace suffisant est très liée à la menace. En général, sur les arrières, hors d'atteinte de l'attaque de l'ennemi aérien, par exemple, on peut concentrer les unités au point qu'elles se touchent, que tous leurs cantonnements soient contigus, que les axes logistiques par lesquels elles sont soutenues connaissent un trafic ininterrompu, à la limite de la saturation.

Alors que dans la zone où la détection lointaine ou profonde est possible, et surtout, susceptible d'attirer une attaque, l'espace suffisant est lié à la dispersion minimum rendant la détection plus difficile. En ce cas, il *faut* des lacunes dans le dispositif, sans quoi toute frappe serait *nécessairement* couronnée de succès (même si l'ennemi ne saurait pas forcément *quel* succès il a obtenu).

À l'inverse, un espace trop étendu impose des contraintes qui consomment des moyens au point de détourner l'unité du combat pour lequel elle a été prévue. Par exemple, un espace à occuper trop vaste entraîne la dilution des unités, au point qu'elles ne peuvent plus se soutenir

(cette notion cruciale de soutien sera abordée plus loin). L'unité est vulnérable à une attaque par bouchées successives.

L'optimum correspond donc à un espace imparti à l'unité dans lequel chacune de ses sous-unités dispose de l'espace nécessaire à sa propre manœuvre, sans perturber celle des autres, mais juste suffisant pour ne pas consommer les moyens dans des tâches ancillaires, et pour ne pas offrir des espaces et des intervalles à l'opposant.

Cela explique pourquoi, en situation offensive, une unité peut accepter un espace considérablement réduit : d'une part, le contexte rend moins pesante la menace (puisque l'attaquant est censé être le plus fort, au départ, *et que c 'est lui qui mène le jeu)* ; d'autre part, la concentration est nécessaire à la génération du rapport de force souhaité.

Cet optimum est très caractéristique de chaque unité et du type de combat qu'elle est censée mener.

D'une façon générale, plus une unité est motorisée, plus l'espace de manœuvre, à effectif constant, est étendu (il y a une certaine logique à cela, tout de même...). Les extrêmes de cette proposition sont le bataillon d'infanterie légère, 400 hommes à pied, et le bataillon d'hélicoptères de combat. Au premier, un espace de manœuvre de quelques kilomètres carrés ; au second, de milliers de kilomètres carrés.

Dans le même ordre d'idée, plus le terrain est meublé d'obstacles, plus la même unité doit resserrer son espace de manœuvre. Un bataillon mécanisé (800 hommes, 250 véhicules) a besoin d'un espace de manœuvre de 300-400 km^2 en zone ouverte, mais sera facilement consommé par un bourg de quelques kilomètres carrés.

Deux unités *de même pied* mais aux capacités fondamentalement différentes, ont besoin d'espaces de manœuvre de dimensions différentes. Le schéma suivant montre deux espaces de manœuvre d'unité de même pied, mais aux capacités différentes : l'une est blindée, l'autre d'infanterie mécanisée (symbole tactique avec croisillon). Les zones grisées correspondraient aux traces des véhicules vues d'hélicoptère, un jour de neige.

Historiquement, depuis les origines de la guerre, l'espace de manœuvre rapporté à l'individu subit un phénomène de dilatation, que décrit très bien Trevor N. Dupuy. La phalange macédonienne (10 000 hommes) occupait un espace de manœuvre qu'un seul groupe de combat (10 hommes) suffit à contrôler aujourd'hui. À noter toutefois : l'espace de manœuvre y a gagné en profondeur, car les 10 hommes mentionnés ci-dessus bénéficient de l'action d'une artillerie déployée trente kilomètres derrière eux – voire, d'une aviation basée à trois mille kilomètres. De surcroît, vers l'avant, leur réseau de renseignement s'étend dans la profondeur adverse, tout comme le mycélium d'un champignon s'étend à grande distance sous le sol, se signalant de loin en loin par le champignon proprement dit, qui n'en est que la partie reproductive (le sporophore).

Pour autant, comme il a été dit plus haut, il n'est pas exclu que l'urbanisation de la guerre n'inverse cette tendance longue à la dilatation spatiale. Si l'on admet l'idée que l'essentiel du combat aura désormais lieu en zone urbaine, considérant d'une part que ce combat est très consommateur en personnel, et d'autre part que jusqu'à nouvel ordre, il tend à nier le différentiel technologique, alors il faut déduire que l'extension de l'espace de manœuvre a trouvé sa limite historique, voire, son point d'inflexion de tendance.

1.1.3. L'importance du concept de front : continu ou lacunaire, élastique ou rigide

Lorsqu'une armée établit une continuité des espaces de manœuvres, cet assemblage forme un front : la guerre est devenue linéaire. Le récent XX^{e} siècle nous a accoutumés à cette **notion de front,** c'est-à-dire, d'une zone de combat continue d'un obstacle infranchissable à l'autre (en l'occurrence, pour 1914-1918 : d'un obstacle physique, la mer du Nord, à un obstacle politique, la Suisse).

Comme il a déjà été dit, c'est un concept assez récent, qui s'explique par la massification de la guerre. Ce concept est désormais battu en brèche par le phénomène inverse, de déconstruction de la guerre, laquelle tendrait à devenir échantillonaire, menée par des effectifs réduits. On parle à nouveau (c'est le mot qui est nouveau, pas le concept) de guerre lacunaire.

Certes, la **linéarité** du front est un déterminant important de la notion de défense et de la forme qui lui serait donnée. Il est clair qu'un front continu, ayant subi une pénétration, engagera le défenseur à réagir « pour rétablir l'intégrité du dispositif » tout autant que pour détruire l'élément ayant pénétré. Son action est donc déterminée, peu ou prou, par le concept de continuité du front. Le rugby donne une très vivante illustration de la bataille défensive dans ce contexte.

Dans un **concept lacunaire** (pas de front continu), la prééminence est accordée à l'arrêt ou la destruction de l'assaillant, sans grande préoccupation à l'égard du dispositif d'ensemble. L'illustration la plus utile est celle de la bagarre de chiens dans une prairie.

Le front peut être plus ou moins élastique. **L'élasticité** d'un dispositif linéaire est sa capacité à maintenir sa continuité en acceptant des déformations considérables. La défense alliée de 1918 s'est avérée très efficace par son élasticité, qui a privé les Allemands de toute pénétration utile. Voulant rééditer ce procédé, la défense de la Meuse en 1940 a, bien au contraire, offert gratuitement un espace de manœuvre permettant aux Allemands de lancer leur offensive après la conquête de leur tête de pont. Elle a empêché les contre-attaques de donner, puisqu'elles ne pouvaient s'appuyer sur des môles solides contraignant le secteur de pénétration.

A contrario, la rigidité de Hitler a privé ses généraux de la possibilité de contre-attaques efficaces, puisque ses réserves étaient consommées prématurément, et donc futilement, pour rétablir un front déjà

irrémédiablement ébréché, plutôt que pour s'attaquer à la masse de manœuvre ennemie, en un lieu où celle-ci eût été plus vulnérable[3].

Il n'y a pas de règle sur l'élasticité de la défense, hormis un constat simple : tant que le défenseur veut refuser le combat pour attendre des jours meilleurs, l'élasticité est un facteur de préservation ; dès lors qu'il veut s'opposer à l'ennemi, la rigidité des segments encore préservés du front nécessaires au développement ou à l'efficacité de la réaction devient un mal nécessaire – qui se paye cher, en général.

En revanche, n'est pas élastique qui veut : il faut une réelle compétence tactique associée à une notable force morale. La rigidité, elle, s'appuie presque exclusivement sur la force morale.

Nombre des concepts défensifs occidentaux demeurent très marqués par l'esprit linéaire. On ne peut pas considérer pour autant qu'ils aient perdu toute pertinence, d'une part, parce que le retour à la guerre de front ne peut être exclu en toute hypothèse, et d'autre part, parce que même sans front continu, il y aura toujours des unités inscrites dans un dispositif qui sera, à leur niveau tactique, assimilable à un front. Les leçons et procédés de la guerre linéaire sont donc toujours valables et ce serait un grand tort que de les négliger au motif (bien hasardeux) qu'ils ne seraient plus pertinents.

En revanche, il importe de déterminer les enseignements de la guerre lacunaire. On s'emploie aujourd'hui à la théoriser, comme si elle était un phénomène nouveau dont il faudrait percevoir les linéaments dans les prémices de la guerre de quatrième génération.

C'est là une vision de la guerre dépourvue de toute perspective historique. En réalité, à quelques exceptions locales et temporaires près (dont le XX^{e} siècle), la guerre est lacunaire, et la plupart des idées que l'on explore aujourd'hui sont vivantes... dans les livres d'histoire !

Que retenir de cela ? On peut penser la guerre linéaire sans tenir un raisonnement linéaire. Au contraire : **l'idéal est de « raisonner vectoriel »**, comme le faisaient les Soviétiques. Tout raisonnement axé sur la force est, par nature, vectoriel, alors que le raisonnement axé sur le terrain a une pente naturelle à devenir linéaire.

Un concept pourrait s'avérer utile dans le contexte d'une guerre lacunaire à redécouvrir – puisque nous persistons à considérer qu'on n'a pas à

l'inventer. C'est le concept de **plasticité,** qui s'adapte à toutes les formes de guerre, linéaire ou lacunaire. Dans le cas linéaire, la plasticité est assimilable à l'élasticité : le front peut prendre du ventre et les lignes s'étirer jusqu'à la limite de rupture, il reste continu.

En revanche, dans le cas lacunaire, la plasticité est la capacité de l'unité à maintenir un dispositif cohérent, apte au combat, en acceptant toutes les déformations géographiques et toutes les reconfïgurations fonctionnelles (dont les réarticulations sont un exemple – phénomènes décrits plus loin).

En définitive, au combat, il faut toujours chercher l'ennemi, le fixer, le frapper. La différence majeure entre la guerre linéaire et la guerre lacunaire, c'est que dans le premier cas, on n'a pas à le fixer. Dans une large mesure, le front s'en charge.

1.1.4. L'espace du combat en zone urbaine

Le combat en zone urbaine, ou tout au moins les opérations prolongées dans cet environnement, suscitent une évolution profonde de l'art de la guerre, sans toutefois en remettre en cause les fondements. Bien que nombre de ces changements soient mentionnés au fil du texte, il paraît utile d'en regrouper l'essentiel au sein d'un paragraphe unique.

Paradoxe : pendant très longtemps, les armées ont peu combattu en ville, et pourtant, l'immense majorité des batailles portent le nom de villes... alors même qu'on parle de « *champ* de bataille » et non de *« ville* de bataille ». Les armées « faisaient campagne », on ne disait pas qu'elles « faisaient bourg ». La ville a toujours représenté un objectif, du fait de ses richesses (facteur crucial pour des mercenaires vivant de leur butin), de son rôle en tant que nœud de communications (tous les chemins mènent à Rome...), de son importance politique (conquérir la capitale, c'est soumettre la population). Les armées en ont fait le siège (Alésia, par exemple) ou s'y sont retranchées. Pour autant, si l'on combattait pour une ville ou autour d'elle, on combattait rarement en son sein. Généralement, une brèche dans les murs signifiait la fin du combat et le début de la mise à sac[4].

L'accroissement de la population, sa concentration en zone urbaine (il semble que la population mondiale soit devenue majoritairement urbaine assez récemment, vers 1980), la concentration des ressources en milieu

urbain (part toujours croissante, en liaison avec la tertiarisation des économies), l'extension des zones urbaines, tous ces facteurs concourent pour faire de la ville l'espace de manœuvre-type de la guerre moderne[5].

Quand bien même les armées préféreraient combattre en campagne, cela serait souvent vide de sens. Lorsque Louis XIV lutte pour sa frontière nord, les places fortes de Lille, Valenciennes, les retranchements de Denain, Bouchain, etc., représentent des môles urbains isolés dans des étendues où les armées peuvent manœuvrer. Au début du XXI^{e} siècle, toute la frontière nord de la France est devenue une conurbation continue, d'ailleurs jointive avec la conurbation belge. Défendre cette frontière, c'est forcément combattre en ville, puisqu'il n'y a plus de campagne. Heureusement, si l'on ose dire, il existe encore des frontières montagneuses, steppiques, maritimes, offrant à l'art de la guerre des champs de contestation bucoliques, mais il serait illusoire de croire que la décision serait obtenue autrement que par la saisie ou la conservation d'une capitale ou d'un chef-lieu. Même les guérillas ont besoin de la saisie d'une ville pour affirmer leur existence – quand bien même leur présence y serait fugitive. C'est ainsi que la rébellion castriste inscrit un premier fait d'armes, en s'emparant d'une vague capitale provinciale, pendant quelques heures à peine[6]... La guérilla, d'ailleurs, a quitté les campagnes pour s'installer en ville, depuis la guérilla colombienne des *tupamaros* jusqu'aux diverses guérillas iraquiennes d'aujourd'hui.

Nul ne conteste l'importance du fait urbain *sur la guerre en général.* Quelle est son influence *sur la conduite des opérations ?*

Commençons par noter qu'il n'y a pas de nouvelle mission que justifierait ce nouvel environnement : il s'agit toujours de s'emparer d'un objectif de prix, de le défendre, de le contrôler, etc.

Évidemment, en ville, les espaces sont confinés, les champs d'observation limités en écart angulaire mais multipliés en hauteur et en profondeur (on combat aussi par les réseaux souterrains), le bâti offre une variété inépuisable de positions, de matériaux, de masques. Les blindés, normalement optimisés pour un tir de haute précision, à grande distance, sont très défavorisés, notamment pour observer en hauteur, alors que la plupart des blindages sont renforcés sur l'arc avant, pour encaisser un tir de face, et non sur le toit. L'artillerie voit l'efficacité de ses tirs

considérablement réduite, en particulier parce que les trajectoires plongeantes ont tendance à trouver les sommets des immeubles plutôt que les façades, et encore moins les rez-de-chaussée. De toute façon, il est quasiment impossible d'envisager des dégelées d'obus au milieu de la population, même ennemie, et a fortiori amie ou censée le (re)devenir.

Le combat en zone urbaine est essentiellement un combat mené par l'infanterie, ce qui n'exclut aucune des autres fonctions opérationnelles. On ne peut concevoir d'action en ville sans troupes du génie, puisque la ville est à la fois obstacle et zone de communication. Dégager les itinéraires, brécher ou créer des obstacles, dépolluer des zones de stationnement... Il n'y a pas de limite au besoin de sapeurs. L'infanterie a besoin de blindés en appui, en accompagnement, pour contrôler les intervalles, pour observer à l'abri, durablement et avec une capacité d'intervention instantanée (un facteur crucial – il suffit de regarder combien de chars séjournent à Baghdad ou Bassorah aujourd'hui), pour intervenir (y compris psychologiquement : l'effet du mastodonte sur la foule est toujours significatif). L'artillerie reste utile, dans certains cas « classiques », mais aussi pour des tirs plus exotiques, de fumigènes, d'éclairants, par exemple. Moyennant certaines précautions induites par leur vulnérabilité et la présence de nombreux obstacles aériens, les hélicoptères contribuent à la manœuvre par les hauts et apportent dans la profondeur l'appui discriminant que l'artillerie est en peine d'assurer.

La plupart des conurbations sont organisées en trois zones concentriques. De l'extérieur vers l'intérieur :

- une zone des approches, à l'habitat moderne, soit pavillonaire, soit par grappes d'immeubles, soit encore en bidonvilles. Cette zone dispose de larges avenues qui sont autant de couloirs de pénétration, de rocades de manœuvres, d'espaces favorables au tir des blindés. Des enclaves industrielles fournissent des points d'appui ou des objectifs à surveiller en raison de l'impact sur l'environnement de dégâts fortuits ou délibérés ;
- une zone plus ancienne, correspondant au début de l'urbanisation moderne mais avant l'irruption du phénomène automobile. En Europe, c'est souvent le quartier des gares ou des affaires, ailleurs, le quartier colonial... Les bâtiments sont hauts, les rues rectilignes, le plan

présente une certaine homogénéité. La manœuvre interarmes y reste possible, bien que très contrainte ;

- la vieille ville, quasiment impropre à la manœuvre en véhicule (centre historique, casbah...). La manœuvre s'y dilue jusqu'aux plus petits échelons et devient quasiment impossible à contrôler efficacement. La bataille s'y disperse en une myriade d'engagements brefs mais intenses, rendant illusoire toute perspective de manœuvre cohérente à des niveaux tactiques plus élevés.

Quelle que soit leur localisation, les bâtiments modernes (depuis la systématisation de la construction en béton armé) offrent une résistance considérable aux coups, et peuvent donc être aménagés en fortifications extraordinairement solides. Par les réseaux souterrains, ils s'insèrent dans des complexes défensifs aux contours diffus et changeants.

La population, comme il a déjà été noté, est un facteur déterminant de la bataille en ville, soit qu'elle réduise l'emploi des armes, soit qu'elle pèse sur la logistique. Il faut aussi pourvoir à ses besoins essentiels, qui peuvent outrepasser largement les capacités organiques à la force – la doctrine soviétique prévoyait explicitement d'encercler la population tout autant que ses défenseurs, de façon à contraindre ces derniers à une prompte reddition, souvent sous la pression des édiles.

La logistique connaît une évolution majeure. En effet, même si la force dispose de tout le nécessaire, en quantité et en qualité, le problème devient de le livrer à l'avant, dans une zone extrêmement confuse, où les bénéficiaires sont dilués. Livrer des repas chauds aux combattants de première ligne devient un authentique exploit logistique. Il en est de même pour l'eau (la consommation d'eau est très élevée dans ce type de combat, fait de bouffées successives de violence). L'hygiène de la troupe devient rapidement déplorable, du fait qu'elle vit dans un environnement très pollué, au milieu de réseaux crevés, qu'elle porte des vêtements rapidement souillés, qu'elle peut difficilement être retirée du feu pour prendre une douche quotidienne. Un repos valable ne peut être obtenu en séjournant dans cette zone diffuse où l'ennemi peut surgir à tout instant, de partout et nulle part. Pour dormir, au sec, au chaud, et autant que possible, au calme, il faut désengager la troupe.

Hygiène déplorable, repos précaire, alimentation aléatoire et médiocre, environnement souillé... Toutes les conditions sont réunies pour engendrer une forte attrition, presque indépendante du résultat des combats en eux-mêmes. Plus grave encore, l'attrition psychologique est rapide et sans retour. L'expérience de Grozny, en 1994-1995, démontre que des soldats qui villégiaturaient plus de vingt-quatre heures en continu à proximité immédiate du combat subissaient des dommages psychologiques irréparables, allant des troubles persistants du sommeil à la psychose caractérisée.

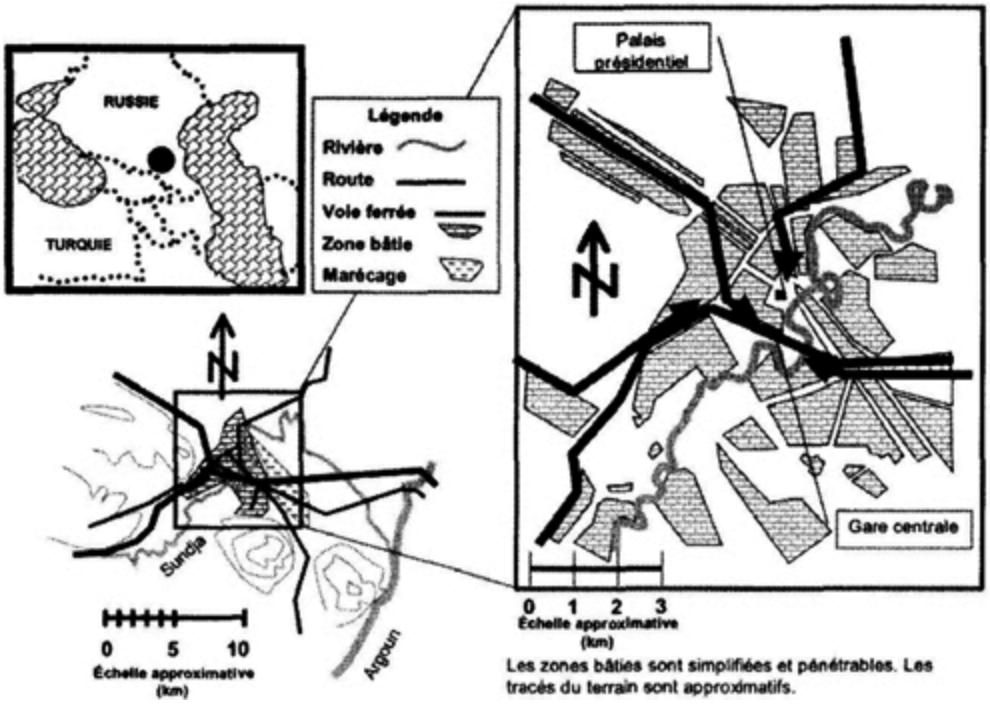
Moins graves, mais tout aussi pénalisantes, sont les autres restrictions aux opérations logistiques. Faire le plein, par exemple, alors qu'on ne peut exposer des camions citernes vulnérables à un seul tir de sniper, suppose, soit un mouvement vers l'arrière des véhicules à ravitailler – avec les relèves correspondantes à organiser – soit un transfert de carburant dans des jerrycans. Quand on sait qu'un char consomme jusqu'à mille litres par jour dans cet environnement – soit cinquante jerrycans – on comprend que la moindre de ces opérations représente, en fait, une corvée extrêmement pénible et fatigante. Il en est de même, évidemment, pour la maintenance, le recomplètement en munitions etc.

Pour résumer sur l'impact logistique : un combat soutenu en ville impose une rupture de charge majeure, à quelques kilomètres de la zone des combats. Ce facteur technique a une très lourde conséquence : il isole le combattant de l'avant, le privant d'un soutien efficient, réactif, adapté à ses besoins. Cela ajoute un surcroît de travail, d'exposition aux coups et aux intempéries, de tension nerveuse.

Toutes ces difficultés – tactiques, logistiques – impactent fortement l'organisation, c'est-à-dire, le commandement. Une armée performante en combat urbain est, avant tout, **une armée au commandement solide, sachant trouver de façon dynamique le juste équilibre entre *concentration et décentralisation*.**

GROZNY, 31 décembre 1994-mars 1995

La première guerre de Tchétchénie (Russie)



En attaque : Général Gratchev, 40 000 hommes
En défense : Jokar Doudaïev, 15 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

La première guerre de Tchétchénie

Profitant de la désintégration accélérée de l'Union soviétique, le gouvernement de la république tchétchène proclame l'indépendance du pays. Moscou, soucieuse d'arrêter l'engrenage fatal, s'oppose à la sécession, qu'elle juge illégale. Les modes d'action sont initialement politiques, mais progressivement, le soutien aux anti-indépendantistes se transforme en opération clandestine de déstabilisation du régime de Jokar Doudaïev, un ancien général de l'armée de l'air soviétique. La dernière de ces opérations est un lamentable échec, plaçant Eltsine dans une situation extrêmement délicate, vingt soldats russes ayant été capturés dans une colonne d'opposants à Doudaïev. La tension monte, par un ultimatum, le 29 novembre, Eltsine somme Doudaïev de mettre un terme à ses prétentions à

l'indépendance. Devant son refus, la Russie prépare ouvertement une action en force afin de « rétablir l'ordre et la légalité ».

Mouvements préliminaires

La Russie aligne 40 000 hommes, provenant de trois ministères différents (Défense, Intérieur et Sécurité), avec un abondant matériel. Trois bases logistiques sont déployées sur le pourtour de la république tchétchène. Un plan de conquête méthodique est élaboré, sans pour autant résoudre de très nombreux problèmes de coordination qui expliquent en partie l'échec initial. La force, constituée en hâte, n'a ni cohésion, ni entraînement spécifique au combat en localité. Face à elle, les indépendantistes sont plus légèrement armés, mais très motivés. Ils connaissent très bien l'armée russe, ayant tous ou presque fait leur service militaire en son sein.

L'approche, méthodique, dure plus longtemps que prévu et ne ramène pas Doudaïev à de meilleurs sentiments. Fin décembre, la ville de Grozny – 400 000 habitants avant la guerre – est investie sur trois côtés.

DANS LA BATAILLE

1re phase : l'échec sanglant du Nouvel An

Dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier, quatre colonnes russes s'enfoncent au cœur de la ville, prenant position à l'aube devant les principaux bâtiments publics. C'est au moment où ils croient à un succès facile que les embuscades tchétchènes se déclenchent. En deux jours d'agonie, les quatre colonnes sont presque intégralement détruites.

2e phase : la conquête méthodique

Les Russes tirent les enseignements de leur échec, et se préparent à une conquête méthodique. Les Tchétchènes, qui espéraient qu'une lourde défaite convaincrait Eltsine de négocier, en sont pour leurs frais. Du 5 au 19 janvier, en deux temps, selon une direction générale nord-ouest, sud-est, la ville est conquise, bloc par bloc, dans certains cas, pièce par pièce, dans des scènes rappelant Stalingrad. Les Russes améliorent considérablement leur

maîtrise tactique aux petits échelons, notamment la coordination infanterie-génie-chars ; ils utilisent mieux leur écrasante supériorité matérielle ; surtout, ayant appris à mieux connaître leur adversaire, ils font moins d'erreurs. La ville est intégralement nettoyée en mars. Elle aura coûté environ 3 000 morts aux Russes, contre peut-être le double pour les défenseurs. La population civile a sans doute subi 30 à 40 000 morts.

ENSEIGNEMENTS

La tactique tchétchène

Doudaïev a délibérément refusé la bataille rangée, voulant attirer les Russes dans la ville transformée en piège. Ses combattants opèrent par équipes de quatre à six, dont un binôme anti-infanterie (une mitrailleuse, un fusil de sniper) et une équipe anti-char mettant en œuvre des lance-roquettes ou des mines. Cinq ou six de ces équipes constituent un groupe de chasse, agissant indépendamment des autres, progressant par les caves ou les étages intermédiaires des bâtiments. Ils donnent des embuscades soudaines et s'esquivent par des itinéraires de repli minés au préalable.

La tactique russe

Les Russes apprennent à mieux coordonner l'action des blindés et de l'infanterie, laquelle assure une distance de protection en avant des chars. Eux aussi progressent par les hauts. À la différence des Tchétchènes, ils disposent d'artillerie et n'hésitent pas à s'en servir, comme en témoigne la dévastation infligée à la ville conquise. Un obus sur cinq est incendiaire (phosphore). Une munition s'avère redoutable : la munition thermobarique.

Enseignement majeur : la logistique

Les Russes disposent d'une très abondante logistique, déployée au plus près de la ville. Malgré cela, le combattant de l'avant vit dans la misère, surtout compte tenu du froid de l'hiver dans le Caucase, au milieu des décombres. **C'est le transbordement qui pose problème.** En effet, aucune citerne ou cuisine roulante ne peut approcher de la zone des combats. Tout liquide – carburant et eau en particulier – doit être transvasé dans des

jerrycans, et acheminé vers l'avant en blindé. Deux blindés sur trois ont ainsi une mission de ravitaillement au lieu de servir directement au combat – un facteur qui relativise considérablement la supériorité matérielle des Russes. Même ainsi, aucun repas chaud ne parvient aux combattants de première ligne. Dépourvus de sacs à dos (à cause de l'exiguïté des blindés), et donc de duvets et d'effets de rechange, contraints de boire l'eau croupie trouvée sur place, les hommes s'usent rapidement. Même leurs périodes de repos sont consacrées aux opérations de transbordement mentionnées ci-dessus, au profit des camarades qui les ont relevés. Bien qu'il y ait assez – en théorie – de médecins et d'auxiliaires sanitaires, nombre de blessés doivent attendre trop longtemps leur évacuation. Il en résulte un taux effarant de deux morts pour trois blessés, alors que les normes occidentales sont d'un mort sur six blessés dans ce genre de combat.

Les pertes psychologiques sont considérables et affectent 70 % des combattants en première ligne. Un enseignement majeur est que **la sévérité des pertes (notamment, la durée d'affection après la guerre) est directement fonction du temps continu d'exposition aux conditions du combat.** Un soldat qui n'est pas relevé et abrité dans des conditions décentes, au bout de quelques heures, présente presque irrémédiablement des troubles psychologiques graves, allant des troubles somatiques (perte de sommeil, flash-back...) aux troubles psychotiques (névroses, toxicomanie, violence).

La population

Les Russes ont négligé un facteur crucial : la population, qui est Russe. N'ayant fait aucune discrimination, utilisant les armes lourdes sans aucune retenue – ils y sont d'ailleurs encouragés par la résistance – ils réussissent à transformer une population qui aurait pu leur être acquise, en neutres, voire en sympathisants de la cause indépendantiste.

1.2. EMPLOI STATIQUE DE L'ESPACE

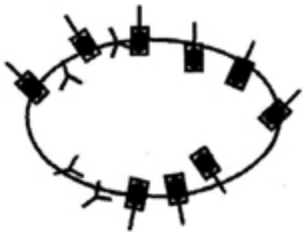
On néglige souvent les normes *fonctionnelles,* que l'on découpe (pas tout à fait arbitrairement) en trois « tranches ».

Il y a une grosse différence entre l'espace où stationne l'unité, et son espace de manœuvre. Le second est celui où l'unité peut être appelée à agir. Du seul fait de fait de son positionnement à un endroit donné, une unité occupe le terrain, bat les alentours, et surveille ses approches. Nous verrons ultérieurement qu'en y manœuvrant, cette unité maximise son emploi de l'espace.

1.2.1. Espace occupé

C'est l'espace géographique de stationnement des sous-unités. Si on prenait une photo aérienne, par un jour enneigé, cette zone apparaîtrait sous forme de traces de véhicules et de bivouacs. On pourrait dire qu'elle se résume à la surface au sol des véhicules et des aires occupées par la troupe.

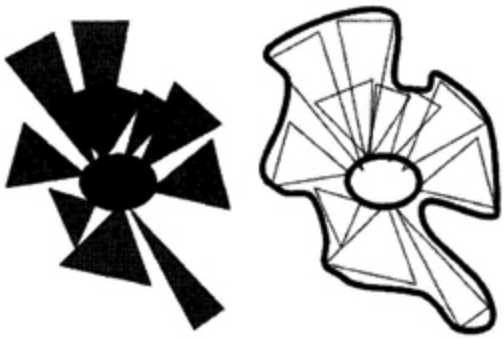
L'illustration montre une compagnie de chars renforcée d'une section d'antichars, déployée en point d'appui. Elle forme un cercle, qui est l'espace occupé.



1.2.2. Espace battu

Prenons, *grosso modo,* l'unité ci-dessus (le point d'appui est matérialisé par le cercle, fusionnant le détail des armes). Les triangles représentent les zones efficacement battues par les armes. L'ensemble indique l'espace géographique normalement battu par les armes dont dispose l'unité. Il est donc conditionné, entre autres, par le placement des sous-unités, par la portée des armes, mais aussi par leurs caractéristiques d'engagement. Par exemple, un canon de char, à portée identique, bat plus efficacement la zone à sa portée qu'un lance-missile, parce que sa séquence de tir est plus brève

(il n'y a pas besoin d'intégrer le temps de vol du missile, et il peut exploiter des fenêtres d'acquisition très restreintes par le procédé du tir à l'affût, mode interdit par construction au missile).



1.2.3. Notion de lobe

Le terme de « lobe » est emprunté au vocabulaire des transmissions (lobe d'émission, relatif à la diffusion des ondes). Prenant cette unité en défensive, et faisant apparaître les secteurs de tir de ses armes, secteurs qui se recouvrent plus ou moins, et qui portent plus ou moins loin, on fait apparaître des « lobes ». Dans le schéma ci-dessus, le lobe est matérialisé par le trait épais entourant le dispositif, englobant *grosso modo* les secteurs battus.

Cette notion de lobe nous servira bientôt pour y appliquer le raisonnement tactique de l'assaillant.

1.2.4. Espace surveillé

Enfin, l'unité maintient une observation sur les accès déterminants à son espace de manœuvre. On parle alors d'espace *surveillé,* une extension de cet espace soumis à ses feux.

Évidemment, la qualité de la surveillance conditionne la réussite, en temps et en heure, des manœuvres internes ou externes envisagées, ce que nous allons étudier maintenant.

1.3. EMPLOI DYNAMIQUE DE L'ESPACE

Outre la localisation géographique d'une unité, sa posture sur le même emplacement conditionne largement son efficacité tactique. Pour schématiser, on peut admettre qu'une unité peut manœuvrer en interne (c'est-à-dire sans changer sa localisation) ou en externe (en modifiant son périmètre).

Compte tenu de l'ensemble des manœuvres possibles, l'unité contrôle un espace élargi, adjacent à celui qu'il occupe.

1.3.1. Orientation de l'unité

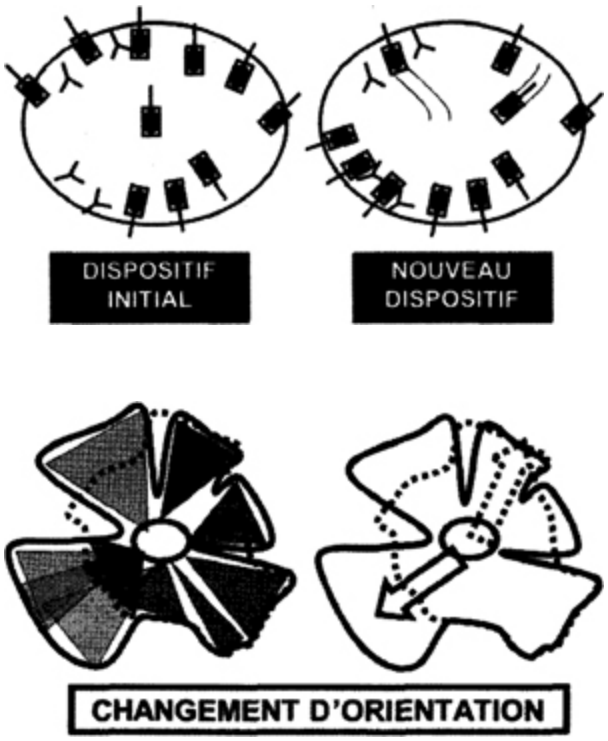
Pour un placement identique, une unité peut imaginer plusieurs plans de feux, correspondant aux hypothèses prêtées à l'ennemi. Généralement, elle optimise son plan de feu face à une direction principale (densité maximale des armes, étagement dans la profondeur) et se couvre face aux autres directions (plan de feu moins dense, voire lacunaire, ou confié aux armes légères).

On dit alors que l'unité est *orientée,* c'est-à-dire qu'elle a optimisé son déploiement face à une direction dangereuse, tout en se gardant face à une direction secondaire.

Pour un espace *occupé* identique, on peut donc envisager plusieurs déploiements définissant des espaces *battus* très différenciés. En manœuvrant à son niveau, l'unité peut élargir le périmètre battu.

Une manœuvre **interne** consiste à déplacer une sous-unité vers une extrémité du périmètre, pour appliquer des feux sur une portion de terrain initialement non battue (ou faiblement battue). L'espace nouvellement battu apporte une extension dans le nouveau secteur d'effort, au détriment de l'ancien espace battu. On dit que l'unité a modifié son orientation.

Si nous comparons le lobe du premier dispositif à celui du second (en grisé), et que nous les superposons, nous voyons comment la manœuvre interne a fait évoluer l'espace battu : plus forte allonge et densité dans le secteur sud-ouest, moindre allonge et densité dans le secteur nord-ouest (malgré l'insertion du char en réserve pour pallier, partiellement, le redéploiement d'une section).



Dans le cas de figure illustré, l'unité, sans changer d'espace occupé, a modifié l'espace battu : elle a **changé d'orientation.**

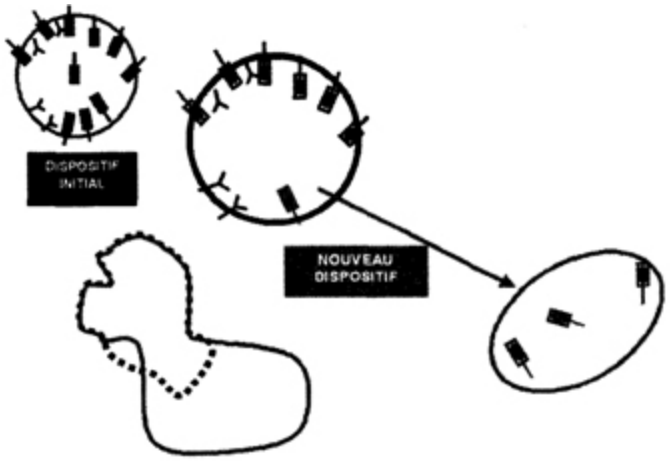
1.3.2. Manœuvre externe

L'espace contrôlé peut être accru de façon encore plus conséquente si l'unité modifie son espace occupé. Par exemple, en faisant intervenir, plus loin, une sous-unité (on appelait cela, naguère, une « sortie », terme imagé et très juste).

Repartons du dispositif initial. En manœuvrant, l'unité envoie plus loin un élément, par exemple sur la crête suivante, en direction d'une approche signalée.

La superposition des zones battues (avant et après) montre que la nouvelle zone battue, très étendue vers le sud-est, faisait partie, de fait, de l'espace contrôlé depuis le dispositif initial (pour peu que la manœuvre puisse se réaliser sans interférence de l'ennemi). Bien entendu, l'extension de la zone occupée se paye par une dilution du plan de feu dans le secteur initial, malgré la manœuvre interne consistant à assurer un minimum de

couverture du secteur laissé par l'unité projetée au loin. (Dans l'illustration, cette couverture a été prise en compte par le char de réserve).



Incidemment, **cette illustration met en exergue la « culmination** », comme disent les Américains, pour l'unité : elle a engagé sa réserve. Ceci sans épiloguer sur la vulnérabilité de son pion avancé, ou celle induite par une moindre densité de feux dans la zone initialement battue.

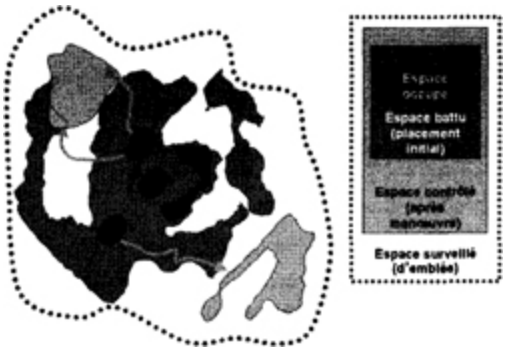
1.3.3. Espace contrôlé

L'espace contrôlé, sous réserve de la manœuvre appropriée (le changement d'orientation ou la sortie) est donc plus étendu que l'espace battu. Il recouvre la combinatoire des actions possibles par l'unité initialement installée sur une position donnée, avec des moyens donnés.

1.4. RÉCAPITULATIF : L'ESPACE DE MANŒUVRE

Ces quatre termes : espace *occupé,* espace *battu,* espace *contrôlé,* espace *surveillé,* sont basiques, mécaniques même. Ils ressortissent à l'aspect « science de la guerre ». Les quatre espaces sont imbriqués comme des poupées russes. Sauf cas de densités élevées, ils présentent généralement des solutions de continuité, ou au minimum, des zones de moindre densité de feux. Une parfaite égalité de couverture signifierait que l'unité s'est refusée à la moindre orientation, adoptant une couverture parfaitement

homogène. Cela arrive, bien sûr. En ce cas, le placement, dépourvu de toute hypothèse d'emploi privilégiée, favorise plutôt celui qui a l'initiative (l'assaillant), puisque face à un périmètre uniformément défendu, il peut choisir le point d'application de ses efforts, ce que nous allons voir maintenant.



Espace vécu

Les quatre notions décrites d'espace occupé, battu, surveillé, contrôlé s'inscrivent dans une notion plus large d'espace « vécu ». En effet, une unité qui arpente son terrain ou qui le survole régulièrement, car ce concept s'applique aussi à une unité aérienne, d'hélicoptères par exemple – connaît le terrain, s'y oriente aisément, sait en exploiter les possibilités, et souvent, habitue la population à son contact et apprend à mieux connaître cette population. L'unité est en mesure de percevoir les évolutions les plus subtiles, les changements d'attitude, les travaux et aménagements dont certains ont peut-être une justification rien moins qu'innocente.

Dans le contexte actuel et prévisible où nos armées opèrent au sein de la population, cette notion d'espace vécu prend un relief particulier. Les actions militaires directes les actions dites « cinétiques » car mettant en œuvre les armes sont rares ou se réduisent à des mouvements et des stationnements : patrouilles, check-points, fouilles... En revanche, nombre d'actions militaires sont « non cinétiques ». en ce sens qu'elles ne font pas appel directement aux armes et unités, mais relèvent de l'influence, de l'information, de l'action psychologique, Une action humanitaire, un

chantier d'infrastructure, une campagne de vaccination, la distribution de tracts préparant des élections, l'organisation de voyages de presse, etc.. rassortissent de ces actions « non cinétiques ». Il est clair que leur efficacité dépend largement d'une connaissance fine de la population, de ses attentes, de ses craintes aussi.

Cette notion d'espace vécu dépasse donc largement les seules caractéristiques physiques des espaces décrits précédemment. Elle est donc beaucoup plus subjective, ce qui ne la rend pas moins utile pour autant.

Ainsi le chef militaire prenant en compte son terrain ne doit pas se contenter de l'organiser en espaces physiques, mais se préoccuper aussi d'y appliquer sa connaissance personnelle des facteurs matériels ei immatériels qui y existent.

1.5. A PPROCHES RAISONNÉES EN FONCTION DU LOBE

Pour une unité voulant manœuvrer contre l'unité évoquée ci-dessus (en grisé), on distingue plusieurs approches possibles (les flèches noires) :

- approche **frontale,** *directement dans le lobe principal :* bien évidemment, l'unité en approche est soumise aux feux du défenseur dans des conditions optimales pour ce dernier, toutes choses égales par ailleurs (dont surprise et absence de manœuvre en réaction) ;
- approche **de flanc,** *par un lobe secondaire.* L'unité en approche devra essuyer des feux, mais pour une durée inférieure, et sans doute de moindre densité (toujours avec les réserves exprimées ci-dessus) ;
- approche **par un intervalle,** c'est-à-dire en exploitant une faille dans l'espace battu, *entre deux lobes.* C'est bien entendu le cas à privilégier par l'assaillant, en principe.

À noter qu'on doit **raisonner ces notions *en 3D.*** En particulier, un lobe au sol dépourvu de toute défense sol-air peut s'apparenter à un intervalle pour un assaillant doté d'une capacité de manœuvre ou de feux par la voie aérienne.

En schématisant, **l'art du défenseur** consiste à opposer à l'assaillant son lobe principal, voire unique, celui où il emploie le maximum d'armes à sa disposition, et dans des conditions d'emploi optimales en portée, en protection, etc. **Il présente le bouclier aux coups.**

L'art de l'assaillant consiste à exploiter la faille, idéalement en pénétrant le dispositif par une zone non battue (au sol, mais aussi ***par le haut).*** Il **cherche le défaut de la cuirasse.**

---

1. Définition réglementaire.

2. Espace de manœuvre : « espace dont une unité a absolument besoin pour préparer et conduire sa manœuvre. Il doit permettre, en sûreté, le déploiement des moyens, leur plein emploi et leur plein rendement ».

3. Le « caporal Hitler », très marqué par sa propre expérience de la Grande Guerre, s'en tenait fanatiquement à l'impératif de ne rien céder, par crainte de l'effet sur le moral de la troupe. Bien que pertinent, cet argument était à relativiser, en l'occurrence. Le moral de la troupe n'a de sens que dans la mesure où la troupe elle-même subsiste.

4. Le siège le plus emblématique est sans doute le dernier siège de Constantinople (ville qui fut assiégée sept fois et conquise deux fois, avant la chute qui devait changer son nom en Istanbul). Le dernier siège dura près de deux mois, du 5 avril à la matinée fatidique du 29 mai 1453. Le sac fut limité à trois jours, ce qui passa, à l'époque, pour une marque d'insigne clémence de la part du sultan Mehmet II.

5. En 2006, seuls 17 % des habitants des États-Unis vivent hors d'une agglomération. Celui qui prétendrait contrôler cette population américaine opérerait donc forcément en ville. Ce n'était guère le cas un siècle et demi plus tôt, lors de la guerre de Sécession.

6. C'est en attaquant la caserne de la Moncada, à Santiago – donc, un combat en ville – que Fidel Castro fait connaître son mouvement (26 juillet 1953). En l'occurrence, la caserne est conquise, encerclée, reprise par les forces gouvernementales, et le procès consécutif apporte à Fidel le statut de victime révolutionnaire.

CHAPITRE 2

RAISONNER L'ENNEMI

AVERTISSEMENT : bien que cela puisse paraître paradoxal, nous ne traiterons pas ici de la recherche et de l'analyse du renseignement, qui seront abordées dans la troisième partie, où le renseignement sera décrit en tant que fonction opérationnelle.

L'ennemi nous fait rarement l'honneur de nous livrer ses intentions toutes faites, encore que le cas se soit fortuitement produit à plusieurs reprises[1]. Le raisonnement sur l'ennemi peut se conduire de différentes façons, mais il doit déboucher sur des hypothèses contre lesquelles le chef imaginera ses propres manœuvres possibles.

2.1. POSER LES BONNES QUESTIONS

L'analyse, puis la description de l'ennemi, conditionnent absolument toute réflexion tactique. C'est un truisme rebattu, et pourtant, de nombreuses manœuvres sont bâties sans réflexion approfondie sur l'ennemi. On entend souvent critiquer telle analyse de l'ennemi au motif que rien ne garantit qu'elle se concrétisera – comme si l'analyse de l'ennemi était un exercice de prédiction. Or **l'objet de la réflexion tactique n'est pas de *prédire,* mais de *décider***.

Certes, construire sa manœuvre sur des hypothèses totalement erronées ne mène que rarement au succès (encore que cela se soit vu, notamment dans la campagne ayant mené à Sedan en 1870)[2]. Néanmoins, le défaut le plus rédhibitoire est de construire sa manœuvre sur une *absence* d'hypothèses. C'est souvent le résultat d'une critique d'hypothèses selon le critère de véracité. Rejeter une hypothèse, pire encore, le *concept* même

d'hypothèse, au motif que rien ne garantit qu'elle se confirmera, est un contresens complet.

Le raisonnement sur l'ennemi doit mener à des hypothèses dynamiques sur l'ennemi, à partir desquelles on bâtira sa propre manœuvre, puis sur une description de l'ennemi destinée à informer les subordonnés (mais aussi les échelons supérieur et adjacents) de l'ennemi qu'on se dispose à combattre. En corollaire, les besoins en renseignement seront formulés, permettant de boucler le cycle de décision.

Seul le combat testera les hypothèses, mais sans elles, comment savoir si l'on se trompe de combat, au départ ?

Et surtout, sans hypothèse, comment poser les bonnes questions ?

En effet, celui qui émet des hypothèses, nécessaires pour donner des ordres, doit simultanément concevoir la manœuvre de reconnaissance qui lui permettra d'infirmer ou de valider ses hypothèses. Jusque-là, elles ne sont que des suppositions, voire des élucubrations.

L'artifice, souvent déroutant pour le débutant (ou l'ignorant), est de forcer le trait. En effet, par convention (admise dans toutes les armées occidentales), les modes d'action ennemi (les ME) viennent par paire, et le rédacteur, à dessein, force le trait pour en tester les limites : limites logiques, limites capacitaires.

Un bon travail de ME fera donc apparaître les AVANTAGES et les VULNÉRABILITÉS des choix qui se présentent à l'ennemi, dans la configuration indiquée par le supérieur, qui encadre le débat. En ce sens, les ME sont poussés à l'extrême, jusqu'à la caricature.

Le présent chapitre traitera du raisonnement face à un ennemi doctrinal. En finale, nous nous livrerons à une réflexion sur le raisonne- ment face à un ennemi non doctrinal (ou dont la doctrine nous est totalement inconnue).

Pourquoi cette notion d'ennemi *doctrinal* est-elle importante ? Parce que la doctrine est un conditionnement, grâce auquel on peut préjuger, dans une certaine mesure, des actions de l'ennemi dès lors qu'on « tient le fil » d'un début de séquence.

Ce n'est pas pour dire que l'ennemi est entièrement prévisible et qu'il suivra obligatoirement la ligne directrice figée par la doctrine. Ce serait

absurde, et non conforme à la réalité historique.

Néanmoins, la doctrine décrit un raisonnement. Connaître la doctrine, ce n'est pas connaître par anticipation la décision de l'ennemi, comme si la doctrine était mécanique et n'indiquait qu'une et une seule réponse. Non : **connaître la doctrine, c'est comprendre la formation intellectuelle, les attendus du raisonnement, les critères de choix favorisés par la culture militaire de l'ennemi.**

Par exemple : une doctrine qui privilégie et encense l'agressivité peut donner à croire qu'un ennemi qui attaque s'engagera à fond, le plus vite et le plus fort possible. Cela ne signifie pas que *tous les ennemis provenant de ce camp* s'engageront ainsi. En revanche, cela signifiera que, statistiquement, la probabilité que *la plupart d'entre eux agissent ainsi* est plutôt mieux assurée que le contraire (qu'ils seront généralement timorés et attentistes).

De l'indice au raisonnement : Heinrici devine l'heure d'attaque de Joukov (ouverture de la bataille de Berlin, 16 avril 1945)

Heinrici. général allemand qui passe pour un as de la défense, suit les préparatifs de l'attaque massive que Joukov commande en personne – le dernier assaut sur Berlin, sur un front de 220 km où l'Armée Rouge déploie 22 000 canons. Un indice apparemment anodin suscite son intérêt : les projecteurs de DCA do la région de Moscou ont été acheminés sur place. Compte tenu de la quasi-disparition de la Luftwaffe. un transfert aussi massif ne peut se justifier par la nécessité de protéger l'armée assaillante. **Heinrici en déduit que Joukov prépare une attaque de nuit, à la faveur d'un jour artificiel.**

En raisonnant la séquence idéale – dans l'esprit de Joukov – qui exploiterait au mieux la surprise lactique obtenue par une attaque à une heure inhabituelle. Heinrici en déduit, **à l'heure près,** le déclenchement de l'assaut le plus massif de l'histoire de la guerre.

Jouant sur cette appréciation – véritable acte de divination – il lait abandonner la première ligne au profil de la seconde (le coup de « l'esquive du toréador »). Ce mouvement est déclenché juste à temps pour échapper à

la détection des Soviétiques, focalisés sur l'ouverture du barrage d'artillerie initial, un déluge cataclysmique.

Si le résultat final n'est pas en doute – la chute de Berlin – l'attaque qui y mène est sérieusement perturbée pendant quatre jours. Joukov doit engager sa réserve dès le deuxième jour, essuyant des récriminations furieuses de Staline, et surtout, elle inflige des perles démesurées à l'assaillant.

2.2. La déclinaison de l'ennemi

2.2.1. Règle 1 : Identifier *sa part* de l'ennemi du supérieur

La première règle à retenir, c'est qu'un échelon donné combat *tout l'ennemi* de son supérieur, *une partie* du temps, ou *une partie* de l'ennemi du supérieur, *tout* le temps (ou tout intermédiaire : une partie de l'ennemi, une partie du temps)[3].

Cela paraît idiot, mais c'est le cœur du débat : quelle est la tranche de l'ennemi (tranche physique ou temporelle) qui m'est attribuée ?

Se tromper de tranche, c'est se tromper de combat. C'est, par exemple, prendre en compte le combat d'un autre subordonné (et donc, fatalement, ignorer le sien propre ou se le compliquer démesurément).

Cette notion de tranche explique pourquoi le paragraphe ennemi doit décliner l'ennemi à son niveau, et non pas répéter servilement celui du supérieur. Il est faux de dire que l'ennemi du supérieur est son propre ennemi. La seule vérité, c'est que son ennemi *appartient* à celui de son supérieur.

Corollaire de cette règle : l'objectif de l'ennemi d'un niveau tactique donné (« mon ennemi ») est inscrit dans l'objectif de son supérieur (« l'ennemi de mon chef »). Car on part du principe, pour une force structurée et hiérarchisée, que le subordonné combat au profit de son supérieur.

Il y a une lecture « géographique » à cette règle. La *zone de responsabilité* impartie à un échelon détermine cette fraction de l'ennemi

qui lui incombe. La *zone d'intérêt* de ce même échelon subordonné inclut, au minimum, la zone de responsabilité de son échelon supérieur.

2.2.2. Règle 2 : « Penser Rouge »

La seconde règle, c'est qu'il faut s'efforcer de « penser Rouge »[4]. Ce n'est pas la même chose que projeter ses propres fantasmes sur l'ennemi considéré. Toutefois, l'idée à retenir est que le raisonnement sur l'ennemi doit s'efforcer de pénétrer ses intentions pour en déduire les actions envisageables, et non se contenter de lister les actions potentiellement envisageables, sans liaison avec une intention qui les justifie.

Un corollaire de cette règle affirme que la compréhension de la doctrine ennemie est essentielle, car on raisonne face à un mode de pensée, dont le raisonnement tactique n'est qu'une manifestation. Cela est clair lorsque la force ennemie est construite autour d'une doctrine clairement établie. Cela l'est moins lorsqu'il n'y a pas de doctrine formelle. Mais attention : l'absence de *doctrine* ne signifie pas absence de *schéma mental,* bien au contraire. Nous reviendrons, en finale, sur la manœuvre face à un ennemi non doctrinal ou perçu comme tel.

C'est dans ce contexte de « penser Rouge » qu'il faut raisonner FORCE et non pas TERRAIN, **vectoriel et non linéaire.** La doctrine du Pacte de Varsovie était focalisée sur la destruction de l'ennemi, pas sur la conquête de points particuliers du terrain. Comme on le constate dans l'histoire : moins un ennemi est doctrinal, plus il focalise sur l'ennemi.

Ce n'est pas sans conséquence. Il y a une différence entre « l'ennemi veut s'emparer de tel point du terrain » et « l'ennemi veut détruire telle unité qui lui conteste telle portion de terrain ».

Néanmoins, toute hypothèse doit être confrontée à la réalité, au plus tôt. Le lieutenant-colonel Foch, décortiquant, en 1895, la campagne de 1870, se montre à plusieurs reprises extrêmement caustique sur la tendance permanente de Moltke à « raisonner son ennemi », sans jamais se donner la peine de vérifier ses hypothèses (concrètement : pas d'ordre de recherche donnée à son abondante cavalerie, ordre qui aurait dû être orienté très spécifiquement vers la levée des hypothèses). **L'intérêt premier des**

hypothèses est *d'orienter la recherche du renseignement,* pas d'orienter sa manœuvre.

2.3. L'ENNEMI PAR INFÉRENCE

Ayant identifié l'ennemi de son niveau, dans sa globalité (« Qui estil ? »), il s'agit de lui prêter une intention (« Que veut-il ? »). Le paragraphe « Ennemi » de l'échelon supérieur détaille ses intentions (celles prêtées à l'ennemi du supérieur) et les modes d'action ennemi (ME) retenus par ce supérieur.

Ayant ainsi identifié « son » ennemi, grâce aux ME décrits replacés dans le contexte des intentions prêtées à son supérieur, on peut déduire sa ou ses intentions possibles.

2.3.1. De l'intention prêtée à l'action correspondante

D'une façon générale, les questions utiles sont :

- est-il chargé de l'effort ou non ?
- est-il déjà engagé (=> choix contraints à son niveau) ou pas encore (=> choix plus libres) ?
- agit-il en autonome, hors soutien, ou bénéficie-t-il de tout le système combattant de son supérieur ?
- ne pas confondre « intention » (le *pourquoi* de l'action ennemie) et « action » (le *quoi* de l'action ennemie) ;
- ne pas lier *intention* défensive à *action* défensive, intention offensive à action offensive, effort à attaque, non-effort à défense, etc. Il n'est pas exclu que le subordonné ennemi le plus agressif soit celui qui a la mission secondaire dans un contexte défensif. Par exemple, la couverture d'un dispositif défensif: c'est souvent le rapport de force le plus désavantageux qu'un subordonné devra compenser par une attitude plus agressive.

Par exemple, prenons le cas d'un ennemi en offensive.

Si « mon » ennemi appartient à son premier échelon, il a pour intention de percer, et son action sera une attaque (cas de l'effort, généralement).

Ou alors, il a pour intention de fixer, et son action sera... une attaque (dite « de fixation », de « feinte »...) ou une posture défensive (cas du non-effort).

S'il appartient au deuxième échelon, il a pour intention d'exploiter ou de relancer, et son action sera une attaque (effort). N'étant pas encore engagé au moment de la réflexion de mon niveau, et dépendant pour son propre engagement du développement de la situation par le premier échelon, ses options sont normalement plus différenciées que dans le cas précédent.

Ou alors (non effort), il appuie l'action principale, par une posture défensive (sur la brèche de la percée), par une attaque secondaire (élargissement ou réduction de résistance dépassée), etc.

Le raisonnement est similaire dans le cas de l'ennemi en défensive.

Si « mon » ennemi appartient à son premier échelon, il a pour intention de me retarder, de me contraindre à me déployer, de disloquer mon attaque, et son action peut être une défense ferme (môle de résistance sur un axe imposé), ou un freinage, ou une attaque perturbatrice...

L'ennemi de deuxième échelon peut avoir pour intention de rétablir l'intégrité du dispositif, ou d'appuyer le décrochage du premier échelon, ou d'arrêter mon attaque. Son action dans ce contexte peut être une défense ferme, une contre-attaque visant le rétablissement ou le dégagement...

Ces quelques exemples soulignent l'absence de corrélation entre *intention d'ensemble* (offensive ou défensive) et *action des subordonnés* (attaque ou défense). De même, la notion d'effort ou pas ne préjuge pas forcément des modes d'action.

2.3.2. De l'action au mode d'action ennemi (le ME)

Il y a une obligation intellectuelle d'imaginer DEUX ME. Pourquoi ?

C'est l'application du principe de sûreté.

D'abord, pour limiter le risque qu'une hypothèse unique sur l'ennemi soit dramatiquement non pertinente. Se creuser les méninges pour imaginer « une autre manœuvre » élargit le champ des possibles pris en compte et limite le risque de surprise tactique. On est moins déconcerté – et surtout, *moins durablement déséquilibré* – face à une hypothèse qu'on n'avait pas retenue, mais qu'on avait évoquée[5].

Ainsi, l'action générique « attaquer » peut se décliner de plusieurs façons possibles sur le terrain, et face à soi. Par exemple : attaquer en force ou en souplesse, attaquer dans la foulée ou après préparation...

Ensuite, parce que cette réflexion met souvent en exergue les contraintes et impératifs pesant sur l'ennemi, mais aussi la marge de manœuvre dont il dispose. Ainsi, une composante d'action qui sera présente en toute hypothèse est, du point de vue de l'ennemi, une contrainte ou un impératif. Peut-être une vulnérabilité...

Enfin, parce que dans la confrontation MA/ME, on identifiera ses propres vulnérabilités ou moments critiques, et que le doublement des hypothèses sur l'ennemi double les chances d'identifier ses propres vulnérabilités, mais aussi les opportunités dont on pourra jouer.

Au passage, notons que deux hypothèses très différenciées conduisent assez naturellement à un plan de recherche du renseignement fouillé et précis, qui optimisera d'autant l'emploi de moyens toujours comptés et extrêmement vulnérables.

Entre autres raisons, retenons celle-ci : l'ordre de recherche optimisé *sur la levée d'hypothèses* rend effective la notion de « renseignement négatif ». Sans hypothèse, une patrouille qui ne découvre personne dans un quadrilatère donné n'apporte rien d'autre que cela. Alors que si une hypothèse suppose une présence dans ce quadrilatère, ce renseignement négatif prend du sens.

2.3.3. Pourquoi DEUX ME et PAS TROIS ?

C'est l'application du principe d'économie.

D'abord, parce que l'on peut souvent ramener trois ME à deux, en considérant que l'un est une variante d'un autre. La formulation du ME

correspondant (le fédérateur) peut souvent en tenir compte, et elle présentera alors l'avantage d'être plus souple.

Par exemple : ME1 = attaque en force, effort à l'est ; ME2 = attaque en force, effort à l'ouest ; ME3 = attaque en souplesse (ce mode d'attaque exclut la notion de zone d'application particulière décidée *a priori).*

Les deux premiers ME peuvent être fondus en un ME1 fédérateur = attaque en force (éventuellement avec deux variantes, par l'est = ME11, par l'ouest = ME12), opposé à ME2 = attaque en souplesse. En ce cas les deux ME caractérisent bien des modalités différenciées, et ne confondent pas l'action et son point d'application. Dans le cas illustré, c'est l'enclenchement qui compte pour différencier les modes d'action ennemie, bien plus que le point d'application.

À noter que, vue du côté ennemi, la bascule de ME 11 à ME 12 (ou inversement) est peut-être quelque chose qui peut se décider en conduite, selon le résultat du contact initial. En ce cas, de notre côté, nous avions bien intérêt à les fédérer en un seul ME, correspondant bien au niveau de ce qui est effectivement décidé en face, à l'heure où le raisonnement est conduit. Dans l'esprit de l'ennemi, à ce moment-là, il y a un mode d'action (MA) attaque en force, dont l'orientation (est ou ouest) reste encore à décider.

Ensuite, parce que gérer un troisième ME consomme, par définition, 50 % de temps en plus, que l'on peut utilement consacrer à une étude plus fine de ceux que l'on a retenu. L'étude d'un troisième ME s'inscrit souvent sous la loi des rendements décroissants.

Néanmoins, il n'est pas exclu qu'un troisième ME, très différent des deux premiers, mérite analyse. Il convient alors de réfléchir sur sa *probabilité* et sa *dangerosité* pour notre propre manœuvre. Souvent, en effet, ce ME3 (par exemple : attaque perturbatrice comme défense) est *peu probable,* mais *très dangereux.* En ce cas, plutôt que de le prendre en compte comme un ME « de plein exercice », il est judicieux d'inclure dans ses propres MA la ou les mesures palliatives qui permettraient de se garantir, dans une certaine mesure, contre ce ME.

Conclusion partielle : sauf si on a trois ME très différenciés de probabilité proche, il faut écarter le ME le plus « hors norme », sans

toutefois exclure toute mesure de précaution, à l'étape suivante (le choix de la manœuvre).

Un troisième ME : oui s'il est très dangereux

Prenons un exemple de troisième ME défensif. Un défenseur très « classique » peut adopter un dispositif en môles s'appuyant mutuellement – le cas de Dien Bien Phu, entre autres (ME1 Défense ferme). Il peut aussi chercher le contact initial vers l'avant et freiner jusqu'à la zone de défense ultime – un procédé apprécié des Occidentaux du temps de la guerre froide (ME2 Défense mobile). Plus subtil, plus risqué, le procédé de l'attaque perturbatrice offre une hypothèse de travail très différente, qui peut être rejetée au motif qu'elle est statistiquement très rare, mais aussi retenue pour élude au motif qu'un tel choix adverse peut s'avérer catastrophique pour l'assaillant totalement impréparé.

2.4. L'ennemi par capacité

Une doctrine bien établie et connue permet d'inférer des actions à partir d'indicateurs parcellaires.

En revanche, l'absence de doctrine ne nécessite pas forcément de connaître tout le dispositif ennemi pour en déduire des éléments utiles à sa propre manœuvre.

Une autre approche consiste à s'affranchir, autant que possible, de tout présupposé sur l'intention de l'ennemi, et de se contenter de ce qu'il peut faire, matériellement.

L'arborescence à laquelle on parvient reste assez touffue, même si l'on écarte de l'étude tous les possibles *qui ne s'opposent pas à notre propre action.*

Par exemple, admettons que la France raisonne face à la Suisse. Elle ne lui suppose aucune malveillance particulière. Néanmoins, la puissante

Confédération helvétique[6] a les capacités suivantes :

- elle dispose en permanence d'un volume de forces connu (en particulier les unités d'instruction actives) ;
- elle peut en mobiliser d'autres, selon un échéancier qui peut être calculé ;
- si elle a l'initiative, ses capacités lui offrent deux familles d'option : l'action immédiate, avec les moyens instantanément disponibles, limités en volume mais concentrées qualitativement (armée de cadres) ; l'action tous moyens réunis, une fois la mobilisation effectuée ;
- ces deux familles génériques peuvent elles-mêmes être déclinées un niveau plus bas. Par exemple, dans le cas de l'action « tous moyens réunis », il y a une différence notable de capacités si l'action a lieu dès la mobilisation effectuée, ou si elle bénéficie d'une période d'entraînement et de montée en régime ;
- on peut aussi effectuer le mouvement inverse, et remonter au cas où elle n'a pas l'initiative, et réagit donc à notre action[7] : en ce cas, elle dispose de deux familles d'options : la défense immédiate, ou le refus de l'action décisive (néanmoins, la profondeur stratégique de la Suisse rend cette option assez limitée en choix dérivés).

Nous avons donc très schématiquement envisagé une arborescence à trois niveaux : initiative ou pas ; action immédiate ou différée ; dans le cas du différé, deux sous-variantes. Il est possible d'exercer ses méninges sur chacune des déclinaisons, sachant que la combinatoire d'ensemble sera une puissance de deux...

En pratique, un tel exercice est réservé à ceux qui ont le temps et les ressources pour multiplier les « cas ». Une activité assez courante du temps de paix[8].

Outre la pure stimulation intellectuelle, **cette activité présente un avantage considérable : elle permet de poser les bonnes questions.** Par exemple : pour apprécier les capacités, connaître le plan de mobilisation est crucial. À défaut de ressources secrètes (l'espionnage, bien sûr), la connaissance des infrastructures de mobilisation, l'état du matériel stocké, le

niveau qualitatif et quantitatif des cadres, l'implication des autorités territoriales, les réseaux de communication, le processus décisionnel national et cantonal, l'état d'esprit des dirigeants et de la population, etc., tous ces points peuvent être peu ou prou déduits si certains indices sont recherchés.

Il ne s'agit pas uniquement d'un exercice de style... Hitler fit procéder à cette étude, en 1942, avant de conclure qu'il avait intérêt à traiter avec la Suisse pour établir ses liaisons stratégiques avec l'allié italien (notamment pour l'octroi d'importantes quantités d'acier).

Pour en revenir au processus décisionnel en guerre : l'étude « sèche » par capacité consomme beaucoup de moyens. L'étude *à partir d'hypothèses sur les intentions* offre un gain de temps considérable, au prix d'un raccourci présentant quelque risque.

2.5. L'ENNEMI NON STRUCTURÉ

Depuis la fin des oppositions d'alliances constituées à base d'Etats structurés, cette question a pris une signification nouvelle. Ce paragraphe prend tout son sens dans le contexte actuel de la « nouvelle forme de guerre »... ce qui permet d'en relever les éléments sous-jacents, des invariants qui remontent du fond des âges. La guerre ethnique n'est jamais qu'une résurgence de la guerre tribale, ce qui nous ramène aux guerres antiques, dont nombre de leçons acquièrent une acuité renouvelée.

2.5.1. Généralités

À la différence d'un ennemi doctrinal, relevant généralement d'une armée structurée, ayant une forte culture militaire, des habitudes, une administration réglée, nos forces sont souvent confrontées à des ennemis aux contours bien plus flous. Malgré tout, la complexité apparente peut se ramener à quelques considérations simples.

En l'absence d'État structuré alignant une armée, les factions politiques ou les tribus s'organisent en milices ou bandes armées, souvent sur les décombres d'une armée profondément décomposée. Ceci étant, les masses

obtenues (plusieurs milliers, voire dizaine de milliers au plus fort du conflit de dissolution de la Yougoslavie) ne manœuvrent pas en tant qu'ensemble cohérent, affectant une priorité à un secteur donné, basculant des forces, etc. Ces milices, factions et autres fronts de libération ne constituent pas l'échelon tactique que nous appelons la « grande unité », unité interarmes, capable d'objectifs et d'actions autonomes, dans la durée. Les masses mobilisées restent sectorielles, et leur médiocre capacité au combat interarmes n'est généralement qu'une lointaine survivance de l'armée qu'elles ont à la fois dissoute et phagocytée. Survivance d'ailleurs liée à la rétention de cadres formés antérieurement.

Au demeurant, une moindre performance ne signifie pas une absence de performance. La capacité de nuisance et de désorganisation d'unités de ce type est tout à fait conséquente.

D'une façon générale, **l'unité-type est la bande, d'un effectif comparable à la compagnie.** Une centaine d'hommes, constante historique[9].

En dessous, la section (20 à 30 hommes) est généralement l'unité de base de la mobilisation : autour d'un chef immédiat, elle regroupe les hommes valides d'un village ou d'un quartier. En revanche, son effectif est rarement suffisant pour une mission durable.

Au-dessus de la compagnie, le lien personnel entre le chef et l'homme ne fonctionne plus. En dehors d'un lien institutionnel, que seule une organisation cohérente peut imposer, la bande se dissout.

À la différence d'unités structurées, constituées et mobilisées longtemps à l'avance, voire même projetées sur un théâtre lointain, l'ennemi non doctrinal est généralement local (ou se considérant comme tel), et **la limite entre civil et combattant est très floue.**

Le civil peut participer au combat, soit directement (il tire), soit indirectement (il renseigne, camoufle, soutient, encourage...).

À l'inverse, le combattant peut redevenir civil presque instantanément.

En ce sens, **l'effectif d'une unité est un terme trompeur,** car très variable dans le temps, ou selon l'événement.

L'événement exerce une forte influence. Généralement, **la victoire triple l'effectif, la défaite le divise par trois.**

La bande se mobilise autour **d'objectifs clairement identifiables,** militairement simples à comprendre, et dont la justification est, soit **géographique** (défendre son village), soit **théologique ou idéologique** (tuer l'infidèle, promouvoir la révolution).

Dans le premier cas (unité à base géographique), la bande manœuvre peu et son efficacité est très réduite à plus d'une journée de marche de sa base – surtout hors de ses alliances ethniques. Elle tend à se dissoudre d'elle-même en cas d'éloignement de plus de quelques jours[10]. Ses objectifs sont très liés au terrain : s'emparer d'un chef-lieu de canton ou défendre son village. Dans l'offensive, le butin est une motivation essentielle (butin au sens large : le sac d'une bourgade, la commission d'atrocités, la capture d'esclaves ou de recrues font partie, hélas, des motivations).

Défensivement, la tactique préférée est l'embuscade. Offensivement, le harcèlement, dont l'objet est généralement de provoquer la sur-réaction de l'ennemi, qui accroîtra encore le potentiel d'inimitié qu'il suscite.

Dans le deuxième cas (unité « politique »), la bande est beaucoup plus mobile, d'autant plus qu'elle épuise assez vite le substrat économique local (ou la patience de la population). Comme le requin, elle doit bouger pour respirer. Ses objectifs sont beaucoup plus liés à l'ennemi qu'au terrain.

Che Guevara a émis quelques idées intéressantes sur la guerre de guérilla.

Il préconise la mise en place de foyers sûrs (les *fuocos)* à partir desquels la révolution s'étendra en faisant tâche d'huile. L'unité doit s'intégrer dans la population, et (implicitement) ne pas hésiter à s'abriter derrière elle. Dans l'embuscade, « il faut toujours tuer l'éclaireur de tête. Pourquoi ? Parce qu'après, plus personne ne voudra être éclaireur de tête[11] ».

2.5.2. L'ennemi non doctrinal et non hiérarchisé

Un tel ennemi, presque par définition, n'a pas de manœuvre d'ensemble. À cet égard on accepte qu'un renseignement obtenu sur l'une de ses composantes ne permet aucune déduction utile sur une autre composante.

Le raisonnement par inférence d'un niveau à l'autre ne s'applique pas. D'où une vague sensation d'inconfort...

En revanche, la composante considérée a des intentions d'autant plus lisibles qu'elle ne se considère pas soumise à une idée de manœuvre supérieure. En d'autres termes, elle poursuit un objectif immédiat, qu'on peut généralement déduire de sa position et de son attitude.

Par exemple, face à un ennemi très médiéval, où chaque chef se considère parfaitement libre de ses choix, on peut considérer qu'il ne compte pas sur les autres pour atteindre ses propres objectifs. Ses objectifs sont donc, *a priori,* des objectifs immédiats, lui permettant de régler son problème, et non des étapes dans une manœuvre supérieure. Une bande isolée, tenant un pont, a précisément cet objectif : tenir ce pont. Il est peu probable qu'elle raisonne au niveau supérieur, et donc, qu'elle ait un objectif ultérieur très différent de son objectif du moment.

On n'est donc pas totalement dénué d'hypothèse sur cet ennemi au seul prétexte qu'il est non doctrinal. Quant à ses possibilités, elles sont inscrites dans sa structure propre : une compagnie isolée a des options relativement aisées à déterminer.

De telles unités ont des procédés défensifs généralement assez statiques, et n'envisagent de manœuvre qu'en interne (emploi d'une réserve). Leur capacité à durer sous pression est assez faible, sauf en milieu urbain où le tissu économique local peut subvenir à leurs besoins non militaires essentiels.

Au contraire, en offensive, elles sont très libres, et souvent mobiles. Le mode d'action privilégié est le rezzou, très efficace face à un ennemi peu préparé.

La transition d'une posture à l'autre (défensive vers offensive ou *vice-versa)* est leur faiblesse majeure. Lorsqu'une telle unité est confrontée à une opposition déterminée, la transition à la défensive réside souvent dans la dissolution : l'unité se disperse. Elle préserve ses hommes, mais doit abandonner ses objectifs du moment. Pour passer à nouveau d'une posture « invisible » (la dispersion) à une posture offensive (la préparation d'une nouvelle action) elle doit se mobiliser à nouveau – phase d'extrême vulnérabilité.

2.5.3. L'ennemi non doctrinal hiérarchisé

C'est souvent le cas des milices ou des unités ethniques, qui se réclament d'objectifs politiques plus que militaires. « Expulser l'envahisseur », « faire payer le prix fort », leur tiennent lieu d'idée de manœuvre. **Connaître le slogan du moment** peut être une indication utile.

La coordination entre unités voisines est à envisager, mais rarement la manœuvre d'ensemble. Il faut donc tenir compte d'un premier échelon qui est l'unité repérée, et d'un second échelon qui serait constitué de tout ou partie de ses voisins, intervenant à sa demande -généralement avec de gros délais. La coordination est minimale, mais peut être efficace, surtout si l'adversaire a négligé de prendre ses précautions.

Le sacrifice d'une unité au profit des autres fait rarement partie des possibilités à prendre en compte, sauf si le fanatisme ou le jusqu'auboutisme interviennent.

En revanche, localement, la manœuvre est rarement fine (on attaque tout droit), utilise assez peu les appuis, ou alors de façon peu ciblée (artillerie en harcèlement, sans acquisition précise, et très exceptionnellement traitement d'objectifs fugaces ou mobiles).

La coordination se fait souvent « en marchant », par exemple dans une conférence des chefs une fois que tout le monde est arrivé. On peut penser aux Gaulois de Vercingétorix. Le conseil des chefs est souvent un préliminaire à l'action concertée. La téléphonie mobile a amélioré leur performance par rapport aux Gaulois, mais n'a pas éliminé l'impératif de concertation.

Notons au passage que cette flexibilité inhérente à l'absence de structure apporte un avantage réel, ce que montre la performance d'unités « régulières » où prévaut ce que l'on appelle « l'esprit de bande ». Performance souvent inégalable à court terme, mais qui trouve assez vite ses limites dans la durée.

Leur faiblesse majeure vient souvent de ce qu'aucune unité ne tient à se sacrifier au profit des autres : le besoin de « partager les pertes » est une nécessité vitale dans la perspective de l'après-victoire, où *l'influence se joue **au plus fort reste***. Cet impératif est souvent masqué par des discours

extrémistes et l'affirmation répétée du désir de se livrer au sacrifice suprême. Historiquement, toutefois, il convient de relativiser ces rodomontades destinées à la motivation interne et au positionnement politique pour la suite.

La plupart du temps, les combats « à mort » n'ont eu lieu que lorsque l'unité était acculée.

Un général allié a pu dire qu'en Bosnie, après l'acte initial de Vukovar[12], au terme de cinq années de guerre, il n'y avait jamais eu qu'un seul assaut : celui des troupes françaises contre les Serbes, sur le pont de Vrbanja, à Sarajevo (mai 1995). Des tirs d'artillerie, des manœuvres, des déclarations péremptoires, certes, il y en eut. Mais un assaut, au corps à corps, non...

---

1. Le plan de l'offensive Nivelle, déclenchée le 16 avril 1917, était connu des Allemands depuis longtemps. Dès le 3 mars, ils tombent accidentellement sur une directive majeure de Nivelle signée du 16 décembre. Le même mois, en Champagne, ils capturent un ordre de la 2e DI prévoyant son action sur l'Aisne. Le 31 mars, un officier de liaison disparu entre les lignes est porteur de plans, de cartes et surtout d'un carnet de codes (avions, artillerie). Le 4 avril, à l'occasion d'une « petite » attaque, les Allemands capturent l'ordre d'attaque du 3e régiment de zouaves – unité d'élite dont la présence ne peut être fortuite – et le 7 avril, de celui d'un bataillon. Les contre-mesures allemandes (renforcements massifs) sont prises un mois avant l'offensive. Le pire, c'est que Nivelle en est conscient et qu'il ne rapporte pas ses ordres pour autant (Pierre Miquel, *Le Chemin des* dames, p. 133). Un autre exemple précède la bataille d'Antietam, les 16-17 septembre 1862 (ce deuxième jour fut le plus sanglant de toute la guerre). Un ordre d'opération de Lee, tombé de la poche d'un officier, est ramassé par hasard dans un champ et apporté à McClellan, éventant ainsi une surprise massive. Ironie : McClellan perd dix-huit heures pour profiter de l'occasion... ce qui permet à un sympathisant, qui avait fortuitement assisté à l'euphorie de McClellan lisant le plan de Lee, de prévenir ce dernier ! (Anecdote racontée notamment par James McPherson dans *La Guerre de Sécession,* Laffont-Bouquins, 1991, p. 5 86).

2. Lire à ce sujet Foch, *De la conduite de la guerre* (réédité par Economica, 2000). Von Moltke entame la bataille de Gravelotte-Saint Privat (18 août 1870) avec l'intime conviction que Bazaine est en plein repli de Metz vers Verdun, et qu'il s'agit désormais de lutter de vitesse avec lui... À aucun moment il ne donne les ordres de recherche permettant d'infirmer ou de confirmer cette hypothèse. Le combat se chargera de l'éclairer à ce sujet.

3. La démonstration est facile à établir, par l'absurde: si je combats *tout l'ennemi* de mon supérieur, *tout le temps,* alors cela signifie que tous les autres subordonnés de mon supérieur sont au chômage technique. C'est-à-dire que, de fait, je mène le combat de mon échelon supérieur. Ce qui veut dire que lui ne combat pas à son niveau. Cela est fort possible (exemple : mission de sûreté pendant une phase de réorganisation où tous les autres subordonnés doivent être déchargés de tout combat), mais implique, pour la phase considérée, qu'il n'y a pas de combat de l'échelon supérieur. CQFD.

4. Rouge, par référence au temps du Pacte de Varsovie, qui inspirait « l'ennemi conventionnel ».

5. Il est patent qu'en août 1914, Joffre a été sincèrement surpris d'une action allemande en force, par la Belgique. Il ne semble pas avoir envisagé l'hypothèse que l'effort allemand pût être ailleurs qu'en Lorraine ou en Alsace... Il a mis près d'un mois à s'en remettre (affaire relatée dans la vignette 27 « Guise-St Quentin », p. 549).

6. Rappelons au passage que la Confédération helvétique, après mobilisation, aligne l'armée la plus puissante d'Europe – et d'assez loin. Seule la Turquie dispose d'effectifs et de matériels plus nombreux.

7. En l'occurrence, une agression – j'espère que nos amis suisses nous pardonneront cet exercice de style.

8. Précisons qu'il est douteux que la France entretienne une planification, même générique, concernant la Confédération helvétique, depuis le traité de Genève (1515).

9. Le grand historien allemand Delbrück fait grand cas de cette unité standard, qu'il retrouve à travers les évolutions successives de la guerre. Entre autres, les tribus germaniques qu'affrontèrent les Gaulois et les Romains étaient structurées autour d'unités de ce volume.

10. Ce fait est noté par Che Guevara, l'un des théoriciens de la guerre révolutionnaire.

11. « Si la colonne de guérilleros est trop faible ou la colonne des envahisseurs trop forte, on concentrera l'action sur l'avant-garde. Il faut porter un soin tout particulier à celle-ci, quel que soit le résultat que l'on veut obtenir. Lorsque l'avant-garde a été frappée un certain nombre de fois et que les soldats sont convaincus de la mort inévitable de ceux qui occupent les premiers rangs, la crainte d'en faire partie peut provoquer de véritables mutineries. C'est donc toujours là qu'il faut frapper, ce qui n'empêche pas de frapper également ailleurs », Ernesto Che Guevara, *Textes militaires,* Maspero, 1961, p. 60.

12. Vukovar, bourgade de Slavonie orientale (en Croatie), défendue par les indépendantistes croates contre l'armée fédérale yougoslave (serbe) capitule le 18 novembre 1991, à l'issue d'un siège en règle de 87 jours. Les Serbes auraient massacré 1 500 blessés croates à l'hôpital.

CHAPITRE 3

RAISONNER LE TEMPS

CE chapitre est au cœur de la réflexion tactique telle que nous la suivons. C'est clairement le moment où nous quittons l'aspect « science » de la guerre pour aborder son aspect « art ».

À titre d'apéritif, lisons quelques citations pour montrer combien le temps peut être perçu différemment, selon son substrat culturel notamment[1].

« Time is money. » (Américain)

« Avant l'heure, c'est pas l'heure. Après l'heure, c'est plus l'heure. Y'a qu'à l'heure où c'est à l'heure. » (Militaire)

« Le temps n'a d'autre fonction que de se consumer : il brûle sans laisser de cendres. » (Elsa Triolet)

« Placez votre main sur une poêle une minute et ça vous semble durer une heure. Asseyez-vous auprès d'une jolie fille une heure et ça vous semble durer une minute. C'est ça la relativité. » (Einstein)

« La politique c'est éphémère mais une équation c'est éternel. » (Einstein)

« Je ne pense jamais au futur. Il vient bien assez tôt. » (Einstein)

« Le temps est le bien le plus rare parce que c'est le seul bien qu'on ne puisse ni produire, ni donner, ni échanger, ni vendre. » (Jacques Attali)

« Qui a le temps et attend le temps perd son temps. » (Camden)

« Il faut donner du temps au temps. » (Cervantès)

Peyrefitte demande à Chou En Lai ce qu'il pense de la Révolution française. « Je pense qu'il est trop tôt pour se prononcer », s'entend-il répondre.

Le général Gouraud, haut-commissaire, arrive à Beyrouth en 1920. Contemplant la montagne pelée qui domine la ville, il s'enquiert auprès du détachement qui l'accueille :

« Je croyais que le Liban, c'était le pays des cèdres ?

- C'est que, mon Général, les cèdres, ils ont servi à la construction du Temple, à Jérusalem, à la flotte phénicienne, puis aux Ottomans...

- Ah, je vois. Bon, alors il va falloir replanter du cèdre.

- Replanter du cèdre?!! Mais, mon Général, c'est que pour qu'un cèdre soit grand, il faut mille ans!

- Mille ans ? Diantre... (Après une pause). Mille ans : *il n'y a pas une minute à perdre. »*

3.1. PREMIÈRE APPROCHE : LES QUATRE DIMENSIONS DU TEMPS

Toute manœuvre – toute action, en fait – s'inscrit forcément dans le TEMPS. À la source de la réflexion tactique, la maîtrise du temps est la condition préalable du succès. Nous allons nous lancer dans une digression théorique, à prétention « science de la guerre », qui débouchera sur des données cruciales dans le cadre de la décision tactique (« art de la guerre »).

L'idée de départ est que le *temps* est une notion plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord. Les quatre composantes, ou *dimensions du temps,* qui seront décrites sont empruntées au travail d'un Américain, le Major Leonhard[2].

Ces dimensions sont :

- la durée ;
- la fréquence (ou *tempo,* en américain, d'où la notion dérivée d'OPTEMPO, le rythme opérationnel) ;
- la séquence ;
- l'opportunité. Cette dernière nous ramènera directement à l'INITIATIVE, et de là, à l'EFFET MAJEUR, concept très français, dont le présent ouvrage offre la « défense et illustration ».

Après un premier balayage sommaire des quatre notions, nous reviendrons sur chacune en détail à l'aide d'illustrations.

3.1.1. Première approche de la durée

Toute action a, par le fait même qu'elle est une action, une durée. La notion même de durée sous-entend celle de durée *minimum* : en effet, puisqu'une action doit être *accomplie* pour devenir pleinement une action, il

en découle qu'il existe un seuil temporel en deçà duquel l'action *n'existe pas*. Par exemple, tel déplacement quotidien, de la banlieue vers le centre, dure normalement une heure. En prenant des risques, et en contrevenant grossièrement au code de la route, on peut éventuellement grignoter 10 minutes. Au risque de l'accident (qui annulera de fait le déplacement) ou de la contravention (qui multipliera le délai ou en déportera le coût dans d'autres domaines : financier par le biais d'une amende, judiciaire par celui d'une procédure...).

Tout système, quel qu'il soit, est doté, entre autres caractéristiques majeures, d'un temps correspondant à la durée de son action type. Exemple : la durée d'une respiration normale (organisme au repos), de l'ordre de 4 à 5 secondes. Pour un véhicule, la durée d'un recomplètement en carburant, ou l'écoulement à une barrière de péage autoroutier (20 secondes à une minute).

3.1.2. Première approche de la fréquence

C'est le nombre d'actions « élémentaires » que réalise le système considéré dans un temps donné. Exemple : le pouls (fréquence variable selon l'effort), la fréquence d'un microprocesseur, etc. Là encore, la fréquence type est une caractéristique majeure de tout système. Nous verrons plus loin les valeurs qu'on peut attribuer à des systèmes de force.

Un système complexe, lui-même composé de systèmes élémentaires, a une fréquence qui correspond à celle de la figure d'interférence de ses composantes (en général, le plus petit commun multiple des sous-fréquences).

3.1.3. Première approche de la séquence

Tout système en mouvement réalise des actes élémentaires, successivement, dans un ordre fixé ou variable. C'est ce qu'on appelle la SÉQUENCE. Exemple : le cycle du moteur à quatre temps (cycle Beau de Rochas), avec ses temps d'aspiration, de compression, d'explosion-détente, et de refoulement. Dans ce cas, par construction, la séquence est figée.

Dans le raisonnement militaire, la séquence est plus variable. En planification, elle s'appelle le PHASAGE. La séquence a pour objet d'enclencher les actions au moment le plus propice, celui favorisant le rendement d'ensemble du système (à distinguer de celui employant chaque sous-système au moment le plus propice *pour lui)*.

En termes militaires toujours, **l'INITIATIVE correspond à la maîtrise de la SÉQUENCE.** C'est-à-dire que le chef déroule son plan, engageant ses unités au temps et au lieu voulus.

3.1.4. Première approche de l'opportunité

En confrontant « sa » séquence à celle de l'ennemi, on obtient des moments très favorables à l'un et très défavorables à l'autre. Ces moments sont des OPPORTUNITÉS, constituant la quatrième dimension du temps selon la définition de Leonhard. C'est un moment fugitif À SAISIR si l'on est en offensive, et À COUVRIR si l'on est en défensive.

SAISIR L'INITIATIVE consiste donc à exploiter une OPPORTUNITÉ.

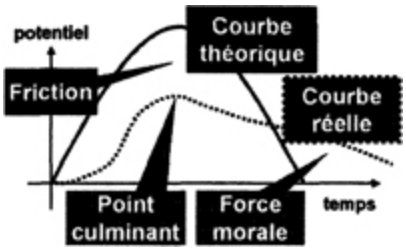
La maîtrise du temps – ennemi et ami – est donc l'essence de l'art militaire.

La notion d'EFFET MAJEUR a pour but d'aider le chef à conceptualiser ce moment, à définir les OPPORTUNITÉS qu'il est susceptible de voir s'offrir à lui, s'il les provoque.

Nous allons reprendre ces notions à l'aide d'illustrations simples.

3.2. LA DURÉE

La première dimension du temps est celle de **DURÉE.** Admettons une imité dont une action-type s'effectue sur une certaine durée (en abscisse). Pendant cette action, l'unité délivre son potentiel (en ordonnée).



Dans le temps, la courbe de puissance théorique est figurée en noir. Elle correspondrait, physiquement, à la puissance (l'énergie) débitée par toutes les armes, tirant aux portées idéales.

Bien entendu, la courbe effective se place sous la courbe idéale. La différence entre les deux correspond à la FRICTION : pas toutes les armes ne tirent (certaines s'enrayent, d'autres n'ont pas de cible à l'instant « t »), certains subordonnés ne sont pas au contact, etc.

Le graphique donne l'impression que l'écart est mineur, en réalité, ce n'est que rarement le cas. **La friction du combat entame très fortement le potentiel théorique,** à tel point qu'il est rare qu'une unité applique plus de la moitié de son potentiel théorique, dans la plupart des combats analysés. Les raisons sont légitimes, au demeurant : de par son orientation, devant se couvrir, par exemple, une unité neutralise de fait un tiers de ses moyens ; quant à ceux orientés convenablement, ils ne tirent pas tous de façon parfaitement synchronisée, loin s'en faut. Certains tireurs n'ont pas de cible dans le viseur à l'instant voulu -l'ennemi lui-même, du reste, par sa manœuvre, s'efforce de ne pas offrir l'ensemble de ses moyens au massacre instantané. Beaucoup d'engins se repositionnent après un tir, se réapprovisionnent, connaissent des incidents techniques. En revanche, nombre de cibles sont engagées simultanément, en pure perte (*overkill)*...

Nous allons appliquer cette notion à un système combattant (une unité de mêlée, par exemple, une compagnie d'infanterie), et répéter ces points.

Cette unité a, entre autres caractéristiques, celle de la DURÉE TYPE d'une action donnée. Par exemple, entre la réception d'une mission simple, le débarquement, l'abordage, la réalisation de la mission, et la réorganisation, on peut dire que la durée type d'un engagement de compagnie d'infanterie (100-150 hommes) est de l'ordre de 2 à 4 heures. En deçà des 2 heures, ce n'est pas la peine de débarquer. Au-delà de 4 heures, la troupe fatigue, doit être réorganisée, ou demeure temporairement

inemployée, etc. Bien entendu, ces durées ne sont pas figées, mais sont statistiquement cohérentes.

Entre le déploiement et la réorganisation (les deux extrémités de la courbe), notre compagnie applique son potentiel de combat à l'ennemi (elle tire, manœuvre, donne l'assaut, etc.). Au bout de l'action, elle est « consommée », et doit bénéficier d'un temps de récupération avant d'être réengagée.

Entre son potentiel maximum théorique (le sommet de la courbe noire), correspondant à « toutes les armes tirant toutes les munitions aux portées optimales avec une répartition idéale des objectifs » et son potentiel réel (la courbe grise), il existe une perte qui est, tout simplement, la friction de la guerre (ou le choix du chef, s'il n'a pas besoin de tout).

En revanche, cette courbe grise peut excéder en durée la limite théorique : c'est le résultat, entre autres, des forces morales (ou de la non-consommation au moment de l'effort maximum délivré). Les exemples d'unités « théoriquement » consommées, mais qui ont su trouver un dernier sursaut d'énergie, abondent dans toutes les armées. « Quand tout est perdu, il reste toujours quelque chose », comme il a été dit souvent.

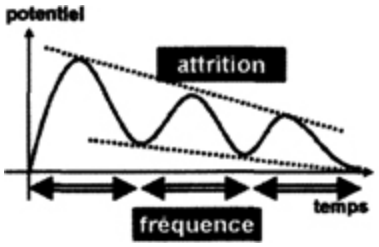
3.3. LA FRÉQUENCE

Nous en venons à la deuxième dimension du temps : la FRÉQUENCE.

3.3.1. Fréquence d'un élément

En poursuivant avec cette imité, nous voyons son CYCLE. Elle réalise des actions successives, après les temps minimaux – mais imposés – de reconstitution. Les actions successives (flèches) peuvent être de durée variable, autour de la moyenne qui est caractéristique de ce type d'unité.

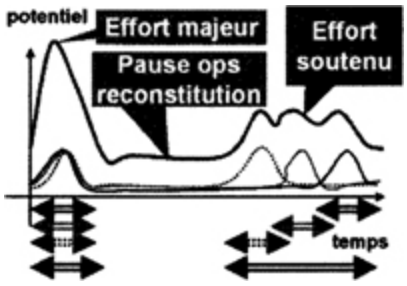
On peut dire que la fréquence d'une unité est le temps minimum s'écoulant entre deux efforts successifs.



Au fil du temps, le potentiel de l'unité s'émousse, sous l'effet des pertes, de la fatigue, etc. C'est l'attrition (pente tiretée noire supérieure). À noter au passage que le potentiel minimum de l'unité n'est jamais nul : elle conserve toujours une capacité résiduelle de combat. Celle-ci résulte, entre autres, des mesures de sûreté que prend l'unité, de son potentiel de combat immédiat sur déclenchement d'alerte, etc. Mais ce potentiel (pente tiretée noire inférieure) est lui aussi sujet à l'attrition, jusqu'à l'élimination complète de l'unité si elle n'est pas reconstituée entre-temps.

3.3.2. Fréquence d'un système homogène

Nous reportons l'image au niveau supérieur : celui d'une unité composite, mais à base d'unités aux caractéristiques similaires. Par exemple, un GE40 (groupement de trois escadrons, 3x13 + 1 chars). Chacune de ses unités (un escadron) a un « temps-type » similaire (les flèches grisées).



Lorsque le GE40 veut appliquer son potentiel maximum, il engage les trois escadrons simultanément. Les trois potentiels cumulés donnent une « puissance-crête », en noir, correspondant au triple de la puissance-crête unitaire. Mais, au terme de cet effort, c'est tout le GE40 qui doit « reprendre son souffle » : on observe donc une chute brutale du potentiel, consécutivement à l'effort majeur, assortie d'un temps de récupération inévitable.

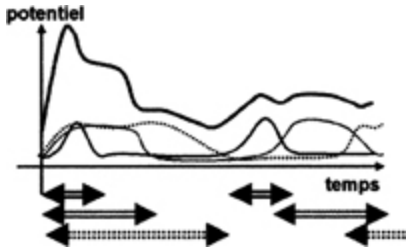
Si le GE40 doit entretenir un effort soutenu, il engage successivement chacun de ses escadrons, en essayant au mieux de lisser les transitions. On obtient alors une figure d'interférence où la puissance délivrée est supérieure à celle d'un escadron pris isolément, et pendant une durée largement supérieure à celle que pourrait soutenir un seul escadron. De même, la puissance résiduelle (le bas de la courbe noire) est plus élevée que dans le cas précédent, puisqu'il y a toujours au moins une unité engagée (= délivrant sa propre puissance-crête). Cet engagement séquentiel des sous-unités correspond exactement à ce que fait, par construction, un moteur à quatre temps et quatre cylindres : il y a toujours un cylindre en phase d'explosion-détente.

Ce schéma illustre le point suivant : c'est qu'un système complexe dispose d'une plus large plage de puissance, limitée vers le bas par la durée d'un engagement élémentaire, et vers le haut, par la durée d'un cycle d'engagements successifs d'unités élémentaires. En pratique, le produit de la durée élémentaire par le nombre d'unités.

Les motards le savent bien : il y a une grande différence de souplesse entre un « gros mono » et un quatre-cylindres.

3.3.3. Fréquence d'un système hétérogène

Voyons maintenant le cas d'un système plus complexe, à base de sous-systèmes hétérogènes. Ceux-ci sont affectés de « temps-types » différents. Par exemple, en noir, le temps-type d'un GE40, mettons, 4 heures. En grisé, celui d'un bataillon d'infanterie, de 8 heures. En tireté, celui du génie (12 heures pour réaliser un chantier significatif, mais son effet est durable).

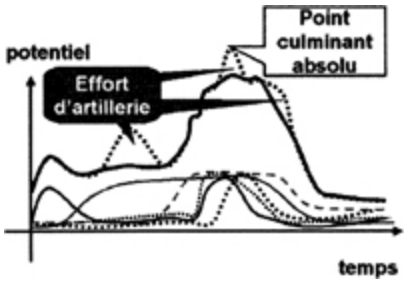


En ce cas, la puissance-crête, proche de la somme des puissances-crêtes unitaires, peut encore être obtenue (c'est une question de synchronisation : on cumule les effets au même moment). Mais, comme dans le cas

précédent, cette puissance crête ne peut être tenue que pour la durée correspondant à la plus brève des puissances crêtes.

En revanche, pour obtenir une puissance dans la durée, la coïncidence des efforts est compliquée par la nécessité de prendre en compte des cycles différents. Il en résulte une figure d'interférence plus chaotique que pour le cas d'un système plus homogène.

Prenons encore plus complexe : une brigade, avec trois GE40 (les différentes courbes noires), un bataillon d'infanterie (courbe grise tiretée), un bataillon de génie (en gris).



Les EFFORTS D'ARTILLERIE (en pointillé) peuvent être compris comme des « bouffées » soulevant la courbe, au moment d'application des efforts de feu (durée de 15 minutes à 1 heure, à partir de laquelle on parle de feu entretenu, de moindre effet).

En tout état de cause, au moment où la brigade a un effort à réaliser, elle vise la puissance-crête. Celle-ci est obtenue en engageant le maximum d'unités de mêlée *fraîches,* au terme d'un effort génie conséquent, et en bénéficiant du volume maximum de feux. Ce moment précis où s'obtient la conjonction maximale est le **point culminant absolu,** notion décrite par Clausewitz[3].

Comme pour la contraction musculaire de l'haltérophile, le point culminant est indissociable d'une phase immédiatement consécutive de relâchement, où le potentiel de combat est dégradé. Pour limiter cette érosion, il est nécessaire d'engager un potentiel jusque là réservé – avec comme conséquence immédiate, que le point culminant a été atteint sans utiliser tout le potentiel théoriquement disponible. C'est une des explications du déficit constaté précédemment, contribuant à la friction. Une des sources de friction est en effet la nécessité, en général, « d'en

garder sous le pied », justement en prévision du moment de relâchement post-point culminant.

3.3.4. De la FRÉQUENCE à la SÉQUENCE

Insensiblement, nous sommes passés de la notion de FRÉQUENCE, propre à l'unité, à celle de SÉQUENCE. Une séquence optimale permet, par l'enclenchement *ad hoc* des actions des unités subordonnées, d'obtenir la puissance voulue au bon moment. La gestion des FRÉQUENCES se réalise par le biais de la SÉQUENCE, notre troisième dimension du temps.

L'illustration précédente montre l'importance de la **SÉQUENCE** sur le potentiel de combat, tant en puissance délivrée, qu'en puissance réservée. Elle montre aussi comment la courbe d'ensemble dépend d'une multiplicité de facteurs intrinsèques à l'unité considérée, et résulte d'une décision qui est l'essence de l'ART.

3.4. DE LA SÉQUENCE À L'OPPORTUNITÉ

Nous avons décrit les SÉQUENCES. En confrontant deux séquences : AMIE et ENNEMIE, nous en viendrons à la quatrième et dernière dimension du TEMPS : la notion d'OPPORTUNITÉ.

Au préalable, revenons sur la notion (clausewitzienne) de **POINT CULMINANT,** dont voici la définition française :

> « **POINT CULMINANT :** Lieu ou moment où bascule définitivement le rapport des forces entre deux adversaires, quel que soit leur volume et quelle que soit l'action de combat employée. Dans le cas de l'offensive, le point culminant est le lieu ou le moment où la puissance de combat de l'attaquant n'est plus supérieure à celle du défenseur. Dans le cas de la défensive, le point culminant est atteint lorsque le défenseur n'a plus la capacité de défense et de contre-attaque. »

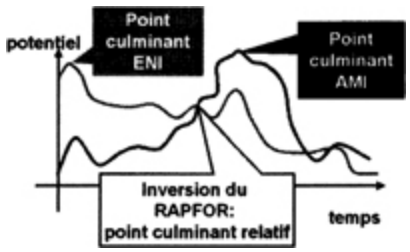
À l'origine, la notion est ABSOLUE et non relative[4], comme l'est implicitement la définition française. C'est le moment dans la bataille où

l'unité développe son plus fort potentiel. Si la séquence est conforme au besoin opérationnel, le POINT CULMINANT correspond au moment de l'effort, au moment potentiellement DÉCISIF. Une unité « a culminé » lorsqu'elle a engagé toutes ses forces dans la bataille. Très spécifiquement, par exemple, lorsque la réserve a donné.

Chaque force engage ses moyens selon une séquence dont la figure résultante est affichée ici. Chaque séquence contient un point culminant « absolu », intrinsèque à la force. Ces séquences peuvent aussi prévoir des points culminants secondaires, correspondant à des efforts secondaires (action préparatoire, de couverture, etc).

Deux unités qui s'affrontent développent donc leur potentiel, et atteignent, chacune à un moment donné, leur « point culminant absolu ». Il est rare que les deux points culminants soient exactement synchronisés. Ce qui fait que vient un moment intermédiaire, entre le point culminant de l'un, et le point culminant de l'autre. C'est le moment où le rapport de force (en abrégé militaire : RAPFOR) s'inverse.

Pour utiliser cette schématisation théorique, lorsque les deux courbes se croisent, on obtient le point culminant *relatif.* C'est le moment d'inversion du rapport de force (en fait, la vision française du point culminant).



Pour les Américains, l'essence de l'art militaire consiste à faire culminer son ennemi avant d'avoir culminé soi-même (cas illustré ci-dessus). Par exemple, je suis en attaque. Je vais provoquer chez l'ennemi le point culminant en préalable au mien. En poussant mon attaque, je provoque l'engagement, dans un dernier spasme, de sa réserve (le point culminant absolu de la défense). Ce n'est qu'après ce moment fatidique que j'engage ma propre réserve (j'abats ma dernière carte), dont l'action sera d'autant plus payante qu'il ne reste aucune réserve à l'ennemi.

Si l'idée n'est pas fausse en soi, elle est un peu courte, nous y reviendrons bientôt.

En attendant, pour l'essentiel cette idée de « faire culminer l'ennemi avant de culminer soi-même » illustre bien la notion de saisie de l'initiative : on saisit l'initiative (= on impose sa séquence) lorsqu'on délivre une puissance supérieure à celle que l'ennemi pourra mobiliser, ce qui fait qu'il est condamné à subir.

Toutefois ce concept pèche par son apparente facilité : il suffirait de « laisser culminer » pour avoir, mécaniquement, saisi l'initiative. En réalité, on a intérêt à envisager la saisie de l'initiative en DEUX TEMPS : démolir la marge d'initiative de l'ennemi (casser *sa* séquence), puis tirer parti de l'initiative ainsi conquise (imposer *ma* séquence). Ce sera l'objet du schéma au paragraphe suivant.

Ce que montre le graphique, c'est qu'à partir du point culminant relatif (l'inversion du rapport de force), le potentiel noir est supérieur au potentiel gris, et qu'à quelques variations temporaires près, cette supériorité est croissante.

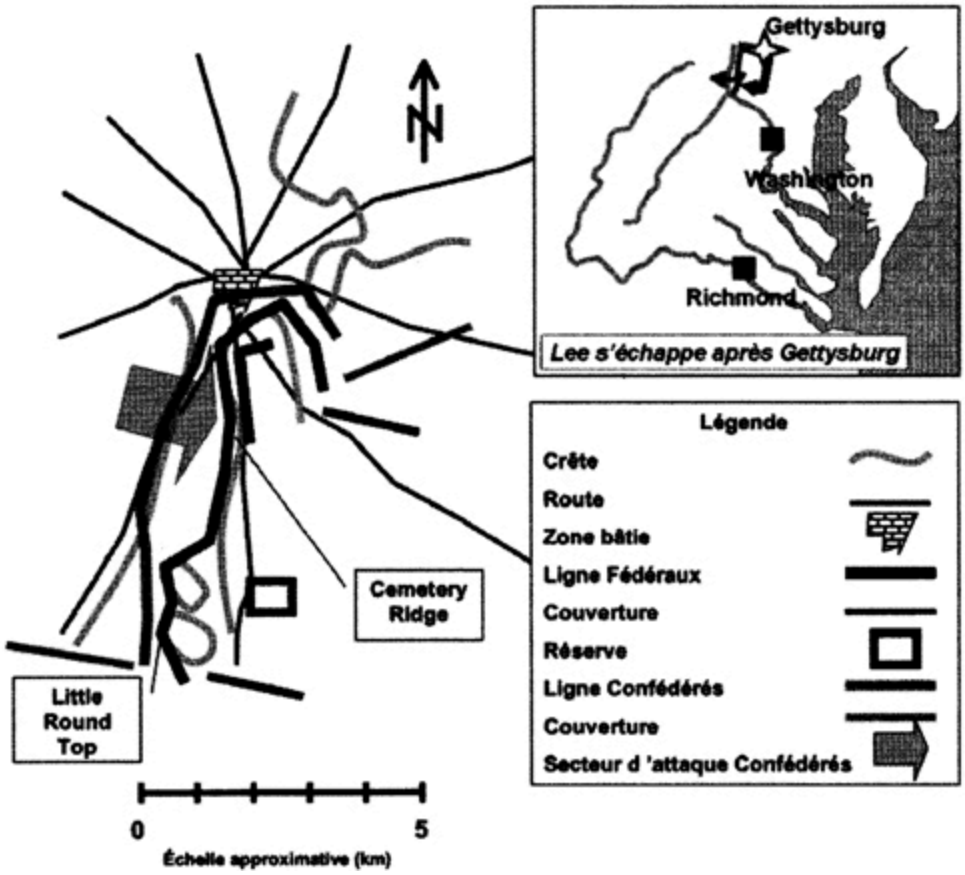
En l'occurrence, une analyse postérieure au combat fera ressortir ce moment d'inversion du rapport de force comme le moment décisif de la bataille.

Cette idée de confrontation des séquences amène directement au mécanisme théorique de la SAISIE DE L'INITIATIVE.

GETTYSBURG, 3 juillet 1863

La charge de la Division Pickett

Guerre de Sécession (Théâtre oriental)



En attaque : Général Lee, 75 000 hommes
En défense : Généra! Meade, 90 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

Le tournant de la guerre de Sécession

Après sa surprenante victoire sur l'armée fédérale à Chancellorsville (1-7 mai 1863), Lee tente le destin par une incursion profonde autour de Washington, comptant sur une nouvelle victoire pour décourager le parti de la guerre dans la capitale fédérale. La bataille la plus décisive de la guerre, Gettysburg, est, en réalité, un match nul tactique. Mais en faisant la démonstration de l'impossibilité de porter la guerre chez l'ennemi, elle place définitivement la Confédération (les états sécessionistes) sur la défensive stratégique. La guerre se prolonge encore deux ans, mais suite à Gettysburg, l'idée se fait jour, graduellement, que la Confédération ne peut l'emporter.

La campagne de Gettysburg

Lee lance une incursion surprise sur les arrières de l'armée du Potomac, qui se remet encore du choc de Chancellorsville. Meade, très récemment nommé en remplacement de Hooker, vaincu durement un mois auparavant, se résout à poursuivre Lee, qui l'a distancé de 65 kilomètres. Son mouvement vers le nord tend à l'intercaler entre l'armée de Virginie et Washington, son objectif supposé. Les deux armées se rencontrent, un peu par hasard, à Gettysburg, où Lee se lance pendant trois jours à l'assaut de son adversaire, en pure perte (1er-3 juillet 1863). Lee ramène son armée défaite à l'abri du Potomac, le 13 juillet, concluant ainsi la campagne la plus importante de la guerre.

Mouvements préliminaires

La bataille de Gettysburg commence sur des initiatives de subordonnés qui provoquent, par échelons successifs, l'affrontement général. Les deux armées abordent la bataille en marche, et injectent leurs forces au fur et à mesure de leur arrivée. Meade est renseigné avec précision, mais pas son assaillant. Ce fait a une importance particulière pour Lee, qui prend l'initiative de toutes les attaques, sans jamais savoir ce qu'il attaque, ni ce qui se trouve derrière. Sa cavalerie, emmenée par le fougueux Stuart, a failli à sa mission en menant un large raid autour de l'armée fédérale, sans établir le contact utile qui aurait permis à Lee de mieux préciser sa manœuvre.

Dans la bataille

Déroulement d'ensemble

Le corps de tête de Lee s'oriente vers Gettysburg et l'aborde au matin du 1er juillet, parvenant à prendre pied dans la bourgade, puis à en rejeter les Fédéraux qui s'établissent sur les hauteurs qui la bordent au sud. Au soir du premier contact, bénéficiant temporairement de l'avantage numérique, Lee tente de déborder la ligne de Meade par le nord, mais la nuit tombante et la fatigue de la journée épuisent ses efforts. Le lendemain (2 juillet), il tente un débordement par le sud, qui échoue in extremis devant Little Round Top.

Au matin du troisième jour, persuadé – à tort – qu'en réaction à ses attaques précédentes, Meade a dangereusement dégarni son centre, Lee joue son va-tout en lançant deux divisions du corps de Hill, déjà fatiguées, et la division Pickett, jusque là tenue à l'arrière, dans un assaut frontal contre Cemetery Ridge, soit 15 000 hommes. Après un bombardement préliminaire de deux heures, opposant 150 pièces pour chaque camp, qui s'avérera insuffisant pour ébrécher la résistance, les trois divisions se lancent, pour ce qui deviendra dans l'histoire « la charge de la Division Pickett » – laquelle, en l'occurrence, n'est que la division la plus au sud d'un assaut à trois divisions.

Phase d'intérêt pour la démonstration

La division Pickett, forte de 5 000 hommes, survoltés à la perspective de faire craquer le front fédéral, effectue un assaut de 1 200 mètres face au corps de Hancock. L'artillerie fédérale et une intense mousqueterie massacrent les vagues d'assaut, dont seuls quelques éléments isolés parviennent jusqu'aux retranchements édifiés à la hâte devant Cemetery Ridge, pour y être contre-attaqués vigoureusement. Les survivants refluent. La division a perdu 3 000 hommes, soit 60 % de son effectif, et ses quinze colonels, en moins d'une heure, sans jamais avoir mis en danger la défense.

Meade, encore étonné de son succès, mais dont les corps d'armée sont encore choqués, hésite à engager une contre-attaque, laissant passer l'occasion d'étriller Lee, très témérairement aventuré. La nuit tombe sur un champ de massacre. Le lendemain, Lee, découragé, à court de ressources, ordonne le repli. Il a perdu le tiers de son armée (23-25 000 tués, blessés, disparus), et laissé 7 000 blessés aux bons soins de son vainqueur.

Enseignements

Avec le recul, ce moment précis de la bataille de Gettysburg sera considéré par les deux camps comme *the high tide of the Confederacy,* la marée haute de la Confédération. Le reflux commence précisément là, devant Cemetery Ridge, et se conclura à Appomattox, le 9 avril 1865, avec la reddition de Lee.

À compter de ce jour, et malgré quelques velléités, Lee se trouve toujours en défensive tactique, soumis aux initiatives des Fédéraux.

ANECDOTES OU ENSEIGNEMENTS INCIDENTS

La division Pickett a étonnamment mal géré ses appuis

Elle croit gagner le duel d'artillerie, face à une artillerie à peine entamée et qui a délibérément feint d'être mise au silence pour recharger ses caissons et surprendre d'autant mieux l'assaut dont l'ordre de lancement dépend de la conquête de la supériorité des feux. Cette fausse victoire préliminaire déclenche l'assaut fatal.

De surcroît, pendant que la division se regroupe à l'orée d'un bosquet, se couchant par bataillons pour profiter du défilement offert par une légère déclivité, elle occupe une base d'assaut dans le dos de ses pièces. Lorsqu'elle s'élance, elle traverse les lignes de batteries, lesquelles sont réduites au silence puisqu'elles ne peuvent tirer dans le dos de leurs propres troupes.

La simple géométrie relative de l'appui et de la troupe à appuyer annule l'appui.

Meade aurait-il dû contre-attaquer ? (voir vignette 31 « Après Gettysburg », p. 592)

L'absence de retour offensif au soir d'un triomphe défensif lui a été amèrement reprochée – entre autres, par le président Lincoln, furieux qu'une telle occasion n'ait pas été saisie.

Citons les faits :

- Meade est commandant en chef depuis *six jours* lorsque la bataille commence. Jusque-là, il était commandant de corps d'armée et s'est assuré une réputation certes solide, mais pas le prestige nécessaire pour provoquer le grand mouvement en avant d'une armée très récemment battue à plate couture, encore tout étonnée de son succès ;
- son armée a elle aussi considérablement souffert, même si elle est moins épuisée que celle de Lee. Meade a perdu 23 000 hommes, soit 27% de son effectif. Après trois jours de chocs, l'armée du Potomac est loin d'être fraîche. De surcroît, elle doit prendre en charge, outre ses

propres blessés, 7 000 de ceux de Lee, laissés sur place. La réorganisation d'une armée, même victorieuse, est une grosse affaire ;

- Lee est entouré d'une aura d'invincibilité. Il faut du temps pour que son échec atteigne sa réputation et rende ses opposants moins timorés ;
- Lee prend des précautions pour sa retraite, qui se fait à travers un terrain difficile (les Appalaches). Bien que pressé par Meade, il parviendra à se mettre à l'abri du Potomac.

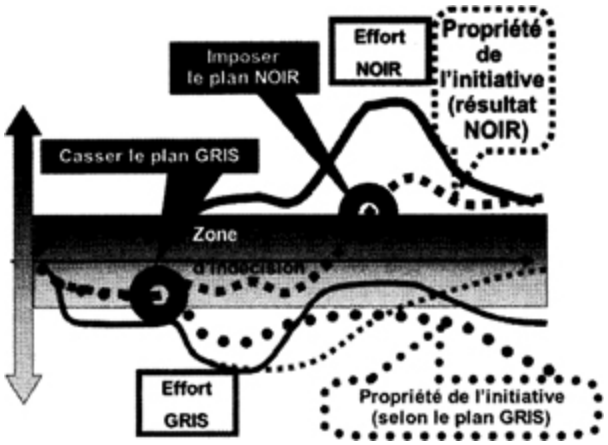
Cette situation illustre bien la difficulté de passer de la défensive à l'offensive.

3.5. L'EXPLOITATION DE L'OPPORTUNITÉ ET LA SAISIE DE L'INITIATIVE

> Prince de Ligne : **« Le moment** est le Dieu de la guerre, c'est lui qui décide de tout. » Cité par Coutau-Bégarie, *Traité de Stratégie,* Economica, 2002.

Au départ, on admet que l'initiative n'appartient à personne, elle est indécise. Cette zone d'indécision, historiquement toujours constatée, est d'ailleurs assez large. [À noter, en incidente, que son amplitude ne dépend pas du niveau de renseignement obtenu : nous parlons d'indécision, et non *d'incertitude.* Même très bien renseigné, on peut douter d'avoir conquis l'initiative.]

Comparons le combat au jeu scout où deux groupes tirent une corde, avec un chiffon rouge au centre, de part et d'autre d'une mare. La position du chiffon, qui matérialise l'initiative (la *propriété* de l'initiative), est figurée à l'aide de la courbe pointillée (noire ou grise selon les résultats du jeu).



Dans son plan, le parti GRIS compte appliquer un premier effort (le premier palier), ce qui amènera le chiffon en limite de la zone d'indécision. Ceci étant fait, il appliquera son effort majeur, faisant nettement franchir le chiffon de son côté de la mare. Même s'il s'attend à un contre-effort du parti NOIR, il conservera une marge suffisante pour tirer définitivement le chiffon (dernier effort GRIS, résultant en la courbe grise pointillée nettement dans son camp).

Le plan NOIR, en deux temps, consiste d'abord à opposer juste assez de force pour éviter l'irréparable (effort secondaire, préliminaire, de fait). En particulier, au moment de l'effort GRIS (son point culminant), NOIR engagera un effort (point culminant secondaire) qui préviendra la sortie de zone de la courbe noire. Il empêche ainsi GRIS de conquérir l'initiative : **il casse son plan.** À partir de là, et bien que la propriété de l'initiative ne lui sera pas encore acquise, la « nouvelle » courbe (noir pointillé) commencera à s'infléchir dans son sens. C'est en appliquant un deuxième effort (son propre point culminant) que NOIR obtiendra la sortie de zone d'indécision à son avantage (la saisie de l'initiative, proprement dite). Il a prévu que cet effort dure assez longtemps pour que le dernier spasme de GRIS ne suffise pas à inverser la tendance.

Cette séquence ainsi schématisée permet de montrer qu'il ne suffit pas toujours de culminer après l'ennemi pour s'emparer de l'initiative.

La confrontation illustrée par cette image, opposant deux SÉQUENCES, met en exergue **l'importance du choix du moment : l'OPPORTUNITÉ.** On n'obtient des opportunités que si l'on ne calque pas servilement sa propre « courbe de puissance » sur celle de l'ennemi. En effet, un tel choix ne mène, par définition, qu'à l'annulation ou à l'attrition réciproque des

efforts, favorisant, en définitive, et mécaniquement, celui qui dispose de la meilleure adéquation force-posture. Pour « manœuvrer » comme il le fait, **NOIR doit consentir des risques** pour **préserver le potentiel dont il a besoin** en vue d'un engagement **au moment qu'il aura déterminé.**

Dans le schéma illustré ci-dessus, la période du risque consenti par NOIR – le risque qu'il consent pour s'assurer une supériorité durable et exploitable – s'étend de son effort initial (secondaire) à son effort majeur. En effet, s'il n'applique pas assez de son propre potentiel dans son effort secondaire initial, il risque de faire le jeu de l'ennemi, en laissant l'initiative « glisser » dans le camp opposé, où elle échouerait de façon irrattrapable. *A contrario,* s'il y engage trop de moyens, il se peut qu'il démolisse le plan adverse, mais qu'il ne lui reste pas assez de réserves pour imposer le sien. En l'occurrence, match nul. A noter, justement, que cette configuration apparaîtrait sur ce graphique comme une synchronisation des efforts amis et ennemis : les deux camps se seront neutralisés réciproquement.

Il y a un exemple historique patent de ces deux efforts qui s'annihilent réciproquement : c'est le match nul qui suit la Marne, en septembre 1914.

Ce qui amène à cette idée majeure, trop souvent négligée : **LE *DECALAGE DES EFFORTS* EST UNE CONDITION DE LA SAISIE DE L'INITIATIVE.** Nous développerons plus loin cette idée cruciale, qui nous semble être le fondement de l'art tactique. Elle paraît autrement plus fertile que la seule notion de « culminer après ».

Pour en revenir au fil de la discussion actuelle : les OPPORTUNITÉS correspondent à des points d'inflexion dans la « courbe de puissance ». Ces points d'inflexion sont liés à l'engagement ou au retrait de composantes de la force considérée, dont des exemples sont donnés ci-dessus.

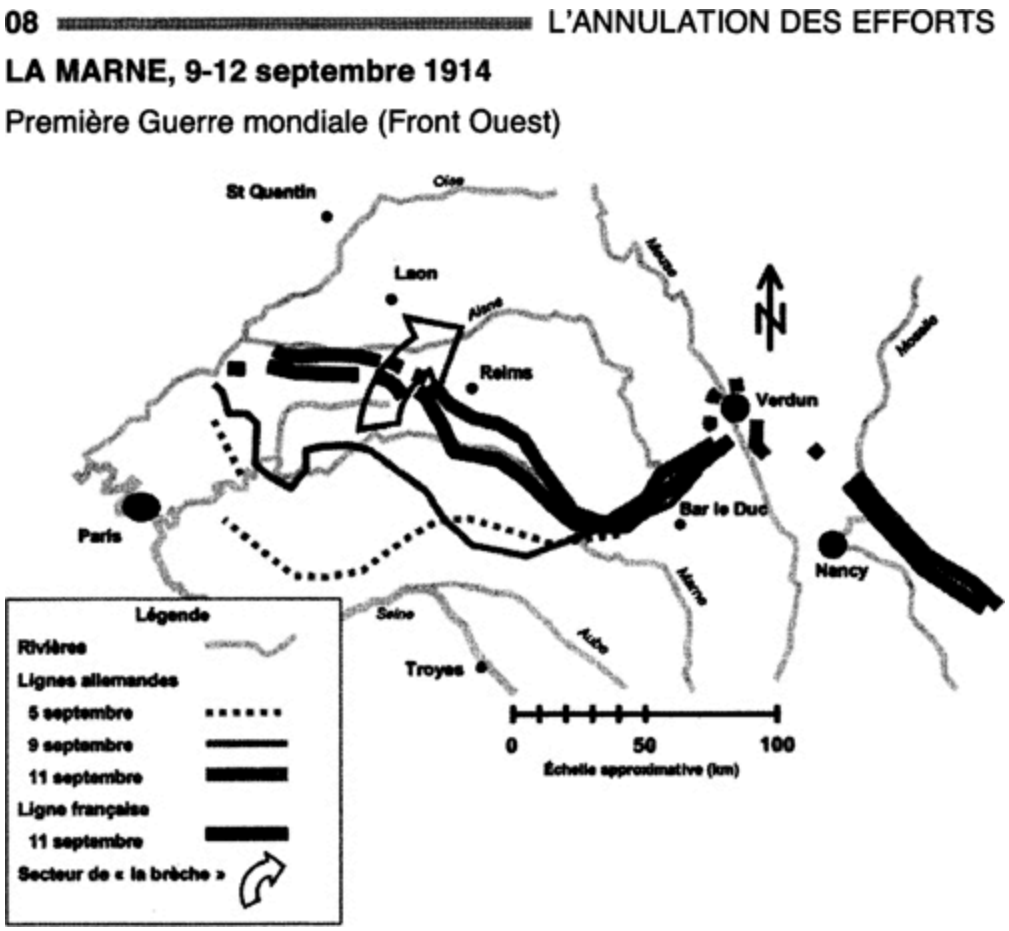
La notion d'opportunité, en soi, est neutre : il importe d'exploiter celles (ou UNE) qu'offre l'ennemi, mais aussi, de ne pas le laisser exploiter les nôtres.

Nous allons maintenant voir comment on passe de la *recherche des opportunités* à la *définition de l'EFFET MAJEUR.* Cette digression sur les dimensions du TEMPS revient dans le cours principal de la réflexion tactique.

En conclusion d'ensemble sur cette longue discussion partie des quatre dimensions du TEMPS, remarquons que les schémas partent de notions « science de la guerre » (le mécanisme du potentiel jeté dans le combat), mais que l'introduction d'échelons croissants de COMPLEXITÉ (les séquences d'unités hétérogènes) et surtout d'INTERACTION (les choix faits par chaque camp en opposition à ceux de l'autre camp) nous ramènent progressivement, et presque insensiblement, dans « l'art de la guerre ».

L'opportunité, « dérivée quatrième du temps », nous a ramenés à la notion cruciale d'INITIATIVE. Le raisonnement tactique français, appliquant la méthode dite « de l'effet majeur », est implicitement une méthode destinée à imaginer et à formaliser cette saisie de l'initiative.

Aussi allons-nous étudier cette méthode, puisque son fondement théorique est désormais posé. Nous reviendrons plus tard sur toute la richesse d'une notion associée à la discussion sur le TEMPS : la notion de RYTHME du combat.



En attaque : Général von Moltke, 1,5 million d'hommes (7 armées)
En défense : Général Joffre, 1,1 million d'hommes (6 armées + BEF)

SITUATION GÉNÉRALE

Le premier acte de la Première Guerre mondiale à l'ouest

L'Empire allemand attaque la France en violant la neutralité de la Belgique et du Luxembourg. La tentative de débordement de l'armée française, fixée face à l'Alsace-Lorraine et insuffisamment couverte face à la Belgique, est contre-attaquée sur la Marne. Le succès défensif ne peut se transformer en contre-offensive. À compter de l'automne 1914, le front se stabilise de la Suisse à la mer du Nord (course à la mer).

Sur le front de l'Est, l'allié russe est rudement battu (Tannenberg)[5] et, à l'issue de trois années de campagnes perdues, est mis hors de combat en 1917 (traité de Brest-Litovsk). Des tentatives de contournement stratégique sont des échecs (Gallipoli, Roumanie, Italie). Seule la campagne de l'armée d'Orient, par la victoire d'Uskub (octobre 1918) met hors de combat l'allié austro-hongrois. L'intervention américaine finit par inverser définitivement le rapport de force, amenant la victoire de 1918.

La campagne de 1914

Le Plan Schlieffen laisse Joffre s'enferrer en assauts stériles contre l'Alsace et la Lorraine, engageant un vaste débordement par Liège, Namur, et le cours de l'Oise. Après la bataille des frontières (Namur, Charleroi), Joffre saisit la menace et engage une vaste bascule sur son flanc gauche, tendant un piège à l'aile droite allemande aventurée jusqu'à la Marne. Après le coup d'arrêt de la Marne, l'armée allemande reflue en bon ordre et se retranche sur le Chemin des Dames, au nord de l'Aisne. S'ensuit la « course à la mer », chaque armée essayant de déborder l'autre. En octobre, le front atteint la mer du Nord, le conflit s'enlise dans la guerre des tranchées.

Mouvements préliminaires

Après la sortie défensive de Guise[6], brillamment menée par la V^e^ armée (Lanrezac), les deux armées de l'aile droite allemande (I^re^ : von Kluck, II^e^ : von Bülow) pivotent pour laisser Paris à main droite, et s'enfoncent vers le sud-est. Joffre tend son piège : le pivot est est constitué par la IV^e^ armée (Langle de Carry) qui s'accroche devant Vitry-le-François, le fond du sac par la V^e^ armée qui s'arrête devant Provins (moment où Franchet d'Esperey succède à Lanrezac) et la IX^e^ armée (Foch) qui s'accroche aux marais de Saint Gond ; la pince ouest est constituée par la VI^e^ armée (Maunoury) constituée par prélèvements sur les armées d'Alsace et acheminée en toute hâte devant Paris, transformée en place forte, qui offre un ancrage à l'extrémité gauche. Le *British Expeditionary Force* (BEF, général French) prend un intervalle entre la V^e^ armée et Paris. Le 5 septembre, le piège est en place.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Le 5 septembre, à l'ouest, la I^re^ armée allemande (von Kluck), alertée, marque une pause inquiète. Débouchant dans son flanc droit, le 6, la VI^e^ armée (Maunoury) progresse mais ne peut déséquilibrer son opposant (bataille de l'Ourcq, 6-9 septembre). Le BEF et la V^e^armée (Franchet d'Esperey) sont repartis de l'avant, mais la IX^e^ (Foch) subit une forte pression de la II^e^ armée allemande (von Bülow), qui s'enferre encore dans l'intention de percer le centre français. À sa droite, les IV^e^ et III^e^ armées (Langle de Carry et Sarrail) plient sans céder. Pour assurer le butoir qu'elles fournissent, Joffre leur affecte (respectivement) les 21^e^ et 15^e^ CA : dès le 7, sa réserve est engagée, Joffre culmine. Son flanc droit et son butoir subissent une pression extrême, le refouloir que constituent sa V^e^ armée et le BEF prennent de la vitesse vers le nord. Toutefois, l'armée Maunoury ne parvient qu'à contenir, avec difficulté, l'extrémité nord de la I^re^ armée (von Kluck), qui étend son front pour la déborder.

Le 8, les combats sont extrêmement intenses et indécis, mais l'attaque allemande s'essouffle manifestement. Le 9, la décision penche lentement dans le camp allié. Au centre, le BEF, la V^e^ armée (Franchet d'Esperey), et

même la IX^{e} (Foch) sont en marche vers le nord. À l'est, les IV^{e} et III^{e} armées, longtemps menacées, sont désormais plus assurées et multiplient les succès locaux. Paradoxalement, c'est l'aile gauche (VI^{e} armée, Maunoury) qui inquiète le plus. Néanmoins, la l^{re} armée allemande (von Kluck) opposée à la VI^{e}, BEF et partie de la V^{e} armée, et dont le dispositif enjambe le confluent Marne-Ourcq-Grand Morin, offre un intervalle faiblement couvert et identifié depuis le 8. Von Kluck entame son repli, qui ouvre une brèche de 40 kilomètres entre lui et la II^{e} armée (von Bülow). Plus à l'est, la III^{e} armée allemande (von Hausen) est elle aussi dissociée pour s'être enfoncée trop hardiment.

Phase d'intérêt pour la démonstration

Dès le 9, l'aile droite allemande entame son repli, entraînant tout le reste du front, jusqu'à Verdun, à compter du 10. Les forces alliées lancent la poursuite et cherchent la brèche. Néanmoins, les fatigues accumulées, la vitesse du repli allemand, et une période pluvieuse les 9 et 10 limitent la vigueur de la contre-offensive. Les 11,12 et 13 septembre, les trois armées allemandes poursuivent leur retraite, entre Compiègne et Verdun, sans contester le passage de la Marne. Le 13, une plaie de 60 kilomètres est identifiée entre la l^{re} armée (von Kluck) et la II^{e} (von Bülow), dans la région de Berry-au-Bac. Le corps de cavalerie Conneau s'ouvre un passage, mais l'infanterie ne suit pas : la brèche est refermée le lendemain.

Les 14 et 15 septembre, la ligne allemande se rétablit au nord de l'Aisne, prenant appui sur le Chemin des Dames, qui deviendra tristement célèbre en 1917.

ACTION SIGNIFICATIVE : L'ENGAGEMENT DES RÉSERVES

Description

Sous une pression intense qui menace de faire exploser le fond du sac, Joffre a dû allouer ses deux corps d'armée de réserve aux III^{e} et IV^{e} armées, proches de la rupture. Ces deux CA sont accordés le 7, acheminés le 8, mais n'entreront en ligne que le 10. Encore l'un d'entre eux est-il finalement utilisé par son pourvoyeur d'origine... Joffre culmine donc au moment de la

bataille d'arrêt, avant que la contre-offensive ne soit lancée. À l'inverse, la chute de Maubeuge, le 8 septembre, libère un corps d'armée allemand qui contribue au rétablissement sur l'Aisne, cinq jours plus tard.

Enseignements

Il y a un délai de latence pour l'engagement d'une réserve ; l'absence d'une réserve après le point culminant de l'ennemi prive Joffre de la possibilité de transformer un repli en déroute ; la reconstitution d'une réserve permet à la retraite, en s'appuyant sur un terrain favorable et bénéficiant de la fatigue générale, de se transformer à son tour en coup d'arrêt.

Autres aspects

Le corps de cavalerie Conneau est resté pendant deux jours devant une brèche connue, très faiblement couverte, et il n'a pas été lancé sur les arrières de l'ennemi, où il aurait sans doute causé des dommages irrémédiables. Il n'a pas été lancé par défaut d'infanterie, jugée indispensable pour garantir un minimum d'action en force. Même non renforcé, laissé libre d'agir à sa guise sur les arrières d'un ennemi profondément désorganisé, il est fort possible qu'il aurait été décisif pour empêcher les Allemands en retraite de se rétablir sur l'Aisne.

---

1. Les citations les plus littéraires ont été relevées sur le site www.evene.fr.

2. Robert R. Leonhard, *Fighting by Minutes : Time and the Art of War,* Praeger Publishers, 1994.

3. Cette notion absolue diffère de la notion française, relative.

4. Voir à ce sujet Clausewitz, *De la guerre,* livre VII, chapitre V, « Le point culminant de l'attaque », Éditions de Minuit. Ce chapitre est manifestement incomplet et était sans doute destiné à un développement. Néanmoins, l'idée exprimée montre que dans l'esprit de Clausewitz, le point culminant est une notion absolue (un « retournement de marée »), et non relative (une bascule de rapport de force). Clausewitz ne tient pas compte de l'ennemi lorsqu'il décrit le point culminant.

5. Voir vignette 16 « Tannenberg », p. 459.

6. Voir vignette 27 « Guise-St Quentin », p. 549.

CHAPITRE 4

LE RAISONNEMENT TACTIQUE

4.1. FORMULATION DANS LE CADRE D'UN ORDRE D'OPÉRATIONS

CETTE incidente a pour objet d'éclaircir l'emploi du raisonnement tactique pour le non-praticien.

Le chef ne raisonne pas dans l'absolu, gratuitement, pour la beauté de l'art. Il raisonne pour décider, et, ayant décidé, il donne des ordres. Évidemment, il n'y a pas qu'une façon de raisonner, et partant, il y a plusieurs ordres possibles pour une même situation tactique.

Paradoxalement, si le *raisonnement* conduisant à la décision est assez différent d'une école de pensée (militaire) à l'autre, le *libellé* qui en résulte – l'ordre d'opération – est quasiment identique : un ordre en cinq parties. Ce qui suscite, de façon récurrente, un contresens : si le produit est le même, comment ne pas considérer que le raisonnement est identique ?

Ce format d'ordre remonte à la période 1873-1914, quand les armées françaises rédigent leurs ordres d'opérations en cinq parties, de volume très variable :

- situation (générale, amie, ennemie, population, etc) ;
- mission (rappel littéral, en doctrine française – les Américains rédigent une mission reformulée, pour intégrer les conclusions de leur analyse de la mission) ;
- exécution (intention, idée de manœuvre, missions des subordonnés) ;
- administration – logistique ;
- placement du chef (positions de PC, organisation du commandement, etc).

Repris en 1916 par l'armée américaine qui gonflait de volume en prévision de la guerre en Europe, ce format est devenu le « *five-point brief* ». Il s'est imposé, via la doctrine de l'OTAN, à toutes les armées modelées sur celles du monde occidental.

En doctrine française, le paragraphe de l'effet majeur ouvre la partie « Exécution ».

Le chef ayant défini son effet majeur, il le rédige en en-tête du paragraphe « Intention », sous la forme suivante :

> « En vue de réaliser tel effet [l'intention ultime du supérieur], je veux accomplir telle action [l'effet majeur proprement dit] vers telle heure, à tel endroit, de telle façon.
>
> À cet effet :
>
> - temps préliminaire [si lieu] ;
> - 1er temps;
> - 2e temps [pour nous, par nature, celui de l'effet majeur] ;
> - 3e temps ;
> - en mesure de : [action enclenchant la liaison vers la mission suivante][1]. »

Le reste (missions des subordonnés, administration-logistique, commandement et liaisons) connaît des variations qui ne remettent pas en cause l'économie générale.

Ayant jeté un bref regard sur le produit par lequel la décision est *communiquée,* revenons à la façon dont elle est *élaborée :* la méthode de raisonnement.

4.2. Le raisonnement selon « l'effet majeur »

4.2.1. Définition de l'effet majeur

L'effet majeur est un outil conceptuel, destiné à ancrer le raisonnement tactique : à partir de la *situation* pour en venir à la *décision.*

La dissociation entre la *condition* de la victoire, et *l'achèvement* de la victoire, est à la base de la notion d'effet majeur. En effet, la vérité historique, c'est que le *succès* se décide bien avant la *fin*[2]. Prenons par exemple la campagne de France de 1940 : le succès allemand est assuré dès la percée de Sedan (13-14 mai), alors que la bataille du Nord fera rage jusqu'au 4 juin (fin de la poche de Dunkerque). Pour l'armée allemande, l'effet majeur est bien « percer le dispositif français », et non « obtenir l'armistice ». Car le premier est la condition du second, et l'affaire est entendue à compter de la réalisation du premier effet.

La définition que nous adoptons est la suivante[3] :

> « Effet majeur = effet à obtenir sur l'ennemi, en un temps et un lieu donnés. Sa réussite *garantit* le succès de la mission. *L'effet majeur est l'action par laquelle le chef envisage de saisir l'initiative. »*

Lorsqu'il est compris et manipulé ainsi, **l'effet majeur *garantissant* le succès** devient l'outil conceptuel permettant au chef d'exprimer comment il compte **saisir l'initiative** (ou la préserver des assauts ennemis). **La puissance de cet outil réside en son *caractère dynamique :* l'initiative résulte d'une tension entre deux forces opposées.** Le camp qui « tire » le plus fort amène à lui, progressivement ou brutalement, l'initiative du combat. L'effet majeur est l'acte critique, dans un combat donné, par lequel le chef décide de conquérir une part d'initiative sur son adversaire (ou de casser une partie de l'initiative ennemie). À partir de quoi, même si son combat est loin d'être conclu, et la victoire loin de figurer sur son emblème, le succès est déjà assuré, en attente d'être acquis.

Pour l'échelon tactique qui se contente de victoires partielles, éléments constituants de la victoire totale, le succès est **la conquête d'une option ou l'annulation d'une option détenue, auparavant, par l'ennemi.**

La victoire : un résultat acquis en deux temps

Par exemple, pendant la bataille des Ardennes (fin 1944-début 1945), la résistance prolongée de Bastogne brise le mouvement ennemi. La Wehrmacht perd l'initiative à Bastogne et à St Vith. Mais elle n'a pas perdu la bataille. C'est la contre-offensive de Patton qui transforme le match nul (coup d'arrêt) en victoire alliée.

Autre exemple : la bataille des frontières (août 1914) qui prélude à la Marne. Malgré les défaites de Namur et Mons (23 août). le repli combatif de l'aile gauche française prive l'aile marchante allemande d'une victoire décisive, laquelle ne peut empocher le gain de son succès. La contre-attaque de la Marne transforme ce succès incomplet en défaite incomplète, mais suffisante pour briser l'élan. A l'issue de ce match nul (1-1), la guerre s'enlise... Retenons cet exemple de **dynamique de la victoire,** qui a oscillé d'un camp à l'autre, avant de se planter, indécise, dans le *no man 's land.* No man's land conceptuel autant que matériel et géographique d'ailleurs.

4.2.2. Influence de la notion d'initiative sur celle d'effet majeur

4.2.2.1. *Relativité*

De la **relativité de l'initiative** on peut déduire la **relativité de l'effet majeur,** c'est-à-dire, la possibilité de plusieurs effets majeurs pour une même mission. Il n'y a pas forcément de solution unique (école !) au problème posé, qui est celui de la saisie de l'initiative.

4.2.2.2. *Unicité*

En revanche, de **l'unicité de l'initiative** on peut déduire **l'unicité de l'effet majeur** pour une mission donnée et à un échelon donné. C'est-à-dire qu'on saisit (ou non) l'initiative, dans l'exécution de sa mission, une fois et une seule fois. Le choix est relatif, personnel, contingent : mais il n'y a *qu 'un* choix. Il n'y a pas, pour enfoncer le clou, « un effet majeur par phase de la manœuvre », pour la même raison qu'on ne peut pas s'emparer plusieurs fois de l'initiative (par contre, on peut la perdre et la reprendre). Ou alors, c'est qu'on parle de missions différentes, successives ou dissociées.

4.2.2.3. *Transitivité*

De la **transitivité de l'initiative** on peut déduire qu'il y a **un effet majeur par échelon de commandement (par mission).** La répartition des missions aux subordonnés correspond, en fait, dans l'esprit du chef, à un « découpage en tranches de l'initiative à conquérir », chacun y participant plus ou moins directement. C'est en saisissant l'initiative, ou en la déniant à l'adversaire[4], à son niveau, que le subordonné contribue à la conquête de celle de son supérieur. Pour cette raison, chacun a « un effet majeur à son niveau », qui s'inscrit forcément dans celui de son chef.

4.2.2.4. *Mortalité*

La mortalité de l'initiative n'appelle pas de commentaire particulier, si ce n'est celui de la nécessité de définir un effet majeur.

4.2.3. Phasage de l'effet majeur

De toute la discussion quelque peu théorique qui précède, on peut tirer ici des conséquences très concrètes, directement utiles au praticien. Le choix de l'effet majeur – moment par excellence de « l'art de la guerre » pour le chef – mène naturellement, presque mécaniquement, à la conception de l'idée de manœuvre, une vision simplifiée, schématique, de ce que le chef veut obtenir sur l'ennemi, sur le terrain, dans le temps, en engageant ou en retenant ses moyens, selon une séquence bien ordonnée (« science de la guerre »).

4.2.3.1. *Toute opération a trois phases*

Ceci n'est pas une convention ! Cette *obligation* est en vigueur dès lors que la situation de départ, au niveau considéré, est celle de l'initiative partagée (ennemi pas encore au contact dans le cas le plus standard). Il y aura donc, conceptuellement, trois phases *distinctes dans leur finalité :*

1re phase : *préparation* de la saisie de l'initiative. Il s'agit de « former » l'ennemi, au sens physique du terme, de l'amener dans la configuration recherchée pour assurer le succès et les conséquences de l'effet majeur.

Cette action est appelée par les Américains « *to shape the enemy* », que l'on peut traduire par « façonner l'ennemi ».

2e phase : *saisie* de l'initiative. Il s'agit de l'effet majeur proprement dit. Cette phase, par définition, bénéficie du maximum de moyens disponibles, c'est l'effort du chef. Mais ne raisonnons pas qu'en termes de moyens physiques : l'action qui l'a précédée en fait partie intégrante (et déterminante), et surtout, cette phase est en général celle qui correspond à la prise de risques maximum. Cette phase est destinée à provoquer la **syncope** dans le plan adverse : rupture de rythme, dans le sens musical, mais aussi spasme vital, dans le sens médical.

3e phase : *rentabilisation* de l'initiative. C'est cette phase qui est automatiquement négligée par tous les chefs qui placent leur effet majeur à trois heures et cinq kilomètres du « fond de tiroir » de leur mission. N'oublions pas que **l'initiative ne sert à rien si elle n'est pas exploitée.** *Plus encore,* ***elle est nocive*** *si l'on a consenti les risques pour s'en emparer, sans s'être donné les moyens de recueillir les dividendes de son investissement.*

4.2.3.2. *La proportion entre les phases est variable*

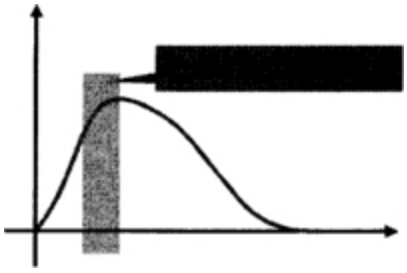
Cela mérite qu'on y réfléchisse un peu.

Notons d'abord que l'action proprement dite de l'effet majeur est assez brève dans l'échelle de temps de l'échelon considéré, *car il s'agit* ***d'une*** *séquence de combat pour cet échelon.* Par exemple, pour un escadron de chars, il s'agit ***d'un*** *coup d'arrêt,* pour un régiment, ***d'une*** *contre-attaque,* etc.

Comparées à cette séquence unique, les deux autres phases sont normalement constituées de plusieurs séquences. La première (préparation) inclura en général la marche à l'ennemi, la prise de contact, le combat initial destiné à façonner l'ennemi. De même, après la réalisation de l'effet majeur, la phase de rentabilisation[5], à l'issue d'un succès défensif par exemple, peut consister en une transition à l'offensive, puis en une poursuite.

En règle générale donc, l'effet majeur sera placé entre la fin du premier tiers et la fin de la première moitié du temps dévolu à la mission considérée.

Ceci n'est pas une obligation réglementaire et non négociable, mais ***la résultante des deux impératifs*** **qui pèsent sur l'effet majeur : il faut le préparer, il faut le rentabiliser.** À trop « appuyer » dans un sens (et d'expérience, beaucoup plus souvent vers l'aval de la mission que vers l'amont) on pénalise une phase, *on prend un risque.* Libre au chef de l'accepter : encore faut-il qu'il l'ait identifié au préalable.



4.2.3.3. *Discutons des deux cas extrêmes*

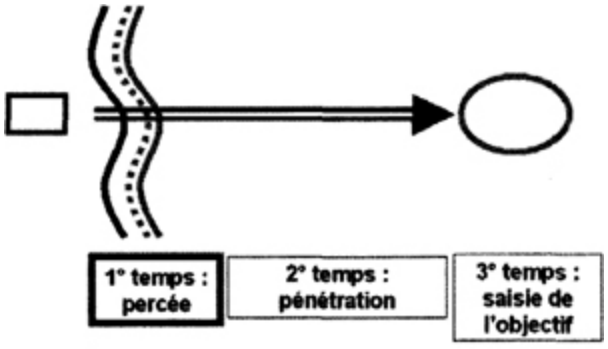
• 1er cas : l'effet majeur est placé très tôt dans la mission (en amont)

Cela signifie que sa préparation est minimale, voire nulle. C'est un risque acceptable si la préparation est faite par quelqu'un d'autre. Cela revient à dire que l'ennemi du chef considéré est pris en compte alors qu'il a déjà perdu l'initiative (même s'il ne le sait pas encore). En conséquence, le chef n'a plus à saisir cette initiative, puisqu'elle est déjà en les mains de son supérieur. Il est donc dans la phase de rentabilisation de l'initiative de l'échelon supérieur. Nous sommes manifestement sortis du cas général envisagé au départ : celui de *l'initiative partagée,* ou encore, celui de *l'initiative à conquérir.*

Notons cependant que le chef de l'échelon considéré gagnerait à redéfinir son effet majeur, et sans doute à le décaler dans le temps (vers l'aval), *pour ne pas se tromper de combat.* La raison en est que, s'il se contente par son effet majeur de renforcer celui de son supérieur, au lieu de *le rentabiliser,* il risque de contribuer à perdre l'initiative. En pratique, il ferait mieux de chercher son propre effet majeur dans l'action qui privera son ennemi de la capacité de reprendre l'initiative. Or il est rare que cet ennemi puisse ressaisir immédiatement l'initiative après l'avoir perdue (ou alors, c'est qu'elle était encore en balance). Le moment où l'adversaire pourra inverser

la tendance (briser la dynamique de la défaite) vient plus tard, et est en général conditionné par une modification du rapport de forces (usure de l'attaquant qui s'éloigne de ses bases, ou renforcement du défenseur qui se rapproche de ses réserves, par exemple), et souvent par une faute de celui qui a l'initiative (et qui, en vertu du critère de mortalité de l'initiative, est *obligé* de s'en servir et donc est susceptible de *mal* s'en servir).

Discutons d'un cas souvent évoqué comme contre-exemple de cette obsession à placer l'effet majeur dans le deuxième temps de la manœuvre. Il s'agit d'une attaque. L'unité en question doit percer pour aller s'emparer de l'objectif 01 (le rond gris sur le schéma). Il est clair, dans l'esprit des officiers qui posent la question, qu'il s'agit là du combat majeur de l'unité, et que donc, nous sommes forcément dans un cas où l'effet majeur est au tout début de la mission (ce que nous avons appelé le cas amont).



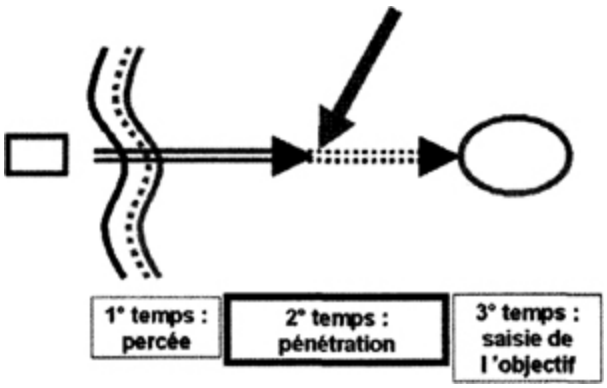
Ils se trompent, car ils confondent « le combat le plus ferrugineux de leur carrière » avec « le combat décisif ».

Certes, c'est au moment du lancement de leur action (le débouché, la percée) qu'ils connaîtront, sans doute, leur heure de gloire (ou la dernière). Et pourtant, ce combat *est déjà décidé d'avance.* Dans l'esprit du supérieur, si on lance l'unité de percée, c'est qu'on estime avoir réuni, au mieux, tous les critères de succès. La percée, pour peu que chacun fasse son travail, est considérée comme une donnée déjà acquise pour la suite, même si elle reste à jouer.

Donc, pour raisonner *le combat de son niveau,* celui que l'unité en question est seule à pouvoir perdre, et donc, le combat qu'elle doit gagner par elle-même, le chef en question doit considérer que la percée sera faite

(1er temps) et que le vrai combat *qui est le sien* est celui face à une réaction ennemie, celle qui prétendrait colmater la brèche. Une fois qu'il l'aura battue, il pourra « tranquillement » s'emparer de l'objectif.

Cela donne le schéma mental suivant, où notre chef focalise son raisonnement face à la menace ennemie pesant sur sa pénétration.



L'avantage très réel d'avoir raisonné ainsi, c'est que notre chef se posera la vraie question : *Que peut faire l'ennemi face à moi,* ***après la percée*** ? Illustration de cet axiome selon lequel toute réflexion sur l'ennemi commence par « poser la bonne question ». En plaçant l'effet majeur dans la percée, ce chef courait le risque de négliger la réaction ennemie dans la profondeur. Il risquait de se tromper de combat.

Cet exemple est destiné à insister sur la nécessité, pour ne pas se tromper de combat, de bien dissocier **la signification** du combat, dans le schéma d'ensemble, de sa **violence,** dans le vécu personnel. Car il est fort probable que le premier combat (la percée) sera effectivement plus violent et coûteux que le second, sans oublier pour autant qu'il sera nettement moins décisif[6].

• 2e cas : l'effet majeur est placé très tard dans la mission (en aval)

Là, c'est le chef au niveau considéré qui prend un risque, car il a délibérément accepté de privilégier le façonnage de l'ennemi au détriment de sa destruction. Ce faisant il risque de priver son supérieur de la capacité de rentabiliser l'initiative, puisque lui-même à son échelon s'en dispense. En pratique, il engage la liberté d'action de son supérieur, le contraignant à *achever* le combat de son subordonné. Ce cas est bien sûr parfaitement

envisageable... l'essentiel étant que chacun des échelons en soit bien conscient !

Ainsi, tout chef doit mener *tout le combat qu'il peut mener,* c'est-à-dire qu'il doit aller aussi loin que possible dans l'exécution de la mission de son supérieur. En abandonnant d'emblée l'option de recueillir les dividendes d'une initiative saisie en temps utile, à son niveau, par ses efforts, avec ses moyens, le chef, la plupart du temps, n'accomplit pas tout ce que son supérieur est en droit d'attendre de lui, *il combat en deçà de son potentiel*[7].

Le critère de transitivité de l'initiative intervient avec force dans ce contexte : il impose au subordonné de contribuer, *dans toute la mesure de ses moyens,* à l'initiative de son supérieur. Cela exige du subordonné qu'il « maximise » *sa* phase *de rentabilisation,* car c'est celle par laquelle il inflige les dommages les plus élevés à l'ennemi[8].

En pratique, **l'effet majeur proprement dit,** n'étant qu'une séquence, **cause plus de dégâts *au plan de manœuvre ennemi* qu'à *ses unités*** : c'est d'ailleurs le but premier de la saisie de l'initiative. La destruction physique de l'ennemi, et plus généralement sa *dislocation,* résultent de la phase de rentabilisation consécutive à la saisie de l'initiative.

4.2.4. L'effet majeur est un concept *forces* et non un concept *terrain*

4.2.4.1. *La forme de l'effet majeur est orientée sur l'ennemi*

Ce point est *inhérent au concept lui-même.* La saisie de l'initiative étant la conquête des options, et concurremment, la destruction de celles de l'ennemi, il s'agit de détruire ou neutraliser des forces. Le terrain n'est qu'accessoire à la chose. On s'attaque au plan (à l'intention) de l'ennemi en détruisant son potentiel ou en le neutralisant. Cela est clairement inscrit dans l'invention du concept d'effet majeur.

Seule une analyse fine et pertinente de l'ennemi permet de déterminer un point critique, **une vulnérabilité de son plan.** Mais une fois ce point identifié, il devient **l'objet de l'effet majeur.** En pratique, si l'on a une vision exploitable de l'ennemi, l'effet majeur devient un « rendez-vous » fixé au pivot de sa manœuvre, rendez-vous bien sûr déterminé dans le temps et l'espace.

On peut tirer deux corollaires de ce point.

Le premier, c'est que seule la méconnaissance de l'ennemi peut justifier un effet majeur « terrain » (du style « interdire telle ligne... »), dans la mesure où l'information du moment ne permet de définir que *le lieu* du rendez-vous et non *ses modalités.* Ce genre d'effet majeur est donc par nature inachevé[9], livré en attente de mieux, *et doit donc être reformulé* ***dès que l'information manquante est disponible.***

C'est une des raisons pour lesquelles il faut rejeter, par principe, une définition de l'effet majeur qui admette comme normal un effet majeur « terrain ». Ce serait l'heure et le choix du restaurant... sans la liste des invités.

Le second, c'est que l'effet majeur est, aussi explicitement que possible, un effet de *destruction physique sur la fraction* de la force ennemie qui, à un moment et en un lieu donnés, est *déterminante à la manœuvre ennemie.* C'est parce que cette manœuvre présente, la plupart du temps, plusieurs phases critiques qu'il y a, pour une mission donnée, plusieurs effets majeurs envisageables. Ces phases critiques sont décalées dans le temps et dans l'espace, et engagent généralement des fractions différentes des forces disponibles à l'ennemi. Le choix de l'effet majeur, parmi les plusieurs possibles, est l'art même de la guerre. Il consiste à déterminer, en fonction de ses propres capacités et du risque consenti, la phase critique[10] de la manœuvre ennemie que le chef est susceptible de contrer de la façon la plus certaine ou la plus rentable (nous reviendrons sur ce type de choix dans la notion de style en guerre). Manifestement, cela revient à préparer un rendez-vous avec l'ennemi, dans des conditions optimales.

4.2.4.2. *Effet du premier ordre, effet du second ordre*

Poursuivons dans cette voie : le rendez-vous de l'effet majeur a pour objet de contrer une phase critique du plan adverse. Le but ultime est donc, non pas de détruire des unités en tant que telles, *pour elles-mêmes,* mais d'interrompre la séquence du plan[11], en empêchant ce qu'elles sont censées accomplir pour réaliser ce plan.

La dislocation du plan est beaucoup plus pénalisante que la destruction physique d'une fraction de la force, *parce qu 'elle dégrade le système.* Contraint à refaire sa planification, réduit à des expédients, l'ennemi a perdu

beaucoup plus que le potentiel de combat de la fraction détruite : il a perdu le potentiel de combat de la totalité de son unité, puisque son ensemble n'agit plus de façon coordonnée.

Pour reprendre la théorie américaine, la destruction de l'ennemi est « un effet du premier ordre », la dislocation de la manœuvre « un effet du second ordre », conséquence du premier.

Néanmoins, le second ne peut être atteint qu'à travers le premier. C'est pourquoi l'effet majeur indique aux subordonnés « l'effet du premier ordre », celui qu'ils peuvent atteindre physiquement, par le combat, l'intention qui la sous-tend étant « l'effet du second ordre », conséquence de ce combat sur l'intention ennemie. La destruction physique est accessoire, seule la dislocation de la manœuvre est le véritable objet du combat.

D'ailleurs, l'effet majeur, de par sa formulation, invite à exploiter cette différenciation des effets :

- *En vue de...* est l'effet du second ordre, celui recherché pour la manœuvre du chef,

- *... je veux...* est l'action du premier ordre qui permettra de l'obtenir.

Par exemple : « En vue d'empêcher le débouché du premier échelon de..., je veux détruire le bataillon d'avant-garde dès son lancement (vers telle heure, à tel endroit) ». Ou encore : « En vue de contraindre tel régiment à réorienter son dispositif vers..., je veux attaquer et détruire son élément de couverture à tel endroit, vers telle heure. »

Ainsi, l'effet majeur est un acte matériel (1er ordre) qui vise un effet systémique (2nd ordre), la **syncope.**

4.2.5. Transition de l'effet majeur en idée de manœuvre

Récapitulons :

1. L'effet majeur est l'action par laquelle le chef envisage de saisir l'initiative.
2. Le « phasage » d'une opération se déroule en trois temps : préparation (façonnage de l'ennemi), saisie de l'initiative (effet majeur proprement

dit), rentabilisation de l'initiative (transfert de son niveau d'initiative – du maximum d'initiative arrachée à son niveau – vers celui du supérieur).

3. L'effet majeur, c'est une séquence de combat à l'échelon considéré. Elle se situe, dans le cas « idéal », en fin de première moitié de la mission. Si avant : préparation bâclée ou à charge d'un autre ; si après : rentabilisation insuffisante ou à charge de quelqu'un d'autre.
4. L'effet majeur est unique (pour une mission donnée bien sûr). Parmi plusieurs possibles, il faut le choisir !
5. L'effet majeur est une action sur l'ennemi, pas sur le terrain.
6. L'effet majeur est déduit de la manœuvre ennemie envisagée[12]. Il est destiné à contrer une de ses phases critiques.

Comme il a été annoncé plus haut, le concept d'effet majeur est intimement lié à celui de risque – celui que le chef consent.

Ayant ainsi déterminé le point focal de sa manœuvre, ainsi que ses attendus prévisibles et conséquences souhaitées, il ne reste plus qu'à ordonner les événements qui prépareront l'effet majeur (la phase préparatoire) ainsi que ceux qui le rentabiliseront au mieux (la phase de rentabilisation, envisagée comme le transfert du degré maximum d'initiative au bénéfice du supérieur). Lors de la première phase, le principe d'économie s'applique avec force (« ne consacrer que les forces strictement nécessaires »), alors que pour la troisième, on pourra éventuellement donner tout ce qui reste.

En réalité, la mécanique de la conception de manœuvre est assez simple dès lors que son point focal a été déterminé avec clarté. En effet, la situation au lancement de la mission est assez simple à caractériser. Soit l'unité s'y trouve déjà, à quelques ajustements près, soit la mission en cours devrait l'y amener. Quant à la situation à l'arrivée, elle est définie plus ou moins implicitement dans la mission. Il existe d'ailleurs un outil pour mieux définir cette situation : c'est « l'état final désiré ». L'effet majeur, du fait même qu'il décrit le temps principal de la manœuvre, et qu'il est placé peu ou prou vers le premier tiers – première moitié de la mission, fournit un

temps intermédiaire très nettement caractérisé. Concevoir le reste de la manœuvre consiste dès lors à combler deux brèches, qui n'ont rien de béant.

C'est ici que commence à intervenir la notion de « style », une « manière habituelle de faire ». Chaque artiste développe son style, ce qui est vrai aussi du chef militaire. Si le style est « pauvre », il donne lieu assez facilement à un placage mécanique de schémas préconçus pour faire face à une situation donnée. S'il est « riche », voire « flamboyant », il risque l'autre excès : l'art pour l'art, alors que le chef combat pour gagner, pas pour s'illustrer. Entre ces deux pôles, une culture militaire étendue et un soupçon d'originalité pourront longtemps – et très efficacement – passer pour du génie.

4.3. Le concept de centre de gravité

Lorsque le concept d'effet majeur est mal compris, il tend à confondre le *succès* et la *condition* de ce succès, ce qui produit des effets majeurs qui ne sont, en réalité, que des reformulations de la mission – ce qui prive le concept de son intérêt premier et de sa justification, à savoir : aider le décideur à décider. Cette difficulté, imputable à la subtilité du concept, amène certains praticiens à préférer le concept de centre de gravité comme déterminant du raisonnement tactique, au prix d'une lecture un peu rapide de la doctrine américaine, présentée comme la nouvelle référence.

Étudions cet étalon.

> **Centre de gravité**
>
> Source de puissance, matérielle ou immatérielle, de l'adversaire d'où il tire sa liberté d'action, sa force physique et sa volonté de combattre[13].

À la différence de la notion d'initiative, intrinsèquement dynamique, comme le combat, celle de **centre de gravité est statique.** C'est vrai en physique tout autant qu'en guerre. L'analyse de l'ennemi mène à la détermination de « la source de sa puissance ».

La pensée militaire américaine mène, presque mécaniquement, à l'attaque de ce centre de gravité pour obtenir la victoire. La conséquence

inattendue est qu'à attaquer le centre de gravité, on attaque, non pas la *vulnérabilité* de l'ennemi, mais sa *force.* Paradoxe[14]...

Les défenseurs de la notion de centre de gravité expliquent qu'on l'attaque par ses vulnérabilités (les points de décision). C'est bien de le dire. Les mêmes ne semblent pas gênés de cette contradiction : **la *source* de la puissance ennemie est-elle une *vulnérabilité* ? À** l'évidence, non.

4.4. L'INCOMPATIBILITÉ ENTRE LES DEUX CONCEPTS *D' EFFET MAJEUR ET DE CENTRE DE GRAVIÉ*

Au risque de l'insistance, revenons sur cette comparaison entre **l'initiative, *dynamique*** par nature, et le **centre de gravité, *statique*** par nature.

Lorsqu'on veut saisir l'initiative (en offensive : imposer son plan ; en défensive : briser le plan ennemi), on étudie la séquence ennemie, on cherche à identifier ses points d'inflexion, qui constitueront fatalement des vulnérabilités, puis on choisit celle qu'on veut neutraliser, et on calibre son action pour obtenir cet effet. C'est le raisonnement qui mène à l'effet majeur.

Lorsqu'on veut s'en prendre au centre de gravité, on l'identifie, on cherche ses vulnérabilités (malgré le paradoxe relevé ci-dessus), et on l'attaque, presque indépendamment de la manœuvre ennemie.

C'est le défaut le plus apparent du concept de **centre de gravité** tel qu'il a souvent été appliqué : **il mène au contresens, *l'attaque du point fort.*** Cela ne prive pas forcément le chef de la victoire, s'il dispose des forces lui autorisant ce genre de fantaisie. Mais pour une action du faible au fort, ou du fort au fort, le centre de gravité est un concept inopérant, foncièrement fallacieux.

En admettant que le concept de centre de gravité soit efficace au niveau tactique (ce dont on peut douter dans le principe, même s'il n'a pas toujours valu la défaite à ses thuriféraires), il ne peut être manipulé simultanément au concept d'effet majeur.

En effet, **chacun de ces concepts, erronés ou non, sous-tend un mode de raisonnement.** Chacun mènera, avec les mêmes forces amie et ennemie,

à des conclusions différentes, parfois opposées.

Pour la même raison qu'on ne peut mener deux raisonnements pour un même problème, *il faut choisir son mode de raisonnement* : soit effet majeur (saisie de l'initiative), soit centre de gravité (ciblage statique).

Pour la même raison qu'en choisissant une voiture, on choisit « essence » ou « diesel », ce qui ne préjuge nullement des qualités de l'un ou de l'autre type de motorisation.

Pour autant, il ne s'agit pas de dénigrer le concept de centre de gravité en soi, mais seulement son emploi au niveau tactique. En effet, aux niveaux opératif et stratégique, le concept est très utile pour formaliser le raisonnement. Il est probable que l'incohérence d'une déclinaison au bas niveau tactique découle d'une disparité dans les échelles de temps. Le temps long, tout au moins, celui où l'on peut viser des effets prolongés (ceux d'une campagne médiatique ou d'une action d'intoxication, par exemple) s'accommode très bien du concept de centre de gravité.

---

1. À titre de comparaison, « l'intention » (*intent)* rédigée par un Américain est de forme très différente : elle décrit la bataille telle que le chef envisage de la conduire, en découpant la narration en cinq acteurs fonctionnel (*battlefield framework)* : le *close fight* (la mêlée), le *deep fight* (combat dans la profondeur), la réserve, les arrières, la sauvegarde. Il précise l'action décisive et le niveau de risque consenti.

2. Il y a une explication à cela : une armée est un système en équilibre instable. Si l'on franchit le point de basculement, il perd de sa cohérence. Les sous-systèmes sont encore là, mais ils n'opèrent plus en synergie.

3. Cette formulation est une adaptation de la définition officielle, en doctrine française, en vigueur dans les années 1980. Ladite doctrine, malheureusement, s'emploie à renier ses origines et à pervertir ce concept.

4. On retrouve ici le balancier *concentration des efforts-économie des moyens.* L'emploi d'une force doit contribuer, *soit à la conquête* de l'initiative, *soit à son dénigrement* à l'ennemi. Toute action qui ne remplit pas clairement l'un ou l'autre de ces critères est néfaste, car elle signifie *la dispersion des efforts.*

5. Nous évitons à dessein le terme « exploitation », en raison de son usage spécifique militaire (exploitation consécutive à une attaque). C'est un terme de mission. À regret, car dans son acception « civile », il est plus clair que « rentabilisation ».

6. En mai-juin 1940, les combats sur la Meuse (13-14 mai) furent moins violents et coûteux que ceux de Lille (26-31 mai) et de Dunkerque (27 mai-4 juin) – qui n'avaient rien de décisif.

7. Attention : nous partons du principe que la mission reçue est au départ conforme aux capacités de celui qui la reçoit, excluant bien entendu les cas extrêmes de missions impossibles ou inadaptées.

8. Ces « dommages » dépassent la seule notion de pertes matérielles et humaines : les dommages causés au plan de l'ennemi, la neutralisation de son intention, sont plus considérables encore. Le 20 juin 1940, il restait beaucoup de forces françaises, mais aucune qui fut en mesure de s'opposer au plan allemand.

9. Un autre exemple, souvent employé en cavalerie légère blindée, est « devancer l'ennemi sur » ou « prendre contact avec ». Ces deux effets majeurs sont à la charnière de l'effet terrain et de l'effet force. Ils se justifient par la méconnaissance initiale de l'ennemi. Ils ne dispensent pas le chef de les reformuler dès lors qu'il aura développé la situation.

10. Notons qu'une phase critique est par nature une phase où l'ennemi prend un risque significatif, voire critique (voir chapitre correspondant). Ce point est mentionné ici pour rappeler la permanence de la notion de risque dans le combat, et la nécessité de sa maîtrise.

11. Il est naturel qu'aux échelons d'exécution, l'importance de cette notion échappe aux combattants, focalisés sur la réussite du combat de leur niveau, intrinsèquement « du premier ordre ». Mais il importe que leur culture tactique leur fasse percevoir les effets de second ordre, conséquences de leur action propre. D'où l'intérêt d'accoutumer le chef au raisonnement de niveau supérieur, ce que nous appelons le « sur-niveau ». La culture militaire allemande est imprégnée de ce concept pédagogique depuis von Moltke.

12. D'où l'ardente obligation de la pénétrer intellectuellement et psychologiquement (voir plus haut le raisonnement sur l'ennemi).

13. Définition réglementaire.

14. Il se trouve que j'ai eu l'honneur de participer à un exercice de niveau armée (en simulation). Le centre de gravité avait été identifié comme étant l'artillerie ennemie (d'une façon plus générale : sa puissance de feu). Du coup, avec constance et application, l'ami (une coalition menée par les Américains) a attaqué et détruit 80 % de l'artillerie ennemie. Succès, donc. Et pourtant, l'ennemi a contre-attaqué, avec sa réserve blindée, et l'ami a perdu sa force de manœuvre, imprudemment aventurée. Je constatais alors que nous avions annihilé le centre de gravité, mais que nous avions perdu la guerre. Comme quoi l'outil conceptuel pouvait pousser à l'erreur caractérisée.

CHAPITRE 5

LE RYTHME DU COMBAT

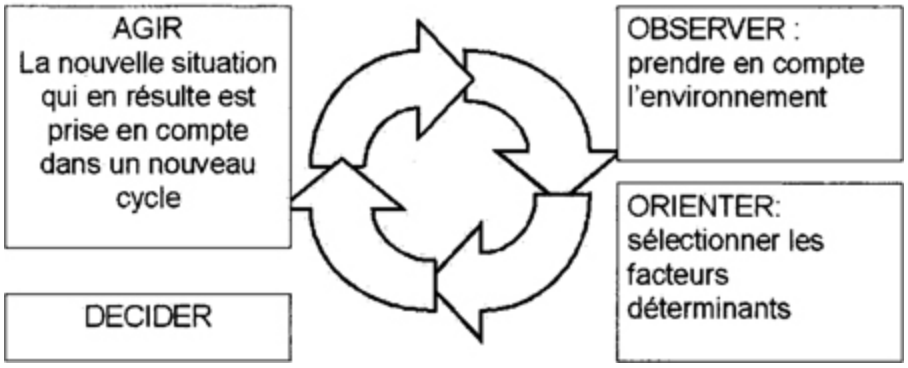
FRÉQUENCE, séquence... Le combat, dans ses enchaînements, s'apparente par bien des aspects à la musique. Chaque musicien de l'orchestre doit maîtriser son instrument ; le compositeur invente la mélodie (l'art proprement d i t – en guerre, l'idée de manœuvre), puis écrit la partition (retour vers la science – en guerre, le plan).

Cette partie doit fonder en théorie la notion de **syncope**[1] dans le combat, qui est le produit naturel du raisonnement selon l'effet majeur.

5.1. OPTEMPO

Nous avons déjà eu l'occasion de citer en passant cette opinion américaine selon laquelle le vainqueur est le plus rapide. « OPTEMPO », contraction de *Operational tempo,* le rythme du combat, c'est le nombre de séquences décisionnelles qu'une imité peut appliquer en un temps donné.

Cette théorie part du cycle de Boyd : *observe, orient, décidé, act (QODA loop,* pour reprendre les initiales des quatre verbes – *loop,* c'est la boucle). Le cycle décisionnel est une caractéristique majeure de tout système, qu'il soit militaire (une unité) ou civil (une entreprise, un gouvernement).



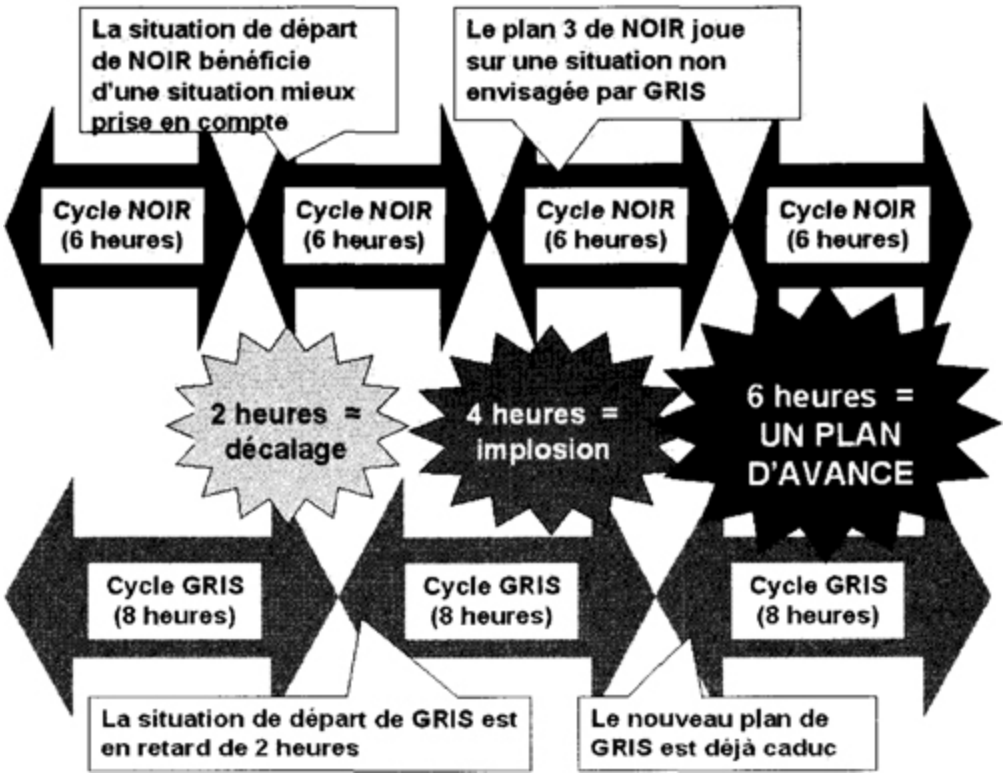
Selon cette théorie, à vitesse d'exécution égale, le système qui décide le plus vite dispose d'un avantage majeur sur la concurrence. Cette observation passe aujourd'hui pour une simple question de bon sens, que ressassent les écoles de commerce et les MBA. Par exemple, les constructeurs automobiles, pour survivre dans un marché ultra compétitif, doivent sortir, toujours plus vite, de nouveaux modèles.

Dans le domaine militaire, une unité qui agit plus vite dispose effectivement d'un avantage sur une unité plus lente. C'est, tout particulièrement, le constat fait par les unités de l'US Army qui passent au *National Training Center* (NTC) de Fort Irwin. En effet, dans ces combats du niveau brigade, les unités à l'entraînement se font régulièrement écharper par la force adverse (*Opponent Force,* ou OPFOR – FORAD, en France). L'analyse de ces combats démontre, de manière répétitive, que la brigade est rapidement « sortie de son plan », dès le premier engagement, et qu'elle doit donc relancer une planification de crise. Pendant ce temps, les unités subordonnées, confrontées à une situation imprévue, tentent de survivre. Lorsque le plan nouveau sort enfin, dans la plupart des cas, la brigade est morte... (Édifiante illustration du principe de surprise évoqué plus haut).

En l'occurrence, le cycle de décision du vaincu est plus long que celui du vainqueur.

Par exemple, si une brigade entraînée est capable de produire un ordre en huit heures, de la prise en compte de la situation, jusqu'à la diffusion effective (déjà un bon score, à vrai dire), mais que son adversaire réalise le même exploit en six heures, la confrontation des cycles mène mécaniquement à un décalage croissant, un retard pénalisant, puis dramatique, pour le vaincu.

Voici un schéma de principe de la confrontation entre deux cycles de vitesse différente.



Selon cette idée, agir plus vite « garantit » le succès, presque par effet mécanique.

Bien que l'idée ne soit pas erronée, elle est un peu courte. En effet, le cycle de décision ne se réduit pas à la durée de prise de décision, mais intègre aussi l'exécution. En d'autres termes, une unité qui met deux heures de plus qu'une autre à produire un plan, mais qui exécute plus rapidement (ses unités sont plus fluides, par exemple) égalise les facteurs.

De même, ce n'est pas parce qu'on planifie plus vite qu'on prend fatalement la meilleure décision. Un mauvais plan, bien exécuté, reste un mauvais plan.

Les Américains appellent « OPTEMPO » cette vitesse de décision et d'exécution. Ils préconisent avec ardeur d'accélérer *l'optempo,* pour prendre progressivement, un cycle après l'autre, l'avantage sur l'adversaire. Ce qu'ils appellent, d'une façon imagée, *to break into his décision cycle,* « entrer par

effraction dans son cycle de décision », ou « briser de l'intérieur son cycle de décision ».

Au demeurant, l'analyse des deux camps allemand et français au cours de la désastreuse campagne de mai-juin 1940 en fournit une saisissante illustration. Cette notion explique effectivement, de façon très convaincante, un certain nombre de défaites retentissantes ou de victoires inattendues.

En revanche, elle ne les explique pas toutes. Car on peut trouver, *a contrario,* des exemples de planifications de long terme, exécutées sans trop se préoccuper de l'agitation, voire de la fébrilité, du camp adverse[2].

5.2. ATTENTE STRATÉGIQUE

Le général Camon, analysant dans le détail le système napoléonien, relève l'importance de l'attente stratégique, pendant laquelle Napoléon attend, ses dispositions prises mais non encore figées, que l'ennemi fasse le premier pas *qui lui est nécessaire pour adapter sa manœuvre.* **Savoir attendre fait aussi partie de l'art de la guerre.**

Napoléon, dans nombre de campagnes, a adopté la position de *l'attente stratégique,* à partir d'une posture imposant à l'ennemi de faire un choix. La défense en position centrale le mettait en position d'exploiter à son profit chaque option envisageable pour l'ennemi. En d'autres termes, **c'est par *l'attente stratégique* que Napoléon transformait un mouvement de l'ennemi en *erreur tactique.***

« Combattre plus vite » (en caricaturant, l'école américaine), **« savoir attendre** » (le système napoléonien) **se complètent plutôt qu'ils ne s'opposent.** Après tout, Napoléon s'appuyait beaucoup sur des manœuvres fulgurantes, justement, en amont (le premier coup, en anglais *opening move,* le coup d'ouverture), celui qui plaçait l'adversaire dans l'obligation de tenter quelque chose, et en aval, par la manœuvre décisive.

Relevons qu'il s'agit de **deux styles de guerre.**

5.3. EFFET DE LA SURPRISE

Ce qui nous ramène à l'effet de la surprise, que l'on peut donc concevoir comme la capture d'un certain nombre d'heures sur le processus décisionnel ennemi.

Par exemple : s'il faut vingt-quatre heures à mon adversaire pour prendre en compte une situation totalement inattendue, élaborer et diffuser les ordres, et obtenir de ses subordonnés qu'ils fassent de même, jusqu'en bas de la chaîne hiérarchique, alors une surprise est l'équivalent d'un hold-up sur vingt-quatre heures de sa vie.

Que l'ennemi accélère son rythme opérationnel ne lui apporte aucun avantage *s'il reste prévisible.* Par exemple, dans la guerre que les Américains ont perdue au Vietnam, il est frappant de constater qu'ils ont gagné toutes leurs batailles. Leur cycle de planification était plus performant que celui de l'armée de Giap. Il n'empêche. Ce dernier raisonnait sur le long terme, et peu lui importait, en fait, que telle ou telle bataille soit une défaite tactique, sur le terrain.

Ayant l'initiative, décidant du coup suivant, Giap a toujours pu exécuter les actions prévues, au moins pour les phases préparatoires, comme l'offensive du Têt (30 janvier 1968). Ses adversaires étaient dans le mode réactif, en permanence. Peu importait que leur *optempo* fut plus rapide, dès lors que, par son premier acte, Giap obtenait une sévère mise en déséquilibre.

C'est ce développement qui explique pourquoi, en introduisant l'initiative, nous avons noté qu'avoir l'initiative, ce n'est pas « l'ennemi fait ce qu'il ne veut pas ». En l'occurrence, dans le cas présent, il s'agit de laisser l'ennemi faire ce qu'il veut, et de préférence, de plus en plus vite, puisque tout ce qu'il fait contribue à notre propre plan. Pour sortir de ce cercle vicieux, sorte de roue du hamster où nous l'encourageons à pédaler toujours plus vite, il doit casser la machine, par la contre-surprise.

Et curieusement, en mécanique, un ensemble en rotation qui s'emballe explose sous l'effet d'une masse excentrique, qui se désynchronise du mobile, *forcément parce que sa période est plus longue,* et finit par s'opposer au mouvement de l'ensemble.

La comparaison n'est pas fortuite : en mécanique, le temps de retard de l'excentrique est tout aussi libérateur d'énergie que le temps d'avance. À ceci près qu'il est plus facile de prendre du retard (il suffit de laisser glisser...) que de l'avance (pour laquelle il faut dépenser un surcroît d'énergie ou prendre des risques).

Napoléon démontre l'intérêt du retard, par rapport à l'accélération. Paradoxalement, sa prédilection pour l'attente est moins porteuse de risque que l'accélération à tout crin.

5.4. Le combat syncopé

Ainsi, l'analyse débouche sur une idée très fertile, qui part d'un truisme : une bonne façon de remporter la victoire, toutes choses étant égales par ailleurs, est de combattre un ennemi dont le plan est caduc. **Ce décalage temporel s'appelle le contre-pied.** Tout le monde admet aisément la notion de « prendre à contre-pied l'adversaire ».

En caricaturant légèrement, comme nous l'avons déjà fait, on peut dire que l'école américaine considère que la seule façon d'y arriver est d'accélérer.

Ce n'est pas faux, mais tous ceux qui ont pratiqué, un tant soit peu, le rock en couple, savent qu'on peut faire chuter son (sa) partenaire avec d'autres contre-pieds que ceux résultant de la seule accélération. *Il suffit d'être à contretemps*.

Dans cette logique, le secret du décalage temporel réside plus dans le contretemps que dans le seul temps d'avance. Le temps *de retard* est tout aussi déstabilisant.

Nous dénommerons cette façon de jouer sur le rythme opérationnel, cherchant délibérément le contretemps, **le combat syncopé** (pour reprendre un terme de jazz – que le lecteur essaie de danser sur une musique jazz, très friande de cet effet rythmique qu'on appelle la syncope, et il comprendra l'idée avancée).

Nous cherchons donc la syncope dans la confrontation des deux *optempo* opposés. L'accélération est une façon d'y arriver, certes, mais pas la seule.

Un petit temps d'attente, correspondant au retard du partenaire dans un rock endiablé, peut remplir le même effet.

Techniquement, le chef militaire peut parvenir à cet effet si son rythme d'exécution est irrégulier. Il passera pour aléatoire auprès de l'adversaire. Très concrètement, **il s'agit de concevoir un plan dont les phases sont de durées variables.**

Incidemment, le concept d'effet majeur mène directement à ces phasages irréguliers, par la seule mécanique du temps inégal accordé aux trois phases : de préparation (assez longue), d'exécution de l'effet majeur (correspondant à une action-type de l'unité, donc brève par nature), puis de rentabilisation (qu'on essaiera de prolonger autant que possible, puisque c'est cette phase qui assure le transfert de l'initiative à l'échelon supérieur).

Pour reprendre le plan américain type, pour une brigade, s'étendant sur dix-huit heures : il y aura, presque mécaniquement, trois phases de six heures. Si le brigadier veut accélérer, il concevra un plan de, par exemple, quinze heures (visant par là à accélérer son rythme pour casser celui de l'adversaire), mais il maintiendra généralement les proportions égales : donc, trois phases de cinq heures.

Alors que celui qui veut appliquer à fond toute la subtilité du concept d'effet majeur, sur un même plan de dix-huit heures, envisagera une phase de préparation de six heures (identique, de façon trompeuse, à la première phase du plan américain), puis une phase « effet majeur » de trois heures, et une phase de rentabilisation de neuf heures. S'il doit gagner trois heures, il les prélèvera sur le premier temps (préparation) ou le troisième (rentabilisation). Néanmoins, rien n'impose qu'il réduise la durée couverte par le plan – il peut laisser tel quel.

Sur le terrain, la brigade, comme un bon orchestre, jouera un premier mouvement *andante,* un second *prestissimo,* un troisième *allegro* – et son infortuné partenaire de danse se prendra les pieds dans le tapis.

Il ne s'agit nullement de donner l'impression que le militaire français doit se préparer à combattre son homologue américain. Cette confrontation doctrinale a uniquement pour objet de mettre en exergue cette notion de combat syncopé.

Au passage, relevons que cette vision de l'effet majeur justifie bien la notion de « fulgurance », que certains auteurs récents proposent comme nouveau principe de la guerre. Une action préparée, dans une sorte de faux rythme destiné alternativement à endormir ou exciter l'ennemi, accomplie dans une brève décharge de violence utilisant tous les moyens disponibles, et suivie d'une exploitation aussi vigoureuse que possible, correspond assez à l'idée de « fulgurance ».

---

1. Syncope, selon le Petit Robert, a deux sens qui nous intéressent tous deux : le sens médical (« arrêt ou ralentissement marqué des battements du cœur, accompagné de la suspension de la respiration et de la perte de conscience ») ainsi que le sens musical (« prolongation sur un temps fort d'un élément accentué d'un temps faible »). L'étymologie sous-tend parfaitement l'emploi désiré, « militaire », du mot, qui vient du grec *sugkoptein,* « briser ». La syncope, dans le sens proposé ici, est l'effet de brisure anatomique tout autant que systémique, la dislocation dans le temps.

2. Tout comme on trouve des modèles d'automobiles qui résistent à la concurrence la plus effrénée, pendant des années – la célèbre Coccinelle de VW, par exemple.

TROISIÈME PARTIE

LES MANŒUVRES

NOUS quittons maintenant le raisonnement tactique pour traiter de son exécution, à savoir, la manœuvre des forces. Pour le profane, il s'agit de comprendre comment se déroulent, concrètement, les actions des unités sur le terrain.

Le maniement des forces, à partir du concept d'articulation, fournit une première image de la force armée en action.

Puis nous nous intéresserons aux différentes fonctions opérationnelles :

- le commandement d'abord, tant il conditionne le reste ;
- les autres fonctions, en commençant par le renseignement, puis deux fonctions interarmées concernant directement le combat terrestre : la fonction aérienne et la fonction navale. Il sera temps alors d'entrer dans le détail des fonctions terrestres : mêlée, appuis, agencement du terrain, défense sol-air, soutien (administration et logistique).

Cette troisième partie change de niveau pour aborder des actions de combat communes aux trois parties qui vont suivre. C'est par commodité – pour éviter la redondance – plus que par souci de logique que ces actions sont décrites :

- le contact avec l'ennemi, à partir duquel le système est effectivement au combat. Le contact est un moment critique et souvent déterminant. Il est précédé par des actions spécifiques de renseignement (éclairer, reconnaître, jalonner) ;
- les actions de base (les composantes : détruire, appuyer, soutenir, fixer, neutraliser, couvrir) ;

- enfin, les actions de sûreté (contrôle de zone, contre-reconnaissance), qui ne sont pas propres à un contexte plutôt qu'à un autre.

La dialectique offensive-défensive remonte un peu vers la philosophie de la guerre, essentiellement pour répondre à la question : Qui attaque ? Qui défend ? Et pourquoi l'un plutôt que l'autre ?

À l'issue de ce premier balayage des forces en action, nous pourrons entrer dans le vif du sujet, à la partie suivante, qui sera la manœuvre offensive.

CHAPITRE 1

LE MANIEMENT DES FORCES

COMME le chef d'orchestre, le chef militaire doit apprendre à manipuler son outil, avant d'entamer une saison triomphale.

Une première partie de sa compétence s'exerce indépendamment de tout ennemi : articulation, mouvement, déploiement. Il s'agit de décisions et d'actes qui se conforment à la mécanique interne de son outil. Il n'y a rien de fictif à les envisager hors présence de l'ennemi, pour la raison que ces activités existent dès le temps de paix (et d'ailleurs, ne sont pas réservées au seul domaine militaire). Dès le temps de paix, les armées s'entraînent et une bonne part de leur entraînement porte sur ces aspects mécaniques. Au combat, ils prennent une importance cruciale.

Nous verrons au chapitre suivant le rôle des fonctions opérationnelles dans l'emploi de l'outil, de la même façon que le mélomane s'intéresse aux sections de l'orchestre : cuivres, cordes, etc.

Enfin, au quatrième chapitre, nous étudierons certaines actions de combat élémentaire, dont la combinatoire mènera ensuite aux missions offensives et défensives, objets des parties suivantes.

1.1. L'ARTICULATION : PRINCIPE GÉNÉRAL

Pour schématiser, l'articulation d'une force est son organisation en sous-ensembles, généralement à vocation fonctionnelle ou géographique.

L'articulation d'une force est un compromis entre la nécessaire flexibilité pour adapter l'ensemble aux besoins du moment, et la stabilité qui fonde la cohérence (et la cohésion). Tout changement a un coût, notamment dans la

dégradation de la mémoire collective et la perte des repères psychologiques des chefs et des combattants[1]. Ce coût doit être apprécié en regard du gain attendu – théoriquement, une meilleure efficacité au combat.

L'articulation est une décision très importante, car elle conditionne les modalités selon lesquelles le chef pourra exercer son commandement dans l'action considérée. La notion même d'articulation a connu une évolution qui concrétise, presque à elle seule, les progrès dans l'art de la guerre.

1.1.1. Une brève histoire du concept d'articulation

L'articulation d'une force conditionne directement son efficacité tactique. Ce qui paraît évident aujourd'hui résulte, en réalité, d'un processus historique long et cahotant, de la masse désorganisée aux systèmes complexes d'aujourd'hui.

À l'origine des temps, évidemment, la tribu combattait en masse. La guerre antique a commencé à organiser cette masse, en créant la phalange – qui n'est jamais qu'une masse ordonnée et disciplinée. Rien que cette seule mesure organisationnelle a apporté une nette supériorité, à effectifs constants.

On trouve dans la Bible des exemples d'armée fractionnée, par exemple un détachement chargé d'une diversion, et le corps de bataille.

La phalange est organisée en lignes, et elle s'entoure d'auxiliaires, ce qui amène à spécialiser les combattants (peltastes, hoplites, frondeurs, cavaliers).

La phalange, pendant longtemps, est allée au combat « tout droit ». C'est Épaminondas de Thèbes qui lui a donné une orientation, en ce sens qu'il a renforcé une aile expressément pour obtenir un déséquilibre en multipliant les rangs dans la profondeur (60 rangs !). Ce degré de surprise tactique lui a valu quelques victoires inattendues qui expliquent son statut d'immortel au firmament des grands capitaines[2].

L'effet de l'articulation sur l'art de la guerre est considérable, comme en témoignent les victoires d'Alexandre sur les masses perses, obtenues avec sa

petite armée spécialisée et disciplinée de 30 000 hommes.

Les Romains sont les premiers à articuler la phalange, lorsque Marius crée la légion articulée en dix cohortes (l'équivalent numérique d'aujourd'hui est le bataillon). Au lieu d'une masse compacte, la légion opère en rangs ouverts, laissant des intervalles entre les cohortes. Ces intervalles permettent aux auxiliaires (frondeur et archers, mais aussi cavaliers) d'opérer à l'abri ou de trouver refuge. En ce sens, la légion romaine invente le combat interarmes. Sa supériorité tactique explique ses succès, sur tous ses adversaires (sauf un : les Parthes, voir plus loin l'avantage intrinsèque dont bénéficient les nomades), pendant sept siècles. Le modèle légionnaire subit un long processus d'abatardisation, par dilution sous les formations auxiliaires qui n'acceptent de combattre que dans leur « style » national. Les barbares et les auxiliaires ont, fondamentalement, le même style (les auxiliaires étant issus des mêmes peuplades), ce qui rend la victoire au plus nombreux ou au plus ardent – progressivement, le barbare[3].

Le Moyen Âge est un étiage dans l'art militaire. Paradoxalement, il correspond en revanche à un sommet dans la technologie, avec la mise au point du chevalier sur son cheval caparaçonné (héritier du cataphracte de l'empire byzantin)[4]. Parallèlement, la technologie de l'arc est développée en arbalète, à la puissance de perforation considérable. Un chef qui utilise judicieusement le terrain et qui bénéficie de la supériorité en missiles l'emporte sur le choc de la chevalerie : c'est la dure leçon d'Azincourt, où les *longbowmen* anglais terrassent et massacrent la chevalerie française (25 octobre 1415).

À cette période, du V^{e} au XIV^{e} siècle, l'art militaire trouve sa plus haute expression chez les nomades surgis de l'Altaï, et plus particulièrement, chez les Mongols. Pendant cette période, les Arabes s'opposent efficacement aux Croisés, grâce à leur tactique privilégiant le missile sur le choc. Leur cavalerie, plus mobile, sait refuser le combat.

Certes, il y a un art de la guerre des sédentaires, et un art des nomades, et pendant cette longue période qui s'étend de la chute de Rome au développement de l'artillerie de campagne, le nomade l'emporte généralement sur le sédentaire.

Il y a trois explications à cela.

La première, c'est la capacité de manœuvre stratégique des nomades, qui effectuent d'incroyables randonnées et savent se masser à l'heure voulue, au point décisif. Leur planification logistique, comme nous dirions aujourd'hui, est sans égale dans son raffinement. Les chroniqueurs occidentaux de l'époque attribuent aux barbares des effectifs très supérieurs à ceux qu'ils alignent véritablement, sur le champ de bataille (en particulier en incluant dans l'effectif toute la peuplade en mouvement, alors que les combattants n'en représentent, au mieux, que le dixième[5]). En réalité, il semble que les Mongols, qui n'ont jamais été battus qu'une fois (par les Mamelouks, des concurrents directs[6]), ont rarement obtenu la supériorité numérique sur le champ de bataille. Mais au moins, ils n'étaient pas désespérément surclassés et l'impact psychologique de leur masse surgie du néant suffisait à faire la différence.

La seconde raison, qui explique leurs victoires sur le champ de bataille – car il ne suffit pas de s'y présenter en nombre – c'est la judicieuse combinaison entre l'arc et le choc. Nuées de flèches pour désorienter, désorganiser, démoraliser la masse adverse, et pour finir, charge décisive.

La troisième raison, c'est leur mobilité supérieure, qui leur permet de rompre le combat lorsque les circonstances ne sont pas favorables. Une troupe de qualité, supérieurement commandée, qui s'offre le luxe de ne combattre que dans les circonstances qui lui conviennent, dispose effectivement d'une marge de sécurité sur l'adversaire...

À partir du XIV^{e} siècle, l'Occident adopte la poudre et le canon, inventions issues de la Chine. Outre le fait que l'artillerie, sur le champ de bataille, prive le nomade de son avantage majeur, qui est la mobilité – puisque l'artillerie étend considérablement la portée létale d'une troupe, même intrinsèquement plus lente – cette révolution technologique entraîne ou accompagne une réforme structurelle, qui est le renouveau de l'articulation.

Ce sont les Suisses qui réinventent la légion dissociée. Fortuitement au départ, semble-t-il – le champ de bataille était trop étriqué pour déployer et manœuvrer l'ensemble, d'un bloc – ils analysent leurs victoires et érigent leur cause en système, après quelques tâtonnements. Le corps de bataille unique, hérissé de piques, est dissocié en deux (Morgarten, 15 novembre 1315; Sempach, 9 juillet 1386) ou trois (Laupen, 21 juin 1339) « batailles »

de volume différent (deux ailes et un gros, ou une avant-garde, un gros et une arrière-garde). À partir de la fin du XIV^{e} siècle, l'armée confédérée adopte cette articulation comme principe organisateur, qui fera école. Il permet à des milices paysannes de tenir en échec des armées mercenaires[7]. La « bataille » donnera son nom au bataillon.

Le principe bataillonnaire explique la supériorité incontestée de l'infanterie suisse, puis, grâce aux mercenaires, son extension à l'Europe[8].

Simultanément, on apprend à fabriquer une artillerie « de campagne », capable d'accompagner l'infanterie sur le champ de bataille. Avec la cavalerie réduite aux missions de reconnaissance et de couverture, exceptionnellement engagée dans des charges (rarement décisives face à une infanterie disciplinée), le combat prend une dimension combinatoire, qui est le deuxième niveau de la tactique (le premier étant, dans un combat de masse, le choix du lieu, de l'heure, du point de la ligne à viser).

Même pour les Mongols au sommet de leur art, la masse articulée mettant en œuvre de l'artillerie est imbattable, ce qui permet à la Russie de chasser la Horde d'Or, puis d'en soumettre, jusqu'à la fin du XIX^{e} siècle, les lointains héritiers.

Les armées grossissent, Louis XIV allant jusqu'à aligner 100 000 hommes. Entre le bataillon et la masse, il faut un niveau intermédiaire. Ce sera, après de multiples ajustements, la division, unité interarmes de cinq à dix mille hommes, capable d'un combat autonome. C'est l'armée française qui maîtrise le concept, à partir de 1770 (après une série de brefs surgissements, à partir de la fin du XVII^{e} siècle). Fanatisée par la Révolution, commandée par des hommes d'un dynamisme extraordinaire, cette armée balaye l'Europe pendant vingt ans. Jusqu'à ce qu'ayant fait école, à nouveau elle cède sous le poids du nombre.

Napoléon l'organise en corps d'armée, regroupements de deux à quatre divisions, chargés d'un combat autonome, capables d'affronter le gros de l'ennemi assez longtemps pour développer la manœuvre de l'ensemble, ou assez mobiles pour rompre le combat[9]. Le corps d'armée n'exerce guère d'influence visible sur la bataille principale en elle-même, où la concentration en masse aux mains de Napoléon en personne tend à le dissoudre. En revanche, il offre une flexibilité nouvelle à la manœuvre qui

la précède (ce que Napoléon appelle la « grande tactique ») ainsi qu'à celle qui suit : l'exploitation et la poursuite. Napoléon a inventé la bataille décisive, celle qui décide du sort de la guerre, du simple fait qu'il a su transformer la défaite sur le terrain en déroute absolue.

On oublie souvent que le corps d'armée a aussi rendu un certain degré de flexibilité *logistique* à la masse. Une armée considérable peut échapper, temporairement (il suffit de quelques marches) à la tyrannie du système des dépôts et places fortes, qui, auparavant, privait la guerre de son élément de surprise et de manœuvre. Le corps d'armée est assez gros pour survivre seul, et assez réduit pour se contenter des ressources qu'offre le pays, pour peu qu'il soit modérément riche (on disait « gras », à l'époque). La campagne de Russie, à travers un pays désertifié, restaure l'obligation d'une logistique lourde, étirée sur les axes, forcément vulnérable, et de toute façon insuffisante. Avec les résultats que l'on connaît.

Les Mongols sont des précurseurs, leur armée opère en vastes sous-ensembles capables d'engager le combat en autonome, comme de se fondre dans la masse principale.

Le développement industriel, surtout à travers l'invention d'une logistique ferroviaire, rend une certaine mobilité aux masses, car elle permet de relier l'armée au cœur productif de la nation. Sur nombre de théâtres éloignés, c'est le développement des marines qui se substitue au chemin de fer (logistique maritime mais aussi fluviale, comme le montre la guerre de Sécession).

On apprend rapidement à déplacer et à soutenir des masses considérables, après quelques tâtonnements. La guerre de Crimée (1853-1856) passe pour la première guerre moderne. La guerre de Sécession (1861-1865), aux États-Unis, fournit un autre prologue immensément instructif, au moins pour certains. Les conflits européens qui suivent (1866, 1870) puis en Extrême-Orient (1905) permettent aux états-majors d'affiner les procédures. Le sommet est atteint en 1914-1918, la première guerre à dimension industrielle.

Les immenses masses de la première, puis de la deuxième guerres mondiales suscitent la création d'un échelon de planification et d'organisation au dessus de l'armée : le groupe d'armées ou le front.

Depuis la fin du XX^{e} siècle, la taille des unités a considérablement décru, mais les principes d'organisation demeurent. La brigade d'aujourd'hui (deux à six mille hommes) tient dans la manœuvre le rôle naguère dévolu à la division ; le corps d'armée est remplacé, souvent, par la FOT (force opérationnelle terre), composante terrestre d'une force interarmées (et généralement interalliée).

1.1.2. Les formes d'articulation

Plus personne ne combat « en masse ». Aujourd'hui, l'articulation permet au chef de configurer sa force en l'adaptant aux missions subordonnées :

- critère géométrique : avant-garde, gros, arrière-garde, flanc-garde;
- critère cinématique : éclairage, force de reconnaissance, corps principal, réserve ;
- critère mécanique : premier, deuxième échelon ;
- critère fonctionnel : force principale, de découverte, de couverture, de fixation, de diversion, de sûreté (notamment sur les arrières).

Le chapitre suivant développe ces notions.

Une autre forme d'articulation, interne cette fois, est la spécialisation :

- infanterie pour s'emparer d'un point, le tenir, fixer l'ennemi ;
- cavalerie pour manœuvrer autour, devant, derrière l'ennemi ;
- artillerie pour masser les feux, disloquer, retarder, provoquer, affaiblir ;
- génie pour organiser le terrain ;
- circulation et transport pour organiser et conduire les mouvements, entretenir les flux logistiques ;
- maintenance pour soutenir des armes et véhicules de plus en plus exigeants et complexes ;
- système de santé ;

- et enfin, un système de commandement qui optimise la contribution de chaque fonction.

Le concept de « fonction opérationnelle » est une forme d'articulation.

1.2. L'ARTICULATION : COMPOSANTES

Les découpages proposés ici sont quelque peu arbitraires. Surtout, ils ne doivent pas être compris comme s'appliquant tous, en toutes circonstances. Par exemple, le chef peut choisir d'opérer avec une avant-garde, une flanc-garde, une arrière-garde, et un gros lui-même échelonné, avec une réserve. Mais il n'est pas obligé de découper chacune de ses composantes selon tous ces critères.

1.2.1. Géométrie : gros, avant-garde, arrière-garde, flanc-garde

Il s'agit là des formes premières d'articulation, dès lors que la masse a été découpée. Ici il s'agit d'une articulation « géométrique ».

Le gros est, évidemment, chargé de l'action principale.

En attendant, il faut le préserver, ce qui explique les trois « gardes ».

Mais le préserver de quoi ?

Le préserver de l'action directe de l'ennemi, évidemment. Mais aussi, voire même surtout, le préserver d'un engagement prématuré. C'est d'abord pour assurer sa liberté d'action que le chef enveloppe le gros d'un rideau de forces qui lui accordent les délais nécessaires à un choix d'engagement délibéré et non imposé.

L'avant-garde progresse sur la direction générale de marche, pour découvrir et prendre contact avec l'ennemi. La distance (dite « de garde ») résulte d'un compromis. L'avant-garde doit être assez proche du gros pour que l'ennemi (au moins, son propre gros) ne puisse s'intercaler subrepticement et prendre à partie le gros ami en s'affranchissant du combat avec l'avant-garde. Mais elle doit le précéder d'assez loin pour développer

un combat autonome qui n'engage pas, mécaniquement, le gros. Du temps de Napoléon, l'avant-garde progressait à une ou deux journées de marche, au plus. À l'approche de l'ennemi, un engagement majeur, déclenchant une canonnade d'importance, était audible depuis le gros.

La flanc-garde progresse latéralement, évidemment. La distance de garde doit être suffisante pour que le gros, une fois l'ennemi décelé sur son flanc, ait le choix entre la manœuvre contre lui, ou l'esquive. Le combat de flanc-garde présente une grande subtilité, essentiellement parce qu'il y a un angle entre la direction de marche de l'unité, et sa direction prévisible de combat.

La flanc-garde est étudiée au chapitre des missions défensives.

L'arrière-garde prévient le risque d'une attaque par **l'arrière.** Il n'y a pas besoin d'une force massive, pour une raison purement mécanique : c'est qu'une force qui veut en attaquer une autre, en mouvement, n'est renforcée qu'à proportion du différentiel de vitesse. Alors que dans un combat frontal entre deux mobiles, les vitesses s'additionnant, le renforcement est très rapide. Pour alimenter le combat contre l'arrière-garde, et quand bien même il accélère le mouvement, le poursuivant éprouve de grandes difficultés à accroître massivement et rapidement le rapport de force.

Sauf s'il réussit à obtenir l'arrêt du poursuivi. Auquel cas il se retrouve, au contraire, dans une situation extrêmement favorable : celle d'un combat « vers l'avant », l'opposant à un ennemi tenu de combattre à front retourné.

Quant aux proportions, l'essentiel est de conserver un gros significatif.

Si *n* est le niveau de l'unité considérée, disposant de quatre sous-unités *n* – 1, un exemple de répartition assez standard est le suivant :

- avant-garde : une unité *n* – 1, éventuellement incomplète ;
- flanc-garde : une demi-unité *n* – 1 *;*
- arrière-garde : une unité *n* – 2 prélevée sur l'unité *n* – 1 arrière ;
- gros : restent un peu plus de deux unités *n* – 1, soit à peine 55 % de l'ensemble.

On le voit, il y a des limites à la dispersion en sous-ensembles...

1.2.2. Cinématique : éclairage, reconnaissance, force principale, réserve

À l'approche de l'ennemi, le chef s'éclaire, c'est-à-dire qu'il détache vers l'ennemi une force légère, furtive, destinée à le localiser, l'identifier et le marquer, autant que possible sans être décelée. **L'éclairage** est une mission de renseignement, pas de combat, qui sera étudiée à part entière. Qu'il suffise de dire, pour l'instant, que l'éclaireur est comme le chien tenu en laisse, à une distance déterminée par le chef, et progressant au même rythme que lui, éclairant les mêmes itinéraires que lui.

Pour ces raisons l'éclairage ne peut avoir pour prétention de tout apprendre sur une zone. Il ne peut que signaler la présence proche du gros adverse, donnant ainsi un délai de sûreté à la force. C'est là une mission assez restreinte.

La **reconnaissance** est plus ambitieuse, en ce qu'elle a pour objet de ramener tout le renseignement nécessaire sur la zone ou l'itinéraire à reconnaître. À la différence de l'éclairage, qui n'admet pas d'autre combat que l'autodéfense (et est trop chichement dotée pour prétendre à autre chose que cela), la reconnaissance est intrinsèquement liée au combat, *pour arracher le renseignement,* notion cruciale sur laquelle nous reviendrons au chapitre correspondant.

En ce cas, la reconnaissance n'est plus liée directement à la force principale. Elle jouit d'une plus grande liberté d'action, dont, en particulier, celle de ne pas se restreindre aux itinéraires prévus par les gros qui la suivent. La reconnaissance mène un combat autonome, qui n'est qu'indirectement destiné à assurer la sûreté du gros. Ce combat autonome présente l'avantage de ne pas marquer (ou de moins marquer) l'intention du gros.

La **force principale** s'engage d'autant mieux que l'éclairage et/ou la reconnaissance lui ont livré un ennemi bien calibré, évalué et localisé avec précision, voire déjà entamé et affaibli.

La **réserve** est une notion plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord. Sa définition « réglementaire » est un « élément de manœuvre tenu à la

disposition du commandement lui permettant d'influer sur le déroulement du combat. »

Comme le dit Clausewitz :

> « Une réserve a deux fonctions qui se distinguent très nettement l'une de l'autre : d'abord, de prolonger et de renouveler le combat, ensuite de servir en cas d'imprévu. »

En doctrine américaine, la libre disposition d'une réserve est une obligation réglementaire, dont le chef peut temporairement s'affranchir sous certaines conditions drastiques : pas d'autre option possible, et impératif d'en rendre compte au préalable. **L'engagement de sa propre réserve est généralement soumis à l'autorisation préalable de l'échelon supérieur,** pour un motif simple à comprendre : l'unité qui jette sa réserve dans la bataille « a culminé », au sens plein du terme. Il importe que son échelon supérieur soit bien conscient du fait, car on peut préjuger de ce qu'il aura très prochainement à mettre en branle des mesures de son niveau. Les Français jugent ce point comme un insupportable entrisme. Une telle appréciation ne fait que peu de cas de l'imbrication des manœuvres d'un échelon à l'autre.

Une « vraie » réserve se dit d'une unité qui n'a aucune autre mission que celle de préparer ses hypothèses d'intervention (hormis la sûreté de son propre stationnement bien sûr). Corollaire : la notion même de réserve s'accompagne d'un libellé formel des hypothèses d'emploi (ce que l'on oublie parfois en France, quand on se donne la peine de désigner une unité en réserve).

Étant destinée, par nature, à parer les menaces inopinées, ou à exploiter une opportunité totalement inattendue, la réserve doit être l'élite de l'unité... et non la brêle du stage, conservée à l'arrière afin de ne pas nuire à l'effort principal.

Après tout, la réserve de Napoléon s'appelait... la Garde Impériale, rien de moins.

Le risque de multiplier les réserves, à chaque échelon, au détriment de la concentration des efforts, est bien réel. Voici une règle simple permettant à un chef de décider de la pertinence ou non d'une réserve :

- s'il agit en autonome, ou hors de portée de soutien d'un autre échelon pendant une durée significative (cas général de la couverture, par

exemple), alors une réserve est impérative. Il se peut qu'elle sauve l'unité, à défaut de l'aider à accomplir sa mission ;

- s'il agit en premier échelon, sur un axe d'effort, alors conserver des moyens en réserve est une trahison vis-à-vis du supérieur qui attend du subordonné qu'il « s'engage à fond ». La contrepartie étant qu'en cas de problème inopiné, la résolution de la crise incombera à ce même échelon supérieur. Tout au plus le chef peut-il adopter une articulation en deux échelons qui, sans constituer une réserve, préservera un minimum de flexibilité permettant de saisir une occasion ou d'exploiter la brèche, lorsqu'elle aura été forée ;
- d'une façon générale, moins on en sait, plus il faut gonfler la réserve.

Foch – le professeur de tactique – n'était pas très ardent pour une réserve, qu'il ne concevait que dans un cadre défensif (le côté « parer à l'imprévu »). Il estimait que le rôle offensif de la réserve (« emporter la décision ») ne se concevait que pour une manœuvre mal préparée ou mal menée[10].

Devenu commandant en chef en 1918, il a pu juger de l'intérêt de réserves défensives, entre les crises de mars et de juillet. En revanche, à partir de juillet, pour la phase offensive ayant duré jusqu'à la fin de la guerre, il ne semble pas avoir dissous ses réserves...

1.2.3. Mécanique : l'échelon

Il ne faut pas employer ce terme à la légère.

Un échelon est une fraction de la force capable d'une manœuvre autonome. En d'autres termes, ce n'est pas parce qu'une unité suit une autre qu'elle est automatiquement un échelon. Elle ne mérite ce qualificatif que si elle peut s'engager de façon autonome, même si c'est en liaison avec une autre unité. Par exemple, un escadron de chars qui en suit un autre, d'assez près pour se trouver dans le même compartiment de terrain et soumis aux mêmes feux que l'escadron de tête, ne constitue pas à proprement parler un échelon.

Si le même escadron est en limite du compartiment de terrain, et peut roquer, par exemple, pour prendre à partie le même ennemi, mais depuis une autre direction, alors cet escadron opère effectivement comme un échelon différencié.

Dans sa pratique, la doctrine française préfère la notion d'ÉCHELON à celle de RÉSERVE, comme si elles étaient opposées. Moyennant quoi beaucoup de conceptions de manœuvre éludent totalement la nécessité vitale, pour le chef, de disposer à tout instant d'une capacité de réaction immédiate, ce que n'est pas un échelon, même un « deuxième échelon ».

1.2.4. Fonctionnel : force principale, de découverte, de couverture, de fixation, de diversion, de sûreté

La fonction de la force principale sera traitée au titre des missions. Nous raisonnons ici l'emploi des auxiliaires, relativement à sa propre action.

La force de découverte a pour but de découvrir, localiser et livrer l'ennemi. Une bonne reconnaissance remplit cet usage.

La couverture a pour objet de s'opposer à une action de l'ennemi qui menacerait l'action principale amie. Elle cherche donc à arrêter ou retarder ou dévier cet ennemi.

La fixation est généralement confiée à une avant-garde ou un premier échelon, qui doit s'assurer de ce que l'ennemi rencontré demeure là où il est, afin que le gros puisse manœuvrer contre lui ou autour de lui.

La diversion ou la feinte ont évidemment pour but de tromper l'ennemi et de le livrer dans de meilleures conditions à l'action de la force principale. Des exemples en seront donnés par la suite.

La force de sûreté (entendre : sur les arrières) a pour objet de préserver le ventre mou et les approvisionnements de la force principale, face à des éléments infiltrés, parachutés, une population hostile ou simplement malveillante, des éléments ennemis résiduels... Ce combat des arrières peut s'avérer extrêmement consommateur. Ce fut le cas pour l'Allemagne sur le front de l'est pendant la guerre de 1941-1945 (notamment avec des actions de partisans assez conséquentes en 1944). On peut aussi dire que l'action

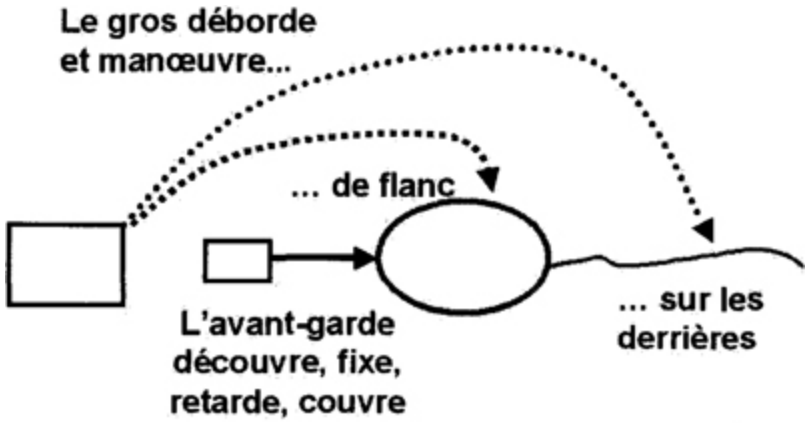
actuelle du contingent coalisé en Irak s'apparente à une action de sûreté sur les arrières.

1.2.5. L'articulation et le « système »

Le mot fait référence au « système » de Napoléon, et est employé par les analystes qui se sont efforcés de percer son « secret » (Jomini, Guibert, Camon). L'étude a pour objet de comprendre pourquoi, avec une armée de niveau technologique comparable à celles de ses adversaires, et rarement supérieure en volume, Napoléon a su, presque jusqu'à la fin, dominer le champ de bataille. Son « génie » se percevait dans sa manœuvre, et celle-ci était fondée sur l'emploi de ses forces. Napoléon est remarquablement constant dans leur manipulation.

Nous allons discuter de deux choix fondamentaux pour exposer l'importance de l'articulation, en comparant brièvement le « système » napoléonien à celui de Moltke, en 1870. Pour schématiser (reprenant en cela l'analyse du lieutenant-colonel Foch, en 1895, dans son *De la conduite de la guerre),* Napoléon vise « la manœuvre sur les derrières[11]», contre lesquels il concentre sa masse après un premier coup qui déséquilibre son adversaire. Alors que Moltke cherche le contact *a priori,* sur hypothèse, et réalise la concentration une fois le contact obtenu.

Dans le système napoléonien, la force est articulée en un « gros », directement aux ordres du maître, précédé par une forte avant-garde, aux ordres d'un subordonné en lequel Napoléon a toute confiance (quelques-uns de ses maréchaux, à partir de l'Empire).



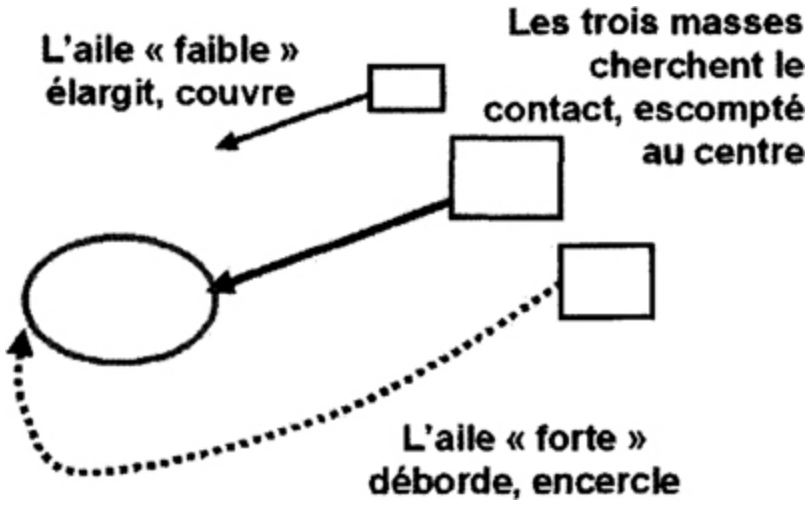
Cette avant-garde est suffisamment puissante pour accepter un combat autonome, pour fixer le gros de l'ennemi dès qu'elle l'a trouvé, pour rompre le contact ou pour s'établir défensivement dans l'attente du corps principal. Cette avant-garde est assez puissante pour imposer à l'ennemi un combat qui révèle ses intentions. Toutefois, elle reste assez indépendante pour que le gros ne soit pas lié à son combat, mais puisse manœuvrer autour, ou ailleurs, bénéficiant de l'effet de fixation ou de couverture[12].

La réserve (la Garde impériale) fait partie du gros. Son engagement, toujours dans le cadre du combat principal, a pour but d'emporter la décision.

La Grande Armée, entrant en Russie, compte deux ailes (à base de contingents alliés) et un corps central (presque exclusivement français). Néanmoins, cette articulation un peu différente ne remet nullement en cause le principe d'une avant-garde indépendante du gros. Napoléon vise, à plusieurs reprises, la manœuvre sur les derrières (notamment à Smolensk). Le râblé Koutousof refuse ce combat.

Dans le système de Moltke, notamment pour la guerre de 1870, l'armée compte une masse centrale, suivie par la réserve, et deux ailes, assez différentes dans leur capacité. À droite, la Ire Armée aligne 20 % des forces, et sa mission est essentiellement de couvrir l'échelon principal. Au centre, la IIe Armée, avec 50 % des moyens, engerbe la Garde. À gauche, la IIIe Armée compte 30 % des forces, et son rôle est de mener l'encerclement de l'ennemi. Une telle articulation révèle une idée de manœuvre a priori, ce que ne reflète pas le système napoléonien, dont la concentration est décidée

au vu du contact, et autour de lui, pour se porter d'emblée, réunie, dans la profondeur.



Que cette armée ait battu l'Armée française à plate couture ne doit pas masquer le défaut inhérent à cette articulation, selon Foch. En effet, chaque armée ayant eu à conduire son propre combat de renseignement et d'avant-garde, elles ont toutes deux opéré dans un vide de renseignement et surtout, elles ont toutes deux marqué une propension très nette à laisser engager le combat par les subordonnés. Selon Foch, seules l'ineptie et l'inactivité des Français peuvent expliquer que nombre de combats, engagés par erreur, n'aient pas été sanctionnés plus durement.

Mais qui dit « articulation » dit forcément « réarticulation », c'est-à-dire, la reconfiguration de l'ensemble pour accorder chaque composante aux besoins de l'action en cours. Une des fonctions premières et permanentes du commandement, désormais, consiste, tout simplement, à affecter des moyens aux sous-ensembles, à les reprendre en main lorsqu'il en a besoin ailleurs, pour autre chose.

Si le principe est simple, l'exécution est généralement plus délicate.

1.3. LES FORMES ET CONTRAINTES DES CHANGEMENTS D'ARTICULATION

Compte tenu de ce qui a été dit plus haut, le changement d'articulation se manifeste de plusieurs façons :

- découpage ou regroupement de sous-unités ;
- changement de mission ou de placement pour des sous-unités ;
- **mouvement de l'unité.** Bien qu'il ne soit pas intrinsèquement lié à une réarticulation, le mouvement est presque systématiquement associé à un changement, pour la simple raison qu'un mouvement se justifie essentiellement par un changement de mission. Par exemple, une unité stationnée sur les arrières adopte une articulation facilitant la sûreté et les opérations logistiques. Si elle fait mouvement, c'est pour se porter vers le front (pour combattre) ou pour se désengager en vue d'une action ultérieure, en un autre lieu. En toute logique, le mouvement sera mis à profit pour adapter le dispositif de départ, correspondant à une mission caduque, au dispositif d'arrivée, préparant l'action ultérieure envisagée. De toute façon, une unité qui stationne occupe l'espace, alors qu'en mouvement, elle occupera des itinéraires : il y a forcément réarticulation ;
- **la projection d'une unité** est un mouvement particulier, car l'unité perd généralement son autonomie fonctionnelle pour être prise en charge par l'échelon supérieur ;
- **déploiement de l'unité.** En ce cas on cherche à accorder à chaque sous-unité l'optimum d'espace requis pour une action efficace à son niveau ;
- **concentration de l'unité.** C'est le processus inverse : au détriment de l'optimum des sous-unités, on vise l'optimum de l'unité dans son ensemble, généralement pour des opérations logistiques, de reconstitution, de dissolution, ou en vue d'une projection.

Toute réarticulation prend du temps, et induit un risque : perte de l'unité ou d'une fraction, consommation logistique inutile, perturbation sur d'autres unités (traversées par exemple), fatigue, dévoilement...

L'idéal est de configurer la force de telle sorte qu'il n'y ait aucune réarticulation à effectuer pendant toute la manœuvre, au moins pour ses phases critiques. Ceci s'applique surtout si une articulation, même

imparfaite ou mal adaptée à un temps particulier de la manœuvre *(sauf effet majeur),* permet malgré tout de remplir correctement la mission.

La réarticulation faite « au vol » réduit le risque. Elle met à profit un mouvement qui aurait eu lieu de toute façon. Pour l'unité en question, il ne s'agit que d'un changement de réseau radio et la prise en compte d'une nouvelle mission (pas de problème si elle a eu le temps d'étudier cette mission au préalable).

D'une façon générale, une unité rendue à son parent ne souffre d'aucune perte d'efficacité, bien au contraire. Cela ne la dispense pas de préparer sa nouvelle mission. Le délai de conception et de diffusion de ses ordres est relativement incompressible. Néanmoins, il peut être anticipé, si le supérieur futur lui donne les ordres avant que le rattachement soit effectif.

1.3.1. Découpage ou regroupement des unités

Ce n'est jamais une décision anodine. Le prélèvement d'une sous-unité et son affectation à une autre nécessite un temps d'adaptation. Outre le mouvement physique de l'unité, se posent les questions de rattachement au soutien (Qui ravitaille en carburant ? Qui fournit les munitions, surtout si l'unité d'accueil ne dispose pas en propre d'un stock correspondant à une capacité nouvelle pour lui ?) et surtout, de prise en compte intellectuelle de la nouvelle mission, assortie de la complication supplémentaire, que le contexte est différent, que chaque chef doit trouver ses marques...

Il existe un cas où la réarticulation, au moins, fait l'économie du mouvement : c'est quand l'unité qui « perd » sa sous-unité est voisine de celle qui la récupère. Auquel cas la réarticulation peut être ramenée à une modification de limite opérationnelle et de rattachement hiérarchique (concrètement : une bascule de réseau radio, accompagnée de la prise en compte d'une nouvelle mission ou d'un nouveau chef).

Entre unités d'une même armée, habituées à travailler ensemble, ce genre de manipulation n'est pas innocent, mais pas non plus excessivement pénalisant. L'affaire devient plus compliquée entre unités d'armées différentes, où tout est différent : langue de travail (dont les termes de mission), soutien logistique, etc.

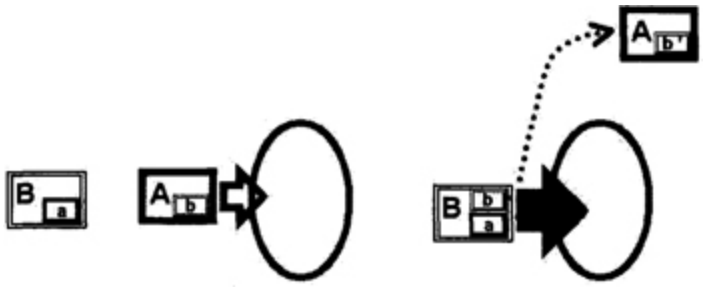
Prenons, à titre d'illustration, un cas assez courant, concernant deux unités *A* et *B* de type différent (par exemple, *A* est blindée et *B* est à base d'infanterie).

L'unité « *A* » opère en premier échelon, « *B* » restant en deuxième échelon. Les deux échangent une sous-unité (respectivement « *a »,* blindée, qui passe aux ordres de « *B* », et « *b* », d'infanterie, qui passe aux ordres de « *A »).*

« A » prend contact avec une résistance, notamment en engageant *« b ».*

« B » reçoit la mission de réduire cette résistance, libérant « *A* » qui doit repartir vers l'avant.

En ce cas, « *B* » prend en compte le secteur initialement dévolu à *« A* », et reprend sous son commandement la sous-unité « *b* » qui est au contact. En échange, le cas échéant, « *B* » donne une autre unité *«b'»* pour reconstituer « *A* » dans sa configuration de lancement.



Avantages d'une telle réarticulation : « *b* » est resté au contact et conserve tous les gains de sa connaissance de la situation tactique, dont il peut faire profiter « *B* », novice sur zone ; « *A* » repart avec une unité fraîche (« *b '* ») et ne perd pas de temps à désengager « *b ».*

Incidemment, « *b* » retournant dans son unité parente est efficace d'emblée – pas de période d'adaptation, d'autant plus que, dans le cas présent, elle poursuit la mission en cours.

1.3.2. Changement de mission ou de placement

Cette action est souvent liée au déploiement, qui sera évoqué bientôt. Pour l'instant, restons-en à des changements qui n'amènent pas de déploiement.

Le cas le plus courant est le dépassement d'une unité par l'autre :

- dépassement vers l'avant (le débouché) ;
- dépassement vers l'arrière (le recueil) ;
- échange de position sur place (la relève sur position).

Compte tenu de ce que ces actions sont généralement effectuées en présence de l'ennemi, leurs modalités seront traitées au chapitre correspondant au contact avec l'ennemi. En revanche, il convient de relever dès à présent que ces dépassements induisent une sur-densité temporaire, génératrice de risques considérables, et compliquant grandement les aspects de commandement.

1.3.3. Le mouvement

Le **mouvement** est la première des manœuvres. En effet, par définition, dans toute manœuvre, il y a mouvement. De plus, si l'on ne sait jamais vraiment si l'on combattra, ni où, ni quand, on sait qu'au minimum il faudra rejoindre l'espace convoité, et l'aborder dans la disposition la plus favorable compte tenu des intentions prêtées à l'ennemi et de ses capacités.

Il est aussi, par nécessité, une forme de réarticulation. Des unités, jusque là réparties sur des espaces de stationnement, se mettent en colonne pour emprunter un ou des itinéraires. De même, au terme du mouvement, les unités prendront souvent un déploiement différent de celui du départ, puisqu'on les a déplacées en vue d'une mission ultérieure qui diverge, normalement, de leur mission précédente.

Par exemple, une unité en zone d'attente/reconstitution, fait mouvement pour aller au combat. À l'arrivée, elle adopte un dispositif favorisant l'engagement de ses composantes.

À l'inverse, une unité qui est retirée du combat fait mouvement pour se mettre à l'abri, et arrivée sur une zone sûre, elle adopte un dispositif favorisant les opérations de remise à niveau.

L'étude des itinéraires et de l'impact sur la manœuvre des compartiments empruntés, ressort au départ de la science de la guerre. Sans exposer ici le raisonnement tactique présidant au choix des modalités du mouvement, voici quelques paramètres qui pèsent sur tout mouvement.

Le premier facteur à prendre en compte, bien évidemment, est le faisceau d'itinéraires : qualité (viabilité), longueur, vulnérabilité (variable selon le type d'attaque possible : itinéraire découvert favorable à l'attaque aérienne, itinéraire montagneux favorable à l'embuscade...).

Les données astronomiques (mouvement de jour ou de nuit), météorologiques (temps qu'il fera) sont elles aussi déterminantes.

La mobilité intrinsèque de l'unité s'apprécie au départ à l'aide de ses moyens matériels (type de véhicules). Mais elle se complique ensuite du fait que sa mobilité dépend directement de son organisation tant *interne* (structure) *qu'externe* (articulation avec les voisins) et *en relation aux capacités opposées par l'ennemi.* Comme on le voit, on s'éloigne de la science de la guerre, pour aborder son aspect artistique.

Par le mouvement, on peut commencer à comprendre une des notions de *temps,* dont nous verrons qu'elle est cruciale :

La durée d'un mouvement additionne celle du *trajet* à l'écoulement.

Même sans mouvement *externe* (projection de force *de A à B)* il peut y avoir mouvement *interne* (réarticulation). Ces délais sont éventuellement à intégrer au calcul global, car le mouvement, comme il a été dit plus haut, a pour but de projeter la force *dans le dispositif voulu,* et pas seulement *à l'endroit voulu.*

Une unité de qualité sait faire mouvement, sait stationner, bref, se déplace avec fluidité. Beaucoup de combats ont été perdus avant même que d'être engagés, par échec du mouvement préliminaire. Ce fut le cas des contre-attaques avortées de mai 1940.

Les normes couramment admises sont les suivantes :

- un « bon » itinéraire permet d'écouler 300 véhicules/heure ;
- un itinéraire « moyen » se limite à 100-150 ;
- l'écoulement est celui du point le plus faible : un pont par exemple ;
- un groupement tactique interarmes (GTIA) compte environ 300 véhicules de tous types. En termes de durée d'écoulement, dans le cas le plus favorable, il mobilise donc un « bon » itinéraire pendant une heure. Si la colonne se déplace à 30 km/h (une norme courante), cela signifie que la queue de colonne se trouve à trente kilomètres de la tête ;
- autant que possible, l'unité cherche à faire mouvement sur DEUX itinéraires, ceci pour conserver une possibilité de variante et de manœuvre à son niveau, et pour resserrer physiquement tête et queue de colonne ;
- une brigade compte 1 500 à 2 000 véhicules et doit disposer, autant que possible, de deux à quatre itinéraires pour réaliser un mouvement fluide ;
- même sur trois « bons » itinéraires (l'idéal), son écoulement dure 3 à 4 heures.

Une grande unité (brigade, division), effectuant un mouvement de 100 kilomètres, met plus de temps à s'écouler qu'à parcourir le trajet proprement dit. En pratique, quand les unités de tête sont déjà arrivées et déployées, les dernières n'ont pas encore quitté leur zone de départ. Entre les deux zones, une chenille ininterrompue s'écoule, meublant trois ou quatre itinéraires. Cette image n'est pas évidente à qui n'a pas pratiqué ce genre d'affaire, car l'expérience individuelle est plutôt celle d'un déplacement dont le trajet est largement supérieur à l'écoulement – infiniment supérieur dès lors qu'on pense à un déplacement individuel. Celui qui part en vacances, par exemple, n'ayant pas à gérer l'écoulement de toute la zone parisienne, oublie facilement l'écoulement de la masse qui l'accompagne.

D'une façon générale, le mouvement est précédé d'une sorte d'amorce, qu'on appelle le précurseur : élément de commandement de l'avant, moyens de reconnaissance, de sûreté pour la zone d'arrivée, d'équipement des itinéraires, premier échelon logistique, de défense sol-air... Il est préférable

que chaque unité bénéficie d'un élément précurseur, capable de pré-équiper sa propre zone d'arrivée pour faciliter l'installation.

Outre la prise d'un dispositif de sûreté généralement meilleur, car planifié avant l'arrivée de l'unité, l'action du précurseur a un impact direct sur l'écoulement : il facilite la libération des axes, ce qui fluidifie le mouvement pour tout le monde (pensez à l'arrivée des aoûtiens sur la côte d'Azur). On admet généralement que l'ensemble des précurseurs représente 10 % du « gros ».

Le mouvement permet souvent d'effectuer des réarticulations, en faisant d'une pierre deux coups. Pour en revenir au cas des unités « *A* » et « *B* » précédemment mentionnées, on demande à « *B* » de faire partir sa sous-unité « *b* » en avance, pour qu'elle s'insère dans le mouvement de « *A* ». Ce mouvement interne, effectuée dès le départ, ne sera plus à exécuter à l'arrivée. Ou encore, on demande *à «A »* de « déposer au passage » « *b* », qui retrouve son unité parente et s'intègre à son propre mouvement.

Cette forme de réarticulation est dite « au vol ».

Nous verrons deux notions très importantes, liées au mouvement, au chapitre consacré à la marche à l'ennemi : la notion de bond (tactique), et celle de vitesse tactique.

1.3.4. La projection

La projection est une forme de mouvement, qui en diffère toutefois sur deux critères importants :

- la portée, généralement. Par exemple, on projette une compagnie d'infanterie au Tchad, alors qu'elle fait mouvement de sa garnison à un camp d'entraînement ;
- l'autonomie. Une unité « fait mouvement» (c'est-à-dire qu'elle s'organise en interne et reste, peu ou prou, responsable de l'exécution de son mouvement), alors qu'elle « est projetée » (c'est-à-dire que son mouvement est pris en compte par une autre unité). Dans le premier cas, mode actif ; dans le second, mode passif.

Le cas le plus évident d'une projection est l'envoi d'une force sur un autre continent, qui fait apparaître toute la complexité de l'affaire :

- mouvement intermodal (ce que n'est pas le mouvement *stricto sensu);*
- commandement aux ordres d'un échelon supérieur (généralement, stratégique) ;
- normalement, à l'arrivée, remise aux ordres d'un autre commandement, alors qu'un mouvement simple ne signifie pas forcément changement de commandement de rattachement.

L'unité qui est projetée reste souvent responsable de son pré-acheminement (jusqu'au point d'embarquement, aérien ou naval ou ferré), et à l'arrivée, de son post-acheminement (du point de débarquement vers sa zone d'engagement), encore qu'un échelon supérieur peut organiser ces pré- et post-acheminements à son profit. En métropole : l'armée d'appartenance conduit la présentation de l'unité au point d'embarquement ; sur le théâtre, c'est le commandement de théâtre qui gère le post-acheminement.

Plus encore que la moindre autonomie accordée à l'unité, la projection se révèle souvent pénalisante en ce qu'elle dissout, temporairement, le fonctionnement hiérarchique habituel. Par exemple, un régiment parachutiste est fractionné en vagues d'assaut, sur dix à douze avions ; une force amphibie est répartie sur plusieurs bâtiments de la Marine (et, à bord, l'effectif est réparti selon les normes « Marine », stratifiées hiérarchiquement, moins propices à la continuité du commandement que la répartition par unités).

Le fractionnement de l'unité est destiné, bien évidemment, à maximiser l'emploi des moyens de projection (on cherche toujours à remplir au mieux les avions et bateaux). Il est rare qu'il s'accommode des structures organiques. Certes, la Marine cherche à offrir des bâtiments mieux adaptés, et l'accroissement des avions offre plus de flexibilité, mais sauf à consentir un sous-emploi de moyens toujours comptés, c'est la cohérence immédiate de l'unité projetée qui peut faire les frais de la projection.

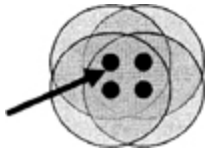
Cela nécessite, impérativement, une période de réorganisation au débarquement, permettant de reconstituer les unités et les chaînes de commandement. Ce n'est nullement un luxe, mais un véritable *impératif*

opérationnel. Á vouloir repartir d'emblée, « avec ce qu'on a sous la main », on se condamne à une réarticulation profonde, quelques temps plus tard. Avec l'inconvénient majeur que cette réarticulation ne dispose plus de la surprise initiale de la projection, et qu'elle s'applique à des unités désorganisées ou affaiblies par les actions déjà effectuées.

1.3.5. Le déploiement

« Se déployer », d'une façon générale, pour une unité, c'est prendre en compte son espace de manœuvre, généralement dans la perspective du combat. Nous avons déjà eu l'occasion de décrire la notion d'optimum d'espace. Il correspond à un déploiement permettant à tout le système d'armes d'exprimer au mieux son potentiel.

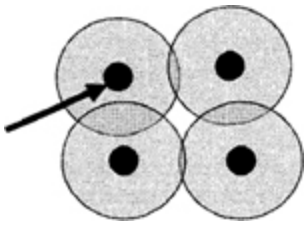
Le déploiement le plus dense permet à toutes les unités d'être **à portée d'appui direct l'une de l'autre.** En d'autres termes, pour qu'un assaillant intervienne contre l'un des éléments, il doit essuyer le feu d'au moins un autre élément.



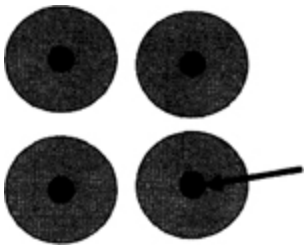
Moins favorable à l'action immédiate, mais souvent plus adapté à la dissimulation des éléments, **le déploiement à distance de soutien** permet à l'unité d'assurer un bon équilibre entre zone occupée et sûreté du dispositif. L'idée est qu'un assaillant qui prendrait à partie l'un des éléments est contraint, par le seul positionnement des autres, d'aborder par le lobe prioritaire (frontalement). Toute approche de flanc expose l'assaillant à être pris à partie de flanc, par un autre élément.

Il n'y a pas d'intervalle offert à la pénétration du dispositif, même s'il y a des différences de densité dans la couverture des espaces

.



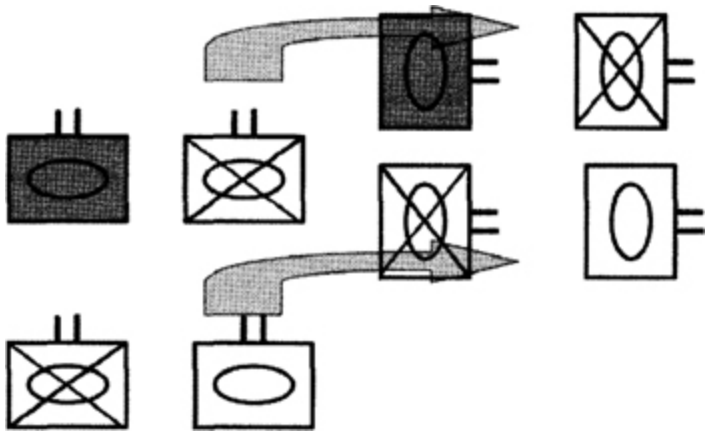
Enfin, le **déploiement tellement distendu** qu'il permet à l'adversaire d'aborder isolément sans risque de réaction immédiate un pion choisi par lui, présente des risques manifestes.



Le déploiement n'est pas qu'une notion statique, mais s'applique aussi à la force en mouvement.

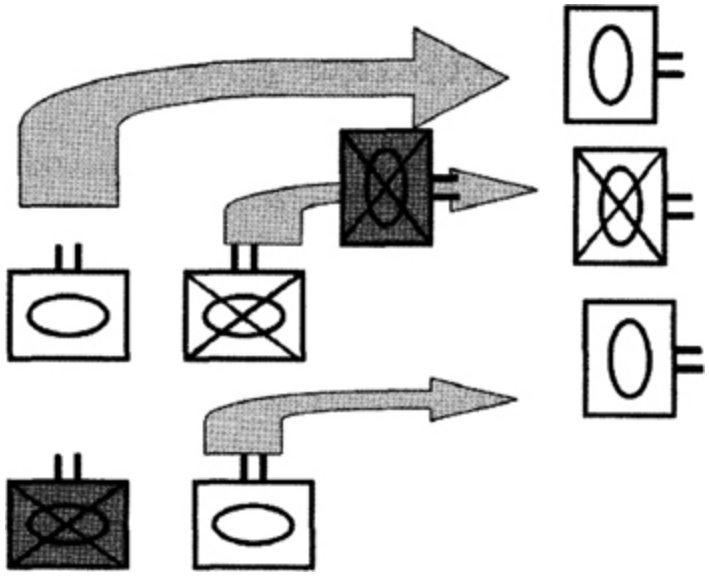
Le déploiement d'une force est largement conditionné par son articulation initiale. Par exemple, une conversion (= virage) de l'ensemble se fait à la cadence de l'aile marchante : une articulation en 2-2, toutes choses égales par ailleurs, se réoriente plus vite qu'une articulation en 3-1.

En continuant un peu plus sur la relation entre articulation et déploiement, voici deux exemples de réarticulations réalisées à l'aide d'un mouvement.



La réorientation a été mise à profit pour modifier l'articulation (ici, échange des unités à chaque échelon).

Noter ici que chaque bataillon effectuant sa conversion, le premier échelon de la brigade est modifié après conversion d'ensemble. Cette réarticulation n'a rien coûté, ni en risque, ni en délai.



Ici, la conversion a été exploitée pour passer d'une formation 2-2 à une formation 3-1. En tout état de cause, il aurait fallu des délais pour que l'aile marchante vienne occuper sa place.

1.3.6. La concentration

C'est le pendant du déploiement. Écartons du cas de concentration étudié le déploiement de saturation destiné à une attaque en force, qui continue à relever du déploiement.

La concentration suit le désengagement et a pour but, normalement, de préparer une action ultérieure, soit en conduisant la reconstitution de la force (repos, ravitaillements, réparation, recomplètements, réorganisations internes, processus d'enseignements à chaud en vue d'améliorer la performance ultérieure, etc.) soit en préparant son mouvement ou sa projection/redéploiement.

La concentration répond à l'impératif d'efficacité du soutien logistique et de continuité du commandement.

Napoléon considérait que son armée était « réunie » quand les corps, marchant séparément, pouvaient se joindre dans la journée. Elle était « concentrée » quand elle agissait à ses ordres directs, à vue du champ de bataille.

1.3.7. Conclusion sur l'articulation : la respiration de la force, forme de friction

Nous avons vu la force se contracter, s'épandre, se déplacer, se découper, se reconstituer... C'est un phénomène récurrent, surtout en opération. Il explique, pour une part, la complexité inhérente au combat terrestre.

En effet, et par comparaison, les navires et flottes aériennes sont moins soumis à cette constante vibration. Dans le premier cas, parce que chaque navire est un niveau insécable, et qu'il est intrinsèquement mobile, ce qui limite l'impact organisationnel des réarticulations que connaissent routinièrement les flottes. Au moins, pour tout l'équipage, il n'y a pas de changement majeur dans le mode de fonctionnement, ni dans l'environnement quotidien. Même la cuisine ne change pas...

Pour la force aérienne, paradoxalement, c'est le caractère discontinu du combat qui limite l'impact de ces changements. En effet, par définition, un

aéronef n'assure pas de continuité au combat. Parti d'une base, il décolle, remplit sa mission, revient. En cours de vol, son environnement évolue en permanence : escorte de chasse, présence d'AWACS, ravitailleurs, etc. Mais cela fait partie du mode d'opération normal. Au retour, le pilote se retrouve dans un environnement assez standardisé, même si, entre-temps, il a changé de base. Et surtout, cet environnement n'est pas soumis à la pression immédiate de l'ennemi (même s'il y a eu des contextes où l'ennemi était très présent, comme pendant la bataille aérienne de Malte). En d'autres termes, le pilote connaît des éruptions guerrières dans un environnement qui reste par ailleurs relativement stable et prévisible.

Dans le cadre du combat terrestre, on constate une sorte de respiration, plus ou moins haletante, qui soulève tout le système combattant. Le profane qui le découvre s'en émeut souvent, la confondant avec de l'agitation. Par méconnaissance ou incompréhension, car **cette respiration est une fonction vitale, au même titre que son pendant physiologique.** Elle est consommatrice de temps et d'énergie. Elle induit des contraintes, très visibles mais pas toujours aisées à expliquer. Il ne sert à rien de s'insurger contre ce facteur permanent et très prégnant de friction : il faut accepter de composer.

---

1. Il arrive que cette prédilection constante du militaire à une certaine stabilité soit perçue comme un caprice. Le fait qu'un chef ou une troupe manifestent quelque mécontentement aux changements incessants, d'organisation, de missions, d'affectations, est facilement confondu avec un conservatisme institutionnel, véritable plaie organisationnelle et obstacle permanent au changement. C'est très clairement le discours qu'a tenu le Secrétaire à la défense Rumsfeld pendant le premier mandat Bush. Ceux qui en parlent aussi à l'aise le font depuis le confort de leurs bureaux et administrations, à l'abri d'institutions stables, et bien loin de la dévastation, de la misère et de la haine auxquelles les militaires sont confrontés au quotidien. C'est un fait humain que la recherche d'une certaine stabilité. Par nature, engagé dans une zone de conflit, déjà déraciné (ce que n'est pas le politique ou le journaliste qui le brocardent), culbuté sans cesse d'une mission à l'autre (combat, négociation, poste de contrôle, escorte de convoi, soutien logistique, action humanitaire...), soumis à une forte précarité dans ses missions et son environnement, que lui reste-t-il sinon un minimum de stabilité organisationnelle ? Au moins, ne pas changer de chef ou de camarades, à moins d'une raison majeure,

clairement compréhensible, voilà la seule stabilité à laquelle puisse raisonnablement aspirer le militaire en opération. Est-ce là une prétention excessive ?

D'autant plus que la fragilisation des repères dégrade la fermeté du jugement, *notamment éthique.* Un système militaire en défibrillation constante accorde une importance démesurée au principe d'efficacité immédiate, au détriment de toute réflexion morale. **C'est le cadre institutionnel, résultat d'une évolution séculaire, qui fait du combattant un *soldat* et non pas un *barbare.* C'est la force du lien hiérarchique qui soutient le principe de responsabilité, face au principe d'efficacité immédiate.** Les révolutionnaires auraient intérêt à méditer ce point.

2. Leuctres, juillet 371 av. J.-C. Épaminondas renforce son aile *gauche,* contrairement à la pratique courante, visant justement à exploiter le désavantage habituellement imputé à l'aile gauche adverse. C'est l'invention de l'ordre oblique : la notion de déséquilibre dans la répartition des forces. Les historiens tendent à relativiser l'impact personnel d'Épaminondas, mais peu importe.

3. Phénomène brillamment exposé par Richardot, in *La fin de l'armée romaine (284-476),* Economica, 1998.

4. Incidemment, nous pouvons méditer ce rapprochement : l'art militaire et le progrès technologique ne vont pas forcément de pair... Il n'est même pas exclu qu'ils se contredisent !

5. Une telle proportion pourrait paraître faible. En réalité, elle est considérable. Aujourd'hui, en France, le taux de militarisation est inférieur à ½ %. Même au plus fort de la Première Guerre mondiale, le nombre de combattants ne dépasse pas les deux millions – auxquels il faut ajouter 1,5 million « mobilisés non combattants », souvent dans l'industrie d'armement, mais desquels il faut retrancher plus de 100 000 hommes mobilisés ou recrutés dans les possessions d'outre-mer (500 000 au total sur la durée de la guerre). En réalité, rapporté à l'actuel territoire métropolitain, l'effectif militarisé ne semble pas avoir excédé 7 %. On comprend mieux ce qu'a d'exceptionnel un taux de 10 %.

6. Bataille d'Ain Djalout (près de l'actuelle Djénine), 3 septembre 1260. Le sultan Baïbars, à la tête d'une armée de 25 000 hommes, défait une armée mongole de 20 000 hommes et tue son général, Kitboga. Le combat commence par une embuscade dans une vallée qu'emprunte l'armée mongole. La réaction de la cavalerie mongole est très agressive, cherchant à écraser une aile pour s'extraire du piège. C'est la solidité de la cavalerie mamelouke, s'additionnant aux fatigues du combat, qui décident finalement de la bataille, qui aura duré toute la journée. Incidemment, Baïbars a été autorisé à traverser les royaumes croisés, à l'occasion d'une trêve décrétée pour la circonstance...

7. En toute justice, les paysans disposent généralement de l'avantage numérique. Sans être écrasant, il est assez significatif. Ce qui n'enlève rien à leur mérite, puisqu'en d'autres lieux, quelques milliers de chevaliers suffisent à disperser ou massacrer des effectifs très largement supérieurs en nombre.

8. Explication magistrale donnée par Delbrück, *History of the Art of War,* tome III : *Médieval Warfare,* traduction américaine de Walter J. Renfroe, Jr. (1982). L'original s'intitule *Geschichte der Kriegkunst im Rahmen der politischen Geschichte* et remonte à 1923. Cette œuvre maîtresse n'a pas de traduction française, malheureusement.

9. Soit 15 à 30 000 hommes. Davout, à Auerstadt, sans doute le plus décisif des combats jamais menés par un seul corps d'armée, avait 28 000 hommes (14 octobre 1806). Voir vignette 17 « Après Iena », p. 467.

10. « On ne peut donc songer, dans l'offensive, à une armée de réserve, de deuxième ligne, apportant la décision; si elle n'est pas en ligne quand l'action s'engage, elle n'a ni le temps, ni l'espace, ni la vertu voulue pour produire la victoire. » Et plus loin : « Cette réserve cesse d'être rationnelle au

moment où le commandement prend la décision capitale de passer à l'offensive », Foch, *De la conduite de la guerre,* Economica, 2000.

11. « Les derrières », en langue française d'aujourd'hui, évoque une autre idée que du temps de Napoléon. On dirait aujourd'hui « les arrières ». Néanmoins, conserver le terme de l'époque maintient la liaison avec la façon napoléonienne de concevoir la chose.

12. L'affaire d'Auerstadt est encore plus édifiante : un corps d'armée (Davout, 28 000 hommes) se comporte comme s'il était l'armée, s'attaque à l'armée principale de l'ennemi prussien (Blücher, 70 000 hommes) et la met en déroute (14 octobre 1806).

CHAPITRE 2

LE COMMANDEMENT

AVANT d'aborder les fonctions opérationnelles, qui seront décrites en suivant la classification doctrinale, il faut traiter à part du commandement. En effet, il est le cœur du débat de la décision tactique, le reste n'étant qu'un faisceau de conséquences.

Le commandement, au sens doctrinal, c'est « l'ensemble des activités permettant de concevoir et conduire une opération ainsi que d'en contrôler l'exécution. »

Le balancier « art de la guerre – science de la guerre » assure à nouveau nos pas, à ceci près que nous partirons de l'aspect « art de la guerre », qui sera, en l'occurrence, la philosophie de commandement, pour en venir à l'aspect « science de la guerre », qui traitera d'un certain nombre de données matérielles. À partir de ces aspects « scientifiques », nous reviendrons à l'aspect « artistique » en replaçant le chef dans le contexte de la décision.

2.1. LE CHEF MILITAIRE

Il y a de très nombreuses définitions du chef militaire et elles évoluent considérablement selon les âges et les cultures. Cette multiplicité des définitions découle d'une confusion entre le chef – sa fonction dans un système – et les qualités qu'il est censé porter. Pour mieux le comprendre, partons d'une situation de carence, à l'aide d'une dure vérité :

Seul le chef perd la bataille.

Il la perd :

- parce qu'il est mal renseigné (par carence de sa part ou de son supérieur, ou suite à l'action délibérée de l'ennemi) ;
- parce que, même bien renseigné, il a mal raisonné (et donc, mal décidé) ;
- parce que, même s'il a bien raisonné, il a été mal servi par ses subordonnés ;
- parce que, même bien servi par ses subordonnés, il se révèle incapable de décider en temps et en heure ;
- exceptionnellement, par pure malchance. Néanmoins, une analyse plus fine relève généralement qu'il aurait pu rétablir cette malchance, au moins une fois... Ce qui nous ramène à l'un des cas précédents.

2.1.1. Le rôle fonctionnel du chef : commander

Au sens fonctionnel du terme, la seule fonction du chef est de commander, c'est-à-dire, de décider et de mettre en œuvre.

Il y a une différence entre « décider » et « commander ».

Décider, cela arrive très souvent, à tout le monde, dans toutes les circonstances de la vie. Par exemple : je décide que pour dîner, je veux une pizza. Est-ce pour autant que j'exerce un commandement ? Certes non. Commander, c'est décider d'agir, et donner les ordres pour que cette action ait lieu. Au besoin, forcer l'obéissance.

De même, il y a une différence entre « commander » et « manager ».

Même si les techniques managériales sont indissociables du commandement, elles n'en constituent pas l'essence. Toute armée étant en temps de paix, au départ, une institution, une école, une entreprise, une petite société humaine, développe des besoins organisationnels complexes. La routine de la vie militaire nécessite donc la maîtrise des techniques managériales courantes. La conduite du changement institutionnel nécessite, comme partout ailleurs, des techniques managériales supérieures.

Le monde militaire est plutôt à l'avant-garde à cet égard. Les premières formes d'organisation connues sont militaires ou religieuses. Dans beaucoup de civilisations, il y a confusion entre les deux, comme on le constate largement dans l'Ancien Testament, ou le Coran : les prophètes sont aussi des chefs militaires ; César, chef de guerre, est aussi *pontifex maximus,* ce qui en fait le premier lecteur des oracles ; Mahomet est d'abord un chef de guerre, et ce sera le cas des califes qui lui succéderont.

Pour autant, il y a des exceptions : Gengis Khan, Alexandre sont de « purs » chefs de guerre (ce dernier contourne la difficulté en étant dieu).

La légion romaine, et surtout l'administration qui la soustend, représentent sans doute une des premières formes reconnaissables d'organisation à tendance managériale.

Bien plus tard, la hiérarchie pyramidale sert de modèle à l'immense majorité des entreprises. La logistique est une invention militaire.

Cela ne retire rien au fait premier : dans le cadre du combat, moment fugitif mais seule justification de toute la vie collective qui l'a précédé, on reconnaîtra le chef, non pas à ses talents managériaux, mais à ses qualités de chef, de décideur.

2.1.2. Le personnage du chef, les attributs

Le chef militaire est-il obligé de gravir tous les échelons hiérarchiques, ou de connaître tous les aspects du métier des armes, comme le Roi-Sergent de Prusse voulut le réaliser pour son fils, le futur Frédéric II ? Pas forcément, et les exemples abondent de grands capitaines issus « de nulle part », et en tout cas, pas d'un *cursus honorum* militaire complet, surtout au temps des armées dynastiques. Il y a eu des chefs militaires dépourvus d'expérience aux échelons subalternes du commandement, et cela n'a guère constitué une gêne pour les meilleurs d'entre eux (le Prince Eugène de Savoie par exemple).

L'analogie du chef militaire avec le chef d'orchestre peut être employée pour dire que le bon chef d'orchestre n'est pas obligé de jouer d'un instrument. En pratique, une certaine expérience sur un ou des instruments

est généralement considérée comme nécessaire, même si la virtuosité n'est pas forcément le standard requis. À tel point qu'on peut se demander si savoir jouer d'un instrument, pour celui qui veut devenir chef d'orchestre, ne se justifie pas d'abord pour fonder sa crédibilité personnelle vis-à-vis des musiciens, plutôt que d'être une exigence en soi, notamment à l'égard du public profane.

Revenons au monde militaire : un général est forcément issu d'une fonction opérationnelle, il a un vécu personnel comme exécutant, mais ce vécu n'est pas exhaustif, ce qui n'entame en rien sa crédibilité.

La culture militaire française est assez exigeante pour les attributs du chef : outre sa fonction de décideur, il doit aussi être un pédagogue (il forme ses subordonnés), un manager (il administre son domaine de responsabilité, financière, humaine...), un exemple à l'éthique irréprochable.

Sans renier aucunement l'importance et l'intérêt de telles qualités, et adhérant d'enthousiasme à la quête d'excellence qu'elles suscitent, il faut reconnaître que ces qualités *humaines* ne sont absolument pas consubstantielles aux critères du chef.

Par exemple, un saint est un exemple éthique – mais il n'est pas un chef.

De même, nombre de pédagogues ou de philosophes feraient de piètres chefs.

Enfin, il y a des managers qui ne s'épanouissent qu'à l'ombre de chefs, moins doués qu'eux dans le management, mais plus énergiques dans le commandement.

À l'inverse, Gengis Khan ne passe sûrement pas pour un homme exemplaire dans son comportement, loin s'en faut (même de son temps). Pour autant, ses qualités de chef sont incontestables.

Napoléon était un très mauvais pédagogue, tout simplement parce qu'avant son exil définitif à Saint Hélène, il ne s'est jamais préoccupé de théoriser et d'enseigner son art. En cela il diffère de Moltke, Gneisenau, Scharnhorst, qui se sont efforcés de lever une génération de chefs, et qui, dans l'ensemble, y ont plutôt réussi.

Pour conclure sur cette incidente : la formation d'un chef, c'est tout d'abord l'école de la décision. Il ne faut pas négliger ce point et se focaliser

exclusivement sur le développement des qualités évoquées cidessus, qui produisent des *hommes* de qualité, pas forcément des *chefs* performants.

2.1.3. La différence entre commandement et management

Elle explique certaines particularités du chef militaire.

Le profane voit souvent d'un mauvais œil la prétention du militaire à distinguer le commandement du management. Il peut y voir la justification corporatiste du monopole conservé sur l'accession aux hautes responsabilités au sein de l'institution.

En cela l'institution militaire fait exception. Après tout, il n'est pas rare que de hauts dirigeants d'entreprise soient recrutés « sur le marché », sans préjudice notable pour la performance. Pourquoi les armées se privent-elles de ce marché ? Il n'est pas exclu qu'elles y trouvent leur compte, notamment en se dispensant d'actions de formation coûteuses ou plus coûteuses que dans le civil. Avec un avantage supplémentaire non négligeable : de briser, enfin, les résistances au changement (le traditionnel conservatisme militaire).

Le patriotisme, ressort puissant de l'ethos militaire pour nombre d'armées, s'oppose assez frontalement à la désignation de chefs militaires prélevés sur le marché international. Il n'en a pas toujours été ainsi, notamment du temps des armées dynastiques qui n'hésitaient pas à recruter un maréchal de Saxe (pour Louis XIV) ou un Turenne (qui entama sa carrière au service des Hollandais). Aujourd'hui, la prégnance des guerres de coalition donne l'impression que la nationalité du chef ne pose guère de problème. C'est oublier que chaque nation prétend toujours exercer la réalité du commandement à travers un commandant de formation clairement identifié, qui reste soumis, peu ou prou, au contrôle national, nonobstant la délégation du *contrôle opérationnel,* version tronquée du commandement.

Certes, il importe de reconnaître que tout commandement comporte une forte composante managériale. Une armée est aussi une institution, qui administre et forme son personnel, qui gère des ressources financières et matérielles, qui entretient des parcs immobiliers et automobiles, etc. Elle est donc soumise à une obligation de performance identique à son pendant

civil, sur nombre de critères objectifs. Pour autant, ces critères ne correspondent pas à son cœur de métier – combattre – mais relèvent d'activités nécessaires à ce cœur de métier -gérer les ressources du combat.

Nombre d'arguments opposant commandement à management sont fallacieux, et leur emploi immodéré décrédibilise le discours de différence. Par exemple : le militaire n'est pas seul à fréquenter le danger, y compris mortel ; il n'a pas le monopole du sacrifice de soi ; nombre de métiers ont un socle éthique extrêmement prégnant ; tout le monde vit avec le stress et prend des risques.

Pourtant, le commandement se distingue du management sur certains points précis et irrécusables.

D'abord, si nombre de métiers composent avec le danger, seul le métier militaire affronte la malveillance caractérisée. En dehors des cas les plus psychopathiques, le meurtre du dirigeant concurrent ne fait pas partie de la vie d'entreprise – encore moins la possibilité qu'une entreprise envoie ses employés massacrer les ouvriers d'un concurrent, s'emparer de son usine et traquer son réseau commercial. **Le danger militaire n'est pas accidentel, il est délibéré, intrinsèque au métier.** Cela induit un stress différent de celui de l'employé qui redoute la concurrence. Ce n'est pas une différence *d'échelle,* mais de *nature.* Former le chef à maîtriser ce stress-là est la première responsabilité de toute institution militaire. Il lui faut du *temps,* justification première de cursus assez longs dont l'employeur civil s'étonne parfois.

Ensuite, si l'autorité est une qualité partagée par le cadre militaire et le cadre civil, son exercice est assez différent. Rares sont les situations où un cadre civil a pouvoir de vie et de mort sur son personnel. De surcroît, le pouvoir *d'infliger* la mort a des conséquences morales bien supérieures à la possibilité de la subir. L'affaire se complique lorsqu'il s'agit d'une œuvre collective, au sens où l'acte de tuer n'est pas individuel mais collectif. Le chef porte la responsabilité d'ensemble, pas seulement la sienne propre, et sur des actes d'une toute autre gravité.

L'autorité d'un dirigeant s'établit plus facilement *a posteriori* – au vu de ses résultats – qu'a *priori.* Même réticent ou incrédule, un employé peut attendre de voir le résultat de ce qui lui a été demandé pour porter un jugement. Le militaire n'a pas toujours ce luxe, pour la raison qu'il y a,

parfois, moins de gens après l'action qu'avant. Le préjugé de confiance, sans lequel, confrontée à l'extrême, la machine militaire se gripperait, est encore plus significatif dans le métier militaire que dans un emploi civil. Bâtir cette confiance se réalise, autant que possible, en amont, tout comme en entreprise, afin que la question de confiance ne se pose plus, le jour venu, où elle s'imposera avec une fulgurance très spécifique résultant de la situation du combat. Néanmoins, la conception qu'a le militaire de l'autorité est affectée par ce décalage temporel vers l'amont de l'action.

Vers les sommets de la hiérarchie militaire, la part du management l'emporte souvent sur celle du commandement – et tout particulièrement hors période de crise.

Commander au combat :
l'expérience personnelle du général Ulysses S. Cirant

[Grant menait ses troupes vers] une position ennemie censée être tenue par le colonel Thomas Harris et son unité, et comme il s'approchait, gravissant le mouvement de terrain qui masquait le camp. « mon cœur battait la chamade de plus en plus fort, à tel point que je le sentais jusque dans ma gorge ». Il continuait à pousser ses hommes, dit-il. parce que « je n'avais pas le courage moral de m'arrêter et de réfléchir à ce que je devais faire ». Puis, en franchissant la crête, il découvrit le camp désert, l'ennemi envolé. « Mon cœur reprit sa place. Il m'apparut immédiatement que Marris avait eu autant peur de moi que moi-même n'en avait eue de lui. ("était là un aspect de la question que je n'avais jamais envisagé auparavant ; mais je ne l'ai jamais oublié depuis ».

Shelby Foote, *The Civil War***,** Vintage Books, tome I, 1956

2.2. PHILOSOPHIE DU COMMANDEMENT

Ce point conditionne la suite (notamment la conduite). Chaque échelon de commandement doit se concevoir comme le centre d'une croix, chargé

d'irriguer chaque branche de la croix avec l'information qui vient à passer par lui.

La règle cardinale de la philosophie du commandement, c'est que la priorité du chef est l'irrigation des échelons subordonnés (priorité relative), supérieur, adjacents.

La priorité relative vers le bas s'explique de deux façons : **une raison *éthique*** (la raison déterminante), et **une raison *technique*** (qui devrait suffire à elle seule à convaincre les technocrates du commandement). Toutefois il est patent que si cette règle est parfois proclamée, elle est rarement appliquée.

La raison d'ordre éthique tient à l'unicité du chef. Pour ses subordonnés, le chef est par nature unique, alors que pour son supérieur, il est un parmi d'autres. L'action des subordonnés dépend de ce que décide leur chef, ils ne peuvent agir sans lui. Pour le supérieur, il y a moyen de compenser, dans une certaine mesure et jusqu'à un certain point, les insuffisances d'un subordonné.

La raison d'ordre technique tient aux cycles de décision de chaque niveau hiérarchique. En règle générale, le cycle de décision d'un niveau est, en moyenne, trois fois plus long que celui du niveau subordonné[1]. Donc, quand les deux échelons juxtaposés à un niveau de commandement ont besoin d'une réponse, le subordonné en a besoin (en gros) *10 fois plus vite* que le supérieur (3^2 arrondi à 10)[2]. Le chef qui traite vers le haut en priorité rend service à son supérieur, mais pénalise démesurément ses subordonnés. Conclusion : toujours traiter le bas avant le haut, car *ce dernier peut attendre.*

Ceci étant dit, l'image de la « Croix du Sud » est assez explicite : un niveau de responsabilité donné n'est pas propriétaire de l'information, qu'il retiendrait, mais doit la transmettre après l'avoir rendue pertinente à l'échelon auquel elle est destinée. La plus-value d'un niveau de responsabilité réside en grande partie dans le traitement, soit de synthèse, soit d'analyse, de l'information en transit.

Comment le principe de « priorité vers le bas »

renforce l'esprit d'initiative

Cela pourrait paraître contre-intuitif, mais la mise en pratique du principe de « priorité vers le bas » développe l'esprit d'initiative de l'échelon considéré. Lin effet, lorsque cet échelon n est sollicité simultanément par son subordonné n - 1 et son chef n + 1, et qu'il donne la priorité à n – 1. c'est souvent sous la forme d'un ordre. Ce qui fait que lorsqu'il s'adresse ensuite à n + 1, il est généralement en mesure, non pas seulement de l'informer de la situation ou de prendre des ordres, mais aussi de rendre compte de ce qu'il a déjà lait à son niveau en pratique, de ce qu'il est en train de faire faire à ses subordonnés.

Alors que si le même échelon *n* prend d'abord la communication de son chef, il ne sera pas encore en mesure de dire ce qu'il fait et fait faire. Se contentant de prendre les ordres ou de remonter l'information dont il dispose et qui n'est pas la plus à jour puisqu'il a au moins un subordonne en attente, il est d'emblée dans le mode passif, Pire encore, il est mentalement en attente de l'ordre ou de la consigne qui le dispenseraient de la nécessité de raisonner à son niveau. Bref, voilà un subordonné certes à l'écoute de son chef, mais dans une relation unilatérale de dépendance, bien plus que dans une relation bilatérale active et constructive.

À noter que le processus de synthèse ou d'analyse ne dépend nullement du sens de transmission. Par exemple, vers le haut = synthèse, vers le bas = analyse. En effet, du bas vers le haut on *synthétise* l'image obtenue de ses propres subordonnés, mais on y ajoute une *analyse,* qui est *l'appréciation* de cette information.

De même, vers le bas, on *décline* l'information reçue du haut (forme d'analyse) pour en extraire les éléments d'intérêt direct au niveau des subordonnés. Mais là encore on *l'apprécie,* par exemple en définissant les modes d'action prêtés à l'ennemi de son niveau.

2.3. LA DÉCISION : TROIS HORIZONS TEMPORELS

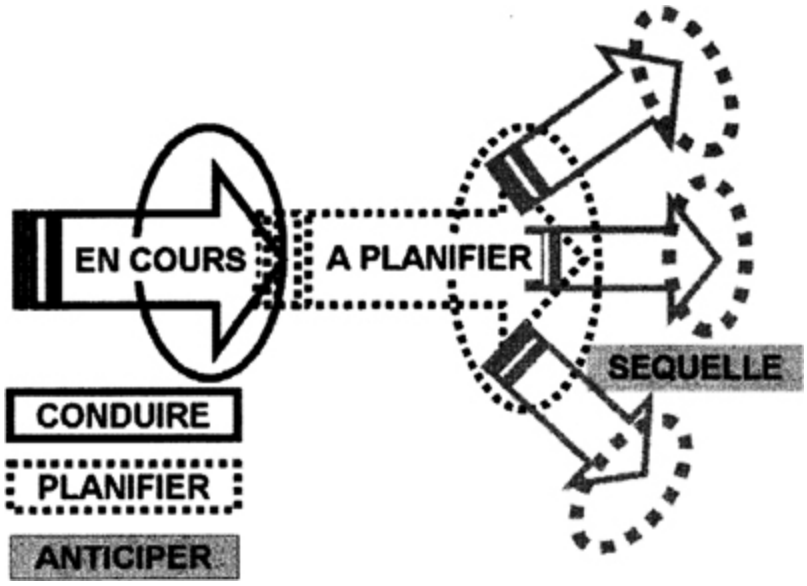
Nous avons quitté le débat « management-commandement » pour revenir à l'art de la décision, qui s'applique également aux deux contextes. La maîtrise du temps étant la source de la réflexion tactique, dans la vision soutenue dans le présent ouvrage, nous partirons de là.

Tout chef doit maîtriser simultanément :

- l'action en cours – cela s'appelle la CONDUITE ;
- l'action à venir, quasiment décidée en principe – c'est la PLANIFICATION ;
- l'action ultérieure, non encore décidée (car trop lointaine et soumise aux aléas des combats à venir) – c'est du ressort de l'ANTICIPATION.

Le chef doit au minimum maîtriser les deux premiers « horizons temporels », c'est-à-dire, en particulier, savoir passer de l'un à l'autre sans solution de continuité.

La marque des « grands » est de maîtriser, de surcroît, la troisième (l'anticipation).



2.3.1. La conduite

En noir (la conduite), l'action en cours (la mission en cours d'exécution) doit être commandée, sans discontinuité – première et plus immédiate des responsabilités du chef. Par définition, les ordres ont déjà été donnés, il ne s'agit plus que de conduire l'action, c'est-à-dire de donner les ordres d'ajustement, de coordination, en particulier. L'objectif à atteindre, figuré par le cercle noir (trait continu) est fixé, l'unité tout entière est tendue vers ce but.

La CONDUITE absorbe la majorité des moyens de commandement. C'est normal : l'affaire est en cours. *Planifier* ne sert à rien si l'opération n'est pas *conduite* ensuite. *A contrario* on peut, dans une certaine mesure, mener une opération sans planification, uniquement sur le mode réactif.

La conduite d'une opération peut se résumer en trois actions :

- suivre la situation ;
- décider ce qui doit l'être ;
- soutenir les subordonnés dans leur action.

Suivre la situation suppose une démarche volontariste, de relance permanente de l'information, tant vers les subordonnés, que vers l'échelon supérieur et les unités adjacentes. Celui qui se contente d'attendre l'information risque fort d'être toujours en retard.

Décider en temps et en heure résulte d'une **mécanique de tri successif.** Toute information qui arrive doit être évaluée en fonction de sa **signification** : elle infirme ou confirme les éléments connus ou estimés à ce jour, ou elle est neutre (auquel cas il se peut qu'elle entre dans une des catégories précédentes, plus tard).

Autre critère de tri : son **importance.** « Accessoire » si elle n'engage que la modalité des actions à exécuter ; « significative » si elle peut avoir un impact sur la mission elle-même ; « critique » si c'est la survie de l'unité qui est en jeu.

Enfin, il y a un **critère d'activité,** au sens volcanique du terme. Une action est :

- **chaude** : elle requiert une attention soutenue. En pratique, elle peut basculer d'un moment à l'autre ;
- **tiède** : elle requiert un simple suivi. Il se peut qu'elle s'éteigne d'elle-même, ou qu'elle soit déportée sur un voisin ou l'échelon supérieur (passée en compte). *A contrario,* elle peut connaître une brusque flambée et rentrer dans la classification « chaude » ;
- **froide** : elle est considérée achevée ou passée en compte. Un suivi peut encore se justifier, sans plus.

Le principe de la conduite, c'est de faire « refroidir » des actions, c'est-à-dire que, par les décisions prises ou les demandes faites, chaque action requière moins d'attention du niveau considéré, jusqu'à l'extinction. Évidemment, la priorité est affectée selon le critère d'importance.

Cela ne signifie nullement l'oisiveté pour les exécutants ! Par exemple, l'ordre étant donné pour l'attaque, l'action à venir devient « tiède » pour le chef qui vient de donner cet ordre – car, à son niveau, il n'y a plus grand-chose qu'il puisse faire. Évidemment, tout reste à faire pour les exécutants, qui prendraient mal que leur supérieur considère l'affaire avec détachement. Malgré tout, c'est bien de cela qu'il s'agit : le supérieur a passé la main, il n'est plus en son pouvoir d'affecter le sort des armes. Au besoin, il reprendra la main en cas d'insuccès, ou pour relancer l'action après un succès.

Soutenir les subordonnés : une fonction qui gagne à être connue ! Elle fait partie des obligations inhérentes au commandement. Elle se prépare sur le long terme, en développant *l'autonomie des subordonnés*. Dans l'action, le subordonné déséquilibré par l'événement a besoin de soutien : encore faut-il *identifier cette crise*. Enfin, le chef peut *aider,* souvent de façon décisive, le subordonné en difficulté à surmonter cette crise, en appliquant quelques « recettes » simples et de bon sens.

Développer l'autonomie des subordonnés

C'est à la fois une mission opérationnelle et une mission de formation. Sans entrer dans les détails philosophiques de l'affaire, on peut identifier quelques axes d'effort, tant à l'entraînement qu'en opérations.

La connaissance de son rôle est la première condition de l'autonomie d'un subordonné. Il doit savoir ce qui est attendu de lui, et s'y être entraîné (et y avoir été entraîné, car ce n'est pas là une affaire individuelle).

La connaissance, aussi intime que possible, *du mode de raisonnement pratiqué par l'échelon supérieur* se travaille en participant, autant que possible, aux exercices de ce niveau supérieur. Ayant l'habitude de le voir travailler de l'intérieur, les subordonnés comprennent d'autant mieux son fonctionnement, ce qui a un impact direct sur leur capacité *d'anticipation.*

La confiance de son supérieur et en son supérieur est critique. Elle ne se décrète pas... mais elle naît dès le temps de paix. Pour la développer, le chef doit encourager la prise de responsabilité, et donc la prise de risque, et donc *accepter l'erreur de bonne foi.* Le chef qui d'emblée punit toute erreur, au lieu de s'en servir comme outil de formation, encourage les attitudes timorées. Le subordonné devient attentiste, n'agit qu'en fonction de prescriptions extrêmement détaillées, et réclame des consignes sans cesse plus précises. Ce subordonné-là flatte peut-être l'ego du chef, ravi d'avoir si souvent l'occasion de manifester son expérience et son ascendant, mais *il est très lourd à commander au combat.* Le principe de « la priorité va vers le bas » consiste donc à donner toutes les responsabilités qui peuvent être déléguées, en toutes circonstances, à encourager l'exécution dans l'esprit bien plus que dans la lettre, à juger des initiatives au moins autant sur leur intention que sur leur résultat.

La notion de déséquilibre d'un échelon de commandement

Un chef est dit *déséquilibré* lorsque son appréciation de la situation n'est plus en rapport avec la réalité. Il en découle fatalement une incohérence dans la manœuvre, lisible d'emblée dans les ordres qu'il donne (ou d'ailleurs, très souvent, ne donne pas). La cause en est toujours la *surprise.* En effet, celle-ci crée une situation que, par définition, le chef en question n'avait pas prévue (car sinon, il n'y aurait pas surprise !). Il est donc sorti de son idée de manœuvre, peu ou prou (il y a des gradations dans la surprise).

Il y a plusieurs symptômes du chef déséquilibré :

- il ne donne pas d'ordre (ou des ordres incohérents : paragraphes mélangés ou incomplets, etc.) ;

- il se soucie de détails d'un niveau inférieur (par exemple, le capitaine demande des positions de chars, pris individuellement) ;
- même s'il maîtrise encore ses éléments organiques, il oublie les appuis ;
- dans les cas limites, il s'énerve ou devient inactif ;
- très souvent, il exige des justifications à telle ou telle action.

Comment aider un subordonné en difficulté

D'abord, ne pas exiger d'explications, de justifications, etc. !

Ce point est crucial et mérite d'être développé. En effet, le chef déséquilibré, dont l'ordre n'est plus valide, doit concevoir un nouvel ordre, avec la complexité supplémentaire de devoir *reprendre l'initiative,* ce qui suppose *d'anticiper* sur le coup suivant de son adversaire. Il a donc à se projeter dans le *futur,* et dans un futur à double détente (puisqu'il joue à deux). Mais simultanément, il est en train de subir le jeu de son adversaire : il doit donc mener *le combat du moment,* sans forcément le gagner (cela viendra plus tard) mais au moins sans le perdre au point qu'il n'ait plus personne à commander. En exigeant des explications, le commandement ne fait que lui ajouter une difficulté supplémentaire, celle de *revenir sur le passé* et de l'analyser. **Maîtriser simultanément *trois temps* de l'action *(présent* de la conduite, *futur* de la manœuvre à concevoir, et *passé* exigé par le chef) est rigoureusement impossible.**

Prendre à son compte tout ce qui peut être pris par l'échelon supérieur

Il faut libérer le subordonné du maximum de gestion : appuis, problèmes logistiques, liaisons latérales, etc. Il est clair qu'un subordonné en crise doit bénéficier de la priorité absolue dans tous les appuis disponibles. Mais il ne pourra pas les gérer lui-même : il faudra donc le faire pour lui. *L'appui en transmissions* existe aussi : la gestion de deux réseaux (réseau commandement, et réseau interne) est une contrainte qui peut être allégée par la technique du *monitoring* (le supérieur entre sur le réseau interne de l'unité considérée).

Le stabiliser moralement

Le subordonné déséquilibré traverse une crise morale très souvent incapacitante. Il doute de lui-même, de ses hommes, de ses chefs. Cela risque de le rendre timoré et attentiste (il tombe alors dans la dynamique de la défaite, de façon irrattrapable), ou au contraire complètement excessif (il veut refaire sa réputation). Là encore la présence discrète du chef permet d'éviter d'éventuelles erreurs, soit par la stimulation, soit par la temporisation. Quelques mots bien sentis suffisent souvent à arrêter la spirale de l'échec, ne serait-ce qu'en faisant valoir les atouts qui restent en main[3] et la nécessité de leur donner une seconde chance. Le sentiment de la défaite peut s'installer après la perte de quelques chars, alors qu'il en reste encore les trois-quarts à l'escadron.

Il doit se décharger, soit de la conduite, soit de la planification

Nous avons vu plus haut que la difficulté majeure de réagir à la surprise, c'est de gérer simultanément deux horizons temporels de l'action : conduite et manœuvre future. Pour faire face à ce besoin rendu soudain beaucoup plus complexe, le subordonné doit **reconfigurer son commandement,** et se donner les moyens de gérer à la fois la conduite et la préparation de sa manœuvre future.

Si le subordonné dispose d'un adjoint, il doit lui donner en compte la conduite, et quitter temporairement le commandement direct, pour concevoir sa manœuvre en réaction[4]. À défaut d'adjoint, il désigne à cet effet un subordonné, dont le critère essentiel n'est pas qu'il soit le plus gradé, mais *qu 'il ne soit pas engagé.* ***Ce point est très important,*** car pour commander une unité il ne faut pas être entièrement consommé par le feu de l'action. Le subordonné qui suppléera temporairement à son chef est donc, par définition, le chef d'unité de réserve, ou de deuxième échelon, bref, n'importe qui mais pas un chef en pleine séquence de tir.

S'il ne reconfigure pas son commandement, et qu'il ne reprend pas la maîtrise des événements, le supérieur doit l'aider *en l'y contraignant.* Sans aller jusqu'à prendre lui-même le commandement (encore que cela se soit vu, notamment chez les Soviétiques et les Allemands), il peut donner l'ordre

au chef de passer la conduite à un subordonné, le temps nécessaire pour concevoir l'ordre salvateur.

Dans l'hypothèse où le subordonné en question ne peut se dissocier de la conduite, il n'y a qu'une solution envisageable : c'est de *prendre la planification à son compte.* Il y a deux solutions pour cela.

La première consiste à se substituer au subordonné, c'est-à-dire concevoir l'ordre à sa place (lui laissant entre-temps la conduite, puisqu'il y est) et *prendre le commandement direct de l'unité* pour exécuter ce nouvel ordre. Cette solution est quasi-inacceptable dans notre culture militaire, mais elle peut à l'extrême rigueur se concevoir dès lors qu'il s'agit de la survie de l'unité. Cependant elle est une solution à haut risque car rien ne garantit que le chef qui se substitue, même temporairement, à son subordonné défaillant ait une vision plus conforme de la réalité.

La seconde consiste à rendre la planification inutile à brève échéance : c'est, tout simplement, de *désengager l'unité.* Une rupture de contact représente quelques bonds au plus. Elle s'effectue avec le maximum d'appuis. Même immergé dans la conduite, le subordonné peut encore commander une manœuvre simple de ce type (sauf à être totalement neutralisé – retour à la première solution). Le chef devra souvent insister à ce moment-là pour que son subordonné ne se complique pas de lui-même l'affaire : l'intention à communiquer, c'est une rupture de contact tous moyens réunis, sur une direction simple, sans finasser en cherchant quelque dernière flèche du Parthe qui redorerait son blason.

Toutes ces mesures sont susceptibles d'être appliquées pour soutenir un subordonné *saturé.*

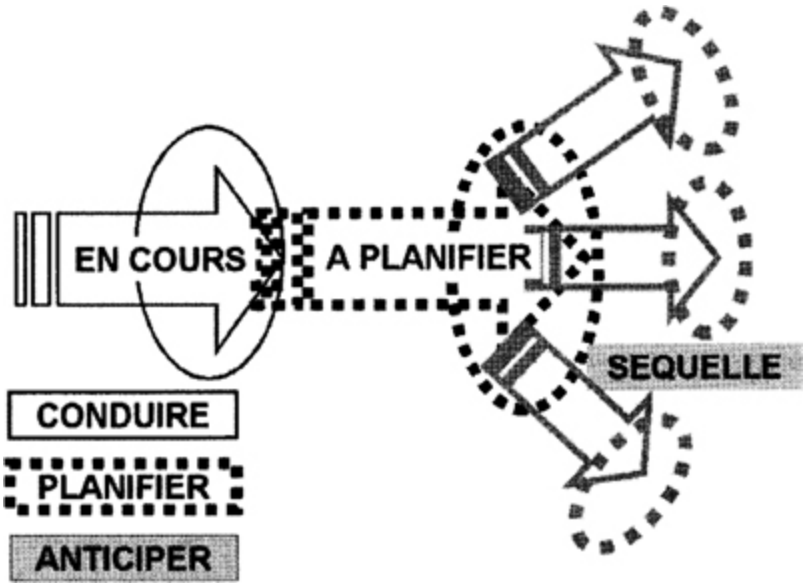
Le cas du subordonné déséquilibré est un cas limite. Évidemment, il y a toute une gradation qui va du subordonné maîtrisant pleinement la situation jusqu'au subordonné totalement perdu. Les signes avant-coureurs de la saturation sont les mêmes, et le chef doit y être vigilant. Il peut anticiper le point de décrochage en limitant, même temporairement, la charge de travail du subordonné en question, par exemple :

- en lui accordant la priorité des appuis – ce qui permet de tuer ses ennemis à sa place et à son profit direct ;

- en affectant une part de sa mission à un autre subordonné (nouvelle limite, hypothèse d'emploi en moins, suppression d'hypothèque ou d'une contrainte en liaison), voire en supprimant sa mission (c'est le cas du désengagement) – donc en lui retirant une part de ses ennemis ;
- en évitant de lui poser des questions qui peuvent attendre, ou qui sont accessoires – en évitant ainsi de lui rajouter un ennemi sous forme d'un ami inamical ;
- ***jamais en le renforçant!*** Cela va sans dire et pourtant, c'est souvent ce qui se passe, d'autant plus que le subordonné saturé a naturellement tendance à « réclamer du renfort ». Il est naturel d'expliquer ses problèmes par un défaut de moyens. *La saturation, c 'est exactement le contraire : c 'est un* ***excédent de moyens.*** Pour aider un subordonné saturé, on réduit sa zone de responsabilité, on supprime le maximum de charges connexes, on lui prélève un ou deux subordonnés pour le ramener à une configuration de commandement plus aisément gérable.

En conclusion de l'aspect « soutien des subordonnés » de la conduite de l'action, il faut surtout noter *l'importance des enjeux.* Il y a des aspects techniques qui gagnent à être étudiés et pratiqués. Il y a beaucoup de choses qu'un chef peut faire pour soutenir un subordonné aux prises avec de graves difficultés, *et cela va bien au-delà de la fourniture d'un déluge d'artillerie et de quelques mots de réconfort.* Mais en définitive, et toujours en application du principe de « priorité vers le bas », seul le chef peut véritablement prendre à son compte la plénitude de la fonction « soutien du subordonné ».

2.3.2. La planification



En noir tireté (la planification), l'action à venir, déjà décidée dans son principe (soit que l'ordre soit déjà livré par l'échelon supérieur, soit qu'il y ait assez d'orientations à cet effet). Il s'agit de la mission ultérieure prévue pour l'unité. Les ordres ne sont pas encore donnés aux subordonnés. Au plus, quelques orientations leur ont été données (le paragraphe « en mesure de » de l'ordre en cours d'exécution, en noir). En revanche, l'objectif à viser est à peu près connu (en noir tireté).

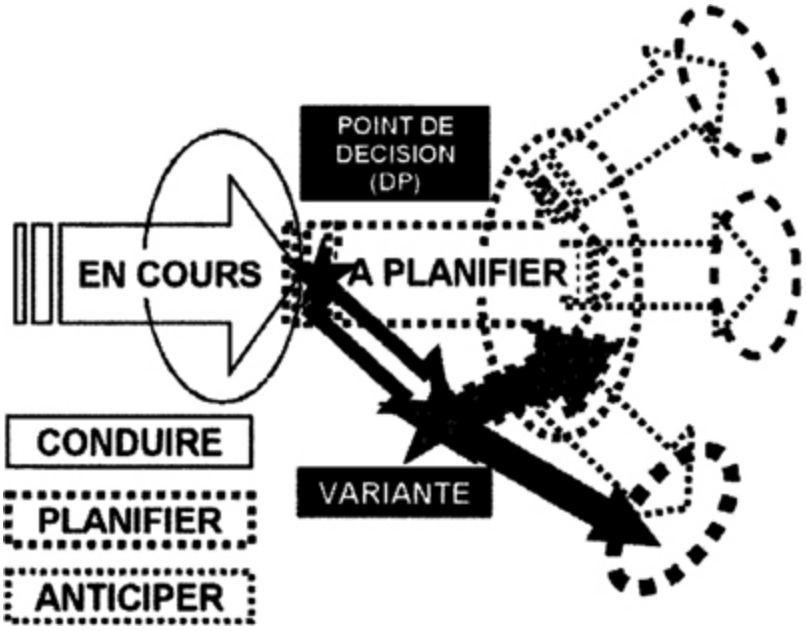
La PLANIFICATION consomme des moyens existants (la cellule « Manœuvre future » à partir de l'échelon brigade) ou obtenus par prélèvement (la bordée non consommée par la conduite en cours, pour les états-majors de niveau bataillon).

2.3.3. L'anticipation

En gris pointillé, l'action de plus long terme. On parle alors d'anticipation. En général, le supérieur ne s'est pas encore prononcé, il ne s'agit que d'un éventail de possibles qui restent à choisir. Dans ce cas, il y a plusieurs objectifs possibles (en gris pointillé), dont la détermination dépendra de l'action en cours, mais surtout, de l'action ultérieure... et de la façon par laquelle on est arrivé à l'étape intermédiaire (l'objectif noir tireté).

L'ANTICIPATION... ne concerne que le chef, de façon personnelle et rarement délégable. Pour étudier ces projections dans l'avenir lointain, tout au plus le chef peut-il faire appel à son adjoint opérations le plus proche.

2.3.4. « Variante » et « point de décision »



Admettant que la flèche noire (l'action en cours) se débrouille toute seule, revenons sur les autres flèches.

La petite flèche grise qui « déraille » de la grande correspond à une VARIANTE. La bifurcation virtuelle correspond à l'étoile, symboliquement un « POINT DE DÉCISION » *(decision point* ou DP en anglais). C'est un événement (ou un non-événement, au sens de quelque chose qui était censé avoir lieu mais qui n'a pas eu lieu) à partir duquel les prémices du plan s'avèrent erronées. En d'autres termes, on est en train de « sortir du plan ».

Lorsque l'on étudie les variantes, on commence par identifier, à l'avance, le fait qui ferait dérailler le plan. Une brève étude permet de mieux caractériser, non seulement l'événement en lui-même, mais aussi les

circonstances qui l'entourent – la situation estimée à l'heure de l'événement. À partir de là, on recherche la ou les manœuvres possibles.

À noter qu'il y a deux familles d'options, par principe :

- l'option purement **corrective,** qui tend à **ramener dans le plan** (la flèche en tireté gris qui revient dans l'objectif initial) ;
- l'option **opportuniste,** qui tend à « laisser tomber » le plan parce qu'une occasion s'est ouverte, non anticipée au départ (ou envisagée, mais jugée trop peu probable à l'époque pour en faire la base du plan)[5]. Par définition, cela implique un **changement d'objectif,** ou un raccourci spectaculaire. Elle est matérialisée par la flèche grise pleine qui vise un des objectifs ultérieurs possibles (en gris pointillé).

Soit dit en passant : l'option corrective relève, en pleine propriété, de l'initiative de l'échelon considéré, alors que l'option opportuniste, en toute logique, suppose une coordination préalable, et donc, une autorisation de l'échelon supérieur.

2.3.5. La « séquelle »

Voyons désormais les flèches en pointillé noir, correspondant aux suites (les SÉQUELLES) du plan en cours d'étude. Elles partent de l'objectif envisagé (en noir tireté) et mènent à un nouvel objectif, figurativement, l'une des trois olives en gris pointillé.

A la différence de la variante, qui est étudiée dans le cadre du plan en cours, la séquelle relève purement de l'anticipation. En dehors de quelques orientations, le chef ne dispose pas, ou rarement, d'indications très fermes sur les séquelles. **À la différence de la planification,** qui s'appuie sur une intention clairement exprimée par le supérieur – au sens de : *le supérieur a décidé* – **l'anticipation *précède* la décision.**

Il est préférable que le chef ne passe pas son temps à anticiper (prévoir devrait suffire à son bonheur). En revanche, qu'il se pose la question de loin en loin, avec un subordonné de confiance, avec son chef et ses voisins, lui

permet de dominer l'événement sans courir le risque de déstabiliser son état-major dans une phase de conduite.

2.3.6. L'impossibilité du quatrième horizon : l'explication post-événement

En incidente, relevons qu'un chef confronté à une difficulté majeure, est soumis à une forte pression par son supérieur. C'est un fait historiquement constaté que le supérieur a une fâcheuse tendance, *en cours d'action,* à exiger des explications sur l'échec de l'action en cours, et pourquoi cela s'est passé comme cela, et où était la réserve, et pourquoi a-t-elle été engagée, et à qui était adressée telle demande, etc. Le chef dont on exige des explications, se voit infliger, de fait, l'obligation de traiter simultanément *une quatrième dimension* de son action.

Alors qu'il a une action à conduire, qu'il doit planifier la suivante, et qu'il doit anticiper « la suite de la suite », l'intrusion de cette nécessité achève généralement de le condamner. Il est neutralisé, au sens fort du terme.

En situation de crise, il est indispensable que le supérieur décharge son subordonné de ce genre de questions oiseuses, dont le seul effet, outre la déstabilisation morale, sera d'assurer une performance considérablement amoindrie dans la maîtrise du problème en cours.

L'autre solution – la relève immédiate et sans appel – garantit de fait que le nouveau chef sera dispensé de cette pression rétrograde. C'est ce qui explique, au moins partiellement, pourquoi le simple fait de changer de chef accroît les chances du redressement : c'est que son supérieur, au moins pendant un délai de grâce, le dispense de regarder en arrière.

2.3.7. Le facteur humain

Il convient de bien apprécier le facteur humain : la capacité d'anticiper, c'est-à-dire, très concrètement, d'envisager des hypothèses lointaines, de probabilité discutable, s'acquiert par l'expérience et l'entraînement. Le

commun des mortels, au sein d'un état-major, n'est pas instinctivement à l'aise avec cette véritable schizophrénie qu'implique la capacité de penser deux, voire trois horizons temporels.

On pallie cet inconvénient en spécialisant les hommes (affectés à la conduite, ou à la planification, voire à l'anticipation). Toutefois, la cohérence d'ensemble ne peut être assurée que par le chef, qui se doit de maîtriser ces horizons temporels. Il est d'ailleurs sélectionné et entraîné à cet effet (la plupart des armées prennent quinze à vingt ans pour former les chefs de ce niveau et entretiennent des écoles de guerre rien que pour cela).

On peut former assez facilement des chefs à l'aise dans la conduite. C'est d'ailleurs le cursus normal, puisque, au fur et à mesure que l'officier s'élève dans la hiérarchie, il assume des commandements d'exécution, est intégré à l'état-major du niveau supérieur, puis en vient à commander ce niveau. La transition de l'exécution à la conduite est relativement souple.

Plus difficile est la formation du chef à la maîtrise simultanée des deux horizons : la conduite (en cours) et la planification (à venir).

On néglige souvent de former le chef à jouer sur les *trois* horizons temporels. Concrètement, dès lors qu'il a arrêté sa décision de planification, ayant envisagé les variantes possibles et fait étudier les plus critiques ou probables, il se penche sur les séquelles. Il se situe alors dans un monde beaucoup plus virtuel, où il se trouve souvent seul, car rares sont les états-majors qui travaillent avec autant de prévision. Il est souvent critiqué, soit dit en passant, de se préoccuper d'événements aussi lointains et aléatoires. Néanmoins, l'anticipation (deux coups d'avance) est sa meilleure sauvegarde face à l'imprévu, et la meilleure garantie qu'il saura identifier et exploiter l'occasion qui s'offre à lui.

2.3.8. L'enchaînement planification – conduite

Il s'agit là d'un problème presque mécanique. Pourtant, l'impact sur l'efficacité du commandement est considérable.

Lorsque le chef a arrêté son idée de manœuvre, elle est formalisée dans un document d'état-major que l'on appelle la « Conception ». Cette

conception couvre la totalité de la mission considérée.

De cette conception, on dérive les « Ordres d'opération », qui sont les seuls documents de référence exprimant la décision du chef à l'ensemble de ses subordonnés.

Traditionnellement, la doctrine française dispose qu'un Ordre d'opérations (ORDOPE) est produit *pour chaque temps de la manœuvre.*

À l'expérience, c'est souvent très pénalisant pour les subordonnés. Cela l'est d'autant plus que le chef appliquera une idée de manœuvre systématiquement *en trois temps,* et presque toujours en trois temps *de durées variables.*

En effet, prenons le cas d'une Conception de brigade. Elle couvre 36 à 72 heures. Si la brigade a choisi une manœuvre en trois temps (une nécessité conceptuelle découlant de notre théorie), le débit d'ORDOPE sera donc d'un toutes les 12 à 24 heures. Le problème étant qu'à l'échelon subordonné (niveau bataillon), qui ne dispose pas de deux bordées équivalentes, susceptibles de se relever sans difficulté pendant des durées conséquentes, expédier des ordres à un tel rythme (au moins pour la plage inférieure) va très rapidement saturer... et épuiser les subordonnés.

Une autre difficulté résulte de l'impératif énoncé auparavant : des temps de durée variable, par principe. Ce qui infligerait aux subordonnés *trois cycles consécutifs,* non plus rythmés, mais *arythmiques,* avec par exemple un premier ORDOPE à H, le suivant à H + 8, le troisième à H + 24. Comment s'organiser face à un débit aussi rapide, et surtout, *asynchrone ?*

Aussi est-il préférable de décliner DEUX ORDOPE par Conception, en les synchronisant de la façon suivante :

- le premier ORDOPE, couvrant le lancement de l'opération et l'effet majeur, livré bien en avance (au minimum, dans le cas d'une brigade, 8 à 12 heures auparavant, selon le degré de familiarité avec la situation). Quel que soit le découpage entre les trois temps de la manœuvre ainsi conçue, ce premier ORDOPE couvrirait à peu près la moitié de l'action, peut-être un peu plus ;
- le second et dernier ORDOPE, préparé pendant le premier temps de la manœuvre, et couvrant à la fois l'effet majeur, qu'il reprendrait en

l'affinant éventuellement (en toute logique, le temps le plus bref) ET le troisième temps (celui de la « rentabilisation » de l'effet majeur – normalement, correspondant à au moins un tiers, et si possible une moitié, du temps total imparti pour l'ensemble de la manœuvre).

Il s'ensuivrait uniquement l'ORDOPE correspondant au lancement de la manœuvre suivante, englobant l'effet majeur de cette action consécutive, et ainsi de suite.

Une telle procédure fait l'économie *d'un ordre complet* par conception. Elle a l'avantage de « lisser » le travail des subordonnés, et de rendre plus prévisible le rythme d' arrivée des ORDOPE. Elle a aussi l'avantage de traiter DEUX FOIS l'effet majeur : la première fois, avec le premier ORDOPE, en le décrivant comme la fin des actions préalables (le temps de préparation) ; la seconde fois, avec le second et dernier ORDOPE (dernier au sens de : pour cette Conception-là), nécessairement sous forme d'une mise à jour de l'effet majeur.

L'expérience démontre que, presque systématiquement, à l'approche de son Effet majeur, le chef a naturellement tendance à recaler tout le monde. En l'occurrence, cette façon de faire formalise la chose, mais surtout, livre l'effet majeur ainsi affiné et confirmé en même temps que l'enclenchement immédiatement ultérieur. Ce découpage du processus de livraison des ordres fait de chacun d'eux un pont entre deux temps de la manœuvre, ce qui couvre d'autant mieux la vulnérabilité intrinsèque au système, très sensible aux moments des transitions.

2.4. LE CHEF DANS LE CYCLE DE DÉCISION

Pour en revenir au problème du chef tactique sur le terrain (car le présent opuscule traite à dessein de la décision *tactique,* et non de la décision stratégique ou opérative), le placement du chef doit être raisonné avant l'exécution du plan, et pleinement intégré à la manœuvre.

La donnée de départ est que, numérisation ou pas, le chef d'aujourd'hui s'appuie sur un PC assez lourd, lent à déplacer, très difficile à reconfigurer, extrêmement vulnérable. Par exemple, un PC de brigade, commandant 2

000 à 6 000 hommes sur le terrain, représente 200 à 300 hommes, plus de 100 véhicules. La numérisation impose la présence d'une pépinière d'ordinateurs (entre 50 et 100), reliés en réseaux, avec la complexité accrue que personne n'a choisi la formule du réseau unique : la segmentation est imposée, entre autres, par les gens du renseignement.

Il est clair qu'on ne déménage pas un réseau d'ordinateurs en un quart d'heure. La vérité des prix est qu'un PC met plusieurs heures à se déployer. Or, le chef ne peut se passer de ce PC, puisque sa seule justification est d'assurer la coordination des actions à tous les niveaux.

Donc, le chef, pour se déplacer, se sépare de son PC, embarquant dans une petite colonne de véhicules s'il veut se rendre sur le front. Cette structure légère (ce qu'on appelle le PC tactique ou PC TAC) est parfaitement inapte à gérer le combat dans la durée, et dans toute sa complexité. Sinon, cela signifierait que le PC «lourd» est inutile... CQFD.

Le dilemme est donc le suivant :

- rester dans son PC, où le chef dispose de tous les instruments du commandement, dont ses planificateurs, les seuls qui puissent l'aider à anticiper (voir le discours américain sur l'accélération du cycle de décision) ;
- s'aventurer vers le front, mais alors, éloigner le décideur de la structure de décision.

Bien évidemment, il n'y a pas de réponse type à ce dilemme. C'est une question de circonstances. En réalité, le chef ne passe pas son temps à décider, dès lors qu'il a configuré correctement son PC. Il décide par cycles, et laisse les subordonnés gérer les intervalles (ce qu'on appelle la conduite).

On peut donc utiliser à nouveau le cycle de Boyd, et placer les moments privilégiés où le chef peut, ou doit, recouvrer sa liberté d'appréciation au plus près.

Pendant la phase **d'observation,** il est souvent bon que le chef soit au contact de ses subordonnés, qu'il reconnaisse le terrain, qu'il prenne le pouls des unités... Pendant ce temps, son état-major effectue la première étape du raisonnement tactique (analyse). Autant le laisser « mouliner » tranquille.

Pendant la phase **d'orientation,** et à moins qu'il ne se soit prononcé suffisamment clairement, au préalable, sa présence est nécessaire au contact de son état-major. En effet, nombre d'hypothèses doivent être levées à ce niveau de l'étude (l'analyse de la mission), sans quoi l'état-major continue à gérer une masse de possibilités dont la combinatoire dépasse, presque par principe, sa capacité de traitement.

Pendant la phase de **décision,** la présence du chef est requise, tout simplement. Ou alors, c'est qu'il délègue le pouvoir de décision à un subordonné. Auquel cas ce dernier est devenu, de fait, le chef. Ce qui signifie bien que le chef est présent au moment de la décision : CQFD.

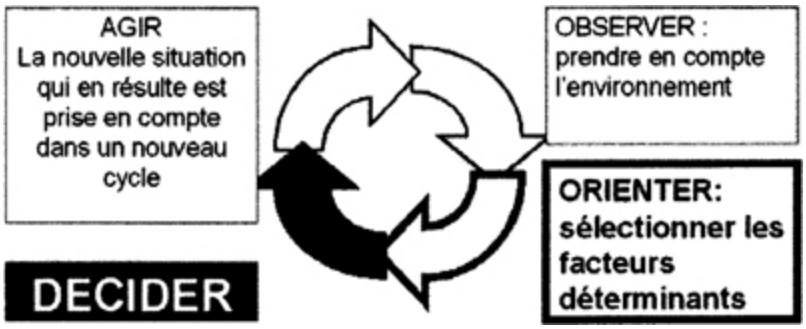
Que faire si le chef refuse de se plier à cette discipline, et tout particulièrement, s'il refuse de décider à l'heure où son état-major a besoin d'une décision de sa part ? Généralement, c'est assez simple : l'ennemi se charge d'éclaircir le débat. Rarement dans un sens favorable, hélas.

Refuser de décider, c'est décider de laisser l'ennemi décider.

Chez les Américains et certains OTANiens, le *chief of staff* exerce sur le *commander* une pression amicale... mais irréfragable, grâce à laquelle le chef ne peut se soustraire à l'obligation de décider, en temps et en heure, ce dont ses subordonnés ont besoin pour avancer.

Enfin, pendant la phase **d'action,** le chef recouvre sa liberté vis-à-vis de son état-major. C'est typiquement le moment où il peut se rendre sur le terrain, à l'endroit décisif, pour sentir le moment où il engagera sa réserve, où il lancera l'attaque, où il déclenchera la rupture de contact... C'est le moment que Rommel choisissait: ayant pris sa décision, il allait sur le terrain, à l'endroit où il avait placé son *Schwerpunkt,* et il attendait le moment propice pour enclencher ce que nous, Français, appellerions son effet majeur. Il donnait alors quelques indications précises pour les unités considérées, intervenant donc dans la conduite, mais ne se préoccupait pas du reste des unités, laissées entièrement dans la main de son chef d'état-major et fidèle second[6].

C'est en cela que Rommel n'est pas l'illustration la plus crédible de ce que certains dogmatiques du commandement de l'avant voudraient proposer comme modèle.



2.5. CONFIGURATION DU COMMANDEMENT : L'ENVERGURE DE COMMANDEMENT

Clausewitz sur « les divisions de l'armée » :

> « 1) Lorsqu'un ensemble a trop peu de membres, il manque d'agilité.
>
> 2) Si les parties d'un ensemble sont trop grandes, elles affaiblissent la puissance de l'instance suprême.
>
> 3) Chaque échelon hiérarchique qu'un ordre doit franchir affaiblit cet ordre de deux manières : d'abord par la perte de temps qu'entraîne l'échelon supplémentaire, ensuite par le supplément de temps que nécessite la transmission de cet ordre.
>
> Tout cela tend à montrer que le nombre des membres coexistants doit être aussi grand que possible, et celui des échelons hiérarchiques aussi réduit que possible, à la seule restriction près que dans une armée le maximum de forces facilement gouvernables est de 8 à 10, ce chiffre se réduisant pour de plus petites unités à un maximum de quatre à six. » *De la guerre,* Éditions de Minuit, 1995, p. 324.

« L'envergure de commandement » reprend le terme anglais de *span of control.* Le chef commande un nombre donné de subordonnés. Tout comme pour la notion d'espace de manœuvre, il existe un optimum. Ce point est véritablement crucial. Pour éviter la saturation, certaines normes historiques sont à connaître. Celles-ci font la balance entre *souplesse* (= nombre d'options disponibles à l'échelon de commandement considéré, fonction directe du nombre de subordonnés) et *facilité de commandement.*

À titre d'exemple pour étayer la discussion, le tableau suivant fait ressortir les avantages et inconvénients du « commandement et contrôle » en fonction du nombre de subordonnés directs.

« Commandement et contrôle »

en fonction du nombre de subordonnés

Nombre de subordonnés	*Nombre d'options pour le chef*	*Facilité de commandement*	*Observations*
1	zéro à son niveau	échelon redondant	échelon à supprimer
2	2 : en ligne, en colonne	échelon peu utile	à organiser différemment (coordination entre les 2)
3	4 : bataille, colonne, triangle pointe ou base en avant	très facile	à privilégier en action « chaude »
4	5 de base[1], variantes multiples	bon compromis souplesse-aisance	
5	8 de base[2]	grande souplesse	limite de saturation
6	nombreuses	limite	à découper si action « chaude »
7	très nombreuses	saturation proche	limite au combat

1. Les 5 de base : 4 pions en bataille, en colonne, en carré, en T (3 devant, 1 derrière centre), en L (3 devant, 1 derrière aile). Les

variantes portent sur l'orientation des T ou L, et le rôle du pion arrière.

2. Les 8 de base : 5 pions en bataille, en colonne, carré plus pion central, 3 devant et 2 derrière en ligne (W), 3 devant et 2 derrière en colonne (en T ou en L), 4 devant et 1 derrière (centre ou aile). Variantes multiples.

Pour organiser le commandement et contrôle, il faut compter d'abord le nombre de subordonnés directs, hors appuis[7]. Si le type d'action à venir ne préjuge que de l'engagement simultané d'un ou deux subordonnés, on peut gérer l'ensemble. Le problème se compliquera en cas d'engagements multiples.

Il faut donc **organiser le commandement** pour diminuer le nombre d'intervenants simultanément actifs :

- en les **désengageant** (si c'est possible) ;
- en les **autonomisant** (déléguer, par une mission correctement libellée, le maximum de décisions à leur niveau) ;
- en en **regroupant** une partie sous un niveau intermédiaire de commandement.

Historiquement, les chefs apprécient cinq subordonnés, qui leur donnent l'impression d'avoir toujours une solution. Malheureusement, leur capacité à les conduire efficacement au combat est loin d'être avérée. Il y a des unités oubliées, des ordres tardifs, des implications lourdes non prises en compte...

La structure ternaire est moins valorisante, en temps normal, mais dans le feu d'une action chaude, elle garantit une réelle coordination. Il y a sans doute une explication « mécanique » à son efficacité. Le raisonnement d'un échelon considéré est, peu ou prou, trois fois plus long que celui de l'échelon inférieur. Ce qui revient à dire que le chef, s'il souhaitait se substituer à ses subordonnés, *aurait le temps de faire le raisonnement à leur place.*

Clausewitz, déjà, traite de ce problème de l'envergure de commandement (cf. citation ci-dessus), en y introduisant une idée intéressante : *que le nombre maximum de subordonnés est affecté par le niveau hiérarchique*

considéré. Aux échelons subalternes, « quatre à six maximum », alors qu'aux plus hauts échelons, « huit à dix » sont admissibles.

Il peut y avoir trois explications à cela :

- au niveau subalterne, le chef est souvent moins expérimenté qu'au sommet de la hiérarchie (systématiquement le cas des officiers)[8] ;
- surtout, aux échelons subalternes, le chef est directement confronté à l'ennemi, alors qu'au niveau supérieur, le chef lui est confronté à travers ses subordonnés. Il subit donc moins de pression immédiate ;
- au fur et à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie, on s'éloigne de la pression du combat et les réponses attendues portent sur des échéances plus lointaines – donc, plus faciles à gérer.

Dans les armées sous-encadrées, ou celles où il existe des différentiels très conséquents entre deux niveaux de commandement (cas assez courant dans des armées en voie de création ou d'institutionnalisation), il est courant que le chef « fasse le travail des subordonnés », et si ce n'est de tous, au moins du plus défaillant[9].

Dans le même ordre d'idées, une armée qui s'appuie énormément sur la conduite, au détriment de la planification et la coordination préalable, doit éviter de noyer le chef sous le poids de ses subordonnés. Un plan très synthétique, voire purement allusif, s'adaptera très bien au combat si ceux qui l'exécutent disposent de toute la flexibilité voulue. La structure ternaire apporte cette flexibilité, car il est rare qu'un chef de qualité, connaissant bien ses subordonnés, ne puisse s'adapter aux circonstances et produire des ordres pertinents et en temps voulu.

A contrario, une armée qui s'appuie énormément sur la planification, qui règle tous les détails au préalable, et qui accorde une grande latitude aux échelons subordonnés, cette armée peut confier de nombreux subordonnés à un même chef... au prix d'une forme d'escroquerie intellectuelle : celle de laisser ce chef croire qu'il commande vraiment, effectivement, au feu.

Insistons bien sur la nécessité d'associer ces deux critères : la *coordination préalable* (la planification) et la *liberté des subordonnés*. Car une planification trop rigide, ayant pré-décidé de tout, est une négation de

toute flexibilité. Si elle est conforme au besoin, ce n'est pas un inconvénient décisif. Mais cela change dès lors que les circonstances dévient des prémices du plan...

Une planification fouillée associée à une vraie marge d'initiative pour des subordonnés qui savent s'en servir garantit le maximum d'effet.

Toutefois, il y a une contradiction dans les termes mêmes de cette proposition. On le voit bien en étudiant le système militaire américain. La prégnance de la planification, érigée en vérité suprême, et se suffisant à elle-même, ne tend pas à produire des officiers qui revendiqueront leur liberté, justement. D'autant plus qu'étant extrêmement consommatrice en officiers, *la planification est une école* qui emploie l'immense majorité des futurs décideurs, pendant leurs années de formation. *Leurs années normatives,* justement.

Un adepte, voire un sectateur de la planification, qui aura immergé vingt ans de sa vie professionnelle dans cette véritable église, aura du mal à assumer, du jour au lendemain, l'habit intellectuel du libre penseur, dénué de tout préjugé.

Ce qui, incidemment, expliquerait pourquoi les quelques grands capitaines que l'histoire militaire américaine ait produits ont assumé le rôle de rebelle. Patton, MacArthur, indubitablement parmi les rares généraux américains ayant inspiré de la crainte chez leurs adversaires, passaient pour des hérétiques dans leur propre système.

2.6. Le placement du chef

Certains grands romantiques devenus généraux présentent le commandement de l'avant comme une vérité éternelle de la guerre, alors qu'il n'y a qu'une seule règle qui vaille :

«Le chef se place là où il peut le mieux voir, sentir, commander sa manœuvre ».

2.6.1. Quelques illustrations

Il est clair que du temps d'Alexandre, où des masses énormes s'affrontaient dans une cohue indescriptible, soulevant une épaisse poussière, noyant ordres et comptes-rendus sous un assourdissant vacarme de cris et d'armes, il était difficile de commander de loin...

Ce qui est intéressant, malgré tout, par exemple, à Arbeles (331 av. J.-C), c'est qu'Alexandre a attendu que le premier choc ait lieu, puis il s'est lancé dans la bataille, sous les yeux de tous, à l'endroit précis où il avait décidé d'emporter la décision. Il n'avait plus d'ordres à donner, la mécanique de la bataille étant lancée (à l'époque, il était rigoureusement impossible de manœuvrer une fois que les phalanges en étaient venues aux mains), il s'agissait dès lors de galvaniser ses troupes (effet moral) et d'accentuer leurs efforts au lieu le plus approprié.

Napoléon s'est avancé à Arcole (15 novembre 1796), démontrant un grand courage personnel à un moment où le sort de la bataille balançait, mais pour le reste de ses actions, il a généralement préféré un point haut, légèrement désaxé par rapport à la bataille en cours. Un analyste honnête aurait du mal à affirmer que le style de Napoléon était « le commandement de l'avant », au sens où les Américains ou les Israéliens l'entendent aujourd'hui.

Lee apporte un autre exemple : celui du général proprement éjecté du combat par ses propres troupes, préoccupées de voir leur chef inutilement aventuré au combat[10]. Il faut dire qu'après la blessure mortelle de Stonewall Jackson, infligée accidentellement par ses propres piquets de garde au retour d'une reconnaissance nocturne (bataille de la Wilderness, soir du 3 mai 1864), la troupe avait été douloureusement sensibilisée aux conséquences de la perte d'un chef de qualité (il décéda le 10 mai).

Il y a un contre-exemple : la blessure ridicule (à la fesse) subie par MacMahon pendant le désastre de Sedan (1er septembre 1870). Sachant qu'il avait bataille perdue, il a sans doute cherché à sauver l'honneur. Ce qui fait qu'on ne sait pas imputer le désastre à un mauvais commandement, ou à un commandement inexistant... En l'occurrence, la troupe s'est montrée extrêmement cynique sur la présence à l'avant de ce chef qui n'apportait rien.

Une très éclairante comparaison entre les chefs allemands et français de la guerre des tranchées de 1914-1918 est citée à l'occasion pour démontrer

la supériorité des chefs allemands : ceux-ci venaient régulièrement jusqu'aux PC de brigades (à 1 000 mètres du front), et y faisaient tourner leurs officiers d'état-major. Alors que les généraux d'armée français (dont Nivelle avant et pendant l'échec du Chemin des Dames) ne se sont jamais approchés plus près que le PC de division (5 000 mètres environ). Cette comparaison est utilisée pour expliquer la différence du taux de pertes : les chefs français n'avaient aucune idée de ce qu'ils exigeaient de la troupe, alors que leurs adversaires allemands le comprenaient mieux. Cet argument, amplement étayé, est assez séduisant[11].

Rommel commandait souvent de l'avant, estiment certains commentateurs américains, pour lesquels il représente le summum du chef tactique. Ils négligent un fait fondamental : *Rommel ne commandait pas de l'avant.* Il allait devant, au plus près du combat en cours, mais le commandement était assuré par son chef d'état-major, depuis la relative sécurité du PC principal. Rommel avait donné ses ordres, indiqué à son fidèle coéquipier quelques réactions types à tel ou tel événement, mais en pratique, les ordres venaient de l'arrière[12]. **Rommel allait devant pour jauger le lieu et le moment *de l'action décisive.*** Lorsqu'il le sentait, il donnait l'information à son PC, avec des indications précises sur les ordres à donner aux unités concernées directement par l'action qu'il envisageait, mais il laissait son adjoint régler tout le reste des mouvements, des appuis, etc.

Pour cette raison, utiliser l'exemple de Rommel pour vanter les mérites, supposés extraordinaires, du « commandement de l'avant », procède d'un ridicule contresens.

Les Israéliens se vantent de leur style de commandement « de l'avant ». Notamment en glosant sur le fait que l'ordre « En avant » n'existerait pas chez eux, puisque la traduction israélienne est « Suivez-moi ». Indépendamment du fait que cette pratique se traduit mécaniquement par un taux très honorable de pertes au combat pour les officiers, bien en rapport avec une armée démocratique, elle correspond surtout à un style de commandement qui privilégie démesurément la conduite sur la planification. « On s'engage, après on verra », disait déjà Napoléon. Les Israéliens produisent des plans très flexibles, considérés caducs dès les premiers combats, et laissent à leurs subordonnés le soin de guider le plan de l'avant, selon les flux et reflux du combat.

Ce style s'est révélé très performant face à des armées sous-encadrées, qui cherchent à compenser leur infériorité de commandement par une planification pesante et un commandement très centralisé. Développant l'esprit de système, voire de soumission, plus que l'esprit d'initiative, ces armées sont structurellement désavantagées face à des adversaires très réactifs, disposant d'une large initiative (ou la prenant à leur guise, comme ce fut souvent le cas chez les Israéliens, et pas toujours à leur avantage). Toutefois, on peut douter de l'efficacité de Tsahal face à une armée qui disposerait à la fois d'un encadrement de qualité, cultivant le goût de l'initiative, et d'une bonne maîtrise de la planification, sans aller jusqu'aux extrêmes fétichistes des Américains. On peut penser, par exemple, aux Britanniques... ou aux Finlandais (lesquels, en 1939, se trouvaient dans une situation assez similaire).

Tous les grands capitaines ont oscillé avant, pendant et après la bataille, entre l'arrière, l'avant, le flanc... Les grandes manœuvres ont généralement été précédées d'une reconnaissance attentive (Hannibal avant la Trébie, Napoléon avant Austerlitz). Pendant la bataille, les chefs sont souvent venus « renifler l'instant » sur le front, en profitant pour galvaniser les troupes, se montrer pour afficher sa confiance. En Corée (hiver 1950), Ridgway a changé l'ambiance de commandement en entamant une tournée de tous les points chauds – mais il ne négligeait pas de donner ses ordres avant, et n'a jamais pris le manche en cours d'action, à vue du front. A Waterloo, Wellington comme Napoléon ont adopté un observatoire, dans le dos des unités, d'où ils lançaient leurs estafettes.

En tout état de cause, **le chef qui se respecte n'a pas le droit de mourir au combat,** ou de s'y faire neutraliser, quoi qu'en disent les plus intrépides d'entre eux. Les cas de neutralisation du chef, en pleine action, sont édifiants :

- pendant la campagne de France de 1940, le général Billotte, commandant le Groupe d'armées 1, est accidenté le 21 mai, au moment où Weygand vient de prendre son commandement et prépare la contre-offensive. Billotte décède le 23 mai. Pendant deux jours, le GA 1, privé de chef, reste inerte et laisse passer la seule occasion de rétablir la situation[13] ;

- pendant la bataille de Normandie, le 11 juin 1944, le chef du Panzer Group West et une partie de son état-major sont tués par un bombardement allié, ce qui annule la contre-attaque prévue ce jour-là et rend le PC inopérant pendant sept jours.

Ce n'est pas par égoïsme ou manque de courage que le chef évite de s'exposer inutilement, mais bien parce qu'il a des obligations vis-à-vis de sa troupe, et que s'il est mort, il ne pourra plus les remplir. **La bravade n'est pas la bravoure.** Les bonnes troupes le savent bien. Seul le soldat qui doute exprime le désir de voir son général à ses côtés.

2.6.2. La problématique moderne

Aujourd'hui, attendant le proche avènement du commandement numérisé, apportant, paraît-il (mieux vaut rester extrêmement sceptique sur ce grave sujet) la visibilité totale et instantanée de la bataille, on voit mal comment le chef pourrait s'offrir le luxe d'une excursion sur le front. Ni pourquoi, d'ailleurs.

Le débat « arrière-avant » est-il en passe d'être dépassé par l'émergence d'un nouveau style de commandement, fondé sur **l'ubiquité électronique du chef ?**

Le cas, historiquement, a déjà eu lieu. En effet, le général Clark, SACEUR[14] au moment de la guerre du Kosovo (1999), a pratiqué un commandement multi-niveaux : s'appuyant à la fois sur une capacité inouïe de planification (SHAPE[15], mais aussi tous les subordonnés fonctionnels, comme AIRSOUTH[16], ou nationaux comme EUCOM[17]), présent en permanence par le biais des visioconférences, d'un emploi immodéré du téléphone, du courrier électronique, visitant les grands subordonnés, jusqu'aux unités, sans jamais oublier de très fréquents contacts politiques... Clark a été en permanence, et simultanément, sur tous les fronts, et surtout, sur tous les plans : stratégique dans ses conversations politiques, opératif dans ses relations avec, entre autres, le général Jackson, COMKFOR[18], et tactique, en se préoccupant de détails que Napoléon ou Guderian auraient volontiers laissés à leurs chefs du terrain.

Si on juge un arbre à ses fruits (la victoire), le style Clark est positif. Si on en juge par le rendement, le verdict est plus circonspect. Après tout, même en cas d'erreur massive, l'OTAN ne risquait guère la catastrophe *militaire,* un Mai-1940 infligé par la pitoyable Serbie, assiégée et affaiblie depuis dix ans. N'oublions pas cependant que les conséquences *politiques* ont bien failli être terminales pour l'OTAN, à tel point que la capitulation de Milosevic, vers le 12 juin 1999, est presque passée pour un nouveau miracle de Frédéric II, en 1762 (quand la mort inopinée de la tsarine Elizabeth fit éclater l'alliance contre la Prusse).

Le style Thatcher, au moment des Malouines (1982), paraît incomparablement supérieur. Large autonomie accordée par le politique au commandement de théâtre (l'amiral Woodward, présent sur place, avec la flotte d'invasion) ; planification minutieuse sans être rigide ; exécution agressive au niveau tactique (parfois trop, à en juger par certains combats comme Goose Green, 27-28 mai 1982[19]). Le bon équilibre entre encadrement et liberté des subordonnés avait été atteint, semble-t-il.

2.6.3. Placement de base

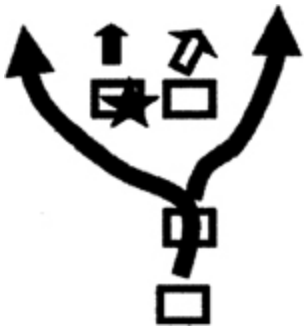
Le placement de base du chef reste avec son outil habituel de commandement, le centre de sa « croix du Sud ». C'est la position prévue, par construction, ***pour qu'il irrigue convenablement*** le système : de son propre chef, vers ses subordonnés ; entre échelons adjacents (ses voisins) et ses équivalents fonctionnels (les appuis, notamment).

Le poste de commandement (PC) a été créé exprès pour lui permettre d'assumer la plénitude de ses responsabilités.

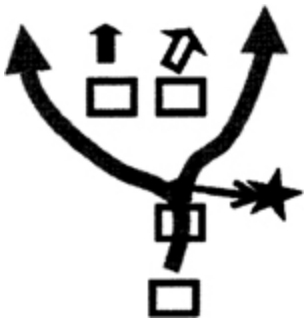
Géographiquement parlant, le PC doit être à peu près au barycentre de la force commandée, avec une attraction pour le bond suivant. Ainsi, si la manœuvre d'ensemble est plutôt vers l'avant (offensive), le PC est accolé au premier échelon, juste dans son dos. En revanche, si la manœuvre est plutôt rétrograde (défensive), le PC est inséré dans le deuxième échelon, pour se laisser de la marge.

On doit surtout raisonner fonctionnellement : quel est le besoin du moment ?

Si le chef a besoin de voir et sentir la manœuvre, il se rend à l'avant, auprès de l'unité critique.



S'il a besoin de coordonner, il reste plutôt derrière, en mesure d'engager plus rapidement son deuxième échelon.



En tout état de cause, il doit retenir un facteur : *le PC gène les subordonnés***.** C'est une vérité à la fois matérielle (il prend de la place), fonctionnelle (il faut le protéger, lui accorder des créneaux de mouvement...), psychologique (il pèse sur le subordonné le plus proche, quoiqu'il en dise).

Le placer à proximité, ou au sein, d'un dispositif ami, entraîne par définition une contrainte sur ledit échelon ami.

Il est prudent qu'un PC de bas niveau ne se place jamais sur un point caractéristique du terrain, référencé cartographiquement (point coté...), ni à

vue d'un endroit d'où il pourrait être surpris. Le PC est décalé, par exemple, par rapport au carrefour qui permet d'y accéder (ce qu'illustre le schéma ci-dessus). Simple mesure de prudence, tenant compte de la confusion régnant généralement sur le front, d'autant plus marquée que le contexte est lacunaire[20].

2.7. LE COMMANDEMENT MULTINATIONAL

2.7.1. Un phénomène très ancien, et récurrent

Nous n'apporterons pas une grosse pierre à un débat richement documenté depuis quelques années. Le maréchal Foch, paraît-il, a dit qu'il avait bien moins d'admiration pour Napoléon depuis qu'il avait commandé une coalition...

Il y en a qui croient que les guerres de coalition seraient une nouveauté. *Rien n'est plus faux.* C'est la guerre nationale, au sens exclusif du terme, qui est une anomalie historique, une sorte de parenthèse.

La coalition est une affaire stratégique, qui devrait donc, en toute logique, échapper à l ' o b j e t du présent ouvrage. Néanmoins, au niveau tactique, on constate de plus en plus fréquemment l'existence d'unités multinationales, pour aller j u s q u ' à des bataillons bi ou trinationaux. Aussi est-il utile d'apporter un éclairage sur ce mode de commandement.

Prédominance dans l'histoire
des guerres de coalition ou d'alliance

La guerre du Péloponnèse, première guerre de l'Histoire dont on estime qu'elle a été L'ouverte par un historien digne de ce nom (Thucydide) opposait deux coalitions, l'une menée par Athènes (qui a perdu), l'autre par Sparte.

Rome a l'ait appel presque systématiquement à des alliés locaux (les foederati. lesquels ont donné le mot « fédérés »). Une lecture attentive de César. ***LA*** *Guerre des Gaules,* permettra de constater que même les légions de Rome avaient à composer avec des préoccupations d'alliance.

Les Croisades ont été des campagnes de coalisés, souvent fort indisciplinés, ne parlant pas tous la même langue, poursuivant des objectifs parfaitement égoïstes, au point de pactiser très souvent avec l'ennemi. Lequel ennemi, nul autre que l'immense Saladin, avait lui-même à composer avec des nations très diverses poursuivant des objectifs parfois divergents.

Les guerres napoléoniennes sont des guerres de coalition, tant des alliés opposés à la France, qu'au sein même de l'appareil militaire napoléonien. Austerlitz, 1805 : bataille des Trois-Empereurs. La Grande Armée, partie à la conquête de la Russie en 1812. comptait deux-tiers de non-Français sur une masse de 400 000 hommes. La plupart de ces contingents nationaux l'ont abandonnée après la retraite, fournissant deux armées ennemies sur trois pour la bataille de Leipzig (16-19 octobre 1813).

La plupart des campagnes de la lin du XIX^{e} siècle lurent menées par des coalitions : campagne d'Italie, campagne de Crimée, deuxième guerre de l'Opium en Chine (en 1860. celle qui vit le sue du Palais d'Été).

Les guerres coloniales représentent le début de l'exception, puisqu'il s'agissait, presque par définition, de guerres de prédation au profit exclusif de la puissance qui s'était lancée dans l'aventure.

Les deux guerres mondiales sont des guerres de coalition, de même que la guerre froide, qui vit naître le summum actuel de la coalition : l'Alliance Atlantique.

Nous insistons encore sur ce point : historiquement, les seules guerres nationales sont les guerres de prédation (guerres coloniales) et quelques guerres civiles (et encore, les interventions extérieures y sont la norme plutôt que l'exception).

Donc, gardons-nous de dire que le concept de guerre de coalition est récent, et qu'il va falloir s'y adapter. Il y a assez de précédents historiques pour considérer que toutes les leçons sont déjà disponibles.

Moyennant quoi il apparaît quelques vérités incontournables.

2.7.2. Quelques vérités éternelles

Chaque membre de la coalition poursuit des objectifs qui lui sont propres

C'est naturel. C'est même plutôt heureux, car qui voudrait d'un allié qui fait la guerre, pour la seule raison qu'il aime faire la guerre ?

Corollaire : il existe, parmi la foule de motifs invoqués, une quantité significative de motifs inavouables. L'essentiel étant... qu'ils ne soient pas contradictoires.

L'exemple récent le plus achevé reste celui des deux alliés anglo-saxons de la Seconde Guerre mondiale : parfaite conjonction d'intérêts, accord sur les ordres de priorité (dont le très déterminant *Germany first),* connivence culturelle, parité entre un allié initialement majeur mais en voie d'essoufflement, et un allié qui apprend tranquillement. La bascule s'étant faite entre la conquête de la Sicile et Overlord.

Un exemple de coalition douteuse est la KFOR, au Kosovo, où par sa présence le contingent russe semblait plutôt vouloir limiter la marge de manœuvre des Occidentaux (en 1999 tout au moins).

La schizophrénie des chefs

Le chef d'un contingent national est souvent tiraillé entre sa responsabilité « officielle », forcément consensuelle, en tant que membre de la coalition, et sa responsabilité « réelle », plus ou moins avouée, vis-à-vis de sa propre nation.

Ne soyons pas malveillants au point de croire que seul le chef français subit cette forme de schizophrénie, tiraillé comme il l'est souvent entre Paris (parfois directement l'Elysée) et la chaîne officielle de la coalition (le Conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles par exemple).

Ne soyons pas naïfs au point de croire qu'il pourrait en être autrement.

À des niveaux plus subalternes, la multinationalité souffre constamment de cette schizophrénie. Les chaînes nationales informelles se substituent souvent à la chaîne officielle. C'est surtout le cas des « grandes » nations, c'est-à-dire celles qui poursuivent des stratégies peu ou prou autonomes (et parfois concurrentes, en réalité). Les « petites » nations, celles qui participent uniquement pour afficher leur présence, brocardent allègrement ces égoïsmes récurrents. À juste titre, hélas. Ces nations (leurs représentants, en tout cas) gagneraient à reconnaître qu'il est beaucoup plus aisé d'être philosophe en l'absence d'enjeu...

L'importance d'une stratégie clairement définie au préalable

L'absence de visée stratégique claire, constante, formalisée *au moins à l'égard du haut responsable militaire national sur le théâtre* prive ce dernier de la marge d'initiative qui en fait un collaborateur efficace et recherché. En général, le haut commandement national lui remet un mandat national (en France : l'Instruction personnelle et secrète (IPS) remise par le Chef d'état-major des armées, le CEMA).

Il y en a d'ailleurs de beaux exemples, tel le mandat signifié au général de Montauban, parti guerroyer en Chine aux côtés des Britanniques, en 1860 (la campagne qui a permis d'inscrire Palikao sur certains emblèmes coloniaux). Il reçoit, le 15 décembre 1859, du maréchal Randon (ce serait du chef d'état-major des armées (CEMA) aujourd'hui) une lettre en six points, à la fois brève, claire et exhaustive, qui lui accorde une large marge d'appréciation[21]. Bien qu'une instruction ultérieure vienne entamer ce bel ouvrage (des restrictions d'ordre diplomatiques), il reste que ce commandant d'expédition lointaine a reçu une ligne de conduite de qualité.

Comment concilier force multinationale et mandat national

En tout état de cause, l'efficacité militaire ne peut s'accorder d'une quelconque schizophrénie. Jésus lui-même dit que « nul homme ne peut être l'esclave de deux maîtres» (Luc 16:13). Il faut repartir des principes premiers : si la nation a décidé de placer une force sous le commandement

d'une coalition, formalisant cet accord par le biais d'une planification approuvée, alors la question nationale ne se pose plus au chef militaire sur le terrain. En dehors des cas les plus flagrants de trahison des objectifs approuvés en commun, ou des circonstances où l'honneur de nos armes pourrait être menacé (souvent force excessive ou force insuffisante), le chef sur place n'a qu'un supérieur, c'est celui qui lui a été désigné par le mandat, en définitive. Il ne lui appartient pas de le contourner, encore moins de mégoter ses actes. Il traite son chef, quelle que soit sa nationalité, comme il traiterait son chef national, c'est aussi simple que cela.

2.8. ATTAQUER LE COMMANDEMENT

La théorie de la guerre moderne préconise emphatiquement d'attaquer « le commandement », ce qui est moins coûteux et plus efficace que d'attaquer « la force », le « ventre mou » (la logistique) etc.[22]

Dans l'absolu, attaquer le commandement peut se décomposer en :

- attaquer le chef, physiquement (bombardement ciblé, dit « de décapitation », ou attentat, autrement dit « assassinat sélectif ») ;
- attaquer la structure de commandement du chef – typiquement, le poste de commandement, mais aussi certaines fonctions vitales pour le fonctionnement du régime ;
- attaquer l'infrastructure de communication par laquelle le chef diffuse les ordres, reçoit les comptes-rendus, et d'une façon générale, exerce son magistère.

Au-delà, nous en sommes déjà arrivés à la force elle-même, s'interposant, si l'on peut dire, entre nos armes et son chef.

Jusqu'au développement de l'arme aérienne, du missile de précision, mais aussi des capteurs idoines, il était présomptueux de prétendre attaquer directement le chef, sauf si la fortune le plaçait à portée[23]. Depuis, une telle capacité existe, matériellement, pour quelques nations.

Nonobstant, il y a d'autres moyens d'attaquer le commandement : la meilleure arme contre le commandement adverse, c'est la capacité du chef à surprendre, et idéalement, à surprendre *à répétition,* ce qui lui vaudra l'ascendant moral.

L'intoxication, la désinformation, sont des méthodes longues à mettre en œuvre, assez compliquées, mais généralement extrêmement payantes. On peut déstabiliser profondément un chef en le faisant douter de son entourage.

Pour séduisantes qu'elles soient, ces perspectives psychologiques ne s'appliquent pas au niveau tactique de la guerre.

En revanche, le chef de niveau tactique, outre les missiles, dispose potentiellement d'une arme très efficace pour dégrader, voire neutraliser, le commandement adverse : c'est la surprise, qui induit le doute. Une surprise répétée crée une aura d'imprévisibilité, et à terme, une réputation d'invincibilité.

Dominer mentalement son adversaire

Il y a des exemples frappants de chefs tétanisés, comme le général Hooker face à Lee, alors qu'il avait – une fois n'était pas coutume -réussi un coup de maître, susceptible de déstabiliser son adversaire, en effectuant la brillante manœuvre de Chancellorsville, le 30 avril 1863 (l'extraordinaire réaction de Lee conduisit à la débâcle des Fédéraux au terme d'une campagne de sept jours, la bataille de la Wilderness).

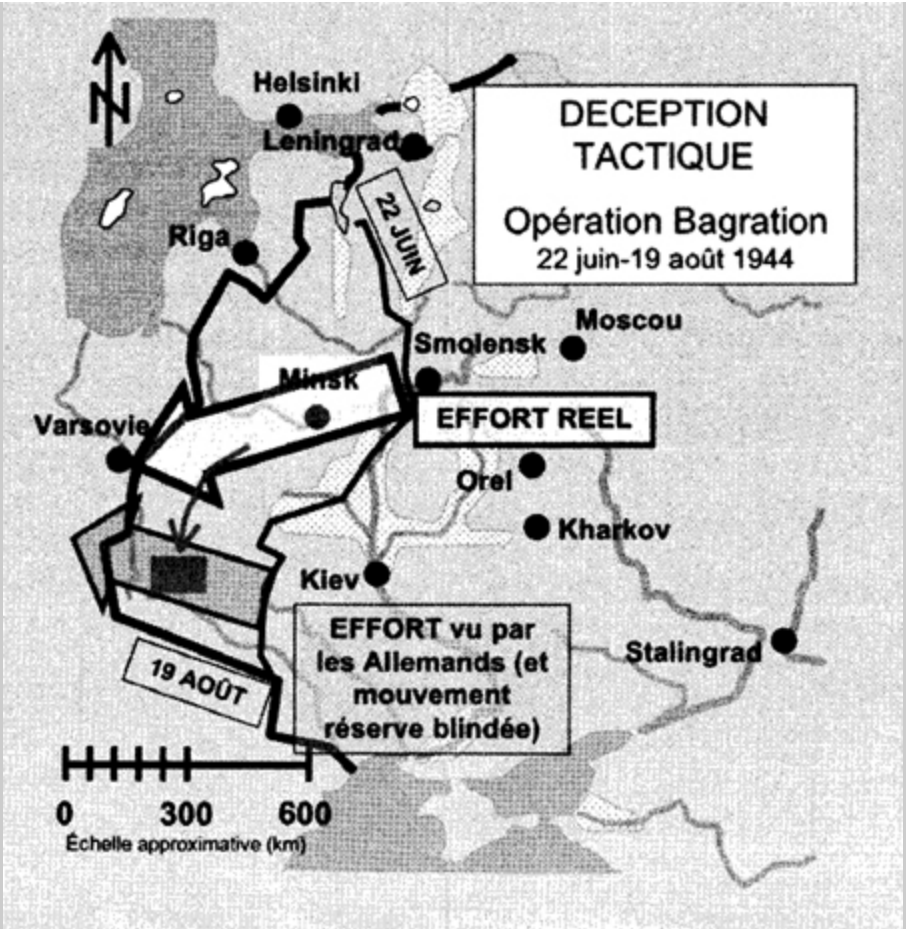
De même, Napoléon exerça longtemps une forme d'ascendant moral proche de la subjugation sur ses adversaires, à tel point qu'ils tentaient de rompre le contact dès lors qu'ils soupçonnaient sa présence dans les parages.

Le débarquement de Normandie fut précédé par une intense opération d'intoxication (de « déception », néologisme militaire emprunté à l'anglais *deception,* tromperie, duperie) baptisée Fortitude, qui tendait à conforter Hitler dans sa conviction que le débarquement aurait lieu dans le Pas-de-Calais.

Les maîtres, tout bien considéré, furent les Soviétiques. Ils ont théorisé la déception opérative, l'élevant au niveau des arts majeurs pendant la Seconde Guerre mondiale (période 1943-1945), sous le nom de *maskirovka.* L'objet de la *maskirovka* est de faire croire à l'ennemi que l'on a adopté un dispositif donné, tout en masquant le dispositif réel, et ses objectifs. C'est ainsi que l'état-major soviétique a su, à chaque fois, à partir de 1943, dissimuler sa masse de manœuvre et tromper Hitler sur le lieu de la prochaine offensive.

La « déception » dans l'art de la guerre des Soviétiques :
Opération Bagration, 22 juin – 19 août 1944

En juin 1944. pour l'opération Bagration, les Soviétiques ont réussi à Faire croire à Hitler qu'ils allaient attaquer au sud. vers la Roumanie et les Balkans, et/ou au nord, vers la Baltique. Ils ont « vendu » la fable selon laquelle la Biélorussie ne constituerait qu'un front secondaire. En face, le Groupe d'armées centre (près de 800 000 hommes, dont la moitié en première ligne, soit 52 divisions) y a perdu sa seule réserve blindée, le 56 PanzerCorps, qui a été transféré au Groupe d'armées Nord Ukraine, le 30 mai 1944. Les Soviétiques ont massé 1,7 million d'hommes, plus du double – disposant de six fois plus de chars que les Allemands (2 700 chars contre un peu plus de 400). Ils ont transféré six armées, dont trois blindées, de la Crimée, du sud de l'Ukraine, et de la Baltique, sans que les Allemands ne s'en rendent compte. Simultanément, le front de Biélorussie s'est montré très actif, en pleine concordance avec l'hypothèse d'une attaque majeure.



Malgré tous ses efforts et l'aide fortuite de quelques reconnaissances aériennes heureuses, le Groupe d'armées centre n'a identifié que 140 divisions sur les I68 présentes, et surtout, il n'a repéré que trois corps blindés là où il y en avait huit. L'estimation allemande était que les Soviétiques, face à eux. disposaient de 400 à 1 800 chars, là où il y avait près du double de l'estimation la plus pessimiste.

Attaquant le 22 juin (deux semaines après le débarquement, de Normandie. et surtout, deux ans après Barharossa. l'invasion déclenchée par Hitler), les Soviétiques progressèrent de près de cinq cent kilomètres avant de stabiliser le front deux mois plus lard, vers le 19 août, sur la Vistule. Les seuls combats contre ce Groupe d'armée Nord, anéanti dès les deux premières semaines (poche de Minsk), causèrent plus de dommages que Stalingrad, seize mois plus tôt. L'équivalent de 25 à 30 divisions y fut perdu, dont 17 annihilées, et 350 000 Allemands tués, disparus ou capturés.

La déception tactique ou opérative fait appel à la dissimulation, à la simulation, à l'intoxication. Elle s'appuie sur un contrôle étroit des capteurs ennemis, soit qu'ils soient détruits, soit que les seuls qui opèrent voient ce que l'on veut bien leur montrer. À cet égard, les Alliés anglo-saxons, réfugiés sur leur île, disposant d'une totale suprématie aérienne, éprouvaient beaucoup moins de difficultés à masquer ce qu'ils voulaient dissimuler, que les Soviétiques, qui partageaient un front très étendu avec leur adversaire.

Au niveau tactique qui nous préoccupe, de telles opérations ne sont guère concevables. Il fallait mentionner le fait uniquement pour préciser que nombre d'unités pourraient participer, et parfois sans même le savoir, à une opération de déception.

En revanche, dès les plus petits échelons, le chef peut pratiquer ou contrer la déception adverse :

- par la contre-reconnaissance, le camouflage, la discrétion, il peut rendre son image plus floue et compliquer considérablement la tâche de l'adversaire ;
- en défensive, le changement de dispositif de dernière minute avant l'assaut, la dissimulation efficace de la réserve (et autant que possible, le fait de masquer son volume et sa composition) peuvent produire la surprise tactique ;
- par la feinte, notamment en changeant d'axe d'effort dans le dernier bond avant le contact, il peut tromper son ennemi sur son angle d'approche.

L'avantage de toutes ces méthodes pour attaquer le commandement adverse, c'est **qu'elles ne tuent pas le chef** ! En effet, il est préférable d'affronter un adversaire que l'on connaît, dès lors qu'on le domine, plutôt que de courir le risque d'en découvrir un nouveau, plus performant. La propension constante de nos amis américains à cibler le commandement adverse (*target enemy leadership)* est fondée sur un présupposé masqué mais parfaitement contestable : que le remplaçant sera moins performant que celui qu'on vient d'expédier *ad patres.* Évidemment, si la mort du chef intervient au pire moment pour l'ennemi, exactement au moment où il ne

peut pas se passer de chef, alors les qualités respectives de l'un et de l'autre (l'actuel et son successeur putatif) n'entrent guère en ligne de compte. Néanmoins il y a là un risque réel. Le darwinisme social existe aussi en guerre : les meilleurs chefs sont rarement connus dès les premiers combats, et la génération qui conclut la campagne est généralement plus douée que celle qui l'a entamée. Autant ne pas admettre pour principe qu'on va favoriser une relève anticipée des élites...

En tout état de cause, si nous inversons la proposition, comment préserver notre propre échelon de commandement ?

Évidemment, en pratiquant avec rigueur toutes les mesures habituelles de sauvegarde (dispersion, camouflage, discrétion, etc). Notons aussi qu'un chef mobile, rendant visite à ses unités, à ses voisins, voire à son propre supérieur, étant par force moins présent à son poste de commandement, sera peut-être dispensé du missile qui lui était destiné. En échange, il multiplie les risques de mauvaise rencontre sur la route.

Une mesure est très efficace pour préserver le chef au moment crucial : c'est la bascule de poste de commandement juste avant l'effet majeur. Cette manœuvre de commandement s'inscrit délibérément dans la manœuvre d'ensemble, de la façon suivante :

- au lancement de l'action (1er temps), le chef est à son PC ou avec une unité potentiellement critique (par exemple, celle qui aura à effectuer l'attaque). Simultanément, son PC alternatif (dit « moyens en attente ») s'est déployé et est prêt à prendre la main, sans se dévoiler. Le commandant en second, qui s'y trouve et qui a participé à la conception de la manœuvre à venir, peut assurer la conduite si nécessaire ;
- juste avant le 2e temps (pour nous, forcément celui de l'effet majeur), le chef rejoint cette nouvelle position de PC et l'active. Il est ainsi quasiment assuré de commander dans des conditions raisonnables de sécurité, compte tenu des délais d'acquisition nécessaires à l'ennemi, en rapport avec sa propre action. Au pire, s'il est neutralisé, un adjoint désigné, depuis le PC précédemment activé, est dans des conditions parfaitement acceptables pour assurer la continuité du commandement ;

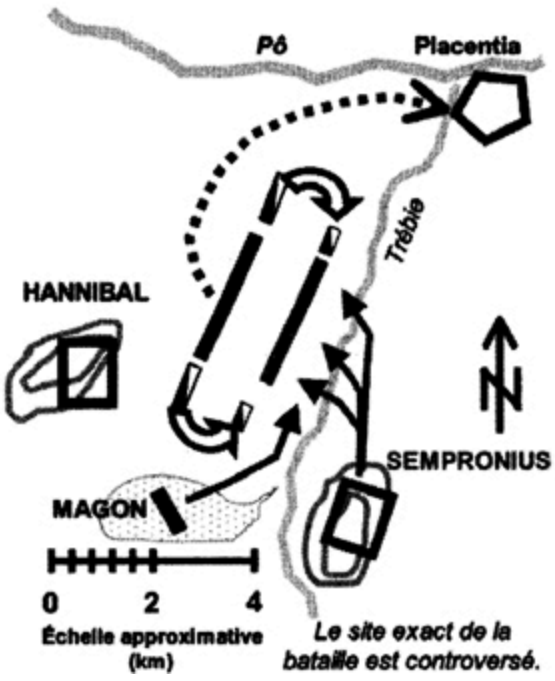
- pendant le 3e temps, une nouvelle bascule de PC peut être envisagée, mais sans revêtir de caractère systématique.

Le seul point clef, c'est que les bascules de PC ne soient pas exactement synchronisées avec les changements de temps : elles doivent les anticiper ou être effectuées après, en régime stabilisé.

09 ATTAQUER LE COMMANDEMENT PAR L'ESPRIT (STRATAGÈME)

LA TRÉBIE, 18 décembre 218 av. J.-C.

Deuxième guerre punique (Italie)



En attaque : Hannibal, 30 000 hommes
En défense : Consul Sempronius, 38 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

La deuxième guerre punique (219-202 av. J.-C.)

La première guerre punique a vu Rome vaincre Carthage et devenir une puissance maritime. Elle met à profit la paix pour grignoter les possessions de sa rivale, laquelle se forge une puissance continentale en Espagne, fief personnel du clan Barca. La guerre reprend en 219 av. J.-C. Hannibal, à la tête d'une armée forte de 50 000 fantassins, 9 000 cavaliers et 300 éléphants, franchit les Alpes par surprise et débouche en Italie. Il y séjournera huit ans, enregistrant d'écrasantes victoires, mais sans abattre Rome, qui finira par porter la guerre sous les murs de Carthage.

Mouvements préliminaires

Hannibal débouche dans la plaine du Pô au début de l'hiver, ayant déjà subi une attrition significative. Occupé par la prise de Clastidium (Casteggio), pour se ravitailler, il omet de s'opposer à la jonction des deux consuls Sempronius et Scipion, ce dernier ayant été blessé lors du tout premier engagement en Italie, sur le Tessin. Les deux armées établissent leur campement en vis-à-vis, de chaque côté de la Trébie, un affluent du Pô. Hannibal est en infériorité numérique, mais son armée est expérimentée et le connaît bien. Surtout, il connaît les dissensions entre les deux chefs romains : Scipion est matois, mais blessé, il ne peut pour l'instant commander à la bataille. Sempronius est excessivement ambitieux, surtout à l'approche de l'élection des consuls de l'année suivante. Ses légions sont encore jeunes. Il sous-estime Hannibal – lequel va imaginer une manœuvre en jouant précisément de la témérité de son adversaire, avant que le sage Scipion soit rétabli.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

La plaine qui sépare les deux camps, coupée en deux par la Trébie, gelée en cet hiver rigoureux et précoce, est creusée d'un ruisseau aux bords escarpés, recouverts de végétation. Hannibal y envoie son frère Magon avec 1 000 cavaliers et 1 000 fantassins, pendant la nuit. Le lendemain matin, il

avance la cavalerie restante, qui franchit la Trébie et vient narguer le camp romain. Sans même attendre que ses hommes aient mangé, Sempronius commande la mise en bataille. Dans le froid glacial, les légions s'alignent et franchissent la Trébie, se mouillant d'abondance au passage. 30 000 légionnaires – masse inouïe pour l'époque – 4 000 auxiliaires et 3 000 cavaliers gaulois sont prêts pour la bataille. Devant eux, dans son camp, l'armée carthaginoise achève son repas et les hommes se recouvrent d'une couche d'huile protectrice, avant de prendre à leur tour les dispositions de combat face aux Romains déjà tétanisés de froid. La ligne de bataille d'Hannibal compte 20 000 Celtibères (l'élite de son armée), Africains et Gaulois. Son abondante cavalerie (10 000 Gaulois) est répartie entre les deux ailes, ainsi que quinze éléphants. Une ligne de 1 000 archers et frondeurs couvre la mise en place, rapidement renforcée de 6 000 cavaliers gaulois dès que la légion a commencé à faire mouvement.

Phase d'intérêt pour la démonstration

Le combat s'engage après le retrait des vélites et frondeurs, sans doute en début d'après-midi. La cavalerie d'Hannibal balaie son équivalent romain, bien moins nombreux, isolant ainsi les légions. Les éléphants sont engagés en masse face aux Gaulois, sur l'aile gauche romaine, qui ne les connaît pas, et qui cède. La ligne romaine commence à craquer sur les ailes quand le détachement de Magon fait irruption sur ses arrières, fermant l'accès aux gués par lesquels les Romains sont arrivés.

Paradoxalement, le centre de Sempronius, poussé de l'arrière par les fuyards, perce la ligne carthaginoise. Hannibal a dû étirer sa ligne pour prendre contact et ne dispose pas de réserve. Après une dure journée de bataille, les 10 000 hommes, dont Sempronius, ne sont pas molestés et retraitent en bon ordre jusqu'à la ville proche de Placentia (Piazenzia aujourd'hui). Le reste de l'armée, totalement désorganisé, est offert au massacre en tentant de franchir la rivière. Plus du tiers de l'armée romaine est détruit.

Enseignements

La petite force de Magon – un dixième de l'effectif total – n'aurait pas, à elle seule, décidé du sort de la bataille. En effet, celle-ci est déjà en train de tourner lorsque le détachement sort de sa cachette. Néanmoins, à ce moment précis, la confusion semée sur les arrières romains s'avère considérable. Sans doute peut-on dire qu'elle contribue largement à la disproportion des pertes.

Autres aspects

Hannibal et ses lieutenants ont soigneusement étudié le champ de bataille, quelques jours auparavant. Le piège de Magon est un stratagème délibéré, pas un expédient de dernière minute. Il est plus que probable que le moment de l'action a été débattu soigneusement.

Napoléon a évoqué ce moment. Il était un fervent lecteur d'histoire militaire et citait souvent les campagnes d'Hannibal. La reconnaissance préalable de la Trébie a trouvé son écho lointain, un autre mois de décembre, à Austerlitz (2 décembre 1805).

---

1. Par exemple : cycle de décision lié à une nouvelle mission (toute l'analyse à faire) pour un escadron (le raisonnement tactique du capitaine) d'environ 1 heure/1 heure 30. Pour un régiment (en planification collective) : 4 à 6 heures entre la réception d'un ordre d'opérations et la rédaction de l'ordre d'opération régimentaire. Pour une brigade (planification obligatoirement collective) : 8 à 12 heures. Lorsqu'il s'agit du cycle de décision dans le cadre d'une mission en cours, les délais sont raccourcis de moitié ou des deux-tiers.

2. Par exemple : le régiment est sollicité à la fois par la brigade et par un escadron. La réponse pour l'escadron doit être étudiée (ordre de conduite) : cela suppose 15-30 minutes, soit l'équivalent d'un quart à un tiers de cycle décisionnel normal pour ce subordonné. L'impact est déterminant. La réponse vers la brigade doit elle aussi être étudiée (faisabilité d'une variante, par exemple), admettons là encore 15-30 minutes. Pour la brigade, ces 15-30 minutes représentent 5 à 10 % de son cycle décisionnel. L'impact est peut-être sensible, mais pas déterminant.

3. En effet, l'expérience historique montre à l'envi que le sentiment de la défaite s'installe dans une troupe, à commencer par ses chefs, longtemps *avant* que le taux de pertes ne rende l'unité inapte à

combattre. Les troupes invincibles sont celles qui refusent d'admettre qu'elles sont vaincues, et l'histoire leur donne souvent raison car, même battues, elles disposent encore d'un potentiel significatif, assez pour renverser la balance. Napoléon a dit, paraît-t-il à Marengo : « *Ce matin j'ai perdu une bataille ; il me reste encore l'après-midi pour en gagner une autre ».*

4. C'est bien entendu très dur moralement : le capitaine (pour prendre notre niveau d'exemple) a le sentiment, non seulement d'avoir déjà trahi la confiance de ses subordonnés (par l'échec), mais en plus de les abandonner au pire moment. Or, c'est justement dans ce moment de crise, non seulement qu'il a le plus besoin de prendre du recul, mais aussi (et peut-être surtout) *qu'il est le plus contagieux.*

5. Osons un jugement de valeur sur quelques cultures militaires. Les Américains tendent à négliger la deuxième famille d'options, préférant de loin l'apparente sérénité du plan ; les Français, à en juger par leur expérience historique, ayant du mal à planifier, seraient plus ouverts à la deuxième famille... à ceci près qu'ayant rarement anticipé, ils ne la voient que trop tard ; les Israéliens se prétendent suffisamment libres par rapport à leur planification initiale pour exploiter au mieux les occasions offertes. On peut d'ailleurs citer en exemple la percée du Déversoir, le 16 octobre 1973, par laquelle ils ont remporté la victoire contre les Égyptiens. Il n'y avait plus de plan, suite à l'échec de la première contre-offensive. En revanche, ayant perçu la vulnérabilité inhérente à tout dispositif linéaire, et notamment, ayant correctement localisé la limite opérationnelle entre les II^{e} et III^{e} armées, au nord des lacs Amers, ils ont percé puis encerclé cette dernière, amenant les combats du canal de Suez à un match nul... en réalité très favorable pour eux.

6. Lire à ce sujet *The Rommel Papers,* Da Capo Press, 1953, compilés et analysés par Liddell Hart (en français : *La Guerre sans haine).*

7. On ne compte pas les appuis parce que leur manœuvre interne est assurée à leur niveau – ils ne sont pas contrôlés par l'échelon considéré. Lorsqu'une unité de mêlée demande des feux, la manœuvre des batteries est assurée par l'artilleur de l'échelon supérieur. L'échelon considéré n'a donc pas à s'en préoccuper, en termes de manœuvre. En revanche, la gestion de l'espace et des flux est très contraignante. Les unités d'appui et de soutien échappent au contrôle direct de l'échelon considéré, mais nécessitent beaucoup de place et leurs flux de ravitaillement sont souvent très conséquents.

8. Il s'agit là des armées modernes, structurées. Jusqu'au début du XX^{e} siècle, nombre d'armées « dynastiques » attribuaient des hauts commandements à de très jeunes gens – pas toujours à leur détriment, d'ailleurs, si l'on pense à Alexandre, Hannibal, Scipion l'Africain, le Prince Eugène, etc.

9. L'armée soviétique de 1939 avait hérité de la structure ternaire, qu'elle a maintenue par la suite. Ayant eu à affronter l'armée d'Hitler quatre ans à peine après les purges massives de 1937, elle n'a peut-être dû son salut qu'à la simplicité de sa structure. Il a été fréquemment constaté que le supérieur faisait de l'entrisme, planifiant et ordonnant à la place de ses subordonnés. Sans doute un palliatif à leur faible niveau. Le supérieur, un survivant au sens politique du terme, était aussi un homme d'expérience, un produit de la vieille école. Il y avait de bonnes raisons pour que, dans le feu de l'action, il se substitue au moins partiellement à ses subordonnés, et au passage, qu'il complète leur formation par l'exemple. L'entrisme a diminué au fil des ans, et au fur et à mesure de l'élévation du niveau de compétence de l'ensemble de la hiérarchie.

10. 5 mai 1864, bataille de la Wilderness. Surpris, dans une clairière, par une pénétration des Fédéraux, Lee entend commander personnellement la contre-attaque. Les Texans exigent qu'il se retire avant de mener la contre-attaque, qui sera victorieuse. Ils craignaient trop de perdre leur chef, auquel ils prêtaient une bonne part de leur capacité de combat.

11. Thèse d'histoire du chef de bataillon Arbarétier.

12. L'un de ces chefs d'état-major, notamment pendant la grande offensive de juin 1942, lut le général Fritz Bayerlein, qui s'illustra plus tard en tant que commandant de division puis de corps blindé, de la Normandie à l'Allemagne. On pourrait presque dire que Rommel bénéficiait d'une doublure : l'intérimaire valait bien le titulaire.

13. Affaire illustrée par Benoist-Méchin, dans *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident,* Laffont-Bouquins, 1981, p. 153 et suivantes. Le 21 mai est le jour de la contre-attaque britannique d'Arras, qui causa un profond trouble dans le haut-commandement allemand. Il y avait une fenêtre d'opportunité qui ne put être exploitée. En toute justice, Billotte n'a pas été mis hors de combat suite à une imprudence de sa part, mais dans l'exercice normal de ses responsabilités.

14. SACEUR : *Supreme Allied Commander Europe,* le commandant-en-chef du théâtre européen de l'OTAN. Le premier SACEUR fut Eisenhower, qui prit ce titre en 1944.

15. SHAPE : *Supreme Headquarters Allied Powers in Europe,* le grand quartier general de l'OTAN en Europe (Mons, en Belgique).

16. AIRSOUTH : le commandement régional « air » de l'OTAN en Europe du Sud (à l'époque, à Naples).

17. EUCOM : *European Command,* commandement régional américain en Europe (Stuttgart). Rappelons que le commandant américain des forces de l'OTAN en Europe est d'abord investi d'un commandement national sur les forces américaines stationnées en Europe.

18. COMKFOR : *Commander, Kosovo Force* (la force OTAN déployée au Kosovo pendant l'été 1999).

19. Le 2nd Parachute Battalion (600 hommes environ) se lance à l'attaque d'une force argentine de 1 000 hommes environ, et la réduit en deux jours de combats acharnés. La supériorité manœuvrière des parachutistes et la jouissance de l'initiative leur vaut la victoire, mais au prix de pertes conséquentes (80, dont 17 tués). Les défenseurs perdent 150 hommes dont 50 tués. Raconté par Max Hastings et Simon Jenkins, ***The Battle for the Falklands,*** Norton and Co, 1983.

20. Les chefs mis en difficulté par des incursions inopinées sont plus nombreux qu'on ne le pense. Napoléon lui-même, au cours de la campagne d'Italie de 1796, dut sauter par la fenêtre pour échapper à un fort parti autrichien...

21. Voir l'excellent *Palikao (1860), Le sac du Palais d'été et la prise de Pékin,* de Raymond Bourgerie et Pierre Lesouef, Economica, 1995. Les « Instructions spéciales adressées au général Cousin-Montauban par le ministre de la Guerre » figurent en pages 24-26. La partie « accord avec la diplomatie » occupe la moitié des Instructions...

22. La théorisation la plus emblématique est fournie par le colonel (américain) John Warden, selon lequel on peut raisonner le système adverse en cinq cercles concentriques : les forces années, la population sur son territoire, les infrastructures nationales critiques, les éléments critiques pour le pouvoir et ses communications, le petit groupe des décideurs. Excellente synthèse et commentaires dans *L'Art de la guerre aérienne,* du Colonel Chamagne (L'Esprit du livre, 2004). Cette thèse des cinq cercles fonde la vision moderne de la guerre aérienne.

23. Un exemple très parlant est l'interception, en plein ciel, au dessus des Salomon, de l'amiral japonais Yamamoto, par une attaque aérienne parfaitement ciblée (18 avril 1943). Un renseignement obtenu par écoute avait permis d'anticiper sur une visite qu'il allait rendre à un subordonné. Incident narré par Clostermann dans *Feux du ciel,* J'ai Lu, 1951.

CHAPITRE 3

LES FONCTIONS OPÉRATIONNELLES

3.1. LE RENSEIGNEMENT

Fonction Renseignement

Ensemble des activités permettant d'acquérir et d'exploiter volontairement et méthodiquement les informations nécessaires à la planification et à la conduite des actions, concernant le contexte, le milieu et les différents acteurs sur un théâtre d'opérations[1].

Le renseignement, c'est à la fois un processus, et un produit. L'exposé qui suit ne sera consacré qu'à l'aspect *processus*.

C'est un truisme rebattu que d'affirmer que le renseignement conditionne la manœuvre. Le défaut de renseignement, ou la non-prise en compte d'un renseignement, ou la prise en compte d'un renseignement erroné (délibérément ou pas) expliquent nombre de défaites, au moins autant que les erreurs de manipulation de sa propre force. Cela prouve bien que, si tous les chefs adhèrent en principe à l'idée énoncée ci-dessus, moins nombreux sont ceux qui agissent comme si c'était vrai.

3.1.1. Un paradigme nouveau : renseignement d'événement, renseignement d'ambiance

Le XX^{e} siècle a exercé une profonde influence sur nos concepts de renseignement, dont il faut se libérer pour affronter les nouvelles menaces.

Bien que le terme de « paradigme » soit utilisé à tort et à travers, il semble bien adapté pour décrire le phénomène actuel : **la conflictualité d'aujourd'hui engendre *un nouveau paradigme du renseignement.***

Ce paradigme est à mettre en rapport avec la distinction que fait la doctrine française, entre opérations « de coercition » – en bref, la guerre « comme avant » – et « maîtrise de la violence » – la nouvelle forme de guerre, ou celle que l'on voudrait faire passer pour telle.

Pour schématiser, le paradigme qui a encore (trop) cours aujourd'hui, c'est le **renseignement-événement.** Il faut aller vers le **renseignement d'ambiance.**

Le paradigme du renseignement technologique

Le renseignement « modèle guerre froide » vise à la détection, l'identification, l'analyse de masses, généralement blindées-mécanisées, souvent en mouvement. Que l'on pense aux guerres encore très récentes, du Kosovo, d'Afghanistan, d'Irak : les capteurs fouillent le terrain et le spectre électromagnétique à la recherche d'unités, fussent-elles très réduites comme peuvent l'être les petites bandes de talibans ou de « terroristes d'al-Qaida ».

Les capteurs modernes apportent des capacités nouvelles et considérables, dont nos anciens ne pouvaient que rêver, naguère :

- voir par delà l'horizon ;
- observer aussi bien de nuit que de jour ;
- s'affranchir, au moins partiellement, des contraintes météorologiques (le radar voit à travers les nuages) ;
- observer sans risquer l'observateur, et en limitant d'autant la détection de l'observation (un ennemi qui ne se sait pas observé se lit avec plus de fiabilité qu'une ennemi qui se sait observé) ;
- observer en permanence, à travers le spectre ;
- détecter le mouvement (plus aisément décelable que le stationnement, pour des raisons physiques) : le mouvement est potentiellement plus dangereux que le stationnement.

Si l'on y réfléchit bien, ces capteurs technologiques apportent avant tout **un renseignement *d'événement*: où est telle unité, et que fait-elle ?**

Néanmoins, ces capteurs exercent une forte influence sur le raisonnement qui s'appuie sur leurs produits. Cela a facilité une forme de perversion de la notion même de renseignement, qui est de considérer que l'action *est* l'intention.

C'est clairement le cas lorsqu'un bataillon de char, initialement stationné à l'arrière (donc, tenu en réserve), fait mouvement vers le front (prépare son engagement). Son vecteur d'approche, ainsi que les mouvements et actions de ses voisins (par exemple, les batteries d'artillerie, les moyens du génie), l'animation des réseaux radio, permettent d'extrapoler le mouvement, et d'en déduire un lieu et une heure d'attaque. Ce que l'on peut caractériser comme signifiant que **l'action dénonce l'intention.**

Le paradigme du renseignement *d'ambiance*

Le problème actuel est souvent radicalement différent.

En effet, comment déceler une intention qui n'existe pas encore ?

Prenons l'exemple d'une foule de réfugiés faisant la queue à un centre de distribution alimentaire.

Cette foule est travaillée par un profond ressentiment contre les ONG, accusées de les humilier, et qu'entretiennent soigneusement, et en sous-main, quelques agitateurs professionnels.

Quel satellite, quel radar, quelle caméra thermique ou autre détectera ce substrat psychologique ?

L'ONG en question, comme c'est souvent le cas, ne peut satisfaire la demande au point de distribution.

Pouvait-on le savoir depuis les cieux, l'espace, le spectre électromagnétique ? Dans certains cas, oui (si le responsable local prévoyant avait émis un e-mail en ce sens vers sa hiérarchie). Néanmoins, dans la plupart des cas, le seul moyen de le savoir était d'être sur place, et de poser la question au départ du convoi (« Combien de rations aujourd'hui ? ») et à l'arrivée (« Combien de gens en attente ? »).

Dans le cas présent, le déclencheur potentiel d'une manifestation violente n'est *pas* l'événement : la foule, le convoi. C'est leur confrontation (visible) et le travail psychologique insidieux, en amont, exploité sur le moment par quelques fauteurs de troubles.

Un exemple concret de « renseignement d'ambiance »

Prenons un autre exemple, très typique du mode opérationnel français, pratiqué en Indochine ct en Algérie : la guerre des postes (une section d'une trentaine d'hommes, occupant un fortin à proximité d'un village).

Ceux-ci employaient souvent de la population locale, tant pour affirmer la solidarité de la troupe avec les villageois, que pour soulager la troupe des tâches ancillaires tout en offrant des emplois.

Les employés locaux utilisaient le petit matériel des soldats pour accomplir les tâches ménagères pour lesquelles ils étaient payés, Lorsque ces villageois apprenaient que le poste allait être attaqué dans la nuit, ils av aient naturellement tendance à rentrer à la maison avec le ou les outils qu'ils utilisaient tous les jours, se disant qu'au moins, ils ne seraient pas perdus pour tout le monde.

Ce qui l'ait qu'une soudaine recrudescence de menus larcins était un indicateur d'une attaque hautement probable.

Dans le même ordre d'idée (indicateur d'une attaque proche), le fait que les employés ne se présentent pas au travail, ou que le marché local ne se tienne pas ce jour-là. ou que l'école soit privée d'élèves ce jour-là...

Le renseignement qui compte, dans ce cas-là, ce n'est pas l'événement, mais le non-événement : ce qui aurait dû avoir lieu, normalement, et qui n'a pas eu lieu, ce qui est donc **un indicateur d'anormalité.** Les Américains appellent cela « *detect shifts in patterns of behavior* » : détecter les variations dans l'ordre habituel des comportements et événements.

Les Français appellent cela le « renseignement d'ambiance », terme beaucoup plus juste, car il s'attache *à l'objet même* de l'étude: *l'ambiance,* plutôt qu'à ses *indicateurs* : les variations.

La nouvelle « guerre du renseignement », sur le terrain, est très loin de la collecte systématique, « *stand off* », multicapteurs, exhaustive, multispectre, permanente, d'indicateurs physiques ou électromagnétiques, dénonçant une action, une présence, une capacité. Elle devient, au contact de la population et des acteurs sur le terrain, la perception d'une ambiance, d'attitudes, d'évolution des esprits. **Il s'agit, non plus de détecter l'action, *l'événement,* mais de percevoir *l'intention.***

La fin (ou la suspension) d'un modèle binaire du renseignement

Notons en passant que ***l'événement*** **a quelque chose de binaire** : il a lieu, ou il n'a pas lieu. Une unité est en mouvement, ou elle est à l'arrêt. Elle tire, ou elle ne tire pas. Elle émet, ou elle n'émet pas.

Alors que *l'intention* est beaucoup plus floue, variable dans le temps et dans l'espace : la foule est *plus ou moins* hostile, elle se sent plus ou moins menacée, et chacune de ses composantes, d'une façon différente (les femmes craignent le viol, les vieillards la torture gratuite, les enfants redoutent la séparation...).

Il est très clair que le renseignement technologique a trouvé ses limites, en particulier pour déceler l'intention. Il n'est pas vraiment adapté à des contextes d'imbrication profonde de la force avec la population, laquelle est traversée de sentiments très variés, allant de la collaboration souriante à la plus glaciale hostilité. L'attitude d'une foule est sujette à des retournements brutaux, imprévisibles lorsqu'on ne se donne pas la peine d'en chercher les indices.

Le renseignement humain a repris sa place dans la considération des décideurs. Le problème, c'est que les décideurs traitent souvent les hommes comme des « capteurs humains », au lieu de les considérer comme des hommes, normaux, immergés dans des contextes flous et ambigus, et auxquels on demande d'exercer leurs perspicacité et jugement.

Le lecteur ne doit retenir de cette digression que les points suivants :

- le renseignement d'ambiance prime désormais le renseignement d'événement ;
- déceler *l'intention* plutôt que *l'action* est devenu l'objet même du renseignement ;
- la technologie, *par principe,* est adaptée au renseignement d'événement mais trouve rapidement ses limites pour le renseignement d'ambiance ;
- dans ce contexte, *le renseignement s'acquiert par le contact et l'échange* beaucoup plus que par l'observation à distance. Pour être renseigné, il va falloir mouiller la chemise, serrer des mains, boire des thés bizarroïdes, humer des haleines fétides et parler des langues bizarres – et consentir des risques réels ;
- la supériorité technologique ne sert à rien. Pire encore, *elle dessert,* en encourageant la croyance – une véritable lubie – selon laquelle la technologie offre une réponse à tout ;
- une troupe qui accepte le contact, et la prise de risque correspondante, bénéficie d'un avantage opérationnel réel sur celle qui n'accepte pas autre chose que la sécurité du *compound.* La *compound mentality* est la négation même, par essence, du renseignement d'ambiance[2].

3.1.2. Le cycle du renseignement

Prenons les contraintes et impératifs du cycle du renseignement.

Pour commencer, **le cycle du renseignement est LONG**. Il est d'autant plus long que, dans le paradigme du renseignement d'ambiance, il doit commencer par établir « la normale », s'il veut détecter les écarts.

Prendre un cliché est... instantané. Pourtant, l'art du paparazzi est fait de patience. Se placer au bon endroit, puis, une fois la photo prise, la développer, et enfin, l'étudier, l'archiver, la diffuser à ceux qui en ont besoin, etc, tout cela prend du temps. Or le cycle du renseignement ne se réduit pas à l'acquisition du renseignement sur le moment, mais à toute la manœuvre qui a placé les hommes et les capteurs au bon endroit, qui a

assuré leurs liaisons, qui a placé à l'arrivée l'analyste qui va bien, qui a indiqué à ce dernier ce qui comptait pour le chef interarmes, qui a défini la procédure de diffusion, etc. **Les Américains disent très justement qu'il faut « *develop intelligence* », au sens où on développe une photo.**

Tout ceci nous ramène à la première dimension du temps évoquée avant : au niveau d'une brigade, la DURÉE-TYPE d'une action renseignement est au minimum de 6 à 8 heures. Il est plus prudent de considérer que douze heures représentent le délai minimum pour une action de renseignement à accomplir dans des conditions raisonnables. À noter qu'il s'agit là de l'action elle-même, hors délais de planification et de préparation de la mission, avant son déclenchement.

En d'autres termes, pour obtenir un renseignement de niveau tactique à *H,* il faut *au plus tard* avoir *entamé* la manœuvre idoine vers *H-* 6 ou *H—* 8, et donc *décidé* de cette manœuvre vers *H-12.* Concrètement, si on lance une unité spécialisée comme l'escadron d'éclairage et d'investigation (EEI) vers une coupure hostile à 40 km, il ne faut pas escompter de renseignement de qualité, obtenu dans le cadre d'une sûreté raisonnable, avant six heures. Toute pression pour accélérer la manœuvre se fera au détriment de la survie des patrouilles, obligées de foncer par les axes et de prendre tous les risques pour tenir les délais.

Il convient de dépasser le raisonnement ci-dessus, fondé sur la première dimension du temps : la *durée,* et raisonner sur la troisième : la *séquence.* **Le principe de base est que le renseignement doit être acquis à temps pour être *intégré, au moment pertinent,* dans le cycle de décision correspondant.** Concrètement, cela signifie que le renseignement est disponible à l'échelon décisionnel considéré dans la phase de décision précédant l'action considérée. Si ce renseignement est disponible à ce moment-là, c'est qu'il a été acquis à la phase précédente.

En bref :

- un échelon prépare une action pour un temps « *T* » ;
- son raisonnement tactique a lieu *au plus tard* pendant « *T-* 1 » ;
- ce raisonnement est fondé sur du renseignement existant, qui a donc été acquis *au plus tard* pendant « *T-* 2 » ;

- généralement, la décision d'orienter cette recherche a été prise à « T – 3 ».

Est-il judicieux de remonter encore plus amont ? Pas nécessairement, car on risque de pré-orienter sa manœuvre de renseignement trop précocement, ce qui est un risque réel compte tenu de la rareté et de la vulnérabilité de ces moyens.

La qualité du renseignement dépend directement de la qualité de la conception de la manœuvre interarmes. Ne serait-ce que parce qu'aucune unité, d'aucune armée au monde, ne dispose d'un appareil de renseignement couvrant toute la zone d'intérêt, en tous temps, et balayant tout le spectre. Et quand bien même elle disposerait de cette richesse en capteurs, sa capacité d'analyse et de synthèse serait saturée[3].

La conception a donc pour objet de focaliser la manœuvre du renseignement sur le seul renseignement déterminant : celui qui correspond aux opportunités envisagées. Mais si le chef a choisi d'en exploiter UNE, par définition (effet majeur), il a intérêt, autant que possible, à élargir le renseignement sur toutes les opportunités identifiées.

À noter qu'en général, en parlant de renseignement, nous faisons allusion à tout le renseignement, pas seulement à celui obtenu par sa propre manœuvre. Exprimer des besoins en renseignement, vers le haut, vers le bas et les voisins, fait partie intégrante de la manœuvre du renseignement.

3.1.3. La vulnérabilité des capteurs

Celui qui emploie les capteurs doit tenir compte de plusieurs facteurs :

- **les capteurs sont toujours trop rares** (aucune armée n'estime en avoir assez). Cela implique qu'il faut les utiliser à bon escient (pour trouver le renseignement qui compte vraiment), et à moindre vulnérabilité (pour ne pas les perdre dès le premier combat) ;
- les unités de reconnaissance et les éléments de recherche humaine opèrent généralement dans la zone intermédiaire entre deux armées qui

se cherchent. **Très limités en auto-défense,** ils subissent de fortes pertes, surtout lorsqu'ils sont employés n'importe comment ;

- **la seule protection qui vaille pour les gens du renseignement est LE TEMPS** : temps pour réfléchir à leur manœuvre, temps pour l'exécuter, temps pour s'infiltrer, temps pour attendre que le danger se soit éloigné, temps pour chercher un autre itinéraire si le premier s'avère trop risqué, temps pour une approche fine de l'objectif (à pied, par exemple), temps pour s'en éloigner en toute discrétion, temps pour réfléchir (par exemple pour analyser une accumulation de négatifs et formuler des hypothèses de recherche plus productives, menant à des résultats positifs) ;
- **leur emploi est extrêmement « signant** ». Un adversaire qui acquiert une bonne connaissance de l'effort de renseignement déployé contre lui peut souvent émettre des déductions très pertinentes sur la manœuvre envisagée à son encontre. Au minimum, il peut en déduire les objectifs prioritaires.

Pour ce qui est du temps nécessaire, un paramètre souvent évoqué est la contrainte politique : la recherche est interdite avant que la décision d'engagement n'ait été prise. C'est louable dans l'absolu, mais en ce cas, une fois la décision prise, il faut accorder du temps au chef tactique pour générer son renseignement. En d'autres termes, on ne peut, au départ, interdire tout renseignement, puis exiger une manœuvre foudroyante censée s'appuyer sur un renseignement de qualité, obtenu en temps et en heure.

Le chef politique ou militaire doit choisir.

Il y a peu, le renseignement constituait un système stratifié. C'est-à-dire que tel ou tel moyen était optimisé face à tel ou tel cible, et généralement, par niveau d'emploi. Ce schéma est resté valide pendant des générations. En voici un exemple, qui remonte au temps de l'opposition OTAN-Pacte de Varsovie.

Niveau	*Profondeur (km., approx.)*	*Nature d'objectif*
Stratégique	100-200	Grandes masses

		(détection, localisation, posture)
Opératif	50-100	Axes d'effort Articulation Objectifs à haute valeur ajoutée Délais d'alerte
Tactique	15-30	Délais de manœuvre Acquisition de cibles

Ce schéma est dépassé aujourd'hui, du fait que les normes géographiques découlant d'une guerre linéaire, à fronts continus, ne sont plus d'actualité aujourd'hui (ne préjugeons pas de l'avenir, néanmoins). Il y a souvent fusion de niveaux (stratégique, opératif, tactique). Pour autant, fusion ou pas, la notion de stratification perdure dès lors qu'un système complexe est formé de sous-systèmes. Le renseignement s'organise par sous-ensemble constitutif : commandement, énergie, télécommunications, médias, etc.

3.1.4. Une illustration : l'infiltration

L'objet de cette incidente est d'illustrer le délai nécessaire à la génération du renseignement, mais aussi la vulnérabilité des capteurs.

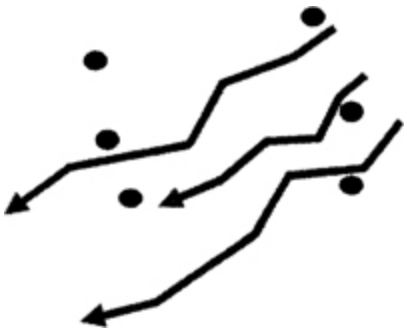
Ici, des patrouilles de reconnaissance (en noir) s'infiltrent dans un dispositif statique (en gris). Les itinéraires sont forcément très alambiqués,

la progression est extrêmement prudente, il y a très souvent des demi-tours, des décalages, des tâtonnements circonspects.

Si le chef qui commande cette manœuvre lance les capteurs trop tardivement, il les prive du temps nécessaire à ces cheminements discrets. Il les expose à des rencontres moins bien préparées, à des contacts qui seront souvent fatals, d'autant plus que les moyens de reconnaissance ne disposent jamais, par construction, du rapport de force leur permettant de s'extraire de situations scabreuses.

Le deuxième exemple illustre une infiltration de rencontre, les deux forces en mouvement simultané. Là encore, les itinéraires et les points de contact fortuits ou délibérés nécessitent, de la part du « Noir », des délais doubles ou triples de ceux de la force « Grise ».

Le troisième exemple est préféré des « Noirs » : il joue d'un déploiement antérieur à l'irruption de la force « Grise », la cible. Les avantages sont manifestes : arrivée des patrouilles dans un terrain non encore couvert par l'ennemi, immobilisation antérieure au contact. À noter l'emploi des deux rideaux, qui facilitent la détermination des vecteurs (direction *et vitesse* des éléments observés).



Inconvénient : un tel placement, pour être efficace, suppose une estimation fine de l'ennemi attendu – démonstration de la nécessité vitale d'une étude de qualité, qui aura un impact considérable à la fois sur la qualité du renseignement, et la survie des capteurs.

Un élément qui n'observe rien fournit souvent un « renseignement négatif » utile, comme on le voit sur le schéma ci-dessus où le « renseignement négatif » corrobore l'hypothèse de l'orientation générale de l'ennemi (celui donné par le pion de deuxième rideau qui ne voit rien).

Ce quatrième et dernier exemple montre un rideau qui se met en place en jouant de l'intervalle entre deux échelons successifs. Les patrouilles contournent (ou attendent sur une position latérale) le passage du premier échelon, puis se glissent derrière lui pour déployer le rideau dans l'attente du second échelon. Manœuvre encore plus fine, évidemment...

3.1.5. Le débat *renseignement* et *reconnaissance*

Notre armée française dispose d'une doctrine très établie de *reconnaissance de combat,* au point que la moitié de l'arme blindée cavalerie de 2006 aligne des unités équipées, à l'origine, pour ce combat des intervalles, au profit de la cavalerie lourde (les chars). *C'est une véritable singularité.*

Nos amis américains, britanniques, allemands, du temps du Pacte de Varsovie, se gaussaient de ces unités dites (à l'époque) de cavalerie légère blindée. Ils jugeaient inconcevable que l'on puisse s'aventurer, aussi légèrement blindé, dans la zone des combats (au demeurant, si le blindage était léger, la capacité de feu n'était pas négligeable). Aujourd'hui, le

concept des *médium forces* démontre la pertinence de ce choix... L'armée française a une bonne décennie d'avance sur ses homologues, s'étant contentée de convertir à ce concept un ensemble de forces conçues à l'origine pour une autre mission : la reconnaissance de combat.

Nonobstant, ce concept – de **reconnaissance de combat –** ne doit pas être oublié. Pour schématiser, il envisage, de façon très délibérée, d'engager le combat *en tant qu'action de renseignement.* Ce que l'on appelle, de façon imagée mais réaliste, *arracher le renseignement par le combat.*

En effet, la simple observation de l'ennemi, quelles que soient l'abondance et l'efficacité des capteurs, ne dévoile que ses capacités et ses dispositions. Elle ne le contraint pas à dévoiler ses intentions. Alors qu'un combat judicieusement choisi, à un point du terrain ou à un moment de la manœuvre qui s'avérera critique pour l'ennemi, livrera son intention.

Par exemple : deux colonnes ennemies progressent parallèlement. Si l'une d'entre elles est contrainte au combat pour poursuivre sa progression, elle peut adopter deux attitudes : forcer le passage, ou se contenter de tomber en garde et de fixer. Dans le premier cas, cette colonne peut être présumée suivre un axe majeur pour l'ennemi. Dans le second, il s'agit sans doute d'une flanc-garde, laquelle ne peut accepter un combat majeur, par définition, dès lors qu'il n'y a pas menace imminente sur le dispositif à couvrir.

Un satellite observant ces deux colonnes ne peut déduire leur rôle de leur écoulement. Seul le combat impose à l'ennemi de préciser l'importance qu'il prête à leur progression.

Opérer sans reconnaissance : l'exemple de 1870

La campagne de 1870 devrait à tout jamais démolir l'argument selon lequel l'observation rapporte le renseignement. Selon Foch. Moltke est resté quasiment aveugle pendant tout le temps de la campagne de 1870. Il a confié la reconnaissance à une cavalerie nombreuse, mais non renforcée en infanterie, ce qui la privait de la capacité de forcer le passage à travers un rideau un tant soit peu actif. Son armée est allée de combat improvisé en

combat improvisé, toujours entamés à l'initiative des subordonnés, lesquels n'ont généralement dû leur survie qu'à l'incompétence de leurs adversaires.

Les Américains, et à leur suite l'ensemble des armées occidentales, font grand cas de leurs capteurs. Ce faisant, eux aussi confondent *observation* et *renseignement.* L'extraordinaire panoplie de moyens d'observation dont ils disposent est censée couvrir le spectre du renseignement. Moyennant quoi, s'ils sont dans le doute, il ne leur reste plus qu'à engager le gros.

En d'autres termes, ils disposent de capteurs, et le premier échelon de combat est l'avant-garde (ou la flanc-garde).

Alors que le concept français insère, entre ces deux degrés très différenciés, un niveau de force – la reconnaissance, justement – *dont le combat est autonome* (ce que n'est pas, par définition, le combat d'avant-garde, qui engage son échelon suivant). C'est un combat *pour le renseignement,* et non pas un combat d'ouverture ou de préservation. Combat d'autant plus fin, d'autant plus efficace pour arracher le renseignement, *d'autant moins marquant de sa propre intention,* ce qui n'est pas le moindre de ses avantages.

Cette propension américaine à remettre le sort de son renseignement entre les mains de ses seuls capteurs est un tort, une erreur de fond, dont l'explication la plus plausible serait cette espèce d'auto-intoxication à laquelle succombe le sectateur de la technologie. Vient un moment, en guerre tout comme en médecine, où le foisonnement de senseurs – même les plus intrusifs – ne compense pas un minimum de dialogue avec le patient. Un acte aussi basique que s'enquérir de la douleur perçue suppose une interaction entre le praticien et le patient.

Pour caricaturer, si les manœuvres entre adversaires cherchant à engager le combat peuvent s'apparenter à une forme élaborée de danse nuptiale, l'armée américaine se restreint au voyeurisme (l'emploi des capteurs) ou au viol en réunion (l'engagement de l'avant-garde, fraction avancée du gros des forces).

Alors que l'armée française, grâce au concept intermédiaire du combat de reconnaissance, enrichit sa palette amoureuse de tout le lot de caresses

plus ou moins pressantes... qui en définitive assurent plus aisément la séduction.

Démonstration : arracher le renseignement par le combat

Le 17 mai 1864, l'armée de Grant doit concéder son échec dans sa tentative de destruction de l'armée de Lee, après la bataille de Spotsylvania. Plutôt que de relancer une attaque stérile contre Lee retranché. Cirant décide de le contourner pour « l'attirer hors de sa tanière ». Lee détecte ce mouvement le 19 mai, par une reconnaissance en force qui lui coûte mille hommes... mais ramène le renseignement crucial : son adversaire se prépare à bouger. Du coup, lui-même se met en roule pour prendre une nouvelle position de blocage, sur la rivière North Anna, où il tend un piège très subtil (une défense en échelon refusé).

Du 16 au 19 mai 1864, Cirant, qui a pris pied sur la rive défendue par Lee, tâte ce dispositif à l'aide de petits combats de reconnaissance, dont son adversaire espère bien qu'ils soient suivis d'une tentative en force qu'il a. justement, l'intention de faire payer au prix fort. Mais Cirant flaire le piège et finit par tenter sa chance ailleurs (ce sera à Cold Harbor. du 1er au 3 juin). Trois jours de coups de sonde coûtent 4 000 hommes aux deux armées (perles totales : tués, blessés, disparus)[4].

Dans ces exemples, qui sont caractéristiques de très nombreuses batailles, le renseignement nécessaire ne peut être acquis par la simple observation. Ces combats – et ces pertes – ne résultent pas de rencontres fortuites, non désirées : ce sont des affaires intentionnelles et délibérées. Elles ne rapportent pas la victoire, mais le renseignement.

3.2. LA COMPOSANTE AÉRIENNE DU COMBAT AÉROTERRESTRE

A VERTISSEMENT **:** *Pour tout ce chapitre, nous raisonnons « arme aérienne » sans préjuger de l'armée qui détient le vecteur (armée de l'air, évidemment, mais aussi marine, armée de terre, voire gendarmerie, coast-guards, marines, carabinieri, etc.), ni de son type (voilure fixe ou tournante, aéronef classique ou drone), ni de sa base d'origine (à terre ou porte-avion). Il s'agit de tout ce qui vole et est susceptible de se poser pour resservir.*

3.2.1. Le placement de l'arme aérienne : un débat

L'arme aérienne présente une rupture majeure dans l'art de la guerre : celui de la fusion des niveaux. En effet, certaines actions aériennes, tactiques dans leur exécution, ont des effets opératifs ou stratégiques[5]. Il en découle la perception que l'arme aérienne échappe au paradigme des niveaux de la guerre, ou qu'elle en représente un niveau différent, ou que ce paradigme est caduc – bref, que règne le chaos conceptuel. Il est difficile de décider dans le chaos conceptuel. Il est encore plus difficile d'agir ensemble, au profit de la même idée de manœuvre, dans la cacophonie conceptuelle – doctrinale, en l'occurrence. Parler le même langage est donc critique.

Le commandant de composante aérienne, de fait, raisonne au niveau opératif, voire stratégique. Débattre avec un commandant de niveau tactique, par exemple avec le « terrien » demandeur ultime d'une prestation (appui, renseignement, ravitaillement...) suppose de dépasser certaines difficultés qu'on attribue, à tort, à un débat « culturel », alors qu'il est plutôt « systémique ».

Dans la guerre moderne, il n'y a pas de combat terrestre *stricto sensu,* **il n'y a qu'une opération aéroterrestre** dont relève le combat au sol. Sans prétendre ici traiter de la doctrine « air », il est structurellement impossible d'aborder le combat terrestre avant d'avoir évoqué l'impact de la composante aérienne[6].

Il y a des tenants de l'arme aérienne qui la prétendent autonome, et qui préconisent l'indépendance totale de son action par rapport à celle de la troupe au sol. En d'autres termes, il y aurait une campagne aérienne

indépendante de la campagne terrestre, non pas conjoncturellement, mais *par principe,* du fait de la nature de l'arme aérienne par elle-même. Cette thèse a eu son heure de gloire entre 1922 et 1945, avec une résurgence liée à l'éventualité d'une guerre atomique (sous l'influence du théoricien et aviateur italien Douhet).

L'exemple récent du Kosovo (1999) est parfois cité à l'appui de cette thèse. Cet exemple est trompeur. S'il y eut une campagne aérienne sans campagne terrestre, c'est par refus politique d'une action terrestre. Mais il y en eut la menace – et, tout autant que le poids des bombardements, cette *menace* terrestre contribua à la capitulation de Milosevic. Ce n'est sans doute pas la souffrance de la population, mais *sa vulnérabilité à une attaque terrestre,* qui finit par l'amener à résipiscence[7].

Un exemple moins souvent cité, mais encore plus emblématique de l'impact stratégique, purement politique, de l'armée aérienne, c'est le raid de démonstration ou de rétorsion, tel qu'il fut mené contre le régime Khadaffi en 1986 (nuit du 14-15 avril, Opération *Coronado Canyon).* En une nuit de frappes ciblées, atteignant la famille du colonel, sa tente de cérémonie, un certain nombre de lieux symboliques de son pouvoir personnel, le président Reagan envoya un message fort : la supériorité écrasante des États-Unis était à la mesure de son exaspération. À la surprise de nombre de commentateurs et d'hommes politiques du moment, le message fut reçu cinq sur cinq – et pas uniquement par Khadaffi, du reste.

Un siècle plus tôt, on faisait cela avec des canonnières, et cela s'appelait la politique de la canonnière, précisément.

Ce genre d'exemple échappe au champ du combat aéroterrestre, puisqu'il n'y eut aucune composante engagée au sol. Néanmoins, il illustre le fait que l'arme aérienne a un effet tactique en même temps qu'un effet stratégique, *dans certains cas*. Cela n'est pas sans conséquence sur la perception qu'a l'aviateur de son effet, *en général.* Pour autant, il ne doit en déduire, ni que son action est forcément stratégique, ni que le niveau tactique de la guerre n'est pas de son ressort.

Il ne s'agit aucunement de préconiser la subordination de l'arme aérienne au combat terrestre. En revanche, la doctrine interarmées actuelle établit clairement la nécessité d'une étroite imbrication des deux composantes en un combat aéroterrestre unifié, qui ne suscite plus guère de polémique.

Nonobstant, il convient d'être prudent et raisonnable sur les contributions de chacune des composantes à la victoire finale.

3.2.2. Quelques cas historiques

La naissance de l'arme aérienne a lieu pendant la Première Guerre mondiale. Un aspect trop peu connu de la bataille de Verdun est sa composante aérienne : l'armée française a commencé par remporter la bataille *aérienne* de Verdun avant de croire à la victoire terrestre[8]. C'est le premier cas historique d'une campagne aérienne délibérée destinée à conquérir la supériorité aérienne sur une portion du théâtre.

À l'époque les avions renseignent et aident l'artillerie à régler ses tirs. Accessoirement, ils se font la guerre entre eux (pour pouvoir ensuite remplir les missions précédemment citées). Les bombardements, soit stratégiques (Zeppelin sur Londres par exemple), soit tactiques, en dehors de quelques actions en 1918, n'ont pas d'influence décisive sur la bataille[9], et aucun résultat notable sur l'issue de la guerre.

En 1936, en Espagne, la Luftwaffe naissante invente le bombardement psychologique (Guernica, 26 avril 1937) et la Légion Condor aide puissamment les Franquistes. Sans pouvoir s'attribuer une contribution décisive sur le terrain, malgré un vigoureux effort de propagande qui eut un impact à retardement, en 1939-1940.

Encore que la première de ces actions aériennes a indubitablement un impact stratégique : c'est l'aérotransport du premier contingent de troupes nationalistes de Tétouan, en Afrique du Nord, à Séville. Dix, puis vingt appareils de transport JU52 (un trimoteur très reconnais- sable, le pendant allemand au Dakota américain) acheminent 1 500 hommes, entre le 29 juillet et le 5 août 1936, à un moment absolument critique pour l'insurrection nationaliste. Au total, en deux mois, 10 500 hommes sont transportés, jusqu'à ce que la maîtrise de la mer rende caduc le besoin d'un pont aérien. Ainsi, la première action véritablement stratégique de l'histoire de l'arme aérienne est un aérotransport, et non une dégelée de bombes ou un « Grand cirque » de chasseurs à la Clostermann. Ironie : le premier « aviateur stratégique » n'est-il pas le transporteur[10] ?

En 1939, la Pologne est largement surclassée et la Luftwaffe contribue puissamment à sa désorganisation. Ce qui n'empêche pas l'armée polonaise de replier des moyens conséquents sur Varsovie. Peu après (30 novembre 1939) l'Union soviétique attaque la Finlande, qui ne dispose même pas d'armée de l'air. Cas patent de suprématie aérienne s'il en fut... Ce qui n'empêche pas l'Armée Rouge de piétiner honteusement, jusqu'en mars 1940, malgré un rapport de force de neuf contre un, encore plus flagrant si l'on tient compte de l'énorme disparité matérielle.

La campagne de France de 1940 offre un saisissant contraste entre deux conceptions de l'arme aérienne. Du côté occidental (France et Grande-Bretagne), deux armées de l'air jalouses de leur indépendance, qui ne colocalisent pas leurs postes de commandement avec leurs *alter ego* terriens, et qui, de toute façon, ont largement sous-dimensionné leur force de bombardiers – les seules qui causent des dégâts ; du côté allemand, une Luftwaffe politiquement indépendante, mais opérationnellement très impliquée dans la planification et la conduite des opérations. L'effort aérien allemand bascule d'un côté à l'autre du front (Belgique et Pays-Bas du 10 au 12 mai, Meuse les 13 et 14, retour sur la Belgique après...), en étroite symbiose avec la manœuvre terrestre. Pour la première fois, on peut parler de *campagne aéroterrestre.* L'alliance du char et du *Stuka* deviendra emblématique dans l'esprit des observateurs, même si la recherche historique récente a quelque peu entaillé le mythe[11]. On peut encore débattre sur les causes de l'effondrement français de 1940, mais personne ne doute de l'énormité de l'impact de l'arme aérienne sur la bataille.

Le commandement désarticulé : l'exemple de mai 1940

Étudions celle déplorable articulation des forces terrestres et aériennes alliées [12].

CÔTÉ FRANÇAIS :

– le poste de commandement personnel du général Gamelin se trouve au château de Vincennes, mais le Grand Quartier Général (GQG) qui

relève directement de lui se trouve à Montry. au sud de Meaux (35 km de Vinccnnes) ;

– le PC et le QG du général Georges, qui commande les armées du nord, sont à la Ferté-sous-Jouarre (30 km est de Montry) ;

– le GQG du général Vuillemin. commandant en chef des forces aériennes, est à Saint-Jean-les-deux-Jumeaux (entre Meaux et la Ferté. 20 km de Montry) :

– le GQG de l'amiral Darlan. commandant les forces maritimes, est à Maintenon. entre Rambouillet et Chartres (115 km de Montry).

CÔTÉ BRITANNIQUE:

– Lord Gort commande le corps expéditionnaire britannique à Habarcq, près d'Arras, avant de rentrer en Belgique (190 km de Montry) ;

– il dispose d'un petit *Air component* basé à Poix, près d'Amiens (à 60 km d'Arras) :

– la RAF a détaché à Reims *l'Advanced Air Striking Force,* commandé par le Air Marshall Barrait, mais relevant du *Bomber Command* resté à Londres.

Comment s'étonner dès lors que. pour la seule journée du 14 mai, il y eut *vingt-sept* attaques aériennes lancées sur les ponts de Sedan, au lieu d'un effort massif, coordonné, qui aurait peut-être pu submerger la défense ?[13]

En l'occurrence, les deux armées de l'air n'ont réussi à mobiliser, pour les deux journées critiques, que 145 bombardiers accompagnés de 100 chasseurs, La seule armée de l'air française, le 14 mai, y a perdu 40 appareils, dont 28 abattus par la DCA. Surtout, compte tenu des délais pour obtenir les missions, le premier bombardier ne s'est présenté qu'à 17 h, le 13 mai... Un vol de Lioré 45, sans escorte, dont 50 % sont touchés.

À l'analyse, la part aérienne de la bataille de France est un combat inégal entre deux armées de l'air, aux prises pour la maîtrise du ciel -l'armée de l'air française et la Luftwaffe. On oublie souvent que cette bataille-là a coûté plus de mille aéronefs à la Luftwaffe, pour un peu plus de six cents à l'armée de l'air. Résultat plutôt à l'avantage de cette dernière, si on ne s'applique qu'à l'attrition[14]. En réalité, tout le monde sait que la Luftwaffe a joué un rôle considérable contre les troupes au sol, tant en certains moments critiques, comme l'attaque de Sedan, que « pour l'ensemble de son œuvre », en entretenant la panique sur les arrières. On pourrait donc conclure : il y a eu une bataille aérienne, entre deux armées de l'air. Simultanément, l'une d'entre elles (la Luftwaffe, évidemment) menait campagne contre l'armée de terre française. Elle livrait deux campagnes pour le prix d'une, si l'on ose dire.

L'ironie, c'est que la Luftwaffe y a perdu la marge de supériorité qui lui aurait peut-être permis de vaincre la Royal Air Force, de façon convaincante, à partir de la mi-août.

La bataille de Normandie offre un pendant allié à l'étroite coordination tactique mise au point par les Allemands, quatre ans plus tôt, avec une intime collaboration des *Air Forces* à la manœuvre terrestre. À tel point que, surmontant l'ire des *bomber barons*[15]*,* Eisenhower impose l'emploi de l'aviation stratégique dans la bataille tactique (bombardements de Caen et St Lô, 18 et 25 juillet 1944). Si les résultats tactiques paraissent démesurément coûteux aujourd'hui, il reste qu'ils ont largement contribué à la percée (à St Lô, dans le cadre de l'opération *Cobra).*

Entre-temps, sur le front Est, les Allemands voient leur supériorité aérienne écrasante, en 1941, se réduire graduellement. Malgré tout, jusqu'aux derniers mois de 1944-1945, aucun camp ne parvient à obtenir la supériorité aérienne, et chacun peut bombarder l'autre, au moins aux lieux et moments où il estime que le besoin est critique. Moyennant quoi on ne trouve aucun auteur pour considérer décisive l'action des forces aériennes sur le drame qui se joue au sol : sur le front de l'Est, pendant deux ans, les armes aériennes s'équilibrent. Évidemment, l'absence ou l'impotence de l'une ou de l'autre aurait eu un impact beaucoup plus manifeste sur la bataille aéroterrestre.

Sauf par défaut : quand la Luftwaffe, malgré les rodomontades de Goering, ne parvient pas à ravitailler l'armée de Paulus encerclée dans Stalingrad[16].

Le pont aérien sur Berlin, qui sauve l'enclave et évite le déclenchement de la Troisième Guerre mondiale, est encore un exemple d'emploi stratégique et politique de la puissance aérienne[17].

En Corée, puis au Vietnam, et dans toutes leurs opérations depuis cette période, les Américains tentent de transformer leur contrôle absolu de l'espace aérien en contrôle de l'espace terrestre. *L'expérience montre que c'est une impossibilité.* L'interdiction d'une ligne ou d'une zone ne peut se faire depuis le ciel, quel que soit le degré de supériorité : même au plus fort de la bataille de Normandie, les unités blindées allemandes ont pu manœuvrer, se déplacer, combattre. Elles ont été pénalisées, elles ont subi des pertes, certes, mais elles n'ont pas été neutralisées, loin s'en faut. En Corée, la toute-puissante US Air Force n'a pu empêcher *aucun* des mouvements stratégiques, ni des Nord-Coréens, ni des Chinois.

En revanche, la force aérienne peut très efficacement protéger une force terrestre retranchée, quel que soit le degré de supériorité de son opposant terrestre, comme on l'a vu à Khe Sanh (1968)[18] ou à An Loc (5 avril-20 juillet 1972).

3.2.3. Une notion ambiguë (en France) : la supériorité aérienne

La conquête de la supériorité aérienne est la première mission qui vienne naturellement à l'esprit d'un aviateur. Il paraît parfaitement logique, pour déployer cette arme à son plein rendement, de viser en premier lieu l'obtention de la liberté d'action. Par exemple, lorsqu'il n'y a plus d'opposition aérienne adverse, tous les avions multirôles peuvent être engagés dans des missions de bombardement, ce qui accroît l'effet de l'arme aérienne sur le combat terrestre.

Malheureusement, il existe deux niveaux de supériorité : relative, et absolue. Passer de l'une à l'autre suppose un changement d'échelle qui n'est pas toujours perçu à sa juste mesure par les aviateurs, surtout quand ils

utilisent le mot français « supériorité » pour traduire un concept anglo-saxon qui, lui, utilise deux termes : *air superiority* et *air supremacy.* En toute justice, il n'y a pas que les aviateurs qui tombent dans ce défaut, puisque le décideur politique ou le terrien du théâtre réclament souvent une version étanche et parfaitement sécurisée de la maîtrise du ciel, sans se douter qu'à partir d'un certain effort, la loi des rendements décroissants s'applique brutalement. À l'inverse, nombre d'aviateurs se satisferaient aisément d'une version modulée de la supériorité.

La première (supériorité relative ou *air superiority)* correspond à la liberté d'action « positive », en ce sens que je fais ce que je veux, où je veux, quand je veux, et que je conteste à l'ennemi le même degré de liberté, au moins pour ses actions de masse ou visant des objectifs défendus en priorité. En d'autres termes, il n'est pas exclu que des avions ennemis effectuent des missions dans « mon » espace de supériorité : des reconnaissances, quelques attaques à la va-vite, dans la frange des contacts, par exemple. La limite, confirmant ma supériorité, étant qu'il ne peut pas en faire assez pour renverser ma prédominance générale, à défaut d'être totale.

La seconde (supériorité absolue ou *air supremacy)* correspond à la maîtrise totale, incontestée, de l'ensemble de l'espace aérien sur le théâtre. En pratique, aucun aéronef ennemi ne décolle ou, s'il le fait, il est abattu.

Évidemment, depuis 1944, la suprématie aérienne (employons ce mot en français pour traduire au plus près le concept anglo-saxon) est le privilège des armées aériennes alliées, que ce soit en Corée (à partir de l'hiver 1950-1951), au Vietnam, dans les Balkans, et surtout, en Irak. Israël fait très attention à conserver cette marge de supériorité sur tous ses voisins, clairement établie depuis 1967.

Du coup, un certain nombre d'aviateurs occidentaux considèrent que la suprématie va de soi, qu'elle est une pré-condition à toute campagne militaire, qu'elle représente de fait la « phase 1 » incontournable de toute opération. Le défaut de cette idée, c'est qu'elle fait fi des cas où notre camp ne bénéficierait pas d'une marge de supériorité incontestable au point que l'adversaire renoncerait à se battre dans le ciel. Pourtant, en dehors de l'US Air Force et de la Navy, les armées de l'air occidentales ne disposent pas forcément, à elles seules, de la marge de supériorité requise face à une concurrence correctement équipée et menée avec compétence. On se

souvient qu'en 1982, lors de la guerre des Malouines, l'aviation argentine causa des dommages considérables et infligea bien plus de pertes aux Britanniques que le contingent terrestre qui défendait l'archipel. Il y a de nombreuses armées de l'air qui ne se laisseraient pas massacrer impunément par les nôtres, conservant pendant un certain temps la capacité de nuire dans les cas critiques.

Le concept le plus utile, pour parler de la supériorité aérienne, est entré en doctrine française, qui parle de la « supériorité focalisée », terme qui paraît très approprié. La focalisation peut être géographique (tel secteur crucial, où la liberté d'action aérienne doit être absolue et incontestée), temporelle (tel jour clef, comme le jour du débarquement dans une opération amphibie), ou fonctionnelle (bloquer le flux de transport aérien). Ce concept, qui n'exclut pas que l'adversaire aérien puisse agir, mais rejette son action au loin de nos priorités, vise à l'économie des efforts – puisqu'on ne cherche plus obstinément à atteindre un niveau impossible de supériorité – et au rendement optimum de l'arme – puisqu'on l'emploie dans un rapport coût-efficacité clairement défini.

La question du degré de supériorité à viser, raisonnablement, est d'importance car une armée de l'air qui s'efforce d'atteindre la suprématie alors qu'elle n'en a pas les moyens, ne fait rien d'autre que s'échiner à un combat sans espoir, et surtout, à un combat qui n'apporte pas grand-chose au reste de la campagne. Elle fait effectivement « sa » campagne, totalement décorrélée du reste. En raisonnant « supériorité focalisée », on échappe à l'erreur récurrente qui consiste à poursuivre la *suprématie* quand, en réalité, la *supériorité* suffirait à assurer les missions essentielles.

3.2.4. L'emploi de l'arme aérienne

L'arme aérienne combat dans quatre grands domaines : le renseignement, la lutte contre l'arme aérienne adverse, la contribution aux autres opérations (terrestres ou maritimes), le soutien aux forces (essentiellement en logistique). La part aérienne de la campagne se raisonne essentiellement en proportions entre ces actions, dans l'espace et le temps. Cette répartition est partiellement contrainte par la structure de la force. Par exemple, un avion

de transport ne faisant pas de bombardement, sa contribution est forcément limitée à un domaine. *A contrario,* un bombardier peut conduire plusieurs types de frappes, dans la frange des contacts ou dans la profondeur, ce qui fait que le même appareil, le même jour, peut contribuer au volet « lutte contre l'arme aérienne adverse », en frappant une base aérienne, et au volet « appui des opérations terrestres », en détruisant un pont. Cela montre aussi que cette proportion est variable dans le temps et dans l'espace.

Cette polyvalence de l'arme aérienne, son ubiquité, sa foudroyance, font partie de ses caractéristiques essentielles.

Le renseignement est la première contribution de l'arme aérienne au combat d'ensemble (encore plus si l'on intègre le renseignement et la surveillance d'origine spatiale). Son importance est souvent méconnue, à tort. S'il ne reste qu'un avion en lice, il faut sans doute le réserver à la mission de reconnaissance la plus critique ! Au passage, notons que le renseignement peut précéder l'action (découverte, confirmation, acquisition d'un objectif), mais de plus en plus souvent, qu'il l'accompagne et la suit, comme c'est le cas du *battle damage assessment* (BDA) nécessaire au recadrage permanent de la campagne aérienne. Pour prendre un exemple : après une frappe massive, la force terrestre doit être engagée en attaque. En réalité, elle attendra, non pas la frappe elle-même, mais l'évaluation de ses effets, résultant d'une mission de renseignement spécifique, conduite après l'événement.

Vient, généralement, la conquête du degré voulu de liberté d'action – supériorité ou suprématie, en pratique, face à l'arme aérienne adverse. Elle-même se décompose en « *offensive counter-air* » (la destruction de la force aérienne ennemie, de préférence sur ses bases, à défaut, dans les airs) et « *defensive counter-air* » (la préservation de sa propre liberté d'action).

Dans les deux cas, l'impact sur le combat aéroterrestre est indirect : il le préserve de la pression adverse, et, idéalement, il garantit une présence renforcée de l'arme aérienne à son profit.

La participation directe au combat terrestre obtient évidemment la préférence du terrien – même si elle ne correspond pas forcément à l'emploi le plus rationnel et rentable de l'arme aérienne. L'attaque des forces terrestres peut se faire au contact (*close air support)* ou dans la profondeur

(*battlefield interdiction),* ce qui a un impact moins visible, car différé, sur le combat en cours. Impact tout à fait réel cependant.

Enfin, le transport, stratégique ou tactique, peut se révéler crucial, notamment dans les situations d'urgence, quand chaque homme ou chaque tonne compte. Le parachutage et l'aérotransport sont des actions généralement réservées aux contingences critiques. À noter qu'aucune armée ne s'est livrée à ce genre d'activité en présence d'une opposition aérienne, même symbolique : la supériorité locale doit être absolue, ce qui ne dispense pas le corridor aérien de pertes conséquentes face à une défense sol-air compétente.

L'arme aérienne offre aussi, dans certains cas, des facilités de commandement pour les troupes au sol. C'est souvent le cas avec des hélicoptères, plus souples d'emploi ; des avions aménagés en postes de commandement volants rendent possibles certaines opérations. Ce fut le cas pour les Israéliens dans l'opération d'Entebbe (Opération Tonnerre 3-4 juillet 1976)[19].

L'entrée en lice des drones offre à l'évidence des perspectives intéressantes, susceptibles d'avoir une influence sur toutes les formes et dans tous les milieux géographiques du combat. Pour autant, la composante pilotée conserve l'intérêt majeur de placer le décideur (le pilote) au plus près de l'action, et d'engager plus directement sa responsabilité. Certes, elle conserve toutes ses contraintes propres (dont la nécessité de protéger le pilote), mais la réactivité décisionnelle reste un critère apprécié... notamment du politique ! Il y a une différence entre la règle d'engagement, théoriquement parfaitement définie, et son application sur place. Au passage, notons que le drone n'échappe en rien aux contraintes de la circulation aérienne et autres contingences : ce n'est pas une simplification de la gestion de l'espace aérien qui s'annonce, sous prétexte qu'il y aurait moins de pilotes que de machines en l'air.

Qu'offre le combat terrestre à l'arme aérienne ? Essentiellement (et en dehors des cibles, bien sûr) des terrains et des ressources. La tête de pont de Normandie a permis, après deux semaines de durs combats, de baser des avions au plus près, accroissant leur rendement opérationnel. À l'inverse, l'offensive nord-coréenne de juin-septembre 1950 a progressivement rejeté l'US Air Force loin des combats.

Depuis que l'arme aérienne existe, toutes les campagnes où les forces terrestres et aériennes ont prétendu opérer indépendamment l'une de l'autre ont été perdues. D'une façon générale, l'aviateur ne doit pas promettre plus qu'il ne peut tenir ; le terrien ne doit pas réclamer de la composante aérienne qu'elle subordonne toute sa manœuvre à ses seules exigences.

3. 3. LA COMPOSANTE NAVALE

3.3.1. L'arme de la liberté d'action stratégique

Un tel chapitre pourrait surprendre – à tort. **La puissance navale est souvent une condition de l'action terrestre.** L'ouvrage n'a pas la prétention de traiter de doctrine, d'opérations ou de tactique navales. En revanche, l'action de la puissance navale sur la terre, ou au profit du combat qui se déroule à terre, entre bien évidemment dans le champ de la tactique terrestre.

À l'orée du XXI^{e} siècle, il est utile de rappeler que 60 % de la population mondiale vit à moins de cent kilomètres de côtes[20], que 55 % des capitales sont aussi des ports, ou tout au moins des villes côtières. En 1812, la Maison Blanche, à Washington, fut incendiée par un bombardement naval (britannique).

La marine est par excellence l'outil de la liberté d'action stratégique, et souvent, l'outil permettant le choix du théâtre des affrontements. Par exemple, en 1940-1941, Hitler ne disposait pas de l'arme navale lui permettant d'envisager autre chose, pour traverser la Manche, qu'un bond « au plus court », à travers le Pas-de-Calais. Alors que la surabondance de moyens dont disposaient les Anglo-Saxons en 1944 leur permettait d'étudier, sans déraison, la Norvège, la Normandie, les Landes... Le choix de la Normandie était pesant, certes, pour la « facture » navale, mais aucunement dirimant.

Aujourd'hui, les nations occidentales n'existent militairement que dans la mesure où elles disposent de la capacité de mettre à terre une force significative, à longue distance. Les Malouines, en 1982, sont en premier lieu un exploit naval et aéronaval. Mais c'est aussi le cas des guerres

américaines du Golfe (1990-1991 et 2003), rendues possibles par le transport stratégique maritime.

L'arme navale est généralement une pré-condition à l'emploi de la force, avant d'en être un accompagnement (sauf entre voisins continentaux, bien entendu). La force navale transporte la force terrestre, la met à terre, la soutient et l'appuie (notamment grâce à une composante aéronavale, même limitée), évacue et soigne ses blessés, gère un stock de munitions et de pièces à l'abri des risques et de la confusion, fournit un poste de commandement principal ou de repli, le tout en espace international.

Pour l'essentiel, les actions terrestres qui font l'objet de cet ouvrage n'existent même pas si une force navale n'a pas assuré la mise à terre du contingent embarqué. Du point de vue américain, depuis la fin de la guerre de Sécession, des guerres indiennes et mexicaines, depuis 1898 (guerre contre l'Espagne), toute guerre est expéditionnaire, par nature.

C'est aussi le cas pour la France, depuis la fin de la guerre sur le continent européen. Même le théâtre bosniaque a été soutenu par un flux logistique maritime (depuis 1993). L'Indochine, l'Algérie, Suez, le Liban, toutes les aventures africaines sont expéditionnaires. Notre aéronautique navale a lancé une fraction non négligeable des munitions tirées par des aéronefs français, depuis 1945.

Les opérations amphibies sont par excellence le domaine du combat interarmées, où l'action d'une composante ne peut se concevoir sans les autres. Cela est, bien entendu, un facteur de complexité. Pour en avoir un aperçu, un bref rappel historique s'impose, en partant **d'un constat : les opérations amphibies sont *très fréquentes* de par l'histoire – et elles sont *souvent décisives.***

La dépendance absolue de toute force projetée sur son cordon ombilical naval suscite peu de crainte aujourd'hui pour les nations occidentales, accoutumées à dominer les mers depuis plusieurs siècles. C'est faire peu de cas du potentiel de nuisance réel qu'une nation de second rang peut assez facilement acquérir, et utiliser très efficacement si la nature du théâtre s'y prête. Qu'on pense, par exemple, au golfe Persique, resserré par le détroit d'Ormuz, ou au détroit de Malacca, par lequel transite le pétrole nécessaire aux économies est-asiatiques. Pour gêner, une telle nation n'a pas besoin de viser le degré de supériorité nécessaire pour écarter ses opposants navals. Il

lui suffit d'entretenir une menace crédible, suffisante pour dissuader le trafic civil et par là, pénaliser durablement la force projetée. Il y a 500 sous-marins en service de par le monde, cinq fois plus que le nombre le plus élevé de *U-boote* opérationnels dont disposa l'amiral Doenitz au plus fort de la bataille de l'Atlantique. Autre possibilité, un attentat peut fermer le canal de Suez et contraindre les navires de ravitaillement au grand détour africain, causant ainsi une rupture de charge de deux semaines et multipliant le nombre de navires à réquisitionner pour entretenir un flux continu. La piraterie au large des côtes somaliennes montre qu'un adversaire faiblement armé peut gêner considérablement les flux commerciaux, au point de nécessiter des déploiements navals imposants.

Les « grandes guerres » qui ont profondément marqué l'évolution de l'art militaire ont généralement eu une forte composante amphibie. C'est le cas des guerres Médiques (Grecs contre Empire perse), des Guerres puniques (Rome contre Carthage), de la guerre du Péloponnèse (entre cités grecques), des campagnes d'Alexandre, de César Auguste contre Antoine, des Croisades, de la longue résistance de Constantinople contre les Ottomans, des interminables conflits entre puissances européennes à travers cinq siècles, de la période coloniale...

3.3.2. Les opérations amphibies : la séquence dans l'histoire

Par construction, une opération amphibie se joue selon une séquence relativement figée, au moins jusqu'à la mise à terre : il faut constituer *les deux forces* (navale et terrestre), acquérir la supériorité navale au moins assez longtemps pour obtenir l'effet désiré, s'emparer d'une tête de pont, l'alimenter pour qu'elle puisse développer le combat voulu. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, le problème se complique par l'impératif absolu qu'est la conquête de la supériorité aérienne, sans laquelle la force navale pourrait être condamnée au massacre.

Tout cela est moins évident qu'il n'y paraîtrait de prime abord.

Nous allons reprendre la séquence, point par point, en citant des exemples historiques correspondant aux points d'inflexion. Évidemment, les exemples cités concernent des nations ou des alliances qui disposent à la

fois d'une force terrestre et d'une force navale. Il n'est pas nécessaire que ces composantes soient imposantes – il faut néanmoins qu'elles existent.

Plus nous déroulerons la séquence, plus nous évoquerons des opérations amphibies réussies.

LES ÉCHECS

• Constituer la force sans entamer le transit naval

L'opération avorte dès la première étape. Ainsi, Napoléon entretient pendant deux ans (1803-1805), au camp de Boulogne, le rêve d'assaillir l'Angleterre. Il s'en détourne lorsque la troisième coalition se lève contre lui. Ce sera la fulgurante campagne d'Austerlitz. L'un des facteurs déterminants pour ne pas lancer l'opération amphibie, c'est l'absence de la flotte : l'amiral Villeneuve, avec la flotte franco-espagnole, est resté à Cadix. C'est en tentant de rejoindre la Manche qu'il subira la plus célèbre des défaites jamais infligées sur mer : Trafalgar (21 octobre 1805). Ceci étant, Napoléon avait déjà renoncé, puisque le camp de Boulogne a été levé dès le 28 août. Trafalgar survient au lendemain de la victoire d'Ulm...

Placé dans la même situation, Hitler a lui aussi caressé l'espoir d'envahir l'Angleterre. La situation est compliquée par l'émergence de l'arme aérienne. La bataille d'Angleterre, première bataille purement aérienne de l'histoire, est avant tout une bataille pour la supériorité aérienne *sur la Manche.* Entamée début juillet 1940, quasiment dès l'armistice avec la France, la bataille d'Angleterre sonne le glas des espoirs d'Hitler, lorsqu'il apparaît, en octobre, que la RAF ne pourra être réduite. La bataille se transforme progressivement en *blitz,* une campagne stérile de bombardement de la population, qui cause des ravages mais sauve la RAF. Pendant ce temps, Hitler, tout comme Napoléon, va forcer le destin en Europe continentale.

• La force embarque mais le transit naval échoue

En d'autres termes, la force ne débarque pas, n'arrivant pas sur zone.

Le cas de l'Invincible Armada[21] s'inscrit dans cette séquence. L'Armada (130 navires) quitte Cadix avec la moitié du corps de débarquement prévu, l'autre moitié (18 000 hommes) étant à récupérer dans les Flandres espagnoles. Elle subit un harcèlement sans grande conséquence, à l'issue duquel elle fait relâche à Calais. Une première attaque de nuit des Anglais (7-8 août 1588), à l'aide de brûlots, sème un indescriptible désordre et amène la plupart des capitaines à rompre les amarres et à prendre le large. Toute la journée suivante, les navires dispersés se font canonner d'abondance, sans parvenir à l'abordage qui aurait rétabli la situation à leur profit (bataille de Gravelines). Pour finir, l'Armada sérieusement étrillée s'enfuit, mais *un fort vent du sud s'étant levé,* doit faire le grand tour des îles britanniques – dont très peu de navires réchapperont.

Ironie du sort : au moment de cette décision fatidique, la flotte britannique n'a plus de poudre ! Si l'amiral Medina Sidonia avait décidé d'embarquer sa force et de franchir la Manche, il n'aurait rencontré aucune opposition...

- **Le transit réussit mais la force ne réussit pas à débarquer**

C'est le cas de Midway, lorsque la flotte d'invasion japonaise tombe dans une embuscade de l'aéronautique navale américaine (4 juin 1942). La perte de son escorte aéronavale (quatre porte-avions sur cinq) rend impossible le débarquement. Cette affaire suit de près un échec similaire des Japonais devant Port Moresby (bataille aéronavale du 4 au 8 mai).

- **L'opération amphibie n'a pas pour objectif d'établir une tête de pont**

L'opération amphibie sur Dieppe, le 19 août 1942 (opération *Jubilee),* reste entourée d'un certain mystère quant à ses intentions réelles : tester la valeur des défenses érigées par les Allemands ou se dédouaner à peu de frais vis-à-vis de Moscou qui, au cours d'une campagne d'été catastrophique pour l'Armée Rouge, réclame avec une insistance croissante l'ouverture d'un second front à l'ouest ?

Toujours est-il que, le 19 août, 5 000 Canadiens et quelques Commandos britanniques et Rangers américains débarquent sur cinq plages entre Varengeville et Berneval. À Dieppe même, ils ne parviennent pas à pénétrer les défenses avancées et restent coincés sur les plages, subissant des pertes effrayantes. Le rembarquement est effectué le même jour mais plus de 3 600 Canadiens sont tués, blessés ou capturés par les Allemands, au grand dam de leurs compatriotes qui estimeront que l'Angleterre les a délibérément sacrifiés.

En revanche, les enseignements techniques et tactiques de Dieppe sont nombreux et s'avéreront très profitables pour les tentatives suivantes, dont, évidemment, Overlord.

• La « descente » : un coup de main amphibie

La puissance navale permet de harceler une puissance terrestre à l'aide d'actions amphibies rapides et inopinées dont l'objet n'est pas d'établir une tête de pont durable – car ce serait consentir à la bataille rangée sur le terrain d'un adversaire présumé plus fort – mais de détruire un objectif de grande valeur opérationnelle ou symbolique. Plus généralement, en entretenant l'insécurité sur ses côtes, de divertir des moyens conséquents et de « l'énerver » (terme employé à l'époque).

Pendant la guerre de Sept ans, les Anglais ont mené plusieurs « descentes » contre les côtes françaises. Voulant détruire l'arsenal de Rochefort, une flotte appareille le 8 septembre 1757, s'empare de l'île d'Aix au débouché de la Charente le 23 septembre, mais ne parvient pas à prendre Rochefort et doit rembarquer le 1er octobre. Nouvelle action le 5 juin 1758, avec un débarquement en baie de Cancale et l'incendie des bâtiments en rade de Saint-Malo. Quelques mois plus tard, c'est au tour de Cherbourg d'être attaquée et capturée. Les fortifications, les installations portuaires et les bateaux à quai sont ravagés et la force terrestre rembarquée avant la riposte française. La force est débarquée à nouveau en baie de Saint-Lunaire, visant à nouveau Saint-Malo, le 3 septembre, mais cette fois-ci, elle est accrochée par les Français venus de Brest et n'est récupérée que d'extrême justesse, au prix de 750 tués et prisonniers.

Au total, le bilan des « descentes » est mitigé. Il s'agit d'une manœuvre présentant un risque certain pour un résultat aléatoire.

• La force réussit à débarquer mais ne peut tenir la tête de pont

Le premier exemple qui vient à l'esprit est Marathon, l'acte décisif de la première guerre Médique : la flotte perse vient de débarquer son contingent, celui-ci est contre-attaqué immédiatement par les Grecs, dont la phalange (environ 10 000 hommes) charge sur la grève où s'entassent 20 000 hommes (estimations actuelles – les Grecs disaient 100 000). Les survivants rembarquent précipitamment et repartent (490 av. J.-C).

Les Mongols ont tenté à deux reprises de s'emparer du Japon (1274 et 1281). À la seconde tentative, les deux flottes tardent dans leur rendez-vous (l'une est partie de Corée, l'autre de Chine du Sud). La première, vigoureusement harcelée dans ses ancrages, finit par se replier sur Tsushima dans l'attente de la seconde. C'est là qu'un typhon détruit ou disperse la flotte (15 août 1281), donnant naissance à l'histoire du *kamikaze* (« vent divin »).

Soit dit en passant : la même mésaventure est arrivée aux Perses, avec le désastre survenu à l'expédition du général Mardonios (492 av. J.-C., soit deux ans avant Marathon), dont la flotte de 300 navires et 20 000 hommes est détruite par une tempête devant le Mont Athos.

Action négligée de la Première Guerre mondiale, les Dardanelles représentent en réalité une campagne très lourde. Le corps de débarquement franco-britannique aligne 70 000 hommes, opposés à une armée turque de 84 000 hommes. La tête de pont est contre-attaquée vigoureusement (ce sera le début de l'ascension du futur Kemal Atatürk, qui est à l'époque le général Mustapha Kemal). Après sept mois de coûteuse stagnation, la force doit rembarquer. Du premier débarquement (25 avril 1915, Helles et Gaba Tepe, suivi le 9 août de Subla Bay) au dernier rembarquement (9 janvier 1916, d'Helles), les Alliés engagent un total de 480 000 hommes et en perdent 205 000 ! (dont 43 000 tués britanniques, surtout ANZAC[22], et 5 000 tués français). Les Turcs comptent 65 000 morts pour des pertes totales estimées à 250 000.

• La tête de pont est établie mais bloquée

C'est le cas d'Anzio, en Italie, « le plus grand camp de prisonniers alliés » pour reprendre l'expression ironique attribuée au maréchal allemand Kesselring. L'opération commence pourtant très bien, le 22 janvier 1944, lorsque le VIe corps (Général Lucas) débarque sans opposition, pour couper la route de Rome sur les arrières de la ligne Gustave. Les réserves allemandes sont parties vers le sud quatre jours auparavant, pour contenir l'offensive du Garigliano. L'attaque bénéficie donc d'une surprise totale. Malheureusement, l'exploitation est beaucoup trop timorée, alors que la réaction allemande est brutale. La tentative sur Cisterna (la route de Rome) est arrêtée sèchement le 1er février, puis la tête de pont est contre-attaquée les 4-5 février. Elle se maintient à grand'peine mais sera contenue jusqu'à la jonction, effectuée sans participation conséquente de sa part, avec les forces remontant le long de la côte, le 25 mai 1944.

• L'échec de la composante navale mène à l'échec de l'opération

La deuxième guerre Médique fournit un autre exemple édifiant. L'armée perse longe la côte et s'empare progressivement de toute la région, de la Thessalie à l'Attique. Elle est soutenue par la flotte qui assure sa logistique. Les Athéniens doivent abandonner leur ville et se réfugier sur l'île de Salamine, dans la rade. Là, la coalition grecque détruit la flotte d'invasion (essentiellement des navires phéniciens), contraignant l'armée perse à évacuer le pays (29 septembre 480 av. J.-C.).

La même mésaventure est arrivée à Napoléon, pour l'expédition d'Égypte, condamnée par la défaite d'Aboukir. Le débarquement a lieu le 1er juillet 1798. Les 1er et 2 août, Nelson détruit ou disperse la flotte française stationnée en rade d'Aboukir. Malgré plusieurs victoires à terre, le corps expéditionnaire doit finir par se rendre (1er août 1800), ce qu'on oublie souvent puisque Napoléon, lui, s'est éclipsé (23 août 1799, moins d'un an après la défaite navale).

• L'opération est un succès tactique mais un échec stratégique

C'est le cas de Narvik (15 avril 1940) : la force débarque, s'empare de ses objectifs, est même proche d'acculer la force allemande (groupement Dietl) à se faire désarmer en Suède. Néanmoins, compte tenu des événements en France, la force alliée est rembarquée (3-8 juin).

LES SUCCÈS

Nous entrons maintenant dans la série des opérations amphibies réussies, de succès croissant.

• La tête de pont *est* l'objectif

C'est forcément le cas des opérations amphibies dont l'objectif terrestre est limité, une île, en particulier. La guerre du Pacifique offre de nombreux exemples, comme la saisie de l'atoll des Kwajalein, du 31 janvier au 4 février 1944, dans le centre Pacifique (sur l'axe orienté vers les Philippines). Les îles sont exiguës (quelques kilomètres carrés) et les garnisons insignifiantes au regard de la force d'invasion.

La guerre des Malouines (1982) est l'exemple limite pour cette indifférenciation entre l'objectif de l'opération amphibie et l'objectif de la campagne.

• La tête de pont permet l'ouverture d'une campagne

C'est évidemment le cas du débarquement de Normandie, le 6 juin 1944. Ceci étant, ce succès historique (la plus grande opération amphibie de l'histoire) occulte la difficulté de la transition de la saisie d'une tête de pont, vers son emploi comme base permettant le développement d'opérations plus profondes. La bataille de Normandie dure du 6 juin au 25 juillet 1944, lorsque la percée d'Avranches ouvre la campagne de France.

• La tête de pont retourne la situation

Le cas le plus édifiant est sans doute Inchon (15 septembre 1950)[23]. Jusque-là, les forces de l'ONU, essentiellement composées d'Américains venus renforcer les vaillants restes de l'armée sud-coréenne, tiennent difficilement la poche de Pusan, dans le coin sud-est de la péninsule. En contournant largement par la côte l'ensemble de l'armée nord-coréenne, MacArthur prend pied sur ses arrières, coupe ses liaisons et s'empare de Séoul, provoquant un effondrement cataclysmique de l'armée d'invasion. Il y a peu de cas d'opération amphibie aussi décisive, aussi rapidement.

LES CAS PARTICULIERS

• L'encerclement par opération amphibie

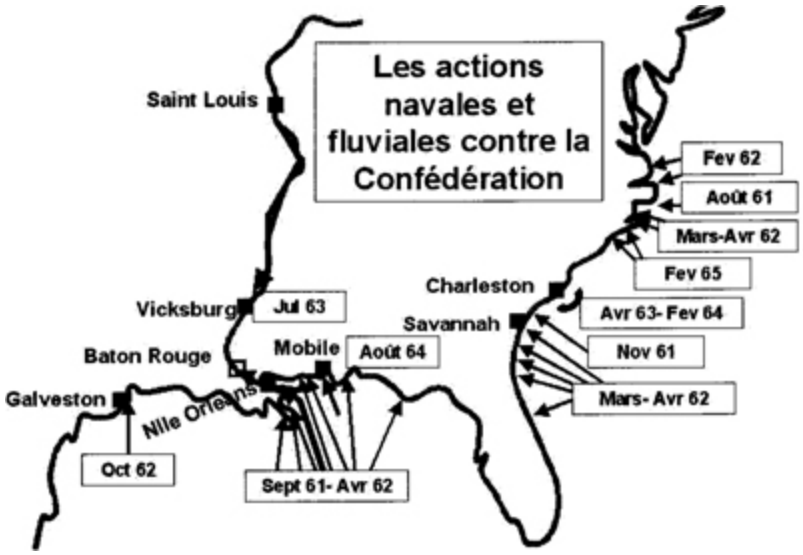
La guerre de Sécession offre une saisissante illustration du concept d'encerclement par voie maritime. Disposant d'une écrasante supériorité navale, la marine fédérale s'emploie à conquérir ou détruire la totalité des débouchés maritimes des États confédérés. Au cours d'une campagne méthodique qui s'étend du 29 août 1861 (Cap Hatteras, sur la côte atlantique) au 5 octobre 1862 (Galveston, côte du Texas), pas moins de *vingt-trois* ports ou forts sont détruits ou capturés.

Le premier théâtre ouvert est la côte atlantique. Du nord au sud, douze attaques ont lieu : Cap Hatteras, déjà mentionné, le 29 août 1861, jusqu'à Saint Augustine, en Floride, le 11 mars 1862. La dernière de cette série d'opérations se déroule à Fort Macon, au débouché sud du Pimlico Sound, repère des briseurs de blocus, le 25 avril 1862. Les Fédéraux s'échineront à saisir Charleston, dont les accès sont verrouillés en février 1864, mais qui ne tombera qu'au début 1865.

Le second enferme les débouchés du Mississippi : à lui seul, dix attaques de Ship Island (17 septembre 1861) à Baton Rouge (5 août 1862). Plus périphériques, les ports d'Appalachicola et de Galveston sont aussi fermés (respectivement 2 avril et 5 octobre 1862).

Cet effort maritime se double d'un effort fluvial, sur le majestueux Mississippi. Du sud vers le nord, la conquête du fleuve s'inscrit dans les

actions citées ci-dessus. Notons que la Nouvelle-Orléans est conquise le 25 avril 1862. Plus originale est la conquête du nord vers le sud. Elle est lancée de Cairo, au confluent de l'Ohio et du Mississippi (État du Missouri), atteint Memphis, conquise le 6 juin 1862, piétine plus d'un an devant Vicksburg, le « Gibraltar de l'Ouest », conquis le 4 juillet 1863[24].



• L'opération amphibie rétrograde

Jusqu'à présent, les seules opérations amphibies évoquées sont « vers l'avant », éventuellement assorties d'une évacuation en cas d'échec (Gallipoli, par exemple). Il arrive que l'opération amphibie ait pour seul objet de faire retraite. L'opération de ce point de vue la plus considérable de l'histoire se déroule du 25 mai au 4 juin 1940. Dénommée *Dynamo* par les Britanniques, elle enlève 340 000 hommes (215 000 Britanniques, 123 000 Français), au prix de l'abandon de la totalité du matériel. 250 navires participant au transport sont coulés. Si l'on tient compte du débit, c'est l'opération la plus efficace de l'histoire : il y eut jusqu'à 54 000 hommes récupérés en une journée (29 mai).

Une opération rétrograde présente deux difficultés spécifiques :

- l'impératif de protéger la tête de pont, qui se contracte au lieu de s'étendre. Le nombre de défenseurs se restreint alors que les attaques se concentrent progressivement sur une bande de terrain allant

décroissant. En l'occurrence, les dernières troupes (françaises) couvrant le rembarquement ont été perdues. Leur effectif, d'environ 40 000 hommes, correspond à 10% de la force à rembarquer. On peut admettre que cette proportion de 10 % correspond à une norme raisonnable pour tout planificateur confronté à ce genre de situation (la part du feu, en quelque sorte). Certes, la nouveauté technologique qu'est l'hélicoptère pourrait sauver cette arrière-garde, mais cela suppose un environnement permissif- à tout le moins, pas trop ferrugineux ;

- la difficulté technique qu'ont les bateaux à déhaler. En effet, dans un débarquement, les bateaux qui viennent talonner sur la plage s'allègent, retrouvant ainsi immédiatement leur flottabilité. Évidemment, c'est le contraire lorsque le bateau vient charger : il s'alourdit et s'incruste encore plus dans la berge.

• La destruction de la marine par l'action terrestre

Lorsque Alexandre le Grand s'attaque à l'empire perse, il redoute la possibilité d'être coupé de ses bases, en Grèce, par un retour sur ses arrières. Après sa victoire d'Issos (333 av. J.-C. – Issos est proche de l'actuelle Iskenderun), plutôt que de poursuivre Darius, il longe la côte jusqu'en Égypte, faisant tomber une à une les provinces maritimes de l'empire. Il capture ainsi la flotte et se garantit l'hégémonie en Méditerranée, même si Darius parvenait à y revenir. À lui seul, le siège de Tyr l'occupe pendant dix mois ! C'est dire le prix qu'il affecte à l'élimination de la menace navale sur ses arrières.

Hitler a tenté de faire de même à l'été 1942, en mer Noire. S'il était parvenu à s'emparer des derniers ports encore tenus par les Soviétiques, en Géorgie, la flotte de la mer Noire aurait eu le choix entre le sabordage ou l'internement en Turquie. Cette flotte a rendu de grands services, l'année suivante, lors de la reconquête de la Crimée (Mariopol, sur les rives de la mer d'Azov, est reprise le 10 septembre 1943 à l'aide d'un débarquement amphibie).

• Le transport de la flotte par voie terrestre

Lors du dernier siège de Constantinople, celui à l'issue duquel Mehmet II s'empare de la ville pour en faire Istanbul, les défenseurs bloquent la Corne d'Or à l'aide d'une longue chaîne. L'assaillant fait traverser l'isthme à ses galères, par une chaussée de rondins, à la force des bras. Dès lors que sa flotte peut opérer à l'intérieur de l'espace défensif des Byzantins, ceux-ci comprennent que ce siège se conclura autrement que les précédents (22 avril 1453 – la ville tombe le 29 mai).

• Le bombardement naval

Évidemment, un assaut amphibie est, autant que possible, appuyé de la mer par un bombardement naval. Pendant longtemps, on a considéré qu'un canon à terre en valait quatre en mer, ce qui tendait à calmer les ardeurs des capitaines lorsqu'il fallait s'approcher d'une position défendue.

L'expérience de la guerre de Sécession, évoquée ci-dessus, a considérablement fait évoluer cette perception, dans la mesure où les navires se sont avérés redoutablement efficaces dans les bombardements. L'explication réside dans la manœuvrabilité grandement accrue des navires à vapeur – facteur d'autant plus critique que ces manœuvres ont forcément lieu dans des espaces très contraints, où la navigation est déjà difficile, sans parler de l'action de l'ennemi.

Les bombardements massifs des Dardanelles, puis du débarquement de Normandie, ont mis en exergue une sévère limitation de l'appui-feu naval : le stock de munitions disponibles à bord. Les cuirassés et croiseurs qui appuient les débarquements du 6 juin 1944 (trois à cinq par plage) doivent se relayer et recharger au bout de quelques heures de bombardement.

Nonobstant, leur action s'avère décisive lorsqu'ils arrêtent une contre-attaque allemande effectuée par la 12^{e} PzSS, le 7 juin.

• La démonstration navale comme feinte

Feindre un débarquement ou en brandir la menace sur un littoral défendu peut immobiliser très efficacement les défenseurs. La capacité amphibie face à un adversaire presque exclusivement terrien fournit une illustration

extrême du principe d'initiative, où le camp disposant de la liberté des mers jouit d'une marge d'initiative quasi absolue.

Pendant les prémices de l'opération *Desert Storm,* en janvier 1991, le général Schwarzkopf a fait croire à Saddam Hussein qu'il lancerait un assaut massif depuis la mer. L'opération d'intoxication était particulièrement minutieuse et fouillée, à base d'indiscrétions savamment distillées, de commentaires d'experts militaires orchestrés en sous-main, de manipulations de la presse donnant libre cours à son imagination à partir d'indices soigneusement dosés. Par exemple, en présentant le corps des Marines comme une troupe d'élite absolument indispensable à toute manœuvre, et en laissant ostensiblement la majeure partie de cette force embarquée, en pratiquant des exercices grandeur nature au vu et au su des espions irakiens, le général américain a accrédité l'idée d'une action amphibie massive.

En réalité, comme chacun sait, il n'y eut aucune action amphibie. Les Marines embarqués servirent de réserve et ne furent pas employés directement, à leur grand dam. Mais plusieurs divisions d'élite de l'armée irakienne les attendirent sur les plages du Koweït, en vain, et firent partie des colonnes massacrées par l'aviation lorsqu'il leur fut donné l'ordre d'évacuer la ville, au troisième jour de la guerre terrestre.

- **Anecdote savoureuse : s'emparer de vaisseaux à l'aide d'une charge de cavalerie**

21 janvier 1795 : quelques escadrons de hussards, emmenés par le général Pichegru, s'emparent de la flotte hollandaise bloquée par les glaces dans la rade du Helder. Les cavaliers, prenant chacun un fantassin en croupe, ont littéralement chargé à travers la baie, escaladant les passerelles posées à même la glace ! Sans coup férir, l'armée française s'est emparée de 14 vaisseaux, totalisant 850 canons (action souvent appelée « du Texel » dans la cavalerie française).

3.4. La mêlée

3.4.1. La prééminence persistante du combat de contact

Le but du combat de mêlée est d'obtenir l'avantage sur les forces adverses au contact par une **combinaison de mouvements tactiques et de feux d'armes à tir direct.** La notion de contact n'est pas liée à une localisation géographique particulière ni à un échelon adverse déterminé. Les actions de contact peuvent être conduites dans la zone des opérations rapprochées, dans la profondeur de la zone d'action comme en zone arrière[25].

La mêlée et la bataille

Historiquement, « la mêlée » au sens le plus étymologique du terme, recouvrait toute la réalité du combat. Il en fut ainsi longtemps après que l'apparition des premiers missiles (javelots, flèches, carreaux d'arbalète, puis armes à feu) eût étendu la zone de mort au-delà de la portée du bras armé.

Dans les temps antiques, la mêlée *était* la bataille. Elle se décidait quand un bloc (dont le modèle le plus extrême est la phalange, bloc compact, unique, alignant la totalité de l'effectif engagé) rompait l'autre. Les rangs désunis offraient alors la masse humaine au massacre. L'exemple le plus achevé de mêlée décisive, qui vit un camp massacrer intégralement l'autre, est Cannes, le chef d'œuvre d'Hannibal (2 août 216 av. J.-C.).

L'introduction du missile a parfois confié la décision aux armes de jet : ce fut le cas pour les archers anglais à Azincourt (25 octobre 1415), action malgré tout quelque peu atypique dans la guerre de ces temps-là. En revanche, les Mongols, grâce à leur maîtrise du feu de salve avec des arcs sur-puissants, cherchaient généralement à éviter le corps à corps. Non qu'ils y fussent surclassés, loin de là. Plutôt parce que, quoiqu'en aient dit les chroniqueurs occidentaux de l'époque, les Mongols étaient généralement dominés numériquement...

L'arrivée de l'artillerie accroît la combinatoire. De nombreuses batailles sont décidées par le feu et non plus par la mêlée. Paradoxalement, les plus grandes victoires restent décidées par le corps à corps, l'assaut. C'est le cas de Denain (24 juillet 1712), le chef d'œuvre de la manœuvre des armées

royales, où Villars innove en lançant un assaut en colonne de bataillons[26]. Thème souvent repris par Napoléon, un siècle plus tard.

En revanche, le même Napoléon s'efforce presque toujours de décider de la bataille *avant* l'assaut. Tout le monde connaît « la Grande Batterie » de Wagram, en pratique *un assaut d'artillerie,* où Drouet fait avancer ses batteries sur plus de deux kilomètres, enfonçant un coin dans le centre de la ligne autrichienne (6 juillet 1809).

La culture militaire française accorde toujours la prééminence à la mêlée *dans le processus décisionnel,* le choix de la manœuvre interarmes. Plus encore qu'inscrit dans les gènes, ce schéma mental figure dans les mots employés, puisqu'on distingue « la mêlée » (infanterie et cavalerie) des « appuis » (artillerie et génie), du commandement et du « soutien » (administration et logistique). Par l'emploi même du mot, on ne voit pas comment « l'appui » serait le déterminant de la mêlée... même s'il détermine largement l'issue du combat. Parfois même, à lui tout seul, lorsque, par exemple, la masse des feux interdit le contact de la mêlée.

Il ne faut y voir aucune notion péjorative : le fait que « la mêlée » détermine le raisonnement tactique (on commence par elle) ne préjuge en rien des parts relatives à la victoire. C'est même plutôt l'inverse, dans la mesure où le chef tactique cherche autant que possible à décider de l'issue de la bataille avant d'en venir aux mains, justement.

L'armée française de la Première Guerre mondiale a connu une évolution intéressante à cet égard. Partie en campagne confiante dans la capacité du choc à emporter la décision, elle avait sous-estimé le besoin en artillerie lourde. Pour percer des lignes successives, elle compta de plus en plus sur le feu : « l'artillerie conquiert, l'infanterie occupe », saisissant retournement de situation. En revanche, les Puissances centrales, progressivement dominées en artillerie, firent appel à de nouvelles tactiques d'infiltration (inspirées de l'œuvre visionnaire d'un capitaine français, mais formalisées par un général Von Hutier, descendant de huguenots français), qui rendirent un rôle localement décisif à la manœuvre de petits échelons d'infanterie (nous insistons sur le qualificatif « localement », car malgré de brillants succès, cette tactique ne parvint jamais à la percée sur le front occidental).

En tout état de cause, le raisonnement tactique conduit au choix d'une manœuvre. Ce choix émerge à l'issue d'un processus itératif où toutes les

composantes de la force sont sollicitées – ce que l'on appelle le dialogue interarmes. Certaines manœuvres dépendent plus ou moins, pour en déterminer le succès, de l'intervention de tels ou tels moyens.

Retenons-en que, conceptuellement, le chef français raisonne en premier lieu le combat de contact, auquel les autres forces contribuent. Dans l'absolu, un raisonnement à l'inverse est possible. C'est peut-être même le cas chez nos amis américains, qui attachent une énorme importance à la supériorité des feux et qui cherchent autant que possible à déterminer le combat avant d'y engager le premier piéton.

3.4.2. L'importance cruciale du combat dans la profondeur

La mêlée (les unités d'infanterie et de blindés qui connaîtront le contact avec l'ennemi) ne s'engage pas uniquement sur la ligne de front. C'est d'autant plus vrai que la ligne de front tend à devenir un concept obsolète (ou subit une éclipse). Le combat d'infiltration, par exemple, vise à un combat de contact (à distinguer du combat par le feu) dans la profondeur du dispositif, et aussi simultanément que possible à travers toute la profondeur. Le raid, la percée et l'exploitation, sont des actions de combat « de mêlée » qui visent la profondeur du dispositif, et pas seulement sa première ligne.

Toutes les doctrines actuelles encouragent le combat dans la profondeur, présenté comme le summum de la tactique. C'est effectivement le cas quand cette profondeur est un raccourci vers l'objectif ultime. Il ne faut pas en déduire pour autant que le combat bien mené consiste à prendre à partie tout le dispositif. Frapper en profondeur, toute la profondeur, sur toute la largeur de l'espace de manœuvre, est un concept vide de sens et épouvantablement consommateur.

3.4.3. Couvrir le spectre : première approche de l'interarmes

L'Histoire militaire peut se résumer à une longue oscillation entre tendances dominantes : le glaive et la cuirasse. Le combat se complexifie à

chaque étape du développement technologique et social par l'introduction de nouvelles armes ou procédés, et par leurs parades.

Au terme actuel de l'évolution, on constate une permanence : celle de **deux types de forces de contact,** très schématiquement, **l'infanterie et la cavalerie** (celle-ci étant presque exclusivement blindée aujourd'hui).

L'infanterie combat à pied, même si elle se déplace souvent en véhicule (terrestre ou autre). Elle occupe le terrain. Elle est la plus apte au combat dans les espaces resserrés, notamment urbains, ou extrêmes (de végétation ; de dénivelée ou d'altitude ; climatiques...). Elle ramène le combat à son expression première : celle de l'imposition de la volonté sur des individus. **Tant que l'homme fera la guerre à l'homme, il** y **aura des fantassins.** Tant que la décision du feu devra être déléguée localement, il faudra un homme derrière le système d'arme élémentaire qu'est aujourd'hui le fusil.

Certes, on peut rêver d'une génération de robots téléguidés qui dispenseront le commandement de la pénible nécessité d'exposer les enfants de la nation aux risques et aux privations du combat. Si c'est là l'avenir rêvé de la guerre, il n'est pas certain que ce soit l'avenir rêvé de l'humanité...

Aux côtés de cette masse de manœuvre d'infanterie, il y a le besoin d'une force plus véloce que l'ensemble du corps de manœuvre. C'est la justification première de la cavalerie, devenue depuis près d'un siècle l'arme blindée en ses multiples avatars. **La notion même de manœuvre exige, conceptuellement, la présence d'une fraction plus rapide que le gros.** La guerre des tranchées le démontre par l'absurde : lorsqu'il n'y a plus eu de possibilité de manœuvre, on a mis tout le monde à pied.

Certaines actions préliminaires (découverte, fixation,...) ou secondaires (couverture) sont confiées à des forces compensant leur moindre durabilité sur le terrain par leur vitesse accrue. La liberté d'action est préservée par leur capacité à imposer ou à rompre le combat.

On ne peut concevoir de force terrestre aujourd'hui sans la complémentarité entre l'infanterie et la cavalerie, même si les proportions respectives font l'objet d'un débat permanent, sur fond de restriction budgétaire généralement. L'Histoire fourmille d'exemples malheureux d'une force d'infanterie mal renseignée ou mal couverte par la cavalerie. À

l'inverse, à vouloir trop demander de la cavalerie, nombre de chefs (dont Napoléon à Waterloo) ont connu d'amères désillusions.

3.4.4. Le combat aéromobile

La doctrine du combat aéromobile hésite entre « la mêlée » et « l'appui ». Chez nos alliés américains, le débat est clos depuis longtemps : le combat aéromobile est une forme de combat de mêlée. L'hélicoptère est un char qui vole (dans ses versions armées) ou un transport de troupes qui vole. Le bataillon aéromobile est, à la base, un bataillon d'infanterie dont les véhicules sont remplacés par des hélicoptères, dans leurs rôles différenciés (de transport de manœuvre, de transport logistique, d'appui feu air-sol, de renseignement et d'acquisition d'objectif, etc.).

En France, où le stock d'hélicoptères est beaucoup plus réduit, la tendance reste à les considérer comme relevant des appuis, d'autant plus qu'ils n'appartiennent pas, organiquement, à des unités de mêlée. En pratique, on fait appel à eux comme on demande des tirs d'artillerie ou une passe avion.

La brigade aéromobile française entend appliquer un concept d'aéromobilité autonome, qui se rapproche du concept américain.

Quel que soit le concept fondamental, le combat aéromobile présente quelques avantages et, évidemment, quelques inconvénients.

Au rang des avantages :

- vitesse de manœuvre, de concentration, de dispersion, accordant une réelle capacité de **surprise tactique** à qui sait s'en servir ;
- **impact moral réel,** tant avant l'engagement (concept de menace diffuse comparable à la *fleet in being* de Mahan) qu'au moment même de l'engagement. Une force aéromobile crédible est perçue comme **une véritable épée de Damoclès** par le camp adverse, susceptible de frapper n'importe où, n'importe quand.

En revanche :

- l'arme elle-même est très coûteuse, en acquisition comme en entretien ;
- l'hélicoptère sera toujours très vulnérable, ce qui limite considérablement sa capacité d'emploi face à un ennemi prévenu, motivé et moyennement équipé ;
- les notions de « fulgurance » et de « mobilité » chères aux tenants de la cause sont à relativiser : en effet, une troupe posée au sol voit instantanément sa mobilité réduite à celle d'une troupe à pied. D'autant plus que le fractionnement du transport impose, systématiquement, une phase de montée en puissance du commandement après l'insertion dans le dispositif adverse. En d'autres termes, l'arme aéromobile est l'arme de la surprise par excellence, certes... mais une et une seule fois !

Aujourd'hui, aucune armée sérieuse ne préconise un emploi en masse en zone urbaine, ou face à un ennemi déterminé et modérément armé. L'avènement du combat aéromobile comme successeur du combat blindé-mécanisé n'est pas pour demain.

Il reste que la force qui dispose de cette possibilité exerce, même sans s'en servir, une menace diffuse sur son adversaire, qui génère des mesures de précaution toujours pénalisantes ; de surcroît, cette force dispose de la capacité d'exploiter une opportunité avec une vitesse de réalisation supérieure, comparée à celle qui n'est pas dotée.

3.5. LES APPUIS AU COMBAT

Fonction « combat indirect »

Ensemble des activités, autres que celles de la fonction contact, qui permettent d'agresser les capacités et ressources de l'adversaire par l'emploi ou non de trajectoires (appui indirect, appui électronique et opérations psychologiques)[27].

3.5.1. L'appui feu

Née au XIV^{e} siècle, l'artillerie a connu plusieurs révolutions technologiques qui l'ont fait évoluer du rang d'accessoire à la bataille, vers le décideur de la bataille, dans nombre de cas. Le premier cas qui frappe les imaginations est le siège de Constantinople, entamé le 5 avril 1453 avec un bombardement effectué par un canon absolument monstrueux pour l'époque, acheminé à grands frais. Ses énormes boulets (plus de 500 kg) creusent des brèches dans la muraille réputée inviolable.

Aujourd'hui, on considère que le tir direct (à vue : ennemi dans la lunette) est plutôt réservé au combat de mêlée (le plus flagrant étant le tir du char). Le tir indirect est apparu au cours de la Première Guerre mondiale, et a été démultiplié au cours de la seconde, grâce à la diffusion de la radio qui a permis de dissocier celui qui acquiert la cible (l'observateur) de celui qui délivre le feu (le canonnier).

En tout état de cause, dans la guerre moderne, le feu indirect (au sens large : mortiers et toutes armes capables de tir indirect) cause plus de 50 % des pertes[28], statistique qui dénote bien son importance déterminante dans tout combat, dès lors qu'une artillerie conséquente est présente.

Néanmoins, s'en tenir au simple effet d'attrition directement infligée à l'ennemi ne rend pas compte de toute la subtilité de son apport au combat interarmes. Il faut bien comprendre qu'aujourd'hui, les systèmes d'artillerie modernes sont capables de délivrer des feux à plusieurs dizaines de kilomètres dans la profondeur du dispositif adverse, avec une précision de l'ordre de la trentaine de mètres, sans tir préalable de réglage (ce que l'on appelle le « tir d'emblée ») : une dégelée brutale, comme un orage d'été.

L'arme aérienne contribue, parfois massivement, à cette fonction. L'effet psychologique de l'outil aérien est considérable, ce qu'attestent le combat de Sedan le 13 mai 1940, mais aussi certaines affaires en Afghanistan, lors de la guerre contre les Talibans.

Les obus « intelligents » permettent de tirer « au but » à très longue distance, sous réserve de disposer du moyen technique d'acquisition, de désignation, voire, de guidage terminal. Certaines munitions sont autonomes (elles trouvent elles-mêmes leur cible, par autodirecteur radar, infrarouge, radio, à condition que leur trajectoire balistique les ait amenées dans la zone de détection autonome) ou nécessitent une illumination en phase terminale (généralement, par laser).

Avant même le premier tir, la simple **MENACE** que fait peser l'artillerie impose des précautions dans toute la profondeur : discrétion, dispersion, enfouissement, etc. Toutes mesures très pénalisantes, notamment parce qu'elles s'opposent aux impératifs de la logistique, qui fonctionne beaucoup plus efficacement dans un mode centralisé.

Le tir lui-même, selon la nature de la cible, le procédé d'acquisition, la qualité des lanceurs (canons ou lance-roquettes), l'efficacité des munitions[29], obtient des effets de **destruction,** de **neutralisation, d'attrition,** plus ou moins prononcés. C'est évidemment l'effet qui vient le plus naturellement à l'esprit du profane.

Nonobstant, **d'autres effets** peuvent être obtenus par le feu dans la profondeur :

- **DISLOCATION** d'un dispositif (classiquement : d'une attaque) ;
- **ENCAGEMENT** d'un dispositif (son isolement par des feux). L'ennemi ne peut se soustraire à l'action engagée contre lui, ou bénéficier de l'aide de ses voisins ;
- **AVEUGLEMENT**, généralement par l'emploi de munitions fumigènes (cas sous-évalué dans l'artillerie française, qui ne dispose que d'un stock comparativement très limité d'obus ayant cet effet, alors que le tir d'aveuglement, face à des dispositifs étendus, est lourdement consommateur) ;
- **ÉCLAIREMENT** du champ de bataille – paradoxalement, un effet que la diffusion des optroniques de dernière génération est loin de rendre obsolète. En effet, même ces optiques sont plus efficaces avec un éclairage ; de surcroît, certaines optiques de nuit sont dégradées par l'effet de flash ;
- **HARCÈLEMENT**, à base de feux aléatoires appliqués dans la profondeur, souvent hors de portée des capteurs (mais sur des indications ou des spéculations donnant à croire qu'ils pourraient causer quelques dégâts). Le harcèlement n'a qu'un impact très faible en attrition directe, mais il dégrade nettement les dispositifs adverses, dans la mesure où il encourage la multiplication des mesures de sauvegarde, toutes plus ou moins contradictoires avec les besoins

logistiques ou de commandement. Le **POURRISSEMENT DE ZONE,** à l'aide de sous-munitions qui s'apparentent à des mines, aux explosions programmées, aléatoires, ou par contact, prolonge l'effet de harcèlement. La convention d'Ottawa interdit les munitions anti-personnel, mais tout le monde n'y a pas souscrit, loin s'en faut. Autre cas de pourrissement : l'emploi de munitions chimiques (voire... nucléaires).

Ces effets sont connus depuis longtemps. Nos alliés y ajoutent deux effets que l'on aurait tort de négliger, et que la doctrine française vient récemment d'incorporer :

- **FEINTE** d'une attaque : tout simplement en appliquant les feux auxquels l'ennemi peut s'attendre en préliminaire ou accompagnement d'une attaque avec des unités de mêlée. Seule la nonapparition de ces unités, à l'issue d'un délai « raisonnable » (généralement, doctrinal) dément l'effet de feinte. Jusque-là, la feinte est valide et peut amener l'ennemi à réagir ou à ne pas réagir à faux ;
- **PROVOCATION** d'une réaction, par exemple à l'aide d'une courte salve appliquée « à toutes fins utiles » sur un lieu où une présence ennemie est probable sans être confirmée. Historiquement, nombre de tirs délibérément déclenchés dans ce contexte ont permis de lever l'indétermination, en amenant l'ennemi à dévoiler son dispositif. La doctrine soviétique préconisait ouvertement ce type de tir, sans le systématiser.

On devrait y ajouter un dernier effet possible, très utile dans le contexte actuel de la guerre psychologique : le tir de **SEMONCE,** massivement et délibérément appliqué à vue de l'ennemi, mais sur une zone où il ne causera pas de dommages. Ce tir, en appui d'une négociation, a pour objet de démontrer nos capacités, dans l'hypothèse d'un combat.

Ces effets contribuent à la manœuvre d'ensemble. Les artilleurs distinguent plusieurs cas d'emploi de ces feux :

- appui direct au combat de mêlée (en prenant à partie, préalablement ou simultanément, les cibles susceptibles de s'opposer à l'action en cours ou ultérieure) ;

- appui dans la profondeur (par exemple, pour bloquer la réserve) ;
- contre-batterie, pour dégrader l'artillerie adverse – concept intégré dans celui, plus large, de « conquête de la supériorité des feux ». En l'occurrence, les deux artilleries sont engagées dans un duel, une action autonome, décorrélée du combat de la mêlée.

C'est le chef interarmes qui décide des priorités respectives, dans le temps et dans l'espace.

Appliquer des feux résulte d'un processus très fin, impliquant une planification généralement fouillée, une réactivité permanente pour s'adapter à l'évolution du combat, une manœuvre d'acquisition compliquée, une manœuvre des pièces assez contraignante, et une manœuvre logistique de grande ampleur (les munitions sont lourdes, fragiles, volumineuses). En corollaire, elle nécessite une gestion de l'espace elle aussi très contraignante, tant à l'avant (la zone des cibles) qu'à l'arrière (la zone de déploiement des lanceurs) et surtout l'espace aérien traversé par les trajectoires dont les sommets atteignent plusieurs milliers de mètres. Sur ce seul critère, on peut mesurer assez fidèlement le degré de technicité d'une armée.

On le voit, le feu dans la profondeur, parti d'un concept assez simple, a pris un visage complexe et multiforme. La panoplie des capacités et la précision des armes, qui permettent d'optimiser les effets tout en limitant les dommages collatéraux, assurent un bel avenir à cette fonction opérationnelle, y compris dans un contexte de « maîtrise de la violence ».

3.5.2. La guerre électronique offensive

Techniquement, la guerre électronique offensive a pour objet de dégrader ou de neutraliser les moyens de commandement ou de coordination adverses, par brouillage (le cas le plus connu), par intrusion (cas rare et très subtil)[30], par neutralisation (à l'aide de l'effet d'impulsion électromagnétique, ou IEM).

Là encore il s'agit d'un combat très complexe et assez risqué. Par exemple : le brouillage dégrade tous les réseaux, pas seulement celui visé.

Son emploi est donc assorti de moult précautions. De surcroît, un brouilleur est par force très indiscret, donc, particulièrement vulnérable à un tir de rétorsion (réglé par goniométrie, que l'énorme puissance d'émission des brouilleurs aide considérablement).

L'emploi offensif de la guerre électronique nécessite une certaine supériorité technique et une grande subtilité dans l'emploi. C'est un art réservé à certaines armées très performantes. Il s'apparente dès lors à une forme de « feu non létal ».

Un exemple de coopération entre renseignement électronique et feux dans la profondeur

Bataille de Normandie : le PC du Panzer Group West a péniblement rejoint la Normandie depuis Paris, perdant les trois-quarts de ses moyens radios sur la roule, le juin. Le 11 juin, à l'aide d'une interception décryptée grâce à Ultra. il est localisé et attaqué par un raid massif de la RAF. Le général Geyr von Schweppenburg est blessé, la plupart de ses hauts gradés tués, mettant cet état-major hors de cause pendant quatorze jours, et annulant une contre-attaque planifiée pour ce même jour[31].

3.6. L'AGENCEMENT DE L'ESPACE TERRESTRE : INFLUER SUR LA FRICTION

Fonction « Agencement de l'espace terrestre »

Ensemble des activités permettant de rendre le terrain conforme aux besoins de l'action. Elle recouvre : a) l'appui à la mobilité ; b) l'appui à la contre-mobilité ; c) l'aide au déploiement[32].

Sur le plan théorique, on comprend mieux l'action du génie (fonction prise dans son acception large) comme influant sur la friction : soit en

facilitant les mouvements et déploiements (réduction de la friction), soit en les dégradant.

Il y a un facteur qu'il faut constamment garder à l'esprit lorsqu'on évoque cette question : c'est que l'agencement du terrain est très consommateur en temps, et souvent en moyens. Les sapeurs disent que « Le génie, c'est l'arme des délais ». Ce slogan se lit de deux façons : le génie, c'est l'arme des délais gagnés (ou imposés à l'ennemi) ; c'est aussi l'arme des délais nécessaires à sa propre action.

Pour donner un ordre de grandeur :

- il n'y a pas d'action significative du génie (de chantier) qui dure moins de deux heures, les conditions favorables étant réunies par ailleurs (dont la protection de la troupe du génie, afin qu'elle puisse se consacrer exclusivement au travail de son ressort, qu'elle est seule à pouvoir effectuer) ;
- en réalité, aux coups d'épingle près, un « vrai » chantier du génie dure six-huit heures ;
- l'aménagement d'une position avec des moyens conséquents dure un à trois jours.

Ces délais doivent être pris en amont de l'action envisagée. Ce qui fait que, non seulement le génie est l'arme des délais, mais ensuite et surtout, il est l'arme de l'anticipation. Une planification interarmes qui n'intègre pas d'emblée, et très en amont, sa composante « agencement de l'espace terrestre », en réalité, devra apprendre à vivre sans agencement de l'espace terrestre.

3.6.1. Appui à la mobilité

C'est l'emploi le plus emblématique du génie : franchissement de coupure humide (établissement de ponts, utilisation de bacs...), de coupure sèche (bréchage d'un champ de mines), ouverture d'un itinéraire (en bréchant ou en levant un bouchon de mines ou un obstacle). L'idée générale est très simple à comprendre, c'est la réalisation qui est complexe.

Les sapeurs effectuent les actions directes d'appui (ou de rétablissement) de la mobilité. Toutefois, leur action s'insère dans un contexte plus étendu de gestion des flux, où l'action de moyens spécialisés de circulation est déterminante. Il ne sert à rien de jeter un pont, par exemple, si un embouteillage s'y crée dans la foulée...

Un secteur de franchissement met en œuvre toute une panoplie de moyens dont le génie n'est que la part la plus visible (et souvent la plus exposée), mais intimement dépendant d'une action de coordination absolument critique.

Le transport d'unités (transports de blindés fournis par l'arme du train, transport aéromobile fourni par l'aviation légère de l'armée de terre) s'inscrit dans cette fonction.

3.6.2. Contre-mobilité

La contre-mobilité a pour objet de restreindre ou pénaliser la mobilité de l'ennemi, soit pour le retarder, soit pour le canaliser, soit pour lui infliger une attrition ou pour le harceler.

Le cas bien connu est la pose de mines (en bouchons, en lignes, en champs...), la réalisation d'obstacles (effondrement de maisons pour bloquer une rue, destruction d'un pont, en préalable ou en liaison avec la manœuvre).

Dans une certaine mesure, les unités interarmes savent réaliser ces travaux. Nonobstant, la technicité de ces actions tend à les réserver à une troupe spécialisée et dotée à cet effet. Le parc d'engins mis en œuvre par le génie est impressionnant dans sa diversité, sa complexité, et... son caractère échantillonaire, très pénalisant au plan logistique.

Un obstacle, quel qu'il soit, n'a de vraie valeur que s'il est battu, c'est-à-dire si l'ennemi est contraint de combattre avant de pouvoir entamer sa réduction technique. On parle alors d'obstacle « valorisé ».

Il existe aussi le cas de destructions ou de mines laissées dans son sillage, comme autant de moyens de harcèlement. Historiquement, ils ont un effet moral assez conséquent, et se révèlent très efficaces pour retarder

une progression, dès lors que le terrain s'y prête – c'est-à-dire qu'il canalise le mouvement, sans quoi l'effort consenti se révèle souvent disproportionné par rapport à l'effet obtenu. Un engin détruit ou endommagé ne représente généralement qu'un coup d'épingle, si l'obstacle est aisément et rapidement contourné.

Un exemple de contre-mobilité à grande échelle fut appliqué par les Allemands en retraite à travers l'Union soviétique : ils avaient mis au point un soc à détruire les traverses des voies ferrées, à une vitesse industrielle. Cela retarda de plusieurs mois l'emploi du réseau ferré au profit de la logistique soviétique.

Les usages de la guerre, aujourd'hui, tendent à restreindre sérieusement l'emploi tactique d'engins pyrotechniques laissés sans surveillance.

Néanmoins, l'emploi massif et systématique des IED (*Improvised Explosive Device)* par la guérilla irakienne à l'encontre de la coalition menée par les États-Unis a un impact non négligeable sur le moral des troupes. À ne pas sur-estimer cependant : il ne représente qu'une gène, pas un facteur décisif dans la campagne en cours.

Au plan moral, le minage de harcèlement est parfaitement non-discriminant, et l'expérience récente montre bien que la population en souffre beaucoup plus que la troupe visée. En effet – hélas – la population ne dispose pas de la même protection que la troupe : véhicules blindés, port de vêtements de protection, tactique adaptée limitant les pertes, à défaut de les éviter entièrement. Il faut avoir une vision assez perverse du ratio effet obtenu/prix à payer par les siens, pour accepter ce type de tactique.

3.6.3. Aide au déploiement

L'organisation de l'espace est une fonction que le chef néglige à ses dépens. La densité des dispositifs a diminué depuis la période des grandes armées, mais le besoin d'espace n'en est pas pour autant réduit. La complexité des unités et des modes opératoires a aussi un impact sur la complexité de la répartition de l'espace.

Encore faut-il pouvoir librement disposer de cet espace. La dépollution de zone (au sens chimique, ou par neutralisation ou signalement de munitions) relève en doctrine de l'aide au déploiement, mais contribue aussi à l'appui à la mobilité, notamment dans le cas du stationnement (après tout, une troupe est plus souvent en stationnement qu'en mouvement).

L'espace étant réparti et rendu accessible, il est organisé pour faciliter l'action des éléments qui l'occupent. Du simple aménagement des accès, à la création d'une voirie complète ou à la construction de camps protégés, la panoplie des actions est très large.

Le génie n'est pas l'unique partie prenante du concept. La circulation routière et la régulation des flux, normalement exercées par les unités du train, facilitent grandement l'utilisation des zones et itinéraires.

L'aide au déploiement ne néglige jamais les mesures de sauvegarde à prendre pour limiter les pertes. Elle ne met pas en œuvre des unités du génie exclusivement, et ne se réduit pas non plus à des actions physiques.

Néanmoins, l'ensemble des mesures de sauvegarde que doit prendre une troupe a un impact direct sur sa mobilité. Par exemple (et sans prétendre à l'exhaustivité) :

- dispersion et camouflage, tant en stationnement qu'en mouvement ;
- coordination spécifique des mouvements (convois...) ;
- reconnaissance et surveillance des itinéraires et zones de stationnement ;
- déploiement d'un dispositif de sûreté (sentinelles, patrouilles...) et d'intervention ;
- limitation des moyens rayonnants (radio et assimilés).

Les moyens spécialisés du génie permettent de durcir un dispositif, par enfouissement, création d'obstacles (chicanes à l'entrée d'un dispositif...), de masques, de talus de protection. Voire, en créant des dispositifs fictifs, appelés à attirer le tir de l'ennemi, à le tromper dans sa manœuvre, ou à dévoiler prématurément son intention.

En doctrine française, l'aide au déploiement a pris une importance nouvelle depuis qu'il faut rendre possible le stationnement pérenne d'unités dans une contrée dévastée. Rétablissement d'infrastructures de première nécessité (électricité, eau, voirie), aménagement ou cons truction de cantonnements, de postes de combat ou de surveillance, consomment une part croissante des moyens. On ne conçoit plus de déploiement de force sans une part significative d'aide au déploiement.

3.7. LA DÉFENSE SOL-AIR

Fonction « Défense antiaérienne »

> Fonction opérationnelle regroupant l'ensemble des activités ou des actions menées par des unités spécialisées de la Défense Sol-Air (DSA) et de l'Aviation Légère de l'Armée de Terre (ALAT), destinées à garantir la liberté d'action des forces terrestres contre toute menace provenant de la troisième dimension. Cette fonction ne comprend pas la lutte antiaérienne toutes armes qui relève de l'autodéfense[33].

À l'été 2009, l'armée française détient le triste titre d'être la dernière armée au monde à avoir subi une attaque aérienne (affaire de Bouaké, 4 novembre 2004). À titre de comparaison, l'US Air Force se fait gloire de l'impunité totale dont jouit l'armée américaine, depuis la guerre de Corée (1950).

La défense anti-aérienne s'organise en plusieurs cercles concentriques.

On peut contrer la menace sur ses bases, en la détruisant ou en la neutralisant. Ce degré de supériorité est appelé par les Américains *air supremacy*. En pratique, le contrôle absolu et sans partage du ciel, tout au moins sur l'espace considéré. La force aérienne française (armée de l'air ou aéronautique navale) ne peut guère prétendre atteindre un tel degré d'étanchéité, sauf face aux plus faibles de ses adversaires potentiels.

On peut s'opposer, en l'air, aux attaques de l'adversaire, par une défense réactive. Si elle réduit la capacité de l'ennemi, elle laissera quand même passer quelques attaques. Après tout, même le 6 juin 1944, bien que

surclassée dans un rapport de cent contre un, la Luftwaffe réussit à glisser deux Messerschmidt qui « straffèrent » une des plages...

Enfin, face aux aéronefs qui auraient déjoué la défense (ou qui bénéficieraient, au contraire, de la supériorité aérienne), la force terrestre dispose d'une défense sol-air, à base de missiles ou de canons. Celle-ci est extrêmement spécialisée, tant dans ses matériels que dans son adversaire, à tel point que, dans nombre d'armées, on hésite à confier ces moyens à l'armée de terre. Il convient de revenir sur ce point : à la différence du reste de l'unité interarmes, qui, peu ou prou, combat le même ennemi, la défense sol-air est opposée à un autre ennemi.

La défense sol-air est tiraillée entre deux impératifs : adapter le dispositif à la manœuvre terrestre, tout en s'inscrivant dans la manœuvre aérienne. Les délais de réaction des armes sont très contraints, puisqu'ils sont confrontés à une arme très rapide, fugace, réactive. La décision se compte en secondes. Pour pallier cet inconvénient, la planification des opérations aériennes est spécialement détaillée. Ce niveau de détail a pour objet d'accorder un certain degré d'automaticité à la décision de tir. L'identification « positive » n'est pas forcément requise, le tir peut être déclenché en fonction d'attitudes caractérisées au préalable. Le cas le plus facile à comprendre est celui de la *No Fly Zone :* tout aéronef qui y est détecté est présumé hostile et peut être pris à partie séance tenante. Pour autant, il est difficile d'appliquer des procédures aussi binaires sur l'ensemble de l'espace aérien, pour toute la durée de l'action, ce qui limite le degré d'automaticité et accroît les risques d'erreur (tir fratricide ou non engagement d'un appareil hostile).

Depuis les années 1980, les armées de l'air modernes se sont dotées de moyens de contrôle de l'espace aérien qui créent une situation nouvelle : elles sont techniquement en mesure d'exercer une autorité d'ensemble. Pour l'instant, les logiques d'organisation laissent les moyens de défense sol-air à chaque composante (air pour les bases, terre pour les objectifs critiques, marine pour la force à la mer). Néanmoins, la gestion de l'espace aérien est évidemment une affaire globale, qui se conduit à l'échelle du théâtre, et pour laquelle une logique de fusion devrait prévaloir un jour sur la logique actuelle, de coordination.

En attendant... l'artilleur sol-air est le prototype du chasseur à l'affût. Il déploie ses moyens autour du point à défendre, ou le long de l'itinéraire à

protéger, ou face au front à barrer. Il dispose souvent de moyens de surveillance adaptés au délai de réaction propre à son système d'armes, et de surcroît, il s'inscrit dans la gestion d'ensemble assurée par l'armée de l'air ou les unités voisines (par le biais de l'alerte aérienne). Sa vie est un curieux mélange de vigilance et de patience, un mélange stable, comme on dit en chimie.

3.8. Le soutien et la logistique

Fonction « Soutien logistique »

Fonction opérationnelle regroupant l'ensemble des activités qui permettent aux formations de l'armée de terre d'assurer leurs missions en temps de paix, de crise ou de guerre, en leur fournissant les ressources nécessaires et leur administration. La fonction soutien logistique recouvre 12 domaines :

1) soutien administratif ;

2) soutien financier ;

3) soutien juridique ;

4) soutien de l'homme ;

5) soutien sanitaire ;

6) soutien des matériels ;

7) soutien pétrolier ;

8) acheminement (transport et transit) ;

9) soutien au stationnement ;

10) condition du personnel en opérations ;

11) hygiène et sécurité en opérations :

12) protection de l'environnement[34].

« Les amateurs parlent tactique ; les professionnels parlent logistique. » (Prêté à Eisenhower)

« La tactique propose, la logistique dispose. » (Lieu commun militaire, d'origine incertaine)

Les Américains ont du soutien une définition plus simple : il a pour objet de *man* (fournir les hommes nécessaires à la force, avec tout ce que cela implique au plan organisationnel), *sustain* (soutien de l'homme : alimentation, eau, vêtements...), *arm* (armement, munitions, accessoires), *fuel* (tout ce qui touche aux carburants et ingrédients), *fix* (maintenance, pièces), *move* (gestion des mouvements et des stationnements).

3.8.1. L'évolution du soutien des armées au cours de l'histoire

D'une façon générale, les organisations logistiques oscillent entre trois modes d'organisation :

- la logistique de dépôts, avec tout son système de voies de communication, de places fortes. L'armée en campagne s'appuie sur un réseau qui l'alimente, et dont elle ne peut se dissocier plus de quelques jours ;
- la logistique expéditionnaire, où l'armée emmène avec elle sa logistique ;
- l'absence de système... l'armée vit sur le terrain.

Dès l'Antiquité, les armées sont confrontées à des problèmes d'approvisionnement, dès lors que les partis sont de volume conséquent. Les armées de l'Antiquité qui ont effectué des mouvements de très grande amplitude s'appuyaient sur une logistique navale. C'est le cas des Perses lors des deux guerres Médiques, d'Alexandre lorsqu'il s'enfonce en Asie.

Les Anciens distinguaient la guerre de places et la guerre de campagne. Dans la seconde, l'armée est censée vivre sur le pays, ce qui est possible puisque la logistique s'identifie, à peu de choses près, à l'alimentation. Malheureusement, cela rend sa performance en campagne fortement dépendante de l'opulence de la région des opérations.

Un fait intéressant à relever est que, dans ce contexte, la performance d'une armée est une fonction directe de sa frugalité. L'armée romaine, puis la Horde d'Or (l'armée mongole) doivent leur efficacité durable à l'austérité des systèmes politiques dont ils sont l'expression. C'est logique, puisqu'à richesse constante, une région peut subvenir plus longtemps aux besoins d'une armée frugale que d'une armée dispendieuse. Or, les armées les plus dispendieuses sont les armées les moins organisées, ou les moins disciplinées. Une armée qui gère ses ressources rationnellement, qui les répartit équitablement, et qui fait vertu de l'économie, tire forcément un meilleur parti des ressources disponibles (c'est vrai de toute entreprise, évidemment).

À l'inverse, la pratique courante pendant tout l'âge classique de disperser la troupe pour qu'elle puisse s'alimenter et s'abriter contrevient directement à l'efficacité du système militaire. Elle génère l'indiscipline, favorise la désertion et les exactions qui engendrent en retour un problème de sécurité des détachements isolés.

D'où l'importance de stocks de réserves, regroupés à l'abri de places fortes, qui permettent au chef de conserver sa troupe concentrée (et disciplinée). Ces places deviennent un objectif pour l'autre camp, confirmant l'adage selon lequel tout facteur de force est aussi un facteur de vulnérabilité.

Toute opération de siège est, au départ, une action sur la logistique de l'assiégé. On cherche à l'amener à résipiscence en l'affamant. Soit dit en passant, une armée conséquente, jusqu'à l'ère du transport ferroviaire, éprouvait les pires difficultés à stationner longuement. Nombre de sièges furent levés par incapacité de l'assiégeant à villégiaturer assez longtemps sur le pourtour de la ville assiégée.

On ne dira jamais assez combien d'idées de manœuvre géniales ont eu des effets désastreux suite à un défaut majeur dans la conception de leur soutien. Prenons **quelques exemples d'échecs imputables à la logistique.**

L'armée de Xerxès qui s'attaque à la Grèce est soutenue par une flotte puissante, emportant ses réserves. Cela explique pourquoi la bataille de Salamine, bataille navale, contraint une armée invaincue – et invincible dans un affrontement direct – à rebrousser chemin (29 septembre 480 av. J.-C.).

Le premier échec de Napoléon est subi après Moscou, fin 1812, lorsque Koutousof, par sa manœuvre (prise d'une position de blocage à Maloyaroslavets) contraint la Grande Armée à emprunter, au retour, l'itinéraire pris à l'aller... et intégralement dépouillé de toute ressource sur une bande large de cinquante kilomètres. Napoléon avait prévu un système de convois, mais n'avait pas mesuré l'ampleur de la tâche compte tenu de la maigreur des ressources locales (sans même intégrer l'effet de la politique de la terre brûlée). Ses places fortes, dépôts et convois se sont avérés très insuffisants. Il y a perdu son armée.

C'est d'autant plus surprenant que jusque là, Napoléon avait démontré une parfaite maîtrise des calculs logistiques, lesquels expliquent une bonne part de ses succès. Son système de guerre : la manœuvre sur les derrières, avait précisément pour objet de s'attaquer à la force ennemie par ses voies de communication. Preuve qu'il était loin d'être négligent ou ignorant des réalités de la logistique.

Hitler a lui aussi connu sa première défaite face au « Général Hiver ». Ce qui vexe un peu les Russes, lorsqu'on évoque cet argument, c'est que l'hiver vaut pour tous. La grande différence, c'est que l'Armée Rouge avait abondamment pourvu ses troupes en vêtements adaptés, à temps. Ce qui, soit dit en passant, fait justice de l'argument selon lequel Stavka, l'état-major soviétique, faisait peu de cas des souffrances des hommes. Il y a prêté beaucoup plus d'attention que l'OKH, son concurrent allemand[35].

L'offensive des Ardennes de fin 1944 était vouée à l'échec, du fait d'une conception largement irréaliste en rapport avec les forces disponibles. Il reste qu'elle cessa d'elle-même par manque de carburant.

À noter que peu auparavant, les Alliés s'étaient arrêtés parce que la logistique ne suivait pas, la zone portuaire de Normandie étant insuffisante et désormais trop éloignée. En retardant la libre disposition des ports (Le Havre, et surtout Anvers), Hitler a très efficacement limité la puissance des Alliés à l'approche du Rhin.

Dien Bien Phu, tout le monde le sait, était condamnée dès lors que la piste d'aviation, lien vital avec l'arrière, fut interdite par la DCA viet. L'idée de manœuvre de départ, contrairement à ce que l'on lit souvent, n'était pas forcément vouée à l'échec : le commandement français avait impérativement besoin d'amener le corps de bataille de Giap à combattre, et

préférait choisir l'endroit. Giap a visé sa ligne de communication avant de s'en prendre à la position retranchée elle-même.

La guerre des Malouines, pour les Anglais, fut un casse-tête logistique bien plus que tactique, en raison de la distance, du fait que la totalité des moyens était embarquée (corollaire : ce qui avait été oublié était indisponible – pas question d'aller au marché, le chéquier en main), et que l'organisation du transport avait un impact considérable sur la disponibilité des articles. Il fallut consentir une pause à Asuncion, avec vidage des navires, pour configurer le plan de chargement et l'adapter à l'idée de manœuvre!

En s'attaquant à la logistique, on obtient souvent des résultats conséquents. Ainsi, à Isandlwana, le roi zoulou Cetswayo détruit le train d'attelages de l'expédition britannique imprudemment aventurée sur son territoire (22 janvier 1879)[36]. Cet échec, n'affectant en rien le corps de manœuvre, contraint pourtant l'armée britannique à une humiliante retraite (dont elle se vengera quelques mois plus tard, à Ulundi, 4 juillet 1879).

L'art de la guerre des Mongols : en tout premier lieu, une organisation logistique

Un grand maître de la logistique fut Gengis Khan, et plus généralement, l'armée mongole. L'armée représentait en fait un peuple en marche : outre les guerriers, disposant de cinq à huit chevaux chacun, les familles suivaient avec leurs troupeaux d'ovins, leurs charrois, leurs caravanes de chameaux. Ce peuple s'écoulait en trois ailes (parfois plus, parfois moins on dirait des corps d'armée aujourd'hui), distantes d'un à trois jours de marche. Cela explique l'idée d'une masse énorme que s'en faisaient les contemporains terrorisés, alors qu'en réalité, la Morde ne comptait qu'un combattant sur cinq hommes et femmes (soit dit en passant, un taux de militarisation extrême).

S'ébrunlant dès l'aube, cette marée humaine et animale faisait halle en début d'après-midi, pour laisser paître les troupeaux. On a calculé qu'il fallait une étendue de huit kilomètres carrés de pâturage pour subvenir aux

besoins quotidiens d'une aile. Lorsque l'armée progressait par le même itinéraire, les ailes se suivaient avec un décalage, de telle sorte qu'elles ne bivouaquaient pas sur une zone déjà pâturée. En théorie, la traversée d'une steppe moyenne au printemps permettait d'entretenir trois ailes. Pendant la progression, elles laissaient à peu près indemnes les zones accordées aux suivantes, ou traversaient des zones déjà exploitées par les devancières.

On voit bien qu'un tel système de marche s'appuyait sur un renseignement de très grande qualité, essentiellement ordonné autour des ressources disponibles en cours de progression. Outre les forces adverses et les places fortes, les espions signalaient les pâturages importants, avec la saison de plus grande opulence. Les marches étaient programmées pour tirer le maximum d'avantages de celle ressource, identifiée et attribuée un an à l'avance.

La progression d'une telle masse paraît très lente, et pourtant, les Mongols ont laissé la réputation d'une armée très mobile. La raison en est que cette masse échappait assez efficacement, à la détection, grâce à un rideau très actif de vedettes, qui pratiquaient ce que nous caractérisons ailleurs comme la « contre-reconnaissance » : en l'occurrence, la capture ou le massacre des patrouilles adverses. Puis elle accélérait brutalement à l'approche du combat, les guerriers se séparant du peuple en marche pour aller livrer bataille, à l'issue d'un raid de deux à cinq jours. Ainsi, ces corps d'armée montaient de l'horizon en s'étant approchés plus vite que les vedettes et messagers censés rendre compte de leur arrivée. Pour ces quelques jours en apnée, au sens logistique, les hommes vivaient de viande séchée sous la selle, dormant sur la bête, changeant de monture plusieurs fois dans la journée. Les seules haltes accordées étaient réservées à l'abreuvoir des chevaux. On obtient ainsi des bonds d'armée de deux à trois cents kilomètres, parcourus en quelques jours la Horde mongole surgissait véritablement du néant, aux yeux des sédentaires.

Fait peu connu : l'année mongole était très moderne pour d'autres raisons que celte forme d'organisation assez typique de l'art de la guerre nomade. Elle était très bien équipée, notamment en armure, à base de lamelles de fer, à la fois souple et protectrice. Le casque mongol présente bien des analogies avec le casque romain, un autre modèle du genre. Il protégeait partiellement le visage, mais aussi la nuque. Les épaules étaient bien couvertes. Les Mongols employaient l'arc, dont ils utilisaient deux variétés : l'arc long,

comme les Anglais, pour la bataille rangée : et le célèbre arc mongol, une arme révolutionnaire pour l'époque, un arc à double courbure, en os et bois laminé-collé. comparable aux arcs récents. Cette arme offrait une pénétration comparable à celle de l'arbalète, pour peu que l'archer fût très entraîné (ce qui étaii le cas). Et aussi sérieusement musclé : on parle de tensions de 160 livres, ce qui nécessite une force herculéenne.

Enfin, l'armée mongole s'est avérée très efficace dans la guerre de siège, notamment contre les Chinois. Tout l'attirail de l'artillerie de siège antique lui était connu : mangonneaux. balistes et carrobalistes. trébuchets, catapultes, etc. Ce matériel suivait l'armée dans ses étapes, et était acheminé sous les murs des villes si le premier raid n'avait pas suffi. Sur place, elle n'hésitait pas à s'engager dans des travaux pharaoniques, allant jusqu'à détourner des rivières.

Le système des tribus mongoles s'est avéré très efficace pour se doter de généraux performants, tirés de branches apparentées au Grand Khan, mais échappant à la tyrannie de la filiation directe. Élevés à la dure, sans cesse en mouvement, mêlés aux hommes dont ils partageaient l'existence rigoureuse, apparemment dénués d'esprit de caste, ces chefs ont formé une aristocratie militaire sans égale pendant sept siècles.

Fondamentalement, la supériorité tactique n'explique pas la domination durable du système militaire mongol, C'est leur sens de l'organisation logistique, jusque dans les moindres détails de mouvement, de stationnement, d'utilisation de ressources toujours comptées, qui s'est montré décisif.

Aujourd'hui, et depuis une cinquantaine d'années, le système militaire américain est considéré sans égal. Et pourtant, ce n'est pas parce que les chefs tactiques américains s'avèreraient plus efficaces que leurs adversaires ce n'est pas toujours le cas. La supériorité de leur système découle directement de ses qualités logistiques. Avant de combattre, une armée doit exister, et pire encore, elle doit exister dans la durée. L'art militaire américain, sur ce critère, domine la compétition actuelle, alors même qu'au niveau des chefs tactiques, sa supériorité n'a rien d'évident.

Nous affirmons ainsi que, dans une large mesure, la compétence d'une armée, c'est, au départ, celle de sa logistique.

Ceci étant, il y a des enseignements du passé qui ne sont plus forcément d'actualité, depuis que l'humanité a développé la richesse accessible à une force, chez elle comme en terrain ennemi (ou allié, d'ailleurs).

La première rupture a été le développement des capacités navales, notamment avec l'apparition de la marine à vapeur, qui a rendu le transport et les manœuvres en rade moins dépendants des éléments. La guerre de Crimée (1853-1856) n'aurait pas été possible sans l'efficacité nouvelle de la marine à vapeur. Aujourd'hui, il est clair qu'une force projetée dépend d'un flux maritime, par lequel 98 % du fret est acheminé, alors que 98 % du personnel est transporté par avion.

Vint ensuite, très rapidement, le développement des voies ferrées. Pour la première fois, et sous réserves de contrôler ces voies et de les gérer avec efficience, on pouvait approvisionner une force massivement et à distance.

Le développement de l'artillerie a considérablement aggravé le problème du soutien, à cause du tonnage. Une unité blindée mécanisée consacre 90 % de sa capacité d'emport à ses munitions d'artillerie! L'armée de l'air, pour des opérations de haute intensité, a elle aussi de gros besoins en transport et stockage de munitions – encore que le développement de munitions de haute précision tende à inverser le phénomène.

La motorisation a, fort heureusement, pallié cette explosion du poids logistique des armées. Un facteur méconnu est l'extension de portée. Ainsi, un cheval qui ne porterait que sa propre nourriture serait à sec en cinq jours,

soit, dans un bon cas, 200 km. Alors qu'un camion, sans obérer sa capacité d'emport de fret, dispose de 500 à 1 200 km d'autonomie, selon le modèle et la nature du terrain.

La motorisation générale du corps de bataille a généré un autre besoin : celui de la maintenance. Les armées d'antan voyageaient avec des forges mobiles, pour les fers des chevaux. On en est loin aujourd'hui, avec les véritables ateliers mobiles qui suivent les colonnes blindées. Outre les moyens proprement dits (moyens de levage, de tractage, etc), la gestion de stocks importants est un véritable casse-tête. Certaines armées se simplifient la vie en cannibalisant un stock d'engins supplémentaires, souvent déjà en panne (cas de l'armée russe en Tchétchénie). C'est une méthode intrinsèquement coûteuse, mais moins complexe qu'un système assurant le suivi individualisé de centaines de milliers de références.

Le soutien santé a toujours été rudimentaire jusqu'au vingtième siècle, mais cela était vrai de la médecine en général. La Croix-Rouge Internationale est née au soir de Solférino (24 juin 1859). Toutefois, Napoléon avait un corps de chirurgiens attachés à son armée, et un réseau hospitalier que l'on devait à Louis XIV (les Invalides, par exemple). Encore fallait-il au pauvre blessé survivre jusque-là...

Florence Nightingale dénonça l'impéritie absolue du soutien santé du corps expéditionnaire britannique en Crimée, notant, en particulier, combien il était inférieur à celui des Français... Lors de la guerre des Boers (1899-1901), le soutien santé des Britanniques fut encore une fois très critiqué. Sur nombre de théâtres, il s'appuyait plus sur les médecins séjournant dans les environs que sur une ressource importée spécialement à cet effet.

C'est la guerre de 1914-1918, massacre de masse, à l'échelle industrielle, qui a contraint toutes les armées à se doter d'un service médical digne de ce nom. Malgré de nombreuses imperfections, on peut considérer que les normes actuelles sont satisfaisantes. Le système logistique ne peut lutter contre la blessure, mais il peut arrêter son évolution fatale. Quant aux maladies, on arrive aujourd'hui à des taux d'indisponibilité pour cause médicale très faibles, sans impact visible sur les opérations. Ce qui était loin d'être le cas naguère, par exemple lors de l'expédition de Madagascar (1892) : à peine cinquante soldats tués au combat pour plus de 5 000 morts de maladie ! À titre de comparaison : les pertes américaines en Irak, à

l'automne 2006, s'élèvent à 2 800 morts, dont 2 000 environ directement imputables au combat.

3.8.2. L'intégration de la logistique à la manœuvre interarmes

Il est habituel que le chef tactique raisonne sa manœuvre, puis se tourne vers le logisticien pour lui demander s'il peut la soutenir. Cela est moins illogique qu'il n'y paraît, car après tout, pourrait-on sérieusement envisager la proposition inverse : que le chef tactique demande d'abord à son logisticien ce qu'il peut faire, puis entame sa conception de manœuvre ? En réalité, le logisticien éprouve beaucoup de difficultés à concevoir sa propre manœuvre s'il n'a pas d'indications sur celle qu'il est prié de soutenir.

Nonobstant, se contenter du seul « test de soutenabilité », pour risquer ce néologisme, est assez court.

Il n'y a qu'une conception interarmes. Elle englobe à la fois tous les aspects tactiques et logistiques, à l'issue d'un processus itératif qui est au cœur du raisonnement tactique. Au fur et à mesure que le chef avance dans la définition de son idée de manœuvre, il prend l'attache de son logisticien et inscrit le soutien parmi les critères de décision. Selon l'opulence de ses moyens, la nature du théâtre, les consommations et pertes attendues, il peut s'affranchir des éventuelles objections du logisticien, ou au contraire, plier ses choix tactiques aux contraintes et impératifs du soutien.

Dans le cadre du raisonnement « à la française » – l'effet majeur -celui-ci intègre dès le départ, comme un ensemble de données, les éléments déjà connus et fixés du soutien. Parmi les données initiales, indépendantes de la manœuvre qui reste à imaginer : le stock disponible et son taux de renouvellement planifié. L'effet majeur étant défini en première approche, il est confronté aux observations du logisticien, observations d'autant plus pertinentes que ce dernier commence à entrevoir « où on veut en venir ». L'essentiel, à ce niveau de l'étude, est que le logisticien sache qui il va soutenir, où, et quand. Les manœuvres impossibles à soutenir sont écartées, celles qui compliquent démesurément le soutien sont étudiées ou rejetées en fonction du niveau de risque consenti, et pour finir, la manœuvre adoptée se voit adossée à toutes ses données de soutien.

Tout comme la manœuvre de combat proprement dit, la manœuvre logistique est essentiellement dynamique et évolutive. Le chef doit en tenir compte, pour les mêmes raisons, et de la même façon, qu'il intègre les évolutions constatées dans les autres champs de sa décision.

Pour être réussie, la manœuvre du soutien doit jouer sur l'anticipation, la réactivité, la flexibilité, et, autant que possible, appliquer le principe d'économie.

3.8.3. Attaquer la logistique ?

Depuis qu'existe la capacité de frapper dans la profondeur des dispositifs terrestres, grâce notamment à l'aviation, on constate la prévalence d'une sorte de lubie qui consiste à « attaquer la logistique » à tout crin, pour affaiblir l'ennemi et le rendre plus vulnérable aux autres formes d'attaque, dont l'attaque terrestre. Il semble qu'en dehors de circonstances particulières (par exemple, Isandlwana, en 1879[37]), attaquer une force par sa logistique ne conduit pas au succès, même s'il le facilite. Peut-être y a-t-il une incompréhension sur ce que représente réellement l'action contre la logistique.

Concrètement, que signifie « attaquer la logistique » ?

Le premier mode qui vient à l'esprit consiste à attaquer les approvisionnements, c'est-à-dire, le stock (les dépôts de théâtre) ou le flux.

Commençons par le stock. Certes, il est volumineux, concentré, statique, vulnérable. Un dépôt de division type OTAN, par exemple, représente plusieurs milliers de conteneurs, stockés en îlots, sur une étendue d'une dizaine de km^2. Pour une compagnie d'infanterie ou un escadron de chars, le stock essentiel, notamment en munitions, pour trois jours de combat soutenu, tient dans trois à cinq camions de moyen tonnage. Outre le fait qu'il sera sans doute défendu, peut-être efficacement, se pose la question du degré réel de destruction infligée. Car il apparaît que la destruction de tels complexes est très difficile. Certes, le carburant s'enflamme facilement – mais on prend des précautions pour limiter cela. Quant aux munitions, cela fait longtemps qu'on sait éviter la contagion, l'explosion cataclysmique du

stock, par sympathie. Il n'y a que dans les films de James Bond qu'on voit une sacoche de grenades provoquer l'apocalypse. La réalité prosaïque est plus proche du pétard mouillé. Un missile dans un conteneur crée plus de désordre (des caisses éventrées partout) que de chaleur et lumière. Dans des conditions réglementaires, une munition « secouée » est déclassée, inapte à l'emploi. Quand nécessité fait loi, on s'en sert... Elle ne sera pas forcément dysfonctionnelle.

L'idée générale de cette discussion est que les dépôts, même massifs, ne sont pas des cibles aisées à détruire de façon conséquente et durable, à moins d'y consacrer un effort considérable. Attaquer un stock n'offre pas, contrairement à une idée reçue, le genre de ratio coûtefficacité susceptible d'influencer le cours du combat, en dehors de l'attaque très ciblée, parfaitement renseignée, frappant un article unique et critique.

Alors, attaquons-nous au ravitaillement, au flux. Notons, comme un truisme utile, que cette part de la logistique est en mouvement, par définition. Certes, elle est plus facile à détecter, surtout pour les capteurs embarqués (le radar, notamment). Pour autant, la part en mouvement de la logistique est minime, voire insignifiante, par rapport à la totalité du stock détenu. C'est logique : une armée qui dispose, dans le théâtre, de 120 jours d'autonomie de combat (le cas des Américains dans la guerre du Golfe de 1990-1991) n'a aucune raison d'en mettre plus d'un jour, soit l/120^{e}, sur la route, en un jour donné. Surtout quand le jour de combat théorique, qui n'est jamais qu'une donnée de planification, n'est pas pleinement consommé – cas beaucoup plus fréquent que l'inverse, historiquement.

Raisonnons dans l'autre sens. Un groupement tactique de 1 000 hommes, avec chars, dès lors qu'il est en attente et pas engagé dans un combat féroce, n'a besoin, en termes de flux, tous produits compris (carburant, quelques munitions, pièces détachées, alimentation, eau, courrier, personnel de relève ou de retour de soins...) que de vingt à trente camions de moyen tonnage – ce pourrait être moitié moins si l'on ne tenait pas compte du besoin d'aller livrer par petits paquets. Comment fait-on voyager trente camions par jour ? Par petits modules de deux à cinq, espacés de 500 mètres à un kilomètre... En d'autres termes, ce flux ne constitue pas une cible raisonnable pour un aéronef de 300 millions de dollars, dont l'heure de vol consomme trois à six mètres cubes de kérosène, et qui tire des munitions dont le prix unitaire est

dix fois supérieur à celui du camion bas de gamme, vieillissant et poussif qui constitue l'essentiel du parc de la plupart des armées.

Admettons qu'on le fasse, efficacement, et sans tenir compte du rapport coût-efficacité proprement débile que cela implique.

La belle affaire : l'unité que l'on veut affaiblir est généralement en possession, sur place, d'un stock de trois à dix jours. Stock dispersé, camouflé, au plus près du consommateur final. Stock extensible, jusqu'à un certain point, à l'aide de mesures de rationnement simples à mettre en œuvre dès lors que la nécessité s'en fait sentir.

Pour lui faire consommer son stock, plus vite que l'unité ne peut le recompléter, il faut la mettre en mouvement (elle consommera son carburant) et la pousser à tirer (pour réduire son stock d'obus). Mais comment fait-on pour pousser une unité à manœuvrer ? En l'attaquant, tout simplement.

Ce qui mène à un paradoxe : on attaque (et donc, on détruit) une unité avant qu'on n'ait restreint son potentiel logistique. A quoi sert cette attaque sur la logistique, alors ?

Reformulons cette proposition : lorsqu'on s'attaque au ravitaillement d'une unité, on ne s'attaque, ni à son autonomie des trois jours à venir (elle est à bord des véhicules – la détruire est synonyme de détruire le véhicule), ni celle des quatre à dix jours à venir (elle est stockée et dispersée à proximité). En général, on s'attaque au stock de $J + 10$. Si on a décidé d'attaquer et de réduire cette unité avant cette date, attaquer son ravitaillement *postérieur à sa destruction* devient, évidemment, une absurdité.

Laissons le ravitaillement tranquille. Que reste-t-il d'autre ?

La maintenance : elle déploie des ateliers sur le terrain. Elle aussi a besoin de flux (pour les pièces et ingrédients). Malheureusement, elle est plus discrète que les immenses dépôts mentionnés auparavant. Détruire des moyens de réparation entame le potentiel adverse, évidemment, mais pas forcément plus efficacement que détruire le même matériel, avant réparation.

Un autre facteur à ne pas négliger : le matériel en maintenance n'est accompagné que de maintenanciers. Or, le combat a surtout pour intérêt de

viser les chefs. Le matériel en soi n'est pas conditionnant. La XIX^{e} Armée allemande qui s'est échappée de Provence en 1944 a perdu une grosse part de son matériel, mais cela ne l'a pas empêchée d'être efficace quelques mois plus tard dans les Vosges. Ce qui compte, c'est l'homme, à tuer, blesser ou capturer. Casser son matériel le rend moins efficace, évidemment, mais cela ne le retire pas de la guerre.

C'est à moyen terme que se constate la dégradation de la maintenance – dégradation très profonde, presque impossible à remonter. Dans le contexte d'une guerre longue, voulue ou acceptée comme telle, consacrer des moyens conséquents contre la maintenance adverse a un rendement réel. Mais dans le contexte d'une guerre courte, d'une opération éclair, comme celles que réclament les opinions occidentales, s'échiner à obtenir des résultats à long terme – un terme postérieur à la décision recherchée – est absurde, tout simplement.

Nous avons traité du matériel. Venons-en aux hommes, justement, qui relèvent d'une autre chaîne logistique, la chaîne santé. Attaquer les hôpitaux, les ambulances, les postes de secours, etc., c'est interdit par toutes les conventions, lois, us et coutumes de la guerre. Le malfaisant qui se livre à ce petit jeu court le risque d'une réaction contraire au but poursuivi, de la part des gens qui ne sont pas encore hospitalisés. Une proposition peu rentable, finalement.

En conclusion : s'attaquer à la logistique, en tant que telle et pour elle-même, ne représente que rarement un objectif viable, susceptible d'effets caractérisés sur le combat en cours.

Quant à jouer dans la durée : les embargos contre l'Irak, les campagnes aériennes contre l'Allemagne, etc., ont toujours affaibli leur victime, mais jamais au point de la rendre inopérante sur le terrain. La question devient donc : quelle proportion de mon propre effort de guerre puis-je consacrer, pour viser quelle proportion de l'affaiblissement de l'adversaire ?

Le rapport coût-efficacité est à étudier avec scepticisme, en réalité. Il a fallu attendre Berlin, en avril 1945, pour que la performance de la soit contrainte à un point critique par le manque de ravitaillement. Jusque-là, nombre d'unités ont connu la pénurie, mais rarement au point d'être rendues inopérantes.

En réalité, le seul moyen d'attaquer efficacement la logistique, c'est l'encerclement, le siège. Encore faut-il du temps... Souvent acceptable quand on raisonne au niveau opératif, ce temps-là excède généralement le temps tactique. Ainsi, l'armée allemande détruite à Stalingrad est encerclée depuis le 19 novembre 1942, son approvisionnement par la voie des airs n'excède guère 15 à 20 % de ses besoins dans les bons jours, et pourtant, ses derniers éléments ne capitulent que le 6 février 1943. On peut en déduire qu'elle est arrivée à Stalingrad, en masse blindée, mécanisée, à pied et en voiture à cheval, avec *plus de deux mois d'autonomie de combat.* Sans s'y être le moins du monde préparée, elle affronte les rigueurs de l'hiver dans la steppe russe, encerclée et sous pression. Cela en dit long sur la validité du concept : attaquer la force en affaiblissant sa logistique. *Il faut l'apprécier dans le temps, et ne pas se tromper d'échéance.*

---

1. Définition réglementaire.

2. C'est un enseignement émergent des retours d'expérience de la guerre en Irak.

3. On peut citer à cet égard un exemple saisissant : le renseignement dont disposait l'OTAN entre mars et juin 1999, sur la situation à l'intérieur du Kosovo. À l'époque, la totalité des moyens dont disposait l'Alliance était braquée sur un territoire grand comme quatre départements français. Insistons sur cette disproportion : en trente ans d'efforts continus, l'OTAN avait créé des moyens censés surveiller toute sa frontière Est, du cap Nord à la frontière orientale de la Turquie. Soit, au bas mot, 5 000 km linéaires, sur une profondeur de plusieurs centaines de kilomètres. Tous les capteurs pouvant être réorientés ont été appliqués sur ce dérisoire bout des Balkans. Malgré cela, cette concentration de moyens que les concepteurs de systèmes n'avaient jamais rêvée ne permettait pas de savoir combien de brigades les Serbes avaient au Kosovo, ni où les unités étaient stationnées, encore moins dans quel état elles étaient. Quant aux réfugiés internes (les personnes déplacées par les exactions et qui n'avaient pas encore surgi à la frontière macédonienne ou albanaise), les estimations allaient de 100 000 à 400 000 !
Comme quoi la soi-disant « visibilité totale du champ de bataille » n'était, à l'époque, qu'un concept trompeur, voire une intoxication de première ampleur. À l'heure actuelle (2006) il est douteux que les forces armées occidentales aient accompli le changement d'échelle que sous-entend ce concept ambitieux.

4. Décrit par McPherson, *La guerre de Sécession,* Laffont-Bouquins, 1991.

5. En toute logique, l'assassinat ciblé d'un chef d'État, acte tactique terrestre s'il en fût, a aussi une portée stratégique. Le Premier ministre Pitt voulut pratiquer cela contre Napoléon. Le *fait aérien* en soi n'induit pas la nouveauté – c'est le fait que *l'ensemble du système aérien* se prête à cette fusion, de par sa puissance, sa portée, sa soudaineté propice à la rupture politique, qui crée cette perception nouvelle.

6. On lira avec profit l'excellent ouvrage du colonel Chamagne, *L'Art de la guerre aérienne,* L'Esprit du livre, 2004. Sous une forme claire et synthétique, il expose tous les tenants et aboutissants des opérations aériennes. Il adhère évidemment à la thèse selon laquelle la conquête de la supériorité aérienne est un préalable à toute manœuvre terrestre.

7. Depuis son décès (11 mars 2006), cette thèse sera peut-être difficile à établir avec certitude. Il est certain que les frappes aériennes ont peu à peu conduit la population à se rendre compte que Milosevic ne pouvait pas les protéger, donc à lui faire perdre son aura. Outre la souffrance, il y a une perte de crédit, qui accorde un indéniable impact *stratégique* à cette campagne aérienne.

8. Excellente relation dans la contribution du professeur Carlier in *La Bataille de Verdun,* Carlier-Pedroncini, Economica, 1997.

9. Le colonel Chamagne cite « l'assaut aérien » mené contre la pénétration allemande dans la Somme, en mars 1918, qui aurait renversé le cours de la bataille. Sans minimiser la contribution massive de la force aérienne alliée en Picardie – 1 800 appareils français et 1 000 anglais opposés à 1 800 allemands – Claude Carlier y voit une intervention majeure plutôt que décisive. Ce qui est certain, c'est que l'offensive allemande de mars est enrayée. L'affaire se renouvelle lors des offensives allemandes suivantes (le 29 mai, en direction de la Marne, puis le 9 juin, vers l'Oise). La force aérienne française opère en étroite coordination avec l'armée Mangin qui contre-attaque, le 11 juin. Nouvelle étape dans le développement de l'arme aérienne : elle poursuit ses opérations la nuit, pour repérer et localiser les mouvements de troupes allemands. Voir sa contribution dans *Histoire militaire de la France,* tome III, dirigée par André Corvisier, PUF, 1992.

10. Voir Hugh Thomas, *Histoire de la guerre d 'Espagne,* Laffont, 1961.

11. Voir par exemple, de John Mosier, *The Blitzkrieg Myth,* Harper-Collins, 2003. Sa thèse est que la défaite française s'explique autrement que par le couple char-*Stuka.* En l'occurrence, par le simple poids du nombre : *l'allié britannique n 'a jamais combattu en France cet été 1940* – si ce n'est pour rejoindre Dunkerque et évacuer la zone. À 1 contre 1,5, le sort de la France était réglé, dès lors que les Allemands se montraient raisonnablement compétents (ce qui fut le cas). Pour autant, il ne nie aucunement l'efficacité de la campagne aéroterrestre.

12. Discuté par Benoist-Méchin dans *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident,* Laffont-Bouquins, 1981.

13. Statistique citée par l'état-major OTAN d'Heidelberg (JFQ CENT) dans le cadre d'un exercice consacré à Sedan, en 1999.

14. La RAF a contribué aussi au score, mais de façon marginale avant le spasme de Dunkerque. Il est clair, dès le 15 mai, alors que la décision de rembarquer la BEF est déjà prise, que la RAF ne se sacrifiera pas dans une cause perdue. Ce n'est qu'au-dessus de Dunkerque, à portée de ses bases du Kent, qu'elle intervient en masse, de façon prolongée. Ce n'est déjà plus une contribution directe à la bataille de France, mais un premier acte de la bataille d'Angleterre.

15. Les *bomber barons* étaient les tenants de la doctrine de l'attaque aérienne stratégique de l'Allemagne, notamment les deux commandeurs, l'Air *Chief Marshall* Sir Arthur Harris pour les Britanniques, qui commanda le *Bomber Command* de 1942 à 1945, et le *General* [d'armée aérienne]

Cari A. Spaatz, commandant les « armées aériennes » américaines en Europe (8th USAAF en Angleterre et 15th USAAF en Italie). Si l'ampleur des destructions n'est pas contestée, l'effet stratégique réel de la campagne de bombardements massifs de l'Allemagne sur le résultat ultime de la guerre reste controversé.

16. L'armée de von Paulus est encerclée le 23 novembre 1942, et se rend le 2 février 1943. Goering a promis de livrer 600 tonnes par jour, le besoin minimum étant estimé à 700 tonnes (plus tard, 500). Même le bois de chauffage devrait être acheminé par avion ! La moyenne livrée entre les 1 et 12 décembre sera de l'ordre de 97 tonnes, montant à 137 tonnes entre les 12 et 30 décembre, en diminution constante ensuite... Au prix de 550 avions allemands abattus par la DCA.

17. 28 juin 1948-12 mai 1949. Pour ravitailler deux millions d'habitants (ainsi que les troupes alliées), 2,5 millions de tonnes de fret sont acheminées en près de 280 000 liaisons. Chiffres cités par Chamagne, qui les doit à la *Revue historique des armées,* juin 1999.

18. Voir vignette 23 « Khe Sanh », p. 509.

19. Voir l'excellente relation de Pierre Razoux dans *Tsahal,* Perrin, 2006.

20. Statistiques de l'ONU.

21. L'Invincible Armada offre un édifiant exemple de guerre psychologique. En effet, le roi Philippe II d'Espagne se garde bien d'employer le terme, se contentant de « Gran Armada ». *Ce sont les Anglais* qui, *a posteriori,* maximisent l'impact psychologique de leur victoire en « inventant » le mot « Invincible », et en donnant à croire que ce terme aurait pris naissance dans l'hubris de leur adversaire. Manipulation historique qui a encore cours aujourd'hui...

22. ANZAC : *Australia and New Zealand Army Corps,* le corps d'armée où furent regroupés les contingents océaniens de l'Empire. *ANZAC Day* est devenu l'équivalent de notre 14 Juillet dans ces deux pays – la frivolité en moins, compte tenu de la référence historique (le 25 avril).

23. Voir vignette 02 « Inchon », p. 73.

24. Voir vignette 22 « Vicksburg », p. 500.

25. Règlement TTA 901 de 1999 qui reprend l'IGEFT 94 (Instruction générale sur l'emploi des forces terrestres).

26. Voir vignette 18 « Denain », p. 473.

27. Définition réglementaire.

28. Première guerre mondiale : 71 % des pertes (guerre très statique) ; seconde guerre mondiale : 55 % (plus mobile – toutefois, il y aurait quelques pour-cent à ajouter au titre de l'appui air-sol) ; guerre de Corée : 60 % (phase statique prolongée de début 1951 à 1953) ; guerre (américaine) du Vietnam : 43 % (peu de batailles rangées prolongées). Source : Trevor N. Dupuy, *Attrition : Forecasting Battle Casualties and Equipment Losses in Modern War,* Hero Books, 1990.

29. Chef d'escadron Genot, Saumur 1982 : « L'arme de l'artilleur est l'OBUS et non le canon ». Précepte très éclairant sur la nature de l'artillerie.

30. Pendant la guerre des Six-Jours, les Israéliens ont réussi à faire poser des avions irakiens sur une base israélienne, en se substituant au contrôle.

31. Narré par Stephen Badsey dans le *Normandy **1944*** du Osprey Series, 1990.

32. Définition réglementaire.

33. Définition réglementaire.

34. Définition réglementaire.

35. Parmi les causes de pertes (morts et blessés), 300 000 le furent par congélation de l'anus..,

36. Voir vignette 24 « Isandlwana », p. 516.

37. Voir vignette 24 « Isandlwana », p. 516.

CHAPITRE 4

LE CONTACT AVEC L'ENNEMI

APRÈS tous ces préliminaires théoriques, il va bien falloir en venir aux mains... En terminologie militaire, cela s'appelle le contact.

En principe, le contact s'établit de deux façons :

- il est préexistant (cas de deux armées stationnant sur la frontière commune) ;
- il reste à établir.

Dans ce second cas, c'est – en principe – l'assaillant qui prend l'initiative de franchir l'espace séparant les deux forces pour établir le contact. Il fait ce choix pour assurer le contact dans les conditions qui lui sont le plus favorables[1].

À l'inverse, le défenseur peut se contenter d'attendre sur place, exploitant au mieux l'avantage de celui qui est installé, qui connaît et a aménagé le terrain, et dont le dispositif restera d'autant plus discret qu'il reste immobile. Lui établit le contact comme l'éponge avec l'eau : par absorption.

Cette notion de contact mérite développement.

D'abord, la prise de contact – l'abordage, vocable commode – suppose une certaine maîtrise, sous peine d'engager le combat décisif dans des conditions délicates, voire désastreuses.

Plus risquée et complexe encore est la rupture du contact – le décrochage – nécessaire pour recouvrer sa liberté d'action.

Quelle que soit l'intention, le contact et les actions qui s'ensuivent sont conditionnés par le rapport de force, qui est compté, si l'on peut dire, à ce moment. La génération du rapport de force fait l'objet d'un bref

développement, étant entendu que ce point restera sous-jacent à toutes les missions étudiées dans les parties suivantes.

Enfin, il existe des cas où la prise ou la rupture du contact se compliquent par un impératif de réarticulation, ce qui nous vaudra d'étudier les relèves.

4.1. LA PRISE DE CONTACT : PRINCIPE GÉNÉRAL

Presque par définition, celui qui attaque va venir au contact, s'il ne l'était déjà. Le terme de « contact » a un sens bien précis, assorti de plusieurs déclinaisons, qui dépassent l'idée première d'un simple contact visuel.

Contact

Situation d'un élément se trouvant sous le feu des armes à tir direct de l'ennemi.

Cette définition réglementaire paraît simple. Elle se décline pourtant : prendre, préciser, rompre, perdre le contact (ces deux derniers points étant vus plus loin).

« Prendre le contact », c'est « l'action qui consiste, pour les éléments de tête, à engager le feu avec l'ennemi ou à s'infiltrer dans son dispositif en vue de renseigner, de tenir, éventuellement de conquérir, les points-clés utiles à la poursuite des opérations. » Prendre le contact ne peut se satisfaire d'une simple approche visuelle, comme l'indique bien la définition. Une unité de reconnaissance a besoin de 15 minutes à 1 heure pour « prendre le contact ». Simple illustration du temps nécessaire au développement du renseignement.

« Préciser le contact » (« déterminer les points et les zones *où l'ennemi résiste aux actions engagées* contre lui ainsi que *les intervalles* de son dispositif ») est très nettement une mission de combat, avec une finalité de renseignement absolument majeure. Un bataillon qui précise le contact s'engage dans une action qui pourrait durer de 1 à 4 heures.

En rédigeant ses ordres, le chef doit s'astreindre à employer le terme exact indiquant sa véritable intention, et notamment, jusqu'où il veut que

s'engage son subordonné. Et en retour, le subordonné doit considérer que le terme fixé est à prendre au sens le plus littéral.

À noter que dans un contexte défensif, *prendre le contact* peut s'effectuer en laissant l'ennemi faire son mouvement (infiltration par dépassement). De même pour *préciser le contact* : il s'agira alors d'opposer des points de résistance contraignant l'ennemi à dévoiler ses moyens et son intention.

Il ne faut pas croire pour autant qu'à l'opposé du contact précédent, qui est dynamique, celui-ci serait passif. Le contact du défenseur doit opposer des résistances et des réactions à l'assaillant, pour canaliser sa pénétration, le forcer à dévoiler son intention, le contraindre à consommer prématurément ses moyens. Aussi, pour caractériser ces deux contacts, plutôt que les termes « dynamique » (l'assaillant) – « statique ou passif » (le défenseur), il vaut mieux employer les termes d' « actif» (l'assaillant, celui qui a l'initiative) et de «réactif» (le défenseur, qui n'a pas l'initiative mais se refuse à la passivité).

4.2. LA MARCHE À L'ENNEMI

La marche à l'ennemi est le mouvement d'une unité qui se prépare au contact. Cette unité progresse en sûreté, c'est-à-dire qu'elle adopte un dispositif suffisamment flexible pour s'adapter aux différentes configurations possibles du contact.

Comme il a été dit dans le cadre de l'échelonnement de la force, une unité en mouvement en sûreté s'articule, généralement, en avant-garde, gros, arrière-garde et flanc-garde. Elle se fait précéder d'un rideau de renseignement dont les actions seront détaillées ci-après.

La marche à l'ennemi est une sorte d'hybride entre le mouvement et le combat.

4.2.1. Notion de bond

Une unité progresse par étapes, d'un compartiment de terrain à l'autre, quand il s'agit de petites unités, d'un espace de manœuvre à l'autre, pour les

plus grandes.

Le bond est le déplacement effectué entre deux postures stables, un phénomène comparable au bond du félin.

Par exemple, le char de tête d'un peloton marque une pause d'observation à l'orée d'un compartiment de terrain. Lorsqu'il s'est assuré (tout est relatif, bien sûr...) de l'absence de menace immédiate, il se lance pour traverser le compartiment de terrain et aborder le suivant. Ce déplacement est effectué à la vitesse maximale compatible avec la sécurité routière ou les aptitudes de l'engin (en tout terrain, notamment).

Au niveau supérieur – celui de l'unité tactique – le bond est la composante des mouvements des subordonnés, et correspond à des étapes de coordination.

Petit exercice d'application : le bond tactique, vu par unité

Le lecteur est invité à se munir de la carte IGN *1/100 000 numéro 5 Charleville-Mézières. Maubeuge.*

Considérons un peloton de chars en reconnaissance entre Montcornet et Vervins (dans l'Aisne), s'appuyant sur la D966. 11 devrait marquer huit bonds entre la cote 189, au nord de Montcornet, et le mouvement de terrain séparant Vervins du ruisseau du Vilpion, à partir duquel il sera à vue de Vervins (dans une cuvette). Quiconque sait lire une carte au 1/100 000^{e} comprendra comment les crêtes et bois à traverser commandent les arrêts d'observation. Huit bonds pour vingt kilomètres à parcourir montrent bien la profondeur moyenne des compartiments de terrain, de l'ordre de 2 500 mètres, ce qui est parfaitement adapté à la distance d'engagement du char. En réalité, les champs vont de zéro (la traversée de la forêt domaniale du Val St Pierre) à 4 000 mètres (la crête au sud du hameau de Vigneux-Hoquet).

En revanche, au niveau supérieur (l'escadron, comptant trois à cinq pelotons), une telle profondeur correspond à un seul bond, éventuellement deux (la coupure de la Brune, précédant Vervins).

Pour rester dans le même secteur, une brigade (3 à 6 000 hommes), progressant de Charleville-Mézières à Hirson. soit une cinquantaine de kilomètres. sur un front d'environ vingt-trente kilomètres, ne marquerait qu'un bond intermédiaire, correspondant à la trouée de Rocroi à Rumigny (sur la carte, on note la D877).

Le régiment de tête au sud, progressant sur la direction Poix-Terron (12 km SSW de C'harleville-Mézières). Signy-l'abbaye,. Rumigny, Vervins, soit une soixantaine de kilomètres, marquerait trois ou quatre bonds, c'est-à-dire qu'il adapterait son articulation à trois ou quatre reprises. Il n'est pas nécessaire, pour marquer un bond, d'arrêter tout le monde, par exemple pour se réaligner (dans la guerre lacunaire, on se réaligne de moins en moins). Il n'est pas dit non plus qu'il y aurait, à chaque bond, une réarticulalion à effectuer. L'idée du bond de régiment est qu'il aborde l'espace de manœuvre dans une configuration adaptée au combat qu'il est susceptible d'y mener. Par exemple, il est échelonné, un appui est en place, etc.

4.2.2. Notion de vitesse tactique

Cette notion n'est pas immédiate à quiconque n'a pas eu à organiser un mouvement collectif.

Lorsque nous avons décrit le bond, nous avons évoqué un mode de déplacement assez spécifique de l'engin au combat, ce que l'on appelle le déplacement tactique.

Dans le mode « déplacement tactique », un engin ne connaît que trois vitesses utiles :

- vitesse zéro, qui correspond à l'arrêt d'observation, d'attente de tir... ;
- vitesse « à fond la caisse », qui est celle du bond proprement dit ;
- vitesse « d'arrêt », adoptée temporairement, pour l'approche du poste suivant : on appelle cela « vitesse d'arrêt » car l'engin doit être susceptible de s'immobiliser immédiatement, dès le commandement « stop » du chef d'engin. Concrètement, l'engin roule quasiment au pas,

l'optique du chef attend de sortir du masque et de découvrir le compartiment de terrain suivant. Dès qu'il apparaît dans la lunette, le chef arrête l'engin et entame l'observation.

Il y a donc un écart significatif entre la vitesse théorique que peut atteindre un ensemble de véhicules, et la vitesse d'une unité en configuration tactique, prête à combattre – la vitesse qui prend le nom, justement, de « vitesse tactique ». Celle-ci résulte d'un compromis permanent entre la vitesse de déplacement et la sûreté de ce déplacement. Elle dépend, mécaniquement, de l'articulation et des procédures adoptées.

En principe, une unité en marche à l'ennemi peut adopter trois postures, déterminées en fonction de l'imminence de la rencontre attendue. Normalement, la vitesse d'abordage décroît au fur et à mesure que l'on se rapproche du contact estimé – encore que l'on peut faire délibérément un choix de surprise, au détriment de la sûreté.

Commentaire : juger de la compétence tactique d'une unité à partir de ces actes élémentaires

En décrivant des actes sous leur aspect mécanique, nous avons une nouvelle illustration du couple « art de la guerre – science de la guerre ».

En effet,. la vitesse tactique d'une unité donnée dépend largement de la rapidité et de la qualité de décision du chef: combien de temps passera-t-il à observer ? Observera-t-il ce qui doit l'être ? lin décidant de se lancer, consentira-t-il un risque correctement mesuré ? Ces questions ne trouvent leur réponse que dans ce que les auteurs appellent « le coup d'œil du chef », sa première qualité, selon Frédéric II. Nous sommes là dans le côté « art de la guerre ».

En revanche, de ce coup d'œil, exprimé par une décision, découle un mouvement collectif, qui sera exécuté avec plus ou moins de fluidité, de hardiesse, d'efficacité. Plus on monte dans la hiérarchie de l'unité observée, plus on observe un niveau collectif, résultant d'une doctrine, d'un entraînement, d'une connaissance réciproque des hommes, d'une expérience. Le résultat est quelque chose de quantifiable – la vitesse tactique atteinte – et donc relève plutôt de la « science de lu guerre ».

La compétence tactique d'une unité peut s'évaluer, dans la qualité de ces actes élémentaires. Il est frappant de constater combien la Wehrmacht. presque jusqu'à sa fin. a fait preuve de compétence tactique supérieure aux petits échelons, ce qui explique sa performance supérieure[2]. Savoir se déplacer en sûreté, savoir placer ses appuis, exploiter au mieux les champs de tir : ces aspects parfaitement basiques de la guerre sont, en réalité, le facteur premier de la qualité d'une armée.

4.2.3. Le mouvement en sûreté

Si l'ennemi est estimé lointain, la rencontre est considérée improbable à brève échéance. En ce cas, la totalité de l'unité est en mouvement, aussi régulier que possible, derrière l'unité de tête, laquelle se contente de marquer les bonds de son niveau (elle marque une courte pause d'observation avant de pénétrer un compartiment de terrain). Cette unité de pointe d'avant-garde, généralement légère et blindée, apte à un combat de rencontre face à des éléments légers, bénéficie d'une vitesse de progression intrinsèquement très supérieure à celle de l'ensemble.

Par exemple, dans la cavalerie blindée française, un peloton (quelques blindés) peut progresser à une vitesse « routière » de 50 à 60 km/h. C'est d'ailleurs le cas en vitesse de convoi, en temps de paix, pour de très petits éléments – une donnée comparable à deux ou trois poids lourds d'une même entreprise, progressant ensemble.

Lorsque ce peloton « marque les bonds », en postant l'engin de tête et en observant à chaque nouveau compartiment de terrain, sa vitesse de progression en est évidemment affectée. Ce petit élément alterne les arrêts d'observation (vitesse zéro) avec la vitesse de bond (50-60 km/h, d'une limite de compartiment à l'autre). On parle alors d'une « vitesse tactique » de l'ordre de 30 km/h. Cette vitesse tactique correspond à une vitesse de convoi pour des modules conséquents, à partir d'une trentaine de véhicules. C'est ainsi qu'un petit élément, progressant par bonds, ne retarde pas la colonne qui le suit, laquelle adopte une vitesse constante qui économise les engins et facilite le contrôle du mouvement.

4.2.4. Le mouvement « avec soutien »

Lorsque la rencontre est estimée « probable », l'avant-garde se prépare à un éventuel combat, tout en cherchant à préserver la régularité de marche du gros qui la suit. À cet effet, l'élément de tête progresse en adoptant une technique dite « de soutien ». L'idée générale est que la phase de plus grande vulnérabilité de l'élément de tête bénéficie d'un appui installé, apte à réagir à son profit immédiatement.

Concrètement, et en partant du cas précédent :

- l'engin de tête marque la même pause d'observation que précédemment ;
- mais, à la différence du cas précédent, il ne s'engage dans le compartiment observé que lorsqu'un appui est en place[3]. Ainsi, sa prise de vitesse et la traversée de la « rive amie » du compartiment bénéficient d'un appui. C'est en effet à cet endroit qu'il risque le plus d'être pris à partie, depuis l'extrémité opposée du compartiment (l'ennemi étant supposé agir à l'instar de l'ami : il observe depuis l'autre côté du compartiment, et optimise son poste face à notre entrée dans ce compartiment) ;
- lorsque l'élément de tête a franchi la moitié du compartiment de terrain, il se trouve presque toujours dans l'angle mort de l'extrémité opposée. Le risque d'être pris à partie est bien moindre. De surcroît, il s'agit généralement d'une prise à partie à très courte portée, pour laquelle un appui lointain est souvent peu opérant. Il n'est d'ailleurs pas exclu que l'engin que l'on veut appuyer ferme l'angle de tir. Pour cette raison – de moindre utilité – l'élément d'appui reprend spontanément sa progression ;
- on se retrouve ainsi, pour une *moitié du temps de traversée* de chaque compartiment de terrain, dans une configuration où *tout le monde progresse* – encore faut-il rappeler, d'ailleurs, que tout le monde progresse à la vitesse maximale compatible avec les simples contraintes de sécurité routière ;
- grâce à ce compromis entre vitesse et sûreté – compromis tout à fait raisonnable, en réalité – l'unité de tête d'avant-garde peut assurer une

vitesse de progression moyenne de 20 km/h ;

- derrière elle, le reste de l'avant-garde adopte lui aussi une progression par bonds, à ceci près qu'au lieu de marquer les bonds sur les limites de compartiments, il marque les bonds en s'abritant à proximité des carrefours de variantement, à partir desquels il peut s'engager au mieux des circonstances. Par exemple, en cas de rencontre : jeter un dispositif d'arrêt et recueillir la tête d'avant-garde ; rejoindre la tête d'avant-garde pour relancer l'action sur l'axe de progression ; déborder la tête d'avant-garde pour entamer une manœuvre de flanc sur l'ennemi rencontré ;
- derrière l'avant-garde, le gros adopte une vitesse constante de 20 km/h, ou progresse par étapes entrecoupées de pauses permettant d'adapter l'échelonnement aux circonstances.

4.2.5. Le mouvement « avec appui »

Lorsque le contact est estimé imminent (si ce n'est dans ce compartiment de terrain, ce sera le suivant, pour ainsi dire), l'appui reste en place jusqu'à que l'engin de tête ait trouvé son poste pour le bond suivant. Du coup, par rapport à la configuration précédente, la vitesse de progression chute de moitié, puisqu'il n'y a plus aucun moment où tous les éléments sont en mouvement.

L'élément resté en appui, en réalité, se prépare à deux combats différenciés : au débouché de l'élément de tête, il est un « appui », capable de traiter immédiatement un opposant qui se dévoilerait ; en revanche, au fur et à mesure que son partenaire s'éloigne, l'élément d'appui devient de plus en plus susceptible d'agir en recueil ou en coup d'arrêt, si une rencontre tourne au désavantage de l'élément de tête.

Derrière la tête d'avant-garde, les échelons successifs progressent par bonds, d'une zone d'attente à l'autre, en mesure d'engager le combat au mieux des circonstances déterminées par le contact initial.

4.2.6. La prise de contact

Le combat initial exerce une influence considérable sur la suite des événements, au moins pendant les premières heures. Il convient donc d'assurer la prise de contact dans les meilleures conditions.

Dans l'ensemble, toutes choses étant égales par ailleurs, la « bonne » prise de contact s'effectue « en équilibre ».

Le meilleur équilibre, c'est la défensive tactique. C'est-à-dire que l'unité a préparé son contact en devançant l'ennemi sur une position favorable, et a installé un dispositif échelonné (au moins deux échelons). Le cas à rechercher est le suivant :

- un compartiment avant le contact estimé, installation d'un échelon en défensive ;
- cet échelon arrière appuie le débouché de l'échelon qui part au contact jugé imminent, et se tient prêt à le renforcer ou à le recueillir ;
- ainsi assuré de ses arrières, le premier échelon aborde le compartiment de terrain suivant et s'y installe en défensive. Il attend le contact ;
- selon le résultat de ce contact, et selon la mission, évidemment, ce contact est suivi d'une reprise du mouvement vers l'avant, ou d'un repli ;
- si ce contact s'est avéré catastrophique (par exemple : échelon de tête saisi en flagrant délit de manœuvre), au moins, l'ennemi ne peut exploiter immédiatement son avantage puisqu'il est confronté à un arrêt conséquent ;
- à noter que l'échelon de tête peut déterminer que le contact est plus lointain que la manœuvre ne le supposait. Auquel cas il s'installe, se fait doubler par l'échelon suivant, et tout ce qui a été décrit est reporté d'un bond vers l'avant.

D'une façon générale, il faut se garder de l'erreur consistant à chercher la meilleure position vers l'avant. Rester équilibré suppose au contraire de privilégier le déploiement préalable de l'échelon d'arrêt.

4.3. L'ABORDAGE DE L'ENNEMI : ACTIONS TYPE

Si les missions de renseignement qui vont suivre sont correctement menées, le combat tâtonnant de prise de contact, évoqué ci-dessus, se transforme en progression rapide et hardie jusqu'au dernier compartiment de terrain, à partir duquel, grâce à un renseignement de qualité, l'unité s'engage en pleine connaissance de cause.

4.3.1. La découverte, le marquage

Ces deux missions sont liées, dans la mesure où un ennemi découvert ne doit pas être lâché. En ce sens, sauf à commettre une grave erreur tactique, la découverte donne suite naturellement au marquage. D'autant plus qu'une unité terrestre spécifiquement adaptée à la découverte est naturellement performante en marquage. Discrète, mobile (plus que cela : furtive), collant à sa cible comme la tique sur le chien, l'unité de marquage reste au contact.

Découvrir

> Mission qui consiste à aller chercher au plus loin le renseignement au profit du commandement et qui concourt ainsi à la sûreté éloignée de la manœuvre. La découverte est à la fois terrestre et aérienne[4].

La découverte a pour objet de transformer une hypothèse sur l'ennemi (« on suppose qu'il s'est massé à la frontière ») en renseignement objectif (« à la frontière, à telle heure, ont été décelés les éléments suivants :...»), à partir de quoi le niveau d'interprétation et d'analyse cherche à extrapoler le dispositif (« ce qui amène à penser que tels moyens sont présents... »). Les moyens aériens et électroniques sont aptes à découvrir les masses ou les mouvements, mais révèlent de graves limitations pour tout ce qui est petit, dispersé, immobile, froid et silencieux.

Marquer

> Conduire une action de renseignement sur un dispositif ennemi fixe ou mobile dans un rapport de force très défavorable, excluant toute prise de contact, dans le but de faciliter l'engagement ultérieur d'un échelon de combat ami à sa mesure[5].

Le marqueur est comme la tique sur le chien : attendant sa proie dans les hautes herbes, elle s'accroche subrepticement à elle, voyage avec elle, et se laisse tomber lorsqu'elle est rassasiée.

L'unité qui marque prend en compte sa cible, généralement à partir d'un point caractéristique du terrain que cette cible devra forcément emprunter

(par exemple, un pont, qui servira « d'embarcadère à tique », comme l'herbe haute pour le chien). Puis elle le suit à distance ou latéralement, calquant ses mouvements sur ceux de la cible. Elle peut émettre ses renseignements à l'événement, à la vacation, ou sur demande, dès lors qu'un élément qui a besoin de ce renseignement pour tirer ou manœuvrer sollicite une réactualisation.

La locution « excluant toute prise de contact » signifie qu'à la différence de la reconnaissance, le marquage doit rester, autant que possible, non décelé par la cible.

4.3.2. Éclairer

Éclairer

> Rechercher du renseignement sans engager le combat pour contribuer à la sûreté rapprochée d'une force[6].

Se préparant à aborder la force adverse, le chef « s'éclaire » en détachant vers l'avant une composante légère, qui cherchera le contact sans se dévoiler. Elle gagnera ainsi le délai nécessaire à la manœuvre d'abordage proprement dite.

Dans la pratique, la force d'éclairage est souvent repérée, au moins partiellement. En revanche, il est rare qu'elle subisse autre chose qu'une attrition d'opportunité, un tir « au passage ».

L'unité d'éclairage est liée à la force couverte. Il faut raisonner l'éclairage comme un chien tenu en laisse : il opère à distance définie, emprunte les axes du « gros » (au minimum, les vérifie), s'arrête quand le « gros » s'arrête, etc.

Ce qui fait que **l'éclairage n'est qu'un médiocre procédé de renseignement,** puisqu'il dicte de très lourdes contraintes à l'unité d'éclairage. Il s'agit d'un réseau d'alerte tendu devant la force, qui a la même sensibilité qu'un fil piège et la même autonomie que la canne blanche de l'aveugle.

4.3.3. Reconnaître

Reconnaître

> Action qui consiste à aller chercher le renseignement d'ordre tactique ou technique, sur le terrain ou sur l'ennemi, sur un point ou dans une zone donnée, *en engageant éventuellement le combat*[7].

À la différence de l'éclairage, l'unité de reconnaissance bénéficie du maximum de liberté d'action. Elle doit trouver et ramener une information donnée. Elle s'apparente donc au chien courant, qu'on a libéré, et qui part en meute à la recherche du gibier. Arrivée sur lui, la meute aboie, amenant le reste de la chasse sur l'objectif.

10 L'ABORDAGE

LEUTHEN, 5 décembre 1757

Guerre de Sept ans (Silésie)

En attaque : Frédéric II de Prusse, 30 000 hommes
En défense : Archiduc Charles de Lorraine et maréchal Daun (Autriche), 60 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

La guerre de Sept Ans, une guerre mondiale avant l'heure

Dans la guerre de Sept ans (1756-1763), la Prusse du jeune roi Frédéric II est opposée à une coalition regroupant l'essentiel des puissances continentales européennes du moment : l'Autriche (son adversaire à Leuthen), la France, la Suède et la Russie. La petite Prusse est ainsi menacée simultanément sur trois directions. Malgré la disproportion des forces en défaveur de la Prusse, le génie militaire de son roi lui vaut de brillants succès. Il est vrai que les coalisés n'agissent pas de concert et poursuivent chacun des objectifs limités qui ne les poussent guère à se risquer plus avant au profit de leurs alliés.

Au même moment, la France est engagée dans une lutte à mort avec la Grande-Bretagne pour l'empire du monde – elle y perdra le Canada et ses

possessions aux Indes. Sur le continent européen, la Grande-Bretagne est alliée à la Prusse et au royaume de Hanovre, menacé directement par les visées françaises. Mais du point de vue de Frédéric II, le soutien anglais consiste essentiellement en une aide financière très conséquente. Sur le terrain, il combat seul.

LA CAMPAGNE DE 1757

À l'automne 1757, Frédéric II opère en Saxe et en Bohême, contre les Français et leurs alliés Impériaux. Une suite de marches et contre-marches trouve sa conclusion à Rossbach, le 5 novembre, où Frédéric II inflige une sévère défaite au maréchal de Soubise et au général Hildburghausen, victoire qui stabilise la situation face aux Français découragés.

En Prusse orientale et en Poméranie, une pénétration victorieuse des Russes bat durement une force de couverture très inférieure en nombre (80 000 contre 25 000 hommes) à Gross-Jagersdorf, le 30 août. Mais les Russes n'exploitent pas, notamment en ne retenant pas l'armée qu'ils viennent de battre et qui se retourne contre une autre menace, suédoise cette fois, à Stralsund. Isolée sur sa tête de pont, l'armée suédoise doit rembarquer, en novembre. Cette incapacité des coalisés à conjuguer leurs efforts sera emblématique de toute la guerre de Sept ans.

En revanche, en Silésie toujours contestée depuis sa conquête surprise en 1740, l'archiduc Charles de Lorraine malmène l'armée prussienne commandée par le duc de Bevern, censé garder Breslau, sur l'Oder. Une position avancée à Schweidnitz est enlevée à l'issue d'un siège (du 27 octobre au 11 novembre), avec la perte de 6 000 hommes. Encouragé par ce succès, l'armée autrichienne attaque le camp retranché de Breslau où Bevern compte environ 40 000 hommes.

LES PRÉLIMINAIRES

La bataille de Breslau, 22 novembre 1757

Charles de Lorraine attaque le 22 novembre avec impétuosité, franchissant de vive force la rivière Lohe pour en venir aux prises.

Manipulant avec une grande maîtrise son infanterie et son artillerie supérieure en nombre, il perce la position centrale de Bevern qui doit abandonner Breslau et s'éloigner vers le nord-ouest. Dans l'affaire, Bevern perd 6 000 hommes, auxquels viendront s'ajouter 10 000 hommes capturés dans Breslau. Le lendemain, le malheureux Bevern est fait prisonnier par une reconnaissance autrichienne. C'est donc toute l'armée de Silésie qui a été sérieusement étrillée et privée de son chef.

La marche de Frédéric II

Dès le 12 novembre, quittant Leipzig, Frédéric II a laissé une armée en observation en Saxe et rejoint la Silésie à marches forcées, retrouvant les restes de son armée défaite, commandés par Zieten. Il constitue une force de 36 000 hommes, dont la moitié est encore choquée par la défaite alors que l'autre est sous l'effet de sa victoire récente de Rossbach. Immédiatement il prépare la contre-attaque, facilité en cela par l'inactivité des Autrichiens qui semblent se contenter de leur victoire et attendre sereinement la réaction.

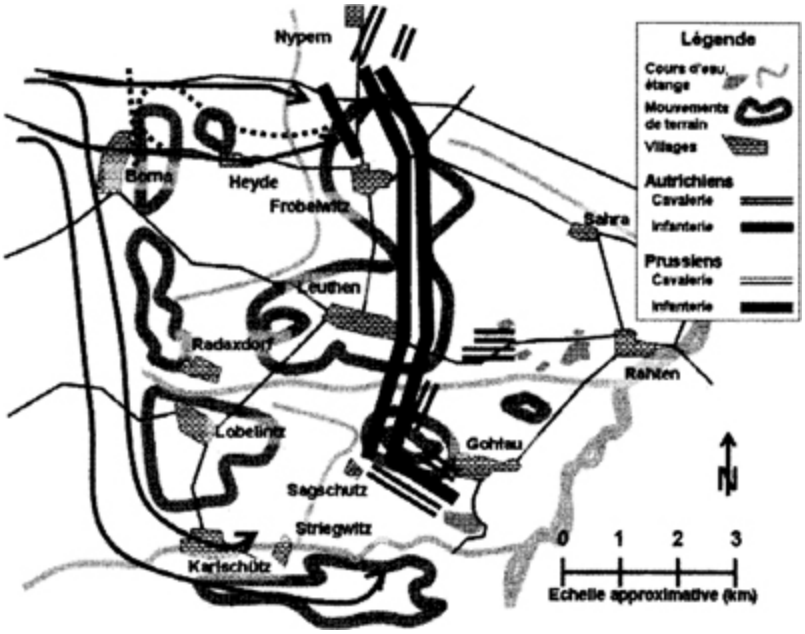
Dans la bataille

Au matin du 4 décembre, l'armée autrichienne s'est portée en avant de l'armée de Frédéric II qu'elle sait en approche et s'est établie solidement sur les hauteurs de Nypern à Gohlau, formant une ligne de huit kilomètres, orientée nord-sud et ancrée au sud sur le mamelon de Sagshutz dominant le cours d'eau de la Mittel-Teiche. Elle compte 80 000 hommes et 150 canons. La cavalerie couvre les ailes. La longueur du dispositif impose une réserve assez faible, placée au centre et au nord (Nypern).

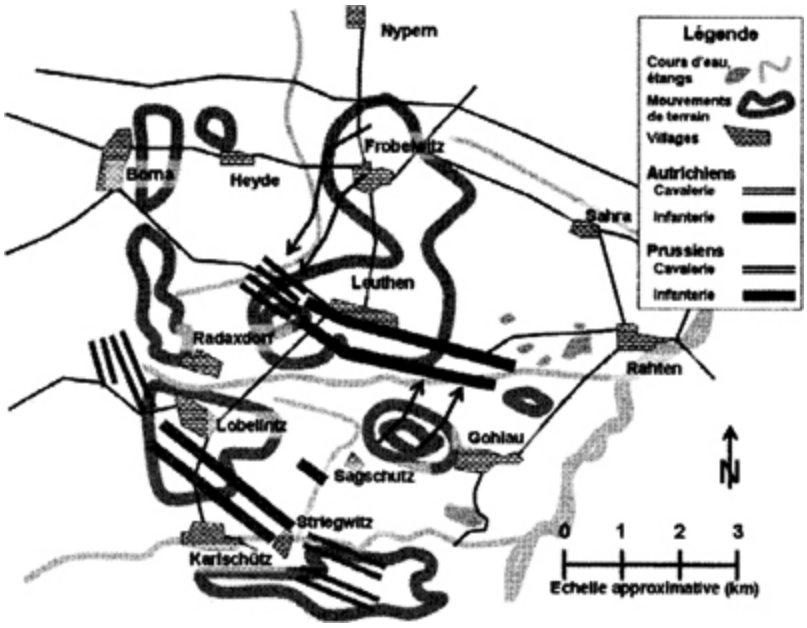
Venant de la route de Neumarkt, l'armée prussienne balaye une avant-garde de 4 000 Croates à Borna. La cavalerie prussienne met en déroute l'aile droite de cavalerie autrichienne et lui fait 600 prisonniers. Impressionné par les comptes-rendus alarmistes, le maréchal Daun, commandant l'armée de Charles de Lorraine, se hâte d'envoyer sa réserve au nord.

Entre-temps, Frédéric II a longuement observé la ligne autrichienne, « comptant chaque homme », comme il l'écrira lui-même. Le désarroi semé

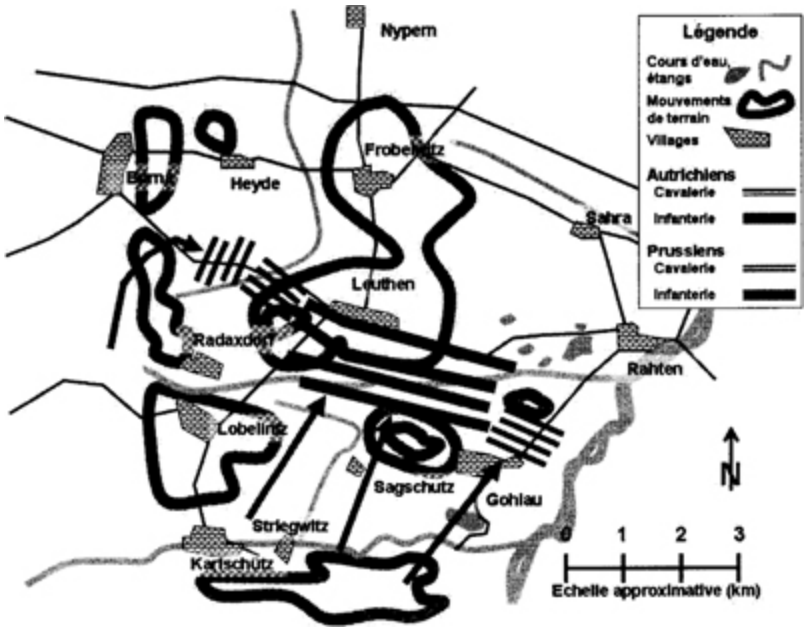
sur l'aile droite lui convient tout à fait. Laissant une fraction en observation devant Borna (à Heide) pour occuper les Autrichiens, il enclenche un mouvement tournant par le sud, en quatre colonnes, masquées par le long mouvement de terrain secondaire qui court de Borna à Karlshutz. Le brouillard matinal contribue à dissimuler son mouvement et en atténuer le son. Il est puissamment aidé par l'absence totale de vedettes avancées de Daun, qui n'observe guère plus loin que le bout de ses mousquets.



Arrivée à hauteur du village de Striegwitz, l'armée est reformée en lignes de bataillons, sur deux échelons, face au flanc sud des Autrichiens. Il est une heure de l'après-midi. Elle attaque vers le nord, franchissant avec quelque difficulté la zone marécageuse qui la sépare de la position autrichienne, et s'empare des mamelons de Sagshutz et Gohlau, prenant quelques canons au passage. La cavalerie, à la deuxième tentative, rejette la cavalerie de l'aile gauche autrichienne jusqu'à Rahten.

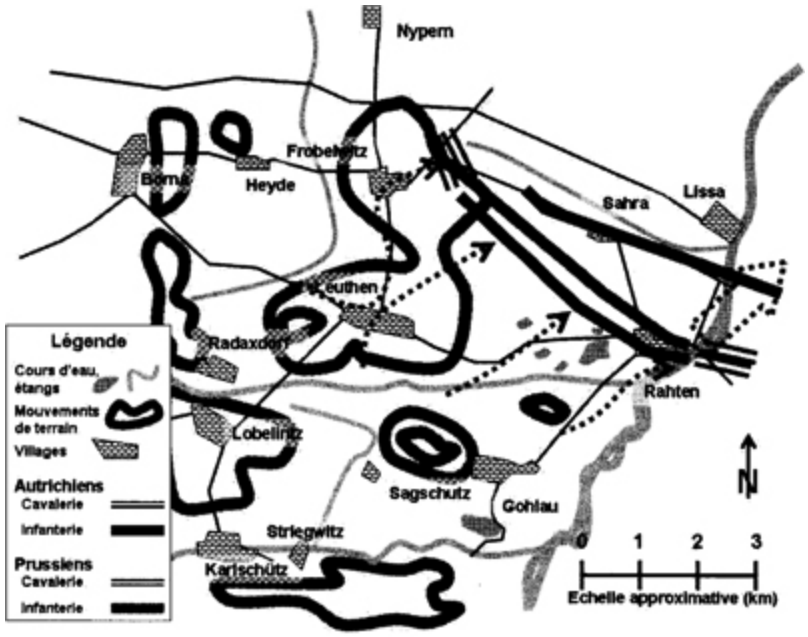


Daun, se voyant tourné, opère une brutale conversion à 90° de toute son armée, l'aile droite venant appuyer sur Leuthen, l'aile gauche refusant et revenant se placer à hauteur de Rahten. L'attaque prussienne, poursuivant sur sa lancée, coiffe Leuthen mais est arrêtée un moment par l'artillerie autrichienne qui vient de s'établir d'extrême justesse. Les deux lignes sont donc stabilisées temporairement, grâce à l'à-propos et à la célérité de la réaction autrichienne.



À la gauche prussienne, la cavalerie de Driessen est restée masquée par le village de Radaxdorf. Driessen perçoit la faiblesse sur l'aile opposée et, de sa propre initiative, s'engage en masse (40 escadrons) contre le flanc droit autrichien, dont il bouscule la cavalerie.

La ligne autrichienne hésite, plie, reflue progressivement vers le nord sans parvenir à contenir la poussée prussienne. Arrivée à hauteur du village de Lissa, elle cède et se débande dans une fuite effrénée vers le nord-est, encouragée en cela par une nouvelle charge de cavalerie le long de la rivière.



7 000 Autrichiens sont mis hors de combat, 150 canons et 50 étendards saisis, pour le prix de 2 000 Prussiens. Surtout, Frédéric II capture Breslau quelques jours plus tard, avec 20 000 malades ou trainards, mettant hors de combat durablement l'armée de Charles de Lorraine.

ENSEIGNEMENTS : l'importance de l'abordage

La bataille de Leuthen est emblématique de l'abordage de flanc découlant de la surprise. Frédéric II a réussi une brillante manœuvre grâce à la rapidité d'exécution de son armée, résultant d'un entraînement répété en temps de paix. L'art de la guerre « à la prussienne » est fondé sur la mécanisation des gestes (dont le rechargement du fusil et la manœuvre des lignes de feu), la vitesse de marche, les changements d'orientation, les réarticulations (par exemple, pour passer de la colonne à la ligne et *vice-versa)*. Le corps des officiers est quasiment professionnel, ce qui permet à la décision du grand capitaine de diffuser jusqu'aux plus bas échelons.

Frédéric II a conçu une doctrine, fondée sur la vitesse d'exécution supérieure, il a formé ses cadres et son armée en fonction de cette doctrine, il a entraîné, équipé et organisé ses unités pour en tirer le meilleur

rendement. Leuthen fournit ainsi la démonstration d'une armée supérieurement efficace car fondée sur une doctrine supérieure.

En outre, Frédéric II ne compte pas seulement sur la supériorité de ses unités. Ayant en permanence le souci de surprendre, étudiant son adversaire et son terrain avec la plus grande attention, il prépare ses engagements – on dirait aujourd'hui qu'il planifie. La manœuvre de Leuthen ne doit rien au hasard : elle est conçue a priori et exécutée ensuite, ce qui fait que la rapidité de manœuvre s'appuie au départ sur un temps d'avance, un temps intellectuel avant d'être constaté matériellement.

L'initiative des subordonnés – on pense à Driessen – permet, au moment de crise, de faire basculer la situation à son avantage.

À l'inverse, son adversaire du jour s'est contenté de choisir son terrain et de laisser le combat s'engager, se plaçant d'emblée dans le mode réactif, avec une réserve trop faible et engagée prématurément et à faux, dès le matin, au nord. Le mode réactif n'est pas condamnable en soi, mais il doit s'appuyer sur une vitesse d'exécution supérieure, ce qui n'est manifestement pas le cas à Leuthen.

Le maréchal Daun perçoit la manœuvre trop tard et tente à la hâte de réorienter son dispositif. Malheureusement pour lui, à la différence de l'armée prussienne, qui a effectué son mouvement en marchant, l'armée autrichienne est à l'arrêt et doit donc surmonter l'inertie inhérente à toute masse humaine. Néanmoins, bien que prise à contre-pied, l'armée autrichienne a de beaux réflexes et une réelle solidité sous le feu. Elle livre un vrai combat, malgré la mise en déséquilibre initiale qui s'est avérée irrattrapable.

Évidemment, Frédéric II a choisi un terrain qui favorise son déploiement et pénalise celui de son adversaire. Enfin, avant même que la bataille ne soit engagée, il y a une armée pleine de confiance par un préliminaire aussi propice et une armée qui se sait déséquilibrée d'emblée et doute de ses chefs.

Comment remotiver la troupe : une préoccupation très moderne...

Lorsque Frédéric II reconstitue son armée pour frapper les Autrichiens, il s'emploie avec énergie à remotiver ses troupes, en favorisant délibérément

la « contagion » des vaincus de Breslau par les vainqueurs de Rossbach, en accordant du repos, en améliorant l'ordinaire, en faisant appel au sens de l'honneur de ses officiers. Il s'agit là d'une manœuvre psychologique menée avec méthode, qui transforme rapidement l'état d'esprit de son armée et lui redonne du mordant.

Au matin même de la bataille de Leuthen, avant que son armée n'entame le débordement, il fait défiler devant ses rangs les 600 prisonniers résultant de l'escarmouche du matin, à Borna.

Ainsi, Frédéric II se montre un chef très moderne, particulièrement au fait de l'importance du facteur moral sur la troupe, soucieux d'exploiter chaque incident à son avantage.

Il est vrai qu'en attaquant à un contre deux un ennemi récemment victorieux, qui a démontré sa compétence, retranché sur une position de son choix, il importe au plus haut point de bénéficier d'un moral supérieur...

LA CAMPAGNE DE 1757 DANS LA GUERRE DE SEPT ANS

Les deux grandes victoires de Rossbach et Leuthen représentent l'apogée de l'art militaire de Frédéric II. Pour autant, les cinq années suivantes voient la petite Prusse dominée matériellement et numériquement, Frédéric II aux abois devant défendre des possessions en constante diminution, malgré quelques beaux succès défensifs. Au moment où il est presque acculé à la capitulation, la tsarine Elizabeth meurt (5 janvier 1762) et son successeur, le tsar Pierre III, se retire d'une *guerre* prolongée et *coûteuse. C'est* le miracle de la maison de Brandebourg, qui permet à Frédéric II de se concentrer contre l'Autriche et rétablir quelque peu la situation à son avantage. Malgré quelques péripéties (dont le retour de la Russie dans la guerre aux côtés de l'Autriche, Catherine II ayant succédé à Pierre III), la guerre en Europe se conclut au Traité de Hubertsbourg, en 1763. La Prusse conserve la Silésie.

Dans ce cas, beaucoup plus volontariste, le détachement de renseignement cherche à provoquer le contact, et éventuellement engagera

le combat pour le préciser.

La brigade française dispose généralement d'une unité spécifique, l'escadron d'éclairage et d'investigation (EEI). Théoriquement, la reconnaissance lui est interdite, par défaut de moyens de combat. Cela ne signifie pas que seul l'éclairage est à sa mesure. Au contraire, on peut demander à l'EEI de *localiser* l'ennemi, mieux encore, de le *livrer,* c'est-à-dire qu'il doit chercher le contact sans se laisser retarder par l'impératif de sûreté du gros, et, ayant acquis ce contact, le conserver afin de préparer l'engagement du gros.

Comme il a déjà été dit dans des commentaires précédents, ce concept de reconnaissance de combat est beaucoup mieux intégré à la culture militaire française que chez nos partenaires. Il s'enrichit grâce à une évolution doctrinale majeure, récente, sur l'emploi de l'artillerie dans la conquête du renseignement, avec l'entrée en doctrine de la notion de reconnaissance par le feu.

Reconnaissance par le feu

> Méthode de reconnaissance dans laquelle on effectue un tir sur une position ennemie supposée pour amener l'ennemi à révéler sa présence par un mouvement ou par tir de riposte[8].

Le tir est mené *a priori* (« sur une position ennemie *supposée* ») en fonction de son impression sur l'ennemi. Ce procédé, naguère très apprécié des Soviétiques, échange une consommation de munitions pour de l'incertitude et, le cas échéant, des pertes humaines. En France, seuls les cavaliers blindés croyaient à ce procédé. Nos artilleurs étaient très réticents à l'incorporer en doctrine, car ce procédé est consommateur, évidemment, et parce qu'il dévoile les batteries.

Ces objections pesaient lourd dans un contexte de pauvreté et de risque, comme pouvait l'être le combat contre les hordes surarmées du Pacte de Varsovie. Aujourd'hui, nos armées sont en situation d'opulence. Elles peuvent se permettre cette fantaisie. D'autant plus qu'elle apporte une souplesse réelle au chef tactique.

4.3.4. Jalonner

Les actions qui précèdent sont liées, implicitement, à la marche vers l'ennemi. Leur pendant existe dans le cas contraire, de la marche rétrograde.

Ce combat est assez « français », culturellement : le combat de jalonnement (en anglais : *retrograde screening action).*

Jalonner

> Action de combat qui consiste à renseigner en permanence sur la progression d'un ennemi en marche en maintenant devant lui des éléments mobiles qui, sans se laisser identifier ni accrocher, saisissent toute occasion de préciser le renseignement et de causer des pertes à l'adversaire[9].

Le jalonnement est un combat de mobile contre mobile, ce qui le distingue souvent du combat évoqué précédemment, où le défenseur est généralement statique (encore que rien ne s'oppose à la rencontre de deux reconnaissances).

C'est le combat le plus fin, le plus réactif qui soit.

En effet, le défenseur (celui qui jalonne) est, par principe, **en situation d'infériorité *numérique.***

Il est aussi – et surtout – **en situation d'infériorité *décisionnelle,*** puisqu'il doit calquer ses actions sur celles de l'ennemi. En effet, qui dit « calquer » dit, par conséquence, réagir avec un temps de retard. Le retard, face à quelqu'un qui dispose de la supériorité matérielle, se paye cash... Celui qui jalonne ne peut donc accepter ce temps de retard, ce qui suppose qu'il anticipe en permanence. Pour **anticiper,** il doit, **non pas décider *plus vite* que l'adversaire, mais décider *avant lui.*** Ce qui est une forme de risque, puisqu'il maximise le risque d'erreur. C'est ce qui explique pourquoi ce combat est réservé à une certaine élite, une arme intrinsèquement plus mobile que la masse de manœuvre adverse (à distinguer de l'ensemble de ses moyens – point crucial), avec un chef plus réactif et proactif que la moyenne. L'arme blindée, et notamment française, a le culte de ce genre de combat, ce qui lui apporte un avantage décisif, puisque du culte, on arrive rapidement à la culture. Le combat défensif mobile dépend avant tout d'une supériorité intellectuelle et morale sur l'ennemi, nécessaire pour compenser toutes les autres infériorités.

En général, le combat de jalonnement se décompose en phases suivantes :

- **marche à l'ennemi,** généralement effectuée sous forme de reconnaissance, tout à fait identique au cas évoqué dans le cadre de l'offensive. C'est, dans un contexte général défensif, une phase offensive destinée à la prise de contact dans les meilleures conditions ;
- **prise de contact proprement dite,** idéalement effectuée en situation de défensive tactique. C'est-à-dire qu'ayant devancé l'ennemi sur une position favorable, l'unité qui jalonne adopte une attitude défensive. Le procédé habituel est le coup d'arrêt, qui sera décrit plus loin.

Qu'est-ce qu'on appelle « position favorable » dans ce contexte ? Une position qui cumule ces critères : elle est favorable à la défense, au moins de courte durée, ce qui signifie généralement qu'elle offre en prime certaines possibilités de surprise tactique ; elle est placée sur l'axe d'approche de l'ennemi, sans quoi elle est inutile et sera contournée, parfois même sans que l'ennemi ne s'en rende compte ; elle est favorable à un décrochage dans de bonnes conditions, y compris sous pression ;

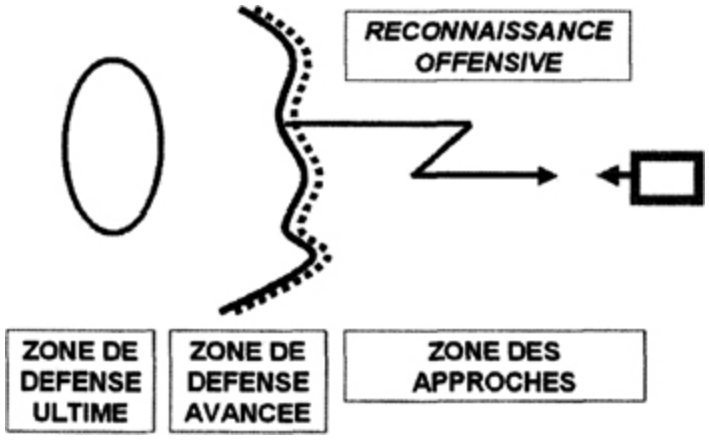
- **prise de mouvement rétrograde, sans rupture de contact –** point absolument capital, et sur lequel la plupart des erreurs sont commises (l'unité qui jalonne décroche, mais tellement énergiquement qu'elle en perd le contact). L'unité conserve le contact soit en restant devant l'ennemi (jalonnement dans l'axe, ou frontal), soit en agissant parallèlement et à vue de l'ennemi (jalonnement latéral) ;
- **jalonnement proprement dit,** alternant les mouvements rétrogrades (ce qu'on appelle, de façon imagée mais très explicite, les « bonds ») et les actions de combat temporaires ;
- **recueil dans la zone de défense avancée,** où le combat sera pris en compte par une autre unité, et surtout, où le combat changera de nature puisqu'il s'agit, non plus d'obtenir du renseignement, mais d'infliger des pertes à moindre coût. Le recueil est, là encore, un moment d'extrême vulnérabilité, pour tout le monde : l'unité qui cesse son jalonnement (à recueillir) et celle qui prend le combat à son compte (celle qui recueille).

Le recueil peut s'effectuer de deux façons : frontalement (c'est-à-dire par l'axe d'approche de l'ennemi, devant et avant lui), et latéralement (l'unité de

jalonnement s'écarte et rentre dans le dispositif par un secteur censé être hors pression). Ce dernier cas étant à préférer, autant que possible.

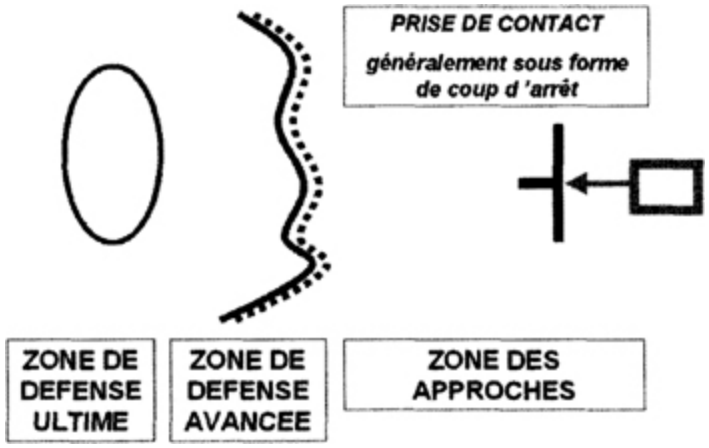
Voici, à titre d'illustration, un combat de jalonnement.

Dans un premier temps, l'unité de jalonnement marche à l'ennemi et le devance sur une position favorable.

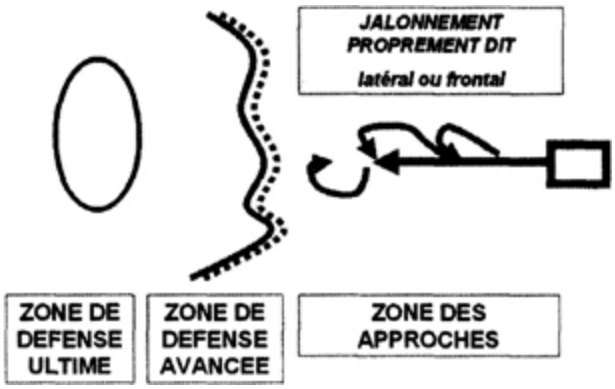


Le combat de prise de contact est autant que possible donné dans des conditions préservant la liberté d'action de l'unité.

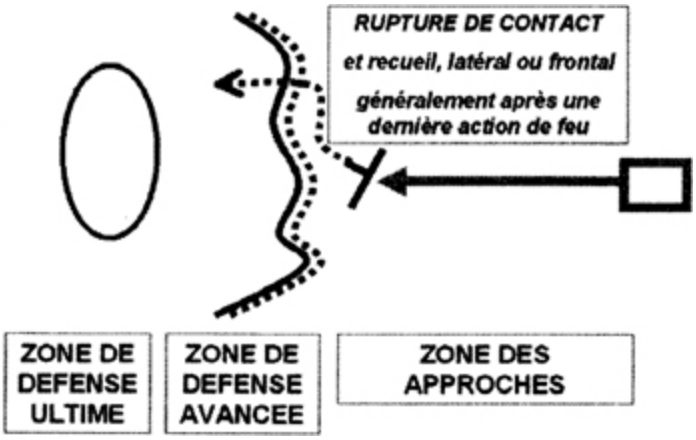
Bien que le fait d'infliger des pertes à l'ennemi fasse partie de l'esprit de la mission, il n'est pas l'essentiel. En particulier, il ne doit pas amener l'ennemi à modifier fondamentalement son intention, puisque ce combat n'est pas le combat prioritaire, mais l'acte préliminaire à celui qui sera livré en zone de défense avancée.



Le jalonnement proprement dit s'effectue frontalement (généralement par positions successives, si le terrain s'y prête), ou latéralement, ce qui expose moins l'unité mais accroît le risque qu'elle se fasse écarter de l'axe de progression de l'ennemi. Point important, puisqu'il s'agit de renseigner sur lui.



Autre moment crucial : la fin du jalonnement, généralement effectuée sous forme d'un dernier coup d'arrêt, destiné à se donner de l'air. Puis l'unité, ayant cessé son combat, rentre dans la zone de défense avancée (ou s'en va ailleurs, ayant passé l'ennemi en compte).



En général, l'ennemi confronté à une unité en jalonnement cherche, bien naturellement, à la détruire. Il lui suffit pour cela de la « crocheter », en

obtenant d'elle qu'elle villégiature un peu trop longtemps sur une position, se prêtant ainsi à une manœuvre de réduction.

Les procédés possibles sont :

- **accélérer brutalement,** par exemple en « sautant » un bond. En ce cas l'ennemi joue sur un tempo régulier, qui tend à endormir la vigilance de l'unité en jalonnement, puis, brutalement, il ne marque pas le bond attendu, ce qui le met au contact prématurément avec son jalonneur, lequel est contraint à un combat défensif sans bénéficier de la distance de garde grâce à laquelle il pensait pouvoir décrocher ;
- **déborder pour venir couper la route d'esquive,** tout en maintenant un élément « prévisible » au contact, qui retient l'attention du jalonneur. Ainsi fixée, déjà encerclée, l'unité qui jalonne est promise à une destruction rapide.

Ces deux procédés expliquent pourquoi le jalonnement latéral est à préférer, dès lors que le terrain s'y prête. En effet, étant déjà placée latéralement, l'unité qui jalonne court moins le risque d'être enveloppée ou prise de vitesse. En revanche, le risque qu'elle soit écartée subrepticement de l'axe principal est plus grand. Il se peut que, croyant jalonner le gros, elle ne soit de fait opposée qu'à une flanc-garde.

Revenons sur un facteur qui conditionne généralement la suite du combat : **la prise de vitesse consécutive au contact.** Si l'unité qui jalonne a devancé l'ennemi sur une position favorable, et s'y est installée, sa vitesse, évidemment, est devenue zéro. Or, l'ennemi arrive lancé, par définition.

Comme pour le passage de vitesse dans une boîte de vitesse mécanique, les deux unités sont confrontées à un problème de synchronisation, à l'issue de laquelle le jalonneur a pris la vitesse de l'attaquant, à ceci près que le jalonneur, lui, est en marche arrière (donc, naturellement en déséquilibre permanent). De surcroît, c'est lui qui se synchronise, pas l'assaillant, évidemment.

Il vaut mieux que le jalonneur décompose sa prise de vitesse en deux temps, s'appuyant pour cela sur un échelonnement en profondeur.

Le premier échelon, qui sera le premier au contact, ne doit pas céder à la tentation d'en faire trop. Il décroche dès qu'il en a assez vu[10], et se fait

recueillir par le deuxième échelon, plus solidement installé. Ce dernier bénéficie d'un effet tampon qui lui permet de durer un peu plus, avant de décrocher à son tour.

À partir de là, le jalonneur a synchronisé son rythme de déplacement sur celui de l'assaillant. Il doit toutefois rester vigilant, le « faux rythme » étant toujours un risque. Nonobstant, sa prise de mouvement en deux temps limite le risque de déséquilibre d'emblée, face à un ennemi lancé.

Concrètement, donc, au terme de sa reconnaissance offensive, le jalonneur a tout intérêt à placer d'abord, en priorité, son (futur) deuxième échelon. Ce n'est que lorsqu'il est correctement placé qu'il engage vers l'avant son premier échelon, lequel pourra se contenter, paradoxalement, d'une position intrinsèquement moins favorable.

L'avantage de cette position théoriquement moins bonne est qu'elle en est d'autant moins prévisible. Sa moindre qualité sera compensée par un élément de surprise tactique supérieure.

Si d'aventure l'élément avancé est placé « trop court », il améliore son dispositif (dans le sens d'une défense plus dure) et l'échelon arrière le double vers l'avant – simple inversion de rôle, avec un demi-bond en prime. Et ainsi de suite jusqu'au contact effectif, le cas échéant.

Pour résumer :

Le *jalonnement* n'est **pas une mission de combat, mais une mission de renseignement.** Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de combat, bien au contraire, mais que le combat n'en est pas la FINALITÉ. On ne combat que pour *arracher le renseignement,* et *aux endroits précis où la forme que prendra la réaction ennemie offre en soi un renseignement déterminant.*

Cette notion de « renseignement *par le combat* » est assez typiquement française... et soviétique. Nos alliés occidentaux tendent à considérer uniquement le combat *de sûreté* (celui de la flanc-garde par exemple), ou le *renseignement pur,* sans idée de combattre délibérément pour l'obtenir. **Le renseignement obtenu par le *combat* –** si ce combat a été correctement calibré – est **d'une nature *supérieure*** au renseignement obtenu par simple observation.

4.4. LA RUPTURE DU CONTACT

Perdre le contact

(« Ne pas s'apercevoir que l'ennemi s'est dérobé ou, s'en étant aperçu, ne plus pouvoir reprendre le contact ») est, normalement, une honte irrémédiable, pas une mission. Elle est citée pour mémoire.

Rompre le contact

(« Se dérober soi-même au contact de l'ennemi ») est généralement une phase très délicate, même lorsqu'on est en offensive.

À l'instar de la relation amoureuse, la rupture est un moment toujours sensible, tant pour celui qui veut rompre que pour celui qui veut poursuivre la relation – en l'occurrence, le combat.

Celui qui veut rompre le contact le fait pour l'une des raisons suivantes :

- pour échapper à la destruction, qu'un contact prolongé dans les conditions actuelles rend irrémédiable ;
- pour aller ailleurs, prendre une autre mission, un autre ennemi, se reconstituer ;
- pour ne pas perturber l'entrée en lice d'une autre unité, auquel cas la rupture du contact est le premier acte du passage de relais (la relève, en terminologie militaire).

Comme on le voit, la rupture du contact ne préjuge pas en soi d'une situation d'infériorité. Néanmoins, dans la mesure où une force manifestement supérieure n'éprouve guère de difficulté à convaincre le parti le plus faible de ne pas insister (au demeurant, elle peut casser la figure au partenaire trop entreprenant), nous nous préoccuperons essentiellement du problème autrement plus délicat de celui qui se trouve en situation d'infériorité face à un adversaire qui le sait et qui voudrait prolonger un débat à ses yeux fructueux.

Pour mieux comprendre toute la subtilité de la chose, nous allons l'étudier à deux niveaux :

- le niveau élémentaire, où nous traitons d'un compartiment de terrain, d'une action assez simple ;
- le niveau supérieur, où le contact en question concerne un espace de manœuvre étendu, des situations locales variées et un espace-temps supérieur à celui de l'action-type d'une unité.

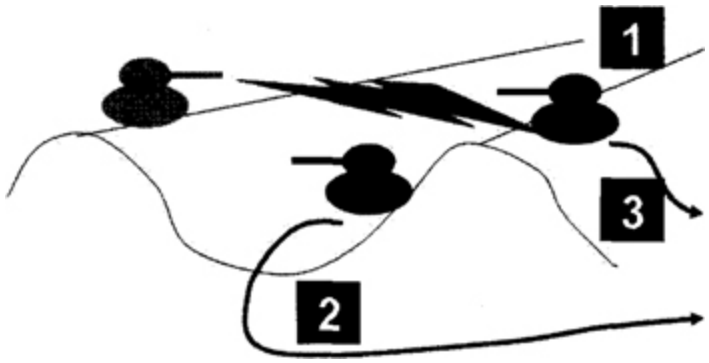
4.4.1. Le niveau élémentaire

Le degré de risque lié à la rupture de contact est généralement fonction du degré d'engagement de l'unité dans le compartiment de terrain où a lieu ce contact. Plus l'unité est aventurée, plus délicate sera la rupture de contact. Illustrons l'affaire à l'aide d'éléments simples, admettons, des chars.

- **La force est en limite de compartiment**

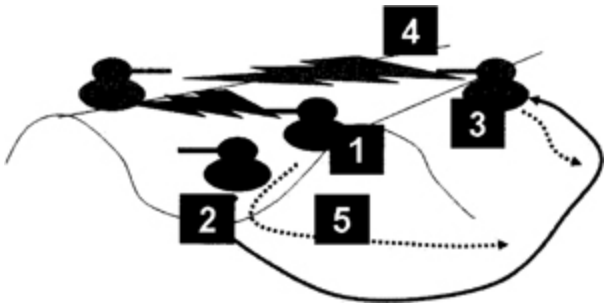
C'est le cas le plus simple : SIMPLE ESQUIVE. Elle est jouée lorsque le contact a lieu avec une force en limite de compartiment de terrain (typiquement, le char en défilement de crête). En ce cas, une simple marche arrière (éventuellement assortie d'un rideau fumigène) suffit à se mettre à l'abri des tirs directs (et donc, concrétise la rupture de contact).

- **La force est partiellement engagée mais dispose d'un appui installé**



Ce cas est plus délicat : DÉCROCHAGE APPUYÉ. Il y a un élément engagé dans le compartiment battu par l'ennemi, mais cet élément bénéficie d'un appui en place. En ce cas, l'appui donne (1), l'élément engagé peut donc décrocher (de préférence, latéralement à l'appui) (2), et on se retrouve dans la configuration précédente, plus enviable. L'élément d'appui peut éventuellement décrocher à son tour (3).

- **La force est aventurée sans appui disponible**



C'est la pire des configurations, qui impose le DÉCROCHAGE EN DEUX TEMPS. Dans cette configuration, tous les éléments sont malencontreusement exposés. Une partie (1) doit alors, autant que possible, appuyer le décrochage de l'autre (2), qui va se mettre en place (3) pour un appui plus performant (4). À partir de là, et en admettant qu'on ait survécu, on se retrouve dans la configuration précédente : décrochage appuyé (5).

Revenons au cas des unités, rarement aussi simple. En général, le décrochage s'exécute en trois temps :

- mise en place d'un appui, lui-même en limite de compartiment de terrain ;
- exécution de l'action d'appui (tir direct ou indirect, tir de masquage), permettant à l'unité exposée de basculer dans un défilement, de préférence latéral à la direction d'appui (pour ne pas le gêner) ;
- après recueil de l'élément à décrocher, l'élément d'appui peut se dérober par simple esquive (basculement hors du compartiment de terrain ennemi).

Lorsqu'on dispose d'unités de type différent, il est préférable de conserver pour le dernier contact l'élément le plus agile par rapport au terrain. Par exemple, en terrain ouvert, dans une unité constituée de blindés et d'infanterie, la dernière unité à décrocher sera l'unité blindée, puisqu'il lui suffit de mettre en route et que jusqu'au dernier masque elle peut encore utiliser son armement. Il serait bizarre d'utiliser l'infanterie, qui doit rembarquer pour retrouver sa mobilité et qui ne peut utiliser que les armes de bord lorsque tout le monde est rembarqué. Évidemment, en terrain très coupé, urbain, montagneux, boisé, on peut inverser la proposition en utilisant l'infanterie en dernier rideau, dès lors que pour échapper au contact il lui suffirait de disparaître dans le décor ou de d'exfiltrer par la montagne.

Il se peut que l'élément à décrocher ne soit pas, au départ, appuyé. La mise en place de cet appui peut se transformer alors en manœuvre à part entière, ce que l'on appelle la contre-attaque de dégagement. Souvent, cette contre-attaque de dégagement a pour objet de placer le dernier appui correspondant à l'une des hypothèses évoquées ci-dessus : en terrain ouvert, une ligne de chars pour protéger le repli de l'infanterie remotorisée, ou un recueil d'infanterie au profit de chars dans une zone urbaine.

- **La rupture par dispersion/disparition**

C'est le cas le plus courant dans les guerres asymétriques menées au sein des populations. L'adversaire local souhaitant rompre le combat se contente

de disparaître dans l'environnement. Il lui suffit de cacher son arme et d'effacer les traces de sa participation au combat pour se transformer presque instantanément en spectateur innocent. Les armées occidentales sont confrontées à ce comportement au quotidien en Afghanistan, qu'elles tolèrent, en réalité.

Dans un contexte similaire, les forces de sécurité russes en Tchétchénie se montrent beaucoup plus agressives, cherchant notamment à déceler les indices éventuels de participation au combat : odeur de poudre ou d'huile d'arme sur les doigts, marques sur l'épaule (de recul de l'arme) ou sur les coudes (liées à la prise de position couchée). Évidemment, leur attitude n'est guère fondée sur l'application benoîte du principe d'innocence, le présumé coupable étant traité comme un ennemi confirmé. Dans le doute, d'ailleurs, tout mâle d'âge militaire présent dans la zone des combats est assimilé à un ennemi.

En l'occurrence, le choix occidental (français à tout le moins) laisse certainement filer impunément nombre de combattants. Sur le long terme, néanmoins, la préoccupation éthique rejoint sans doute l'efficacité militaire. En effet, si le combattant intermittent n'a pas été neutralisé et peut se prévaloir d'une petite victoire personnelle, au moins, on n'a pas martyrisé un innocent. Il se trouve que les innocents martyrs servent beaucoup plus la propagande ennemie que les combattants impunis. Le sentiment d'injustice et l'appel à la vengeance s'avèrent de redoutables arguments de recrutement, bien plus que la satisfaction individuelle d'avoir ridiculisé l'envahisseur, exprimée par quelqu'un qui était en tout état de cause acquis à la partie adverse.

4.4.2. La rupture du contact de niveau supérieur

Pour l'intérêt de l'étude, rappelons que l'unité qui veut rompre le contact est en situation d'infériorité face à un ennemi qui veut rester au contact. L'option de le détruire étant écartée, il s'agit donc de gagner un temps de tranquillité suffisant pour quitter impunément la zone. Cela peut s'obtenir :

- en s'appuyant sur un obstacle de terrain (généralement une coupure), dont le franchissement contesté ou non requiert certaines précautions et donc des délais ;

- en détruisant son premier échelon, auquel cas le temps de tranquillité gagné sera équivalent au temps qui est nécessaire au poursuivant pour engager son deuxième échelon. On joue là sur un intervalle de temps ;
- en déportant l'échelon au contact sur une fausse direction, par une feinte ou une esquive latérale. On joue là sur un intervalle géographique.

Au temps « brut » obtenu par une action donnée on peut ajouter le temps nécessaire pour que l'ennemi comprenne ce qui s'est passé et l'effet de viscosité pouvant découler d'une forme de découragement. On ajoute ainsi au temps de l'action le temps intellectuel (le temps de concevoir la manœuvre) et le temps moral (le temps de reprendre ses esprits). Même s'il est prudent de ne pas faire de plans sur la comète, l'expérience historique montre que ce temps total est souvent très supérieur au temps initial de l'action.

- **La rupture par esquive**

C'est le cas le plus simple. Lorsque l'unité qui veut rompre dispose d'un avantage marqué en vitesse, elle peut se contenter d'accélérer pour échapper aux attentions de son poursuivant. En général, on complique un peu le mouvement de l'adversaire par des tirs appuyant ou masquant le décrochage, des obstacles ou destructions, même légers, perturbant la progression ennemie, un changement de direction marqué amenant la poursuite à se lancer sur une fausse direction.

L'emploi d'un obstacle est souvent déterminant pour faciliter la rupture de contact, et son absence peut s'avérer catastrophique, comme les deux cas suivants le démontrent.

Deux cas opposés : Lee réussit la rupture du contact après Gettysburg, mais échoue après l'abandon de Richmond

Le parallèle est éclairant en ce qu'il met aux prises deux armées comparables, dont l'une est commandée par le même chef, à savoir, Lee pour l'armée de Virginie.

Après la bataille de Gettysburg (1-3 juillet 1863) (voir vignette 07, page 154), où Lee a subi sa première déconvenue, il s'agit pour l'armée imprudemment aventurée en territoire ennemi de se mettre à l'abri du Potomac. Derrière lui, après quelques jours d'étonnement et de réorganisation, l'armée fédérale, commandée par Meade, entame la poursuite, espérant crocheter les Confédérés avant leur franchissement du fleuve.

Ce franchissement nécessite des délais et expose donc gravement l'armée en retraite, qui pourrait se trouver prise en flagrant délit de manœuvre. Pour minimiser celte vulnérabilité, Lee s'éclipse derrière un mouvement de terrain favorisant l'action d'arrière-garde. Mais la crue soudaine du fleuve Potomac le contraint à prendre une position défensive temporaire, que son poursuivant vient assaillir trop tardivement (affaire relatée dans la vignette 31, page 592).

Malheureusement pour Lee, la situation est tout autre le 2 avril 1865, lorsque son armée épuisée doit abandonner la capitale confédérée, Richmond, après un siège de sept mois (octobre 1864-avril 1865). Le premier acte, pourtant, se déroule favorablement. Dans la nuit du 2 au 3 avril, l'année de Lee quitte ses retranchements brusquement et s'écoule en deux flots, le flot nord traversant la capitale silencieuse au petit matin, le flot sud la contournant par le sud. Le réseau des retranchements abandonnés suffit à retarder la poursuite de quelques heures et permet la réunion de l'armée à Amelia Court House. Mais pour son malheur, dans sa fuite vers la sécurité des Appalaches, à une centaine de kilomètres plein ouest, l'année longe la rivière dépourvue d'affluents significatifs.

Cette armée-là est épuisée, le ravitaillement manque. À l'inverse, les poursuivants sont survoltés par la perspective de la victoire proche. La cavalerie fédérale, emmenée avec ardeur par Sherman, talonne, contourne, virevolte autour des fuyards, et finit par les devancer sur le carrefour ferroviaire d'Appomattox Station où un train de ravitaillement les attend. Ce ravitaillement est vital pour les Confédérés. Le 8 avril, l'armée de Lee ne parvient pas à forcer le passage vers la gare et s'arrête, exténuée et découragée, jetant un dispositif circulaire que les poursuivants viennent border et finalement encercler.

Le soir même, Lee fait savoir à Grant qu'il est disposé à négocier la reddition de ce qui reste de son armée. La discussion a lieu à Appomattox Court House et se conclut par la capitulation, le 9 avril 1865 vers midi. Grand seigneur, Grant accorde le ravitaillement capturé la veille, sauvant les hommes de la disette (voir l'illustration de la vignette 30, page 583).

- **La frappe de l'échelon au contact**

La rupture de contact est une action de combat qu'il faut comprendre comme localement offensive et dont l'objet est, au mieux, la destruction du premier poursuivant, au minimum, sa neutralisation (par essence temporaire). Soit l'unité désireuse de rompre en est capable avec ses propres ressources, à la faveur d'un terrain dominant, soit elle doit être renforcée ou cette action doit être prise en compte par une autre unité.

Que l'unité opère seule ou qu'elle soit soutenue, la destruction ou la neutralisation du premier poursuivant s'effectue à l'aide d'un coup d'arrêt ou d'une contre-attaque (ce que les historiens appellent le retour offensif). Le premier poursuivant étant détruit ou assommé, son échelon supérieur a besoin d'un délai pour engager une nouvelle unité. Ce temps de latence – d'impunité pour le fuyard – est presque toujours supérieur au temps théoriquement nécessaire stricto sensu, car le coup reçu suscite une certaine prudence. La simple crainte d'éviter la redite pousse chaque élément à y réfléchir à deux fois.

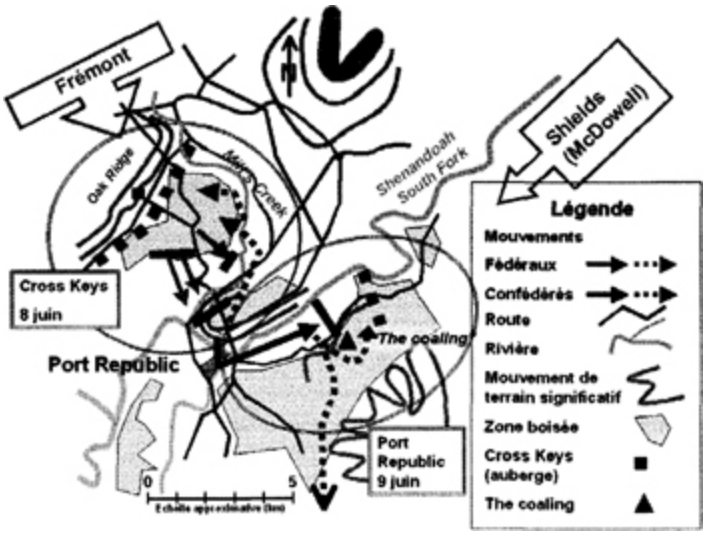
La doctrine soviétique était bien consciente de cette tendance très naturelle à la prudence consécutive à une déconvenue. Elle essayait de circonvenir le problème en développant l'agressivité de chaque échelon, l'idée étant qu'en cas de coup dur à l'avant, l'échelon suivant s'engage sans attendre, sans finasser ou barguigner. Si ça canonne dur devant, et sans attendre le résultat, on force l'allure et on s'engage le plus vite possible, en se contentant de contourner le premier échelon, qu'il existe encore ou non. Une telle tactique consent un degré assez élevé de risque, mais s'avère généralement efficace pour priver le fuyard du délai d'impunité espéré. En pratique, on interchange l'unité avec laquelle il est en contact, ce qui signifie évidemment qu'il n'a pas échappé au contact.

Nos armées occidentales sont tellement imprégnées du principe de précaution qu'il y a fort à parier que le délai d'impunité soit très supérieur au temps théorique minimum. D'autant que l'intrusion des échelons supérieurs, remontant jusqu'au politique, dans la manœuvre de niveau tactique, induit presque automatiquement un flot de questions, de demandes d'explications, de remontrances, de recommandations, qui neutralisent le plus agressif des commandeurs.

Lorsqu'une unité qui veut rompre le contact est encerclée, la rupture de contact s'assimile à la sortie, thème abordé au chapitre 2.3.8. Il est rare que l'unité encerclée dispose en propre du rapport de force nécessaire pour rompre l'encerclement, sauf dans ses toutes premières heures, avant que l'encerclement ne soit consolidé, qu'il soit doublé vers l'arrière (la ligne de circonvallation), que la constriction progressive du dispositif resserre l'espace de manœuvre de celui qui veut sortir. Dès lors, il faut qu'un élément extérieur vienne « tendre la main » vers l'élément secouru. Exemples historiques :

- échec = le dégagement de la VI^{e} armée allemande à Stalingrad (17-20 décembre 1942, soit un mois après l'encerclement effectif : le groupement Hoth était arrivé à 48 kilomètres de la poche tenue par la VI^{e} Armée) ;
- succès = le dégagement de Bir Hakeim, le 10 juin 1942, qui avait bénéficié d'une contre-attaque locale d'appui (voir vignette 32, page 599).

Tout ce développement illustre l'importance cruciale de la préparation en amont du contact. Cette préparation, tant matérielle qu'intellectuelle, a pour objet d'éviter d'aventurer des éléments sans une capacité immédiatement disponible de les sortir d'affaire en cas de difficulté.



En attaque : GénéraI Jackson (Confédérés), 17 000 hommes
En défense : Généraux Fremont et Shields, pour un total de 30 000 hommes env.

SITUATION GÉNÉRALE

La campagne de l'est en 1862

Après sa brillante campagne de la Shenandoah (voir vignette 01, p. 54), Jackson doit se dépêtrer de deux forces poursuivantes, séparées par la rivière Shenandoah dont il contrôle le passage, à Port Republic. Bien que surclassé numériquement par la jonction des deux corps d'armée (Fremont à l'ouest suivi de Banks à quelques jours de marche, McDowell au nord), Jackson conserve l'avantage sur chaque parti pris isolément. Il donne coup sur coup, les 8 et 9 juin, l'exemple du retour offensif.

Au terme de quatre mois de combats et de marches, la petite armée de Jackson compte environ 16 000 hommes et doit surveiller les deux axes d'approche. Le plus avancé est Frémont, qui arrive depuis la North Fork de la Shenandoah, sur les traces de Jackson. Son corps est estimé à 15 000 hommes. L'avant-garde de Frémont atteint Harrisonburg, à une douzaine de kilomètres de Port Republic, le 6 juin.

Progressant depuis la trouée de Lurray par la South Fork de la Shenandoah, la division de tête de McDowell, commandée par Shields, compte 10 000 hommes. Elle est très étirée sur la piste rendue difficile par

des fortes pluies, ce que Jackson sait car ses avant-postes marquent la progression des deux partis qui lui sont opposés.

Le combat de Cross Keys (8 juin)

Jackson couvre Port Republic en appuyant son déploiement au nord de la ville, sur une coupure secondaire, le ru de Mill (Mill's Creek). Un régiment opère en détachement avancé au carrefour de Cross Keys, marqué par une taverne du même nom. Le 7 juin, ce régiment arrête les pointes d'avant-garde de Frémont et se replie avant la fin de la nuit.

La division de Ewell, comptant environ 5 800 hommes, a pris ses retranchements. Elle détache à sa droite, et en avant du ruisseau, sur un mamelon, une brigade commandée par le brigadier Trimble.

La journée du 8 juin commence mal pour l'armée de Jackson. Un fort raid de cavalerie venu de la Lurray (le corps de McDowell) aux ordres du colonel Carroll parvient à s'infiltrer jusque dans Port Republic et à s'emparer du pont. Il est expulsé dans la matinée à l'issue d'un combat confus qui a bien failli déséquilibrer d'emblée la défense (et capturer Jackson, qui perd plusieurs officiers de son état-major et son médecin dans l'affaire, faits prisonniers).

Sur la rive nord, les unités de Frémont se présentent dans la matinée, se déployant à la faveur de la zone boisée et confuse couvrant la moitié de la plaine entre Oak Ridge et Port Republic.

En début d'après-midi, ayant aligné ses divisions, Frémont se porte à l'attaque d'un dispositif qu'il croit aligné derrière Mill's Creek. Malheureusement pour lui, son aile gauche, commandée par le brigadier Stahel, escaladant la petite colline de Victory Ridge, se fait surprendre à 60 mètres par la brigade Trimble, qui s'était couchée derrière la déclivité. La fusillade cause des ravages dans la brigade Stahel qui reflue en désordre.

Pendant ce temps, l'aile droite de Frémont s'est aventurée dans le découvert qui la sépare de Ewell, lequel se contente de la canonner d'abondance, bien à l'abri de son retranchement.

Sentant l'opportunité à sa droite, Ewell renforce Trimble d'une demi-brigade aux ordres du colonel Taylor. Trimble enroule l'aile gauche des

Fédéraux, qui se replient en désordre jusqu'à la route passant sous la crête de Oak Ridge, à hauteur de la taverne de Cross Keys. Leur artillerie déployée sur la crête calme les ardeurs des poursuivants.

Trimble profite du début de la nuit pour s'avancer à quelques centaines de mètres de la ligne fédérale, pour l'attaquer. Mais Jackson a une autre idée en tête et il n'insiste pas, repliant sa brigade trop avancée pendant la nuit.

Au total, 8 500 Confédérés ont été opposés à 11 500 Fédéraux. Les pertes des Confédérés sont relativement mineures : moins de 300, dont 42 tués. Bien qu'il y ait débat sur les pertes fédérales, l'estimation retenue atteint près de 700 pertes, dont 114 tués. Une force inférieure du tiers a infligé plus du double de pertes – nouvelle illustration de l'avantage de prendre l'initiative.

Au demeurant, le héros du jour est le brigadier Trimble, de par son emploi du terrain, tant dans sa position d'attente que dans les infiltrations et débordements menés pendant l'après-midi.

Le combat de Port Republic (9 juin)

À la faveur de la nuit du 8 au 9 juin, Jackson reporte son effort sur le sud de la Shenandoah, laissant Trimble à mi-distance pour observer Fremont. Le reste de la division de Ewell franchit la rivière à l'aube du 9 juin, sur un pont constitué avec des charrois poussés dans la rivière. Elle soutiendra l'effort demandé à la brigade laissée en arrière la veille, commandée par le brigadier Winder. Cette brigade est surnommée la « Stonewall Brigade », allusion au jour de gloire de la première bataille de Manassas (21 juillet 1861), au tout début de la guerre – le nom de Stonewall (le mur de pierre) étant accolé à son premier chef, qui n'est autre que Jackson.

La division de Shields est toujours échenillée le long de la route. En tête, le brigadier Tyler commande sa brigade et celle du colonel Carroll, auteur du raid de la veille. Méfiant, il ancre son dispositif entre la rivière et un mamelon découvert par des fours à charbon, « the Coaling ».

Winder couvre sa progression dans la plaine par deux régiments infiltrés dans les bois au sud. Mais en abordant la ligne solidement tenue par les deux brigades aux ordres de Tyler, il ne parvient pas à déployer son

artillerie, efficacement tenue à distance par l'artillerie fédérale, bien postée, et il se fait repousser de plusieurs centaines de mètres.

Étonné de tant de résistance, Jackson fait donner Ewell, qui vient de franchir, pour déborder le mamelon du « Coaling ». La première tentative est vigoureusement contre-attaquée par Tyler. Ce n'est qu'à la deuxième que le mouvement reste entre les mains des Confédérés, qui ont dû engager une nouvelle brigade (Taylor) à cet effet. Vers 10 h 30, Tyler doit abandonner la position, trop exposée au feu déversé depuis le mamelon.

Jackson engage alors sa dernière brigade, encore fraîche, qui empêche Tyler de se rétablir et le poursuit sur plusieurs kilomètres, ramassant des centaines de prisonniers. Pour se garder sur ses arrières, il a rapatrié Trimble du côté sud de la rivière et fait brûler le pont.

Dans l'après-midi, Frémont, laissé sur la rive nord, déploie son artillerie sur la hauteur précédemment tenue par les Confédérés, au tout début de la série d'engagements, ce qui soulage Tyler en contraignant les Confédérés à progresser par les couverts, atténuant ainsi la pression sur sa retraite.

Dans la soirée, Jackson se replie vers le sud, par une piste forestière, et prend position à quelques kilomètres plus au sud, croyant devoir faire face à une attaque de Frémont le lendemain. Mais Frémont, apparemment dégoûté par les deux jours passés, s'est replié pour panser ses plaies à Harrisonburg. Quant à Shields, lui aussi se replie vers la Lurray Pass.

Jackson ne sera pas inquiété et pourra prendre la route pour rejoindre l'armée de Virginie, autour de Richmond.

Dans l'affaire, les Confédérés ont engagé environ 6 000 hommes face à 3 500 Fédéraux. Ils ont subi près de 800 pertes, ce qui, en définitive, est un hommage rendu à la qualité du combat livré par Tyler, qui a eu moins de morts et de blessés que Jackson (respectivement 67 tués pour 88, 361 blessés pour 535). En revanche, la poursuite engagée pendant l'après-midi, faisant près de 600 prisonniers, transforme clairement la bataille en victoire confédérée. Jackson a empoché tout ce qu'il a pu de son succès.

ENSEIGNEMENTS : la rupture du contact

Jackson a clairement mené ces combats dans le but de se dégager de l'étreinte de ses poursuivants. Il a sans doute espéré leur infliger des pertes plus élevées, visant la rupture par la destruction. Nonobstant, les suites du combat, tant pour Frémont que pour Shields, montrent bien que l'impact moral d'un coup d'arrêt est souvent supérieur à son impact matériel. Alors même que leurs unités n'étaient pas disloquées ni très profondément atteintes, les deux généraux ont jugé préférable d'en rester là, consentant un délai d'impunité conséquent à Jackson.

Au total, la *Valley Campaign* de Jackson lui a permis d'infliger une perte cumulée de 7 000 hommes à des forces deux fois supérieures, au prix de 2 500 hommes. Mais là n'était pas l'essentiel : sa mission était de « retenir les Fédéraux à l'écart du combat principal », à Richmond. Cela supposait, évidemment, de prendre contact avec ces armées, pour les fixer. Mais aussi de s'en débarrasser à son heure, pour rejoindre la bataille principale. Il y a peu d'exemples historiques où un chef démontre une telle maîtrise du contact, soit qu'il le souhaite, soit qu'il veuille le rompre. C'est à ce titre que la *Valley Campaign* fait figure de chef d'œuvre et qu'elle illustre comme aucune autre le principe d'initiative.

4.5. LA RÉARTICULATION EN PRÉSENCE DE L'ENNEMI : LES RELÈVES

La constante respiration de la force s'accompagne de croisements d'unités qu'on regroupe sous les trois procédés de « relève ». La relève est une opération de réarticulation. En principe, elle n'est pas effectuée sous pression, c'est-à-dire que le chef doit tout faire pour que l'opération soit effectuée hors présence active et dangereuse de l'ennemi. Moyennant quoi les circonstances commandent parfois...

Les relèves sous pression sont étudiées ici parce qu'elles sont un moyen d'entrer au contact, ou de se soustraire au contact, ce qui les apparente aux actions décrites ci-dessus.

4.5.1. Principe général

Par définition, on ne place pas toujours les mêmes unités en première ligne et en deuxième ligne. D'abord, par suite de l'usure du combat, imposant de renouveler les gens au contact. Ensuite, parce que chaque composante de la force ayant des caractéristiques différentes des autres, il convient, pour optimiser le dispositif, d'employer la portion la mieux adaptée aux circonstances locales.

La relève a donc pour principe général de remplacer une unité par une autre. La relève par dépassement ou par recueil conduit naturellement à opposer une nouvelle unité à l'ennemi, s'il est dans les parages.

La relève sur position peut se concevoir dans la zone arrière, entre unités hors pression de l'ennemi.

4.5.2. La relève par dépassement : le débouché

Soit une unité en première ligne. Le débouché est l'acte par lequel une autre unité traverse son dispositif et prend le combat à son compte. L'unité traversée « appuie le débouché », c'est-à-dire que son action facilite l'entrée en ligne de l'unité qui débouche. Quelques illustrations seront données plus loin, au paragraphe consacré à l'appui.

Pour l'unité qui débouche, deux cas se présentent :

- l'ennemi est présent, actif ou non. Auquel cas, dès le débouché, cette unité est au combat. Dit autrement : son débouché est le premier temps du combat à venir ;
- l'ennemi n'est pas là, auquel cas l'unité qui débouche se lance et prend son dispositif de combat ou de marche à l'ennemi. Le débouché est le lancement, par exemple, d'une reconnaissance offensive, dont elle est une action préliminaire, significative mais rarement critique.

Dans le premier cas, l'unité qui débouche le fait généralement sous forme d'attaque en règle, bénéficiant des feux fournis par l'ensemble du dispositif traversé. Elle « prend à son compte le combat ». Une fois qu'elle a dégagé de l'espace battu depuis la ligne de débouché, elle est seule dans la bataille.

Une autre forme de débouché se fait par infiltration. Le cas est plus rare et généralement réservé à des unités de faible volume. L'unité adopte au plus vite un dispositif discret, recherche les itinéraires non surveillés (on dit « défilés »), se dilue dans l'espace, bref, cherche à disparaître de la vue de l'ennemi.

Dans le second cas, l'unité qui débouche n'a pas à combattre immédiatement. Les Américains ont une locution assez pratique, pour parler de l'espace où pénètre cette unité, dans l'incertitude plutôt que dans le combat : ils parlent de *Indian territory,* pour signifier que l'absence apparente d'ennemi – et en tout état de cause, la faible probabilité de combat immédiat – ne vaut pas pour autant absence de menace.

La préoccupation première de l'unité qui débouche est donc de prendre au plus vite, au fur et à mesure qu'elle se déploie, un dispositif aéré mais renseigné permettant de parer toutes les hypothèses de mauvaise rencontre.

L'infiltration est généralement lancée ainsi, dans la mesure où, si ce procédé a été choisi, on a opté pour un secteur moins surveillé (idéalement : non surveillé).

4.5.3. La relève rétrograde : le recueil

En marche rétrograde, une unité en deuxième échelon prend position, s'établissant en défensive. Elle tend devant elle un réseau de renseignement, d'identification et d'accueil, lui permettant de discriminer entre les unités amies se repliant vers elle, et les unités ennemies lancées à leur poursuite.

Autant que possible, on s'efforce d'effectuer un recueil à travers un secteur moins surveillé par l'ennemi, ou hors axe d'effort. Le pendant de l'infiltration en marche avant. Cela étant, le défenseur a rarement le luxe de choisir ce secteur. D'autant plus que l'unité à recueillir, au contact de l'ennemi, est préoccupée par sa survie tout autant que par sa traversée du dispositif.

La réussite du recueil dépend de deux facteurs :

- la solidité du dispositif de recueil. L'unité recueillante doit être solidement établie, bien renseignée vers l'avant, prête à combattre,

assez forte pour arrêter l'assaillant le temps qu'il faudra pour couvrir la réorganisation et le départ de l'unité recueillie ;

- l'unité à recueillir doit se donner de l'air avant de traverser le dispositif, moment d'intense vulnérabilité où elle est hors d'état de se défendre. En pratique, on définit en avant une « ligne de rupture du contact », ligne favorable du terrain où cette unité donne une dernière fois, aussi durement que possible, pour arracher au poursuivant le délai de tranquillité nécessaire. Une autre possibilité est une action à son profit, à côté (et non dans l'axe, puisque cela créerait un embouteillage), qui force l'ennemi à se réorienter afin de parer cette soudaine menace. Cette contre-attaque « donne de l'air » à l'unité en mouvement.

S'étant ainsi dégagée de la pression de l'ennemi, l'unité à recueillir se présente sur la ligne d'identification et d'accueil, et franchit aussi prestement que possible le dispositif de recueil. Elle est regroupée en arrière, hors de portée des feux directs du poursuivant, pour se réarticuler et quitter la zone.

Cette opération complexe nécessite une coordination fine, que l'on prépare à l'avance (une douzaine d'heures pour une brigade). Les deux unités doivent établir une relation étroite avant le début des opérations, ce que l'on réalise, habituellement, en accolant les PC. Tout ce qui peut être replié avant le dernier moment est poussé vers l'arrière (notamment les unités dont on n'a plus besoin, la logistique, etc.), afin d'alléger les flux au moment critique.

Que fait le poursuivant lorsqu'il flaire le recueil ?

Généralement, il cherche à établir le contact au plus serré, afin de contraindre l'unité en repli à combattre pour sa survie, là où elle est, plutôt que d'échapper aux griffes de l'assaillant.

Autre possibilité : talonnant l'unité en repli, cherchant à s'infiltrer en son sein, il profite du flux et de ce moment forcément chaotique pour pénétrer, avec lui, le dispositif de recueil.

13 mai 1940 : le recueil de la III^{e} DLM

Le Corps de cavalerie Prioux a précédé l'armée française en Belgique. La 1re Armée étant en cours d'installation, le corps se repliera dans la nuit.

Cette manœuvre s'effectue dans des conditions dramatiques. Bombardé par les avions en piqué, bousculé par les blindés ennemis, le Corps de cavalerie arrive sur les dispositifs de Cointet où des intervalles ont été ménagés pour assurer son passage. Malheureusement, l'emplacement de ces intervalles n'a pas été signalé avec suffisamment de précision aux chefs de corps. Se repliant en pleine nuit et talonnés par l'ennemi, beaucoup d'unités n'arrivent pas à trouver les passages. Elles viennent se prendre dans les barbelés de notre système de défense. Un certain nombre d'entre elles sont décimées à la fois par le feu des Panzers et par l'explosion de nos propres mines antichars.

Lorsque les Allemands aborderont à leur tour notre position défensive, il fera jour. Ils n'auront pas de difficulté à trouver les intervalles, qu'ils franchiront sans grand dommage.

Benoist-Méchin, *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident*

4.5.4. La relève sur position

L'idée est assez intuitive : une unité cède sa place à une autre et s'en va. En principe, cela ne peut se jouer qu'entre unités de même pied. La difficulté vient de l'empilement temporaire, facteur de vulnérabilité, notamment pour le désordre qui menace, sans même se préoccuper de l'ennemi. La planification, en amont, et une étroite coordination, pendant l'exécution, sont de rigueur. Ne pas oublier, non plus, en aval, l'accompagnement de l'unité partante.

Généralement, on exploite un moment de relative quiétude obtenue à l'issue d'une action ayant calmé les ardeurs de l'ennemi, ou l'ayant repoussé à distance. Les sous-unités « montantes » viennent compléter le créneau des unités à relever. Lorsqu'elles ont pris en compte la position, les sous-unités « descendantes » se regroupent à l'arrière, si possible dans un défilement, puis évacuent la position. Autant que possible, on s'efforce de leur assurer un mouvement fluide et continu jusqu'à une zone de regroupement hors de

portée de la plupart des moyens ennemis, zone qui permettra une réorganisation rapide, éventuellement des recomplètements d'urgence, bref, les opérations nécessaires pour leur mouvement final, qui les mènera à leur position future – exemple d'intégration de la logistique à la manœuvre.

4.6. GÉNÉRER LE RAPPORT DE FORCE

C'est la base de toute manœuvre, et, *in fine,* l'objet de toute articulation. Une fois le contact établi, qu'il y ait combat ou non, le rapport de force est un déterminant statistiquement important du combat.

« Générer le rapport de force » consiste à obtenir localement et temporairement l'avantage voulu, sous forme de surcroît de moyens. Le rapport de force (RAPFOR) se quantifie assez facilement, même si la notion doit être assortie d'une appréciation qualitative assez subjective. Dans le cadre des exercices d'état-major, le RAPFOR « brut » est une mesure souvent utilisée pour juger de la cohérence d'ensemble d'une conception de manœuvre. Et à juste titre.

Voici les normes les plus connues :

- on attaque efficacement (= presque à coup sûr) à 3 contre 1 (statistiquement, 3 attaques sur 4 disposant de ce ratio ont réussi) ;
- on défend efficacement à 1 contre 1,5 (statistiquement, 1 attaque sur 2 confrontée à ce ratio a échoué, ce qui tend à limiter l'ardeur de l'assaillant) ;
- à 1 contre 2, on se contente de « contraindre » l'adversaire, c'est-à-dire, par exemple, qu'on peut le freiner mais qu'il vaut mieux éviter de se laisser accrocher au point de subir sa manœuvre ;
- à 1 contre 1, on se fixe ou on se neutralise réciproquement[11].

Ces normes trouvent leur explication dans quelques statistiques intéressantes de la guerre moderne (encore Dupuy, qui exploite 81 conflits du XX^{e} siècle) :

- l'attaquant attaque avec une supériorité de deux contre un en moyenne, et l'emporte dans un peu plus de 61 % des cas. Avec un ratio porté à trois contre un, il l'emporte dans trois cas sur quatre ;
- l'assaillant et le défenseur ont des pertes comparables, avec un léger supplément pour le défenseur. Néanmoins, rapporté aux effectifs de chacun, cela signifie que le taux d'attrition du défenseur est largement supérieur à celui de l'assaillant ;
- une défense bénéficiant d'une position aménagée améliore très nettement le taux de pertes en sa faveur ;
- la surprise a un impact considérable sur le taux de pertes : il le diminue de moitié pour celui qui l'a obtenu, il le double ou le triple pour celui qui la subit ;
- tout ce qui complique le combat et accroît la friction réduit le taux de pertes : mauvaise météo ou conditions hivernales, combat de nuit, franchissement, zone boisée ou montagneuse. Il n'est pas dit que les combats urbains à venir confirment ces données...

En tout état de cause, et quel que soit le RAPFOR obtenu localement, son efficacité réelle est conditionnée par quelques mesures de bon sens :

- se renseigner au mieux, et à temps ;
- adopter une articulation qui optimise l'emploi des moyens à intégrer dans le RAPFOR (une unité derrière une autre et gênée par elle ne peut pas compter dans le RAPFOR...) ;
- isoler l'ennemi (pour lui interdire de modifier le RAPFOR) ;
- chercher la surprise (améliore le RAPFOR d'un ou deux paliers : un 1 > 1 avec surprise équivaut initialement à un RAPFOR de 2 > 1, voire de 3 >1);
- appliquer la force ! Il faut pour cela que les missions reçues aient bien pour but d'engager les unités intégrées au RAPFOR. C'est ici que les « soutiens » évasifs... restent évasifs !

En termes de procédés, il y a globalement deux moyens d'appliquer un RAPFOR supérieur :

- par saturation = 6 compagnies engagées simultanément sur le front de 2 compagnies donnent un RAPFOR « sec » (hors appuis, surprise, etc.) de 3 > 1 ;
- par redoublement = dès la pénétration de 3 compagnies, 3 autres s'engagent.

Tous ces points confirment l'intérêt de saisir l'initiative, et d'être l'assaillant, même lorsque le rapport de force initial semble décourager une telle prise de risque, dès lors qu'il n'est pas suicidaire. Le simple fait de choisir son heure, son lieu, son combat, bref, la seule possibilité d'obtenir la surprise, accroissent considérablement les chances de succès.

---

1. Ceux qui pratiquent le judo connaissent l'importance de se mettre en prise dans des conditions favorables. Illustration de la jouissance de l'initiative.

2. Jugée aux rapports d'attrition, par Trevor N. Dupuy in *Attrition : Forecasting Battle Casualties and Equipment Losses in Modern War,* Hero Books, 1990. Toutes choses étant égales par ailleurs, une unité de 100 Allemands était équivalente à une unité de 120 Alliés occidentaux, et de 200 Soviétiques (le rapport d'efficience a atteint 3,0, pour redescendre à 1,8 à partir de la fin de 1944).

3. Pour ce faire, il existe deux procédés tactiques au plus petit échelon : «perroquet», l'engin posté reste en place et se fait doubler par celui qui s'engage, lequel pénètre lancé dans le nouveau compartiment de terrain (lancé, mais sans l'avoir observé) ; « boule de billard », l'engin de tête repart, cédant son poste à celui qui le suit. Dans ce cas, il pénètre dans un compartiment qu'il connaît, mais sans avantage de vitesse et souvent avec un appui inexistant (il est en cours d'installation dans son dos) ou approximatif (il n'a guère eu de temps pour étudier son terrain). En revanche, la boule de billard n'entraîne pas d'alternance en tête, ce qui peut présenter un avantage en terme de commandement. Là encore, le choix est significatif : le chef peut décider d'opérer en tête, par principe (« donner l'exemple »), par inexpérience de ses subordonnés, pour toute autre raison ; ou il peut décider de placer un subordonné, là encore par principe (« préserver les élites ») ou pour conserver sa possibilité de manœuvrer librement avec le reste de son unité.

4. Définition réglementaire.

5. Définition réglementaire.

6. Définition réglementaire.

7. Définition réglementaire (italiques de l'auteur).

8. Définition réglementaire.

9. Définition réglementaire.

10. Ne pas confondre « en avoir assez VU » et « en avoir assez TUÉ ».

11. Il faut expliquer pourquoi. Admettons deux unités de force équivalente, qui se surveillent étroitement. Si l'une d'entre elles veut manœuvrer, elle doit forcément générer un rapport de force local conforme aux normes ci-dessus. Pour ce faire, elle doit disposer d'une masse de manœuvre hors contact. Si son adversaire est plus manœuvrant qu'elle, il peut exploiter l'infériorité temporaire du dispositif au contact, infériorité engendrée par le repli hors contact de la masse de manœuvre à créer. C'est-à-dire que cet adversaire perspicace, entreprenant et véloce peut exploiter ce que l'on appelle le *délit de manœuvre.* Entre deux lutteurs de force équivalente, c'est souvent celui qui tente en premier qui se fait battre... Son *changement* d'équilibre, prélude à son geste d'attaque, est aussi une *rupture* d'équilibre que son adversaire peut guetter et exploiter.

CHAPITRE 5

LES A CTES ÉLÉMENTAIRES

LE contact étant acquis, les deux camps se tirent dessus : c'est assez logique, puisqu'ils sont venus pour cela (au moins l'un d'entre eux, évidemment).

Nous allons étudier brièvement les actions de feu de base, que peuvent engager deux imités au contact. Ces actions valent tout autant dans un contexte offensif que défensif. Elles sont traitées ici par commodité, afin de ne pas avoir à y revenir ultérieurement. Avant de les étudier plus en détail, en voici la liste :

- la **destruction,** effet direct à rechercher par une unité sur son adversaire, généralement en allant au contact ;
- **l'appui,** par lequel une unité contribue au combat d'une autre, en le renforçant ou en l'élargissant, mais en excluant tout contact de sa part ;
- le **soutien,** par lequel une unité contribue par sa manœuvre à l'action principale, se disposant par exemple à prendre à son compte l'appui, ou une partie de la destruction ;
- la **fixation,** par laquelle une unité immobilise l'adversaire, généralement pour contribuer à une manœuvre qui se développe au niveau de l'échelon supérieur ;
- la **neutralisation,** par laquelle on empêche l'adversaire de contribuer au combat de son propre échelon supérieur ;
- la **couverture,** par laquelle on préserve la manœuvre du niveau supérieur d'une éventuelle action adverse.

5.1. DÉTRUIRE

C'est l'action la plus intuitive : deux unités au contact cherchent à s'infliger des pertes, tout simplement. Que l'une soit en attaque, et l'autre en défense, n'y change rien. Chacune vise la destruction ou tout au moins l'attrition de l'autre, et utilise tous les moyens à sa disposition à cette fin.

Pour schématiser : pour défendre une position, on détruit l'ennemi qui prétend en contester la possession. Pour attaquer, on va chercher celui qu'on veut détruire.

Commençons par énoncer, comme une vérité historiquement constatée, que le feu indirect seul n'a quasiment jamais obtenu l'effet de destruction d'une unité retranchée. En dehors de circonstances très particulières, ou pour des fractions très réduites du dispositif d'ensemble, le bombardement le plus massif n'obtient pas la destruction (en dehors de l'hypothèse nucléaire, bien sûr).

Un bombardement qui annihile la défense :
Opération Cobra. 25 juillet 1944

Le cas qui s'en rapproche le plus est celui de l'opération Cobra, qui permit le débouché de Normandie (région de St Lô, le 25 juillet 1944). Il fallut I 700 bombardiers stratégiques, labourant une bande de huit km par deux, pour venir à bout des restes de la division *PanzerLehr*. Même dans ces circonstances, il en restait ! Simplement, les équipages étaient tellement hébétés qu'ils n'opposèrent pas de résistance sérieuse à l'attaque américaine.

Moyennant quoi. Cobra fait figure d'exception dans la longue litanie des feux massifs censés emporter à eux seuls la décision...

En revanche, il y a des actions de feu à tir direct, notamment en combat défensif, qui mènent effectivement à la destruction de l'ennemi. La Grande Guerre en fournit - hélas - de très nombreux (et sanglants) exemples. La

ville d'An Loc, au Vietnam, en 1972, fut défendue avec succès grâce à l'intervention massive et continue de l'aviation américaine.

En bref, le feu le plus massif n'apporte pas, à lui seul, le succès à l'assaillant ; en revanche, il garantit la survie à un défenseur tenace.

Avec une belle constance historique, la destruction s'obtient par la combinaison de feux et de mouvement, et se concrétise peu ou prou dans le contact (pour ne pas dire l'assaut).

Les puristes distinguent deux niveaux de destruction :

- la **destruction,** au sens étymologique du terme (l'unité considérée est annihilée) : l'unité est inapte au combat (ce qui sous-entend : à tout combat) tant qu'elle n'aura pas été reconstituée ;
- la **destruction tactique** (l'unité est incapable d'opérer à son niveau de manœuvre), souvent un résultat d'une action aérienne ou de l'artillerie. En l'occurrence, l'unité est encore capable d'opposer quelque résistance, en combattant au niveau de l'unité inférieure.

Le premier cas est assez facile à comprendre. Revenons sur le second. Nous parlons de gradations dans la destruction.

Une unité qui dispose de trois sous-unités (cas très fréquent), dès lors qu'elle en a perdu une, est très pénalisée dans sa manœuvre. *C'est cela la destruction tactique.* Clairement, nous sommes loin du champ de cadavres que l'on s'imagine sous le mot « destruction ».

La destruction réelle a lieu lorsque l'unité a perdu deux pions sur les trois, et est par force ramenée au niveau tactique inférieur. C'est-à-dire que ce qui fut un bataillon ne peut, au mieux, combattre qu'en tant que compagnie.

Ce qui est loin de correspondre à l'idée qu'on se fait habituellement de la destruction. Et pourtant, c'est traditionnellement ce que vise le combat au niveau tactique : il admet qu'il subsistera toujours quelque chose, apte, le cas échéant, à ce que l'on appelle le combat résiduel.

L'enchaînement que l'on vise assez souvent dans une attaque, c'est le doublé qui tue : destruction tactique - obtenue à l'aide des feux indirects, en combinaison ou non avec des feux directs, d'appui - puis destruction totale,

parachevée par une manœuvre (l'assaut, par exemple). La première phase sert aussi à couvrir la manœuvre finale. Il s'agit d'emporter l'unité ennemie de telle sorte qu'elle ne soit même plus capable de combat résiduel.

À l'autre extrémité du spectre, il existe une forme supérieure de destruction : c'est la **destruction systémique.**

Dans le cas le plus symbolique, les moyens matériels existent encore, mais l'unité a perdu toute capacité de combat.

Destruction systémique : la campagne de France, 1940

L'armée française de 1940 a connu ce cas de destruction systémique. Elle avait perdu une part, certes non négligeable, de ses effectifs (100 000 tués pour une armée de plus de deux millions d'hommes). Mais cela ne suffit pas à expliquer pourquoi elle n'était plus en état de combattre. Après tout, elle avait subi des pertes proportionnellement plus importantes en 1914. et cela n'a pas empêché le miracle de la Marne.

C'est sa capacité à opérer de manière coordonnée qui était synonyme de destruction.

Aujourd'hui, le Graal que recherchent toutes les armées du monde, c'est la destruction systémique, à la limite de la « guerre zéro mort » mais 100 % efficace.

Au niveau tactique, qui est le nôtre, cette préoccupation n'est pas évacuée. Néanmoins, il convient d'être pragmatique...

5.2. APPUYER

5.2.1. Généralités : créer un décalage

L'appui s'entend d'une unité qui applique des feux mais qui ne manœuvre pas pour venir au contact physique de l'ennemi (sans quoi on parlerait

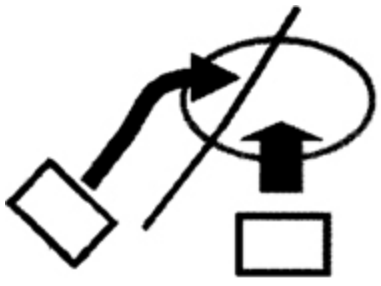
d'attaque, tout simplement). D'une façon générale, quand une unité appuie l'autre, cela veut dire que les deux peuvent frapper le même ennemi. De cette tautologie découlent quelques conséquences pratiques, évidentes d'apparence, mais souvent négligées, comme l'histoire militaire le démontre à l'envi.

Voyons ces implications :

- l'unité appuyée doit, au préalable, avoir établi le contact (sinon, on se contente de couvrir sa manœuvre, c'est-à-dire, d'empêcher l'ennemi d'interférer sur elle) ;
- l'unité en appui doit bénéficier d'un décalage, lui permettant d'appliquer ses feux sans prendre à partie l'unité appuyée (erreur assez communément constatée).

La coordination entre les deux unités est souvent problématique, dans la mesure où elle doit généralement être conçue et réalisée dans le mouvement (en conduite). À privilégier : une limite opérationnelle simple, visible sur le terrain, des deux côtés, facilitant la compréhension de la situation tactique, et donc, le tir, par chacun des intervenants. Exemples : une voie ferrée (talus, remblais, caténaires...), un cours d'eau (thalweg, ligne d'arbres...).

L'illustration ci-dessous représente ce principe du décalage avec mesures de coordination.



Les conséquences catastrophiques d'un appui non décalé : Gettysburg, 3 juillet 1863

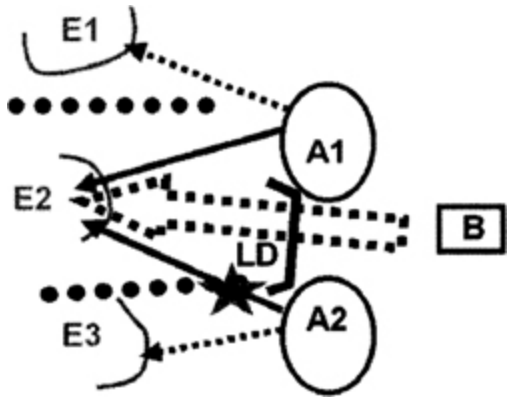
En début d'après-midi de ce qui sera la dernière journée de la bataille de Gettysburg, la division Pickett se prépare à charger le centre des lignes fédérales. Les hommes sont couchés, par bataillons, à l'abri d'une légère déclivité. Devant eux. l'artillerie du corps (250 pièces) est engagée dans un furieux duel d'artillerie avec l'artillerie adverse (aussi nombreuse). Lorsque l'ordre de donner l'assaut arrive, les hommes se lèvent, prennent la formation. et s'avancent... en peignant la position des batteries, lesquelles doivent cesser le tir. Un assaut de 1 200 mètres, pourtant amplement préparé. est effectué sans appui d'artillerie !

Un cas souvent évoqué est l'appui du débouché d'une autre unité. L'idée générale est qu'une unité qui débouche prend à son compte le combat, à partir de la ligne de débouché. Le problème est que, dans la plupart des cas, au moment du franchissement de la ligne de débouché (LD), l'unité en attaque n'est pas encore entièrement déployée. En d'autres termes, elle connaît une période de vulnérabilité, d'autant plus critique que cela se passe là où l'ennemi est le plus alerté.

Une unité A qui doit « appuyer le débouché d'une unité B » peut le faire de deux façons :

- appuyer le débouché (suppose une position décalée, correspondant au schéma ci-dessous) ;
- livrer une ligne de débouché (suppose une traversée du dispositif de A par B).

5.2.2. Appuyer un débouché (par un intervalle)



L'unité B va franchir le dispositif NOIR entre Al et A2 (par un intervalle), pour attaquer E2. L'attaque se fera selon la flèche creuse, franchissant la ligne de débouché (LD).

Lorsque l'échelon supérieur ordonne à Al et A2 « d'appuyer le débouché de B », cela signifie, très concrètement, qu'ils devront neutraliser les réactions de El, E2 (cible prioritaire) et E3.

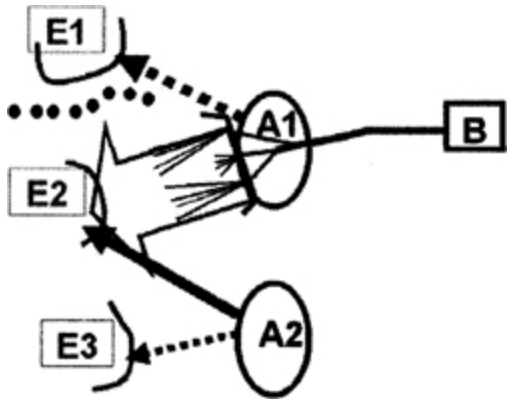
Les tirs de Al et A2 directement sur E2 sont des tirs d'appui (flèches pleines).

Les tirs de Al sur El, de A2 sur E3 (flèches tiretées), sont des tirs de soutien (c'est-à-dire qu'ils tendent à neutraliser l'intervention de El et E3).

La partie de la flèche d'attaque de B s'étendant entre LD et l'objectif E2 est la partie où B est le plus vulnérable. C'est pourquoi l'appui au débouché est crucial : il permet à B de franchir le glacis sans subir de dommages tels que son attaque soit vouée à l'échec.

5.2.3. Livrer une ligne de débouché

En ce cas, **l'unité (B) censée déboucher doit au préalable traverser le dispositif de l'unité qui lui livre LD** (ici, Al). En général, cette traversée pénalise son déploiement, qui est presque toujours inachevé au moment du franchissement.



Dans le cas illustré, B entre dans le dispositif de Al par *un* itinéraire, et profite de la traversée pour se scinder en trois colonnes, chacune correspondant à une ouverture pratiquée dans le dispositif défensif de Al (des brèches).

C'est dans ce dispositif semi-déployé qu'il fait irruption hors du dispositif de Al (il débouche), et il profite de l'espace immédiatement après sa sortie pour achever son déploiement (ici, triangle, base en avant).

C'est pendant cette phase de son déploiement qu'il est très vulnérable, et où l'appui est crucial.

À noter qu'en l'occurrence, Al peut rarement fournir un appui direct à B, pour la raison géométrique très simple, que B encombre son angle de tir.

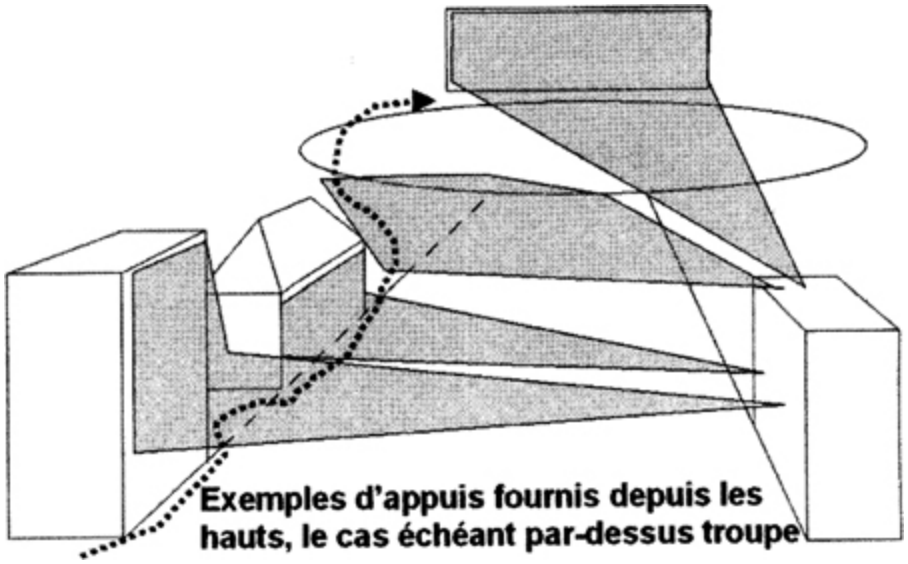
Cette difficulté se présente avec moins d'acuité si le terrain affiche une dénivelée significative (un thalweg, cas fréquent, Al et E2 étant sur des crêtes opposées par exemple). Dans l'illustration qui suit, l'angle mort de E2 est matérialisé en grisé. Auquel cas B peut s'engager, sachant qu'à la sortie de l'angle mort (en rayure), malgré tout, Al devra cesser son tir d'appui. Mais à ce moment-là, B sera au contact, quasiment à brûle-pourpoint.

La difficulté d'un appui direct depuis l'unité livrant la LD peut être résolue en précisant :

- à Al, qu'outre « livrer la ligne de débouché » il doit « soutenir B en neutralisant El » ;
- à A2, que c'est lui qui est chargé de l'appui direct à B, car il a l'avantage d'être décalé. En ce cas, son soutien (la neutralisation de E3) est jugé non prioritaire ;
- la neutralisation de El, outre par l'engagement direct à partir de Al, peut se compléter par un tir indirect (la ligne de points), avec toujours cette précaution à prendre, que la ligne d'impacts ne coupe pas le tir direct de Al sur El.

Moyennant quoi, si la ligne de débouché est bien choisie, elle donne rapidement dans un angle mort, à l'abri duquel B pourra achever son déploiement, de telle sorte que ce n'est qu'au sortir de l'encoignure (la flèche) qu'il s'expose au tir direct de E2. Cela ne le prive nullement de la perspective d'essuyer des tirs directs depuis El et E3, ce qui explique l'intérêt d'un appui de neutralisation depuis Al et A2.

En combat urbain, le décalage vertical est facilité par les bâtiments. Le tir par dessus troupe est possible (mais à manipuler avec précaution).



5.3. SOUTENIR

Soutenir, c'est « être en mesure d'aider... par le feu, la manœuvre, la fourniture de biens ou de services... » Pour comprendre les implications du soutien *en tant que mission,* il convient d'aller plus loin dans la définition.

Le problème du soutien, c'est qu'il impose, la plupart du temps, une redéfinition plus précise de ce qu'il faut faire, *au moment où les besoins se confirment,* c'est-à-dire, presque par définition, en plein feu.

Du coup, l'imprécision initiale du terme reporte, *en pleine conduite,* la nécessité de définir ce qui aurait pu l'être plus calmement, en anticipant.

Une telle ambiguïté est assez spécifique à la doctrine française. Dans l'état actuel, son libellé mérite une remise en cause, à moins que son principe même soit à réexaminer. On pourrait s'inspirer de la doctrine américaine, où le terme de « soutenir » n'a pas de traduction directe.

En revanche, il y a deux termes très proches qui recouvrent tous les cas envisagés par notre terme français.

« Follow and assume » :

- l'unité en soutien est dans le sillage de l'unité soutenue ;
- l'unité soutenue développe la situation ;
- *et passe en compte,* en général en appuyant.

En l'occurrence, les deux unités restent autonomes.

« Follow and support » :

- l'unité en soutien est dans le sillage de l'unité soutenue ;
- l'unité soutenue exprime son besoin ;
- et reçoit des renforcements ou un appui.

En ce cas, une unité contrôle l'autre.

Revenons sur le flou de ces deux contextes pourtant très différenciés.

S'il est réduit à employer ce terme de soutien, il importe que le chef précise son intention, par exemple :

- soutenir, en mesure de (EMD) déborder et réduire à front retourné (correspond au *follow and assume) ;*
- soutenir, EMD appuyer (correspond au *follow and support).*

La précision préalable permet à chaque subordonné de mieux orienter son action, ainsi que celle de ses subordonnés. En particulier, elle cale implicitement les relations de subordination locale.

Il est donc préférable que le chef s'interdise d'employer le terme de « soutenir », sauf en l'absence de toute autre mission envisageable ; qu'il s'efforce, en s'inspirant de l'exemple du « *follow and assume* » ou du « *follow and support* » américains, de préciser l'enchaînement des événements tel qu'il le conçoit au moment de la rédaction des ordres ; et surtout, dès lors que l'événement aura permis de lever les indéterminations, qu'il remplace le terme de « soutien » par une mission plus nettement définie.

Ne pas soutenir : l'incompréhensible inactivité de Bourbaki, Gravelotte - St Privat, 18 août 1870

L'armée allemande défile du sud-est vers le nord-ouest, croyant poursuivre l'armée française en retraite vers Verdun. En réalité, cette armée est solidement campée sur les hauteurs de St Privât. À l'extrémité droite, le VI^{e} Corps (Canrobert) repousse les assauts de la Garde prussienne en lui infligeant des pertes considérables. Le corps d'amée saxon entame son débordement en fin de soirée (vers 18 h). Canrobert appelle la Garde à sa rescousse : il est encore temps de saisir les assaillants en flagrant délit de manœuvre. capitalisant sur les effroyables pertes qui leur ont été infligées. Bourbaki ne veut pas risquer, ni ses hommes, ni surtout, sa réputation. Bazaine. sollicité, adopte son attitude habituelle (une splendide indécision). Bourbaki ne bougera pas... Canrobert finit par plier, c'est la défaite, l'armée

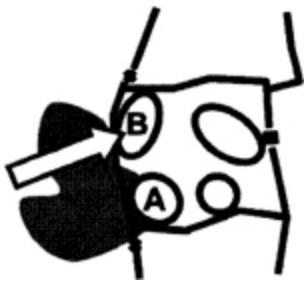
de Bazaine se réfugie dans Metz, où elle fera sa reddition, le 27 octobre. (Voir encadré p. 420.)

5.4. DIFFÉRENCE ENTRE APPUI ET SOUTIEN

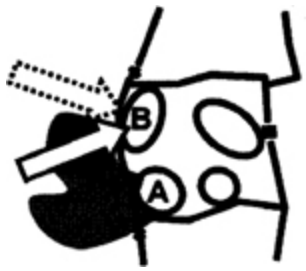
Pour reboucler avec les notions essentielles abordées ci-dessus, nous allons illustrer la différence fondamentale, en défensive, entre les notions d'appui et de *soutien.*

Dans le premier cas (l'APPUI), l'unité qui appuie est en mesure de prendre à partie l'ennemi qui aborde l'unité appuyée.

Dans ce cas les deux unités A et B *sont à intégrer dans le calcul du rapport de force,* tout au moins tant que l'attaque étudiée doit essuyer aussi les feux de A (ou être susceptible d'une manœuvre imparable de sa part).



Dans le cas ci-dessous, *A,* par ses capacités d'action « gêne » l'approche ennemie, *mais il reste un angle d'abordage où seul B peut donner.* Si l'attaque ennemie choisit d'exploiter cet angle, secteur d'abordage ou de tir par lequel l'assaillant se retrouve en tête-à-tête avec *B,* alors *le calcul du rapport de force peut n 'intégrer que B.*



« Réunion » et « concentration » de l'armée :
la vision de Napoléon

La campagne d'Iena (1806) illustre celle idée de distance de soutien. Pendant sa traversée du Frankenwald et son irruption dans la plaine de Saxe, la (Grande Armée opère en sept corps, sur un front de 60 kilomètres et une profondeur d'autant. Chaque corps est à une journée de marche d'un autre. Du fait que chacun est capable d'affronter le gros adverse pendant une journée, ou assez mobile pour rompre le contact en cas de besoin, il est impossible à l'ennemi de manœuvrer Napoléon par fraction.

Napoléon parle de « réunion de l'armée » lorsque les corps opèrent ainsi, à portée de soutien (une journée de marche, au plus) : il parle de « concentration lorsque les corps d'armée agissent ensemble, dans une même bataille, lin l'occurrence, ils sont fondus en une armée unique, commandée à sa main.

À l'inverse, les deux fractions principales de l'armée prussienne sont trop éloignées l'une de l'autre et sont donc réduites en détail, à Iena et Auerstadt. pire encore, un corps (Rucherl) de 15 000 hommes, qui aurait pu secourir l'armée de Hohenlohe à Iena. arrive trop tard (en début d'après-midi). ce qui lui donne l'occasion de se joindre à la déroute au lieu de peser sur l'issue du combat.

Dans des circonstances similaires, à Marengo, l'arrivée de Desaix, lui aussi à la tête d'une division fraîche, inverse le cours des événements – Napoléon en profite pour contre-attaquer l'ennemi déjà enivré de sa victoire et d'autant moins vigilant (14 juin 1800).

En l'occurrence, cas éclairant de **l'importance du vecteur.** Napoléon, proche de la rupture en lin d'après-midi, est repoussé sur une direction

générale ouest-est. Desaix. marchant «au canon». arrive du sud. *Son vecteur d'attaque cisaille celui des Autrichiens,* et surtout, sa division n'entre pas en contact avec l'armée qu'elle secourt, qui se raidit sur une crête et offre un butoir. Cette contre-attaque de flanc menée dans la foulée, malgré un rapport de force très défavorable, suffit à briser l'élan des poursuivants, Un dernier coup de Napoléon, reparti vers l'avant, transforme le coup d'arrêt en assommoir et une défaite presque consommée en victoire. (À noter une autre illustration du combat en deux temps.)

Pour revenir au soir d'Iéna. Napoléon a rejeté les Prussiens d'est en ouest. Le corps de Rucherl arrive de l'arrière de sa propre armée (de l'ouest), et remonte le flot des fuyards, dans une cohue grandissante qui emporte tout sur son passage. Pour entrer en contact avec l'assaillant (Napoléon) et l'arrêter. Rucherl aurait dû traverser sa propre armée. *S'il avait mieux anticipé l'affaire,* avant d'être contaminé par la panique, il aurait jeté un dispositif d'arrêt suffisant pour recueillir les fuyards et arrêter les premiers poursuivants. Il s'en rend compte trop tard : son corps d'armée est balayé dans le sauve-qui-peut général.

5.5. FIXER

« Fixer » consiste à exercer une pression suffisante sur l'ennemi pour interdire tout mouvement ou redéploiement. Il y a plusieurs façons de fixer. Aux petits échelons, la fixation est une action très simple à comprendre : on vient à portée, et si l'ennemi fait mine de bouger, on tire, ou on manœuvre de façon à s'opposer au mouvement que l'ennemi fait mine d'amorcer.

Le cas est plus compliqué lorsqu'on se reporte à des échelons plus élevés, dès lors que celui qui fixe ne peut embrasser toute la position du regard.

5.5.1. Fixer par encerclement

En premier lieu, on peut encercler l'ennemi, tout simplement. C'est par exemple le sort réservé par von Moltke à Bazaine, qui s'est laissé encercler

dans Metz (20 août-27 octobre 1870).

En pratique, face à un adversaire normalement déterminé disposant d'une troupe raisonnablement compétente, le rapport de force minimum est de l'ordre de 2 contre 1, ne serait-ce que parce que celui qui encercle, tenant le périmètre extérieur, a plus de front à couvrir. Il est fréquent que celui qui encercle doive aussi se garder sur ses arrières, ce qui impose la réalisation d'une ligne de double circonvallation - le cas de César devant Alésia. De surcroît, celui qui est encerclé bénéficie des lignes intérieures et sa manœuvre de sortie, si elle est vigoureuse, lui assure, au moins initialement, une supériorité numérique conséquente.

Placé dans une situation assez similaire, Koenig à Bir Hakeim (26 mai-11 juin 1942) a réussi à extraire la majeure partie de sa brigade (environ 2 000 hommes sur les 3 700 initiaux), alors qu'il était encerclé par une division et demi et qu'il avait subi quatre assauts terrestres et plusieurs attaques aériennes massives (150 t de bombes le 5 juin). Même s'il est hasardeux de livrer des chiffres, compte tenu de l'imbrication des combats du moment (une partie de la 90^{e} division légère de Rommel était engagée ailleurs), le rapport de force peut être estimé à quatre assaillants contre un[1].

On peut donc dire que la fixation par encerclement est l'option de l'assaillant qui n'a pas le rapport de force suffisant pour emporter la position (statistiquement, de l'ordre de trois contre un face à un ennemi installé, allant jusqu'à cinq contre un sur un ennemi solidement retranché). À Sedan le rapport de force était légèrement inférieur à deux contre un en faveur des Allemands (180 000 contre 100 à 120 000 Français). L'armée d'investissement connaîtra pourtant des situations délicates dans la nuit du 31 août au 1er septembre.

5.5.2. Fixer par attaque

Le deuxième moyen de fixer, historiquement le plus courant, consiste à... attaquer une sous-unité (ce qu'indique la locution « en le retenant » figurant dans la définition). Le cas est envisageable, même en situation de parité, dans la mesure où celui qui attaque peut générer un rapport de force local de trois contre un sur une sous-unité, suffisant pour la détruire ou entamer la position.

La pénétration, même partielle, dans un dispositif défensif, s'avère assez efficace pour dissuader l'opposant de s'en aller (après tout, c'est l'objet de la fixation : qu'il reste là !).

Plusieurs raisons à cela :

- tout dispositif installé exerce une certaine viscosité sur le défenseur, dans la mesure où il sait ce qu'il perd s'il abandonne le confort d'une position préparée, et qu'il redoute le risque d'être pris en flagrant délit de manœuvre (le dilemme de Keonig à Bir Hakeim, heureusement levé par la certitude que prolonger le séjour sur place le condamnait de toute façon à la reddition ou à la mort par la soif) ;
- décrocher d'une position alors même que l'ennemi a un pied dans la place est effectivement une solution à très haut risque : si l'ennemi est prêt, il lui suffit de relancer son attaque au premier mouvement, profitant de la vulnérabilité offerte par le défenseur en mouvement, sortant de ses retranchements, et qui lui tourne le dos, au moins partiellement ;
- l'impact moral d'une retraite sous pression est très souvent catastrophique : la première pression exercée suffit à transformer un repli en bon ordre en sauve-qui-peut général (c'est ce qui est arrivé à la défense égyptienne du Sinaï, les 6 et 7 juin 1967, lorsque le verrou d'Oum Katef-Abou Ageila fut forcé par les Israéliens[2]).

La fixation par attaque : la *Valley Campaign* de Jackson dans la Shenandoah

Un exemple très achevé de fixation par l'attaque est celui de la *Valley Campaign* de Jackson dans la Shenandoah, qui fait l'objet de la vignette 01 en page 54. En réussissant à fixer durablement un effectif quatre fois supérieur au sien, privant la force principale d'un renfort nécessaire et retardant le lancement d'une nouvelle campagne dans le Tennessee. Jackson obtient un rapport coût-efficacité absolument remarquable. D'autant plus que son propre corps rejoint l'armée pour la bataille des Sept-Jours qui

sonne le glas de l'audacieuse tentative amphibie de McClellan. En d'autres termes, l'effet de fixation a perduré pour ses adversaires, mais pas pour lui.

Du fait qu'il a pris et conservé l'initiative, conservant une incroyable activité. Jackson a plus que compensé un rapport de force écrasant en sa défaveur.

5.5.3. Fixer par feinte

Il existe une variante intéressante à l'attaque proprement dite : la feinte de cette attaque. Concrètement, l'assaillant réalise toutes les opérations d'approche du dispositif (destruction des détachements avancés, ouverture de brèches dans les ouvrages extérieurs, dont les champs de mines, bombardements...).

Il est en mesure de déclencher, à très bref préavis, son attaque en bonne et due forme. Si l'ennemi fait mine de se replier, il offrira à cet attaquant « sur le seuil » la possibilité d'enfoncer brutalement la porte[3].

5.5.4. Influence du front sur la fixation

On constate souvent que dans le cas des dispositifs linéaires continus, la pression exercée par l'assaillant sur une position est, paradoxalement, renforcée dans son effet de fixation par la proximité des unités voisines, pourtant amies. Tout simplement du fait de leur présence, qui limite les options de manœuvre. Cette configuration illustre les inconvénients de la densité : plus celle-ci est élevée, moins les unités disposent de capacité de manœuvre.

5.5.5. Réciprocité de la fixation

Ceci dit, celui qui fixe ne doit jamais oublier une vérité toute bête : **la fixation est *réciproque.*** Lui aussi est fixé ! Quand Bazaine est encerclé à Metz, il manque à von Moltke une armée pour verrouiller Sedan. Un rapport de force plus favorable est celui de Mantoue encerclée par l'armée d'Italie, en 1796 : les 24 000 hommes de Würmser sont tenus en respect par

les 9 000 de Kilmaine puis Serurier, du 13 septembre 1796 au 2 février 1797. Il est vrai que la masse de manœuvre de Napoléon n'est jamais à plus de deux jours de marche... En réalité, c'est la proximité menaçante de Napoléon qui fixe Würmser. La force dédiée à sa fixation n'est, stricto sensu, qu'un élément d'observation, ce que Napoléon a parfaitement compris, en n'y affectant que la force absolument minimum pour obtenir cet effet.

On ne consent cette attrition temporaire qu'en vue d'une action ultérieure - ce qui explique pourquoi la phase de fixation est exactement cela : *une phase* dans le plan de l'échelon supérieur, pas une action ayant sa propre finalité.

5.6. NEUTRALISER

Là où la fixation peut se contenter d'une manœuvre (la menace fixe), la neutralisation suppose, presque par conception, une action plus « dure » : il s'agit de mettre « hors d'état », temporairement.

Aux petits échelons, le tir (direct ou indirect) est le seul procédé envisageable. La destruction d'une fraction significative de l'ennemi cause une neutralisation durable.

Quelques illustrations :

- dans un groupe de combat de dix hommes (unité standard), *un blessé* suffit à neutraliser l'ensemble (il faut quatre porteurs avec des relais fréquents, un autre porte le barda, et il faut un binôme en tête de la progression). Ceci sans même évoquer les soins, ou l'effet sur le moral ! Cette neutralisation dure tant que le groupe a encore « son blessé » en compte[4]. Paradoxalement, s'il décède, le groupe retrouve sa liberté d'action... à condition qu'il retrouve aussi l'ardeur au combat !
- sur une compagnie (mettons, 130 hommes) ou un escadron de chars (une douzaine de chars), la destruction d'une section (une trentaine d'hommes) ou d'un peloton (3 chars) impose une série d'actions palliatives : réorganisation du commandement, du dispositif, prise en compte des blessés et du matériel endommagé, le tout se surajoutant à

l'effet moral. Après des pertes conséquentes, la meilleure unité met une bonne heure à reprendre un combat tous moyens (résiduels) réunis, d'autres... ne s'en remettent jamais !

La neutralisation dépend intimement de la résistance morale et de la compétence de la cible visée. Il y a des troupes surexcitées qu'aucune perte n'intimide, souvent parce que le blessé est laissé à lui-même. D'autres qui réagissent promptement et efficacement à la nouvelle situation, limitant par là l'effet systémique des pertes subies. Celles-là ramènent 1'attrition subie à sa pure dimension physique, et non morale. Au sens figuré : un blessé, c'est un homme de moins sur 130 (donc, effet marginal), pas un groupe neutralisé sur douze (effet sensible).

À la différence de la fixation, la neutralisation n'est pas réciproque par nature. Elle est infligée par l'un à l'autre, et non vécue solidairement.

La neutralisation est très souvent le résultat réel des actions offensives, même lorsque c'est la destruction qui est visée, tout simplement parce que la différence d'énergie à produire représente un véritable changement d'échelle.

Par exemple, lors des grandes offensives de 1915, 1916, 1917, les assaillants crurent toujours avoir préparé un bombardement d'artillerie suffisant pour détruire les positions de première ligne.

L'accroissement dément des densités d'artillerie et des consommations afférentes n'obtint pourtant jamais la destruction de ces premières lignes, d'autant plus que le défenseur s'endurcissait (dans tous les sens du terme) au fil des années de guerre.

En réalité, il est très rare d'obtenir un effet de destruction par le feu. En revanche, la neutralisation est généralement acquise à celui qui consent les moyens, dans la durée.

C'est la combinaison du feu de neutralisation et de la manœuvre d'assaut qui mène généralement à la victoire (la destruction de l'ennemi du niveau considéré), ce qui conduira tout naturellement aux considérations qui vont suivre, sur la manœuvre offensive.

5.7. COUVRIR

Couvrir

> Prendre l'ensemble des mesures actives ou passives pour s'opposer à une action éventuelle de l'ennemi pouvant menacer le déroulement de l'action principale amie[5].

Couvrir est une mission (« Prendre l'ensemble des mesures actives ou passives pour s'opposer à une action éventuelle de l'ennemi pouvant menacer le déroulement de l'action principale amie »), mais avant tout une intention. Dans sa réalisation, il n'y a pas d'acte élémentaire « couvrir » qui se distinguerait d'un autre (comme « fixer » se distingue de « neutraliser »). En revanche, pour « s'opposer à une action éventuelle de l'ennemi », on peut détruire l'importun, lui interdire l'accès à la zone où son propre échelon supérieur veut préserver sa liberté d'action, le retarder pendant le temps nécessaire à cette action...

La mission « couvrir » doit donc être déclinée, par l'échelon subordonné, en une application concrète qui renvoie à un procédé de combat clairement compris (destruction, attaque, interdiction, fixation, neutralisation, interception, etc.).

Les composantes de la manœuvre et l'efficacité d'un ennemi non doctrinal

Nonobstant l'efficacité d'ensemble, aux niveaux opératif ou stratégique, d'un « ennemi asymétrique » pratiquant la guérilla, le constat général est celui d'une moindre efficacité tactique dès lors qu'il est opposé à une formation plus conventionnelle. Une armée de guérilla peut gagner une guerre, en décourageant l'adversaire, mais il demeure qu'elle gagne rarement ses batailles, tout au moins tant que son ennemi n'aura pas été sérieusement ébranlé moralement, usé physiquement ou déstabilisé politiquement.

Sur le terrain. l'explication de cette moindre efficacité est assez claire. En général, l'ennemi non doctrinal (celui décrit en deuxième partie, chapitre 2.5) sait *détruire,* au moins pour tout ce qui relève d'un combat direct (l'assaut, l'embuscade, par exemple). Il sait moins *appuyer* et *neutraliser,* dans la mesure où il reste généralement limité aux actions d'appui direct (tir à vue), mais est rarement apte à délivrer des feux à distance, en tir indirect. Enfin, il maîtrise encore plus rarement les autres composantes qui sont *soutenir, fixer* et *couvrir.*

C'est en ce sens qu'on peut dire que ces troupes peu structurées sont en réalité peu manoeuvrantes et qu'elles subissent lourdement le différentiel technologique et doctrinal dès lors qu'elles se laissent contraindre par une armée conventionnelle. Elles compensent par leur fluidité et leur osmose avec la population, dont l'objet premier est, justement, d'éviter de se laisser acculer à un combat par trop inégal.

---

1. La narration que fait Rommel de la résistance acharnée, puis de la sortie, de la Brigade française libre, dans les *Rommel Papers,* est élogieuse. (Voir vignette 32 « Bir Hakeim », p. 599.)

2. Pierre Razoux, *Tsahal,* Perrin, 2006.

3. Très bel exemple dans la « bataille des Sept-jours », du 25 juin au 1er juillet 1862. Le Sudiste Magruder, avec 27 000 hommes, tient en respect 65 000 Nordistes en faisant croire à une attaque imminente. À tel point que le général McClellan croit affronter le double de l'effectif auquel il est réellement opposé ! Raconté par James McPherson, *La guerre de Sécession,* Bouquins/Laffont, 2002. (Voir vignette 15 « Bataille des Sept Jours », p. 465.)

4. Un cas très intéressant est relevé par l'historien israélien Van Creveld : l'impact moral sur une troupe de pertes *féminines.* Pour des raisons assez évidentes, mais qu'il est «politiquement incorrect » de mentionner, *une blessée* pèse *trois fois plus* qu'un blessé (mâle). Sur une section de trente hommes (trois groupes de combat), un blessé mâle ne neutralise « que » son groupe (dix hommes). Alors *qu 'une blessée* (féminine) neutralise *toute la section.* Le fait n'est pas mentionné par vice ou sexisme pernicieux, mais parce qu'il est une réalité de la guerre. Voir Martin van Creveld, *La transformation de la guerre,* Éditions du Rocher, 1998. Notamment discussion pages 237-238 : « Aucun groupe humain ne semble toutefois avoir pratiqué la promiscuité complète, ni avoir traité hommes et femmes exactement de la même manière ».

5. Définition réglementaire.

CHAPITRE 6

LES ACTIONS DE SÛRETÉ

LA sûreté est l'affaire de tous, en permanence. Toute unité, quels que soient son contexte et sa mission, est normalement responsable de sa protection rapprochée. Elle prend toutes les mesures nécessaires pour préserver son potentiel. Les actions de sûreté font partie du quotidien des troupes déployées en opération, quels que soient le contexte et le niveau de violence ambiante. La légion romaine est restée célèbre pour le caractère systématique des mesures de sûreté prises à chaque étape : construction d'un camp en dur, avec palissade, puis retranchements plus conséquents en cas de présence prolongée, patrouilles aux alentours, etc. Il n'y a pas d'exemple connu d'une légion ayant pris ces précautions qui aurait été détruite - alors même que les légions assaillies sont nombreuses[1].

Cela n'exclut pas qu'à un niveau supérieur, on consacre des unités à des missions spécifiquement destinées à assurer une sûreté d'ensemble.

La plus ancienne de ces actions, et la plus habituelle, est le contrôle de zone. À l'origine, la zone en question était la zone arrière de l'armée, étant entendu qu'à l'avant, il y avait combat, tout simplement.

Le contexte des opérations de « maîtrise de la violence » a transformé toute la zone d'opération en zone arrière, puisqu'il n'y a plus d'ennemi actif, du moins officiellement. Du coup, la plupart des missions effectuées par des unités s'apparentent, peu ou prou, au contrôle de zone ou à ses composantes (intervention, démonstration, interposition, etc.).

La présence d'éléments de renseignement adverses (ou potentiellement ennemis, cas plus fréquent de nos jours) sur la zone de stationnement nécessite des contre-mesures, que l'on regroupe sous le vocable de contre-reconnaissance. L'armée française a longtemps négligé cet impératif opérationnel, au motif qu'il ne s'agissait pas d'autre chose que du contrôle

de zone. Il y a des limites à tout, y compris à la naïveté : la contre-reconnaissance est récemment devenue une mission de plein exercice.

Quelle que soit la mission reçue, une unité ne peut exécuter simultanément une mission de contre-reconnaissance ou de contrôle de zone et une autre mission, y compris de remise en condition. Ce genre de mission consomme des moyens, les disperse, les maintient en alerte. Comme toute autre mission, elle suppose une *préparation* et une *remise en condition.* Il n'est pas exclu, surtout pour les actions de longue durée, de devoir « faire tourner » ces unités occupées par la sûreté. *Ce n 'est pas une autre façon de se reposer.*

Nous allons les étudier plus en détail.

6.1. CONTRÔLE DE ZONE

Contrôler une zone

Interdire à l'ennemi la libre circulation à l'intérieur d'une zone :

- d'une part, en décelant et en surveillant toute infiltration ou mouvement à l'intérieur de cette zone ;
- d'autre part, en agissant contre les personnes ou mobiles jugés indésirables[2].

Le contrôle de zone a pour objet de préserver sa propre liberté d'action dans la zone considérée. À ce titre, c'est une mission très commune sur les arrières ou les flancs d'une force dans un contexte de guerre « haute intensité ».

Ce contexte se rapproche beaucoup du contexte habituel des opérations d'interposition, auquel cas ce qui était naguère une mission de complément, de sûreté, devient le cœur de la mission. Il est fréquent que la neutralité affichée interdise d'aller chercher une faction pour lui régler son compte. En revanche, si elle prétend traverser ou exploiter une zone interdite, elle s'expose à une réaction[3].

D'une façon générale, le dispositif de contrôle de zone comporte :

- un échelon de surveillance, aussi léger que possible (pour économiser les moyens dans la durée), mais suffisant pour déceler et caractériser les pénétrations ;
- un échelon d'alerte et de réaction, destiné à traiter la pénétration décelée. Selon le contexte et le rapport de force, il peut s'agir de la destruction, de l'intimidation avec raccompagnement à la limite, de l'internement, de la neutralisation...

L'unité qui prend en compte sa zone commence par une fouille approfondie, généralement sous forme de reconnaissance, à la suite de laquelle elle identifie les cheminements possibles, les zones favorables à la dissimulation d'unités, à la préparation d'actions, aux opérations de soutien, d'entraînement... L'attitude de la population et autres parties prenantes locales est déterminante dans ce contexte.

L'attitude que doit adopter la troupe fait elle aussi l'objet d'une étude attentive, car il faut éviter la surenchère, ou au contraire, ne pas laisser se répandre une réputation de pusillanimité, source de graves déboires. Aussi les cas d'intervention sont-ils normalement préparés à l'avance, au moins dans l'esprit des chefs qui auront à les conduire. Les consignes, en particulier : l'attitude à adopter face à tel type d'incident, sont diffusées jusqu'au plus bas échelon compatible avec le maintien du secret nécessaire.

On pourrait croire que ce contexte, plutôt statique, est peu favorable à la surprise. C'est faux. Rien qu'en changeant de dispositif, en échangeant des unités, en pratiquant des fouilles ou ratissages inopinés, sur indice ou non, le chef actif inquiétera son protagoniste éventuel. N'offrant jamais une image stabilisée, un rythme prévisible des activités, bref, une routine, il accroîtra ses chances d'obtenir la surprise tactique le jour où on chercherait à le tester.

6.2. LA CONTRE-RECONNAISSANCE

Contre-reconnaissance (mener une)

Mission qui consiste à détruire ou au minimum à neutraliser les éléments de reconnaissance adverses infiltrés ou en cours d'infiltration

dans une zone donnée.

Contre-renseignement

Actions qui comprennent :

1. la neutralisation ou destruction des moyens de renseignement adverses ;
2. les actions de déception dont :
   a) la simulation, procédé qui inclut l'emploi des leurres matériels et physiques ainsi que la déception électronique ;
   b) la dissimulation.

6.2.1. Intérêt du concept

La contre-reconnaissance entre progressivement en doctrine française. Il n'est que temps. Depuis très longtemps, elle fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des Américains, qui l'intègrent dans le concept plus général de *operational security,* en abrégé OPSEC, et que l'on pourrait rapprocher de notre « sauvegarde ». En effet, pour eux, toute unité doit systématiquement pratiquer la contre-reconnaissance (*counter-reconnaissance),* c'est-à-dire la recherche active et la destruction des moyens de renseignement adverses.

À cette forme active de contre-reconnaissance on devrait ajouter des mesures *passives,* souvent négligées par les Américains. Certes, dégrader le réseau de renseignement adverse peut bien entendu être effectué par la destruction de leurs moyens, mais aussi par ***la mortalité du renseignement.*** Celle-ci s'obtient par les changements de dispositif, d'attitude, etc, **toutes actions rendant caduc** le renseignement préalablement acquis et transmis.

Même si nombre de procédés sont communs entre le contrôle de zone et la contre-reconnaissance, il y a une **différence de *finalité :***

- en contrôle de zone, il s'agit de préserver notre liberté d'action (libre utilisation des axes et installations, sûreté générale des éléments stationnant ou transitant dans la zone). La zone est considérée

contrôlée lorsque l'ami en dispose, au moins pour les opérations majeures à ses yeux, sans pénalisation. **L'ami préserve sa propre manœuvre ;**

- en contre-reconnaissance, il s'agit d'aveugler l'ennemi, en pourchassant et, autant que possible, en détruisant ses capteurs. La libre disposition de sa zone est secondaire, au moins pour cette phase de la manœuvre amie. **L'ami empêche l'ennemi de préparer ou d'enclencher sa manœuvre à lui.**

C'est sans doute cette confusion entre le contrôle de zone et la contre-reconnaissance qui justifie le désintérêt durable de la doctrine française. Parce que les *procédés* étaient similaires, on a considéré que la *mission* était identique.

Pour récente qu'elle soit, cette définition en doctrine française est curieusement univoque, puisqu'elle n'envisage que la mission de destruction mais fait totalement abstraction de procédés qui dégradent *le renseignement* à défaut de détruire *le capteur*.

Une définition plus complète pourrait être :

Contre-reconnaître

> Dans une zone donnée, prendre l'ensemble des mesures actives (recherche et destruction) et passives (redéploiements et mesures de sauvegarde) nécessaires pour, au mieux neutraliser la collecte et la transmission du renseignement par l'ennemi sur la zone, au minimum en dégrader l'efficacité.

En ce sens, la contre-reconnaissance est à la fois une *mission* – confiée à une unité autant que possible articulée à cet effet – et une *attitude,* que toutes les unités doivent adopter en permanence, attitude contribuant directement à leur sauvegarde.

6.2.2. La contre-reconnaissance en tant que mission

- **La cible de la contre-reconnaissance**

C'est la nature de la cible qui fait toute la différence entre le contrôle de zone et la contre-reconnaissance. Dans le premier cas, l'adversaire qui se

dévoile est un intrus cherchant à opérer dans notre zone ou à en contester l'utilisation. Il appartient, généralement, au tout-venant des forces de manœuvre adverses. En revanche, dans ce deuxième cas, la cible est beaucoup plus diffuse, discrète, tenace et surtout, *plus professionnelle* : dans toutes les organisations militaires ou paramilitaires, le renseignement emploie une élite.

Le degré de vigilance d'une troupe engagée dans une mission de contrôle de zone est donc moins parlant que dans le cas d'une contre-reconnaissance, tout simplement parce que la menace n'agit pas sous le même impératif de discrétion et de fugacité. C'est la raison pour laquelle une même unité qui confondrait les deux missions jouerait pleinement le jeu de la reconnaissance adverse, puisqu'on ne voit que ce que l'on s'acharne à voir, dans ce cas précis.

En revanche, les unités de reconnaissance ont une faiblesse intrinsèque : leur isolement. Presque par définition, elles agissent seules et ne se prêtent pas main-forte. Dans la mesure où la fuite est la seule défense de l'unité de reconnaissance, la mobilité est la première des qualités nécessaires au chasseur. Il n'est donc pas besoin de sur-calibrer l'unité dédiée à leur destruction.

- **La contre-reconnaisance s'apparente au contrôle de zone dans l'articulation des forces**

En pratique, il s'agit de mettre sur pied un système de renseignement et un système d'intervention.

Le premier tend un réseau combinant dispositif fixe et patrouilles mobiles, effectuant des fouilles dans les zones les plus propices à l'infiltration, à l'observation (physique ou électronique), au repos ou à la remise en condition des unités adverses, ou à la retransmission du renseignement.

L'élément d'intervention, calibré en fonction de la menace escomptée, agissant sur renseignement, « accroche » et détruit les moyens repérés.

Tout comme pour le contrôle de zone, un procédé très souvent employé est celui du *check point,* qui permet de contrôler les mouvements de

véhicules ou de personnes. En contexte « maîtrise de la violence », situation très fréquente aujourd'hui, le *check point* est le procédé de référence pour une troupe conventionnelle.

- **La contre-reconnaissance est une mission spécifique**

Rappelons d'emblée qu'une unité ne peut exécuter simultanément une mission de contre-reconnaissance et une autre mission, y compris de remise en condition. La contre-reconnaissance consomme des moyens, les disperse, les maintient en alerte.

Au même titre que toute autre mission, elle suppose une *préparation* et une *remise en condition*. Il n'est pas exclu, surtout pour les actions de longue durée, de devoir « faire tourner » l'unité dédiée à la contre-reconnaissance.

6.2.3. Définition de l'unité adaptée à la contre-reconnaissance

- **Les moyens**

L'unité en question doit disposer impérativement de moyens d'investigation, à pied et sur véhicules, capables de mener des fouilles détaillées.

L'apport de radars, dans la mesure où le régime d'emploi des moyens rayonnants l'autorise, peut être décisif. Il limite la facture en patrouilles et permet une détection discrète, favorisant la capture.

La guerre électronique (détection-localisation) agissant au sein de son propre dispositif peut contribuer à la découverte des moyens de reconnaissance ennemis, dès lors qu'ils émettent. Il pourrait même être envisagé de brouiller les transmissions suspectes (avec les réserves qui s'imposent concernant le régime d'emploi : cette action n'a rien d'anodin).

Pour accélérer les éventuelles interventions, il paraît utile de placer ces moyens techniques en « boucle courte» avec le poste de commandement,

c'est-à-dire, de les rattacher directement à l'unité intervenante, en raison de la fugacité de la majorité de leurs objectifs.

Pour limiter la liberté d'action de la reconnaissance adverse, il peut être utile de miner ou dégrader les accès (angles morts) ou les sites privilégiés, à l'aide de pièges pyrotechniques éclairants (ils restent autorisés par la Convention d'Ottawa). L'emploi de capteurs abandonnés apporte un renseignement précis, sans risque, indécelable ou presque. Il a l'avantage de préserver les moyens, mais aussi, en limitant éventuellement le nombre de patrouilles, de rendre plus difficile l'analyse du dispositif par l'adversaire.

Les moyens lourds (chars) sont plus utilement réservés à la surveillance statique, celle essentiellement destinée à interdire à l'ennemi les axes d'approche les plus simples et évidents. Pour l'ennemi, la simple contrainte d'une manœuvre fine d'infiltration dégrade sensiblement sa capacité de collecte. À noter qu'à cet égard, les moyens d'observation de nuit et les optroniques thermiques devraient s'avérer redoutablement efficaces, le char posté depuis longtemps (donc, froid) étant largement à son avantage face à des véhicules ou du personnel en infiltration. De plus, l'imagerie thermique favorise la discrimination.

L'emploi d'hélicoptères est presque toujours inadapté à la contre-reconnaissance, essentiellement parce que l'appareil est repéré (au bruit) de bien plus loin qu'il ne peut lui-même déceler un objectif aussi fugace qu'une équipe à pied ou un véhicule isolé. L'immobilité reste une parade extrêmement efficace à l'observation aérienne. En revanche l'hélicoptère peut intervenir sur une cible déjà localisée et identifiée, par exemple en contribuant à une réduction de résistance isolée (appui feu, bouclage, hélitransport d'une unité de combat).

- **L'intervention**

En mouvement, le combat type est le combat de rencontre avec des unités légères, faiblement armées. Le canon, quelle que soit sa plate-forme, reste l'arme idéale. Il présente de surcroît l'avantage de limiter les effets collatéraux, ce qui en facilite l'emploi – le déclenchement immédiat du feu étant moins contraint.

Il y a aussi le cas de la fouille, qui, en termes de mode d'action, s'apparente tactiquement à la réduction de résistance isolée.

Un mode d'intervention immédiat, répondant à une alerte électronique par exemple, est *le tir indirect,* par l'artillerie (canons ou mortiers lourds). Pratiquées *au sein ou au voisinage immédiat du dispositif ami,* ces interventions posent un problème majeur qui est le *tir fratricide.* Cependant leur apport peut être déterminant, essentiellement pour des raisons de délais d'interventions : une émission suspecte, « traitée » séance tenante, peut donner le temps à un élément d'intervention de se rendre sur place (et incidemment, peut contribuer à la réduction de cet ennemi). Ne pas oublier à cet égard l'apport des *tirs éclairants.*

- **L'organisation-type**

L'organisation type pour la contre-reconnaissance est la suivante :

- un PC spécifique, prenant en compte la mission, sur une zone clairement délimitée, et responsable de tous mouvements et activités (logistiques en particulier) dans cette zone[4];
- une unité de manœuvre, dotée à la fois de moyens fixes et mobiles, responsable de la surveillance de la zone et des fouilles ;
- des moyens de tir indirect, soit par liaison en boucle courte, soit par affectation (élément d'artillerie rattaché) ;
- idéalement, des moyens de détection électroniques : radar pour les mouvements, radio-gonio pour les émissions, rattachés directement ou, au minimum, en liaison directe.

6.2.4. La contre-reconnaissance en tant que composante de la sauvegarde

Comme il a été dit plus haut, la contre-reconnaissance ne peut s'envisager sans une attitude adoptée par toutes les unités, quelle que soit leur mission du moment, attitude dont l'objet est de compliquer la tâche de l'adversaire. Nous allons donc évoquer la palette des actes que peut

pratiquer une unité, soit pour accroître les risques pesant sur la reconnaissance adverse, soit pour rendre caduc le renseignement obtenu à grande peine.

- **En mouvement**

Vers l'avant, la meilleure contre-reconnaissance est, tout simplement, une bonne reconnaissance. Encore faut-il que l'officier renseignement ait bien décrit la cible recherchée, ses points d'application possibles, les indices... Par exemple, si la reconnaissance *stricto sensu* s'intéresse prioritairement aux axes à livrer à l'échelon suivant, la contre-reconnaissance doit « peigner » les points à partir desquels ces axes et zones sont susceptibles d'être observés. Géographiquement, il n'y a pas correspondance exacte.

De plus, l'élément de reconnaissance doit préserver une capacité de manœuvre immédiate pour donner suite à un renseignement ou confirmer un indice. Normalement, un élément léger, immédiatement disponible, capable de suivre une trace suspecte dans un fourré. Ou encore, un élément pouvant raccompagner sur zone un civil qui a fait état d'un indice intéressant.

Vers l'arrière, il s'agit de se débarrasser des suiveurs (élément de la reconnaissance ennemie qui s'est camouflé à proximité d'un point de différentiation et qui a suivi le premier échelon).

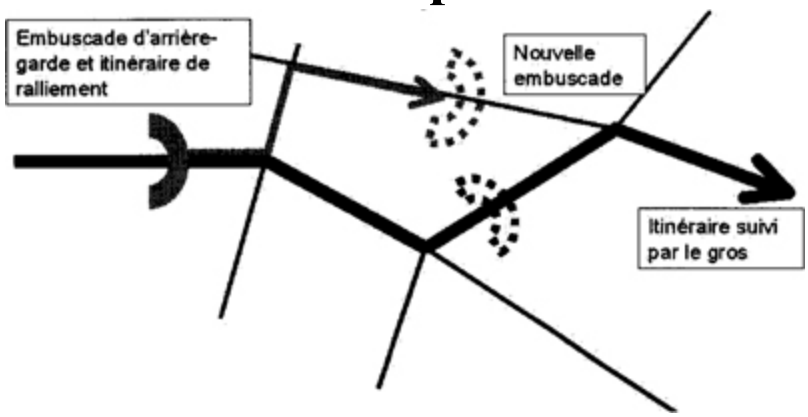
En permanence, le dernier élément d'une colonne reçoit la mission d'observer vers l'arrière.

À l'occasion, on utilise **le procédé de l'embuscade d'arrière-garde.** L'élément de tête, arrivé à vue du point considéré, fait volte-face et tend une embuscade. Il est traversé par le reste de l'unité, puis se retrouve, de fait, en arrière-garde. Cette embuscade est maintenue assez longtemps (une demi-heure à une heure) pour piéger un éventuel suiveur.

Pour revenir sur le « bon » itinéraire, alors qu'elle s'en est écartée au départ, elle devra marquer un nouveau changement de direction. Une nouvelle embuscade peut accrocher le poursuivant, rendu suspect par sa

précipitation et son changement de cap trop visiblement calqué sur l'arrière-garde.

Décrocher un poursuivant



La contre-reconnaissance au sein des populations

En contexte de « non-guerre ». très courant aujourd'hui, la discrimination du suiveur hostile au sein de gens parfaitement inoffensifs proscrit évidemment toute action de force. Il ne peut être question de tirer au moindre prétexte ! Pour autant, l'embuscade d'arrière-garde peut remplir le même usage, tout en faisant preuve de discernement (et de simple humanité). Ainsi, on peut se contenter de créer un embouteillage, éventuellement sous un prétexte fallacieux, comme un véhicule en panne, dont le traitement bloque l'itinéraire. On maintient le bouchon pendant une demi-heure ou une heure, le temps que l'unité à couvrir s'éloigne et que les carrefours suivants multiplient les destinations possibles. S'étant donné du large, l'élément d'arrière-garde n'a plus qu'à «régler le problème» (fictif) et rejoindre à vive allure, laissant ses poursuivants éventuels se dépêtrer de la confusion.

Il peut même utiliser la hâte du poursuivant éventuel pour obtenir la discrimination voulue : dix kilomètres plus loin, tendant une nouvelle embuscade, il pourra intercepter et interroger utilement le véhicule plein de civils mâles, d'âge militaire, manifestant une suspecte précipitation...

Le procédé du *check point* vient immédiatement à l'esprit pour réaliser ces opérations de filtrage-vérification[5].

- **Repérer les mobiles : l'arrêt soudain**

Prenons une unité qui vient de se poser. Ses suiveurs éventuels sont encore en mouvement et chercheront à prendre un dispositif de surveillance calqué sur leur objectif. La manière dont l'unité s'arrête peut contribuer à dévoiler les intrus.

Dans le dernier bond, chaque sous-unité tend une embuscade d'arrière-garde. Surtout, à une heure fixée, avant même que les derniers mouvements soient achevés, toute l'unité s'arrête et coupe les moteurs. Dans l'arrêt de tous les mobiles et le silence soudain, un bruit de moteur ou un mouvement repéré par radar sera *a priori* suspect. Ce procédé nécessite une discipline parfaite, mais peut s'avérer efficace aux petits échelons.

- **En stationnement**

**** Camoufler le véhicule : casser l'image***

Il est généralement présomptueux de croire qu'une unité un tant soit peu conséquente pourra « disparaître de l'écran radar » rien qu'en accumulant les branchages sur la plage avant des chars. Néanmoins, les mesures de camouflage les plus basiques compliquent sérieusement la tâche d'unités légères, en mouvement, qui peuvent rarement s'offrir le luxe d'un examen prolongé à partir d'observatoires idéaux (justement rendus infréquentables par une contre-reconnaissance active).

Le seul fait de garer un véhicule contre un mur neutralise 180° du panorama - c'est-à-dire, statistiquement, la moitié des observatoires théoriquement disponibles. Casser la forme du côté visible rend le véhicule méconnaissable à la plupart des observateurs, et en toute hypothèse, limite le danger d'une identification fugitive, « en passant ». En ville, le simple fait

de poser un panneau publicitaire ou un vieux frigo contre le flanc exposé d'un véhicule réduit de façon significative sa reconnaissance fortuite.

Il en est de même pour l'observation aérienne : un engin de combat dispose d'assez de surfaces supérieures et de points d'accrochage pour le rendre méconnaissable en employant judicieusement les nombreux débris ménagers présents dans une zone de combat urbain.

**** Camoufler l'unité : dissocier l'information***

Pour camoufler une unité en stationnement, outre le camouflage de ses engins, il faut penser à ses traces et à ses activités (mouvements logistiques notamment).

À cet égard, pour éviter toute pénétration accidentelle, on peut organiser l'accès à la zone de stationnement en caponnière, qui contraint à faire une manœuvre pour rentrer dans le dispositif. Cela donne du temps au dispositif de garde pour intercepter l'intrus, sans forcément dévoiler sa vraie nature. Par exemple, une simple chicane de contrôle est armée par du personnel n'appartenant pas à l'unité dont on veut masquer la présence.

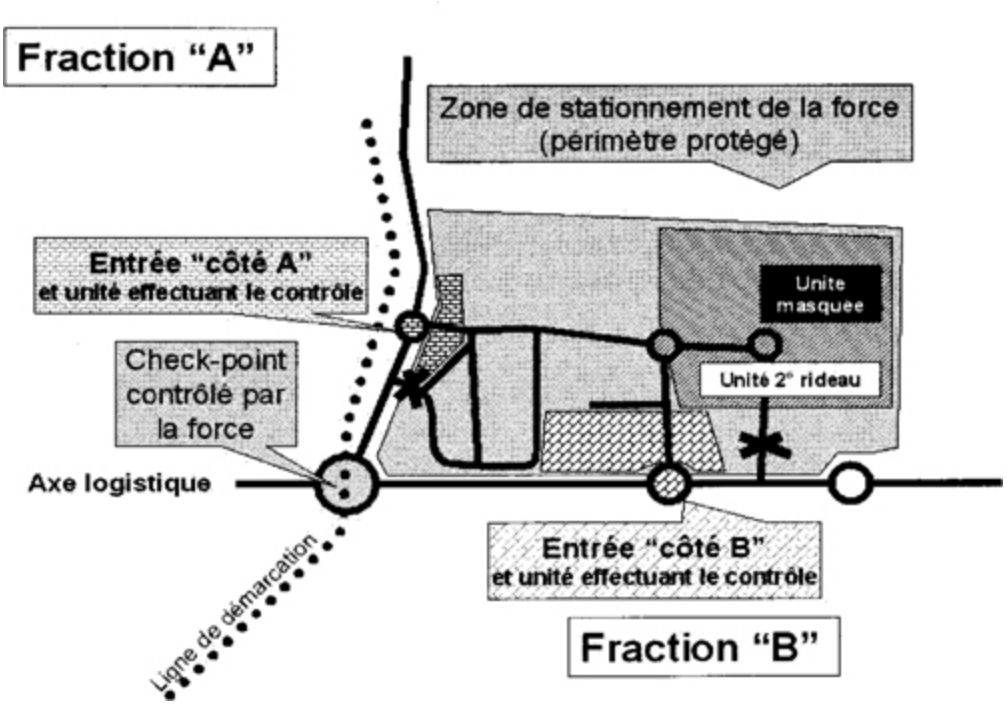
À titre d'illustration : comment utiliser un rond-point dans une zone industrielle où stationnent plusieurs unités. Une unité, toujours la même, assure le filtrage pour tout le rond-point. L'unité qu'on veut dissimuler en priorité n'est accessible qu'à travers une autre, et sa bretelle de sortie du rond-point est la moins susceptible d'être prise « par erreur ».

Néanmoins, la mesure la plus efficace joue d'une forme de cassure du renseignement : qu'une observation donnée ne livre pas toute l'information désirée. Ainsi, un stationnement d'unité peut dissocier les deux accès (entrée et sortie) en les plaçant dans deux compartiments de terrain différents. Le cas idéal, en ville, est le stationnement d'une unité dans un garage en sous-sol, utilisant l'entrée à partir d'une rue et la sortie dans une autre, de l'autre côté du pâté de maison par exemple. L'observation de l'entrée seule livre peu d'indications sur ce qui se passe à l'intérieur.

Ce cas de figure est d'autant plus utile quand notre unité est en interposition entre deux factions. Il est à prévoir que chacune fait le ménage chez elle (une forme de contre-reconnaissance à notre profit) et surveille notre unité. On peut donc présumer qu'aucune faction ne dispose de la totalité du renseignement sur nous : une a les entrées, l'autre a les sorties. La

durée de séjour d'une camion-citerne, par exemple, leur échappe, de même que le différentiel de chargement pour un bac souple, rempli d'eau, porté sur un plateau.

Si l'on veut doubler la distribution de carburant (en soi un renseignement significatif), le deuxième camion devrait rentrer par « l'autre porte ». Ainsi, pour le camp A, il y a une livraison routinière. Pour l'autre (B), il y a une livraison exceptionnelle. A ne saura donc pas que l'unité observée a doublé son approvisionnement du jour. Il n'est pas exclu non plus que B n'émettra aucune hypothèse sur la signification réelle d'une livraison exceptionnelle. En l'occurrence, le renseignement à dénier à l'observateur n'est pas la livraison de carburant, en soi, mais le fait que, ce jour-là, elle est doublée.



6.2.5. Accroître les risques encourus par l'adversaire

- **Repérer les mobiles : le procédé de la chèvre**

Autre procédé pour repérer les intrus : utiliser les opérations de logistique, les mouvements d'autorités ou les déplacements de sous-unités

comme chèvres. Il suffit que les mobiles transitent à travers des embuscades montées par les éléments sédentaires pour favoriser le contact avec les suiveurs indésirables.

Par exemple, un camion citerne, pour un capteur ennemi, signale un plein à effectuer. Suivre ce camion permettra de découvrir les unités (soit parce que le plein est prévu sur leur zone d'implantation, soit que les unités se présentent en un point central). Le capteur aura intérêt à s'accrocher à la citerne pour la laisser le guider sur son objectif. Il en est de même pour un véhicule de commandement ou de liaison isolé, en route, *a priori,* vers un PC installé.

Un élément de combat, placé en embuscade sur l'itinéraire emprunté par cette « chèvre » (la citerne, le véhicule PC, le véhicule d'autorité...) pourra au minimum s'assurer de ce qu'elle n'est pas suivie. Le cas échéant, pourra intercepter son suiveur importun.

- **Rendre caduc le renseignement : le changement de dispositif**

Un procédé extrêmement efficace de contre-reconnaissance, c'est le changement de dispositif. La caducité du renseignement est une mesure très efficiente de dégradation du réseau adverse. Devoir retrouver quelqu'un dont on a perdu la trace est une activité à risque face à un dispositif vigilant.

À cet effet, une unité en stationnement prolongé doit varianter son dispositif, par exemple en détachant des sous-unités qui prennent des positions temporaires, permettant de surveiller l'extérieur du périmètre. Ces sorties génèrent souvent de l'inquiétude chez l'observateur adverse, qui n'en comprend pas aisément la logique. De surcroît, s'il prépare une attaque, il doit sans cesse remanier son plan en conséquence. Le nouveau dispositif peut faire peser une menace directe sur l'approche envisagée, ou priver l'assaillant d'une partie de son objectif. En tout état de cause, le renseignement d'objectif - celui nécessaire à l'attaque - est caduc ou sérieusement dégradé.

Le changement de dispositif doit être systématiquement pratiqué par toute troupe isolée, sous pression, susceptible de se faire attaquer. Il y a des heures plus adaptées pour cela, généralement en début de nuit. La

manœuvre est préparée de jour, discrètement, à l'aide d'une reconnaissance du chef d'élément. Le mouvement lui-même est effectué après la nuit tombée, de préférence assorti d'une embuscade d'arrière-garde pour intercepter le suiveur importun. En l'occurrence, la nuit est propice à la détection de mobiles et à la présomption hostile en raison de la moindre activité humaine (notamment le bruit).

Ces mouvements ne mèneront pas forcément à la capture des intrus, mais ils induiront un doute permanent sur le degré de validité du renseignement transmis à un moment donné. On peut dire que ces actions ont pour objet de « faisander le renseignement ».

D'une façon générale, tous ces procédés de sauvegarde dégradent fortement le renseignement, même sans mener à des interceptions avérées. Un observateur averti, conscient de la vigilance de sa cible, sera beaucoup plus circonspect, et donc, moins efficace. Son rendement sera altéré. Reporté au niveau de son supérieur, c'est toute la manœuvre qui sera plus prudente, à cause de la crédibilité plus diffuse de l'information glanée. L'élément soumis à l'observation, s'il masque des composants critiques, s'il modifie son image de façon aléatoire, s'il rend plus dangereuse chaque action d'observation, induira le doute dans l'esprit de l'adversaire.

À défaut de priver l'ennemi de tout renseignement, une contre-reconnaissance active induit une mesure de doute.

---

1. César, dans *La Guerre des Gaules,* mentionne cinq attaques infructueuses de légions retranchées, en six années de campagne.

2. Définition réglementaire.

3. Si l'on insistait vraiment pour réactualiser les termes de mission pour les adapter aux « nouveaux contextes », on pourrait presque militer pour une modification à cette définition : « interdire à

l'ennemi *ou à celui qui se serait inopinément dévoilé comme tel... »*

4. En particulier *la discrimination AMI-ENI* impose de connaître *tous les mouvements,* sans quoi des interventions inutiles seraient déclenchées.

5. C'est aussi un procédé très couramment employé par les forces irrégulières habituellement rencontrées dans ce contexte. Le *check-point* est le moyen favori pour exercer une pression insidieuse sur la population ou sur les autres parties prenantes, pour pratiquer l'extorsion et toutes autres formes de prédation, d'une façon générale, pour affirmer son contrôle.

TRANSITION

LA DIALECTIQUE OFFENSIVE- DÉFENSIVE

DANS les chapitres qui vont suivre, nous allons appliquer les notions décrites précédemment à des cas que l'on peut affecter à deux contextes généraux : le contexte offensif, le contexte défensif.

Il ne faut surtout attribuer aucune valeur morale à l'un des contextes (l'offensive, c'est bien – la défensive, c'est nul). Beaucoup de guerres ont été gagnées grâce à une défensive bien menée.

En revanche, l'histoire démontre que, **quel que soit le contexte, la supériorité appartient à celui qui sait être agressif à bon escient.** Ce qui ne lui vaut pas systématiquement la victoire, mais qui la facilite, toutes choses étant égales par ailleurs.

Néanmoins, nombre de décideurs (ce n'est pas vrai qu'en guerre) préfèrent laisser le premier coup à l'autre camp (voir venir), comme s'ils s'effrayaient de la multiplicité des options possibles jusqu'à ce que le combat engagé éclaircisse le débat. Le chef qui doute de lui-même craint plus sa propre erreur que l'initiative laissée à l'ennemi, peut-être parce qu'il juge préférable de prendre le risque de laisser son adversaire se tromper avant lui. L'assaillant éprouve souvent cette crainte, qui n'est pas totalement irraisonnée dans la mesure où toute attaque est un déséquilibre, comparable à la fente avant de l'escrimeur, qu'un défenseur habile peut laisser s'empaler sur sa lame.

Offensive et défensive

L'offensive est la forme de guerre normalement menée par celui qui a l'initiative, ou celui qui veut la prendre. Elle suppose l'existence d'un but

positif, dans la terminologie de Clausewitz : morceau de territoire, accès à telle ressource, contrôle de telle population...

La défensive est généralement choisie par celui qui détient l'objet du contentieux, et qui se contenterait de le conserver. Clausewitz parle alors de but négatif : dénier à l'autre tel objectif.

Le cas le plus classique est la nation qui a une visée expansionniste et la supériorité des moyens (au moins en apparence), face à une autre nation qui détient le bien convoité mais ne prétend pas avoir la supériorité des moyens.

Exemple : Allemagne contre Pologne en 1939 (officiellement, pour le corridor de Dantzig).

Moins classique est le cas de deux nations voulant simultanément attaquer : France et Allemagne en 1914 ; la première, pour reprendre l'Alsace-Lorraine, la seconde, pour éliminer un concurrent et se libérer les mains au plus tôt pour faire face à l'est.

Il existe des cas où une nation disposerait, en toute logique, de la supériorité lui permettant d'envisager l'offensive, mais qui ne s'y résout pas – généralement, faute d'objectif valable, ou par crainte. Exemple : France face à l'Allemagne pendant la drôle de guerre (hiver 1939-1940).

Il y a des cas où une nation en situation d'infériorité manifeste nourrit de telles ambitions que, malgré tout, elle adopte l'offensive. Cas du Paraguay, déclenchant la terrible guerre du Chaco (1862-1870) contre le Brésil, l'Argentine, et l'Uruguay, rien de moins... On pourrait arguer de ce que Hitler choisissant de s'attaquer au monde entier ressortit de cette logique (ou absence de logique).

Le cas de deux nations dont aucune n'aurait d'objectif positif, et qui de surcroît se considéreraient simultanément en situation d'infériorité, n'existe pas... puisque ce ne serait pas la guerre.

Pour récapituler ces points :

- pour qu'il y ait guerre il faut qu'un camp au moins ait un objectif positif et donc, prenne une posture offensive. Reporté au niveau tactique, qui est le nôtre : pour qu'il y ait combat, il faut qu'un camp ait un objectif positif ;

- le cas de deux camps prenant simultanément la posture offensive est possible (cas de la France et de l'Allemagne en 1914). Moyennant quoi c'est le premier engagement qui détermine la posture ultérieure (qui prend la posture défensive, et qui l'offensive).

Supériorité de la défensive

C'est, au départ, une idée de Clausewitz : la défensive est intrinsèquement « plus forte » que l'offensive. Comme il l'écrit :

> « L'attaque est la forme la plus faible de guerre, et la défense sa forme la plus forte. » *(De la guerre,* Éditions de Minuit, 1995, p. 607)

Cette idée n'est pas exactement intuitive, puisque notre culture militaire occidentale prône une sorte de supériorité morale à l'esprit d'offensive[1].

L'explication est assez simple. Pour Clausewitz, le fait qu'un homme puisse se défendre face à deux ou trois, ou qu'inversement il faille deux ou trois hommes pour en attaquer un, signifie que « la défense est plus forte que l'attaque ».

Toujours concret, il donne d'autres explications. Par exemple, que le défenseur attend l'assaillant dans le confort et les certitudes d'une position préparée, alors que l'assaillant, harassé par l'approche, démuni de bivouac confortable, serait « comme l'oiseau sur la branche » dans le moment précédent le combat.

Enfin, et c'est plus subtil : dans toute attaque, il y a une forte composante de défense. Ne serait-ce que pendant les moments d'arrêt, les pauses opérationnelles, etc. L'attaquant, enfoncé en territoire ennemi, doit en permanence se préoccuper de la défense de ses lignes de communication.

En d'autres termes, l'assaillant est un défenseur qui s'ignore... Seule une faible partie de ses moyens et/ou de son temps est effectivement consacrée à l'attaque.

Alors que le défenseur établi sur sa position ne fait rien d'autre que son métier, en quelque sorte : il attend, il défend. La subtilité de cette idée se résume ainsi : *en défensive, toute minute est une minute qui sert à la*

défense, elle remplit son objet ; alors qu'en offensive, toute minute qui n 'est pas consacrée à l'attaque ne remplit pas son objet.

Autre illustration de la prégnance du TEMPS en guerre.

Une analyse statistique approfondie, menée sur 601 combats entre 1600 et 1973[2], fait pourtant apparaître que **le taux d'attrition de l'attaquant est généralement inférieur à celui subi par le défenseur** (au moins entre forces de niveau comparable). En fait, les *pertes échangées* sont souvent comparables. Mais du fait que le défenseur dispose de moins de forces que l'assaillant (la moyenne constatée est un rapport de force de deux contre un pour l'attaquant), subir des pertes comparables *en volume* ne signifie pas autre chose que : *il s'est proportionnellement affaibli plus que l'attaquant.*

Peut-on dès lors considérer que « la défense est plus forte que l'attaque » ?

Préparer son action, attendre son heure, décider de son engagement, bref, *jouir* de l'initiative (au sens plein du terme) est une forme de supériorité réelle. Elle a des conséquences très concrètes sur le combat.

---

1. C'est d'autant plus vrai de la culture militaire américaine, dominante aujourd'hui, qui n'est pas loin de s'apparenter à la doctrine française de 1913, tant décriée, de l'offensive à outrance. Après tout, dans les neuf *principles of war* reconnus par la doctrine américaine, le principe *d'offensive* existe, l'idée selon laquelle tout combat décisif est fondé sur une conception offensive – même la défense, laquelle, pour devenir décisive (en inversant le cours des choses) doit nécessairement intégrer une composante offensive (contre-attaque, généralement).

2. Trevor N. Dupuy, *Attrition : Forecasting Battle Casualties and Equipment Losses in Modern War,* Hero Books, Virginie, 1990. Les statistiques citées se trouvent au chapitre 6.

QUATRIÈME PARTIE

L'OFFENSIVE

LE plan retenu a pour objet :

- de revoir certaines notions de base, souvent méconnues ;
- de décrire quelques procédés, notamment dans leurs implications « mécaniques » ;
- de proposer quelques « coups », non comme autant de recettes à resservir à la première occasion, mais pour donner un exemple de « culture tactique » : un « fond de commerce » d'idées avec lesquelles chacun se sent familier.

Pour le praticien, ce fond de commerce doit être intériorisé et enrichi, à l'occasion de lectures historiques, de réflexions théoriques (dont la lecture des classiques), d'applications intellectuelles dans le cadre d'exercices (thèmes tactiques et exercices de PC).

Nous commencerons par réfléchir aux conséquences concrètes de la jouissance de l'initiative. Nous en viendrons ainsi au problème fondamental de l'assaillant : *comment faire,* tout simplement.

La cinématique générale de l'attaque mérite un développement, que le lecteur militaire trouvera sans doute redondant, mais qui peut éclairer le profane.

L'abordage de l'ennemi conditionne toujours le premier temps de l'attaque, et exerce une forte influence sur l'issue du combat : impact du renseignement, importance de l'orientation, énergie dispensée apporteront, à partir d'un éclairage « science de la guerre », quelques notions utiles pour « l'art de la guerre ».

L'attaque proprement dite se concrétise dans des actes élémentaires souvent décrits, mais qui méritent une « approche système ». Ce sera l'occasion d'un retour sur les notions géométriques de l'attaque (frontale, latérale, par infiltration).

L'attaque ayant réussi, nous étudierons brièvement ses suites : percée, exploitation, poursuite.

Toute cette discussion se sera appuyée sur des formes d'attaque assez standard, pour ne pas dire simples. Il y a d'autres procédés, plus subtils : l'embuscade, la feinte, le raid, l'interception, et enfin, une attaque dont la finalité est spécifique : la jonction.

Nous conclurons avec quelques « coups » offensifs, qui matérialiseront l'art tactique à un niveau supérieur, fondé sur la faute provoquée.

Tout comme au tennis, on marque des points de deux façons :

- par coup direct (lob, smash, passing shot...) ;
- par faute provoquée.

Cette classification nous servira dans l'étude des modes d'attaque : il y aura les coups directs, où l'assaillant joue de sa supériorité, et enfin, les fautes provoquées, où il joue de l'erreur du défenseur.

La partie suivante traitera du problème de l'adversaire : la défensive.

CHAPITRE 1

AVOIR L'INITIATIVE : CONSÉQUENCES CONCRÈTES

CLAUSEWITZ **: « La détermination de l'espace incombe à la défense, tandis que la détermination du temps incombe à l'attaque.** » Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie,* Economica, 2002, p. 366.

Beaufre : « Il en résulte là un phénomène nouveau qui est la **dissymétrie absolue de l'offensive et de la défensive** : celui qui attaque possède l'initiative et, par un plan préconçu, il peut développer sans délai une série de manœuvres, tandis que le défenseur, qui subit l'initiative de l'adversaire, ne peut réagir, même avec une grande mobilité, que lorsqu'il a connaissance des actions ennemies. Dès lors, l'escrime des partis opposés dépend étroitement du rapport des "agilités" des deux adversaires. Le phénomène que l'on a pu constater en France en 1940 s'est reproduit à une échelle agrandie en 1967 pendant la guerre des Six Jours, où chacune des trois batailles s'est trouvée en fait décidée dès le premier jour. » Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie,* Economica, 2002, p. 383.

1.1. JOUIR DE L'INITIATIVE

Dans le principe, l'assaillant est celui qui dispose de l'initiative. Au-delà de l'apparente platitude, regardons ce que signifie, **concrètement, « avoir l'initiative ».**

Pour commencer, c'est décider de l'heure de l'attaque.

Ce qui signifie qu'en attendant, l'assaillant peut parachever l'entraînement de ses forces, leur remise à niveau logistique, la

planification...

Les unités peuvent bénéficier d'une dernière douche, d'un dernier repas chaud, ranger leurs affaires, expédier une dernière lettre, prendre une sieste. Bref, l'ensemble de la troupe et de ses chefs est aussi frais qu'on peut l'imaginer[1].

Ensuite, c'est s'engager au moment préférentiel.

Par exemple, après une campagne aérienne préliminaire, **engager le combat lorsque les conditions souhaitées ont été remplies.** Attendre que le plan de déception ait déjà désorienté le défenseur, amené à prendre des contre-mesures qui ne feront qu'aggraver son cas. En pratique, l'assaillant calibre au mieux son rapport de force.

Il peut ainsi **reporter son attaque** si les circonstances ne s'y prêtent pas (ainsi pour Overlord, repoussé deux fois : de mai à juin, puis du 5 au 6 juin, en raison d'une météo défavorable). Alors que le défenseur, par définition, ne peut « repousser » l'heure de sa défense. Après tout, le premier critère de la liberté d'action, c'est quand même de ne combattre que si on le souhaite.

Enfin, ayant appliqué son effort sur l'endroit choisi, **l'assaillant prend le contact dans la configuration optimale.**

Sachant qu'il est celui qui bouge en premier, il a pu dégarnir certains secteurs secondaires au profit de l'effort ; il peut, le cas échéant, et à son heure, engager sa réserve puisqu'il n'aura pas à parer, au moins initialement, un coup ennemi.

L'ensemble de ses moyens étant déployé dans la configuration optimale, il peut appliquer au mieux sa force : tous les moyens de renseignement sont en place et ont acquis un premier lot de cibles, toute l'artillerie est à portée, toute l'aviation est disponible pour couvrir et accompagner son effort, toute la logistique est en place.

L'effet moral de l'attaque joue à plein : la dynamique de la victoire, tout simplement.

Lorsque son premier mouvement remporte le succès (c'est généralement le cas), ayant déséquilibré le défenseur, l'assaillant ne rencontre que des unités rameutées à la hâte, en limite de potentiel, fatiguées nerveusement, mal coordonnées avec leurs voisines.

On n'insistera jamais assez sur **l'importance du premier combat,** qui exerce une influence disproportionnée sur l'issue des guerres, tout au moins pour les nations qui ne disposent pas de profondeur stratégique (évidemment, le cas de la France)[2].

Une illustration très concrète :
où l'initiative se mesure en kilogrammes

En Afghanistan, depuis 2003 la coalition des forces gouvernementales et leurs alliés de l'OTAN est périodiquement confrontée à des « insurgés ». au cours d'attaques de convois et d'embuscades.

Le soldat occidental, membre de la coalition, porte un barda de *quarante à cinquante kilos.* comprenant son arme, le gilet pare-balles, le casque lourd, un harnais auquel sont attachés les munitions, la trousse de premiers secours, la radio, les piles, la lampe, une boussole, l'optique, ainsi qu'une musette avec une poche d'eau, des munitions supplémentaires, des vivres concentrés, etc.

Face à lui. l'insurgé voyage léger : à part son arme et un lot réduit de munitions, il emporte peut-être quelques fruits secs, un bidon d'eau, un téléphone portable.

Pourquoi un tel écart ?

L'observateur mal informé fil y en a hélas beaucoup) y voit la différence entre une armée habituée à l'abondance et une bande de va-nu-pieds formés à la dure. C'est faire peu de cas de l'effort parfois surhumain exigé du soldat occidental et de l'endurance requise pour porter, pendant des heures, un tel fardeau. Il est presque pervers de considérer que c'est par esprit de luxe que l'on s'équipe ainsi. Si le soldat occidental était tellement attaché à son confort matériel, il ne porterait pas tout cela...

Non. l'explication se réduit à un constat simple : localement, *l'insurgé a l'initiative du combat, son opposant de la coalition n'a pas l'initiative.* Du fait que l'insurgé déclenche le combat s'il le désire et qu'il le prolonge aussi longtemps que cela l'arrange, il n'a pas à emporter les quantités considérables de munitions que doit détenir celui qui risque de se Faire

acculer à un combat prolongé cl qui est susceptible d'être engagé n'importe quand – et *a priori* quand cela ne l'arrangera pas. Du fait que l'insurgé choisit son terrain et son heure, il peut se dispenser de porter une protection qui ajouterait quinze à vingt kilos à son poids, car le terrain dominant, un poste bien aménagé, un itinéraire de repli soigné pourvoiront dans une large mesure à sa protection balistique. Enfin, ne dépendant pas d'appuis lointains, complexes, dispendieux, il n'a pas besoin de moyens sophistiqués et pesants. Quand ses munitions sont épuisées, que la situation tourne à son désavantage, que la faim ou la soif le tenaillent, il n'éprouve guère de difficultés à rompre le combat et à s'évanouir dans la montagne, exploitant, justement, le surcroît de mobilité résultant de la légèreté de son équipement.

C e qui permet de déduire que **lu différence entre celui qui a l'initiative et celui qui ne l'a pas se compte effectivement en kilos.** Celui qui jouit de l'initiative n'emmène que les munitions dont il a besoin, l'eau et les vivres juste nécessaires, et revêt la protection balistique au dernier moment.

1.2. LES PROBLÈMES DE L'ASSAILLANT

1.2.1. Comment manœuvrer ?

Jouir de l'avantage ne suffit pas : il reste à le concrétiser. La mise en œuvre, évidemment, est autrement plus complexe. Paradoxalement, celui qui raisonne un problème tactique offensif est souvent perturbé par l'aspect massif et inerte de son adversaire. Comment manœuvrer une baleine échouée ?

Si l'attaquant bénéficie d'un rapport de force, ou de circonstances, qui ne laissent guère de doute sur l'issue de l'affaire, en dehors du cas d'incompétence monumentale ou de malchance calamiteuse, il lui suffit de programmer la saturation et la submersion de la position – et de consentir par avance les pertes qu'un défenseur moyennement capable et motivé ne manquera pas de lui infliger.

Dans un cas moins ouvertement favorable, et si notre attaquant est soucieux de la vie de ses hommes, du potentiel de combat de son unité (surtout *à l'issue du combat),* et de sa réputation, alors *il lui faut trouver la faille, et jouer fin.*

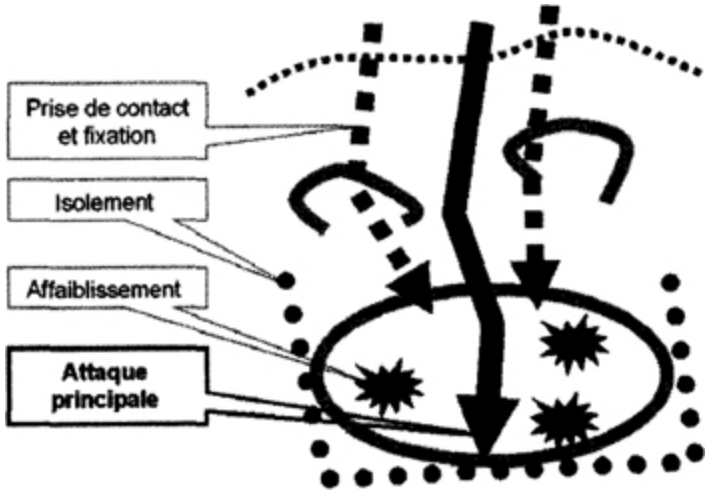
Nonobstant, il y a un enchaînement assez logique, statistiquement assez répandu, même si des artistes ou des circonstances particulières offrent – heureusement – à l'historien militaire une belle série de contre-exemples.

Pour se donner toutes les chances, il est prudent que l'assaillant s'inspire de l'enchaînement suivant :

- **acquisition du renseignement,** ne serait-ce que pour déterminer l'axe d'approche le plus favorable – on n'insistera jamais assez sur l'importance cruciale d'un renseignement de qualité fondé sur des hypothèses soigneusement élaborées et autant que possibles validées ou infirmées par le travail de collecte et d'analyse ;
- **prise de contact** avec l'unité à attaquer (qui suppose parfois une attaque préliminaire destinée à déchirer son rideau avancé) ;
- **fixation** de l'échelon attaqué, afin qu'il ne se dérobe pas aux coups qu'on a l'intention de lui porter, mais aussi pour restreindre sa capacité à manœuvrer ;
- **isolement de l'échelon attaqué,** afin d'interdire son renforcement (ce que l'on appelle généralement la couverture) ;
- **affaiblissement par des feux indirects ou des actions préliminaires ou indirectes** (feinte...) (ce que les historiens appellent souvent « ébrécher » ou « ramollir »). Pour des combats de grande ampleur ou d'une certaine durée (si l'on raisonne au niveau du théâtre, par exemple), l'affaiblissement moral de l'ennemi est aussi à rechercher (action psychologique, désinformation, déstabilisation, zizanie, etc.) ;
- enfin, **lancement de l'attaque principale** par un axe d'approche préalablement dégagé par l'attaque initiale. Cette attaque doit mener à la submersion ou à la pénétration du dispositif visé. Attention toutefois à ne pas lancer l'attaque principale à travers un couloir déjà emprunté par une attaque préliminaire : celle-ci laisse toujours dans son sillage une traînée de désorganisation très contagieuse. Cette erreur est à

l'origine de plusieurs échecs tactiques, que le rapport de force ne saurait justifier ;

- **réorganisation dans la foulée,** à mener dans l'urgence et avec la plus intraitable détermination. La fin d'une attaque victorieuse est un moment d'extrême vulnérabilité : c'est en général à ce moment précis que l'assaillant connaît une période de « relâchement », tout à fait comparable au relâchement musculaire après un effort violent. C'est le moment privilégié pour les contre-attaques. L'assaillant doit être préparé à cette éventualité ;
- **l'attaque ne peut être considérée achevée** (et si possible, victorieusement) que lorsque les dernières contre-attaques ont été repoussées ;
- l'attaque réussie offre une nouvelle possibilité à l'échelon supérieur, ce que l'on appelle **la relance.** En général, ce dernier attend l'échec d'une éventuelle contre-attaque pour relancer son action (en engageant un échelon frais, par exemple).



1.2.2. L'articulation

Ayant vu le déroulement type d'une attaque, revenons brièvement à l'articulation de la force.

Il est prudent de configurer sa force (hors renseignement, sûreté, etc.) en deux échelons :

- **un échelon d'attaque initiale,** destiné à détruire, écarter ou rejeter le rideau de sûreté ennemi, pour prendre contact avec la défense principale ;
- **un échelon d'attaque principale,** échelonné, c'est-à-dire conservé en arrière d'un carrefour de variantement, et libre de sa manœuvre.

En général, pour une attaque à la bonne pointure, la proportion s'établit aux alentours de 1/3-2/3. Cet échelonnement est indépendant de la forme d'attaque : dans la foulée, ou préparée.

On voit ici tout l'intérêt de la notion d'échelonnement.

On lira avec profit à ce sujet l'excellent opuscule *Les Trente-six stratagèmes,* réunis par François Kircher. L'art militaire chinois préconise une force articulée ainsi, 1/3-2/3, qu'il dénomme « force *zheng* » et « force *ji* », la première pour préparer, la seconde pour exécuter.

> Sun Tsu : « Les forces *zheng* engagent le combat. Les troupes *ji* emportent la décision. » Ce que Cao Cao commente ainsi : « Les forces *zheng* frappent d'abord, les forces *ji* viennent ensuite. Les forces *zheng* frappent de front, les forces *ji* attaquent sur les flancs. » François Kircher (traduction), *Les Trente-six stratagèmes,* Payot-Rivages, 1995, p. 65.

Incidemment, nouvelle illustration de la notion d'invariant dans l'art de la guerre, survivant à toutes les évolutions technologiques ou tactiques ! Les références historiques, en l'occurrence, remontent au VI^{e} siècle avant J.-C.

1.2.3. Le relâchement post-attaque victorieuse

C'est une constante méconnue de la guerre, pourtant constatée à travers tous les âges, sur tous les théâtres. Le praticien doit garder le phénomène en mémoire tout au long de ses études (et *a fortiori* s'il lui est donné de commander un assaut...).

Le grand historien Delbrück mentionne que Frédéric II lui-même a dit « qu'une armée n'est jamais moins bien disposée à combattre immédiatement qu'après la victoire. Chaque homme est tout retourné de joie, la masse est ravie d'avoir échappé au danger extrême auquel chacun était exposé, et aucun n'est pressé de s'y frotter de sitôt»[3]. (Encore un fait de la guerre qui perdure à travers les âges.)

Mettons-nous « dans la peau » de l'assaillant.

Il s'est préparé, moralement, physiquement, intellectuellement, matériellement, à son heure de vérité.

Il a observé, ou entendu, tous les prolégomènes de son action : la mise en place des moyens, la dégelée d'artillerie, la nuée d'avions... Lui-même a fait mouvement, par petits bonds, pour se rapprocher de son objectif, notant au passage l'extrême confusion des unités entremêlées, la masse s'ébranlant vers l'avant, les flots de blessés ou de prisonniers remontant vers l'arrière, les estafettes et divers observateurs s'agitant de tous côtés.

Il a peut-être marqué une brève pause, derrière un masque, pour observer, de ses yeux ou à la lunette, la position à attaquer, ainsi que le glacis qu'il va bientôt franchir, dans le rugissement du moteur de son char ou au pas le plus vif que lui autorisera un barda de trente-cinq kilos.

Devant lui, un paroxysme d'explosions a signalé l'assaut proche.

Lorsque l'ordre « à l'assaut » est venu, sans regarder en arrière, il est entré dans « le cercle de la mort et du feu » décrit par Ardant du Picq. Entièrement focalisé sur sa propre action, il n'a prêté qu'une attention distraite à ses voisins, ses camarades, qui s'empressaient à ses côtés. Quelques éclairs fulgurants, des explosions sèches, des cris ou des signaux à la radio lui ont appris que certains d'entre eux avaient été moins chanceux que lui.

Dès qu'il a vu un mouvement fugitif à portée de son arme, il a déclenché le tir, provoquant des bouffées de lumière et de poussière devant lui, mêlées au chaos causé par ses frères d'arme. Le vacarme est devenu assourdissant, de même que l'âcre odeur de la poudre, le claquement sec de la culasse qui se referme, le chuintement des gaz d'extraction et le tintinnabulement des douilles éjectées.

Il n'a pas eu le temps de comprendre qu'il était dans la place, mais il a été frappé par un très fort sentiment de confusion intégrale, de tumulte de tous les sens : terrain bouleversé, crevassé, retourné, brume de poussière, fumée des explosions et des incendies, et partout, des corps et des carcasses de véhicules, des débris, des objets rendus impossibles à identifier suite à la tornade. Son unique souci a été de s'orienter, de progresser dans la direction voulue, d'éliminer tout ce qui lui faisait obstacle, en essayant de ne pas tirer sur ses camarades.

Et d'un coup, il a eu le sentiment que c'était fini.

De l'autre côté de la petite crête, il a découvert un terrain moins dévasté, une densité moindre de destruction, une visibilité soudainement tolérable. Il a rapidement pris ses repères, s'est placé par rapport à ses camarades ou aux autres chars, il a perçu un tout autre ton à la radio, l'euphorie noyant l'insupportable tension des communications précédentes.

Sa première pensée a été : « Je suis vivant et intact ». Il a appelé ses camarades, ou ses équipiers, avant de rendre compte.

Après la vague d'euphorie, il a vécu le besoin pressant de parler, d'échanger. Sous prétexte de coordonner son action, de rendre compte, de faire le bilan, d'améliorer le dispositif, il s'est surtout occupé de dissiper l'extrême pression psychologique qui est retombée de ses épaules comme on pose un sac à terre.

Très rapidement, il a voulu comprendre ce qui s'était passé, puis il a voulu en garder un souvenir. Il est sorti de sa tourelle, ou il a parcouru la position, congratulant ses camarades survivants, prenant des nouvelles des uns et des autres. C'est le moment où le choc émotionnel – le traumatisme du combat – s'est brièvement emparé de lui. Pour se défouler, il a cherché une activité, n'importe quoi, qui soulage son besoin vital de *faire* : il s'est occupé d'un blessé, ou a rassemblé les prisonniers, ou a fouillé la position à la recherche de prises de guerre (des souvenirs, en fait).

Quittons notre héros, pour faire le bilan de son unité :

- elle a perdu 10 % de ses moyens lors de l'approche (perdu, en panne, détourné sur autre chose de façon inopinée) – c'est classique ;
- le combat proprement dit lui a coûté 20 % de pertes, entre les morts, les blessés, les disparus, les engins endommagés ou détruits ;

- la moitié de ce qui reste est consommée, justement, dans le traitement de ces scories laissées par le combat ;
- ne reste donc, au mieux, qu'un tiers de l'effectif initialement engagé, qui avait quitté la zone d'attente, à peine une heure avant (mais pour notre homme, c'était quelques minutes, ou une éternité, il ne sait plus, il a perdu la notion du temps) ;
- et encore, ce tiers restant, même s'il est resté « en main », comme on dit dans la cavalerie, est lui-même perturbé par l'ambiance de désorganisation, de chacun pour soi et tous pour tout le monde, le manque de repères géographiques, les ordres et comptes-rendus qui tombent en saccade.

C'est un fait historiquement constaté : dans le moment qui suit une attaque victorieuse, l'immense majorité des unités ne vaut *qu'un tiers* —au mieux – de son potentiel théorique. Même si l'attaque ne lui a pas valu de pertes sensibles.

Ce moment d'euphorie et de désorganisation est particulièrement propice à l'action déterminée d'une troupe fraîche, rameutée pour l'occasion, qui, elle, sait où elle est, où elle va, et pourquoi. D'autant plus que la maigreur de ses effectifs, paradoxalement, s'avère être un avantage en termes de coordination et de commandement.

Voilà ce qui explique qu'avec constance, dans toutes les guerres, une contre-attaque immédiate – c'est généralement le moment le plus opportun – a repoussé un effectif théoriquement trois fois supérieur. La clef est dans ce mot : *théorique.* Car à l'issue d'un combat offensif, il y a presque forcément une attrition considérable subie par l'assaillant, surtout s'il est naïf ou mal commandé. La perte de concentration, d'attention, est **une attrition** qui, pour être immatérielle et fugace, n'en est pas moins très réelle.

Il n'y a qu'une chose à retenir de cette flambée de poésie : dès la fin de l'attaque, le chef doit faire preuve de la plus implacable détermination pour reprendre en main sa troupe et redresser le rapport de force en sa faveur. Il doit jeter un dispositif, forcer toutes les énergies à se tendre vers la prise d'une posture défensive solide, et surtout, préparer mentalement son unité à livrer un autre combat, à très bref délai, et avec les moyens du moment.

Ce n'est qu'une demi-heure ou une heure après, quand la fenêtre d'opportunité sera passée (pour l'ennemi) qu'il pourra se relâcher et goûter les fruits de sa victoire... ou repartir vers l'avant, pour en chercher une autre.

1.3. L'ATTAQUE : DÉFINITION

Revenons à la définition.

Attaquer, c'est « l'acte essentiel de la manœuvre offensive visant par la combinaison du feu et du mouvement, soit à détruire un ennemi déterminé soit à le chasser des zones qu'il occupe en lui infligeant le plus de pertes possibles ».

Quelques remarques :

- comme nous l'avons vu, il est exceptionnel que le feu seul assure la destruction d'un élément installé et correctement commandé. D'une façon générale, c'est bien « la combinaison du feu et du mouvement » qui assure la destruction ;
- cette « combinaison du feu et du mouvement » doit s'appuyer sur un épais catalogue d'idées tactiques, et pas sur quelques recettes éculées. Nous avons vu, par exemple, dans la partie « tactique générale », que les feux indirects n'étaient pas uniquement à base d'artillerie, mais pouvaient aussi prendre des formes non létales (guerre électronique), ou que des feux d'artillerie pouvaient avoir d'autres effets recherchés que la traditionnelle destruction-neutralisation. Ainsi, l'artillerie peut feindre, provoquer, masquer... ;
- l'attaque est portée contre un ennemi et pas contre un terrain. S'emparer d'un morceau de terrain n'a guère d'intérêt si l'ennemi exerce une pression, ou une menace, qui rendent inutile l'occupation du terrain conquis. C'est spectaculairement vrai des « petits » combats d'aujourd'hui.

En reportant l'attaque au niveau supérieur, on distingue les trois phases essentielles :

- la pénétration, à l'issue de laquelle l'attaque atteint les arrières de la première ligne ;
- la percée, lorsque l'attaque a dépassé le premier échelon ennemi, et, en général, atteint les déploiements d'artillerie, la zone des réserves, de PC, les premiers déploiements logistiques, etc. ;
- l'exploitation, lorsque l'attaque se porte contre le deuxième échelon ennemi, voire au delà.

L'attaque peut réussir par attrition infligée à l'adversaire (l'usure, la guerre méthodique), par la pénétration et la destruction de son dispositif, par la suppression de sa cohérence interne, dans un phénomène comparable à la décémentation de l'acier (la *blitzkrieg)*. En théorie, l'attaque la plus économe, à résultat égal, est à préférer.

L'offensive peut avoir aussi pour objet la constriction de l'adversaire, dans le sens qu'y donnent les herpétologistes : chaque succès local sert à resserrer l'étau, jusqu'à que l'ennemi soit complètement camisolé, alors même qu'il n'a pas combattu avec tous ses moyens (le sort réservé par Hannibal à l'armée romaine à Cannes, le 2 août 216 av. J.-C.).

1.4. LES ACTES ÉLÉMENTAIRES CARACTÉRISTIQUES DE L'ATTAQUE

1.4.1. Réduire (une résistance, une position)

Il s'agit de « mettre hors de combat un élément ennemi après l'avoir repéré, identifié et localisé. »

La réduction de résistance ou de position est un acte des plus courants dans un combat offensif, à tel point qu'on pourrait dire que la manœuvre consiste à aller d'une réduction à l'autre...

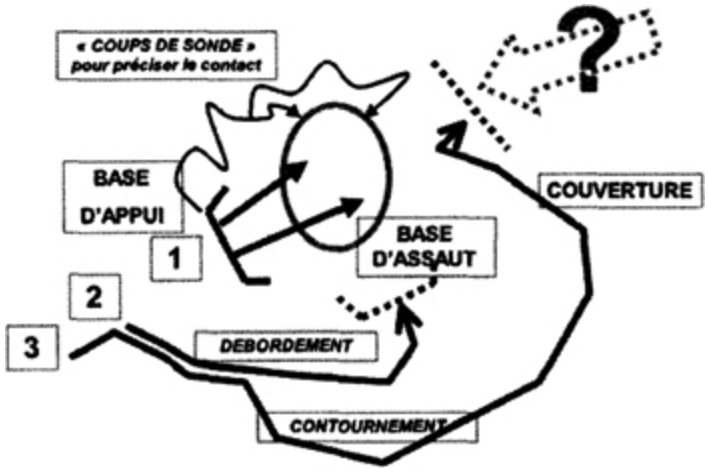
Néanmoins cette définition fait référence à un combat bien défini : un ennemi « repéré, identifié et localisé », considéré statique —nonobstant ses manœuvres internes –, sera attaqué sur sa position.

D'une façon générale, la réduction d'une résistance est une pièce en trois actes :

- préciser le contact, fixer ou neutraliser, mettre en place un élément d'assaut, se couvrir face à une réaction ennemie (temps 1) ;
- appuyer (souvent redoublement de feu depuis la position de fixation ou de neutralisation), donner l'assaut, maintenir la couverture (temps 2) ;
- la position étant conquise, se réorganiser, s'installer en défense temporaire (temps 3) ;
- le cas échéant, repousser les contre-attaques (éventuel).

Ce n'est que lorsque les éventuelles contre-attaques ont été repoussées que la résistance peut être déclarée « réduite », et la position conquise.

En voici un schéma-type, directement inspiré des règlements tactiques français. Les trois numéros font référence aux trois sous-unités à l'échelon considéré.

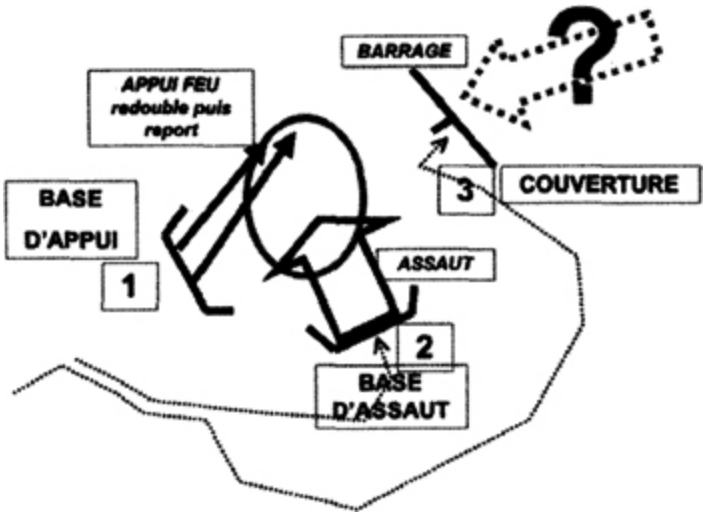


L'élément 1 a pris contact, et fixe ou neutralise la résistance. Simultanément, il cherche à préciser le contact, par des coups de sonde sur le périmètre de la position.

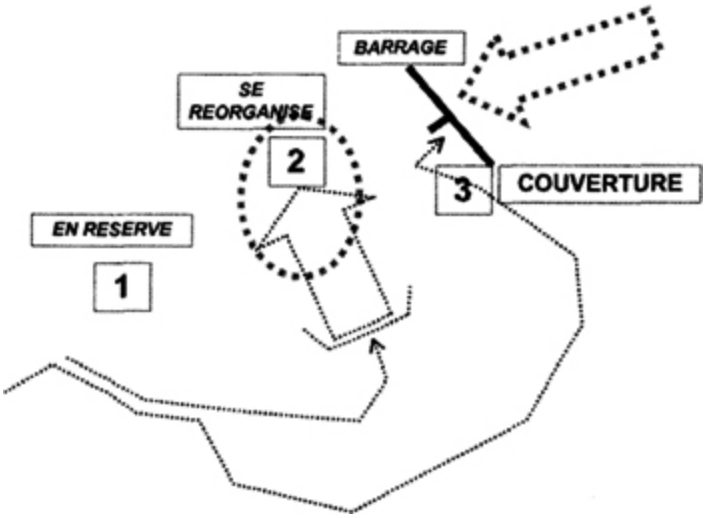
L'élément 2 déborde (mouvement latéral hors des vues et feux de l'ennemi, autant que possible) et vient occuper sa base d'assaut.

L'élément 3 contourne l'ensemble du compartiment de terrain pour s'établir en coup d'arrêt face à la direction d'où pourraient venir des renforts ennemis (action de couverture). À noter que 3, dans le dos de l'ennemi à

réduire, contribue aussi à son investissement. Vient l'attaque proprement dite (temps 2 de la manœuvre).



L'élément 1 redouble ses tirs puis effectue un report, pour ne pas gêner le mouvement de 2. A noter que le tir peut aussi consister en un feu indirect. L'élément 2 débouche (il émerge en formation de combat de son masque) et aborde la position, de préférence par un angle mort ou moins vigoureusement battu (c'est la raison du débordement : aborder par la « façade aveugle », autant que possible).



L'élément 3 reste en défensive, et bloque toute tentative de renforcement, mais aussi de fuite, de l'ennemi.

L'élément 2 mène le combat sur la position, détruit l'ennemi et se réorganise. Il doit absolument prendre un dispositif défensif face à une éventuelle contre-attaque.

L'élément 1, passé de fait en deuxième échelon, est devenu la réserve, et peut, soit relancer le mouvement vers l'avant (par exemple, en rejoignant l'élément 3), soit renforcer l'élément 2 sur la position conquise, soit l'assister dans sa réorganisation (par exemple en s'occupant des blessés et prisonniers).

D'une façon générale, le triptyque FIXER/APPUYER – DÉBORDER/ DÉTRUIRE – CONTOURNER/COUVRIR se retrouve dans tous les combats, et à tous les échelons. Le schéma ci-dessus peut se lire pour une section d'infanterie à l'instruction sur le camp du Larzac, tout autant que pour la destruction de la VI^{e} Armée allemande à Stalingrad.

1.4.2. S'emparer d'un point

La conquête d'une position est souvent synonyme de la réduction de l'ennemi qui l'occupe. Si l'effet terrain semble privilégié dans cette définition, il ne faut pas s'y tromper : l'ennemi est la cible, pas telle coordonnée cartographique. Pour s'emparer d'un point (« S'assurer de la possession d'un point ou d'une zone en détruisant, en capturant ou en chassant l'ennemi qui peut l'occuper »), il est important de raisonner la destruction de l'ennemi susceptible de s'opposer à ma « propriété » du point.

Cela est implicite dans le terme de « l'ennemi qui *peut* l'occuper ».

La question n'est pas neutre. Ainsi, les armées allemandes, sous les ordres de Falkenhayn, ont attaqué Verdun le 21 février 1916, non pas pour s'emparer de Verdun et réduire le saillant qu'il représentait, mais bien pour attirer l'armée française sous le hachoir.

L'armée française est tombée dans le piège (« Ils ne passeront pas »), transformant Verdun en épreuve de volonté. Il ne s'agit pas de prétendre ici que la chute de Verdun eût été une simple anecdote dans la Grande Guerre,

mais plutôt de relever que, *même dans un cas aussi emblématique que Verdun,* le lieu en lui-même n'était pas le déterminant de la bataille !

Les Allemands voulaient contraindre les Français à un combat sur une position désavantageuse. Il leur fallait un saillant et des défenses amoindries. Verdun ou ailleurs...

À rapprocher de « Conquérir » : « Arracher à l'ennemi un objectif terrain au moyen d'une attaque. Cette mission suppose une résistance ennemie probable. »

---

1. Pour comprendre tout l'intérêt du temps maîtrisé dans le cadre de la préparation mentale, imaginons un bref instant qu'une finale du championnat du monde de foot soit décidée pour le lieu (tel stade immense) mais qu'un des entraîneurs en ignore la date...

2. En 1986, deux chercheurs américains, Charles E. Heller et William A. Stofft, ont dirigé la rédaction d'un ouvrage très instructif: *America's First Battles, 1776-1965,* University Press of Kansas, 1986. Sur dix «ouvertures », cinq ont été déficientes (pas forcément des défaites). Heureusement, aucune de ces mauvaises entrées en matière n'a eu de conséquence dramatique, puisque l'Amérique a gagné toutes ses guerres en dehors de la dernière de celles étudiées (la guerre du Vietnam). En dehors d'une puissance du rang de l'Amérique, ou capable de se retrancher comme la Grande-Bretagne, peu de nations peuvent considérer qu'une défaite en guise d'entrée en matière est de peu de conséquence... Ironie : pour la guerre américaine du Vietnam, le premier combat est une victoire indiscutée – bien que très chèrement payée. Il oppose la 1st Cavalry Division, une unité aéromobile d'un type nouveau, à trois régiments nord-vietnamiens, dans la vallée du la Drang, du 18 octobre au 24 novembre 1965. Le combat emblématique, quasi désespéré, de Landing Zone X-Ray oppose un bataillon américain à un régiment nord-vietnamien pendant deux jours (14-16 novembre). Inséré presque par mégarde au beau milieu du dispositif ennemi, le bataillon ne doit sa survie qu'à l'énormité de l'appui feu aérien et d'artillerie qui décime les vagues assaillantes. Ce bataillon subit des pertes considérables : 79 morts et 121 blessés, soit plus du tiers de son effectif. Il semble avoir tué 600 Vietnamiens et blessé ou tué 1 200 autres. Voir Heller et Stoff, *America 's First Battles* (University Press of Kansas, 1986).

3. Cité dans le quatrième des tomes de Delbrück, traduction anglaise « *The Art of War : The Dawn of Modern Warfare* », University of Nebraska Press, 1985, p. 304.

CHAPITRE 2

CINÉMATIQUE GÉNÉRALE DE L'ATTAQUE

2.1. IMPORTANCE DE L'APPROCHE (RAPPEL)

LA notion de contact a déjà été traitée. Néanmoins, un bref rappel s'impose, pour mieux nous replacer dans la dynamique de l'action offensive.

Pour établir le contact entre deux forces initialement distantes, on effectue un mouvement en sûreté, c'est-à-dire dans une configuration permettant le combat immédiat et limitant la possibilité de surprise. La doctrine française distingue conventionnellement deux cas :

- pour un « petit élément », le mot correct est « approche » ;
- pour une unité plus conséquente, on parle de « reconnaissance offensive ». Celle-ci est une « Action de combat destinée à neutraliser les éléments de sûreté adverse et préciser le dispositif qu'ils couvrent afin d'en préparer l'attaque ».

Cette dernière définition est importante en ce qu'elle exige un contact précis et affirmé. Il ne s'agit pas seulement de signaler une vague patrouille à un carrefour, mais bien d'écarter le rideau des sûretés adverses pour prendre contact avec le gros.

On peut regrouper ces termes sous le vocable « aborder », dont voici la définition tirée du dictionnaire : « Commencer à traiter une question, entreprendre » (Robert). Car c'est exactement de cela qu'il s'agit !

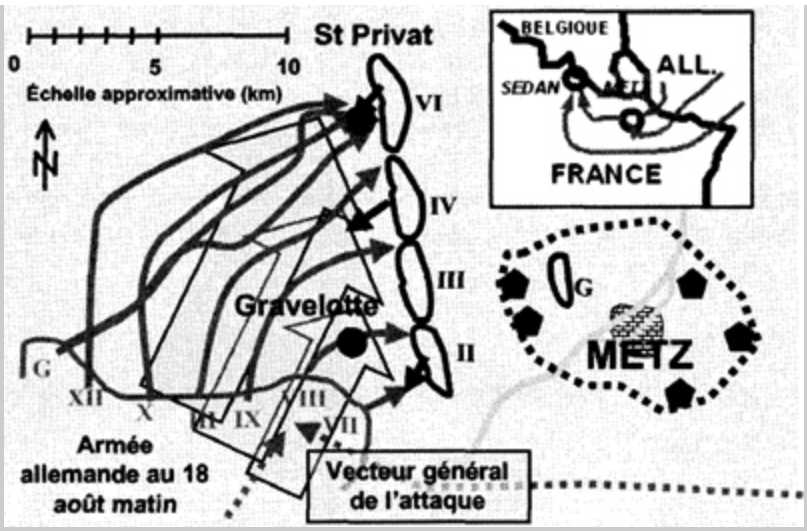
L'approche a pour objet de commencer à « entreprendre » son ennemi. Presque au sens romantique du terme.

D'une façon générale, l'approche (l'abordage) de l'ennemi a souvent conditionné la bataille, et au minimum, son premier temps. Il y a des généraux qui se sont remis d'un abordage désastreux, mais ils sont bien moins nombreux que ceux qui ont triomphé grâce à un abordage bien conduit. L'approche est autant que possible orientée par la découverte préalable, qui est une mission exclusivement de renseignement.

Il y a deux missions indissociables de la notion d'APPROCHE, justement parce qu'elles cherchent à établir le contact. Il s ' a g i t des missions ÉCLAIRER et RECONNAÎTRE, évoquées dans le chapitre consacré aux missions de renseignement.

Une approche hasardeuse sans reconnaissance :
la surprise de Gravelotte, 18 août 1870

La campagne de 1870 illustre, de façon saisissante, les risques encourus par une armée qui cherche activement l'abordage mais qui ne se préoccupe pas d'acquérir le renseignement. Le cas le plus patent, celui qui aurait dû valoir un désastre à von Moltke. c'est Gravelotte-St Privat (18 août 1870), où une armée complète défile devant une armée installée, sans seulement se douter de sa présence, *a fortiori* sans connaître son dispositif. C'est fortuitement que le coin s'enfonce dans la ligne française et que. corps d'armée après corps d'armée, les deux masses en viennent au contact généralisé. Il a fallu toute l'impéritie d'un Bazaine et le manque d'initiative de chacun de ses subordonnés pour qu'une entrée en matière aussi gravement incompétente ne se transforme pas en cuisante déconvenue. La preuve en est, *a posteriori,* qu'à défaut de défaite, cette bataille a été un massacre pour les Allemands.



Foch démontre que les ordres de von Moltke amenaient ses subordonnés. dans les faits, à se préoccuper de l'éclairage (précéder la troupe en marche pour l'avertir d'un contact imminent) plutôt que de la reconnaissance (localiser l'ennemi et, l'ayant fait, déterminer son dispositif en écartant le rideau de ses sûretés). Jamais son abondante cavalerie n'a reçu de mission autonome (« Trouvez l'ennemi et amenez-moi à lui »), et jamais elle n'a été renforcée du peu d'infanterie qui eût été nécessaire à un petit combat de pénétration, ou à une action temporaire de fixation, le temps que le gros puisse s'engager.

Le combat de reconnaissance a pour objet de renseigner avec précision l'assaillant, c'est-à-dire avec la précision nécessaire pour que l'engagement de l'effort porte là où il obtiendra, à moindre coût et/ou au plus vite, les résultats attendus. Cela implique, presque toujours, de déchirer le voile de sûreté qui entoure la force visée, afin que la reconnaissance puisse localiser et suivre la masse de manœuvre adverse.

Il est préférable de confier ce combat à une unité autonome, pour deux raisons :

- elle agira au mieux, à son niveau, si elle n'a pas à se préoccuper outre mesure du gros qui la suit ;
- **son combat sera moins « marquant** », en ce sens qu'il dévoilera une moindre part de l'idée de manœuvre de l'échelon supérieur.

2.2. LE RYTHME DE L'ATTAQUE

Notre conception fondamentale de la guerre est partie de la maîtrise du temps. C'est par elle que nous abordons la notion d'énergie, au sens militaire du terme, puisqu'elle permet de théoriser une relation entre la masse (la force) et son vecteur d'application (une composante de sa direction et de sa vitesse).

En mécanique simple, l'énergie est un produit de la masse par le carré de la vitesse ($e = ½mv^2$). En exploitant un tant soit peu abusivement ce qui n'est qu'une analogie, retenons cette idée force : l'énergie, la PUISSANCE d'une attaque dépend certes de la MASSE de l'assaillant, mais encore plus - au carré - de sa VITESSE.

En termes tactiques, la **masse** est le volume de forces, leur degré de synergie, etc.

La **vitesse** n'est pas tant la vitesse sur le terrain - vitesse de progression par exemple - que la vitesse d'exécution, la réactivité, la flexibilité. C'est cette forme de vitesse, une forme supérieure de vitesse, qui multiplie les probabilités de succès.

Cette vitesse-là est celle de l'escrimeur : non pas célérité sur la piste, vitesse longitudinale, mais vitesse d'exécution, de réaction, d'anticipation. **Il s'agit de la vitesse réflexe.** C'est cette forme de vitesse que doit privilégier le chef, par l'entraînement de sa troupe et une meilleure connaissance réciproque au sein de toute la hiérarchie. Cette connaissance réciproque encourage l'initiative aux bas échelons, qui est le plus sûr moyen d'aller vite, car nous parlons alors - toujours en pensant à l'escrimeur - d'acte réflexe et non plus de geste réfléchi.

Une doctrine bien établie, comme l'était celle des Soviétiques, qui privilégiait l'acte réflexe sur la réflexion méthodique (la planification élaborée) apportait une vitesse d'exécution sans pareil. D'ailleurs, il est frappant de constater combien les centres d'entraînement au combat, qui alignent des ennemis professionnels (les OPFOR ou FORAD) dont la doctrine est empruntée à celle des Soviétiques, voient leurs meilleures

troupes subir des déconvenues grossières. Tout simplement parce que cet ennemi applique une doctrine qui privilégie l'acte réflexe.

Pour autant, il ne s'agit nullement de chercher la vitesse en soi et pour soi, mais le contretemps, la syncope, comme il a déjà été dit. L'assaillant cherche à libérer son énergie au moment le plus propice, ce qui peut se concevoir dans une accélération permanente (prendre l'ennemi de vitesse), mais aussi à l'issue d'un temps d'attente.

2.2.1. Idée générale

Considérons la défense comme un seuil d'inertie à franchir par l'application de l'énergie.

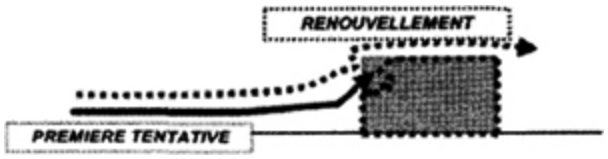
La première forme, celle qui vient spontanément à l'esprit d'un esprit occidental, c'est la **percussion.** Dans son application militaire, il s'agit d'accumuler l'énergie (par compression du dispositif et accumulation du potentiel sous forme d'appuis) puis de la libérer contre l'obstacle, en visant la pénétration de vive force ou la submersion. C'est sous ce chapitre que nous verrons l'attaque en force et l'attaque dans la foulée. Dans le premier cas, l'accumulation (l'effet de masse) est privilégiée sur la vitesse. Lorsque les conditions de supériorité requise sont réunies, l'attaque est lancée. En théorie, elle dispose d'emblée de l'énergie nécessaire pour vaincre l'inertie qui lui est opposée.

ATTAQUE EN FORCE

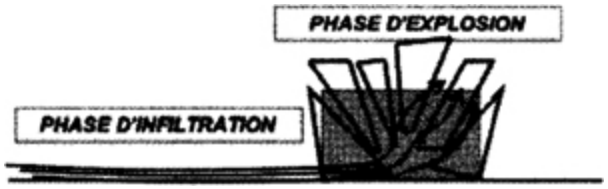
Dans le second - l'attaque dans la foulée - la vitesse est préférée à la masse. Sans attendre l'accumulation de moyens, qui imposerait une pause fatale à la lancée que l'on veut préserver, le premier échelon s'engage. Dans

le meilleur des cas, cela suffit. Dans le cas contraire, on recommence avec l'échelon suivant.

À noter que cette attaque redoublée n'emprunte pas l'axe de la tentative initiale, dont le couloir est devenu trop encombré, bouleversé, confus. De surcroît, la résistance du défenseur, qui a cristallisé face à ce premier axe - assez pour briser l'élan initial - a nécessairement dégarni d'autres secteurs. Aussi le second effort déborde-t-il le premier, pour aborder le défenseur par une façade intacte, donc plus « propre » mais moins densément tenue. Généralement, il attaque un secteur adjacent, qui offre plusieurs avantages : le défenseur est naturellement orienté de biais suite à sa participation à la résistance sur les lèvres de la brèche, il est partiellement désorganisé, et surtout, il est à portée de l'appui fourni par les restes de la première vague. Mais c'est le facteur psychologique qui se révèle généralement le plus déterminant, dans la mesure où il est toujours contaminé par la terreur rétrospective du combat précédent.



La deuxième forme consiste à détruire la cohérence interne de la masse ennemie avant d'y appliquer l'énergie nécessaire, laquelle, en toute logique, devrait être inférieure au bilan à atteindre dans le cas précédent. C'est le principe de **l'infiltration.** On pourrait aussi y inclure les notions d'affaiblissement préalable par toutes les voies indirectes, de plus long terme : déstabilisation, guerre psychologique, etc. Néanmoins, leur durée et la complexité des actions font que ces méthodes ressortissent généralement du niveau opératif de la guerre, et se situent plutôt en amont de la bataille de niveau tactique, laquelle ne fera qu'exploiter et finaliser l'action poursuivie au niveau supérieur de la guerre. Dans ce cas, le temps est mis à profit pour générer, à l'intérieur du dispositif ennemi, un potentiel faible mais suffisant pour entamer la cohérence interne. L'effet de masse est appliqué ultérieurement. C'est évidemment la parabole du cheval de Troie : Achille et une poignée d'hommes, entrés dans la place par stratagème, ouvrent les portes à la masse de l'armée, dont les assauts frontaux et massifs se sont avérés jusque-là infructueux.



Ces formes sont relativement indépendantes de la géométrie de l'attaque (frontale, latérale, etc), et peuvent s'associer avec chacune d'entre elles : attaque frontale par infiltration ou par percussion, par exemple. L'attaque latérale peut s'associer avec une infiltration, menée suite à un débordement, même si, historiquement, la plupart des débordements ou double enveloppements ressortissent plutôt de la forme « percussion ».

Il reste une autre forme, qui inverse la proposition : le cas de **l'embuscade.** Dans ce cas, c'est le défenseur qui est en mouvement, et qui va venir dissiper son énergie dans un réceptacle choisi par l'assaillant (le piège). Pour en revenir au raisonnement sur le temps : l'assaillant (celui qui tend l'embuscade) annule sa vitesse, puisqu'il va jouer de celle du défenseur. En ce cas, il reste toujours un différentiel de vitesse, et donc, d'énergie, qui a simplement changé de polarité, si l'on ose dire.

2.2.2. La percussion

2.2.2.1. *L'attaque en force*

L'attaque en force a pour but de submerger ou d'éradiquer une force. Son succès dépend essentiellement de la supériorité des moyens, visant à la saturation. Lorsque le défenseur a trop de cibles à traiter simultanément, fatalement, un certain nombre d'assaillants survit et atteint le périmètre défensif. Autre possibilité : les munitions s'épuisent, tout bêtement, jusqu'à laisser le défenseur dépourvu de moyens de résistance.

À noter que de nos jours, grâce à la possibilité d'appliquer des effets dans la profondeur, on entend par « attaque en force » tout un ensemble d'actions qui pèsent sur la profondeur du dispositif assailli. Il n'y a pas que le front - au sens restrictif de « la première ligne » - qui subisse l'attaque. La deuxième ligne est neutralisée par des tirs de harcèlement, les mouvements latéraux ou vers l'avant (renforts) sont barrés par des tirs dits d'encagement, l'artillerie est écrasée sous la contre-batterie, la logistique et les réserves

subissent des tirs de neutralisation ou des attaques aériennes, la guerre électronique dégrade les réseaux hertziens et les moyens d'observation électronique, des mines sont semées à distance sur les itinéraires d'approche ou de repli, le cas échéant, des épandages chimiques[1] polluent, temporairement ou durablement, les zones nécessaires à la manœuvre ennemie mais dont l'assaillant ne pense pas avoir besoin à court délai.

C'est la forme d'attaque qui s'accorde le mieux à la pensée militaire occidentale, qui se gargarise de mots tels que « action de feux brutale et puissante », « engagement rapide », « blindés et mécanisés ». Le chef accumule les moyens pour atteindre le rapport de force confortable (trois contre un, voire cinq et plus), planifie soigneusement leur emploi (une obligation... compte tenu de leur volume !) et, lorsque toutes les conditions sont (à ses yeux) réunies, il déchaîne les feux de l'Enfer.

En pratique, l'assaillant échange du *temps* contre de la *coordination,* censée optimiser le rendement de son action.

S'il n'y prend garde, il échange aussi... de la *surprise.* Par exemple, Nivelle a pris tellement de temps à peaufiner son attaque du Chemin des Dames que les Allemands ont eu amplement le temps de s'y préparer. Ils avaient même saisi un plan d'opération complet, quelques jours avant l'attaque...[2]

Les Soviétiques sont passés maîtres dans l'art de la « déception opérative », en russe : *maskirovka,* ayant appris à masquer leur objectif et l'ampleur des moyens consentis, dès la fin de 1942 (dont Stalingrad, où ils avaient dissimulé une armée d'un million d'hommes, dans la steppe, à quelques dizaines de kilomètres des Allemands).

L'assaillant, malgré un rapport de force théoriquement très supérieur, offre toujours **une vulnérabilité** au défenseur : **la saturation des moyens,** qui va de pair avec **une complexification du commandement.**

En effet, dans la plupart des cas, l'attaque en force est réalisée par une troupe fraîche, précédemment tenue à l'abri d'un dispositif défensif, qui fournira l'appui au débouché. Il en résulte que, pour lancer l'attaque, il faut organiser et conduire un flux massif de l'arrière vers l'avant, à travers des unités installées, lesquelles vont se livrer à des actions de feux très consommatrices pour appuyer l'attaque. Juste avant le débouché,

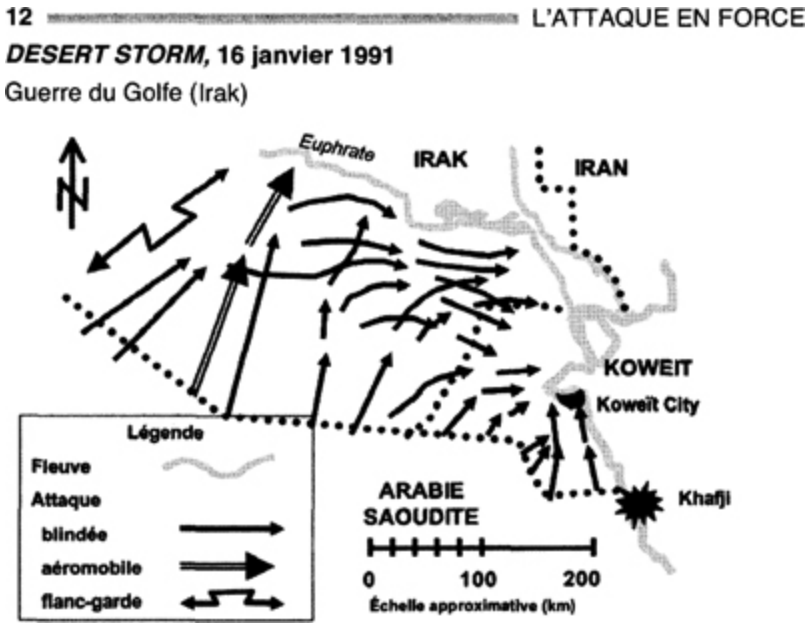
l'assaillant, bien qu'il dispose en théorie d'une supériorité conséquente, est réduit, en termes de puissance de feu effective, à sa seule première ligne - exactement le problème des Perses bloqués par les Spartiates devant les Thermopyles. En revanche, du simple fait que les unités transitent les unes à travers les autres, il offre une densité très élevée de cibles à une éventuelle action de l'ennemi.

De surcroît, le secteur de débouché (là où l'on veut effectuer la percée) est par nature assez restreint, puisqu'on veut obtenir la saturation des moyens. Ce qui rend le lancement de l'attaque assez délicat.

En pratique, une attaque n'est lancée que lorsque tout l'échelon d'attaque a franchi la ligne de débouché. Le mot de « lancée » est assez pertinent : lorsque *tout le monde* est lancé (en mouvement), on peut dire que l'attaque est lancée. Jusque-là, elle n'est qu'amorcée. Jusque-là, le sort de l'attaque n'est pas décidé.

Nonobstant quelques erreurs, les statistiques donnent généralement raison à celui qui sait s'y préparer. L'opération Overlord (la saisie d'une tête de pont en Normandie) est l'exemple le plus complexe d'attaque en force, mais on pourrait multiplier les exemples : Alamein (qui commence le 23 octobre 1942 après des mois de montée en puissance de la VIII^{e} Armée de Montgomery), Barbarossa (22 juin 1941), la contre-offensive de Stalingrad (19 novembre 1942), etc.

Cette attaque peut se conduire « tout droit » (frontalement), ou être précédée d'un débordement, voire d'un double enveloppement (latéralement). Nous reviendrons sur ces aspects au chapitre sur la géométrie de l'attaque.



En attaque : Général Schwartzkopf, 660 000 hommes (à terre)
En défense : Saddam Hussein, 300 000 hommes
(théâtre Koweït - estimation après le conflit)

SITUATION GÉNÉRALE

La deuxième guerre du Golfe

Rappelons que la première guerre du Golfe oppose l'Irak à l'Iran, de 1980 à 1988, sans résultat autre qu'une boucherie coûtant la vie à 700 000 militaires et civils (certaines estimations atteignent 1,5 million). La seconde commence le 2 août 1990 avec l'invasion du Koweït, prestement annexé en tant que 19^{e} province de l'Irak. À l'appel du président Bush, une large coalition se déploie en Arabie Saoudite (Opération *Desert Shield)*. L'Irak est sommé d'évacuer le Koweït, sans succès. Les deux camps massent des armées considérables à la frontière du Koweït et de l'Arabie Saoudite.

La campagne aérienne

Dans la nuit du 16 au 17 janvier 1991, une intense campagne aérienne se déclenche, à la fois pour amener Saddam à résipiscence en faisant l'économie d'une campagne terrestre, et pour « façonner le champ de bataille » comme préalable. Pendant les premières nuits, utilisant pour la

première fois les bombardiers « furtifs », les Américains et leurs alliés détruisent la défense antiaérienne iraquienne et les bases de son armée de l'air, contraignant les pilotes à fuir avec leurs avions... en Iran. S'étant ainsi assurée la maîtrise absolue du ciel, la coalition entame la démolition méthodique du dispositif au sol, tout en préparant l'attaque terrestre. Celle-ci est déclenchée lorsque, à force d'attaques aériennes, l'ensemble des unités iraquiennes est estimé détruit à 50 %.

L'attaque terrestre

Le 23 février 1991, les forces terrestres de la coalition se lancent à l'assaut du Koweït - l'objet du conflit - mais aussi de l'Irak, ce qui constitue une demi-surprise stratégique, la question de la sanctuarisation du pays agresseur ayant fait l'objet de débats.

Le plan du général Schwartzkopf s'appuie justement sur ce débat, qui pourrait faire croire à Saddam qu'il y aurait une réticence de la coalition à opérer ailleurs que sur le territoire contesté *stricto sensu* - à savoir, le Koweït, transformé en camp retranché pendant l'hiver. Or, pour le général américain, l'effort essentiel porte sur la Garde Républicaine, l'unité d'élite de Saddam, située dans la profondeur, à cheval sur la frontière koweito-iraquienne. Il l'atteindra par un large débordement par l'ouest, traversant tout le sud-est de l'Irak, autour du môle qu'est devenu le Koweït.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

L'effort, confié au VII^{e} Corps US transféré depuis l'Allemagne, consiste en une profonde pénétration jusqu'à l'Euphrate (Samawa), destinée à couper l'armée irakienne de ses arrières. Un assaut aéromobile, par bases successives, accélère cette pénétration (couverte à l'ouest par la division Daguet, l'unité française de la coalition). À sa droite, la flanc-garde est assurée par la division britannique.

L'attaque secondaire - au sens militaire du terme, mais la plus symbolique au plan stratégique - est portée directement sur le réduit du Koweït. Les unités arabes et la division des Marines pénètrent frontalement

le réduit, achevant la destruction d'unités sérieusement étrillées par l'incessante campagne aérienne. La capitale elle-même, Koweït City, est investie par le nord et libérée par les unités arabes.

En mer, une force embarquée de Marines, activement médiatisée, a donné à croire à Saddam qu'un assaut amphibie aurait lieu, ce qui a mobilisé trois de ses meilleures divisions sur les plages, en pure perte.

La Garde Républicaine tente de réagir en fuyant vers l'intérieur du pays. Une partie est interceptée par une attaque blindée, une autre subit une série continue d'attaques aériennes, notamment sur la route de Koweït City à Bassorah. Au troisième jour de la guerre, il ne subsiste aucune force irakienne en mesure de s'opposer aux forces coalisées. Le 28 février 1991, le président Bush appelle à la fin d'une « guerre de cent heures ».

Phase d'intérêt pour la démonstration

C'est la panoplie des moyens utilisés qui fait l'intérêt de cette guerre, première démonstration de la doctrine américaine du « *AirLand Battle ».* Conquête de la suprématie aérienne, destruction systématique des réseaux de commandement, de l'artillerie, des réserves blindées, de la logistique : la supériorité technique des forces occidentales est démontrée de façon convaincante, face à la « quatrième armée du monde » (un qualificatif discutable *a posteriori).*

L'ampleur et la richesse du « plan de déception » ont beaucoup impressionné les commentateurs : fausse opération amphibie sur les plages du Koweït, masquage de la bascule des forces vers l'ouest à l'occasion du lancement de la campagne aérienne, rumeurs et fausses informations délibérément diffusées par le commandement, appuyant la thèse d'une attaque frontale sur le Koweït.

Après coup, il est apparu que l'écrasante supériorité des moyens n'accordait aucune chance à Saddam Hussein. Pour autant, toutes ces précautions ont certainement contribué à faire de cette guerre une des affaires les plus déséquilibrées de l'histoire. Il semble que l'armée irakienne ait perdu une dizaine de milliers d'hommes dans cette guerre (les estimations initiales voyaient dix fois plus), la coalition n'ayant subi que des pertes au combat très faibles.

ACTION SIGNIFICATIVE : l'attaque irakienne sur Khafji (29 janvier-2 février 1991)

Description

Le 29 janvier 1991, alors que la campagne aérienne fait rage, les éléments de trois divisions blindées irakiennes franchissent la frontière saoudienne et s'emparent de la petite ville de Khafji. Contre-attaquée vigoureusement par une force arabe appuyée par des essaims d'hélicoptères et d'avions américains, cette pénétration est anéantie sur place. 600 véhicules sont détruits. La reconquête du bourg (abandonné au premier jour de l'invasion du Koweït) s'étend jusqu'au 2 février, engageant côte à côte des forces arabes et des marines.

Enseignements

La surprise de Khafji a été considérable, tant une telle réaction paraissait illogique compte tenu du rapport de force et des actions en cours. Il semble bien que Saddam Hussein était tellement ignorant de ce qui se passait vraiment de l'autre côté de la frontière qu'il a déclenché une reconnaissance en force, tout simplement.

2.2.2.2. *L ' attaque dans la foulée*

Ce mode d'attaque était privilégié par la doctrine soviétique. L'idée générale est de ne pas temporiser jusqu'à l'accumulation de l'énergie estimée nécessaire, et d'attaquer sans attendre, avec les moyens immédiatement disponibles. Face à une défense peu préparée ou mal établie (par manque de temps ou grosse faute de la défense), la première attaque, même menée avec un rapport de force théoriquement insatisfaisant, obtient souvent des résultats considérables, allant du succès immédiat à une sévère mise en déséquilibre du défenseur, qu'une attaque ultérieure achèvera de pulvériser. En effet, si la première attaque ne suffît pas à enlever le morceau, l'échelon suivant, qui se présente à très bref délai, suffit souvent à emporter la

décision, ne serait-ce que parce que le défenseur n'a que rarement le temps de se rétablir avant d'affronter la vague suivante.

Attention à ne pas commettre l'erreur de croire qu'une attaque *dans la foulée* n'est pas une attaque *préparée.* D'abord, par un entraînement permanent, on peut dire qu'une attaque dans la foulée a bénéficié d'une longue préparation, dès le temps de paix, et notamment, d'une forte préparation *mentale* qui est généralement sous-estimée par les tenants de l'attaque méthodique.

Ensuite, localement, l'attaque dans la foulée est précédée d'une action de reconnaissance offensive, qui apporte deux éléments essentiels :

- un renseignement de qualité, en tout cas suffisant pour engager correctement (à défaut de : idéalement) le combat ;
- une première mise en déséquilibre de l'adversaire, qui se remet juste de son premier combat lorsque l'action principale se déclenche.

Par ailleurs, et c'est la raison majeure pour laquelle les Soviétiques préféraient ce procédé, l'attaque dans la foulée minimise la durée de vulnérabilité induite par l'approche finale, *et notamment, la vulnérabilité causée par la juxtaposition des dispositifs.* Cependant, du fait même qu'elle est souvent exécutée sans trop tenir compte du rapport de force, elle induit une forte prise de risque (échec sanglant de l'attaque du premier échelon). En cas d'échec, elle doit être redoublée par l'échelon supérieur. En doctrine, ce risque est toléré, dans la mesure où l'on considère qu'il vient fatalement un moment où le rapport de force entre un assaillant renouvelé et un défenseur progressivement émoussé arrachera la décision.

Attention : il y a une limite à la densité de force engageable sur un terrain donné. Le fait qu'un échelon supérieur prenne à son compte l'attaque ne signifie donc pas, en soi, qu'un volume supérieur de forces sera directement présenté dans l'espace de manœuvre concerné.

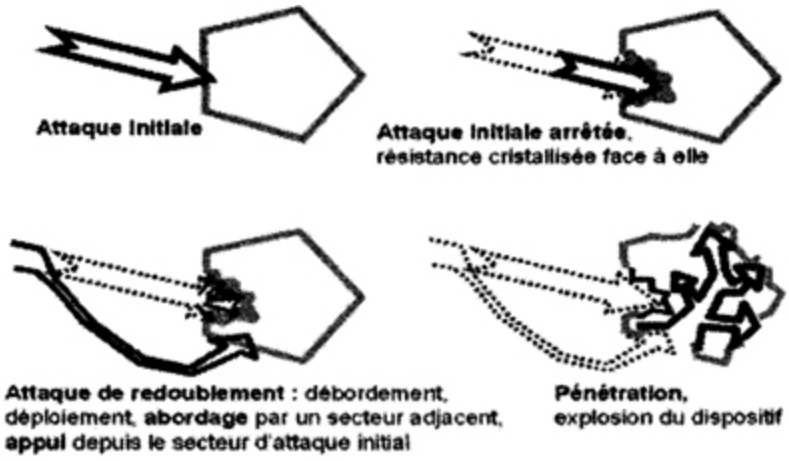
Néanmoins, même à effectif constant, cette deuxième attaque bénéficie d'avantages majeurs :

- elle engage un échelon frais ;

- elle bénéficie d'un renseignement de qualité et très récemment réactualisé (par l'attaque précédente) ;
- généralement, elle peut approcher au plus près du fait du terrain gagné suite à la première action. Il n'y a plus de glacis à franchir avant le contact. Il est d'ailleurs fréquent que la première attaque, même arrêtée, n'ait pas été repoussée, au sens où tous ses éléments auraient été rejetés hors de la position, et assez loin pour rétablir un glacis favorisant un nouveau combat à distance optimale. Au contraire, les survivants du premier échelon s'accrochent à la brèche ouverte pour l'offrir à l'échelon suivant, lequel entame son combat directement contre une position ébréchée ;
- toutefois, les Soviétiques commettaient rarement l'erreur d'engager la deuxième attaque dans le sillage de la première, préférant aborder la position par un angle « vierge ». Outre l'avantage d'éviter un secteur assez perturbé, le débordement permet de contourner un secteur où la résistance ennemie a cristallisé. La nouvelle attaque pénètre souvent par un secteur affaibli suite à des prélèvements effectués au profit du combat précédent.

Vu de l'autre camp, évidemment, le défenseur est usé et choqué par son premier combat, même victorieux ; il est profondément désorganisé (par exemple, ayant engagé sa réserve, il doit se hâter d'en reconstituer une) ; ce dernier point est d'autant plus critique qu'il doit généralement adapter son dispositif aux indentations laissées par le premier choc. Sa position est délabrée.

Attaque dans la foulée



Attaque en force et attaque dans la foulée : discussion à partir de l'analogie du bilan énergétique *($e = mv^2$)*

L'analogie du bilan énergétique ne prétend pas établir une vérité scientifique. Pour autant elle s'avère très illustrative de ce propos comparatif.

Admettons deux forces assaillantes, de masse égale *m*, abordant la position ennemie à une vitesse d'approche *v*. Les deux sont également renseignées par le contact de leurs cléments de reconnaissance.

La première force est occidentale et applique la doctrine de l'attaque en force. Elle arrête son mouvement avant l'assaut, resserre vers l'avant, concentre ses moyens. Sa masse utile passe de *m* à *2m.* pour les unités de mêlée, que l'on peut assimiler à 4m grâce à l'importance des feux d'appuis que cette concentration permettra d'appliquer. En revanche, sa vitesse, de *v,* devient 0. Au lancement de l'attaque, l'échelon d'assaut doit reprendre le mouvement, sur une distance très faible. Il est certain que sa vitesse ne peut devenir *v*, mais sera plutôt plus proche de *v*/2. au mieux (vitesse d'écoulement de la masse, assimilée à la vitesse d'engagement, c'est-à-dire la vitesse correspondant au débit des unités). Ainsi, après 4 heures de pause opérationnelle (préparation de l'attaque, essentiellement liée à la concentration), l'énergie effectivement débitée contre l'obstacle est devenue $4m \times (v/2)^2$- en pratique, mv^2.

Alors que l'unité qui attaque immédiatement, « à la soviétique », en conservant sa masse *m* et sa vitesse v, attaque avec le même bilan énergétique mv^2.

Quatre heures plus tôt : le fait est d'importance car on voit mal un défenseur demeurant inactif alors qu'il sait qu'une attaque massive se prépare sous son nez. En outre, cet assaillant s'est dispensé d'accumuler la masse.

Est-ce à dire qu'il n 'y a aucun avantage, conceptuellement, à mener une attaque en force ? Évidemment, non, pour deux raisons :

- la part relative dans le bilan énergétique de m et de v n'est peut-être pas identique à celle des lois de la mécanique - nous arrivons là aux limites de ce qui n'est, fondamentalement, qu'une analogie hasardeuse ;
- et surtout, si le défenseur est tenu dans l'ignorance de l'attaque qui se prépare et qu'il ne perturbe pas un lancement parfaitement huilé, le bilan énergétique d'une force quadruplée par la concentration de sa masse et de ses appuis sera, en toute hypothèse, supérieur à celui d'une force plus modeste - pour peu qu'elle parvienne effectivement à se lancer.

Néanmoins, nous restons persuadés qu'il faut générer un surcroît très conséquent de masse et de feux d'appuis pour compenser l'avantage inhérent à l'attaque qui s'est contentée, si l'on ose dire, de conserver son erre et d'accepter le choc d'emblée.

2.2.2.3. *L'école soviétique de l'offensive : une comparaison éclairante*

L'étude comparative de l'attaque dans la foulée et de l'attaque en force est très éclairante sur la notion de culture militaire et de doctrine. Le fait que l'école soviétique ait connu la déconfiture historique que l'on sait ne doit pas être imputé à une insuffisance doctrinale au niveau tactique.

En réalité, l'Armée Rouge affronta le meilleur des armées nazies, et contrairement à ce que l'on pense, elle ne se retrouva en situation de supériorité numérique qu'à partir du début 1943[3]. Encore cette supériorité

ne fut-elle pas significative avant le coup de dés allemand de Koursk (opération Citadelle, 5-23 juillet 1943). Le fait que, avec constance et application, les écrivains et historiens allemands d'après-guerre aient invoqué l'écrasante supériorité numérique des hordes rouges témoigne, justement, d'une certaine capacité tactique : celle de générer le rapport de force écrasant là où les Soviétiques en avaient besoin. À l'évidence, l'Armée Rouge a su créer ce mythe de l'inondation permanente, alors qu'elle ne disposa pas, avant 1944, d'une supériorité d'ensemble aussi manifeste, sur tout le théâtre.

Toute offensive commence, presque par définition, par une attaque méthodique, soit « en force », soit « par infiltration », et les Soviétiques n'échappent pas à la règle, bien au contraire. C'est à partir du moment où leur offensive, puis leur exploitation, étaient lancées que l'attaque dans la foulée prenait toute sa pertinence. Ce mode très agressif a fortement contribué à maximiser les gains obtenus lors des grandes offensives. Quoiqu'ils en aient dit après coup (sur l'écrasante supériorité matérielle des Soviétiques), les généraux allemands du front de l'Est ont toujours été surpris de la profondeur atteinte par les attaques soviétiques. Le risque d'un échec était consenti, surtout si le gain espéré était une tête de pont, condition nécessaire à la relance de l'offensive après une pause opérationnelle.

Ainsi, l'art militaire soviétique avait un avantage conceptuel majeur, lié à la doctrine de l'attaque dans la foulée : *il savait conserver son erre,* pendant une durée et avec une énergie qui confondirent à chaque fois les Allemands, et en raison desquelles ceux-ci durent consentir des sacrifices surhumains pour enrayer la mécanique.

Un argument de poids démontre l'efficacité de cette prédilection doctrinale : la plupart des offensives soviétiques surent s'assurer une tête de pont par-dessus l'obstacle d'arrêt, de 1942 à 1945. La défensive allemande ne parvint que rarement à s'établir sur une ligne continue, cohérente, retranchée derrière un obstacle conséquent et inentamé. Les Soviétiques, dans un dernier spasme offensif, réussissaient généralement à s'emparer d'un tremplin facilitant la relance de l'offensive suivante. C'est la doctrine de l'attaque dans la foulée qui leur assura cet avantage systématique, alors que, s'ils avaient appliqué une doctrine plus « mesurée », ils auraient plus souvent été arrêtés sur leur rive.

L'attaque « dans la foulée » s'accommode d'une sérieuse prise de risque, que les Soviétiques acceptaient semble-t-il plus facilement que les alliés occidentaux.

On explique cette attitude par un mépris général de la vie humaine, à commencer par ses propres effectifs. C'est faire peu de cas de l'efficacité réelle, et partant, de l'économie réalisée, grâce à cette doctrine de l'attaque dans la foulée - une prédilection, quasiment une obsession.

L'attaque dans la foulée privilégie la surprise et la rapidité d'action, au détriment du rapport de force et de la coordination des feux. Elle relève d'une autre philosophie que la pensée militaire occidentale, notamment dans son rapport au risque : l'échec est accepté, dès lors que le gain espéré justifie le risque.

On est loin de cette attitude, dans nos modes de pensée occidentaux, où tout concourt à préparer le dossier de l'avocat. L'école soviétique ne se connaissait d'autre *obligation* que de *résultat* ; on a le sentiment que l'école occidentale ne connaît que *l'obligation de moyen...*

2.2.3. L'attaque en souplesse

L'attaque en souplesse est le terme adopté pour décrire les tactiques allemandes de la fin de la Grande Guerre, évoquées ci-dessus. Elle est fondée sur la forme « infiltration » : insertion d'une part de la force avant l'attaque proprement dite, qui libère l'énergie, dont une part concourt directement à l'affaiblissement préalable de la cohérence du dispositif.

Ce procédé est très apprécié de la doctrine française, mais n'existe pas en doctrine américaine... laquelle ne connaît qu'une forme d'attaque : l'attaque en force, tout simplement.

L'attaque en souplesse présente plusieurs avantages :

- elle peut s'accommoder d'un rapport de force moins favorable, du fait qu'elle vise les vulnérabilités de l'ennemi, dans la profondeur ;
- elle joue au maximum de la supériorité qualitative des petites unités - *a contrario,* le camp qui ne compte pas sur cette supériorité a intérêt à ne pas se lancer dans ce genre d'aventure... ;

- au moins sur les premières lignes, elle apporte une victoire à moindre coût.

En revanche, elle exige que certaines conditions soient réunies :

- le terrain doit s'y prêter, justement pour que les infiltrations préalables à l'attaque soient effectuées : terrain coupé, offrant de nombreux itinéraires d'infiltration. Les zones urbaines non hostiles sont tout spécialement favorables aux infiltrations, ainsi qu'à la dissimulation de dispositifs parfois considérables[4] ;
- la troupe doit être formée à opérer en autonome, ce qui suppose un encadrement particulièrement agressif et une troupe au moral solide. Si une armée n'a pas cette doctrine « dans le sang » avant la guerre, il sera trop tard pour décréter une action de ce type. Les Allemands, pendant la Première Guerre mondiale, consacraient plusieurs semaines à la formation des bataillons d'assaut, eux-mêmes pris dans les meilleures troupes (quelques bataillons par corps d'armée).

Enfin, elle présente des inconvénients réels :

- la coordination des actions dans la profondeur est toujours difficile, voire impossible ;
- il faut du temps pour concevoir le plan, y préparer les forces, effectuer les infiltrations, etc. En pratique, plusieurs jours. Préserver l'effet de surprise, alors que des centaines ou des milliers d'hommes ont déjà pénétré un dispositif, est assez aléatoire...

On pourrait se demander si la notion même d'infiltration reste pertinente aujourd'hui, compte tenu des énormes moyens d'acquisition du renseignement déployés par les armées modernes.

Pour l'instant, la réponse est OUI, sans équivoque, pour les raisons suivantes :

- aucune armée ne dispose d'une couverture permanente et étanche, de nature à repérer tous les mouvements apparemment désordonnés de petits éléments ;

- aucune technologie ne permet de percer tous les masques qu'offrent les zones urbaines, lesquelles sont en extension croissante, voire hyperbolique dans de nombreux pays ;
- aucune technologie ne fait, à distance, la discrimination entre infiltrations de combattants et mouvements de foules.

Clairement, pour l'avenir prévisible, les zones urbaines et les populations offrent un bel avenir aux procédés d'attaque par infiltration.

Il y a de plus en plus de zones urbaines, de plus en plus d'habitants, de plus en plus actifs (motorisés, notamment), et face à cela, des dispositifs militaires toujours plus dilués.

La tactique de l'infiltration :
les grandes offensives allemandes
de mars-juillet 1918

L'exemple le plus achevé et le premier à avoir été conceptualisé, méthodiquement enseigné et pratiqué à grande échelle – est fourni par les grandes offensives allemandes de la fin de la Première Guerre mondiale. La première démonstration de grande ampleur avait été livrée à caporetto (24 octobre-12 novembre 1917): une avance de 120 km. plus de 300 000 Italiens mis hors de combat.

Ironie suprême : la lactique allemande, rapidement baptisée par les Français de « tactique de von Millier » du nom du général qui l'avait mise au point et testée à Riga peu auparavant (1-5 septembre 1917) était inspirée d'un pamphlet rédigé par un capitaine français, Laffargue : *L'attaque dans la guerre de tranchée,* document diffusé « pour information », jamais suivi d'effet en France – peut-être un cas emblématique d'une réticence française à entériner une doctrine pourtant prometteuse. Ironie de l'histoire : un exemplaire tomba fortuitement aux mains des Allemands... lesquels surent exploiter l'idée maîtresse de cet ouvrage négligé [5].

La tactique d'infiltration consiste à pénétrer toujours plus avant avec de petits groupes d'infanterie, liant leur action à l'artillerie, et cherchant à éviter

le premier combat offert en contournant les résistances. Aucune notion d'alignement, de pause pour assurer la ligne, notions qui jusque-là condamnaient toutes les attaques par vagues successives à des pertes insoutenables. L'initiative aux plus petits échelons, l'agressivité de la troupe (les *Stosstruppen,* spécialement entraînés), mais aussi la surprise, obtenue notamment en réduisant la préparation d'artillerie à un bombardement massif mais très bref, permirent aux puissances centrales d'enregistrer de brillants succès, notamment lors des grandes offensives de 1918 (Somme 21 mars-4 avril : 60 km ; Lys 9-29 avril : 15 km ; Aisne 27 mai-4 juin : 60 km ; Noyon-Montdidier 8-12 juin : 10-15 km).

Ces offensives d'un nouveau type surprirent considérablement le commandement allié, engendrant une crise sans précédent dont un résultat fut, enfin, l'unité de commandement sous Foch.

Elles sont très bien décrites par Ernst Jünger, dans son livre *Orages d'acier*.

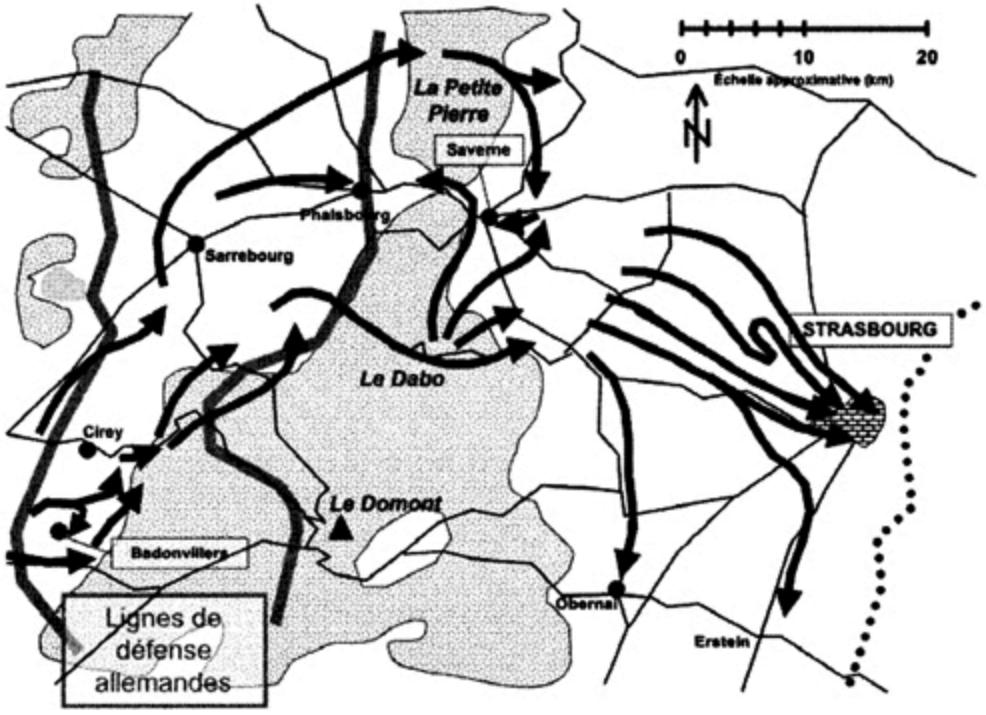
Ces succès tactiques ne permirent pas, toutefois, d'obtenir la percée recherchée, car les assaillants ne réussirent jamais à rétablir une ligne de ravitaillement franchissant le paysage lunaire conquis. L'artillerie, en particulier, ne parvint pas à se projeter en masse de l'autre côté de la zone des tranchées (en pratique, un paysage bouleversé, méconnaissable, inutilisable, de vingt à trente kilomètres de large). Ce qui fait que les pénétrations, bien que profondes, ne débouchèrent pas sur les attaques en masse qui auraient relancé le mouvement.

La percée de Leclerc vers Strasbourg est un très bel exemple d'infiltration menée avec des unités blindées (bataille de Saverne-Strasbourg, 13-23 novembre 1944).

On ne s'infiltre pas sur des centaines de kilomètres... La tactique d'infiltration, si elle s'avère remarquablement efficace dans des actions de portée somme toute limitée, n'offre pas de solution profonde, de portée opérative ou stratégique.

ALSACE, 19-23 novembre 1944

Deuxième Guerre mondiale (Front Ouest)



En attaque : Général Leclerc (1re Division blindée)
En défense : 708e Dl, partie de la 553e Dl

SITUATION GÉNÉRALE

La Deuxième Guerre mondiale : l'approche de la Forteresse Allemagne

Depuis le débarquement allié en Normandie, le deuxième front est ouvert à l'ouest. Simultanément, les forces soviétiques ont achevé la libération de l'URSS et sont entrées en Pologne.

La campagne à l'ouest

Le débarquement de Normandie a été suivi d'une très dure bataille pour étendre la tête de pont et se dégager du bocage. Pour finir, le 30 juillet, la percée d'Avranches a enfin rendu le mouvement à la bataille, malgré la contre-attaque allemande à Mortain (7 août). Le front allemand s'effondre à

la suite de la poche de Falaise (16-22 août), les unités alliées cavalcadent jusqu'en Belgique et en Alsace-Lorraine, où la résistance se durcit devant Anvers et Nancy.

Simultanément, le débarquement de Provence (15 août 1944) a accéléré la libération du territoire français, les unités d'occupation (surtout littorales) refluant précipitamment vers le nord pour échapper à la pince alliée.

Pour autant, en novembre, les Alliés piétinent en Belgique, devant le système Meuse-Escaut, en Lorraine et en Alsace. Les unités allemandes sauvées de la capture, réorganisées et partiellement rééquipées, sont confrontées à des unités alliées à bout de souffle après quatre mois d'exploitation continue. Celles-ci sont insuffisamment soutenues par une logistique privée de ports d'importance en raison de l'efficacité de la résistance allemande, qui a, soit conduit à des dévastations telles que le trafic est très durablement réduit (le cas de Cherbourg), soit organisé un réduit défensif interdisant la saisie (notamment Anvers). Le ravitaillement, surtout en carburant, commence à manquer au point que la supériorité matérielle des Alliés ne pèse plus contre une défense habile.

Mouvements préliminaires

La division Leclerc a connu son heure de gloire en libérant Paris (24 août 1944), puis en participant à la poursuite. Elle arrive sur les Vosges le 31 octobre, enlevant Baccarat, et est rattachée au 12^{e} Corps US (général Haislip). La barrière des Vosges est tenue. Deux divisions américaines sont en tête : la 79^{e} et la 44^{e} Dl, qui sont en train de pénétrer la *Vervogesenstellung,* la ligne fortifiée (en fait, aménagée depuis quelques semaines) couvrant le massif, sur deux lignes successives. Le 17 novembre, grâce à l'action de la 79^{e} Dl américaine sur Ancerviller, Badonvillers est à portée de la 2^{e} DB, une brèche forée dans la première ligne. Dès lors, Leclerc veut percer la deuxième ligne avant que les Allemands n'aient pu s'y rétablir. Il applique la tactique d'infiltration au combat blindé.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

La division Leclerc est scindée en cinq *combat command* interarmes. Effectuant une conversion à gauche (vers le nord) dans le dos de la défense allemande, il évite Sarrebourg par le nord et le sud. Reste à trouver un passage vers l'est. Leclerc lance ses *combat commands* par des pistes forestières ou des petites routes de montagne, à la recherche de la faille qui lui permettra de tourner la défense allemande : le CC Rouvillois par la Petite Pierre, au nord de Saverne, les CC Massu et Minjonnet par la petite route du Dabo, au sud. Ses colonnes ont pour ordre de contourner systématiquement toute résistance, de chercher à pousser toujours devant sans souci d'alignement ni de liaison vers l'arrière.

Le Groupement Massu est arrêté pendant quelques heures sur une simple piste, mais après avoir fait sauter l'obstacle, il ne rencontre plus d'opposition. D'autres groupements sont bloqués plus durement, d'autres enfin font la même expérience : après une résistance initiale, il n'y a pas de deuxième ligne de résistance.

Ayant identifié un « trou de souris » permettant de s'infiltrer sur les arrières de la ligne allemande, Leclerc bascule tous ses moyens par le Rethal (Massu) et le col du Dabo. Les groupements franchissent la crête des Vosges et débouchent en Alsace. Un groupement poursuit jusqu'aux lisières de Strasbourg, surprenant des unités allemandes qui ignoraient tout de la percée française. Néanmoins, les ponts sont en état de défense, les unités sont vigilantes, la tentative de coup de main se solde par un échec.

Simultanément, les groupements Minjonnet, depuis l'est, et Quilicchini depuis l'ouest, viennent ouvrir la brèche à front renversé, attaquant Phalsbourg, pour ouvrir la route principale, le 22 novembre. La ligne principale allemande, ainsi attaquée par l'arrière, s'effondre, ouvrant grand l'accès à Strasbourg.

Phase d'intérêt pour la démonstration

L'attaque d'infiltration a trouvé un accès arrière permettant d'ouvrir une brèche conséquente dans la ligne défensive, à moindre coût. Pour autant, le risque consenti était significatif, car une seule embuscade sur certains des itinéraires empruntés suffisait à le bloquer. Néanmoins Leclerc avait vu juste : il n'y avait pas de dispositif allemand en profondeur, qui eût bloqué

sa pénétration. Le plan allemand consistait à défendre la première ligne avec acharnement puis, si la pression devenait trop forte, à se replier sur la seconde ligne, interdisant les cols. En trouvant un passage, puis en le précédant par l'arrière sur cette ligne, Leclerc a crevé la défense de Strasbourg.

Ceci étant, le nettoyage de l'axe principal (N 44) a été réalisé par les deux divisions américaines, qui ont bénéficié de la liberté d'action autour des positions résiduelles : après une infiltration, si l'on veut exploiter, il reste encore à nettoyer les arrières.

2.2.4. L'embuscade

Nous sommes ici dans un cadre inverse de l'attaque classique, laquelle place normalement l'assaillant en mouvement, contre un défenseur à l'arrêt. L'embuscade inverse les rôles : l'assaillant est installé, le défenseur est en mouvement.

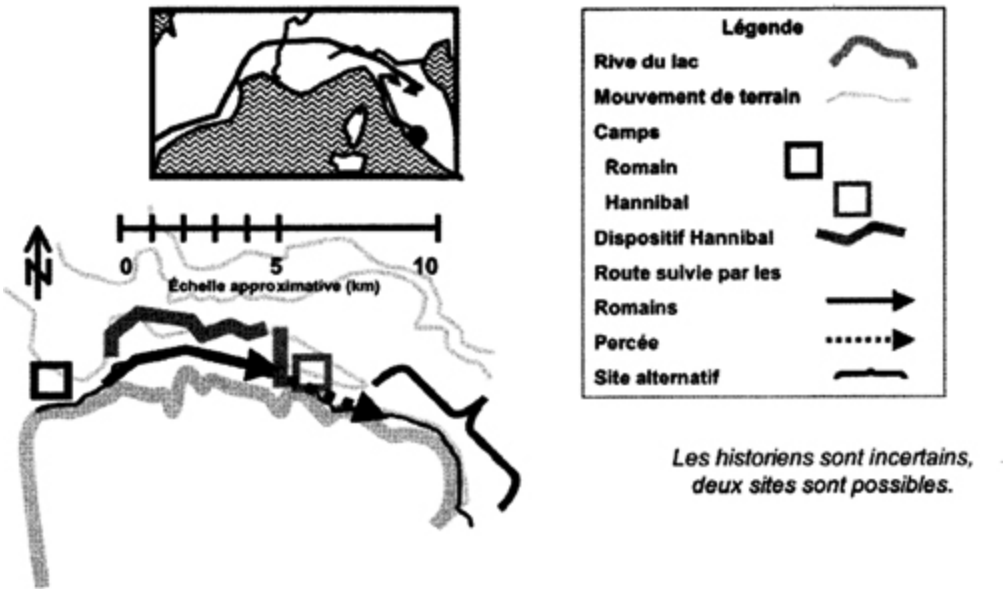
Aussi l'embuscade (« Attaque surprise par le feu à partir de positions dissimulées contre un ennemi en mouvement ou temporairement arrêté et ayant pour but sa destruction ou sa capture ») est-elle le procédé offensif préféré, puisqu'elle assure à l'assaillant tous les avantages :

- ceux inhérents à la posture offensive (choix du lieu et du mode d'action, l'ennemi n'ayant qu'à décider de l'heure - encore celle-ci peut-elle être estimée au préalable par celui qui monte l'embuscade) ;
- ceux inhérents à la posture défensive : renseignement de qualité, meilleure protection, coordination grâce à la présence préparée et prolongée sur le terrain, préparation des feux et de toutes les actions, dont la rupture de contact...

L'exemple souvent cité est l'embuscade du lac de Trasimène, le 21 juin 217 av. J.-C., deuxième grande victoire d'Hannibal en Italie au cours de la deuxième Guerre punique.

TRASIMÈNE, 21 juin 217 AV. J.-C.

Deuxième guerre punique (Italie)



En attaque : Hannibal, 40 000 hommes
En défense : Consul Flaminius, 40 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

La deuxième Guerre punique (219-202 av. J.-C.)

La première guerre Punique a vu Rome vaincre Carthage et devenir une puissance maritime. Elle met à profit la paix pour grignoter les possessions de sa rivale, laquelle se forge une puissance continentale en Espagne, fief personnel du clan Barca. La guerre reprend en 219 av. J.-C.. Hannibal, à la tête d'une armée forte de 50 000 fantassins, 9 000 cavaliers et 300 éléphants, franchit les Alpes par surprise et débouche en Italie. Il y séjournera huit ans, enregistrant d'écrasantes victoires, mais sans abattre Rome, qui finira par porter la guerre sous les murs de Carthage.

La campagne de 219

Après les lourdes défaites sur le Tessin et la Trébie (deux affluents du Pô), les légions se lancent à la poursuite d'Hannibal, qui a pris la route vers Rome. N'ayant pas pleinement pris la mesure de leur adversaire, elles font preuve d'une confiance excessive. En deux défaites considérables

(Trasimène et Cannes), Hannibal contraint durablement Rome à la défensive. Toutefois, n'ayant pas les moyens d'assiéger la ville, il devra se contenter d'une longue errance en Italie, sans jamais arracher la décision finale.

Mouvements préliminaires

La route qui longe le lac de Trasimène offre un défilé entre les flancs escarpés de la montagne et les marécages bordant le plan d'eau. Hannibal décide d'y tendre une embuscade à ses poursuivants. Au matin du 21 juin, il lève le camp et prend ostensiblement la route vers Rome. Il est observé par les éclaireurs romains, dont le camp se trouve à six kilomètres. Ceux-ci se hâtent de le poursuivre, consuls et tribuns en tête, et sans s'éclairer sur les hauteurs dominant la route.

Dans la bataille

Déroulement d'ensemble

En réalité, l'arrière-garde d'Hannibal, sa troupe la plus fiable, le contingent celtibère, barre le défilé, alors que les troupes les plus légères, Gaulois et cavaliers numides, par la montagne, prennent position sur le flanc des collines. Le piège s'étend sur près de cinq kilomètres. Le brouillard matinal masque ces préparatifs.

Phase d'intérêt pour la démonstration

Flaminius se lance à la poursuite, ses meilleures légions en tête, lui-même éminemment reconnaissable à ses parures flamboyantes. C'est la queue de colonne, moins disciplinée et prudente, qui déclenche l'embuscade, sans doute en découvrant les Lybiens bordant la route au début du défilé. Aisément reconnaissables et pris immédiatement sous les tirs de javelots, les gradés sont tués les premiers. De l'arrière vers l'avant, l'assaut de flanc se répercute sur toute la colonne, encombrée de ses bagages. Dans un désordre indescriptible, les soldats laissés à eux-mêmes tentent de fuir. La tête de la colonne réussit à faire sauter le bouchon, ce qui sauve 6 000 légionnaires. Derrière eux, ceux qui se réfugient dans les marécages se

noient en masse, alourdis par leur armure. 15 000 légionnaires sont tués, autant faits prisonniers. Hannibal fait massacrer les Romains et relâcher les alliés, espérant par là retourner leurs cités contre Rome. Lui-même a perdu 1500 à 2500 hommes, un prix insignifiant...

2.2.4.1. *Les conditions*

L'embuscade nécessite que certaines conditions soient remplies :

- **un terrain favorable,** restreignant considérablement la liberté de manœuvre ennemie (ce que l'on appelle un défilé) ;
- **un renseignement de qualité,** assez pour pouvoir estimer qu'on a une quasi-certitude sur le mouvement de l'ennemi ;
- **un minimum d'incompétence** de la part de la victime désignée... ;
- **accepter le risque** : paradoxalement, une embuscade est une manœuvre à risque pour l'assaillant.

Revenons sur ces points.

Le terrain : un compartiment de terrain qui gêne une troupe en mouvement peut aussi gêner les feux de l'assaillant - rares sont les compartiments de terrain « unilatéraux », qui privilégient massivement une capacité (celle des feux de l'assaillant) tout en conditionnant efficacement le mouvement de la victime.

Le terrain doit offrir une zone de destruction, où la troupe attaquée sera dépourvue de masques ou d'abris, mais où elle sera contrainte de demeurer.

Du côté de l'assaillant, le terrain doit compliquer le problème d'une réaction offensive, qui serait un assaut, tout simplement.

De l'autre côté, le terrain doit bloquer physiquement le mouvement. A Trasimène, c'était la rive du lac. Dans la passe de Khyber, c'est la gorge elle-même (janvier 1842 : 16 000 civils, soldats britanniques et indiens tués alors qu'ils évacuent Kaboul sous la pression des tribus afghanes).

On peut aussi créer un défilé artificiel à l'aide d'une zone d'obstacles (cas de Suomussalmi, en Finlande, fin 1939-début 1940[6]).

Le renseignement : le choix d'une embuscade, comme procédé, mais aussi comme lieu, est l'exemple le plus patent de l'intérêt de l'anticipation. Pour anticiper, il faut en savoir assez sur l'ennemi pour pouvoir se prononcer sur ses mouvements à venir. Il faut en savoir assez sur lui pour pouvoir déterminer, peu ou prou, son dispositif en marche. On est loin ici du renseignement de simple observation, qui ne répondra jamais qu'aux questions : Où est-il ? Que fait-il ? Comment est-il ? Et non pas : Où sera-t-il ? Que fera-t-il ? Comment sera-t-il ?

Très clairement, **l'embuscade est montée sur une spéculation,** dans le sens le plus fort du mot.

Or, dans nos temps qui fuient le risque, bâtir toute une manœuvre sur une spéculation est devenu de plus en plus difficile, atypique, voire suspect.

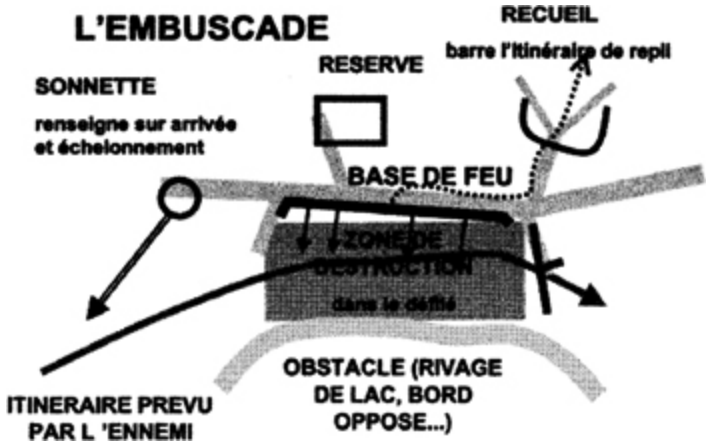
L'incompétence de l'ennemi : un défilé, cela se voit, rien qu'en lisant la carte, et sinon, avant de s'y engager- *il suffit de regarder.* Cela explique pourquoi toutes les embuscades sont imputables, au départ, à une faute de la « victime ». Généralement, excès de confiance, sous-estimation de l'ennemi (ou du caractère désespéré de sa situation, qui l'amènera à accepter un nouveau niveau de risque), précipitation...

Les « grandes » embuscades ont souvent provoqué l'erreur par une feinte habile (cas de Trasimène : Hannibal a offert un « faux camp » pour encourager son adversaire, Flaminius, à croire qu'il offrirait le combat le lendemain, en un autre lieu).

Accepter le risque : point souvent négligé dans l'ivresse de la victoire. Un dispositif d'embuscade est en soi déséquilibré, puisqu'il a pour objet de maximiser l'action latérale sur l'ennemi. Le dispositif est linéaire, et présente son flanc à la direction de marche de l'ennemi.

Ce qui fait que l'ennemi, s'il est prudent, décèlera l'embuscade avant d'être tombé dedans, et manœuvrera en conséquence, retournant à son détriment l'orientation de celui qui voulait tendre l'embuscade (voir schéma).

2.2.4.2. *Le schéma type*



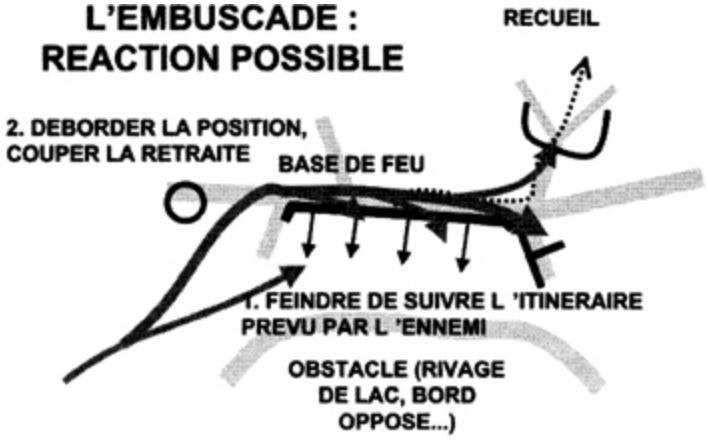
Le schéma ci-dessus montre le dispositif type d'une embuscade :

- **le gros de la force** occupe la base de feu : une position sûre, permettant de dissimuler le piège jusqu'au dernier moment, et offrant un minimum de protection défensive en cas d'assaut réflexe de l'unité prise au piège ;
- un élément plus réduit profite d'un mouvement de terrain favorable pour fournir **un butoir,** permettant d'éviter l'échappée vers l'avant ;
- le cas échéant, un élément se prépare à fermer **l'arrière du piège ;**
- **un élément placé en recueil,** sur l'itinéraire de départ, assure un décrochage en sécurité : en cas de poursuite ardente, cet élément gagnera les délais nécessaires à l'éloignement du gros ;
- **une « sonnette** », placée au loin, renseigne sur l'arrivée de l'ennemi, mais aussi et surtout sur son échelonnement. Cette sonnette doit être placée assez loin pour que le chef ait le temps matériel de « démonter » l'embuscade s'il s'avère que l'ennemi y est préparé, ou si son approche présente, fortuitement ou non, de quoi inquiéter celui qui tend l'embuscade. La sonnette doit être placée assez près pour estimer que le renseignement qu'elle donnera sera encore pertinent au moment de l'embuscade. Enfin, la sonnette doit pouvoir embrasser l'ensemble du dispositif ennemi, pour garantir la crédibilité des renseignements

indiqués ci-dessus. On le voit, la sonnette est en soi une condition assez exigeante... Aux niveaux plus élevés, la sonnette est un réseau de renseignement complet, assez étendu pour englober toute la force attendue dans ses rets invisibles ;

- **une réserve** pourrait s'avérer critique, notamment en cas de réaction pertinente de l'ennemi, ou, tout simplement, si le piège ne fonctionne pas exactement aussi bien que prévu.

Dans le cas présent, flairant le piège, l'ennemi a laissé son avant-garde s'engager dans le début du piège, juste assez pour que le gros des assaillants reste sur sa base de feu.



Le gros de l'ennemi déborde la position, *qui lui présente forcément un flanc,* et peut l'enrouler comme on roule un tapis, et/ou intercepter sa voie de repli.

Si celui qui tend l'embuscade ne dispose pas d'une réserve suffisante pour bloquer temporairement le débordement ennemi - assez longtemps pour démonter l'embuscade et, soit livrer le combat après réorientation, soit rompre le contact - alors il est condamné à subir.

2.2.4.3. *Bien choisir la séquence de déclenchement entre butoir et fraction principale*

Petite précision additionnelle : lorsqu'on met un butoir en place, on a souvent la tentation de le faire donner comme déclencheur de son action principale.

C'est généralement une erreur.

En effet :

- l'échelon de butoir est le plus faible possible (principe de l'économie des forces). De surcroît, il est placé sur le vecteur préférentiel de l'ennemi. En d'autres termes, s'il est attaqué par un ennemi encore indemne (puisque l'embuscade n'a pas encore donné), *il va subir,* à deux titres : d'abord, jusqu'au déclenchement de l'action principale, l'ennemi se retrouve dans la configuration optimale : il pousse, de front ; ensuite, parce qu'après le déclenchement de l'embuscade, la partie avant de la fraction attaquée cherche, avec l'énergie du désespoir, à faire sauter le bouchon qui maintient l'ensemble dans le piège ;
- la fraction principale (base de feu ou base d'assaut), par définition, occupe plus d'espace et dispose de plus d'options pour intervenir ;
- la fraction principale, outre un rapport de force supérieur au butoir, prend l'ennemi de flanc, et donc bénéficie d'un avantage réel au début de son engagement.

C'est pourquoi il vaut mieux que le déclencheur du combat soit la *fraction principale,* qui rentabilisera au mieux, et à son heure, le dispositif le plus puissant, opposé à l'ennemi le moins préparé.

Cerise sur le gâteau : cette précaution facilitera grandement le travail du butoir, qui, dans le meilleur des cas, n'aura pas à combattre du tout (si la tête de l'ennemi est détruite avant de l'avoir atteint), et sinon, sera opposé à un ennemi affaibli ou perturbé - très probablement, *orienté sur son flanc* au moment même où il percute, en titubant, le butoir.

En d'autres termes : si l'assaillant déclenche l'action du gros avant celle du butoir, *les deux actions se joueront de flanc,* le lobe principal de l'ennemi étant toujours mal orienté, que ce soit pour le gros, surpris sur son flanc, puis pour l'avant-garde, puisque son attention étant attirée sur le flanc attaqué, elle n'est plus autant orientée vers l'avant (vers le butoir).

Cette brève simulation - *fondée sur le rythme* - nous amène naturellement à traiter de la *géométrie* de l'attaque.

2.3. LA GÉOMÉTRIE DE L'ATTAQUE

2.3.1. L'importance de l'orientation

On représente généralement les actions offensives sous forme de flèches sur la carte. L'analogie est plus profonde que ne le laisserait croire son seul aspect graphique. En effet, elle se comprend encore mieux à l'aide des notions mathématiques de VECTEUR et d'ÉNERGIE, elles aussi matérialisées par des flèches. Nous avons déjà parlé de l'énergie, plus particulièrement, de sa maîtrise dans le cadre du rythme du combat. Nous en venons maintenant à sa direction.

En effet, la direction d'une attaque - très concrètement, un azimut sur le terrain - n'est pas neutre. Par exemple, dans les fortifications antiques, les bâtisseurs s'efforçaient de créer un coude au chemin d'accès à la porte, coude par la gauche car ainsi, il exposait le flanc droit de l'assaillant au tir du défenseur. Le flanc droit d'une colonne d'attaque était généralement démuni de bouclier, à l'exception (très rare voire anecdotique) de troupes ambidextres ou gauchères[7].

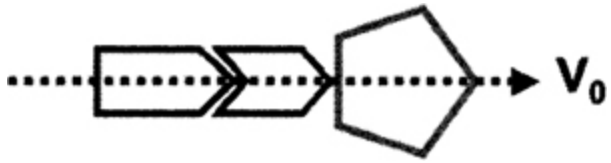
Cette notion d'angle d'approche est particulièrement parlante dans le cas de Gravelotte-St Privat, évoqué précédemment (voir schéma p. 420).

Du fait qu'une colonne d'attaque présente une certaine profondeur, elle tend à conserver sa direction ou à l'infléchir de façon peu marquée. Lui imposer un angle supérieur à 30° revient, de fait, à arrêter ou à perturber sérieusement sa progression. Pourquoi ? Parce qu'un angle ainsi ouvert dégarnit le deuxième échelon de la protection offerte par la masse du premier échelon. Le premier échelon, s'il se déporte, offre son flanc aux coups du défenseur et, mécaniquement, son énergie vers l'avant en est amoindrie.

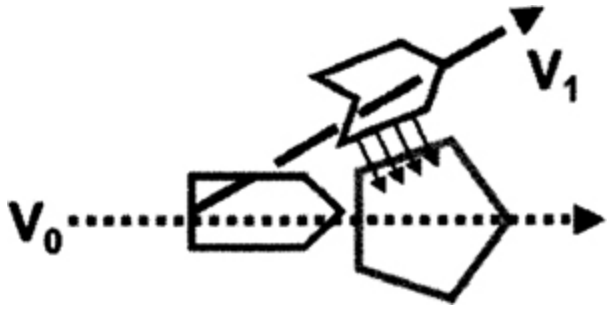
La contrepartie n'est pas forcément au bénéfice du défenseur, puisqu'il est pris à partie simultanément par les deux échelons : le premier, qui, s'il lui offre son flanc, bénéficie aussi d'un front allongé pour appliquer ses feux

; le deuxième, qui s'engage frontalement. C'est ainsi que s'enclenche une manœuvre de débordement, généralement un préalable nécessaire à toute réduction.

Prenons une attaque en deux échelons, abordant un ouvrage par une façade (cas très classique), selon un vecteur V_0.

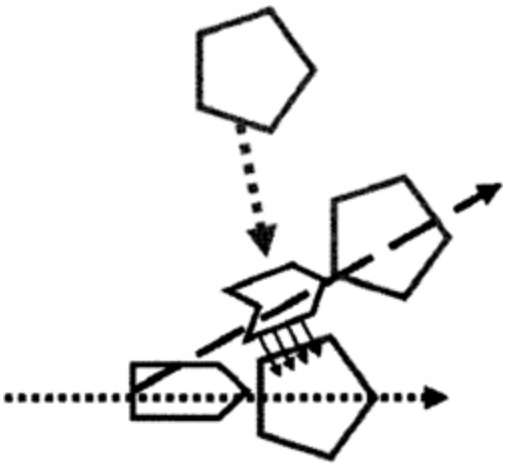


Si cette attaque est déviée, concrètement, l'alignement entre les deux échelons en est affecté, et l'attaque prend une direction générale V_1.



À noter que l'angle V_0-V_1, s'il est suffisamment ouvert, permet aux deux échelons successifs de combattre simultanément le même ennemi, lequel a désormais deux façades sous pression.

Du point de vue du défenseur, cette manœuvre – un débordement – est défavorable s'il est élément isolé. Le calcul est tout différent s'il appartient à un système cohérent, dont les voisins sont à portée de soutien ou d'appui – et sous réserve qu'ils soient actifs, évidemment[8]. Dans ce deuxième cas, le vecteur V_1 n'est pas forcément favorable à l'assaillant, lequel expose peut-être son premier échelon à un combat sur deux ou trois fronts. Si nous reportons l'image à un niveau supérieur, l'appréciation de la situation d'ensemble peut en être fortement modifiée.



Dans le cas illustré ci-dessus, notre premier échelon noir expose son flanc droit au premier défenseur gris (et applique ses feux contre lui aussi), mais simultanément, il doit affronter, de face, un deuxième môle, et il n'est pas exclu qu'il doive affronter à bref délai une sortie d'un troisième môle.

En l'occurrence, la déviation de l'attaque initiale, passée de V_0 à V_1, n'a fait qu'enferrer le premier échelon dans un piège.

Le môle le plus proche du môle initialement attaqué se trouve à distance d'appui - c'est-à-dire qu'un ennemi qui attaque le premier môle a toutes les chances d'affronter simultanément le deuxième.

Le môle plus lointain se trouve à distance de soutien - c'est-à-dire qu'il n'est pas exclu que l'assaillant ait aussi à subir une contre-attaque de sa part (en l'occurrence, une sortie).

Si nous revenons à notre cas précédent, où la flèche noire semblait en difficulté, l'appréciation est différente si le môle initialement attaqué est détruit avant que le défenseur n'ait eu le temps de lancer sa contre-attaque. Mieux encore, si le premier échelon, qui a dévié sa course, a pu contribuer à la destruction du môle avant même d'être entré en contact avec le môle voisin. Illustration de l'importance de la vitesse tactique, facteur de liberté d'action et de sûreté.

Les dispositifs trop distendus ou linéaires offrent à l'assaillant la possibilité de varianter son angle d'attaque (son vecteur) sans pénalité, puisqu'il peut choisir de ne s'attaquer qu'à un môle sans crainte de s'exposer aux coups des autres. En toute logique, s'il est libre de manœuvrer à sa guise autour de son objectif, l'enveloppement lui permet d'accroître le

rapport de force à son avantage, tout simplement en engageant plus d'unités et en prenant plus d'ennemis à partie. Le môle sous pression doit engager sa réserve pour tenir des flancs de plus en plus exposés. C'est le phénomène de constriction, bien connu des herpétologistes.

2.3.2. Les angles d'attaque

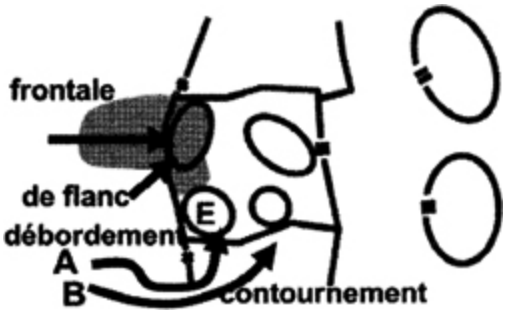
Globalement, on distingue trois familles :

- l'attaque frontale (par le lobe principal, décrit plus haut) ;
- l'attaque latérale ou débordement (cherche à atteindre l'objectif par un angle moins densément battu, voire un intervalle non couvert) ;
- l'attaque par double enveloppement.

Bien entendu, il vaut mieux attaquer (toutes choses égales par ailleurs) de flanc que frontalement, par un intervalle plutôt que par un flanc.

Détail sémantique qui peut avoir son importance en conduite, lorsque chaque mot pèse :

- on parle de *débordement* lorsque A attaque E par un intervalle (on dit « A déborde E ») ;
- on parle de *contournement* lorsque B évite E pour se porter dans sa profondeur (on dit « B contourne E »).



2.3.2.1. *L'attaque frontale*

L'attaque frontale est généralement l'apanage de l'assaillant qui n'a pas le choix - le dilemme de 1914-1918, deux camps s'opposant par un front continu érigé en zone de défense dans la profondeur - ou qui dispose d'une large supériorité et qui est pressé.

Elle est souvent assimilée à l'attaque en force, par confusion entre les deux notions de *rythme* et *d'orientation.* Du coup, elle est souvent décriée comme une stupidité conceptuelle qu'il faut éviter à tout prix. C'est un jugement un peu hâtif. Comme en toutes choses à la guerre, il n'y a jamais de « meilleure » solution dans l'absolu, mais uniquement des solutions plus adaptées aux circonstances. L'attaque frontale a généralement l'avantage de la simplicité dans la manœuvre, ce qui facilite le commandement, notamment pour la gestion des grandes masses et d'une multitude de moyens très différenciés. Ce n'est nullement un avantage mineur. C'est même, dans certains cas, le seul moyen pour une force d'exprimer réellement son potentiel. La subtilité pour le plaisir est un luxe que ne peuvent s'offrir toutes les armées...

L'exemple type de l'attaque frontale, c'est l'attaque hors de portée du défenseur, lorsque l'assaillant a le bénéfice d'une meilleure allonge. Par exemple, les Anglais réduisant les Zoulous, à Ulundi (4 juillet 1879). Si un camp ne dispose que de vieilles pétoires, alors que l'autre a de l'artillerie, voire des mitrailleuses, le bénéfice qu'apporterait une manœuvre de contournement paraît aléatoire en regard de la certitude d'écraser le défenseur sous un feu à distance et sans risque.

Évidemment, si l'assaillant bénéficie de la supériorité aérienne, l'attaque (frontale ou non) porte simultanément sur la profondeur adverse, ce qui obvie considérablement le défaut apparent de ce vecteur frontal, en multipliant ses points d'application.

L'attaque frontale, à un échelon donné, peut s'inscrire dans une autre forme de manœuvre à l'échelon supérieur. Par exemple, pour s'infiltrer dans un dispositif, il faudra bien créer une petite brèche par laquelle écouler le gros de la force. Du point de vue de la petite unité (section ou compagnie par exemple) qui doit créer la brèche, nous parlons d'une attaque frontale - même si son échelon supérieur se glissera ensuite entre les môles plus profonds. Ceci pour faire justice de l'idée selon laquelle par principe, l'attaque frontale est la marque de l'imbécile. En définitive, s'il y a

résistance, il y aura bien quelqu'un qui, un jour, montera à l'assaut d'un ennemi qui l'attend...

Attaque d'un môle

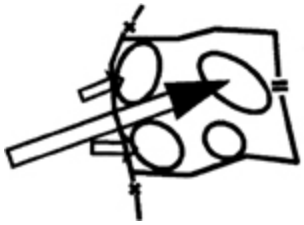
Nous sommes dans le cadre de la percussion.

Dans le cas présent, l'attaque secondaire (déclenchée en premier : flèche creuse) se contente de prendre le contact à son niveau.

L'attaque principale, déclenchée en second (flèche pleine), précise le contact par nature, puisqu'elle mène à la destruction.

Cette attaque vise la pénétration du dispositif (du bataillon adverse) en éliminant un point d'appui.

Attaque par un intervalle



Dans cette forme d'attaque, les actions préliminaires se contentent de prendre (éventuellement, préciser) le contact, en cherchant à élargir le couloir déterminé pour l'action principale.

Cet élargissement consiste, par exemple :

- à prendre à partie les éléments limitrophes des points d'appui (PA), limitant ainsi la puissance de feu applicable sur le corridor de pénétration ;
- à contraindre les deux PA à manœuvrer en interne (engager leur réserve interne) face aux directions d'attaque, ce qui limitera ou consommera prématurément leur capacité de réaction ultérieure contre le corridor ;
- à contraindre les PA à resserrer leur dispositif (à le concentrer), leur rétraction étant favorable à l'élargissement du corridor.

Face à un corridor élargi, moins densément battu, et qui n'est plus sous la menace d'une réaction immédiate efficace depuis les points d'appui, l'attaque principale peut être lancée. Elle est « lubrifiée » par l'action préliminaire.

Attaque par infiltration

En toute logique, une attaque par infiltration s'apparente à une attaque par un intervalle, avec une différence majeure : la libération d'énergie est différée, étant effectuée à l'issue de la pénétration et non concomitante à elle. Le procédé a été décrit au chapitre consacré à l'attaque en souplesse.

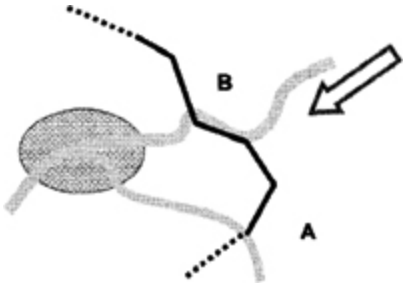
2.3.2.2. *L'attaque par débordement*

En dehors des dispositifs continus, flanqués par des zones infranchissables (par exemple, à large échelle, le front de l'Ouest de 14-18, flanqué par la Suisse neutre et la mer du Nord) l'assaillant a intérêt, en principe, à viser le défaut de la cuirasse.

Dans la guerre telle qu'on peut la concevoir en ce début de troisième millénaire, les dispositifs discontinus (dits « lacunaires » en terminologie française) devraient être constatés plus souvent que les dispositifs continus.

Qui dit « lacune » dit intervalle, espace moins battu ou non battu, et donc, possibilité d'approche, de contournement, de positionnement hors pression de l'ennemi.

Prenons le cas d'une force (en noir) qui couvre une ville (en grisé) à cheval sur un confluent, face à une direction d'approche qui serait la vallée principale. Le défenseur ne dispose pas d'assez de moyens pour assurer une défense tous azimuts.



Les historiens militaires, qui employaient naguère des formules plus illustratives qu'aujourd'hui, auraient dit que le secteur A, entre les deux rivières, est « ancré », c'est-à-dire que chacune de ses extrémités s'appuie sur un obstacle.

En revanche, le dispositif B est « en l'air », c'est-à-dire que vient un moment où la ligne défensive n'est plus suffisamment dense pour assurer une véritable action défensive. Le général précautionneux prolongera cette aile « en l'air » d'un dispositif de renseignement, grâce auquel, à défaut d'être défendu, il se donnera au moins le temps de réagir.

En règle générale, l'attaque par contournement se joue sur une aile « en l'air », sans quoi il s'agit d'une attaque frontale, tout simplement. Dans le schéma ci-dessus, si l'ennemi (en gris) attaque dans le secteur A, il s'agira d'une attaque frontale. S'il déborde le secteur B, soit très au large (hors de vue du rideau de renseignement) soit au plus près (à l'extrémité de la ligne défendue), il s'agit bien d'une attaque par débordement.

Il ne faut pas croire pour autant que le débordement soit la solution unique, idéale, au dilemme posé par le défenseur. En effet, une contre-attaque de flanc est possible à partir du secteur B qui serait trop insuffisamment masqué par l'assaillant («masqué», autre terme d'historien qui présente un véritable intérêt conceptuel - sens emprunté à l'escrime). Le débordement, en principe, apporte de grands avantages, mais encore faut-il savoir en reconnaître les risques.

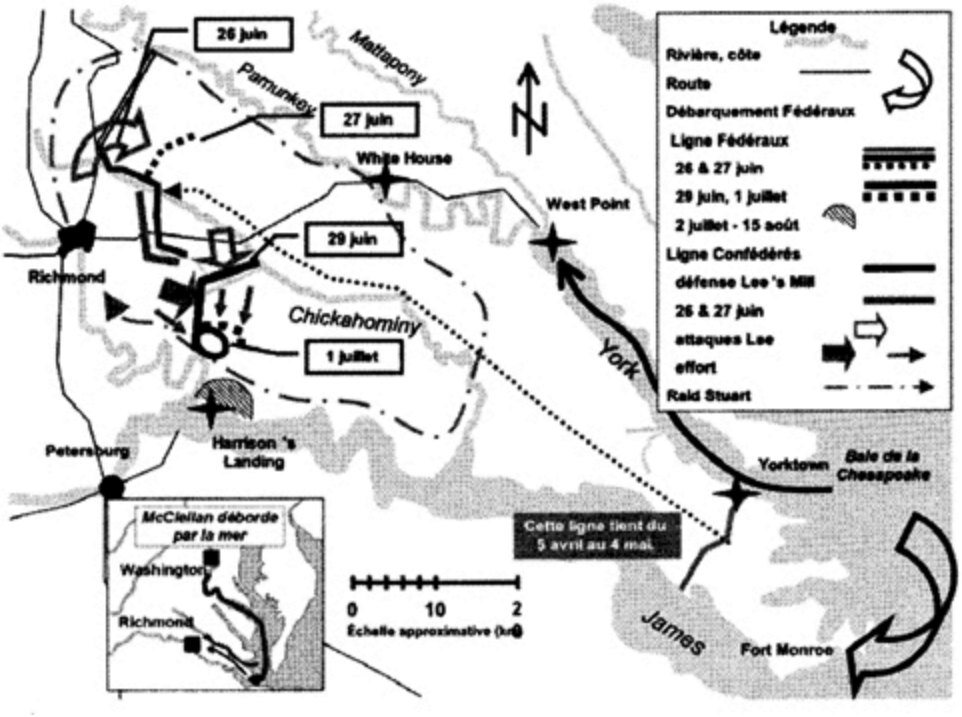
Là encore, la vitesse d'exécution conditionne souvent le succès de la manœuvre. Si le débordement débouche (c'est-à-dire qu'il franchit en force l'extrémité défendue) avant que le défenseur n'ait eu le temps de parer le coup, le succès est assuré. En revanche, nombre de débordements se sont avérés trop lents ou hasardeux pour obtenir autre chose qu'une vague indentation dans le dispositif initial - et souvent, à prix très élevé.

15 L'ATTAQUE PAR DÉBORDEMENT

LA BATAILLE DES SEPT JOURS, 25 juin-2 juillet 1862

The Seven Days' Battle

Guerre de Sécession (Théâtre oriental)



En attaque : Général Lee, 90 000 hommes
En défense : Général McClellan, 100 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

Le début de la « guerre sérieuse », premier coup d'éclat pour Lee

Le Nord est entré en guerre en dilettante, avec la conviction qu'une promenade militaire amènerait le Sud à résipiscence. Une équipée brouillonne, sèchement arrêtée devant Bull Run (First Manassas), fait

tomber les illusions (21 juillet 1861). Le Nord devra d'abord créer une armée sur les décombres de celle qui s'est ridiculisée lors du premier acte. Le général McClellan s'y emploie énergiquement pendant l'hiver 1861-1862. Au printemps, cette armée est prête, au moins dans l'esprit du Président Lincoln qui somme McClellan, curieusement réticent - apparemment par tendresse pour l'outil qu'il a patiemment forgé - de porter la guerre chez l'ennemi.

La campagne de la Péninsule

McClellan veut obtenir un effet de masse et de surprise pour porter son armée au plus près de Richmond, qui se trouve à la racine de la péninsule formée entre les rivières James et le système North Anna-Pamunkey-York (d'où le nom de *Peninsular Campaign* que portera cette longue série de batailles). Il dispose pour cela de l'énorme supériorité navale de la Fédération. Son armée embarque et est déposée à Hampton Roads, début avril, contournant par la mer la petite armée de Virginie qui couvre la capitale rebelle. Elle piétine jusqu'au 4 mai devant Yorktown et la petite rivière Warwick, faiblement défendue. Pendant un mois de mai exceptionnellement pluvieux, l'armée de McClellan, canalisée par la Chickahominy, remonte jusqu'à vue de Richmond. Elle est contre-attaquée, le 31 mai, dans une suite d'actions très décousues, mal commandées (Seven Pines/Fair Oaks). Le général sudiste, Johnston, qui n'a guère brillé, par ailleurs blessé, est remplacé par Lee (1er juin).

Contre toute attente, Lee, nommé général en chef pour l'occasion, retourne complètement la situation. La réaction offensive de Lee, énergiquement menée malgré le rapport de force désavantageux, assomme l'armée d'invasion qui est finalement repliée en août. La menace directe sur Richmond est rejetée jusqu'en 1864. McClellan, contraint au repli, devient ainsi le premier d'une longue lignée de généraux de l'armée fédérale à être humiliés par « ce renard de Lee » (Grant).

Mouvements préliminaires

Lee décide de déborder l'extrémité de la ligne fédérale, pour l'enrouler « comme on roule un tapis ». Pour cela il a besoin de deux renseignements

précis sur les dispositions prises par son adversaire, information que sa cavalerie se chargera de lui ramener à l'issue d'un raid entré dans les annales, sous les ordres d'un chef d'une rare audace, le général J.E.B. (« Jeb ») Stuart (cf. paragraphe « anecdote »). Ainsi conforté dans son idée de manœuvre, Lee engage sa manœuvre, qui s'appuie sur le fait que l'armée de McClellan enjambe la Chickahominy, ce qui expose le V^{e} corps (Porter).

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Lee rappelle le corps de Jackson, qui vient de terminer une brillante campagne dans la vallée de la Shenandoah[9]. L'attaque est lancée le 26 juin contre Porter, mais Jackson manque à l'appel, s'étant arrêté, sans doute épuisé, à quelques kilomètres d'un premier engagement douloureux pour les Confédérés (Mechanicsville). Bien qu'il s'en proclame vainqueur, à juste titre, McClellan se juge surclassé numériquement. Le lendemain, 27 juin, une nouvelle et coûteuse attaque de Lee finit par déloger Porter (Gaine's Mill). Des 69 000 Fédéraux qui restent à McClellan, seuls 6 000 lui sont envoyés en renfort, le reste étant retenu par une feinte du sudiste Magruder, qui n'a que 27 000 hommes. Entre-temps, McClellan a décidé de transférer sa base logistique de White House à Harrison's Landing, sur la James, au sud de la péninsule : il desserre l'étau obtenu à grand peine sur Richmond. Pressé par un Lee un peu trop entreprenant, malgré des succès défensifs locaux, Il se replie par combats successifs (Savage Station, 29 juin, Glendale, 30 juin, Malvern Hill, 1er juillet). McClellan, complètement subjugué, se retranche à Harrison's Landing, sous la protection des canons de la flotte (2 juillet). La tête de pont devenue stérile sera évacuée entre le 14 et l^{e} 26 août.

En sept jours et autant de combats tous très médiocrement exécutés et — tactiquement – perdus, consentant une perte de 20 000 hommes, soit le quart de sa force et deux fois plus que son adversaire, Lee a contraint l'armée fédérale à la fuite...

Phase d'intérêt pour la démonstration

L'attaque de Lee se joue sur un rapport de force favorable contre l'aile droite ennemie, l'aile gauche étant retenue par une feinte. Les deux fractions sont séparées par la Chickahominy, obstacle assez conséquent. Contre le V^{e} Corps (Porter) isolé, Lee concentre les deux corps de Hill et Jackson. Néanmoins, seul Hill donnera, pendant trois jours de combats consécutifs. Le corps de Jackson, sans doute épuisé par ses six semaines de campagne précédente, se montre apathique.

Malgré tout, du seul fait qu'il attaque de flanc à deux contre un, même si un corps se montre inactif, il contraint McClellan à la défensive. Pendant les sept jours, ce dernier ne manœuvrera jamais avec son aile gauche, par laquelle il aurait pu contrer la pression de Lee. Le sudiste l'emporte malgré les incroyables bourdes et carences de ses subordonnés, parce que son adversaire n'engage pas la moitié de sa force.

Enseignements

La sortie de Lee jouit d'un certain effet de surprise, encore renforcée par le fait qu'auparavant, McClellan et son armée n'avaient aucunement envisagé qu'un défenseur largement surclassé prendrait l'initiative de l'attaque. Dès lors que le débordement est réussi, la ligne est déséquilibrée et l'initiative tombe dans la sabretache de Lee, jusqu'au rembarquement d'une armée neutralisée.

Néanmoins, la « vérité des prix » en termes de rapport de force pèse dès lors qu'il s'agit d'exploiter et de prolonger le succès initial, essentiellement du fait de l'inaction de Jackson. L'armée de Lee a manqué de poids pour transformer un succès en déroute de l'ennemi.

Autres aspects

Lee entame sa carrière de général de l'armée de Virginie sur un incontestable exploit, retournant complètement les événements. L'impact moral de cette bataille pèsera jusqu'à la fin de la guerre, quatre ans plus tard, tant sur sa propre armée, convaincue que « le Vieux » a toujours un tour dans son sac et que la pire des infortunes n'est que le prélude à une

victoire éclatante, que sur ses adversaires, qui resteront toujours timorés face à lui, jusqu'à ce que Grant domine ce complexe.

ANECDOTES OU ENSEIGNEMENTS INCIDENTS

Une bataille navale d'un nouveau type : CSS *Virginia* contre USS *Monitor*

Le 8 mars, la petite flotte de la Confédération tente de s'opposer au débarquement. Elle engage *\'ex-Merrimack,* transformé en bâtiment d'un nouveau type, à l'aide de blindage et d'un éperon, et rebaptisé le CSS *Virginia.* Ce bâtiment d'un nouveau genre ravage la flotte d'invasion. Revenant le lendemain pour achever le travail, il rencontre l'USS *Monitor,* le dernier-né de la *Navy,* qui dispose d'une tourelle, nouveauté pour l'époque, et dont la forme innovante le rend quasiment imperméable à l'artillerie du vaisseau confédéré. Les deux navires se canonnent d'abondance, toute la journée, sans réussir à se départager. Le *Monitor* restera dans les parages, prêt à contrer une nouvelle sortie du *Virginia*... qui n'aura pas lieu.

Le raid de Stuart

Lee a besoin de deux renseignements : où est l'extrémité de la ligne fédérale ? (Nécessaire pour décider du secteur d'attaque) et : où est la base logistique de McClellan ? (Nécessaire pour évaluer la réaction d'unités poussées à la retraite). Stuart, à la tête de 1 200 cavaliers, opérant sur les arrières de McClellan, ramènera ces informations vitales. Il effectue la pénétration dans la nuit du 12 au 13 juin, en forçant le passage à travers les piquets fédéraux. Pour échapper à ses poursuivants et sonder les arrières ennemis, il fait le tour de l'armée fédérale. Il localise le V^{e} corps dont on a perdu la trace et confirme l'activité de la base logistique de McClellan, de White House (au nord, sur la Pamunkey). En l'apprenant, Lee est conforté dans son appréciation : il n'y aura pas de réserve face à son débordement, et la tendance naturelle, en cas de rétraction du dispositif fédéral, sera vers le sud-est, ce qui amplifiera l'effet d'enroulé.

Stuart ramène ses raiders le 15 juin, ayant parcouru 160 km en quatre jours, perdu un homme, capturé 170 prisonniers et 300 mules.

2.3.2.3. *L'attaque par double enveloppement*

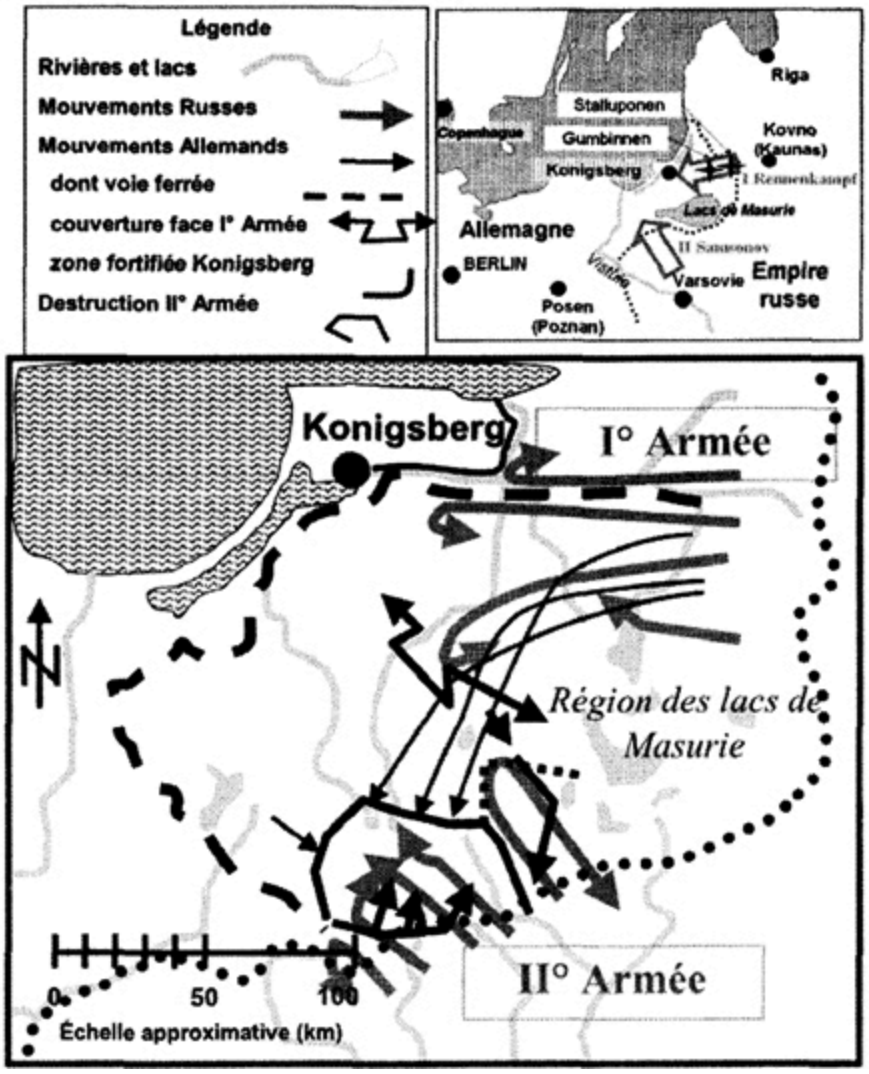
L'école prussienne a été profondément marquée par Cannes, avec ce double enveloppement de l'armée romaine par celle d'Hannibal. Tous ses généraux ont cherché à rééditer ce coup définitif. Sadowa-Königgratz (3 juillet 1866), la bataille unique qui décide de la suprématie prussienne en Allemagne, en est une tentative avortée. Peu après, Sedan puis Metz n'offrent pas encore de « belle » illustration de cette manœuvre. Heureusement, si l'on peut dire, à l'ouverture de la Première Guerre mondiale sur le front de l'Est, il y a Tannenberg, où la IIe Armée russe commandée par Samsonov est effectivement encerclée et détruite (30 août 1914).

L'école américaine reprend ce thème avec ardeur. On le lit en filigrane dans la majorité des écrits théoriques. Tous les généraux américains du XX^{e} siècle ont espéré inscrire « leur Cannes » à l'historique. Lorsqu'une préférence conceptuelle prend les allures d'une fixation, elle devient une lubie... qui contribue fortement à rendre prévisibles les actions à venir.

Dans l'absolu, effectuer un double enveloppement de l'ennemi garantit souvent une victoire décisive. Néanmoins, nombre de victoires décisives n'ont pas été obtenues à l'issue d'une telle figure de style - à commencer par Sadowa, à l'issue de laquelle le général autrichien Benedeck rompt le contact sans avoir été vaincu de façon irrémédiable.

TANNENBERG, 25-29 août 1914

Première Guerre mondiale (Front Est)



En attaque : Général von Hindenburg, 200 000 hommes
En défense : Général Samsonov, 150 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

Le début de la guerre à l'est

La rapidité et l'ampleur de la mobilisation russe constituent la véritable surprise stratégique de ce début de la Première Guerre mondiale. La seconde surprise sera l'échec de la Marne. Les puissances centrales

(Allemagne, Autriche-Hongrie) se retrouvent dans la situation imprévue : celle de mener la guerre sur deux fronts.

Campagne de 1914, front Est

L'été 1914 s'avère décisif pour affirmer la supériorité allemande sur le front de l'Est. Le désastre de Tannenberg est suivi d'une offensive qui pénètre profondément en Russie d'Europe, avant d'être arrêtée. En dehors de soubresauts offensifs (dont l'offensive Brussilov de 1915), l'empire russe est réduit à la défensive jusqu'à sa défaite finale, en 1917 (traité de Brest-Litovsk).

Mouvements préliminaires

Les deux armées russes pénètrent en Prusse orientale avec plusieurs semaines d'avance sur les estimations les plus pessimistes du grand quartier général allemand, dès le 15 août. La I^re^ Armée (Rennenkampf), au nord, vise Konigsberg ; la II^e^ Armée (Samsonov) au sud, est orientée sur la Vistule de Marienberg ; les deux masses sont séparées par les lacs de Masurie. Elles sont opposées à la VIII^e^ Armée du général von Prittwitz (les sept autres étant sur le front Ouest).

Progressant le long de la côte, Rennenkampf prend contact vigoureusement avec les Allemands, dont l'impétueux commandant du I^er^ corps, von François, se surestime et subit de lourdes pertes (combats de Staluponnen, 18 août, et Gumbinnen, 20 août). Mis en retraite, von Prittwitz cause la consternation en annonçant, le 20 août, qu'il compte reculer jusqu'à la Vistule. En réalité, la VIII^e^ Armée est très mollement poursuivie.

Au sud, la progression de Samsonov est difficile, à travers une région marécageuse, quasiment déserte, mais elle ne rencontre aucune opposition. Elle menace directement Berlin, à dix jours de marche.

DANS LA BATAILLE

Le plan d'Hoffman

Le chef d'état-major de la VIII^{e} Armée, le colonel Hoffman, a bien compris le décalage entre les deux armées, celle du sud étant en avance et hors de portée de soutien en raison de l'obstacle des lacs. Il conçoit un plan pour reporter tout le poids de la VIII^{e} Armée sur Samsonov, que Hindenburg adopte d'emblée alors qu'il vient de remplacer l'infortuné Prittwitz. Le chef d'état-major de la VIII^{e} Armée sur Samsonov, que Hindenburg adopte d'emblée alors qu'il vient de remplacer l'infortuné Prittwitz.

Phase d'intérêt pour la démonstration

Ne laissant face à Rennenkampf qu'un mince rideau de cavalerie (une seule division), Hindenburg, récemment arrivé à la tête de la VIII^{e} Armée, reporte toute sa masse au sud, au débouché des lacs masures. Il laisse Samsonov former lui-même le piège en s'avançant entre les deux ailes dont il ne perçoit pas la présence. La bataille s'engage le 25 août. Samsonov, illusionné par des succès initiaux, persiste dans sa poussée jusqu'au lendemain. Lorsque le double enveloppement se referme, il est trop tard. De son armée annihilée, le 29 août, on dénombrera 30 000 tués et blessés, 92 000 prisonniers, et la totalité du matériel capturé. Samsonov se suicide. Seuls deux corps, sur les ailes, réussissent partiellement à se replier, 10 000 hommes échappent à la capture. Peu de victoires s'avèrent aussi complètes que Tannenberg, « le Cannes des temps modernes ».

Les pertes allemandes sont modérées : 20 000 tués et blessés. Après l'anéantissement de la II^{e} Armée, Hindenburg se retourne contre la I^{re}, mais le rusé Rennenkampf se replie avec prudence, offrant une retraite combattante qui arrête la contre-offensive à hauteur de la frontière, le 28 septembre (bataille des Lacs Mazures).

ACTION SIGNIFICATIVE : LA CRISE DU COMMANDEMENT

Description

Les deux premiers engagements de la VIIIe Armée induisent un tel sentiment de défaite apocalyptique que son chef, le général von Prittwitz, cause par ses messages alarmistes une véritable panique à Berlin, qui voit

déjà les cosaques camper sur *Unter den Linden.* Le vieux général Hindenburg est tiré de sa retraite pour relever séance tenante un général qui semble dépassé par les événements, et un jeune et brillant chef d'état-major, le général Ludendorff, lui est adjoint. Les deux formeront un tandem de commandement célèbre, dès l'éclatante victoire de Tannenberg.

Enseignements : l'intérêt d'anticiper le choix du nouveau chef

Pourtant, von Prittwitz s'était déjà ressaisi lorsqu'il fut relevé, à cause de ses messages du 20 août (annonçant une retraite jusqu'à la Vistule). C'est son propre chef d'état-major – Hoffman – qui a imaginé la manœuvre salvatrice, et dans l'attente de son successeur, von Prittwitz a fait procéder aux mesures préparatoires. Le rétablissement lui est dû presque autant qu'à Hindenburg...

Autres aspects : quand deux généraux se détestent...

Les deux généraux russes, Rennenkampf et Samsonov, se vouent une détestation profonde, connue de tous, depuis un incident qui les opposa lors de la guerre russo-japonaise de 1905 (à Mukden, ils en étaient venus aux mains). Les Allemands le savent. Leur manœuvre est fondée sur le postulat que Rennenkampf ne risque guère de se hâter au secours de son ennemi personnel et rival professionnel. La prise de risque majeure face à la l^{re} Armée est consentie au moins autant en raison de cette appréciation très subjective, que pour des considérations purement tactiques.

D'autant plus qu'ils interceptent deux messages en clair, indiquant que la l^{re} Armée marque une pause opérationnelle et que Samsonov croit poursuivre une armée en retraite.

ANECDOTE OU ENSEIGNEMENT INCIDENT

Un corps d'armée allemand est retiré du front ouest. Il est en cours de transfert lorsque la bataille se déroule. Son inutilité à un moment aussi critique de la campagne de 1914 est parfois considérée comme une des

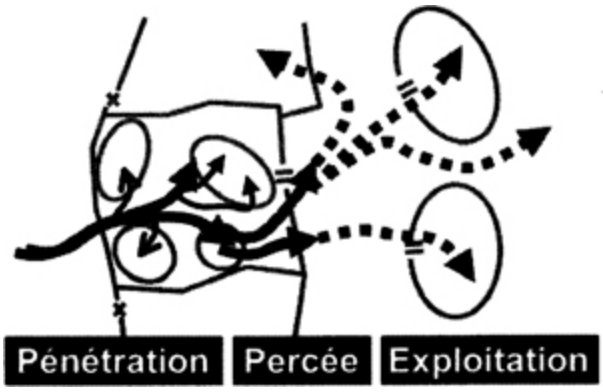
explications du miracle de la Marne : l'armée russe a peut-être sauvé la France.

Au demeurant, le corps d'armée qui sauve l'armée allemande en retraite après la Marne et lui permet de se rétablir sur le Chemin des Dames provient de Maubeuge, qui est tombée le 7 septembre. Ce corps intervient dès le 10, remplaçant fort opportunément celui qui est parti, un peu tôt, pour la Prusse orientale**.**

2.4. LA SUITE DE L'ATTAQUE : PERCÉE, EXPLOITATION, POURSUITE

Il est erroné de considérer que ces trois notions relèvent de la guerre linéaire, et sont donc obsolètes. Certes, la fin des dispositifs linéaires rend moins prégnante que naguère le besoin de percer (encore qu'aux petits échelons, ce besoin subsiste). Toutefois, même – peut-être surtout – dans un contexte de guerre lacunaire, les notions d'exploitation et de poursuite conservent toute leur pertinence. Mieux encore : elles sont encore plus d'actualité. Après tout, Alexandre a exploité et poursuivi face à Darius, de même que Napoléon après Iena-Auerstadt (1806)[10], Grant après qu'il ait contraint Lee à abandonner la défense de Richmond (avril 1865)[11]. Ce serait un grand tort d'oublier ces phases spectaculaires de l'action offensive, justement parce que ce sont les phases qui transforment une victoire locale en victoire décisive, celles qui achèvent la destruction de forces battues, mais pas encore annihilées.

Même si nous concédons que la percée n'est plus le Graal, l'idéal inatteignable des généraux de 14-18 ou de la Corée, grâce aux opportunités offertes par des théâtres de moindre densité que naguère, nous affirmons que l'exploitation et la poursuite font à nouveau partie des séquelles raisonnables de l'action offensive, alors qu'elles n'étaient que des rêves quasiment inaccessibles pendant tout le XX^{e} siècle.



2.4.1. La percée

La définition du Robert 1969 est supérieure à la définition militaire : « Se frayer un passage en faisant une ouverture, un trou ». Car c'est bien de cela qu'il s'agit : se frayer un passage, finalité toute autre que détruire, repousser, infliger des pertes...

La percée est généralement l'objet de l'attaque, car elle correspond au moment où l'assaillant reprend du mouvement et subit de moins en moins de pertes. Parallèlement, elle désorganise toujours plus le système adverse.

Sur le plan théorique donc, la percée est le moment où l'assaillant cesse d'infliger à l'ennemi des dommages « du premier ordre » (destruction, attrition) pour lui infliger des dommages du « second ordre » (désorganisation). **L'attaque, de *physique,* devient *systémique.***

Lors de la Première Guerre mondiale, on estimait que la percée survenait quand les lignes de l'artillerie adverse avaient été atteintes (et donc, réduites ou contraintes à décrocher).

C'est d'ailleurs le moment où les attaques allemandes, malgré l'apport des tactiques de von Hutier, ont perdu leur capacité de pénétration : trop éloignées de leur soutien, trop isolées, ayant déjà consommé l'essentiel de leurs munitions, les hommes étant épuisés, ces attaques s'effondraient d'elles-mêmes ou se trouvaient arrêtées par la résistance la plus insignifiante (ou une dégelée infligée par l'aviation, par exemple devant Amiens en mars 1918[12]).

Lorsqu'on opère face à un ennemi installé en profondeur et conservant une réserve mobile, la percée est réalisée lorsque la réserve d'intervention a

été neutralisée. Si l'ennemi ne peut plus fermer les lèvres de la percée, alors celle-ci est concrétisée.

En revanche, pour passer de la percée à l'exploitation, l'assaillant doit disposer d'une force significative, et si possible fraîche. Il y a, historiquement, plus de cas de percée que d'exploitation... Tout simplement parce qu'ayant fait l'essentiel du travail, l'assaillant essoufflé —ou impressionné – s'est arrêté.

Lorsque l'arrêt est imposé par les circonstances, la réputation du général n'en souffre pas trop. En revanche, lorsqu'il résulte d'un moment de panique devant les espaces vierges que l'attaquant va maintenant pouvoir arpenter, alors on peut parler d'incompétence et/ou de pusillanimité.

Percer et ne pas exploiter...
L'occasion manquée du général Hooker, 30 avril 1863

Le cas s'est présenté lors de la guerre de Sécession, lorsque le général Hooker, tout fraîchement promu, traverse les lignes du Rapidan grâce à une manœuvre des plus habiles et audacieuses, le 30 avril 1863[13]. Ayant fait l'essentiel : débordé Lee et déséquilibré son dispositif, il s'arrête, apparemment saisi d'effroi, offrant à Lee l'occasion inespérée de repousser l'attaque, malgré un rapport de force défavorable. Du l^{er} au 6 mai. ce dernier le ramène de l'autre côté de la coupure avec perles et fracas, conduisant Lincoln à destituer ce général qui était allé de la plus insolente présomption à la plus abjecte inactivité, en l'espace d'une semaine.

Le maréchal de Villars a ressenti le même vertige, au malin de son chef d'œuvre. à Denain (24 juillet 1712). Après une marche de nuit qui l'amène sur l'Escaut, sans heurt mais avec un retard de deux heures sur son plan de marche (friction, tout simplement), il hésite à franchir, à cause de la vulnérabilité qui pèsera pendant deux ou trois heures sur son armée dissociée et empêtrée, à portée du redoutable prince Eugène. Heureusement pour lui. son subordonné, le marquis de Montesquiou. l'ait preuve d'énergie par ses vigoureuses objurgations et restaure la volonté défaillante de son

chef[14]. (Moment narré avec brio par Gérard Lesage. *Denain 1712, Louis XIV sauve sa mise.* Economica. 1992.)

2.4.2. L'exploitation

L'exploitation (« Après rupture ou submersion du dispositif adverse, poursuivre dans la profondeur sa désorganisation et, si possible, sa destruction ») est une phase généralement décisive d'une campagne, car elle correspond à la liberté d'action de l'assaillant sur les arrières du défenseur.

Au niveau tactique, si l'unité en cause ne peut prétendre à un résultat décidant d'une campagne, il reste que la notion d'exploitation est réelle : elle correspond à la liberté d'action acquise derrière une position, et dont l'assaillant bénéficiera jusqu'à ce qu'il rencontre un autre dispositif.

Incidemment, c'est dans cette phase que la propension soviétique à pratiquer l'attaque dans la foulée s'est exprimée avec le plus d'efficacité. Les Américains s'en sont ouvertement inspirés en leur reprenant le concept de « groupe mobile opératif », grande unité spécifiquement taillée pour l'exploitation.

Comment sentir ce moment où l'on est passé de la percée à l'exploitation ?

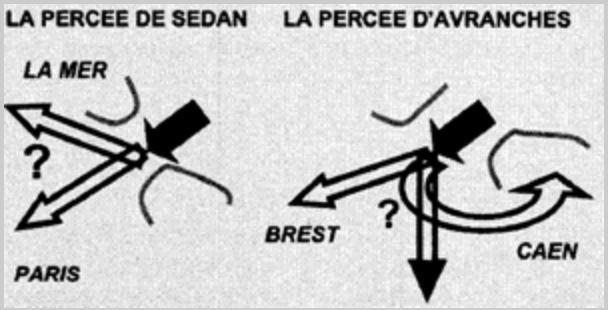
D'abord, quand le dispositif défensif s'effondre, se replie, qu'il ouvre une brèche. Mais surtout, quand l'assaillant se découvre plusieurs options nouvelles (nouvellement acquises, ce qui ne signifie pas qu'elles sont inopinées et inattendues, loin de là). L'initiative, rappelons-le, correspond à la saisie d'option. Lorsque l'axe de progression n'est plus contraint, que de nouvelles directions sont possibles, nous sommes en présence d'un cas très explicite de conquête d'options. **La transition de l'effort qui mène à la percée, vers le *choix multiple qu'est l'exploitation,* est une illustration de saisie d'option.**

De la percée à l'exploitation : Meuse 1940, Avranches 1944

Le cas est patent sur la Meuse, dans la nuit du 13 au 14 mai 1940. A l'est de Sedan, la II^{e} Armée (Huntziger) effectue un repli pour s'établir sur la Chesne et les hauteurs de la Stonne, ce qui ouvre une brèche de 16 kilomètres. À l'ouest, la IX^{e} Armée (corap) lâche tout le cours de la Meuse et se reporte sur la ligne Rocroi-Signy l'Abbaye-Omont, ligne qui n'existe que sur le papier et que les unités ne rejoindront pas. Ce mouvement élargit la brèche de 50 kilomètres.

Le résultat, c'est que le commandement français est confronté au dilemme: quelle direction est visée par la percée ? La flèche unique allemande, nécessaire pour la percée, est devenue une flèche double, qui pointe Paris ou la Manche. Le défenseur doit subitement prendre en compte deux hypothèses.

A la suite de la percée d'Avranches (juillet 1944). le cas est encore plus patent : *trois options* s'offrent à Patton. Plein est. pour encercler les Allemands bloquant la tête de pont en Normandie : plein sud. pour un large débordement qui peut ensuite ramener vers Paris ou l'Alsace ; plein ouest, pour saisir les ports bretons (en l'occurrence, il choisit le débordement au lame flèche pleine sur le schéma).



2.4.3. La poursuite

Poursuivre, c'est « exploiter face à un ennemi défait qui n'oppose plus de résistance organisée et se retire en désordre ».

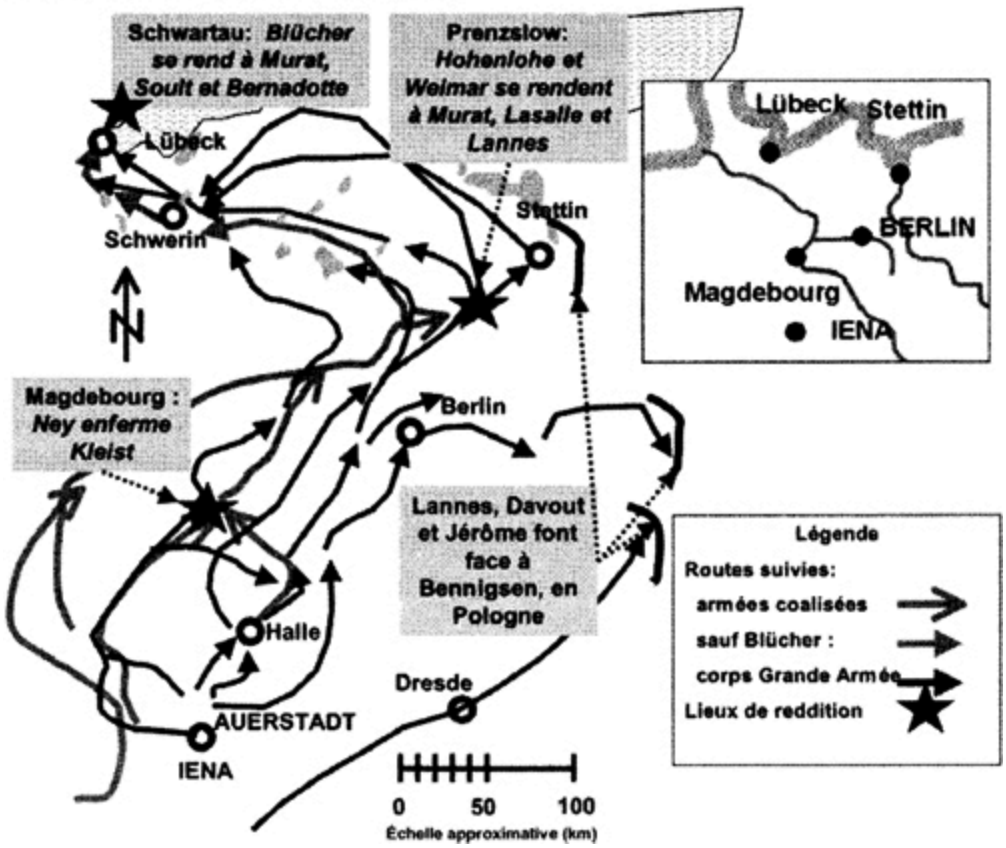
La différence entre les deux (exploitation et poursuite) n'est pas tant dans la réalisation que dans le principe :

- dans le premier cas (l'exploitation), il reste de l'ennemi coordonné, susceptible de reprendre le combat et de se réorganiser. C'est ce qui est arrivé à maintes reprises aux armées allemandes et soviétiques, qui ont plusieurs fois réussi à reconstituer un dispositif défensif capable d'arrêter l'ennemi en exploitation. Évidemment, le rapport de force tend à s'inverser au fur et à mesure que l'assaillant pénètre profondément en territoire conquis, et donc, s'éloigne de ses bases. Alors que, simultanément, le défenseur se replie sur les siennes et peut, s'il dispose de la profondeur stratégique nécessaire (qui fit défaut à la France en 1940), reprendre l'ascendant sur un ennemi gorgé de victoires ;
- dans le second cas (la poursuite), l'ennemi se délite et il n'est plus question d'inversion du rapport de force.

Clausewitz, fort utilement, distingue trois formes de poursuite : celle qui se contente de suivre, celle qui exerce une pression (Grant poursuivant Lee de Richmond à Appomattox, 5-9 avril 1865), la poursuite parallèle (Napoléon après Iéna).

La poursuite après Iena, 1806

Au lendemain de Iena-Auerstadt (14 octobre 1806). l'armée prussienne tente de s'échapper vers le nord. De Iena à Berlin (15 au 25 octobre), on parle d'exploitation. De Berlin à l'Oder, de poursuite (Hohenlohe se rend à Murât avec le corps principal le 28 octobre. Blücher capitule à Lübeck le 7 novembre).



En attaque : Napoléon, 180 000 hommes (7 corps)
En défense : Roi de Prusse, 145 000 hommes (5 armées)
Chiffres du début de la campagne d'Iéna

SITUATION GÉNÉRALE

La guerre de la 4e coalition

Après Austerlitz et la dissolution de la 3e Coalition, la situation reste tendue en Europe centrale tout au long de 1806. En septembre, la Prusse, assurée du soutien de la Russie, de l'Angleterre, de la Suède et de la Saxe, mobilise son armée.

La bataille d'Iéna-Auerstadt

La rencontre entre les deux armées se déroule sur deux champs de bataille, distants de 20 kilomètres, léna et Auerstadt, le 13 octobre 1806. Paradoxalement, Napoléon, avec le gros de son armée (90 000 hommes), affronte l'armée secondaire des Prussiens, commandée par Hohenlohe (44 000 hommes), alors que Davout, avec 28 000 hommes, s'attaque délibérément à Brunswick, à la tête de 58 000 hommes. Les deux fractions sont défaites, celle du sud (Hohenlohe, accompagné de 15 000 hommes supplémentaires commandés par Rucherl, arrivé trop tard) bousculant dans sa déroute celle du nord, déjà étrillée par Davout.

Les armées prussiennes en retraite cherchent à la fois à échapper à la destruction et à se lier aux Russes, en marche vers la Pologne. Au soir de la double défaite, elles tentent de se réunir à Weimar, à une douzaine de kilomètres plein ouest d'Iena, mais le désordre est irrattrapable. Elles s'orientent alors vers le nord-est, pour se rapprocher de Berlin et du général russe Bennigsen qui se concentre en Pologne. Ce détour par Weimar offre à Napoléon la possibilité de prendre la corde et de les battre de vitesse.

À noter que cette tentative de regroupement à Weimar s'explique au moins partiellement par la géométrie de l'attaque de Napoléon, portant dans cette direction (d'est en ouest). Une autre raison est que le corps du général Rücherl est en marche depuis cette direction : la fuite consiste aussi à rejoindre les troupes fraîches. Le résultat, c'est que l'étape cruciale du début de la retraite *retarde l'armée en fuite* en lui imposant un détour.

L'exploitation

Dès le 15 octobre, Napoléon se lance sur ses traces, avec le corps de Ney directement dans son sillage, mais le gros sur une diagonale permettant de s'intercaler entre l'axe de repli et la direction d'approche de Bennigsen. Cet itinéraire passe par Berlin, où Napoléon entre en triomphe, le 27 octobre.

Le 17 octobre, à Halle, sur la Saale, Bernadotte bat le corps de Wurtemberg. Pendant ce temps, Hohenlohe s'efforce de rallier son armée vaincue à Magdebourg, sur l'Elbe, 150 kilomètres au nord d'Iéna.

La poursuite

Hohenlohe renonce à son projet. Laissant un corps (Kleist) dans Magdebourg (investie par Ney), il reprend la route vers le nord-est (Stettin). À sa gauche, Blücher et les restes de l'armée saxonne le suivent jusqu'à Boitzenburg, mais sous la pression de Soult et Bernadotte, ils se séparent d'Hohenlohe et prennent plein ouest, visant le port de Lübeck, sur la Baltique, espérant s'y faire récupérer par la flotte anglaise.

La scission des corps en retraite et l'abandon de toute idée de combat retardateur correspond au passage de l'exploitation à la poursuite.

Poursuivi jusqu'à Stettin par Murat et Lannes, Hohenlohe perd sa flanc-garde le 26 octobre, rattrapée par Murat, et confronté à l'arrivée de Lannes, dont l'infanterie a progressé à une vitesse surprenante, il est contraint à la reddition avant d'avoir pu se mettre à l'abri de la place forte de Stettin, le 28 octobre. La place elle-même, pourtant tenue par 5 500 hommes, se rend le lendemain après une démonstration effectuée par 700 cavaliers de Lasalle.

Quant à Blücher, qui marche désormais plein ouest avec 20 000 hommes, il est rattrapé à deux reprises (1er et 3 novembre) près de Schwerin, mais se dégage par d'énergiques combats d'arrière-garde, au prix de plusieurs milliers de prisonniers.

Atteignant Lübeck le 5 novembre, il n'a pas le temps de mettre la place en état de défense. Bernadotte et Soult lancent leurs corps à l'assaut, qui s'avère coûteux (2 000 hommes) mais permet de capturer 10 000 hommes et la moitié du matériel de Blücher. Celui-ci s'échappe encore vers la côte. Rattrapé le lendemain (6 novembre) il se rend avec les 9 000 hommes restant à l'armée de l'orgueilleux roi de Prusse (7 novembre).

Magdebourg tombe le 8 novembre, date retenue pour la fin de cette campagne.

Phase d'intérêt pour la démonstration : le différentiel de vitesse

Une armée battue qui doit se regrouper, se réorganiser, à qui il manque beaucoup de cadres, est bien plus lente qu'une armée victorieuse, à condition que celle-ci soit menée avec énergie, ce qui est le cas, tant de Napoléon pour la manœuvre d'ensemble, que de ses maréchaux (surtout Davout, Murât et Lannes). C'est le facteur permettant à une poursuite

parallèle de précéder les fuyards sur Stettin, contraignant Hohenlohe à la reddition.

En revanche, une armée bien tenue, comme l'est celle de Blücher, du fait qu'elle s'allège au cours de son échappée (Blûcher fait abandonner les caissons et attelages, sauf ceux de l'artillerie) peut acquérir un avantage de vitesse. Deux combats d'arrière-garde ne suffisent pas à retenir l'ensemble en vue de le livrer à la manœuvre : s'il est disposé à sacrifier son arrière-garde, le gros peut encore rompre le contact. Blücher n'est fixé que lorsqu'il se précipite dans Lübeck – 23 jours après qu'il ait quitté le champ de bataille d'Auerstadt !

2.5. AUTRES ACTIONS OFFENSIVES

2.5.1. La feinte

La feinte n'a pas de définition officielle en vocabulaire militaire tactique français (elle en a chez nos alliés américains). Le Petit Robert lui connaît un sens militaire : « Coup, mouvement simulé par lequel on trompe l'adversaire »[15]. On pourrait dire qu'elle est un procédé relevant de la *déception,* dont voici la définition militaire, directement emprunté au célèbre faux-ami anglais *deception (to deceive* : tromper, induire en erreur) :

Déception

Mesures visant à induire l'ennemi en erreur, grâce à des truquages, des déformations de la réalité, ou des falsifications, en vue de l'inciter à réagir d'une manière préjudiciable à ses propres intérêts. La déception comprend la simulation[16], la dissimulation[17] et l'intoxication[18].

La plupart des actions de déception s'inscrivent dans une durée et une ampleur qui relèvent plutôt du niveau opératif de la guerre. Ainsi, lorsque les Alliés veulent dissimuler le lieu du débarquement de 1944, ils mettent en œuvre une opération extrêmement fouillée et complexe, s'étendant sur des mois (Opération Fortitude). Ce niveau-là, et surtout la nature de la cible

(Hitler lui-même) dépassent d'assez loin le contexte de cet ouvrage. Au niveau tactique, on parle plutôt de **feinte** ou de **ruse.**

Bien qu'en toute logique, on puisse utiliser la feinte dans un contexte défensif tout autant qu'offensif, il est préférable aborder le sujet dès à présent, dans la mesure où la feinte suppose de disposer d'une certaine marge d'initiative. Elle est par nature offensive, car elle *attaque le chef adverse.*

La feinte est une action (ou non action) qui amène l'ennemi à nous prêter une intention autre que celle que nous avons vraiment. Par exemple : je feins une attaque à droite, puis j'attaque à gauche; je feins un repli, c'est pour mieux attirer l'ennemi dans mon piège.

La feinte dans la victoire : Cannes, Denain

La bataille de référence pour l'école allemande, c'est Cannes (2 août 216 av. J.-C.), l'immense victoire d'Hannibal sur l'armée romaine, Cannes, au départ, c'est une feinte : Hannibal fait croire que son centre cède, de telle sorte que les légions s'y engouffrent et s'y pressent, au point de ne pouvoir faire usage de leurs armes ! Il s'ensuit un massacre épouvantable.

Une très belle feinte est à l'origine de la grande victoire de Denain (24 juillet 1712): Villars, en infériorité numérique (100 000 contre 130 000), contraint d'attaquer le Prince Eugène pour lever le siège de Landrecies, effectue, dans l'après-midi du 23, toutes les opérations préliminaires à un débordement par le sud des lignes de circonvallation d'Eugène. La manœuvre est ostentatoire, et Eugène se prépare très sereinement à repousser avec facilité un assaut aussi désavantageux.

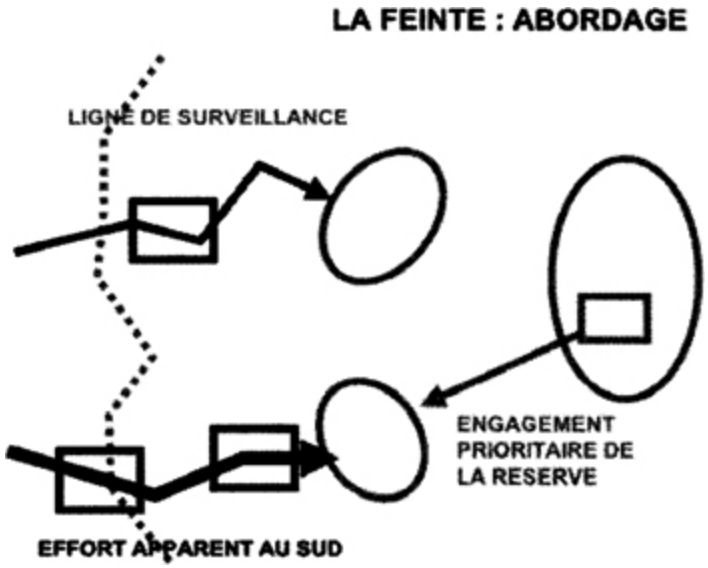
Dans la nuit, Villars replie discrètement son échelon aventuré et lance la totalité de son armée dans une marche de trente kilomètres vers le nord, au nez et à la barbe du dispositif d'Eugène. Au matin, ayant franchi l'Escaut, où il n'était absolument pas attendu, il donne l'assaut à Denain, la tête de voie logistique de l'armée d'invasion, et emporte la ville vers midi, sans que les coalisés n'aient eu le temps de renforcer leur défense. Cette bataille décide du sort de la France[19].

Comment feindre une attaque ? En effectuant tous les préliminaires : reconnaissance, abordage, attaque des positions avancées, appuis d'artillerie et aériens, mise en place sur les positions d'assaut, de la couverture, bréchage des lignes d'obstacles, etc.

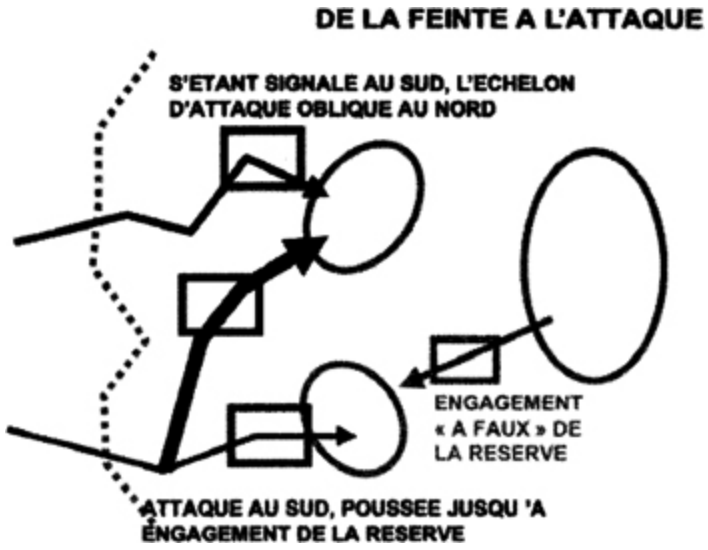
La feinte n'induit l'ennemi en erreur que tant qu'elle demeure conforme à l'intention que l'ennemi est censé nous prêter. D'où l'expression de « pousser une feinte à fond » : une feinte menée mollement, faute de moyens, aura du mal à passer pour le préliminaire d'une action d'envergure. De même, dès lors que les actions préliminaires devraient cesser, si l'attaque que l'on veut feindre ne se matérialise pas, l'ennemi en déduit... qu'il s'agit d'une feinte. Et il réagit en conséquence. D'où il appert que la synchronisation de la feinte avec l'action principale est cruciale : ni trop tôt, ni trop tard ; ni trop brièvement, ni trop longuement.

Concrètement, pour feindre une attaque, une division à trois brigades devra engager une attaque de brigade, jusqu'au point où l'ennemi pourrait être porté à croire qu'une autre brigade devrait être engagée. Historiquement, une feinte occupe un tiers de l'effectif et consomme un volume conséquent de munitions, puisque du point de vue de l'artilleur, la préparation d'artillerie d'une feinte est identique à celle de l'attaque principale.

La manœuvre ci-dessous illustre une feinte très simple, qui joue sur l'articulation de l'unité. L'idée générale est de franchir le rideau d'acquisition de l'ennemi dans une configuration indiquant une intention simple à comprendre (ici, effort au sud), de telle sorte que l'ennemi engage sa réserve face à cette hypothèse, dès lors qu'il l'estime confirmée.



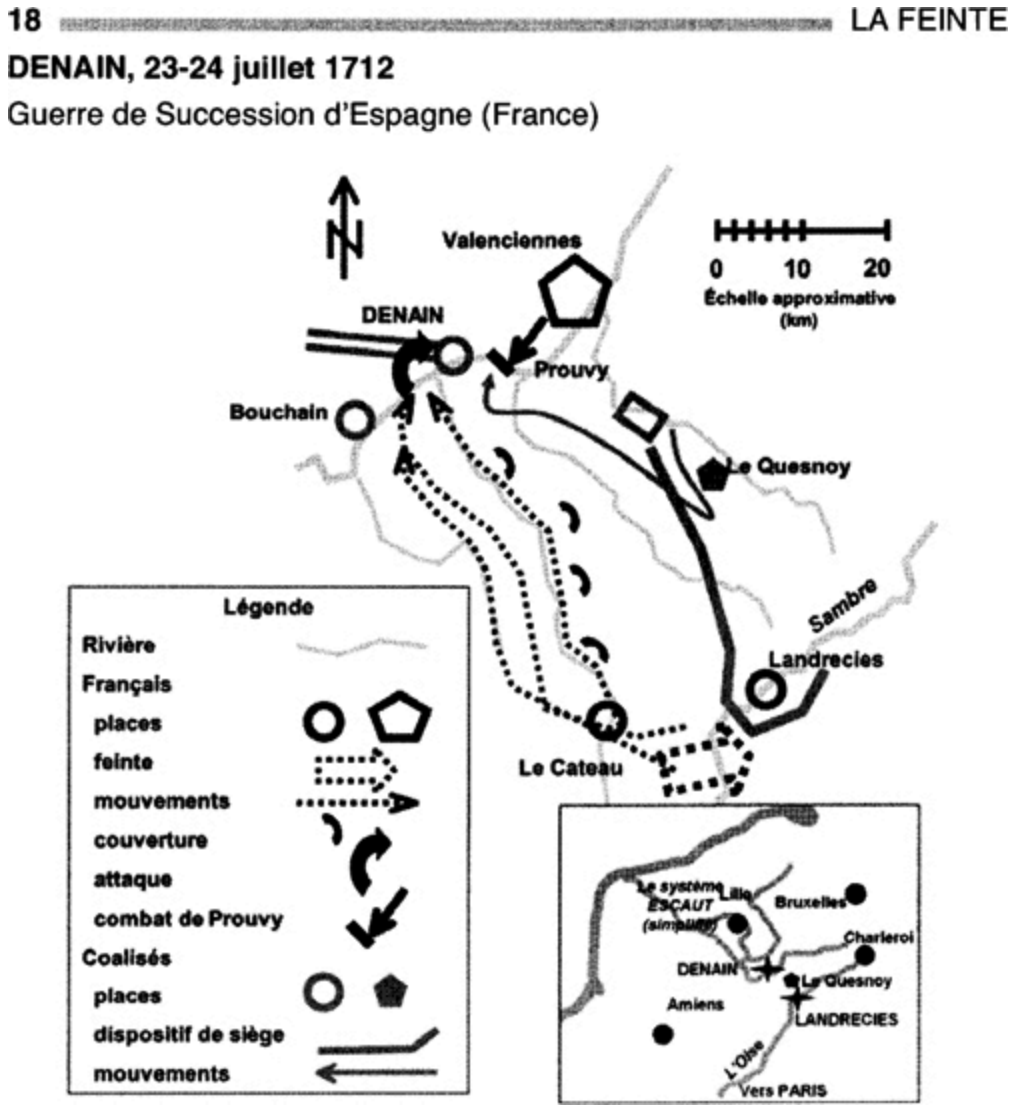
La réserve étant engagée, le deuxième échelon bascule vers le nord et vient mener l'attaque principale, dissimulée jusque là.



À noter que la feinte, pour être efficace, doit provoquer l'engagement « à faux » de la réserve. À cette fin, **l'attaque du premier échelon au sud doit être suffisamment ardente et durable** (« poussée », comme disent les généraux) pour que l'ennemi considère que l'indétermination sur l'axe d'effort est désormais levée, à tel point qu'il manœuvre en conséquence. C'est en cela qu'on ne peut pas dire que la feinte économise des moyens. En

revanche, elle apporte généralement une victoire à moindre coût, ou plus décisive.

Néanmoins, dans l'hypothèse illustrée ici, l'attaque du môle sud aurait sans doute été jouée, par souci de fixation. On a donc transformé une attaque *de fixation,* décidée en toute hypothèse, en *feinte,* afin de **recueillir le dividende supplémentaire d'une faute provoquée.**



En attaque : Maréchal de Villars, 100 000 hommes
En défense : Prince Eugène, 130 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

L'acte décisif de la guerre de Succession d'Espagne

La France est au plus bas. Depuis 1709, les échecs et déconvenues s'accumulent. Les coalisés, commandés par un général d'exception, le prince Eugène, pénètrent méthodiquement dans le nord du royaume, enlevant une à une les places fortes du système Vauban. Confronté à des conditions humiliantes, Louis XIV sort le vieux maréchal de Villars d'une demi-disgrâce consécutive à la bataille de Malplaquet.

La campagne de 1712-1713

Les coalisés appuient leur pénétration sur le réseau dense de canaux et rivières qui innerve tout le nord du pays. Ils assiègent Valenciennes, qui bloque l'Escaut, établissant leur ligne de communication par Charleroi et Maubeuge. La tête de ligne est établie sur le bourg de Denain, assurant un pont sur l'Escaut, où une garnison de 6 000 hommes se retranche. L'armée d'Eugène met le siège devant Le Quesnoy, qui finit par se rendre le 3 juillet 1712. Quinze kilomètres plus au sud, Eugène s'intéresse désormais à Landrecies, place forte secondaire barrant le canal de l'Oise à l'Aisne, dont il entame l'investissement le 20 juillet, malgré une manœuvre de Villars ayant cherché, en vain, à provoquer une attaque sur son armée (Le Cateau, 20 juillet). Si Landrecies tombe, le chemin de Paris est ouvert à l'armée d'invasion : il n'y a plus de place forte à lui opposer, et sa ligne de communication pourra être reliée directement à l'Oise, permettant ainsi des opérations majeures sur la capitale.

Villars est en situation d'infériorité numérique (100 000 contre 130 000), malgré la défection récente des Anglais - défection qui ne retire qu'un maigre contingent: 13 000 hommes. Eugène a mis le siège devant Landrecies, s'installant prudemment en double circonvallation. Goguenard, il attend que Villars vienne s'y frotter, convaincu que le temps travaille pour lui.

La « divine surprise » de Denain retourne complètement les cartes. Elle lance les armées du roi à la reconquête de la ligne du nord, puis à la poursuite d'Eugène, jusque dans la Forêt Noire, où sera signé le traité de Rastatt (1713).

Phase d'intérêt pour la démonstration : « le grand chahut »

Villars va couper la ligne de communication d'Eugène. Pour cela, il doit gagner une demi-journée sur lui. Les 21 et 22 juillet, il effectue une feinte sur le sud de Landrecies : il s'y montre en conférence avec son état-major, sa cavalerie s'assure d'une tête de pont, 30 bataillons manœuvrent comme pour préparer une approche, on coupe beaucoup de bois (pour les travaux de siège)... Eugène, convaincu par ce « grand chahut » que Villars cherche à le manœuvrer par le sud, fait resserrer le corps le plus au nord, ouvrant un intervalle de quinze kilomètres entre l'extrémité de son armée et la place de Denain. Villars, qui a fait expressément observer ce mouvement, peut engager sa manœuvre. Il fait surveiller tous les ponts bordant la Seille dont il va longer le cours en remontant vers le nord.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Dans la nuit du 23 au 24 juillet, Villars replie discrètement sa cavalerie et fait mouvement avec toute son armée vers le nord. Il emprunte trois itinéraires, dont le plus à l'est suit la vallée de la Seille, à moins de six kilomètres de l'armée d'Eugène. Il est couvert par des détachements de hussards qui bloquent tous les ponts et, depuis la crête à l'est, observent les feux ennemis.

À l'aube, il aborde l'Escaut à l'ouest de Denain, dans l'intervalle marécageux et mal surveillé séparant cette position de la garnison secondaire de Bouchain. L'ennemi, insouciant, ne s'aperçoit de sa présence qu'alors que le franchissement est en cours. Montesquiou, avec 40 bataillons (30 000 hommes) s'empare du « chemin de Paris », double ligne fortifiée qui protège les convois de Marchiennes à Denain (dont le convoi du jour, capturé sans coup férir). Un contingent de cavaliers hollandais, aux ordres du duc d'Albermarle, arrivé trop tard pour s'opposer au franchissement de l'Escaut, renforce la garnison de Denain. Alerté vers 10 h, Eugène vient observer la manœuvre mais n'en saisit pas le sens et ne met pas son armée en mouvement, alors que Villars est encore empêtré dans son franchissement. Lorsqu'il change d'avis, vers midi, il est trop tard, l'assaut est imminent.

À 13 h, Villars donne l'assaut de 42 bataillons en trois colonnes, qui se lancent contre les retranchements et les emportent d'un seul élan, malgré plusieurs salves meurtrières. La garnison veut s'enfuir vers le sud mais le pont de bois cède sous la masse et des milliers d'hommes se noient dans l'Escaut.

Action significative : une brillante action de couverture

Le pont de Prouvy, entre Denain et Valenciennes, est libre, au matin du 24. Le commandant de la garnison de Valenciennes, le prince de Tingry, de sa propre initiative, saisissant tout l'intérêt pour l'ennemi de la possibilité de revenir au nord de l'Escaut, emmène ses 15 bataillons sur le pont et s'y retranche.

Eugène regrette son inaction du matin et lance le corps le plus au nord pour sauver Denain, puis, la ville étant tombée, pour la reprendre. Ce corps est celui qui avait marché vers le sud, la veille, suite à la feinte de Villars. Il arrive trop tard sur les lieux du combat, et Villars, dont toute l'armée a franchi l'Escaut, est solidement retranché derrière l'obstacle : il inverse les termes du combat.

Le corps tente de forcer le passage en attaquant le pont de Prouvy, mais celui-ci est solidement tenu et de toute façon, Villars est désormais trop solidement établi pour être menacé. Après deux heures d'assauts furieux, Tingry est prêt de céder et fait sauter le pont, vers 17 h. Eugène abandonne. Par son initiative, Tingry a couvert la manœuvre de Villars.

Autres aspects : de la victoire à l'exploitation

Le combat de Denain en lui-même n'est pas une énorme affaire. Villars a perdu 500 hommes sur les 33 000 ayant effectivement combattu ce jour-là. L'armée d'Eugène compte sans doute 3 000 morts à peine, plusieurs milliers de prisonniers. Surtout, elle a perdu vingt bataillons, ce qui rétablit la parité avec Villars. Quant à sa ligne de ravitaillement, elle est coupée, mais une autre par Mons, Le Quesnoy peut être établie. Néanmoins, il lui faut une semaine, ce qui contraint son armée à la disette. Réduit à la défensive pour couvrir ses conquêtes récentes, il cède l'initiative à Villars, qui peut méthodiquement démanteler le système logistique de l'armée d'invasion,

inversant en quelques mois deux années de conquête. Marchiennes est investie le lendemain (25 juillet), une tranchée est ouverte le 27, le 28, l'artillerie française pilonne la position, laissée à son triste sort, et qui se rend le 31 avec plus de 5 000 prisonniers et un stock considérable.

À partir du 1er août, l'armée d'invasion commence à se replier sur sa nouvelle ligne de communication, vers Mons, levant le siège de Landrecies et abandonnant un matériel très abondant, faute d'équipages valides (nombre de chevaux ayant été mangés pour pallier la rupture d'approvisionnement).

Villars investit Douai, qui tombe le 8 septembre (la place avait été conquise par les Impériaux en 1710 à l'issue d'un siège très dur de deux mois). Le Quesnoy est repris le 4 octobre, après trois semaines de combat. Bouchain, attaquée le 1er octobre, tombe à son tour le 19. Chacune de ces places offre plus de prisonniers et des quantités considérables de ravitaillement. Fin octobre, Villars a repris le contrôle du système Scarpe, Escaut, Sambre, que les Alliés avaient mis deux ans à conquérir. Eugène, désormais à la tête d'une armée très réduite, contraint à la défensive, est rejeté des Flandres et assiste, impuissant, à la contre-offensive française. Les Alliés sont contraints de rouvrir les négociations sur ces nouvelles bases, le 13 février. Le 11 avril 1713, c'est la paix d'Utrecht.

Laissons la fin de ce chapitre aux maîtres chinois, cités par François Kircher *(Les Trente-six stratagèmes) :*

« Un coup faux, un coup faux, un coup vrai. »

« Rien n'importe plus que de savoir tromper l'ennemi,

de le tromper avec méthode,

de le tromper par ses méthodes,

de le tromper parce qu'il est sincère,

de le tromper parce qu'il est avide,

de le tromper en se servant de sa bêtise,

de le tromper en se servant de sa subtilité. »

« On peut lancer une fausse attaque, puis frapper réellement, laisser l'ennemi prendre conscience de son erreur et, grâce à cela, le tromper encore. »

« Ainsi, avant d'être tout à fait éventé, le leurre peut-il encore servir une dernière fois, à condition de le reprendre à l'envers. »

2.5.2. Le raid

Le terme de *raid* (« faire une incursion rapide et profonde à l'intérieur du dispositif ennemi pour s'emparer d'une zone clé ou détruire un objectif de grand intérêt opérationnel ») est souvent employé abusivement, pour toute pénétration un tant soit peu profonde (ou jugée telle, ce qui est parfois très révélateur sur le faible degré de risque considéré comme acceptable par beaucoup de concepteurs d'exercice).

Conceptuellement, on parle de raid lorsque le détachement qui va ainsi opérer est censé **agir seul, hors de tout soutien, pendant une durée significative.** De cette définition découle un impératif : configurer le détachement appelé à effectuer le raid en vue de lui accorder l'autonomie d'action dont il aura besoin, compte tenu de l'opposition prévisible.

Par exemple :

- le détachement de raid devra être mobile, et opérera sur les arrières de l'ennemi à la recherche d'objectifs réduits et fugaces (PC par exemple) : privilégier du blindé « pur », avec juste ce qu'il faut d'infanterie pour fouiller et nettoyer un petit secteur, mais sans alourdir l'ensemble de moyens qui tendront à le cramponner sur place. Sa sûreté dépendra de son mouvement permanent ;
- le détachement de raid doit s'emparer d'un objectif et le conserver : lui accorder les moyens nécessaires pour une action défensive, donc, infanterie, génie, artillerie (mortiers en général).

Ne pas oublier l'**issue du raid,** qui sera, soit la *jonction* du gros, soit le *désengagement* (lorsque le raid est un aller-retour, on parle de « coup de main »). Ces deux actions sont critiques en soi et doivent être planifiées dans le cadre global du raid.

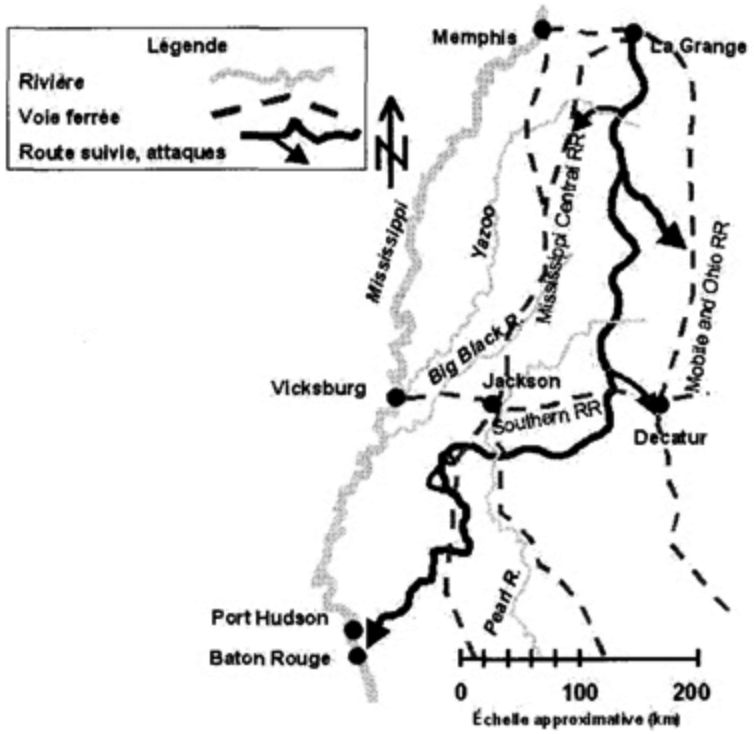
Le raid est une action forcément à haut risque, puisqu'il consiste à grenouiller durablement sur les arrières de l'ennemi. Les échecs sont généralement imputables à l'une de ces causes :

- le détachement est accroché, il perd sa supériorité de mouvement, et l'ennemi concentre des moyens supérieurs. C'est ce qui est arrivé à Arnheim (17-25 septembre 1944)[20] ;
- le détachement est commandé de l'arrière, et les mauvaises décisions sont prises. On pourrait dire que le raid américain censé libérer les otages de Téhéran (Opération *Eagle Claw,* 24 avril 1980, plus connu sous le nom de *Desert One,* la zone de poser où il s'acheva en désastre) ressort de cette logique. Un chef plus audacieux et dénué de contact avec Washington[21] aurait peut-être décidé de poursuivre avec les moyens restants (ce fut l'argument de Bigeard, dont la critique de la conduite de cette affaire fut assez sévère).

Les raids qui ont réussi ont une constante : la liberté de décision du chef, condition première de sa liberté d'action tout court. Dans la mesure où il respecte l'esprit de la mission qui lui a été confiée initialement, le « raider » doit absolument considérer *qu 'il n 'a plus aucun ordre à prendre de l'arrière*[22].

LE RAID DE GRIERSON, 17 avril-2 mai 1863

Guerre de Sécession (Théâtre occidental)



En attaque : Colonel Grierson, 1700 hommes
En défense : arrières confédérés (5 000 hommes engagés)

SITUATION GÉNÉRALE

L'été décisif de la guerre de Sécession

Depuis le début de la guerre, à l'été 1861, les États-Unis resserrent leur étau sur la Confédération, malgré des déboires locaux. Les côtes de l'Atlantique et du golfe du Mexique sont contrôlées, sans être totalement étanches aux briseurs de blocus. En Virginie, l'armée fédérale piétine face à l'armée confédérée. Dans le centre, la domination fédérale s'étend sur la vallée du Tennessee et le haut Mississipi. Grant entame la longue « campagne de Vicksburg » qui, ouvrant tout le Mississipi au contrôle fédéral, coupera la Confédération en deux.

Juillet 1863 sera le tournant de la guerre : le 4 juillet, Vicksburg tombe, la Confédération est scindée en deux ; le 3, Lee subit sa première défaite à Gettysburg.

La campagne de Vicksburg

Grant progresse depuis Memphis mais se frotte depuis le 2 novembre 1862 au verrou de Vicksburg, le «Gibraltar de l'Ouest». Ses tentatives de contournement se heurtent à une défense ardente qui joue à merveille d'un fleuve capricieux, aux rives indéfinies, rendant impossible l'approche en force de la forteresse. Ayant tout tenté, Grant joue son va-tout en forçant le passage, nuitamment, avec sa flotte, pour s'emparer d'une tête de pont, en aval, lui permettant de développer sa manœuvre. C'est dans ce contexte qu'une brigade de cavalerie fédérale, emmenée par le colonel Grierson, depuis le Tennessee, s'infiltre sur les arrières de Vicksburg et sème le chaos pendant quinze jours, dans un raid d'une profondeur inégalée pour toute la guerre de Sécession. Une division doit être déployée de Vicksburg à Jackson pour protéger la voie d'approvisionnement de Vicksburg. Cette division fera cruellement défaut pour s'opposer au débarquement de Grant, à Bruinsburg, le 30 avril 1863.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Grierson lance son raid le 17 avril, à la faveur d'une feinte en deux temps, exemplaire par sa subtilité (détail plus loin). Pendant plusieurs jours, il s'infiltre en traversant des zones marécageuses, au point d'y perdre plusieurs chevaux noyés. Détachant presque chaque jour de forts partis qui s'attaquent à des objectifs mineurs, il entretient l'ignorance sur sa position et sa direction de marche. Il prend grand soin de respecter la population et les biens (privés) des bourgades traversées afin de ne pas susciter une mobilisation de revanche. Une forte arrière-garde assure la sécurité des habitants pendant une heure après le départ du gros, ce qui empêche aussi d'éventuels poursuivants de coller à la colonne.

Longeant la voie ferrée de Mobile à l'Ohio, qu'il coupe en incendiant les ponts et les dépôts, dont Columbus (21 avril) et Decatur (24 avril), le raider sectionne le télégraphe pour empêcher la coordination de la poursuite. Son objectif est le nœud ferroviaire de Jackson, d'une importance vitale pour la garnison de Vicksburg. En approchant, Grierson apprend que la place est

défendue. Il contourne alors la ville et saccage deux dépôts secondaires, coupant les voies par lesquelles l'armée de Vicksburg envoie des renforts en direction du débarquement de Grant. En particulier, le 26 avril, il détruit un train et des réserves à la gare de Hazlehurst, sur la ligne Nouvelle Orléans-Jackson, qui sert de dépôt aux forces que Pemberton rassemble devant Port Gibson, objectif supposé du prochain débarquement de Grant. Cette action sur les arrières ennemis, survenant à quelques jours de l'assaut de Grant (bataille de Port Gibson le 1er mai) contribue nettement à démoraliser les défenseurs.

Sa mission remplie, il lui reste encore à ne pas offrir aux Confédérés la revanche d'une capture. Il surprend une nouvelle fois en continuant sa route vers le sud, au lieu de revenir vers sa position de départ, où il est attendu. Masquant sa destination par de constants changements de direction, il poursuit ses destructions sur la voie ferrée qui alimente Vicksburg depuis la Nouvelle-Orléans. La traque confédérée se fait plus pressante, ce qui impose quelques combats rangés avec la cavalerie basée à Port Hudson. Préférant la surprendre, Grierson attaque cette position (1er mai).

Son point de rendez-vous est le port de Baton Rouge, où Grant vient d'établir une base, sur la rive est du Mississipi. Grierson fait sa jonction au soir du 2 mai, ayant parcouru près de mille kilomètres au cours d'une équipée de quinze jours, au prix de trois tués, cinq blessés, neuf disparus (dont deux, découverts endormis par ses poursuivants, dans une cave, à côté d'un fût de bourbon sérieusement entamé), et cinq malades abandonnés en route. Sa dernière étape de 28 heures sans interruption l'a vu parcourir 120 kilomètres, combattre à quatre reprises et franchir la rivière Comité à la nage.

Au moins cinq tentatives organisées d'interception ont été menées contre lui, depuis Granada, Greenwood, Mobile, Canton, Brandon, Jackson, Vicksburg, Brookhaven et Port Hudson, ce qui en dit long sur l'étendue du désordre semé sur les arrières ennemis.

ACTION SIGNIFICATIVE : LE LANCEMENT ET LA FIN DU RAID

Le lancement

Pour opérer librement dans la profondeur des régions contrôlées par les Confédérés, Grierson a besoin d'une journée de marche d'avance sur ses poursuivants. Il l'obtient par une feinte en deux temps, remarquablement exécutée, qui leurre complètement ses adversaires.

En l'absence de front continu dans les immenses étendues quasiment désertes de l'Ouest profond, les deux armées maintiennent des piquets de cavalerie en observation, censés déclencher l'alerte et la poursuite de toute pénétration. En pratique, il n'y a aucune défense linéaire. La défense consiste à intercepter l'intrus, qui s'affaiblit au fur et à mesure qu'il s'éloigne de ses bases, alors que la réaction se renforce proportionnellement à la profondeur de l'incursion.

La pénétration est exécutée en trois colonnes, dans la nuit du 17 au 18 avril, à la faveur d'une pluie torrentielle qui affaiblit la vigilance du rideau de sûreté adverse. Premier temps de la feinte : le 19, trois attaques sont lancées simultanément sur des unités de cavalerie sudiste en cours de concentration, afin de donner l'impression que l'objet de cette attaque est leur destruction.

Deuxième temps : le 20 avril, 175 hommes, les prisonniers et le gain de plusieurs échauffourées retournent ostensiblement vers La Grange, base de départ, l'effet de masse donnant à croire que c'est tout le détachement qui rebrousse chemin. Le 21, il redouble en lançant un de ses trois régiments faire un grand tour par Columbus avant de rentrer à La Grange. Lui-même poursuit avec deux régiments (950 hommes).

Totalement désorienté, l'ennemi ne se rend compte de la supercherie que le lendemain : il est trop tard, Grierson est hors de portée. Il a gagné une journée de marche, qu'il ne perdra plus.

La jonction

Après quinze jours à marche forcée, Grierson doit accélérer s'il veut échapper au cercle qui se resserre sur lui. Il fonce vers Baton Rouge et franchit la rivière Comité. Ses chevaux et ses hommes sont épuisés et doivent marquer une étape quelques kilomètres après le franchissement. Le major-général Augur, depuis Baton Rouge, a enfin appris leur présence à

proximité. Il envoie deux escadrons à leur rencontre, assurant l'escorte et la rentrée en sûreté dans la place, dans la soirée du 2 mai.

ENSEIGNEMENTS

Le lancement du raid est crucial. La force de l'idée de manœuvre de Grierson est d'avoir raisonné en fonction du temps qu'il lui fallait gagner sur ses poursuivants. Pour le reste, la finesse et la rapidité d'exécution ont largement compensé sa faiblesse et son isolement.

ANECDOTE

Grierson s'entoure de *scouts* qui le renseignent sur la population et les itinéraires. Le 25 avril, alors que Grierson cherche à reposer sa troupe en raccourcissant les étapes, l'un de ses éclaireurs, habillé en civil, croise un régiment sudiste en route depuis Brandon pour intercepter les raiders. Lui donnant de fausses indications, il détourne les poursuivants de leur proie : sans le savoir, ils allaient droit sur leur bivouac.

2.5.3. Interception : l'attaque entre deux mobiles

Jusqu'à présent, nous avons traité d'actions où l'un des protagonistes se trouvait à l'arrêt : l'assaillant, dans le cas particulier de l'embuscade ; le défenseur, dans les autres cas.

Que faire lorsque les deux forces sont en mouvement ? Par analogie avec ce que pratique la force aérienne, mobile par définition, l'attaque d'un mobile par un autre s'appelle l'interception (laquelle n'a pas de définition tactique française).

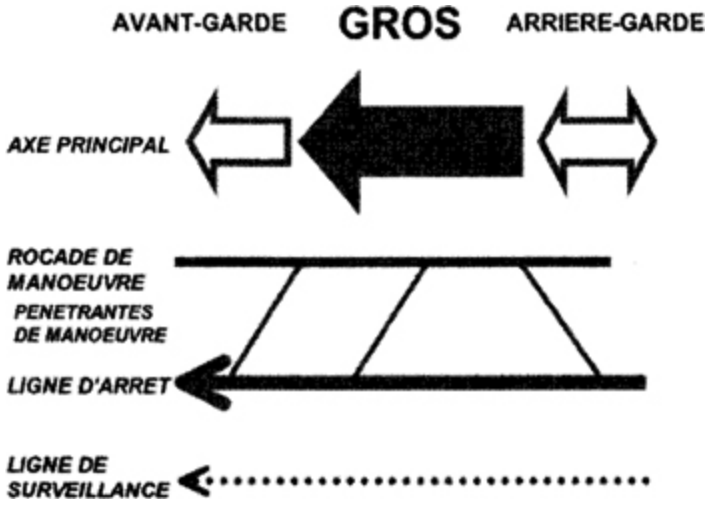
Le cas où deux forces sont mobiles, *mais où l'une d'entre elle a le temps d'adopter, temporairement, une position statique,* ne fait que nous renvoyer aux cas précédents. C'est ce que l'on appelle, dans un contexte offensif, la défensive tactique, art dans lequel excellait Rommel, qui s'empressait de stabiliser sa force dès lors qu'une réaction adverse se présentait à lui.

Nous raisonnons donc bien sur deux forces *qui restent mobiles,* et qui se présentent avec un angle (le cas parfaitement frontal se transforme toujours en statique pour l'un, généralement le plus faible, des protagonistes).

2.5.3.1. *Le dispositif « classique » en mouvement*

Revenons au dispositif couramment adopté par une force en mouvement. Dans les armées, à travers les âges, dès lors qu'elles avaient le seuil de compétence nécessaire pour opérer de façon articulée, et non en une masse (cas des Romains, des Carthaginois, puis, après une longue éclipse, des armées européennes à partir de la révolution bataillonnaire créée par l'infanterie suisse, cas, aussi, des armées mongoles) les armées ont assez systématiquement adopté un double échelonnement :

- échelonnement « dans le sens de la marche », en une avant-garde, un corps principal, et une arrière-garde (rappelons qu'à Roncevaux c'est l'arrière-garde de Charlemagne qui a été l'objet d'une embuscade) ;
- échelonnement « sur les flancs », en élargissant le couloir de progression. À côté de l'itinéraire principal, emprunté par le « gros », un itinéraire est emprunté par la flanc-garde (généralement de l'ordre du dixième de l'ensemble), laquelle élargit le renseignement, en masquant la force à protéger ou en marquant la force à surveiller.



La flanc-garde est une fraction de la force capable de combattre le temps nécessaire pour dissiper l'effet de surprise tactique et permettre, le cas

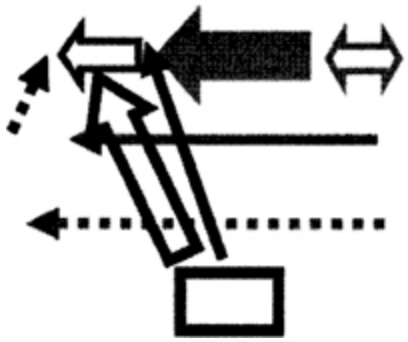
échéant, l'engagement du gros (qui se réoriente) ou son esquive. Cette flanc-garde opère sur deux lignes parallèles : d'abord, la ligne d'arrêt, assez proche de l'itinéraire du gros, où elle livrera le combat en cas de tentative ennemie. Cette ligne d'arrêt (en pratique, une succession de positions d'arrêt) doit donc favoriser un combat défensif. Ensuite, entre ligne d'arrêt et itinéraire du gros, l'unité de flanc-garde doit disposer d'une rocade, axe par lequel elle peut progresser parallèlement au gros sans le gêner (et sans être gênée par lui).

Venons-en maintenant aux options qui se présentent à celui qui veut intercepter cette force.

Concrètement, il s'agit de déterminer quelle fraction il veut attaquer, en fonction du rapport de force, du terrain, de la situation générale, etc.

Pour schématiser, il peut choisir d'attaquer l'avant, le centre, ou l'arrière, chaque cas présentant des avantages et des inconvénients qu'il faudra rapporter à l'objectif poursuivi.

2.5.3.2. *Attaquer l'avant- garde*



L'assaillant opte pour l'attaque de l'avant-garde.

Il doit percer le rideau fourni par la flanc-garde (ou s'infiltrer, ce qui est assez souvent le cas, compte tenu de la moindre densité sur les flancs et des aléas de manœuvre).

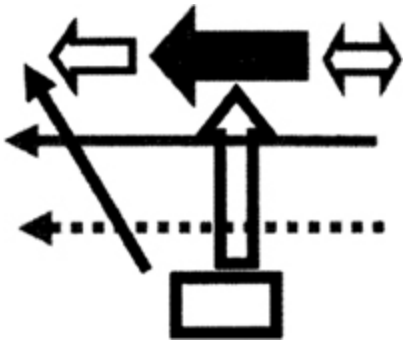
Il se couvre face au gros, généralement par un butoir (action temporairement défensive, suffisante pour achever l'avant-garde avant que le gros ne puisse intervenir en force).

Il a intérêt à mettre en place un butoir secondaire sur l'avant, pour prévenir l'échappée de l'avant-garde vers... l'avant.

En pratique, l'assaillant lui-même est articulé en gros et flanc-garde, cette dernière formant la couverture de l'action principale (nous sommes donc dans une configuration identique à celle exposée au paragraphe « Réduction de résistance »).

2.5.3.3. *Attaquer le gros*

L'idée est exactement identique à celle ci-dessus, seul le point d'application change. En principe, s'attaquer au gros est l'apanage d'une force égale à celle qu'elle attaque, ce qui n'était pas forcément le cas précédent.



Une interception du faible au fort :
Suomussalmi, 1939-1940

Il y a cependant un très beau cas d'attaque du faible au fort, réalisé avec brio par la petite armée finlandaise au cours de la guerre d'Hiver (novembre 1939-mars 1940). Mais il est vrai que le terrain, le climat extrême, l'extraordinaire flexibilité et la constante agressivité des Finlandais modifiaient la réalité du rapport de force.

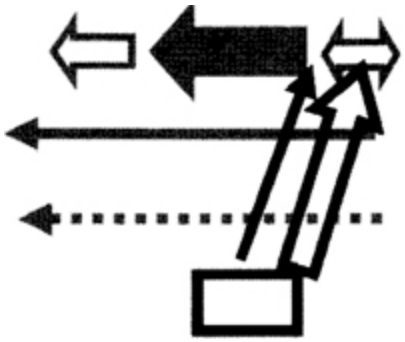
Après un butoir jeté à la hâte, une division de circonstance (pour ne pas dire de bric et de broc) a annihilé deux divisions soviétiques dans une série d'attaques « en tronçonnement » (bataille de Suomussalmi. fin décembre

1939) début janvier 1940 : 27 500 tués dénombrés, pour moins de mille côté finlandais).

La lactique élaborée sur l'instant par les Finlandais prit le nom de *motti,* qui signifie « tronçon » (de bois – c'est un terme de bûcheron). Les facteurs aggravants pour les Soviétiques furent l'impossibilité absolue de manœuvrer hors du réseau routier, réduit à une mauvaise piste unique, et l'hiver arctique.

(Voir vignette 29 « Suomussalmi », p. 575.)

2.5.3.4. *Attaquer l'arrière*



En général, lorsque le rapport de force est défavorable, voire à haut risque, et que l'effet recherché par l'échelon considéré n'est pas la destruction, mais l'arrêt de l'échelon principal ennemi, la manœuvre la moins risquée consiste à attaquer son arrière-garde. En effet, étant lancé, le gros aura du mal à réagir efficacement au profit de son arrière-garde, lui accordant un temps généralement suffisant pour la détruire ou l'affaiblir définitivement.

De surcroît, pour intervenir, le gros devra faire demi-tour, ce qui est une manœuvre très compliquée et à haut risque.

Le risque, vu de son propre échelon supérieur, est que l'ennemi sacrifie son arrière-garde et poursuive son action principale (« le coup du lézard »).

En revanche, si cette manœuvre réussit, et obtient l'effet escompté (réorientation du gros), elle mène l'échelon principal ennemi à présenter une

opportunité à notre propre échelon principal.

Nous y reviendrons à la fin des quelques « coups » d'attaque décrits ci-dessous.

On le voit, il y a de nombreuses options offertes à celui qui veut intercepter une force en mouvement. Pas seulement – surtout pas seulement – le simple blocage frontal, trop souvent adopté par un chef peu imaginatif, ou qui doute de la supériorité manœuvrière de sa propre troupe. En effet, le blocage frontal fait toujours le jeu de l'ennemi, puisque s'il a adopté cet ordre de marche et cette direction, c'est justement pour maximiser son efficacité face à un ennemi installé en défensive devant lui.

Nous pouvons méditer avec profit cet adage emprunté à la doctrine soviétique :

Pour arrêter une lance, il vaut mieux saisir le manche... (Voir vignette 24, « Isandlwana », p. 516.)

2.5.4. La jonction

Les opérations de jonction font l'objet d'une grande attention dans les règlements d'emploi américain, alors qu'elles ne figurent pas dans les nôtres.

C'est un grand tort, car nombre d'opérations offensives se terminent par des jonctions :

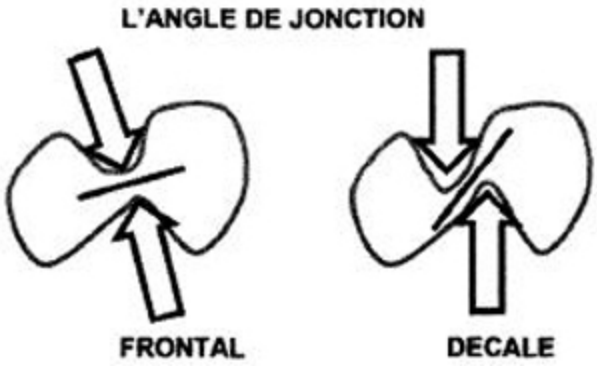
- à la fermeture d'un double enveloppement (la pince). Le cas le plus connu du lecteur français est la Poche de Falaise, dont la fermeture fut tellement mal effectuée que nombre d'historiens se demandent encore si Montgomery ne préférait pas laisser les Allemands s'échapper, jugeant sa supériorité de moyens insuffisante pour les réduire... L'attaque venue du nord aurait peut-être pu boucler la VII^{e} Armée allemande plus tôt que le 19 août 1944 : il semble y avoir eu des opportunités entre le 7 et le 14, et en tout état de cause, la pince sud (Patton) n'était pas entièrement focalisée sur la fermeture de la poche, ayant déjà commencé à pousser des divisions en direction de Paris[23].

Pour le lecteur russe, c'est la jonction de Kalatch, le 23 novembre 1942, qui scelle le sort de von Paulus dans Stalingrad ;

- lorsqu'une unité en rejoint une autre, infiltrée ou insérée par voie aérienne ou navale. Par exemple, l'opération Market Garden (dans laquelle s'inscrit la malheureuse affaire d'Arnheim) : Eindhoven, saisie par air le 17 septembre, est rejointe par voie terrestre le lendemain (18 septembre), la poche de Nimègue est rejointe le 19 et dégagée le 21, en revanche, Arnheim restera hors de portée, l'attaque par voie terrestre ne servant qu'à récupérer une partie des parachutistes, le 25 septembre, à l'issue d'un combat ininterrompu de huit jours ;
- lors du retour d'une unité dans le dispositif principal, auquel cas la jonction s'appelle un « recueil » et est bien décrite en doctrine française.

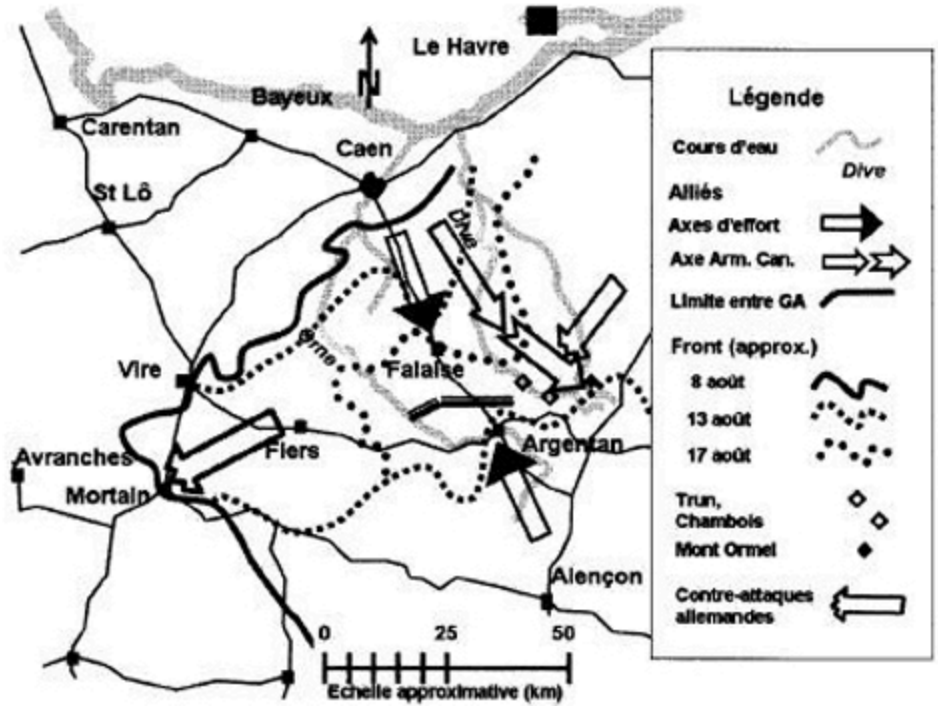
Le point clef pour toute jonction est une coordination étroite entre les éléments appelés à se rejoindre. Autant que possible, la planification anticipe de plusieurs jours le moment où les unités opéreront assez près l'une de l'autre pour se gêner mutuellement. La coordination étroite, voire le passage d'un élément sous le commandement de l'autre, doit être active dès lors que les feux de l'un sont susceptibles de traiter l'ennemi de l'autre (ou pire encore, de causer des pertes fratricides). Enfin, une ligne clairement reconnaissable sur le terrain doit servir de délimitation entre les deux unités. Dans le cas d'une pince qui se referme, la jonction est à concevoir comme deux attaques simultanées de l'un vers l'autre, avec une ligne de fin de bond très explicite. Une rivière significative fournit généralement une ligne de démarcation très convenable (le cas de l'Elbe à Torgau, lors de la rencontre des Soviétiques et des Américains, le 21 avril 1945).

On peut utilement concevoir ces deux attaques jointives de telle sorte qu'elles ne s'opposent pas directement, mais soient légèrement décalées. Ainsi, en accroissant la surface de friction potentielle, on réduit le risque de fratricide, mais aussi la possibilité qu'une résistance trop bien placée empêche la fermeture des deux mâchoires (le cas de Falaise, avec le furieux combat défensif de Chambois, du 17 au 19 août 1944, qui permet à un tiers de la VIIe Armée allemande de s'échapper[24]).



LA POCHE DE FALAISE, 12-21 août 1944

Deuxième Guerre mondiale (Front Ouest)



En attaque : Fieldmarshall Montgomery, 350 000 hommes.
En défense : Generalfeldmarschall von Kluge,
remplacé le 17août par le Feldmarshall Model
(Kluge se suicide sur le chemin du retour vers l'Allemagne), 150 000 hommes.

SITUATION GÉNÉRALE

La bataille de Normandie

La bataille de la poche de Falaise est l'acte ultime de la bataille de Normandie, entamée le 6 juin 1944 avec le débarquement allié. N'étant pas parvenue à rejeter la force d'invasion immédiatement à la mer, la stratégie allemande a consisté à contenir la tête de pont et à empêcher les Alliés de déboucher. La jonction des cinq secteurs de plageage (d'ouest en est : Utah, isolée au pied de la péninsule du Cotentin, Omaha, Gold, Juno, Sword) n'est effective que depuis le 12 juin. La bataille de Caen fait rage depuis le 9 juin, l'armée anglo-canadienne est contrainte à un combat acharné, mètre par mètre, ponctué par des assauts massifs de bombardiers, au cours d'opérations sanglantes: *Goodwood* (18-22 juillet), *Totalize* (7-10 août), *Tractable* (14-21 août).

À l'ouest de la tête de pont, l'armée américaine commandée par le général Bradley ne réussit à percer qu'à la deuxième tentative, l'opération *Cobra* (25-31 juillet), ouverte par un bombardement dantesque qui assomme les défenses allemandes... mais aplatit aussi Saint Lô. La percée d'Avranches étant acquise (30 juillet), la puissance blindée alliée peut enfin développer ses ailes et s'élance vers la Bretagne et vers le sud.

Action préliminaire : l'erreur funeste d'Hitler

Fidèle à sa doctrine de ne rien lâcher et de contre-attaquer à chaque instant, Hitler ordonne de cisailler la pénétration à sa base, utilisant la masse de manœuvre blindée jusque là centrée sur Caen, face aux Britanniques. La contre-offensive de Mortain (opération *Lüttich),* déclenchée le 7 août, trop faible d'emblée pour inquiéter les Alliés, se transforme presque immédiatement en pitoyable échec (même si elle n'est annulée que le 13 août). Elle a en outre l'inconvénient majeur d'enfoncer plus encore ce qui reste des VII^{e} et XV^{e} Armées allemandes (le Groupe d'armées B) dans l'enveloppement qui se dessine, ancré sur Caen, avec une aile marchante naissante à Saint-Lô et qui s'étend progressivement par le sud. On peut vraiment dire que l'obstination d'Hitler précipite la perte de son armée en l'engageant dans la gueule du loup sans aucune perspective raisonnable de succès décisif. Cette erreur sera payée très cher à Falaise.

DANS LA BATAILLE

L'encerclement

Alors que la contre-offensive de Mortain n'est pas encore achevée, Montgomery a perçu l'opportunité offerte d'encercler et anéantir toute l'armée qui le contient contre la côte. Il confie au 21e Groupe d'Armée (la IIe Armée Britannique et la toute nouvelle lre Armée Canadienne) le soin de tenir le sac du côté nord et de former la pince nord. La IIIe Armée US de Patton, qui cavalcade dans l'arrière-pays depuis cinq jours, doit boucler la poche par le sud. Le 8 août, les deux armées canadienne et américaine reçoivent l'ordre de converger sur Falaise.

Évidemment, le *Feldmarschall* allemand von Kluge a perçu la menace et s'efforce d'extirper son armée du piège qu'il voit prendre forme autour de lui (mais il n'entame le mouvement qu'à compter du 17 août, retenu par les fantasmes d'Hitler qui persiste à attaquer). La course de vitesse est engagée sur le verrou, le secteur de Falaise-Chambois par où ses unités s'écoulent vers la Seine, dans un désordre croissant.

Fermer la poche : la difficulté de faire converger les deux branches de la pince

Au nord, les Canadiens progressent très difficilement face à une défense acharnée. Entamée dans la nuit du 7 au 8 août, l'opération *Totalize,* malgré une débauche de bombardements aériens et des procédés innovants, notamment dans l'attaque de nuit, s'épuise le 10 août sans être parvenue à s'emparer de Falaise.

En revanche, au sud, l'armée américaine s'est orientée plein est, par Le Mans, Argentan, et vient maintenant lécher la rive sud de la poche en attaquant sur la direction sud-nord, en direction de Falaise.

Le 13 août, les deux pinces sont suffisamment proches pour que leurs artilleries en soient gênées, de crainte de causer des pertes dans la pince d'en face. Le général Bradley, qui commande le 12e Groupe d'armées US, ordonne un arrêt de la progression à hauteur d'Argentan, 20 kilomètres au sud de Falaise, ce qui atténue la pression exercée sur le flanc sud des Allemands (Argentan ne sera entièrement libérée que le 20 août).

Le 14 août, les Canadiens se relancent vers Falaise, mètre par mètre, abordant la ville le 15 et s'en emparant définitivement le 17 (opération *Tractable).*

Le verrou de Chambois

Paradoxalement, c'est du nord, à travers la résistance la mieux installée et la plus ardue, que la poche sera fermée, à l'issue de trois jours de furieux combats pendant lesquels le goulet d'étranglement reste encore ouvert à la fuite désespérée des restes de la VII^{e} Armée.

La 1re Division Polonaise réussit à se frayer un chemin à l'est de la petite rivière Dive jusqu'au mouvement de terrain cote 262 – Mont Ormel – qu'elle emporte d'assaut dans la soirée du 19 août, y installant deux *battlegroup* (des bataillons renforcés).

S'accrochant avec la dernière énergie au mamelon, soumis à des attaques répétées d'éléments de trois division, *venues de l'est, c'est-à-dire de l'extérieur de la poche,* dans la direction de sortie, les Polonais tiennent bon, sans parvenir toutefois à endiguer totalement l'écoulement désordonné autour d'eux (le corridor réouvert le 20 permet d'écouler environ 10 000 Allemands). Ils guident des tirs d'artillerie très précis qui déciment les fuyards à défaut de les arrêter totalement. Le 21 août, lorsque les attaques cessent enfin et que le terrain ne lui est plus contesté, la courageuse division polonaise a perdu 20 % de ses effectifs initiaux (près de 2 000 hommes dont 500 tués et disparus).

Le 21 août, la poche est définitivement fermée et les Alliés font 50 000 prisonniers, tout ce qui reste des 500 000 soldats d'Hitler qui ont bloqué les forces débarquées depuis deux mois. On estime à 50 000 hommes les pertes subies par ailleurs dans la tentative d'échappée. Le matériel est détruit, abandonné, laissé en panne, à travers le bocage, sur des centaines de kilomètres carrés. Le spectacle dantesque de trains hippomobiles massacrés par l'artillerie, dans le misérable chemin creux de Chambois, devient l'image emblématique de la défaite de la VII^{e} Armée.

ENSEIGNEMENTS

Si l'armée allemande a été défaite, elle a sauvé une part très significative de sa ressource la plus importante : les hommes, qui peuvent s'enfuir jusqu'à la Seine qu'ils franchissent sur des barges, de nuit, dans le secteur de Pontoise. Certes, tout le matériel lourd est perdu sur la rive gauche de la Seine – il ne peut franchir sur les embarcations – mais cette armée, reconstituée en Allemagne pendant l'automne, fera encore parler d'elle au moment de la contre-offensive des Ardennes, en décembre 1944 – janvier 1945.

En ce sens, la défaite, même significative, n'est pas une déroute.

ACTION SIGNIFICATIVE : LA DIFFICULTE DE LA JONCTION

Il semble bien que l'erreur des Alliés ait été de désigner un point de jonction (Falaise) que les deux pinces devaient aborder dans l'axe et frontalement, simultanément : du nord vers le sud, et du sud vers le nord. La crainte de se blesser mutuellement a retenu les coups des deux groupes d'armées, tout particulièrement la branche du sud (l'armée américaine). En pratique, la poussée britannique vers Falaise, en plein axe de la poussée américaine sur Argentan, à vingt kilomètres, était contre-productive. La poche a été fermée à une dizaine de kilomètres plus à l'est, sur l'autre rive de la Dive, par l'armée canadienne, qui n'était pas censée porter l'effort mais a su forcer sa route à travers un dispositif un peu moins dense.

À l'analyse, il eût mieux valu fixer à chacune des pinces *un objectif décalé* de dix à vingt kilomètres, ce qui aurait permis à chaque branche de la pince de développer toute sa puissance pour progresser sans trop se préoccuper des conséquences sur son vis-à-vis.

En l'occurrence, la rivière Dive, qui coule sud-nord dans le secteur concerné, aurait pu servir de limite latérale aux deux groupes d'armées en progression, favorisant la discrimination entre les unités.

Si l'ordre de Montgomery avait décrit une poussée américaine sur l'axe Argentan-Falaise, à l'ouest de la Dive, et une poussée britannique parallèle d'une dizaine de kilomètres, mais à l'est de la Dive, les deux armées auraient glissé l'une contre l'autre avec toute la latitude requise pour exercer leur pression axiale. Une telle double poussée aurait pincé le secteur d'échappée des Allemands, le transformant progressivement en Z, dont

chaque branche aurait été exposée aux feux, de part et d'autre, alors que jusqu'au dernier moment, le goulot de la bouteille a permis un écoulement longitudinal.

En outre, la branche poussant du nord aurait plus efficacement contré la contre-attaque de la 12e PzSS, venue de l'extérieur, qui aurait ainsi été confrontée au flanc de l'armée canadienne sans pouvoir s'en prendre directement au secteur d'écoulement.

À TITRE DE COMPARAISON

Au même moment, sur le front de l'Est, la grande offensive soviétique déclenchée le 22 juin – au jour près, et délibérément, le troisième anniversaire de *Barbarossa,* l'attaque d'Hitler contre l'URSS – se termine le 19 août. L'opération *Bagration* s'arrête sur la Vistule, après une progression de cinq cents kilomètres, et conduit à l'annihilation de deux Groupes d'armées, Centre et Nord. Le seul GA Nord, enveloppé dans la poche de Minsk au cours des deux premières semaines de l'offensive, perd une trentaine de divisions et 350 000 Allemands sont mis hors de combat (voir narration pages 255-256).

Nonobstant l'ardeur des Alliés occidentaux, et notamment la fantastique ténacité des Polonais fermant la nasse, la poche de Falaise reste une victoire quelque peu incomplète.

---

1. Il existe encore des nations qui n'ont pas souscrit au Protocole de Genève de 1925 et à la Convention de Paris de 1993, interdisant tout emploi des armes chimiques.

2. Anecdote racontée par Pierre Miquel, *Le Chemin des Dames,* Pockett, 1997.

3. En novembre 1942, l'Armée Rouge aligne 6,1 millions d'hommes, contre 6,3 pour la Wehrmacht, sans compter les contingents des alliés de l'Axe. Pour le matériel, l'avantage est plutôt aux Soviétiques : 77 000 canons contre 70 000, 7 000 chars contre 3 400 (et le T34 est le meilleur char du moment, d'assez loin), 3 200 avions contre 1 700 (l'avantage qualitatif étant plutôt du côté allemand). La victoire de Stalingrad égalise désormais les deux camps, ce qui renforce encore sa stature de « tournant de la guerre à l'est ». Il faudra Koursk, l'erreur colossale d'Hitler, pour donner définitivement l'avantage numérique à l'Armée Rouge. Notons que l'Armée Rouge est une armée plus moderne et mieux équipée que la Wehrmacht, ce que confirme bien Omer Bartov, dans son ouvrage *L'armée d'Hitler,* Hachette-Pluriel, 1999.

4. Rappelons qu'en août 1996, deux ans et demi après avoir été chassée de Grozny, la résistance tchétchène a réussi à infiltrer 1 500 à 3 000 combattants dans la ville, qui ont détruit les unités du MVD (le ministère de l'Intérieur russe) qui la contrôlaient, soit 10 000 hommes. Les troupes de l'armée russe qui se trouvaient à proximité (sur la base de Makhachkala, au Dagestan) ne sont pas parvenues à la reprendre. Ce succès a conduit à l'accord de Kassaviourt, avec Lebed, mettant fin à ce qui a pris, ensuite, le nom de « Première guerre de Tchétchénie » (Kassaviourt 30 avril 1996, suivi d'un second accord à Moscou le 12 mai 1997).

5. Anecdote relatée par Timothy T. Lupfer dans le numéro 4 des *Leavenworth Papers* (USACGSC, 1981), sous le titre *The Dynamics of Doctrine : The Changes in German Tactical Doctrine During the First World War,* p. 37 et s.

6. Voir vignette 29 « Suomussalmi », p. 575.

7. Exception citée par Chaim Herzog et Mordechai Gichon dans *Les Guerres bibliques,* p. 171. Les mêmes auteurs, s'appuyant sur la Bible, citent le cas de la tribu des Benjaminites, de prétendus ambidextres qui apportaient ainsi un avantage tactique certain aux tribus d'Israël. Cette histoire de troupes gauchères ou ambidextres a tout de l'invention, voire de l'acte de propagande, sur le moment ou *a posteriori.* Delbrück, dans sa somme sur l'évolution de l'art de la guerre, ne fait aucune mention de ces particularismes. Si des nations avaient acquis un avantage réel par ce biais, l'histoire aurait mieux préservé leur héritage... Au demeurant, ces civilisations anciennes étaient relativement intolérantes pour les gauchers, dont un grand nombre furent « contrariés » au sens biologique du terme. On voit mal les Hébreux, qui affectaient un certain opprobre à la main gauche, comme l'immense majorité des civilisations antiques, glorifier soudainement un trait physiologique apportant un gain tactique. En théorie, les armées antiques auraient gagné à cultiver leurs gauchers... ne serait-ce que pour l'aile gauche de la phalange, qui aurait pu de la sorte agir plus offensivement, frappant de l'épée plutôt que du bouclier. En réalité, aucune civilisation antique n'a encouragé l'expression gauchère.

8. Comme il a été dit (p. 420), ce ne fut pas le cas à Gravelotte-St Privat, où l'absence de réaction de Bourbaki permit à von Moltke d'enrouler impunément le flanc droit français.

9. Voir vignette 01 « Shennandoah », p. 54.

10. Voir vignette 17 « Après Iena », p. 467.

11. Voir vignette 30 « Campagne de Richmond-Petersburg », p. 583.

12. Anecdote relatée par le colonel Chamagne dans *L'Art de la guerre aérienne,* L'Esprit du livre, 2004.

13. Hooker ne manquait pas de morgue, ayant déclaré : « Que Dieu ait pitié du pauvre général Lee, car moi, je n'en aurai aucune ». Cette rodomontade lui est encore reprochée aujourd'hui. Perle citée (entre autres auteurs) par James McPherson dans *La Guerre de Sécession,* Laffont-Bouquins, 1991.

14. Voir vignette 18 « Denain », p. 473.

15. Le Petit Robert (édition 1969), fort obligeamment, ajoute une citation qui va dans le droit fil de cet exposé : « *Les généraux qui jugent que, pour qu 'une feinte réussisse, il faut la pousser à fond »* (Proust). On ne saurait mieux dire.

16. « Composante de la déception (mesures actives) ayant pour effet de tromper l'adversaire sur les intentions et les possibilités amies en lui faisant acquérir de fausses informations. »

17. « Composante de la déception (mesures passives) ayant pour effet de soustraire les forces amies et leurs mouvements aux investigations de l'adversaire. »

18. « Action de répandre de faux renseignements pour tromper l'adversaire. L'intoxication est un procédé qui relève de la déception. »

19. Voir l'excellent ouvrage de Gérard Lesage, *Denain, Louis XIV sauve sa mise,* chez Economica, 1992. Voir vignette 18 « Denain », p. 473.

20. Évidemment, nous assimilons une opération aéroportée dans la profondeur du dispositif ennemi à un raid.

21. C'est le président Carter en personne qui prit la décision d'annuler le raid.

22. Ce qui ne le dispense pas de chercher la coordination, comme le fit Grierson (avril-mai 1863), agissant au profit de Grant, sur les arrières de Vicksburg. Néanmoins, la décision doit rester libre.

23. Ce débat est mentionné par Chester Wilmot, au chapitre « Falaise and Paris » de *Struggle for Europe,* Collins, 1965.

24. Débat historique bien décrit par Chester Wilmot, *The Struggle for Europe* (Reprint Society, 1954).

CHAPITRE 3

QUELQUES « COUPS »

COUP

Action subite et hasardeuse. *Coup d'audace, tenter, risquer le coup. Réussir un beau coup.* (Petit Robert, édition 1969.)

Après avoir fait le tour « réglementaire » des actions offensives, nous allons évoquer quelques coups, employant ce terme dans l'acception du joueur d'échec.

En effet, sans rien renier de ce qui est écrit ci-dessus, on peut considérer que le combat ainsi présenté est unidimensionnel, alors que ce n'est clairement pas le cas dans la vie.

Car tout combat, par définition, se joue contre quelqu'un : **l'interactivité permanente du combat** est justement une des particularités de la guerre en tant qu'art. Après tout, pour tous les arts plastiques, la matière oppose une résistance à l'œuvre de l'artiste, mais la matière étant inerte, cette résistance se maîtrise par la technique et non par le combat.

Le dompteur de fauves, autre artiste, a une notion plus interactive de son art. De même pour le chef d'orchestre (encore qu'on n'ait pas vu de chef d'orchestre croqué par ses cuivres). C'est évidemment le cas du chef au combat : celui-ci est intrinsèquement interactif et rétroactif. Le combat doit donc être envisagé dans sa dynamique interne et permanente, sa dialectique, comme diraient les marxistes. Si la nature de la guerre est ainsi posée, il en découle fatalement que le raisonnement tactique devrait le manifester.

Or, ce n'est pas forcément l'impression que pourrait laisser une lecture attentive de ce qui précède. Nous en venons donc maintenant au concept de « coup », qui est l'expression de l'artiste en guerre. En insistant bien pour répéter que le général ne pratique pas *l'art pour l'art,* mais l'art *pour gagner,*

et que le coup n'a pas pour objet de garantir sa réputation pour les générations à venir, mais bien de dominer son adversaire.

L'idée générale du coup, c'est de jouer avec l'adversaire, de le pousser à la faute.

En dehors de la satisfaction intellectuelle de « s'être joué » de son adversaire, qu'en retire le vainqueur ?

- **une victoire à moindre coût,** ou plus rapide, et souvent les deux ;
- partant, la **préservation de son potentiel** pour le coup suivant ;
- **l'ascendant moral,** composante essentielle de la guerre, car sinon, comment expliquer que des Hannibal, des Lee, des Napoléon, des Rommel, n'ont pas hésité à s'attaquer à plus fort qu'eux, et qu'ils ont gagné « plus souvent qu'à leur tour » ?

Les « coups » décrits ci-après n'ont aucune prétention à l'exhaustivité, mais ne servent qu'à illustrer le concept, afin d'encourager chacun à développer sa propre réflexion en la matière. Bien qu'il n'y ait aucune recette, il se peut que l'inspiration soit fertile au moment venu.

3.1. La manœuvre sur les derrières

À tout seigneur tout honneur... Voici le « système » de Napoléon, décortiqué par le général Camon [1].

> « Voici comment Napoléon met en scène cette manœuvre sur les derrières.
>
> Par des marches rapides, préparées dans le plus grand secret, il rassemble, aussi près que possible des lignes de retraite de son adversaire, une masse capable d'en triompher en quelque situation qu'il se trouve. Sûr du succès, sa seule crainte est que l'ennemi s'échappe. Brusquement, il jette notre armée sur ses derrières et s'efforce d'y saisir une barrière topographique : ligne de montagnes, fleuve ou rivière, et d'en occuper les principaux passages pour l'enfermer comme dans un

champ clos. Ceci fait, il se retourne sur l'adversaire qui n'a plus d'autre ressource que de se rendre ou essayer de se faire jour. [...]

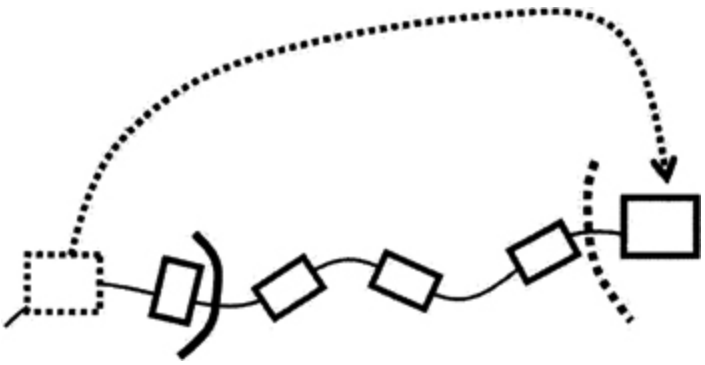
Le succès reposait essentiellement sur la démoralisation de l'adversaire. Qu'on s'imagine l'effet produit sur le général ennemi par cette nouvelle inattendue que l'armée française marchait à toute allure pour lui couper la retraite. La seule idée qui pouvait lui venir c'était de faire en hâte refluer tous ses corps. C'était la fuite en désordre que Napoléon avait prévue et qu'il attendait pour jeter ses troupes au moral surchauffé sur les corps ennemis démoralisés, ne recevant plus d'ordres et s'offrant d'eux-mêmes à ses coups.

Il avait grande chance de détruire l'adversaire en détail sans courir les risques d'une *bataille générale,* d'une bataille rangée. »

Camon, *La Guerre napoléonienne.*

L'idée générale est d'amener l'adversaire à s'engager trop avant, ce qui étire ses lignes de communication. Souvent, son corps principal est fixé par l'avant-garde, un corps autonome. L'ennemi étant ainsi empêtré dans ce contact dont il ne parvient pas à se défaire, le corps principal de Napoléon le contourne et vient frapper ses arrières. L'ennemi a dès lors deux options : soit il s'efforce de s'extraire du piège, auquel cas il affronte Napoléon solidement retranché, qui l'attend ; ou il choisit la défensive tactique, mais au prix de l'encerclement.

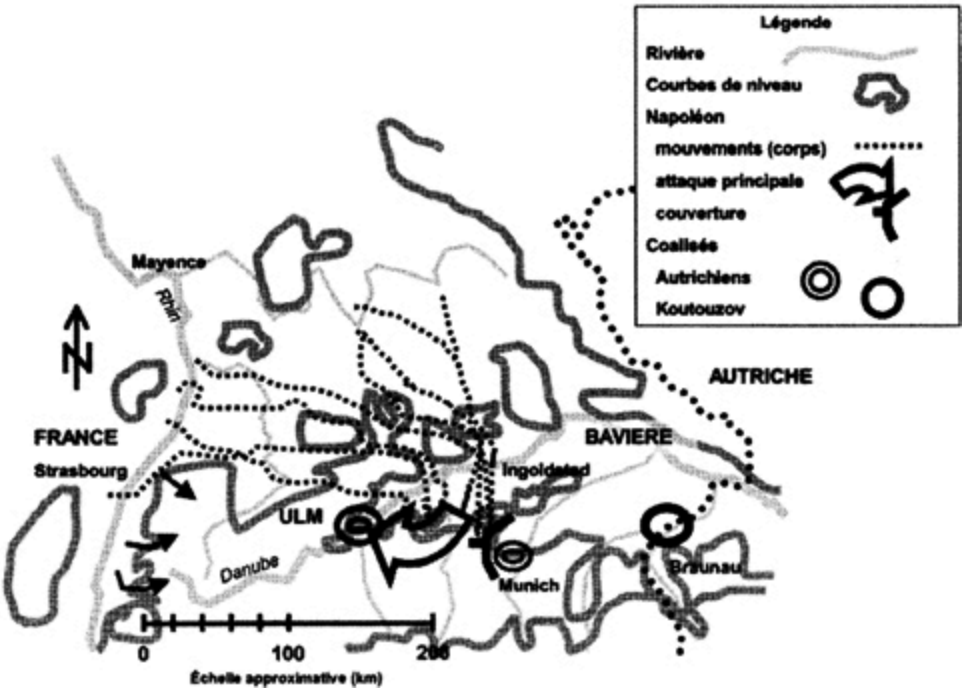
Évidemment, cette manœuvre réussit plus facilement si les deux directions forment un angle, dispensant ainsi la masse de manœuvre de la nécessité de contourner l'adversaire, ce qui expose dangereusement son flanc – au moment même où la vitesse se paye forcément par une moindre solidité défensive. Le débordement, pour être fait à portée de l'ennemi, doit être préservé par la surprise (cas de Villars à Denain).



21 SYSTÈME NAPOLÉONIEN :
LES MANŒUVRES SUR LES DERRIÈRES

ULM, 20 octobre 1805

Guerre de la 3e coalition (Bavière)



En attaque : Napoléon, 160 000 hommes (7 corps)
En défense : Général Mack, 72 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

La courte guerre de la Troisième coalition

Napoléon prépare depuis deux ans, au camp de Boulogne, la conquête de l'Angleterre. Le Tsar et l'Empereur d'Autriche viennent de s'allier à l'Angleterre et la Suède. Koutouzof, avec 38 000 hommes, est en route. Le 28 août, l'armée de Boulogne s'élance, devenant à compter de ce jour la « Grande Armée ». À marches forcées, ses sept corps s'écoulent « comme des torrents » vers le Rhin, atteint le 25 septembre. L'objectif de Napoléon est Vienne, et il compte manœuvrer par la rive gauche du Danube pour couper l'armée autrichienne imprudemment avancée en Bavière, avant que ses alliés russes n'aient pu faire jonction.

Mouvements préliminaires

L'armée de Mack, avec 72 000 hommes, a violé la neutralité de la Bavière en progressant sur deux axes, orientés est-ouest : au nord, le long du Danube, elle s'établit d'Ingolstadt à Ulm ; au sud, de Munich à Memmingen, sur la frontière. Elle attend Napoléon de pied ferme, ne le sachant ni si proche, ni si puissant. Elle est très en avance sur les renforts russes, qui sont en train de traverser la Pologne – décalage fatal.

Dans la bataille

Déroulement d'ensemble

Le 7 octobre, la Grande Armée franchit le Danube à Donauworth, se couvrant sur Ingolstadt et Gunzburg, soit un front d'une centaine de kilomètres : l'armée autrichienne est coupée en deux, Mack est tourné. Poussant plein sud jusqu'à Augsburg, puis effectuant une conversion vers l'ouest, Murât détruit une division à Wertingen (75 km est d'Ulm). Le 9 octobre, sur le flanc droit, Ney a franchi le fleuve et s'est emparé de Gunzburg. Mack tente de s'extraire du piège et, fort judicieusement, choisit de longer la rive gauche du Danube, que la quasi-totalité de la Grande Armée a franchi la veille. Son échappée manque de peu de réussir, quand à la sortie nord d'Ulm, elle rencontre la division Dupont. C'est le soir, il fait un temps affreux, 30 000 Autrichiens, commandés par l'archiduc Ferdinand, sont opposés à 6 000 Français... Dupont veut gagner du temps : il attaque avec le culot d'une division qui se sait suivie de près par son corps d'armée d'appartenance. Abusée par la virulence de l'attaque, craignant la rencontre

en rase campagne, l'armée fait demi-tour et se réfugie dans Ulm. Il est encore temps de s'échapper vers le sud et l'Italie, par Memmingen, mais Mack, abusé par un agent double célèbre, Schulmeister, croit que Napoléon veut battre en retraite. Du coup, il reste sur sa position d'où il pense encore à menacer les arrières de Napoléon, lequel peut ainsi refermer définitivement le piège (12 octobre).

Napoléon organise l'assaut et investit la place le 13, donnant du canon le 14. L'assaut vigoureux resserre l'étau, Memmingen est pris, encerclant définitivement Mack, à court de pain et de munitions. L'archiduc Ferdinand s'échappe par la rive gauche du Danube, mais sa forte escorte est interceptée et partiellement détruite. Mack capitule le 20 octobre, 36 000 hommes, en une procession de quatre heures, par un froid glacial, défilent devant l'Empereur et déposent leurs armes et leurs gibernes, formant un tas immense. L'humiliation d'Ulm pèsera longtemps dans la mémoire des Autrichiens.

Phase d'intérêt pour la démonstration

Trois corps (Bernadotte et Davout, Bavarois sous Deroi) couvrent la phase finale d'Ulm depuis Munich, face à Koutousof en approche, dont les 38 000 hommes vont jusqu'à Braunau am Inn, à une centaine de kilomètres. C'est avec ces trois corps que Napoléon lance la poursuite, achevant la destruction de l'armée autrichienne. La frontière est franchie le 28 octobre, Vienne, qui n'est même pas défendue, est saisie le 13 novembre. Koutousof, isolé et prudent, se replie en hâte vers le nord de Vienne, à la rencontre de Buxhowden. À Olmutz, les deux armées se rassemblent aux ordres directs du Tsar Alexandre, la concentration étant achevée le 25 novembre. Le retour offensif sur Vienne donnera lieu à la victoire d'Austerlitz, le 2 décembre 1805...

ENSEIGNEMENTS

Pour la perte de moins de 6 000 hommes, la Grande Armée en a tué le double et capturé le quintuple, pour la plupart libérés sur parole. L'armée autrichienne est étrillée durablement, devenant de fait le partenaire minoritaire à la bataille d'Austerlitz.

3.2. TORTURER L'ENFANT

Avertissement : cet intitulé n'est pas une apologie de procédés barbares, mais un emprunt aux Chinois. L'auteur se désolidarise de toute lecture par trop littérale de cette idée de manœuvre.

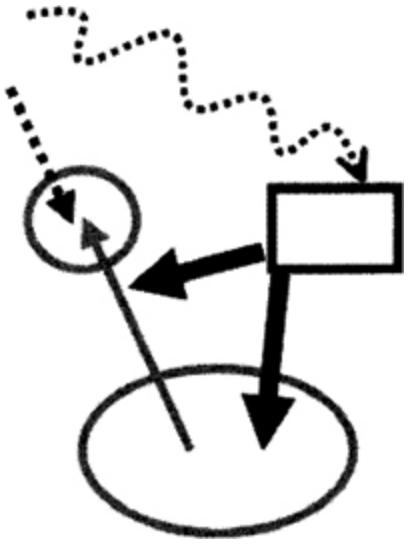
L'idée vient des Mongols. Dans leur approche d'une ville, effectuée à l'occasion d'un dernier bond qui prenait tout le monde par surprise, ils capturaient la population des alentours, souvent des paysans dont on pouvait penser qu'ils avaient de la famille dans la ville.

Si la sommation de se rendre n'était pas suivie d'effet, ils attachaient leurs otages à des piquets, bien en vue des murs, mais hors de portée de ses traits (pour éviter que les défenseurs, en abrégeant les souffrances des victimes immolées sous leurs yeux, privent les assaillants de leur argument), puis les écorchaient lentement.

Le spectacle de tant de souffrance poussait les défenseurs à une sortie, ce qui donnait aux Mongols l'occasion de massacrer la garnison hors ses murs et donc, de faire l'économie d'un siège ou d'un assaut.

Ce coup s'avère utile à un assaillant qui veut faire l'économie de l'attaque en règle d'une position retranchée, compensant l'infériorité numérique du défenseur. Il consiste à provoquer un combat décisif en rase campagne, lequel, soit emportera la décision, soit rendra plus acceptable le rapport de force, pour la finition.

Tactiquement, ce « coup » suppose la présence « hors les murs » d'un détachement subordonné dont on peut raisonnablement escompter qu'il sera secouru si l'ennemi estime l'affaire «jouable» – encore mieux : s'il ne peut raisonnablement faire l'économie d'une telle réaction. Attention : ce n'est pas forcément son intention initiale, il convient donc de «jouer fin » pour que l'idée lui vienne en cours de route, si ce n'était déjà fait bien sûr.



1er temps : préparation (mise en place de l'appât et du piège)

Isoler « l'enfant », une fraction significative de la force, et entamer sa « torture » (exercer sur lui une pression suffisante pour qu'il se sente au bord de la destruction, mais sans conclure – pour la même raison qu'un écorché mort cesse de crier et d'appeler à l'aide).

Simultanément, et subrepticement, mettre en place à portée de l'objectif la force principale, qui attendra la sortie de secours.

2e temps (le coup proprement dit)

Dès la sortie enclenchée, attaquer avec sa force principale.

Deux options :

- soit attaquer le corps effectuant la sortie ;
- soit profiter de son absence pour attaquer directement l'objectif, du fait qu'il est dégarni.

3e temps : finition

Selon l'option choisie en (2), parachever le combat par inversion de l'option jouée : s'emparer de l'objectif, ou détruire le corps ayant effectué la sortie.

Forcer la sortie en « torturant l'enfant » :
Grant approche de Vicksburg, 16 mai 1863

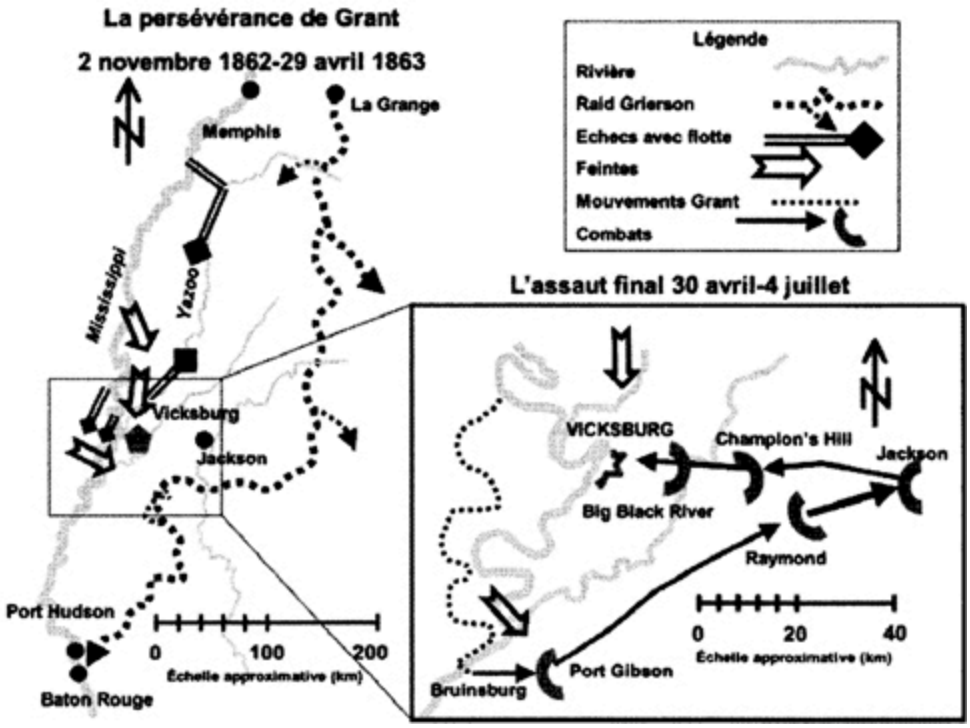
Ce coup a été joué par Grant dans la réduction de Vicksburg. « le Gibraltar de l'Ouest » : ayant réussi à prendre pied sur la rive est du Mississippi (30 avril 1863), plutôt que de se précipiter à l'assaut des retranchements de Pemberton. il s'est attaqué à sa ligne de communication. Ce qui a contraint Pemberton à une sortie désavantageuse, où il s'est fait étriller (combats de Champion's Hill, 16 mai, et de Big Black River, 17 mai). Il a réussi à rentrer dans ses retranchements, mais l'issue du siège ne faisait dès lors plus aucun doute (Vicksburg capitula le 4 juillet, le siège ayant suivi deux assauts infructueux).

On peut aussi considérer qu'en attaquant en Belgique et aux Pays-Bas, le 10 mai 1940, Hitler a amené Gamelin à s'engager en masse en Belgique, dégarnissant d'autant le centre.

22 COUP : « TORTURER L'ENFANT »

VICKSBURG, 3 juillet 1863

Guerre de Sécession (Théâtre occidental)



En attaque : Général Grant, 51 000 hommes (70 000 à la fin du siège)
En défense : Généraux Pemberton (40 000 hommes) et Johnston, 6 000 hommes (devenant 15 000)

SITUATION GÉNÉRALE

L'été décisif de la guerre de Sécession

Depuis un an, les forces fédérales cherchent à couper la Confédération en deux et à s'assurer du Mississippi pour une ligne de communication ininterrompue de la Nouvelle-Orléans (conquise l'hiver précédent) et le Tennessee. Les Confédérés ne tiennent plus que Port Hudson, au nord de Baton Rouge, et surtout, Vicksburg, le « Gibraltar de l'Ouest ». La chute de Vicksburg le 4 juillet 1863 coïncide avec la défaite de Lee devant Gettysburg, la veille : la guerre de Sécession a véritablement choisi son vainqueur ce jour-là, même si elle se prolonge jusqu'en avril-mai 1865.

La campagne de l'Ouest

Elle peut se résumer en une phrase : prendre Vicksburg. La ville est établie sur un méandre du majestueux Mississippi, au sud du confluent de la Yazoo, et tient sa puissance de l'escarpement surplombant le fleuve à son pincement. Les deux cours d'eau forment un delta inextricable et très étendu, rendant toute approche impossible – sauf à emprunter le fleuve lui-même. Mais cela est interdit par les puissantes batteries confédérées qui dominent le méandre, par ailleurs assez difficile à négocier. Pendant des mois (octobre 1862 à mars 1863) Grant, bien que disposant d'une considérable supériorité matérielle, tant en hommes qu'en navires, ne parvient pas à résoudre ce dilemme : comment prendre pied sur la rive est du Mississippi ? Cette impuissance persistante entame progressivement son crédit à Washington, où seul le soutien de Lincoln assure encore son commandement (« Lui, au moins, il se bat », rétorque le président à ceux qui brocardent « l'incompétence » de Grant).

En tout cas, ce n'est pas faute d'essayer. Grant tente l'attaque directe, mais ne peut prendre pied sur la rive ouest (bataille de Chickasaw Bluffs). Puis il essaie d'aborder Vicksburg en profitant d'une crue pour basculer sa flotte du Mississippi vers la Yazoo – les eaux sont tellement hautes que les bateaux à vapeur naviguent sur les prairies, littéralement. Mais coques et aubes subissent de gros dégâts sur les obstacles recouverts, la manœuvre est presque impossible dans l'enchevêtrement végétal, et une faible résistance depuis la rive suffit à rejeter cette tentative originale.

Grant essaie alors de couper un chenal à travers le méandre du fleuve faisant face à Vicksburg, ce qui lui permettrait de contourner l'obstacle. Pendant cent jours, des milliers d'hommes s'épuisent en travaux pharaoniques... qu'une décrue du Mississippi, décidément peu coopératif, rend de jour en jour plus futile (Steele's Bayou Expedition).

En désespoir de cause, de plus en plus critiqué pour ce qui passe, de loin, à Washington, pour un gaspillage de ressources qui seraient mieux employées ailleurs, Grant et son vigoureux acolyte, l'amiral Porter, tentent le tout pour le tout : un passage de vive force au nez et à la barbe des batteries de Vicksburg. Douze navires sont allégés au maximum (pour la vitesse), bardés de protection à bâbord (face aux batteries) et profitent d'une nuit sans lune et du courant porteur pour filer sous Vicksburg, le 12 avril 1863. La tentative est éventée, les batteries se réveillent, mais seul un bateau est perdu – le coup a réussi. Il est réédité dix jours plus tard, avec le

fret lourd nécessaire à la force de débarquement. Deux corps d'armée (XI : McClernand, XVII : McPherson) longent la rive ouest, où ils s'emploient à ouvrir une route militaire, et se présentent à Hard Times, où Grant dispose désormais de la flotte nécessaire à la traversée.

Mouvements préliminaires : une profusion de feintes

L'assaut amphibie est accompagné d'une grande activité destinée à disperser les forces que Pemberton pourrait opposer au débarquement proprement dit. Le raid de Grierson, entamé le 17 avril (lorsque Grant a été assuré qu'il pourrait franchir à la fin du mois) divertit la plupart des forces mobiles disponibles aux alentours de Vicksburg – ce sera tout particulièrement le cas au jour même du débarquement, le 30 avril. Le corps de Sherman réédite la tentative de la Yazoo et livre deux combats de diversion, les 29 et 30 avril, contraignant Pemberton à faire face au nord (Hayne's Bluff et Drumgould's Bluff). Jamais en reste, Porter fait une démonstration devant les batteries de Grand Gulf, une cinquantaine de kilomètres au sud de la ville, qui là encore disperse les moyens de Pemberton (29 avril). La sérieuse résistance des batteries amène Grant à choisir pour lieu de débarquement le site moins exposé de Bruinsburg. Le transfert des deux corps d'invasion est entamé le 30 avril. Le 1er mai, Pemberton livre combat à Port Gibson, mais avec des moyens trop affaiblis par la campagne de diversion menée contre lui depuis deux semaines : la tête de pont est assurée. Pemberton se replie vers le nord, se préparant à livrer un combat retardateur jusque sous la ville-forteresse. À sa grande surprise, Grant se lance, non pas vers le nord – à sa poursuite – mais vers le nord-est : il vise Jackson, sur la voie ferrée qui alimente la ville assiégée.

Dans la bataille

Déroulement d'ensemble

Grant estime qu'il n'a pas les moyens d'attaquer Pemberton avec ses 40 000 hommes derrière ses formidables retranchements. Aussi cherche-t-il tous les moyens de le contraindre à consommer au moins une partie de ses forces en rase campagne. Jackson est cet appât irrésistible. Grant va

l'attaquer, s'en emparer, et provoquer la réaction de Pemberton pour le vaincre hors de ses murs.

Phase d'intérêt pour la démonstration

À peine débarqué et assuré de la tête de pont par le succès de Port Gibson, Grant se lance vers Jackson, distante de 200 kilomètres. Il est renforcé le 8 mai par Sherman, qui a fait le grand détour après sa feinte du Yazoo. Le 12 mai un bref combat a lieu à Raymond. Le 13 mai, Joseph E. Johnston, récemment envoyé par le président confédéré Jefferson Davis, prend le commandement à Jackson – mais le lendemain il est attaqué, le nœud ferroviaire pris et sérieusement endommagé, Vicksburg définitivement coupée. Johnston est rejeté vers l'est et n'interviendra plus en soutien de Pemberton.

Grant se retourne immédiatement vers l'ouest, vers Vicksburg, laissant Sherman repousser Johnston. Le 16 mai, à mi-chemin (soit environ 35 kilomètres de Jackson) il rencontre Pemberton, installé sur Champion's Hill, en avant d'une rivière. Bien que disposant d'une assez nette supériorité numérique, Grant ne parvient pas à fixer et réduire Pemberton, qui lui inflige des pertes assez sévères mais doit se replier. Une nouvelle action retardatrice a lieu le lendemain et une quinzaine de kilomètres plus loin, devant Big Black River, dernier obstacle avant Vicksburg. La destruction du pont ne retarde la poursuite que d'une journée, mais donne le temps aux défenseurs de rejoindre la ville.

Pemberton ne peut plus s'opposer à l'investissement de Vicksburg, bouclé le 18 mai. Le 19, Grant fait donner l'assaut, sans succès. Il réédite la tentative sur toute la ligne après une intense préparation d'artillerie, mais la ténacité des défenseurs et la qualité de leurs retranchements causent de telles pertes pour des résultats si médiocres que Grant se résout au siège, le 22 mai.

Le 4 juillet, confronté à une profonde disette qui frappe la garnison autant que la population, encombré de blessés et de sans-abris (l'artillerie fédérale bombarde activement la ville) Pemberton capitule. 20 000 Confédérés se rendent et sont désarmés. Ne voulant pas s'embarrasser en prévision des combats à venir (Johnston se signale à Jackson, ayant

reconstitué une armée de 31 000 hommes), Grant accorde la liberté sur parole. Nombre de combattants de Vicksburg se retrouveront face à lui à Chattanooga (23-25 novembre 1863).

ENSEIGNEMENTS

La part respective des combats d'approche, de zone avancée, de défense ultime

On peut dire que le combat des approches a duré d'octobre 1862 au 30 avril 1863, jour où Grant prend pied, enfin, sur la rive est du Mississippi. Le nombre et la variété des tentatives, assauts, feintes et diversions, ainsi que l'ardeur déployée par Grant et ses hommes, indiquent une grande ténacité. Si Pemberton réussit à retarder considérablement l'échéance, il n'inflige pas pour autant de pertes significatives. La série de feintes et de diversion, dont le raid de Grierson, s'inscrit dans cette phase.

Le combat de zone de défense avancée a lieu du 1er mai (Port Gibson) jusqu'au 18 mai (investissement de Vicksburg). Pendant cette courte période, pas moins de cinq combats sont livrés (Port Gibson, 1er mai; Raymond, 12 mai ; Jackson, 14 mai ; Champion's Hill, 16 mai ; Big Black River, 17 mai), avec un total de pertes estimé à 4 500 pour Grant et 7 000 pour les Confédérés. *Le défenseur, qui s'oppose toujours à des ratios très défavorables (1 contre 4 en moyenne) subit des pertes supérieures.*

Le combat de défense ultime est déjà décidé lorsqu'il est entamé. Seule la date de la capitulation reste à déterminer. Deux assauts violents – surtout le 22, où les subordonnés de Grant se montrent trop insistants, en pure perte – coûtent près de 5 000 morts, blessés et disparus à Grant, contre moins de mille à Pemberton. Néanmoins, même cette dernière phase cause moins de pertes aux assiégeants que les batailles antérieures, malgré des positions moins favorables aux assiégés.

La campagne de Vicksburg illustre donc parfaitement l'influence décisive du combat de zone avancée sur le sort de la défense. Grant, en dix mois de campagne, a subi en deux semaines la moitié de ses pertes. Sans le renouvellement, par excès d'enthousiasme, de ses assauts du 22 mai, le rapport aurait été plus proche des deux-tiers.

Vicksburg était-elle défendable ?

La question a agité les historiens. À partir du débarquement, le rapport de force était largement en faveur de Grant. Sa logistique était bien gardée, sa progression a été prudente, d'autant plus qu'il a surpris en optant pour Jackson plutôt que pour Vicksburg. Dès l'arrivée sur Vicksburg, le 18 mai, Grant a pris soin de s'ouvrir un site de débarquement au nord de la ville, rendant désormais inutile le détour par Bruinsburg : sa ligne de communication était assurée solidement.

Moyennant quoi les Confédérés se sont laissés battre en détail. L'inaction de Johnston pendant le siège, qui a duré six semaines, lui a été durement reprochée. En réalité, il était marqué par le corps de Sherman, soit un contre un, ce qui lui donnait peu de chances de battre une fraction significative de l'armée de Grant.

Si Pemberton a eu une chance de battre Grant, c'était dès Port Gibson, le 1er mai, tous moyens réunis, face à deux corps (et non trois, dès le 8 mai) tout juste arrivés et dos au fleuve. A un contre un, le coup était jouable. Cela aurait supposé une autre audace et mobilité que celle dont il a fait preuve, même s'il s'est avéré raisonnablement compétent à Champion's Hill, deux semaines plus tard. Lee, en Virginie, a tenté sa chance à plusieurs reprises dans des conditions bien moins favorables, et s'en est généralement félicité. Il est vrai qu'il n'était pas encore opposé à Grant...

ANECDOTE OU ENSEIGNEMENT INCIDENT : « UNCONDITIONAL SURRENDER »

Le 3 juillet, Pemberton demande à connaître les termes d'une capitulation. *« Unconditional surrender* » rétorque Grant, une phrase qui deviendra sa marque de fabrique (et exerce depuis une profonde influence sur le style américain en guerre).

3.3. BATTRE LE TAMBOUR À L'OUEST, ATTAQUER À L'EST

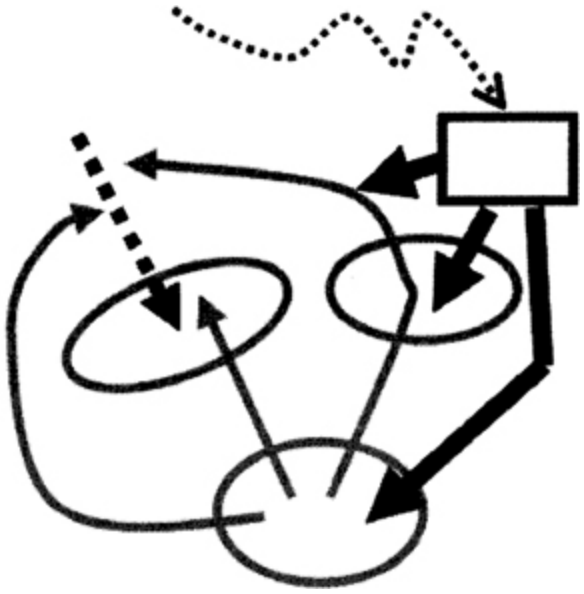
L'intention, là encore, est de provoquer la sortie. Le terme est emprunté aux *Trente-six stratagèmes,* recueillis par François Kircher.

Ici on cherche à faire jouer à son avantage le mode défensif doctrinal de l'ennemi, à base de contre-attaques virulentes dès que l'occasion en est donnée.

Il ne s'agit plus d'attaquer un élément isolé (« l'enfant » du coup précédent) mais une partie du premier échelon.

Le « coup » consiste à feindre l'échec de l'attaque principale, ce qui engagera l'ennemi à chercher à exploiter l'avantage qu'il croit avoir acquis. Sa manœuvre, si elle se déclenche, affaiblira le flanc que l'on compte attaquer en action principale, ou que l'on compte contourner.

Ce procédé est conditionné par la capacité d'atteindre une ligne de débouché pour l'action décisive, sans être décelé. Dans le cas contraire, un succédané qui peut marcher consiste à faire croire que cet échelon se destine à attaquer un autre secteur, engageant « notre » ennemi à considérer qu'il est laissé, temporairement, en tête-à-tête avec l'échelon qui vient d'échouer contre sa première ligne.



1er temps : préparation (mise en place de l'appât et du piège)

Lancer la « fausse » attaque (attention : elle devra être crédible – la cinématique est assez fine).

Simultanément, et subrepticement, mettre en place à portée de l'objectif la force principale, qui attendra l'attaque de l'ennemi inconsciemment présomptueux (idem coup précédent).

2e temps (le coup proprement dit : idem cas précédent)

Dès la sortie enclenchée, attaquer avec sa force principale.

Deux options :

- soit attaquer le corps effectuant la sortie ;
- soit profiter de son absence pour attaquer directement l'objectif, du fait qu'il est dégarni.

3e temps : finition

Selon l'option choisie en (2), parachever le combat (inversion : s'emparer de l'objectif, ou détruire le corps ayant effectué la sortie).

Attirer une attaque ailleurs : Caen et Mortain, juillet 1944

Ce coup a été joué par Montgomery dans la bataille de Normandie : en attaquant autour de Caen, à répétition mais sans succès[2], il a porté Hitler à croire qu'il avait les moyens de couper la percée d'Avranches. ce qui a mené à la contre-attaque de Mortain. L'échelon offensif allemand ainsi engagé, la poche de Falaise a pu être refermée.

Le plus beau cas reste celui de La Trébie (26 décembre 218 av. J.-C.) où Hannibal feignit une attaque ratée pour amener les Romains à franchir le cours d'eau qui les séparait, et contre lequel il les accula grâce à une attaque surprise menée par son frère Magon, dissimulé dans leur dos.

(Voir vignette 09 « La Trébie ». p. 258.)

3.4. LE CAILLOU DANS LA CHAUSSURE

Légère variation sur le thème de la provocation de sortie : il s'agit d'amener l'ennemi à s'épuiser en attaques, jusqu'à ce que l'attrition subie le ramène à la mesure d'une action décisive.

Il suppose au départ une faille dans le dispositif, qui permette l'insertion de l'élément qui sera offert à la contre-attaque ennemie. L'échelon à insérer doit être assez conséquent pour durer et consommer le potentiel ennemi nécessaire à la réalisation du rapport de force souhaité.

De surcroît, il est impératif que l'échelon « caillou » ait eu le temps de s'installer solidement, et qu'il bénéficie d'un bon degré de surprise tactique (les deux étant souvent liés : on a le temps parce qu'on a obtenu la surprise). Ceci pour échapper à la malédiction statistique du partage des pertes, presque toujours constatée lorsque le défenseur ne dispose pas d'une position très assurée.

Se rendre insupportable : Na San, 1952 - 1953

Le coup a été joué par le Corps expéditionnaire français en Indochine, à Na San, en 1952, avec un groupement aéroporté. Le général Salan voulait recueillir les forces dispersées sur les hauts plateaux, et retarder l'offensive de Giap vers le delta. Il créa une base à Na San, à partir d'octobre 1952, qui fut transformée en camp retranché à l'aide d'un pont aérien considérable pour l'époque : près de 1 500 mouvements aériens en un mois, 3 000 tonnes de fret. 22 000 personnes transportées. Attaqué le 23 novembre, sans succès, le camp retranché amena Giap à renforcer considérablement ses moyens, au détriment d'autres actions. Persistant à sous-estimer la valeur de la position, il lança des attaques massives entre le 30 novembre soir et le 2 décembre, avant de conclure que la destruction du camp retranché (12 000 hommes) était au-delà de ses moyens. Le 3 décembre, il rompit le contact. Ayant rempli son office, la position fut évacuée par surprise, du 8 au 12 août 1953.

La force a été repliée : il n'y a pas eu d'attaque principale. En cela Na San n'a pas été décisif. En tentant de rejouer le coup, cette fois-ci, jusqu'au bout (annihilation du corps de bataille Viet), le commandement français a

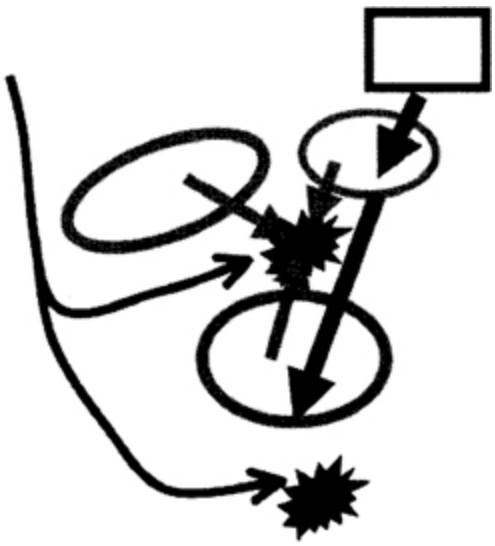
joué Dien Bien Phu... L'idée de départ n'en demeure pas moins pertinente, si les conditions sont réunies.

Les Américains ont voulu le rejouer à Khe Sanh, après l'offensive du Têt, contraignant Giap à un combat meurtrier sans aucun gain réel (20 janvier – 14 avril 1968). Malheureusement pour eux, il ne semble pas que le différentiel de pertes se soit avéré insupportable pour Giap. Il a cessé ses attaques en masse, se contentant d'exercer une pression constante qui ne mobilisait plus que le tiers de l'effectif maximum engagé. Les Américains ont évacué Khe Sanh, qui n'avait aucun intérêt en soi, autre qu'attirer l'ennemi...

Voir vignette 23 « Khe Sanh », p. 509.

Saigner le défenseur : Verdun 1916

Le général allemand Falkenhayn, en décidant d'attaquer Verdun, avait explicitement le but de « saigner l'armée française », Le taux de pertes infligées aux Français était supérieur à celui des Allemands, mais pas dans un rapport tel que la démonstration soit probante (550 000 pertes françaises contre 434 000 allemandes, dont la moitié de tués, entre le 21 février et le 18 décembre 1916). En définitive, cette tentative s'est avérée futile, alors qu'elle avait été payée un prix démesuré.



1er temps : préparation (mise en place du caillou)

Insérer, par infiltration ou par surprise, en plein cœur du dispositif ennemi, la fraction de force qu'il se verra contraint de vouloir réduire. On peut aussi se contenter de martyriser un saillant (le cas pour Verdun).

Simultanément, et subrepticement, mettre en place à portée de l'objectif la force principale, qui attendra la sortie de secours.

2e temps (le coup proprement dit)

Le laisser s'épuiser dans ce combat offensif imposé, en se contenant de renforcer « le caillou » assez pour que l'ennemi ne puisse emporter le morceau.

Être patient : cela peut durer longtemps.

3e temps : finition

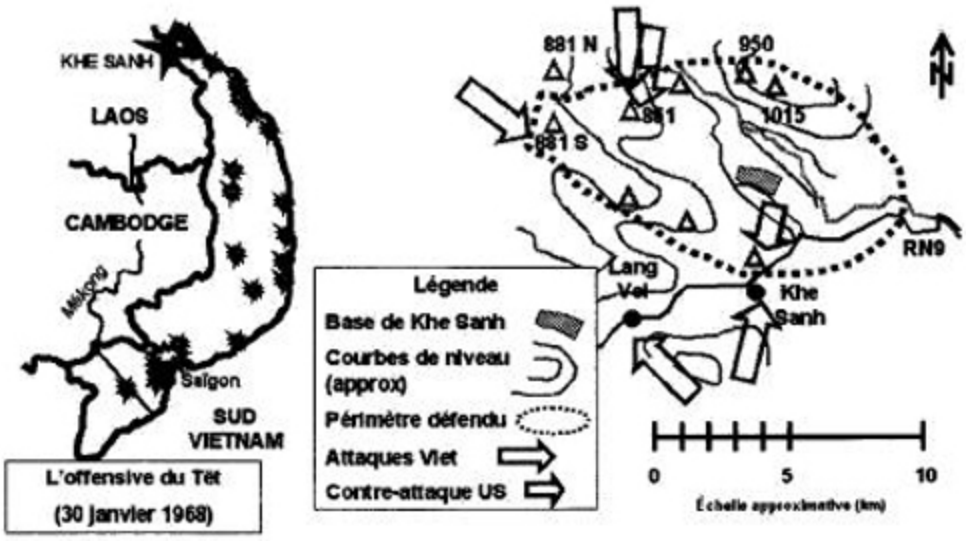
Lorsqu'il a atteint le niveau d'épuisement voulu, chercher ailleurs le combat décisif.

Ou lui proposer un autre caillou...

Il faut toutefois reconnaître que ce « coup » a souvent été surestimé. Même le hachoir à l'américaine ne semble pas assurer le différentiel d'attrition justifiant l'effort consenti. En revanche, joué furtivement, « à la Na San », il cause une perturbation réelle, à défaut d'attrition. En d'autres termes, ce coup est assez orienté vers un effet du second ordre (semer la perturbation) bien plus que vers un effet du premier ordre (tuer beaucoup de gens).

KHE SANH, 30 janvier-15 mai 1968

Guerre du Vietnam



En attaque : Général Giap, 20 000 hommes
En défense : Général Westmoreland, 6 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

La guerre (américaine) du Vietnam

Les États-Unis s'engagent de plus en plus directement dans la guerre pour soutenir l'indépendance du Sud Vietnam face à l'agression du Nord Vietnam. À compter de 1967, les troupes américaines sont au combat contre le corps de bataille du général Giap.

Campagne : l'offensive du Têt

L'offensive du Têt cause un choc psychologique considérable. Saisie par surprise le 30 janvier 1968, la ville impériale de Hué est reprise à l'issue de combats très durs et fortement médiatisés. Khe Sanh, au plan médiatique et *in fine,* politique, est une continuation de Hué. À l'été 1968, les Américains ont rétabli la situation, au plan tactique – mais le public y voit une défaite.

Mouvements préliminaires

Khe Sanh, à une dizaine de kilomètres de la frontière du Laos, à trente kilomètres au sud de la ligne démilitarisée (DMZ) coupant les deux Vietnam, est depuis 1962 une base des Forces spéciales. Celles-ci harcèlent la Piste Ho-Chi-Minh, à son débouché du Laos, et par laquelle le Nord entretient la guérilla dans le sud. Par un processus classique d'escalade, la base acquiert une importance stratégique dans la confrontation directe entre le général Westmoreland, qui est de fait, sinon en droit, le stratège allié, et Giap. Les Forces spéciales, qui subissent un premier tir d'artillerie en janvier 1966, réclament du renfort. Les Marines sont envoyés, portant l'effectif de la base à 6 000 hommes, avec le résultat que l'on défend désormais la base pour ce qu'elle est et non plus pour ce qu'elle apporte à la stratégie d'ensemble.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Giap – tout le monde en est conscient – prépare une bataille pour s'emparer de Khe Sanh. Westmoreland y voit l'occasion de lui infliger des pertes disproportionnées sur un terrain de son choix. « Maintenant nous n'aurons plus à chercher les Communistes », dit un colonel. Il s'agit d'un retournement de posture, dans la mesure où jusque-là, la tactique officielle des forces américaines est de *search and kill,* trouver et tuer. L'intérêt tactique de Khe Sanh réside donc exclusivement dans le ratio de pertes infligées. Les Américains tablent ouvertement sur un ratio de 10 contre 1, avec certaines projections allant jusqu'à 30 contre 1.

En réalité, les chiffres sont évidemment très contestés. L'estimation des pertes des Vietnamiens se situe entre 1 600 et 9 000 morts, pour 200 à 400 tués américains (chiffre variable selon la durée prise en compte). Une hypothèse médiane serait que les Viets ont subi dix fois plus de pertes que les Américains. L'hypothèse la plus optimiste (pour les Américains) serait de 20 pour 1.

Phase d'intérêt pour la démonstration

Tout comme cela était arrivé à Dien Bien Phu, les patrouilles offensives, censées justifier – à l'origine – l'emploi du lieu sont interdites à compter de décembre 1967, quand le renseignement signale que Giap masse deux divisions d'élite, soit 20 000 hommes sur les 40 000 dont on crédite son corps de bataille au Sud Vietnam. La base est défendue par 6 000 Marines. Leur mission est devenue exclusivement défensive : tenir Khe Sanh, infliger le maximum de pertes.

ACTION SIGNIFICATIVE

Description

Le 21 janvier 1968, date « officielle » du début du siège, une forte attaque Viet contre un avant-poste est repoussée (Quang Tri). Deux collines tenues par des avant-postes (cotes 881 sud et 861) repoussent plusieurs assauts. Le périmètre n'est pas entamé. En revanche, l'intense bombardement d'artillerie a causé la destruction du stock central de munitions, soit 1 300 tonnes. D'emblée, la situation est critique, indépendamment du taux de pertes respectives. Un cas historiquement assez rare où l'attaque du cordon ombilical logistique a failli avoir un impact tactique immédiat. Il a fallu la démesure de la logistique aérienne américaine pour rétablir la situation.

Le 5 février, une nouvelle tentative est repoussée sur la cote 861. Le lendemain, le camp des *Special Forces* de Lang Vei, à neuf kilomètres, proche de la frontière du Laos, est submergé après deux jours de combats acharnés, et les survivants récupérés sur la position principale. La route nationale 9, au sud du camp, est entièrement aux mains des Viets.

Un nouvel effort massif, censé partir de la RN9 vers le nord, est anéanti avant son lancement par la virulence de la réaction aérienne.

Bien qu'attaquée à répétition, à aucun moment la préservation de la base ne semble compromise, tout au long d'un siège de 77 jours. A part quelques attaques en force, presque toutes repoussées, la tactique de Giap consiste essentiellement à entretenir la pression sur le périmètre, sans concentrer ses moyens sous le hachoir aérien – en cela il agit très différemment de Dien Bien Phu, où ses bataillons avaient pu se masser impunément à portée des points d'appui des Français. Ici, la moindre tranchée est repérée et reçoit un

déluge de feu. Giap en est réduit à des attaques sporadiques, rarement renouvelées, et un harcèlement continu par une artillerie lointaine et assez imprécise (300 obus par jour en moyenne).

En retour, les Américains se contentent de tenir le périmètre à l'aide de points d'appui de niveau compagnie à bataillon, bénéficiant d'un appui feu écrasant à la première alerte (jusqu'à 150 cibles traitées par jour). Ces PA sont ravitaillés et renforcés par hélicoptères, à l'occasion d'opérations combinées avions-hélicoptères massives et fulgurantes, assommant la DCA locale pendant le temps nécessaire.

Le 8 avril, un convoi routier force le passage jusqu'à la base, mettant fin officiellement au siège, même si la pression viet restera sensible jusqu'à l'évacuation partielle de la position, décidée au lendemain du départ de Westmoreland, et effectuée le 5 juillet. Il y aura un assaut de bataillon le 30 mai, suivi d'un autre, le 1er juin, et encore le 16 juin. A chaque fois les pertes infligées aux Viets sont conséquentes (plusieurs centaines de morts par semaine, estime-t-on), mais sans effet décisif. La place reçoit encore une centaine d'obus par jour.

L'application de la puissance aérienne

La puissance aérienne appliquée sur Khe Sanh fait la différence majeure avec Dien Bien Phu – un parallèle historique présent dans tous les esprits.

L'US Air Force engage immédiatement un pont aérien massif (116 tonnes dès le 22 janvier), alignant une flotte impressionnante à temps complet pour le ravitaillement (260 avions, dont une centaine de gros porteurs C130, charge utile environ 20 t). 12 000 tonnes sont acheminées ainsi entre le 22 janvier et le 8 avril. La piste restant soumise à un tir d'artillerie persistant, on invente pour l'occasion des techniques de mise à terre ultra-rapide : déchargement en roulant (le record : un C7 Caribou, charge utile 7 tonnes, durée au sol réduite à une minute), le LAPES (largage très basse altitude et basse vitesse avec extraction par parachute), le GPES (extraction par câble d'arrêt), le parachutage assisté au radar (601 largages, précision cent mètres). Les charges tombées chez l'ennemi sont immédiatement détruites au canon ou par la chasse omniprésente. De surcroît, la puissance aérienne compense par ses bombardements le manque

d'artillerie disponible dans la base, par insuffisance d'approvisionnement (sur la durée du siège, 24 000 sorties d'appui feu tactique, 3 000 sorties de B52). L'évacuation sanitaire et les renforts sont acheminés par hélicoptère, ainsi que le ravitaillement des positions isolées, moyennant la perte de 17 machines.

Grâce aux efforts de l'US Air Force, qui largue 80 000 tonnes de bombes en deux mois, soit plus que le tonnage déversé sur le Japon, les mouvements en masse de l'ennemi sont traités efficacement. Si son artillerie tire toujours (40 000 coups pendant le siège), des milliers d'hommes ne peuvent être massés impunément et durablement à proximité du périmètre, pour des assauts. L'effet de submersion qu'avait connu Dien Bien Phu est impossible à Khe Sanh.

Pour autant, la base ne dispose pas d'une artillerie puissante en raison du déficit d'obus. En conséquence, et malgré l'écrasante supériorité aérienne, les défenseurs ne peuvent tenir les assaillants à distance : c'est au ras des barbelés que les bombardements d'arrêt et de destruction ont lieu.

Autres aspects : bataille-symbole ou bataille rationnelle ?

Dès le début du siège, Khe Sanh prend une valeur de symbole hors de toute proportion avec son importance tactique réelle. Selon une pure logique militaire, Khe Sanh ouvre cinq voies de pénétration vers les deux provinces septentrionales du Sud-Vietnam (Quang Tri et Thua Thien), et ancre la « Ligne McNamara », une barrière en cours de création, couvrant la zone démilitarisée (DMZ). Psychologiquement, abandonner la place, c'est concéder la victoire à Giap.

Si le siège est officiellement terminé – depuis le rétablissement des communications par la route nationale 9 – les combats continuent, à tel point que les Américains perdent 400 tués et 2 300 blessés dans les dix semaines suivant le siège, soit deux fois plus que pendant le siège ! C'est dans ce contexte que le débat sur le maintien de la base prend une acuité particulière, surtout vu des hommes qui s'y battent.

Peu après la levée du siège, dès avril, le commandement local décide d'évacuer la base et ordonne des premières mesures préparatoires (reconnaissances, recensement des destructions à effectuer, comblement de

trous...) Les Marines trient même leur paquetage. Quand Westmoreland l'apprend, il entre dans une épouvantable colère et les ordres sont rapportés : les Marines défont leur paquetage et recreusent les trous, avec les commentaires acerbes que l'on devine. Le 11 juin, Westmoreland quitte le Vietnam, appelé à devenir chef d'état-major de l'Army, à Washington. Le lendemain, son successeur, Abrams, ordonne l'évacuation et le démantèlement de la base. Compte tenu des atermoiements et des sacrifices consentis, cette mesure suscite la colère chez les Marines. La base est finalement évacuée le 5 juillet, au prix de pertes minimes.

ANECDOTE OU ENSEIGNEMENT INCIDENT : KHE SANH, LES MÉDIAS ET LA GUERRE DU VIETNAM

L'évacuation de Khe Sanh déclenche un tollé médiatique, tant elle semble contredire la stratégie annoncée : bloquer l'expansion communiste et brûler ses moyens offensifs. Les Nord-Vietnamiens exploitent à merveille ce succès, d'autant plus aisément qu'ils n'ont qu'à mettre en parallèle les déclarations officielles justifiant le maintien de la base, pendant le siège, et la réalité de son abandon.

La bataille a été intensément médiatisée, mobilisant 30 à 50 % du temps d'antenne, pendant deux mois, avec un impact dévastateur sur l'opinion américaine : c'est en mars 1968 que les « anti » deviennent plus nombreux que les partisans de la guerre. Un Américain sur cinq a changé d'opinion pendant Khe Sanh ! C'est dire l'amertume ressentie lorsque le drapeau nord-vietnamien flotte sur la scène des combats.

3.5. DANS LE CAS DU COMBAT MOBILE

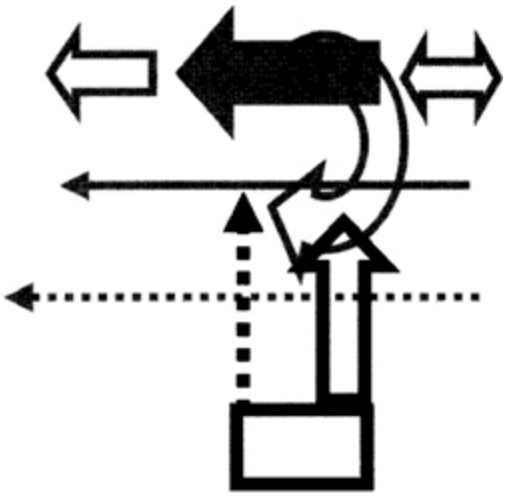
Pour conclure cette partie offensive, revenons sur l'interception, pour laquelle les notions précédentes s'appliquent aussi, bien évidemment.

Comment provoquer le mouvement fautif, ou ce que les cavaliers appellent « le flagrant délit de manœuvre » ?

En l'occurrence, l'assaillant cherche une faute qui apporte les avantages suivants :

- l'ennemi est en mouvement (justement : on ne tient pas à provoquer sa mise en garde) ;
- il s'aventure de lui-même hors de son dispositif protecteur, ce qui dispense l'assaillant d'un combat préliminaire coûteux et aléatoire ;
- il se réoriente, ce qui est toujours très pénalisant, notamment en termes de coordination et de gestion des appuis.

L'idée générale est donc de provoquer la réorientation du gros *et la sortie hors de son réseau protecteur.*



1er temps

Une attaque suffisante pour percer la flanc-garde, sans toutefois atteindre le gros (ce serait contre-productif, puisqu'on souhaite qu'il manœuvre au large).

Pas besoin d'un butoir, l'énervement de l'ennemi suffit.

Simultanément, l'échelon principal se met en position d'attaque *mais en restant hors du réseau de détection* (la ligne de sûreté).

2e temps

L'ennemi mordant à l'appât (l'échelon faussement aventuré), le manœuvrer pour l'amener à se placer de lui-même à portée de l'échelon principal.

Il est assez utile que le gros ennemi soit engagé contre notre premier échelon : cela occupe son attention sur une direction erronée. Un repli « bien orienté » de l'appât est une manœuvre très crédible.

3e temps

Exploiter cette grossière erreur en l'attaquant à son tour... C'est cela, le flagrant délit de manœuvre.

En pratique, cette attaque vise *la réaction ennemie* et non telle ou telle portion de ses forces, à tel ou tel endroit.

Un aparté **sur l'effet majeur, dans le cas présent.**

On pourrait croire que, contrevenant à la norme selon laquelle « l'effet majeur est au deuxième temps », ici, l'effet majeur est au troisième. *C'est inexact.* Il est bien au 2e temps, *celui où l'ennemi faute.* Le combat contre le gros, dans une situation de déséquilibre, n'est que le troisième temps car il s'agit bien de l'exploitation (de la rentabilisation) du croche-pied obtenu au deuxième temps.

Nous sommes donc dans un cas prétendument « aval », quand l'action majeure est tout à la fin. Il est certain que le gros de l'effort sera effectivement consommé dans ce troisième temps – pour autant, il ne s'agira plus de l'action décisive, mais bien de ses suites.

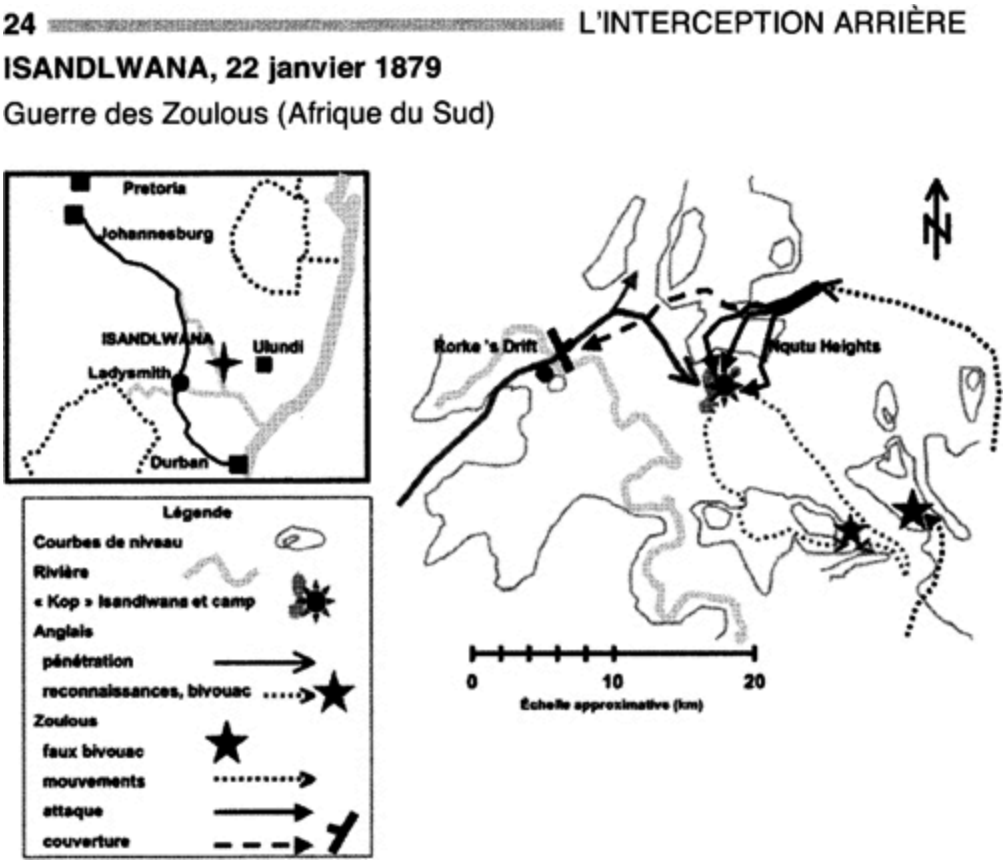
Un autre « truc » : comment exploiter lorsqu'on a démoli la flanc-garde, et qu'on a la possibilité de s'attaquer au gros, sur l'axe principal ?

Le truc consiste, en arrivant sur cet axe, à s'orienter dans le sens de la marche ennemie, ce qui permettra de ratisser ses moyens par l'arrière. Sinon, dès le premier combat, que l'ennemi pourra renforcer naturellement du simple fait de l'écoulement de ses unités, les deux camps seront fixés.

Alors que ramasser les gens par derrière contraint l'ennemi à un combat à front retourné, où il aura forcément à effectuer un 180°.

Ne pas oublier, malgré tout, de se couvrir face à la direction qu'on ne prend pas.

Cette géométrie d'attaque a été pratiquée par les Finlandais à Suomussalmi, contre la 163e Dl (décembre 1939)[3]. L'attaque sur ses arrières a été suivie d'une poussée de l'arrière vers l'avant, qui a concentré les Soviétiques tout en les éloignant de leurs bases.



En attaque : Chef Buthelezi, 20 000-28 OOO hommes
En défense : Général Lord Chelmsford, 4900 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

Le premier acte de la guerre des Zoulous

Le 11 décembre 1878, l'Empire britannique déclare la guerre au royaume zoulou dirigé par Cetswayo, successeur du grand Shaka, l'unificateur de la nation zouloue. Une forte colonne d'environ 3 500 hommes, aux ordres de Lord Chelmsford, franchit la Buffalo River, qui délimite la frontière, pour

une promenade militaire destinée à amener l'impudent à une plus saine vision des réalités. La colonne de Chelmsford, imprudemment scindée, connaît un désastre à Isandlwana et la moitié restante doit rebrousser piteusement chemin.

L'Empire, soucieux de ne pas encourager de velléités de révolte parmi d'autres nations soumises de par le monde, entame la réduction définitive du royaume zoulou, qui se conclura à Ulundi, le 4 juillet 1879.

Isandlwana reste, malgré tout, la plus sévère défaite jamais infligée à l'Empire britannique par une nation « indigène » après le désastre de la retraite de Kaboul (janvier 1842) où 16 000 soldats et civils en fuite furent massacrés.

Mouvements préliminaires

À compter du 11 janvier, la lourde colonne britannique pénètre en territoire zoulou en franchissant le Buffalo à Rorke's Drift (le gué de Rorke). Elle est encombrée d'un train de gros chariots tirés par des bœufs. En l'absence de piste, la sortie de la vallée, pour les lourds attelages, s'avère extrêmement difficile. Les équipages de bœufs doivent être doublés pour tracter les lourds charrois sur la dénivelée, ce qui impose une manœuvre fastidieuse. La colonne met dix jours à parcourir 16 kilomètres et se regroupe sur le col d'Isandlwana, marqué par un promontoire caractéristique, au pied duquel le camp de base s'installe (20 janvier).

L'armée zouloue mobilisée à Ulundi, distante de 100 kilomètres, quitte sa capitale le 17 janvier, et est sur zone le 20. Chelmsford sait qu'elle se trouve à proximité, mais ignore tout de sa force et de sa position. Désireux de rattraper le temps perdu, il contrevient à ses propres consignes en ne faisant pas fortifier le camp, qu'il compte lever très bientôt. De toute façon le sol y est trop dur pour des travaux de terrassement, d'autant plus que les outils manquent. Il n'écoute pas non plus les Boers qui l'accompagnent et qui recommandent, au moins, de former les chariots en *laager,* pratique élémentaire chez eux.

Le 21, il détache une reconnaissance (150 hommes) vers l'extrémité opposée (sud-est) de la vaste cuvette d'Isandlwana, à 16 kilomètres, où de nombreux feux sont observés. Le major Dartnell rend compte en soirée

d'une rencontre avec un fort parti zoulou qui rompt le contact. Il bivouaque sur place pour une nuit tendue, à proximité de l'adversaire. Chelmsford lui emboîte le pas le 22, emmenant la moitié de sa force (1600 hommes), laissant un bataillon et toute sa logistique – soit 1 800 hommes – aux ordres d'un officier administratif, le LCL Pulleine.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Buthelezi a observé les dispositions prises par Chelmsford, qu'il a délibérément attiré au sud-est avec une force de diversion, celle qui s'est laissé accrocher par Dartnell et qui a profité de la nuit pour s'évanouir dans la nature. Le gros de son armée occupe en réalité une position intermédiaire, le mettant à égale distance de chaque fraction de la colonne. Le 22 au matin, son armée se rapproche en courant (littéralement) du camp de base. Elle se dissimule dans un fond de vallée, attendant le lendemain, dont les augures sont plus propices (!), lorsqu'une patrouille de cavaliers à la recherche de bétail la découvre fortuitement et donne l'alarme en déchargeant ses armes sur la masse des *impis* (les régiments) couchés en rangs serrés. Immédiatement, Buthelezi lance l'attaque, qui se fait selon la tactique traditionnelle des Zoulous, dite « du buffalo » : le corps principal au centre, légèrement en retrait des deux ailes (les cornes), avec une réserve aux ordres directs du chef (4 000 hommes). Les régiments progressent tellement rapidement (au trop) qu'ils parviennent sur le rebord de la cuvette quasiment dans le dos des cavaliers qui les ont découverts ! II est midi.

La masse déferle sur le camp, retardée par les salves de deux canons de campagne et de roquettes Congreve. Bien qu'ils disposent d'environ 15 000 fusils, les Zoulous n'ont pas développé la tactique adaptée, et cherchent le corps à corps. Face à eux, l'infanterie a adopté une formation en ligne, semble-t-il trop étalée pour opposer un feu de salve capable d'arrêter les assaillants. De surcroît, il semble que les armes, tirant trop vite, s'enrayent, et que les munitions aient été distribuées trop lentement en raison d'un souci administratif excessif (faire signer les bons de perception). En tout état de cause, vers 14 h, la position est emportée et tous les hommes massacrés (il n'en échappera que 60).

1 300 Britanniques et troupes indigènes sont morts, ainsi que 1 500 à 2 000 Zoulous.

Chelmsford, avec le gros de sa colonne, se trouve à portée auditive de l'affaire, mais croit que les feux de salve qu'il entend correspondent à un tir d'entraînement. D'une petite colline, observant le camp à la jumelle, il constate que les tentes blanches sont restées debout – alors que la procédure en cas de combat est de rompre les cordes pour que les gens ne s'y prennent pas les pieds. Ce n'est qu'à la nuit tombée qu'il rejoint le site du massacre. Sa troupe bivouaque au milieu des cadavres des deux camps, saisie d'inquiétude en entendant la fusillade qui provient de Rorke's Drift (lire plus loin).

Autres aspects

Les hommes sont soulevés d'indignation en découvrant que tous les cadavres ont été éventrés, et pour certains, que le foie a été mangé. Ils s'en souviendront par la suite, ne faisant aucun quartier. Ce n'est qu'un siècle plus tard que cette tradition guerrière zouloue reçoit une explication, absolument inverse : c'est pour libérer l'esprit du mort que l'on ouvre le ventre, et si l'on boit le sang de ceux qui se sont avérés particulièrement valeureux, c'est pour un dernier hommage...

ANECDOTE OU ENSEIGNEMENT INCIDENT : LE COMBAT DE RORKE'S DRIFT

La réserve zouloue lors de la bataille d'Isandlwana, soit 4 000 hommes, n'a pas été engagée. Les hommes ont honte de rentrer chez eux sans avoir « lavé leurs sagaies dans le sang de l'ennemi », et convainquent leur chef, KaMpande, le frère du roi Cetswayo, de les amener au combat contre la mission de Rorke's Drift, de l'autre côté du Buffalo. Une centaine de Britanniques, pour la plupart des éclopés de la marche d'approche, se retranchent à la hâte et résistent toute la nuit à des assauts furieux, au prix de 15 tués. Les Zoulous se replient au petit jour, laissant 370 cadavres sur place et en enterrant une centaine de l'autre côté de la rivière.

En remontant la piste vers Isandlwana, en ce matin du 23 janvier, ils rencontrent la colonne de Chelmsford qui retourne chez elle. Les deux

colonnes vaincues, longues de plusieurs centaines de mètres, se croisent en silence...

---

1. Général Camon, *La Guerre napoléonienne, Les systèmes d'opérations, Théorie et technique,* Economica, 1997.

2. Opérations *Epsom* 25-29 juin, *Charnwood 7* juillet (dont le bombardement de Caen...), *Jupiter* 10 juillet, *Goodwood* 18 juillet, *Spring 25* juillet. La contre-attaque allemande de Mortain (opération *Lüttich)* est lancée le 7 août, piétine très vite, cesse le 9 août.

3. Voir vignette 29 « Suomussalmi », p. 575.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR L'OFFENSIVE

TOUS ces exemples mettent en exergue l'intérêt – et souvent l'impérieuse nécessité – **d'obtenir la SURPRISE.**

Il importe de comprendre que la surprise a un effet durable, qui correspond au délai nécessaire à l'ennemi, depuis le déclenchement de notre action, pour la comprendre et prendre les mesures nécessaires. Une intention ambiguë, qui prolonge le délai d'incertitude de l'ennemi, est un puissant facteur de surprise.

Voici les trois niveaux conventionnels de surprise (rappel) :

- **tactique ou relative** : l'ennemi doit modifier les conditions d'exécution de son plan (ordre de conduite) ;
- **décisive** : l'ennemi doit revoir son plan, qui n'est plus pertinent en l'état (nouvelle planification) ;
- **morale** : l'ennemi est si profondément affecté par la surprise qu'il en perd tout ressort moral. Plan ou pas, la bataille (voire la guerre) lui paraît perdue. Même la situation lui reste confuse ou incompréhensible ou désespérément décalée (caduque). Il est impossible de raisonner quand on ne comprend pas un traître mot à ce qui se passe, quand tout le renseignement dont on dispose est déjà dépassé, intrinsèquement et irrémédiablement faux, ce qu'une situation très fluide engendre naturellement. D'où un état-major complètement désorienté, un chef perdu et déboussolé.

Ce n'est pas parce que « l'ennemi s'attend de toute façon à mon attaque » qu'il faut renier les avantages très réels, et souvent décisifs, de la surprise.

Elle n'est pas, en soi, plus difficile à obtenir dans l'offensive que dans la défensive – et sans doute bien au contraire, dans la mesure où avoir l'initiative place déjà l'ennemi devant la nécessité d'envisager un faisceau plus étendu d'hypothèses.

Notre culture militaire française doit se réapproprier la notion de surprise.

Elle doit aussi accepter, avec beaucoup plus d'enthousiasme qu'on n'en a constaté récemment, la notion de risque – **le RISQUE, facteur essentiel du potentiel de combat.**

Le principe de précaution est inadapté en guerre – qu'on se le dise.

En offensive, même si l'initiative est partagée, elle tend du côté de l'assaillant, par définition. En pratique, s'il gère correctement ses moyens, le chef se doit de gagner son combat. S'il le perd, **c'est parce qu'il en aura offert l'opportunité à l'adversaire.**

Gagner son combat consiste donc d'abord... à ne pas le perdre !

Les erreurs les plus communément relevées figurent ci-dessous :

Les **fautes de temps** à éviter :

- perdre du temps en préliminaires ;
- perdre du temps en réarticulations ;
- engager prématurément ses forces ;
- ne pas saisir une occasion.

Gâcher son rapport de force :

- se tromper de combat ;
- sous-employer des unités ;
- ne pas utiliser les appuis ;
- négliger les possibilités de feinte ;
- taper dans le DUR ;

... ce qui, tout naturellement, nous amène à la défensive.

Un principe affiché dans l'armée israélienne : **Dans le doute, j'attaque.**

CINQUIÈME PARTIE

LA DÉFENSIVE

FAISANT suite à une longue partie consacrée à l'offensive, il importe de ne pas tomber dans le piège de la redondance, nombre de procédés, pertinents dans les deux contextes, ayant déjà été traités.

L'objet de la défensive est de reprendre une part d'initiative à l'assaillant, voire, d'inverser le rapport d'initiative.

« Ne pas avoir l'initiative » est, évidemment, l'exact opposé de la situation prévalant à l'offensive. Le développement aura surtout pour propos de mettre en exergue la subtilité et la prise de risque qui incombent au défenseur plus encore qu'à l'assaillant. Là où ce dernier se préoccupe surtout d'obtenir une victoire à moindre frais, le défenseur cherche avant tout à survivre, ce qui induit une perspective plus tendue.

Pour l'offensive, le temps avait été abordé avant l'espace. Dans le cas de la défensive, nous suivrons le cheminement inverse : l'espace avant le temps. Plus précisément : la *géométrie* de la défense, avant son *rythme.* Ce n'est pas par caprice, mais bien pour marquer la différence d'initiative.

Nous verrons qu'un terme très répandu, celui de « zone de défense principale », mérite d'être qualifié différemment, pour éviter un contresens assez fréquent sur l'espace de combat à privilégier pour le défenseur. Selon nous, il est préférable de raisonner en trois espaces fonctionnels : zone des approches, zone de défense avancée, zone de défense ultime.

Pour la réalité concrète de la défense, tout comme pour l'attaque, nous verrons les actions de base, puis leur combinatoire en « formes de défense », avant de conclure avec quelques « coups », par lesquels le défenseur vise à provoquer la faute de l'assaillant. Ils ont surtout pour but d'illustrer

combien la subtilité et l'imagination peuvent redresser les situations les plus calamiteuses.

À l'issue de cette partie, nous traiterons des transitions : de la défensive à l'offensive et réciproquement. Ces moments de renversement de tendance, particulièrement délicats, ont très souvent valu leur heure de gloire aux grands capitaines.

CHAPITRE 1

NE PAS A VOIR L ' INITIATIVE

« IL faut plus de force et de talent pour conserver que pour acquérir. »
Jean Pucelle, *Le Temps*

D'une façon générale, les militaires s'accordent pour reconnaître que la défensive fait appel à plus de subtilité et de finesse que l'offensive. En effet, le défenseur, presque par définition, dispose de moins de moyens que l'assaillant. De surcroît, ne disposant pas de l'initiative (normalement), il est dans le mode réactif. C'est pourquoi les historiens militaires ont tendance à exprimer plus d'admiration pour les grands capitaines dans leurs œuvres défensives que dans leurs œuvres offensives.

Voici la définition « officielle » française du terme de mission « Défendre » : une « opération de combat conçue pour défaire un attaquant et l'empêcher de réaliser ses objectifs. Elle emploie tous les moyens et méthodes disponibles pour empêcher, résister, ou détruire une attaque ennemie. Les formes d'opérations défensives sont de zone ou mobile. Les choix d'opérations défensives sont : dans la profondeur et de l'avant. Les techniques défensives sont la défense d'une zone, la défense d'une position de combat et la défense d'un point de résistance ».

Les mots clefs sont « défaire un attaquant et l'empêcher de réaliser ses objectifs ». But «négatif», comme dirait Clausewitz.

1.1. CONSÉQUENCES CONCRÈTES

En principe, le défenseur a choisi son terrain, et l'attaquant choisit son heure.

On se figure mal combien « ne pas avoir l'initiative » – *de l'heure,* en l'occurrence – a quelque chose de pénalisant.

Ne pas savoir l'heure de l'attaque suppose que tout le monde est sur le pont, tout le temps. Par exemple, les hommes dorment chaussures au pied, et aucune installation de bivouac n'est aménagée pour le confort. Les opérations logistiques sont conduites avec une priorité pour les urgences, au détriment de la régénération de potentiel à long terme (visites et opérations lourdes d'entretien). Le ravitaillement est conduit tous les jours, avec le souci de maintenir au plus haut le potentiel, alors qu'un rythme plus lent, optimisant l'emploi des moyens, serait beaucoup plus économique (par exemple, on recharge chaque char de 100 litres de gas-oil par jour, au lieu de 300 litres tous les trois jours). Les opérations de ravitaillement fatiguent tout le monde, et pas seulement les unités de ravitaillement. De surcroît, elles mettent beaucoup de gens sur les routes, toute la journée, ce qui est un facteur de vulnérabilité. Dans l'air, les patrouilles incessantes usent le matériel et les pilotes, alors qu'il n'y a pas d'ennemi en vue.

Ne pas savoir le lieu de l'attaque impose au défenseur d'envisager des hypothèses multiples. Si l'assaillant est bien renseigné, qu'il fait preuve de subtilité, ou même, qu'il a un coup de chance, alors l'attaque, au moins initialement, exploitera une vulnérabilité. Ce qui fait que le défenseur, *qui est déjà le parti faible,* est presque assuré d'encaisser le premier choc dans un secteur ou dans une configuration eux-mêmes plus faibles, comparativement[1]. En d'autres termes, il se prépare d'emblée à subir une **double infériorité** : infériorité d'ensemble, infériorité circonstancielle.

Par exemple, la réserve est prépositionnée face à un autre secteur, il faudra donc l'acheminer (à grand risque) avant de l'engager, etc. Pour parer toutes les hypothèses, le défenseur planifie, reconnaît, répète plusieurs contre-attaques ou réactions. Sachant qu'au mieux, une seule de ces actions sera effectivement jouée, on peut en déduire que l'essentiel de cette activité est inutile, voire contre-productive. En tout état de cause, il s'agit de carburant consommé en pure perte, de fatigue accumulée, d'opérations de maintenance qu'un peu de tranquillité aurait facilitées. Néanmoins, il n'est pas tout à fait exact de concevoir cette activité – ou suractivité – comme

contre-productive, dans la mesure où ce travail de préparation entretient la troupe dans un état de vigilance propice à son action. Moralement, plus le soldat se sent prêt, moins il se sent dominé.

Ne pas savoir les modalités de l'attaque – ses objectifs ultérieurs en particulier – retarde souvent la mise en œuvre des mesures appropriées. L'attaque initiale n'est-elle pas qu'une feinte ? Quand l'assaillant envisage-t-il de dévoiler sa réserve ? Autant de considérations qui justifient une certaine retenue, ou au contraire poussent à une réaction prématurée.

À cet égard, **la personnalité des antagonistes a un impact considérable.** Un assaillant issu d'une école très « doctrinaire », soumis à une forte pression de sa hiérarchie, fortement prié *de ne pas échouer,* sera sans doute plus lisible, et donc, plus prévisible, qu'un esprit plus joueur, n'ayant de comptes à rendre qu'à lui-même, comme ont pu l'être certains dynastes chefs de guerre, comme Frédéric II ou Gustave-Adolphe. *A contrario,* un maréchal de Villars, recevant chaque jour des instructions très précises de Louis XIV, lequel se piquait de stratégie, était très lisible. Jusqu'au jour où il se libéra lui-même et osa la manœuvre de Denain (24 juillet 1712)[2].

1.2. L'OBJET DE L'ACTION DÉFENSIVE : REPRENDRE UNE PART D'INITIATIVE

L'objet de la défense ne peut être de prendre des coups, sans perspective plus favorable que de durer le plus longtemps possible. Si l'on écarte le cas du baroud d'honneur – le combat absolument sans espoir, uniquement destiné à mourir glorieusement – tout combat défensif a pour objet de créer une situation plus favorable à la fin qu'au début. L'objet de la défense n'est pas pour autant la destruction du parti adverse, même si sa survenue fortuite ne serait pas à dédaigner.

En principe, l'objet de la défense est de priver l'assaillant du but qu'il s'était fixé.

Mais dire cela ne suffit pas.

L'objet ultime de la défense est de reprendre *une part* d'initiative, même si cela va rarement jusqu'au point de reprendre l'initiative, tout court.

Derrière la défensive victorieuse, il y a la reprise de l'offensive. En doctrine soviétique, c'était très explicite : « la défense est une phase temporaire qui a pour but de préparer l'attaque ».

Le protagoniste consent une situation temporaire de défensive, pour mieux bander ses forces après avoir usé celles de l'adversaire. Profitant de la « supériorité de la défense » selon Clausewitz, on contraint l'assaillant à consommer plus de moyens que le défenseur.

Cela amène à l'idée sous-jacente de tout combat défensif, fondé sur une disparité d'attrition. L'attrition infligée à l'assaillant doit être nettement supérieure à celle subie par le défenseur. *Ce truisme est faux* – une *fallacy,* terme anglais très approprié (une contre-vérité).

Pour qu'une inversion (ou une amélioration) du rapport de force puisse avoir lieu, l'attrition de l'assaillant doit être supérieure à celle du défenseur *relativement à sa propre force.* Par exemple, que l'assaillant perde la moitié de sa force, quand le défenseur n'en perd que le tiers. *Cet impératif est très ambitieux.* À tel point qu'il est assez aisé de démontrer qu'il est quasiment inaccessible, pour peu que l'assaillant dispose d'un rapport de force au moins égal à deux contre un. Dans cette hypothèse, le seul cas où le défenseur pourrait mathématiquement prétendre à une égalisation des forces correspond de fait à un suicide mutuel : les deux camps s'exterminent mutuellement, la parité est obtenue à zéro... Ce que démontre un calcul simple, que nous allons suivre parce qu'il fait justice d'une croyance erronée mais assez répandue.

L'inversion du rapport de force est-elle possible pour le défenseur ? Une discussion

Prenons donc ce cas très courant : l'attaque à deux contre un (66/34). L'inversion du rapport de force se constate lorsque les pertes *inégalement subies* ont conduit à l'équilibre, soit un contre un (50 50). Cette nouvelle parité s'établit évidemment à un niveau de force bien inférieur, ce qui pose ainsi le problème : jusqu'où les protagonistes sont-ils disposés à subir des pertes dans l'espoir que le ratio final soit conforme à leur souhait 7

L'hypothèse idéale, pour le défenseur, c'est de ne subir que des perles insignifiantes, admettons. 1.

La parité résultante s'établit donc à 33. ce qui suppose que l'assaillant ail perdu 33 – donc, un rapport de perles de 33 pour I. Ce genre de ratio n'a quasiment jamais été constaté. pour une raison simple : c'est qu'il indique une supériorité matérielle du défenseur, tellement écrasante, qu'on se demande bien pourquoi il a été attaqué, au départ[3].

Prenons un cas moins caricatural. Le défenseur accepte une attrition de 10 mais obtient la parité, au niveau de 24. donc. Ce qui correspond à une attrition de 42 chez l'assaillant, qui a donc perdu quatre hommes pour un. Pour obtenir des taux pareils, il faut une conjonction massive et parfaitement unilatérale d'erreurs, généralement aggravée par une infériorité technique considérable. Dont on se demande, là encore, pourquoi elle n'a pas amené l'assaillant à une plus salutaire prudence[4].

Une attrition de trois pour un amène la nouvelle parité à 18 (pertes 48 contre 16) – mais elle admet que le défenseur a perdu la moitié de ses forces. Historiquement, un défenseur qui subsiste encore en tant que tel (c'est-à-dire qu'il continue à s'opposer efficacement à l'action de l'assaillant) après avoir subi 50 % de pertes est une rareté.

On atteint des extrêmes d'exceptionnalisme, paradoxalement, en faisant le calcul pour des attritions qui paraîtraient, de prime abord, plus conformes au monde réel : pour une attrition de 2,5 pour 1 : parité à 14 (pertes 52 contre 20) : une attrition de 2 pour 1 correspond, de fait, à l'élimination du défenseur, avec une nouvelle parité à 2 !!! (perles : 64 contre 32).

On comprend ainsi pourquoi un différentiel aussi massif de pertes n'est pas, statistiquement, ce que l'on constate. Trevor N. Dupuy le confirme : la plupart du temps. l'attrition *du défenseur est très proche de celle de l'assaillant.* en valeur absolue. Ce qui l'ait que. dans la plupart des combats, *même s'il ne gagne pas.* l'attaquant *améliore* le rapport de force en vue du combat suivant. C'est un phénomène constaté, par exemple, lors de la *Richmond Campaign* de mai à octobre 1864. qui vit l'armée fédérale user progressivement celle de Lee[5].

Pour illustrer ce point, revenons sur nos deux camps, initialement à 66 contre 34, et appliquons-leur des pertes plus conformes aux normes historiquement constatées. Par exemple, le défenseur perd moins du quart de sa force, et l'assaillant subit une attrition légèrement supérieure. Disons, le défenseur perd 8 et l'assaillant, 10, soit un ratio de pertes de 1.25

attaquants pour 1 défenseur perdus. Le nouvel équilibre s'établit donc à 56 contre 26 et il s'est amélioré au profit de l'attaquant (passant de 1.9 à 2.15 pour 1). F.es conséquences sont significatives pour l'assaillant, évidemment (1 5% de pertes... C'est le niveau à partir duquel on parle de pertes massives !) : mais elles sont dramatiques pour le défenseur (23 %)[6]!

Entre deux forces de niveau qualitatif comparable, un rapport de force initial de 2 contre 1 est quasiment impossible à équilibrer (sans même parler de l'inverser !), sauf à ce que le défenseur consente à se sacrifier. Peu de défenseurs en sont à cette extrémité morale, ce qui explique sans doute pourquoi l'attaque à 2 contre 1 réussit dans 61 % des cas (l'attrition n'étant pas le seul critère de victoire, au demeurant).

Encore faut-il que l'attaquant « attaque à fond ». ce qui n'est pas toujours le cas. loin s'en faut.

En définitive, il convient de relativiser l'étalon de mesure d'une défense réussie, qui serait un rapport de force final amélioré au bénéfice du défenseur. C'est loin d'être toujours le cas, même pour des campagnes aussi spectaculairement déséquilibrées au profit du défenseur comme le fut la guerre d'Hiver[7]. Cela autorise quelque scepticisme sur l'idée de Clausewitz selon laquelle la défensive est la forme la plus « forte » de la guerre. En réalité, **les défenseurs victorieux sont plus rares que les attaquants victorieux.**

Du raisonnement qui précède, on déduirait facilement que toute défense est mécaniquement vouée à l'échec. Comment faire pour redonner espoir au défenseur ?

D'abord en constatant que, historiquement, les cas d'égalisation, et mieux encore, *d'inversion du rapport de force* sont assez souvent relevés. Paradoxe ? Non pas : il s'agit de circonstances où le rapport de force initial était loin du deux contre un, valeur seuil théorique de l'attaque. Nombre de généraux ont attaqué avec des rapports de force très inférieurs, de l'ordre de 1,5 contre 1 par exemple. Un rapport de force qui peut effectivement être compensé, voire inversé, sous réserve d'une attaque hasardeuse (forcément, vu le ratio...) confrontée à une défense entreprenante et efficace. Nombre

des exemples présentés dans cet ouvrage relèvent de cette catégorie – notamment ceux de la guerre de Sécession, très instructive pour la théorie dans la mesure où les différences organisationnelles et culturelles ne peuvent expliquer l'issue des batailles. Notons au passage que nombre d'attaques décidées par présomption, ou hasardées dans l'ignorance, malgré un rapport de force peu favorable, ou devenu défavorable, ont tout de même donné la victoire à l'assaillant – pour peu qu'il insistât.

La campagne de Richmond de 1864

Entamée en mai 1864, elle se conclut sur un match nul (les deux armées se retranchent et laissent passer l'hiver). Grant attaque Lee à 1,5 contre 1 (110 000 contre 70 000). Lee se montre plus compétent que Grant, à chaque rencontre. Résultat : neutralisation réciproque, et Grant subit le double des pertes de Lee (60 000 contre 30 000) ! Toutefois, en octobre 1864. quand le front se stabilise, le rapport de force est plus favorable à Grant qu'au lancement de la campagne, même sans tenir compte des renforcements...

(Voir vignette 30 « Campagne de Richmond-Petersburg ». p. 583.)

Comment le défenseur peut-il vaincre, alors ?

Fondamentalement, **en échangeant les rôles dans les circonstances les plus favorables pour lui.** S'il se donne les moyens de l'emporter, localement, sur une fraction de son assaillant, il décourage l'ensemble.

C'est cette conclusion qui fonde *en théorie* l'importance cruciale du caractère agressif qu'il convient de donner à la défensive, sans quoi le défenseur, se contentant d'encaisser les coups au mieux, oubliera d'en porter. C'est en cherchant, en toute occasion, à porter des coups à l'assaillant que le défenseur lui fait «partager» ses pertes, surtout puisqu'il a l'obligation de lui en infliger des supérieures, et d'assez loin. Une défensive passive est presque condamnée à l'échec, dans la mesure où elle ne réussira, au mieux, qu'à partager l'attrition 50-50, ce qui condamne le défenseur, mécaniquement.

C'est aussi une question d'état d'esprit : le défenseur agressif, outre qu'il infligera un taux supérieur de pertes, sera plus à même de sentir le moment

favorable, celui où il pourra déclencher la contre-attaque d'ensemble et ainsi renverser le cours de la bataille.

Les déconvenues de défenseurs passifs, ayant laissé filer des occasions en or, sont assez nombreuses[8].

1.3. Les modalités de base : l'absorption, la dispersion (ou déflexion)

On peut conceptualiser la défensive comme l'arrêt imposé à un mobile. Ce phénomène bien connu en physique est réalisé par absorption ou dispersion d'énergie cinétique.

Les conséquences matérielles sur le mobile ont un intérêt. Le cas idéal, c'est celui où le mobile est non seulement arrêté, mais détruit (en pratique, l'énergie consommée à l'arrêter a détruit sa structure interne : elle l'a pulvérisé, au sens littéral). Il y a aussi le cas où le mobile est arrêté (il a perdu toute énergie cinétique) mais reste structurellement intact. Entre ces deux extrêmes, le mobile est arrêté et a subi des dommages structurels internes.

Ces similitudes vont servir de base à la discussion.

Absorption d'énergie :

- défense ferme (le mur : l'énergie cinétique est insuffisante pour briser l'obstacle) ;
- défense d'usure (le sable : l'énergie cinétique est consommée par friction sur la longueur de la lame, figurant la profondeur de la défense) ;
- défense mobile (le punching-ball : l'énergie cinétique suffit à repousser l'obstacle, mais sans l'endommager) ;
- contre-attaque (opposition d'une énergie cinétique à l'autre, de préférence avec un angle induisant un effet de cisaillement) ;

- défense inattendue (l'énergie est mal dosée, sous-évaluée, consommée par incréments alors que sa dépense en une seule action aurait, en toute logique, suffi à l'emporter : le coup de l'abcès purulent).

Dispersion d'énergie :

- harcèlement (l'énergie est consommée sporadiquement, en réaction, et sans bénéfice cumulatif pour l'objectif poursuivi) ;
- esquive (l'énergie est consommée sur un espace vide d'ennemi : le coup du toréador) ;
- déviation-diversion (l'énergie cinétique est consommée à un endroit non prévu, sans objet pour le combat d'ensemble : le coup du bar ouvert) ;
- attaque perturbatrice (la montée en puissance de l'attaque est bloquée à un niveau réduit de rendement énergétique, et ne peut développer son potentiel).

1.4. LES ACTES ÉLÉMENTAIRES CARACTÉRISTIQUES DE LA DÉFENSE

Les actions de base sont indépendantes du contexte linéaire ou lacunaire, statique ou mobile, même s'il y a des corrélations plus fréquentes que d'autres. Au demeurant, l'exploitation des convergences plus « rares » ouvre le champ fertile de la surprise tactique. Par exemple : mener un combat préliminaire comme s'il était le dernier, puis refuser le combat suivant, avant de s'arc-bouter dans un combat dont l'ennemi pensait qu'il n'aurait pas lieu...

1.4.1. La défense d'une position de combat

La défense d'une position de combat, le cas le plus intuitif de la défense, est une « technique plaçant une unité dans une position de combat pour

concentrer ses feux, limiter sa manœuvre, ou la placer dans une position favorable pour contre-attaquer. [...]»

La notion de position de combat n'est pas vraiment à expliquer, étant simple à comprendre en soi. Le point clef à retenir est que la défense d'un point, quel qu'il soit, suppose implicitement son occupation, ou, au minimum, son inclusion dans un dispositif étanche.

À rapprocher, au bas niveau tactique, de « tenir » : « Mission tactique consistant à occuper et défendre un trait caractéristique du terrain pour empêcher l'ennemi de l'occuper ou de l'utiliser. »

À l'extrême, la défense ferme d'un front est une succession de « défenses de positions de combat », dont le fait qu'elles soient jointives crée le front. Néanmoins, même les défenseurs les plus mobiles s'appuient sur des positions de combat à défendre, justement parce qu'en contraignant l'ennemi, elles génèrent les opportunités que vise la manœuvre d'ensemble. Par exemple : l'assaillant doit forcer une position ; il engage un débordement qui est l'objet d'une contre-attaque, action principale de la manœuvre défensive au niveau considéré.

1.4.2. L'interdiction

La définition est :

« 1) détourner, désorganiser, retarder ou détruire le potentiel militaire de surface de l'ennemi avant que ce potentiel ne puisse être utilisé efficacement contre les forces amies en faisant appel à l'appui-feu et à la manœuvre ;

2) empêcher par tous les moyens l'utilisation d'une zone, d'un itinéraire ou d'une voie d'approche ;

3) action visant à empêcher, gêner ou retarder l'utilisation d'une zone ou d'un itinéraire par les forces ennemies. »

L'interdiction est un procédé défensif très intuitif et simple. Il s'agit, à partir d'une position favorable, d'appliquer des feux empêchant la progression de l'ennemi ou sa présence dans la zone contestée.

À la différence de la défense d'un point, l'interdiction ne suppose pas son occupation, bien au contraire.

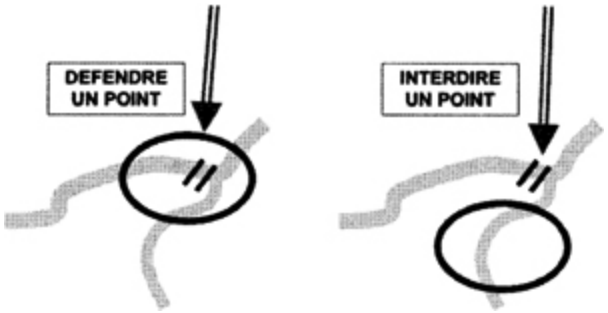
Il n'y a guère de différence entre « interdire » et « barrer », bien que les termes soient employés différemment dans le contexte des règlements tactiques. «Barrer»[9] s'emploie plutôt aux petits échelons tactiques, « interdire » pour les grandes unités.

Différence entre *défense d'un point* et *interdiction* d'un point

Sur le schéma ci-dessous figure le même point censé être l'objectif pour l'ennemi, à savoir, un pont.

Dans le premier cas (défendre), l'unité noire occupe le pont, et mène son combat en avant de lui. C'est aussi l'exemple que donne Napoléon dans sa façon de défendre une rivière : il entretient une tête de pont afin de menacer l'assaillant sur ses arrières au moment d'un franchissement.

Dans le second cas (interdire), la même unité est placée en retrait et se contente de prendre à partie l'ennemi à l'approche du pont.



À noter que le second cas accorde plus de liberté d'action au défenseur, dans la mesure où il ne se trouve pas sur la rive ennemie. En revanche, l'interdiction du pont est plus aléatoire que si cette unité l'occupait physiquement, bien évidemment.

1.4.3. Le coup d'arrêt

Le coup d'arrêt est un procédé lui aussi très courant. Il est « de rigueur » dans la zone des approches et la zone de combat avancé. En revanche, il est moins adapté au combat de zone de défense ultime, car il contredit l'idée d'une défense « menée sans esprit de recul » qui est en quelque sorte la caractéristique majeure de cette défense.

Le coup d'arrêt est l'action défensive la plus nettement orientée vers l'infliction *unilatérale* de dommages, celle qui contribue le plus à l'inversion du rapport de force.

On « donne » un coup d'arrêt, qui consiste à « Déclencher par surprise une action à base de feux sur une formation ennemie en mouvement offensif pour briser son élan et lui imposer un arrêt tout en lui infligeant le maximum de pertes. » Le règlement précise que le « coup d'arrêt est, par essence, temporaire. » Ce point, directement lié à la marge d'initiative accordée au subordonné, est crucial.

En pratique, l'action de feu brutale qui est la marque même du coup d'arrêt est brève, de l'ordre de quelques minutes au plus (une salve). *C'est son effet qui est durable.* Pour le chef sur place, il faut mettre à profit le coup d'assommoir qu'est le coup d'arrêt pour s'esquiver, profitant de l'absence de réaction. Cette esquive ne doit pas être une perte de contact : toujours conserver un élément à vue !

Mais avant tout, il ne faut pas s'attarder sur place. Tout retard donne à l'ennemi le temps de monter une manœuvre, et l'effet de surprise étant dissipé, il en viendra à mener le jeu. Un coup d'arrêt doit valoir un 2-0 ou 3-0 en foot. Rechercher « le point supplémentaire » ne peut pas mener à un score fleuve, du style 5-0 ou 6-0. Au mieux, ce sera du 3-2, du 4-3, du 5-4... Au fil du temps, l'attrition sera partagée.

Or, l'avantage majeur du coup d'arrêt est qu'à force, un camp étant seul à subir des pertes, le défenseur finit par éroder le rapport de force. Cette érosion unilatérale n'a pas lieu dès lors que l'assaillant est en mesure de rendre des coups. Par définition, une attrition symétrique représente un gain en termes de rapport de force au bénéfice de l'assaillant, car il peut se permettre de perdre plus que le défenseur.

Un point important : dans l'esprit, la mission de coup d'arrêt donne implicitement l'initiative au chef de l'élément considéré pour rompre le

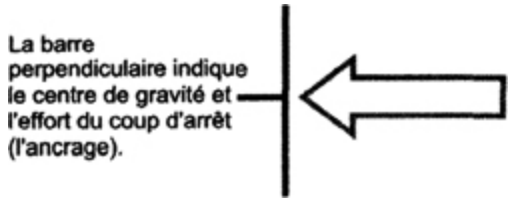
contact. Il ne peut être question d'un ordre qui accolerait les deux termes : « coup d'arrêt » assorti d'une durée (« Donner un coup d'arrêt de deux heures »). Ou encore, de subordonner la rupture de contact à l'approbation de l'échelon supérieur. Ceci est une erreur conceptuelle, un grossier contresens. Si le chef désire que son subordonné reste sur place un certain temps, alors il ne doit pas utiliser le terme de coup d'arrêt, mais celui de défense temporaire.

Le coup d'arrêt de Cold Harbor (3 juin 1864)

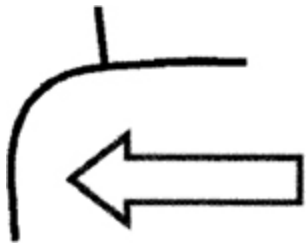
Grant, pour la troisième fois, tente de déborder Lee. Les deux armées se font face, ancrées entre les rivières Topopotomy et Chickahominy (I I kilomètres), 59 000 Confédérés face à 109 000 Fédéraux. Cela fait quatre semaines qu'elles poursuivent, de champ de bataille en champ de bataille, séparés par des marches harassantes, un affrontement sans répit, qui a déjà coûté 44 000 hommes aux Fédéraux et 25 000 aux Confédérés. Grant, ulcéré, ordonne l'assaut frontal, au matin du 3 juin. La fusillade intense arrête quasiment instantanément les trois corps lancés à l'attaque. Il perd 8 000 hommes, pour moins de 1 000 chez Lee. et doit concéder l'échec deux jours après. L'attente sur place, pendant ces deux jours ci deux nuits, sous le feu des Sudistes, achève de transformer la majorité des blessés en morts.

Il y a trois formes de coup d'arrêt.

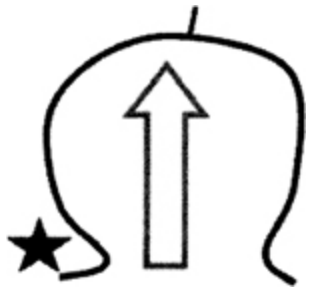
Le coup d'arrêt frontal, le plus « intuitif », suppose un terrain très favorable. Il a le défaut d'opposer le fort au fort, tout simplement parce que le défenseur prend le vecteur d'attaque de plein fouet. La surprise est d'autant plus difficile à obtenir.



Le coup d'arrêt latéral ne dispense pas de la nécessité d'un butoir (mais celui-ci peut être un simple obstacle). Il facilite la surprise, permet l'action dans la profondeur et favorise un déclenchement en deux temps (voir, au chapitre sur l'embuscade, la discussion sur l'intérêt d'un déclenchement en deux temps, butoir en second)[10].



Le coup d'arrêt par sac à feux suppose un terrain favorable et particulier. Il permet l'action dans la profondeur, sur la totalité du dispositif, avec à la clef la destruction totale possible, si l'action a été bien calibrée. En revanche, il faut prêter une grande attention à l'esquive, puisque de fait les dispositifs sont imbriqués. Les lèvres du sac sont à considérer comme des saillants qui feront l'objet de contre-attaques immédiates. Le chef a intérêt à se placer sur l'un des rebords (étoile), afin d'observer dans la profondeur et de mieux sentir le moment du décrochage, qui sera déclenché le cas échéant à temps pour se soustraire à la réaction de l'échelon ennemi suivant[11].



1.4.4. Le freinage

Le freinage consiste à « ralentir la progression ennemie sur une direction ou dans une zone par l'action de détachements mobiles, par des feux et par

des obstacles ». C'est une action très courante en défensive. Il s'agit encore d'un combat défensif mobile (rétrograde), présentant les mêmes difficultés générales que le jalonnement.

Il est entamé à partir du combat des approches, mais demeure restreint, conceptuellement, au combat de zone avancée. Il refuse le combat de zone ultime, dans la mesure où l'unité qui freine ne se laisse pas contraindre à ce combat au finish. C'est en cela que le freinage s'avère généralement le plus efficace pour infliger une attrition disproportionnée à l'assaillant, et qu'il illustre l'intérêt du dosage dans le combat. Cette notion n'est pas intuitive, car on a plus facilement l'impression que c'est dans les combats les plus durs que l'assaillant subit le plus de pertes. Le constat général, c'est que **c'est dans les combats les plus durs (les plus statiques) que l'on trouve le plus de pertes, mais surtout, que *celles- ci sont les mieux partagées.* Le freinage essaie d'échapper à *cette malédiction de la défense.***

À la réflexion, c'est assez logique : tant que le combat reste mobile et qu'un camp manœuvre plus efficacement que l'autre, les pertes sont déséquilibrées. Dès lors qu'en se durcissant, le combat se stabilise, et que donc, l'efficacité de la manœuvre compte moins, relativement à celle des feux, l'équilibre tend à se rétablir. Un boxeur surclassé ne peut compter que sur ses jambes pour frapper son adversaire. S'il se laisse coincer dans les cordes, il commence à subir...

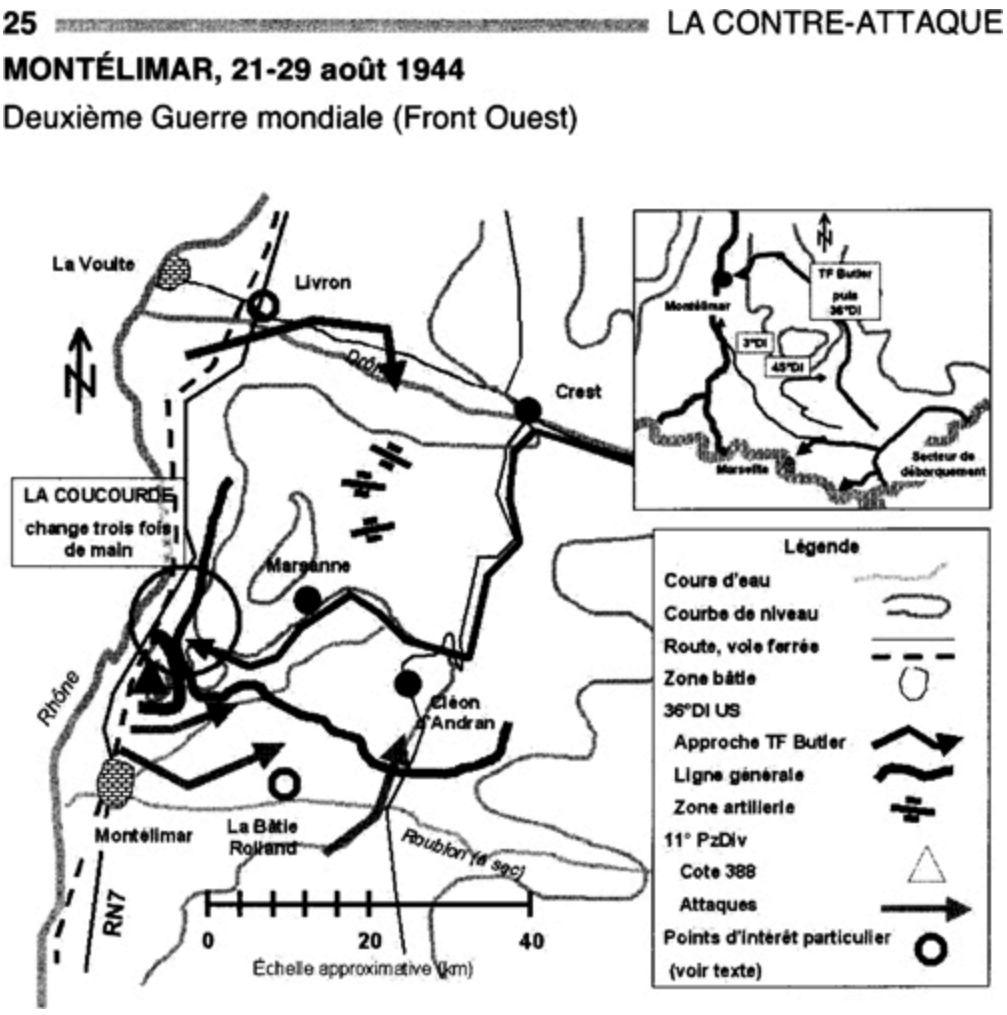
Pour autant, le freinage est une activité à risque qui suppose une agilité supérieure à celle de l'assaillant. Cette agilité se décompose en agilité organisationnelle de l'unité, qui a un lointain rapport avec la vélocité de son matériel, mais qui résulte avant tout de l'agilité mentale de la chaîne de commandement, de son sens de l'anticipation, de sa réactivité à l'imprévu, de sa finesse dans l'appréciation de la situation. La capacité à changer de posture très rapidement, à s'adapter aux circonstances, dépend de l'initiative des subordonnés. C'est pourquoi le freinage n'est pas un procédé où les armées lourdes, doctrinaires, à la culture de commandement dirigiste, se révèlent à leur aise. Elles préfèrent généralement la défense sur positions successives.

À bannir absolument, cette notion souvent entendue en cavalerie de « freiner mou ou de jalonner dur ». Comme il a été dit plus haut, la différence

entre le freinage et le jalonnement n'est pas une différence de *procédé* mais *d'intention.*

Dans le jalonnement, et en dehors des quelques actions de combat décidées, c'est l'ennemi qui imprime son rythme. Dans le freinage, c'est le défenseur. Il n'y a donc pas continuité entre les deux notions, comme si, à partir d'un certain seuil, on passait insensiblement du jalonnement au freinage.

En pratique, le freinage est souvent une succession d'actions défensives : coups d'arrêt, défenses temporaires, voire contre-attaques, effectuées par les unités subordonnées.



En attaque : Général Butler puis Dahlquist, 14 000 hommes (36e Dl US)
En défense : Général von Wietersheim, 7-8 000 hommes (?)(11e PzDiv)

Situation générale

Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale

Après le débarquement de Normandie (6 juin), les Alliés débarquent en Provence (15 août), afin d'accélérer la libération de la France. Les armées allemandes ne rétabliront la situation que sur la barrière des Vosges et du Rhin, au cours de l'hiver, avant la campagne finale au printemps 1945.

Campagne

La XIX^{e} Armée allemande (général Wiese), quasiment dépourvue de moyens offensifs, défend la côte méditerranéenne. Au moment du débarquement, elle compte environ 150 000 hommes, constituant généralement des unités de type B (de faible qualité combative), avec quelques unités en cours de reconstitution après une campagne sur le front de l'Est. Elle est bien incapable de s'opposer à la poussée des deux armées débarquées en Provence (VII^{e} Armée US et l^{re} Armée française) et cherche à s'échapper vers le nord.

Mouvements préliminaires

Malgré des victoires rapides à Toulon et à Marseille, les deux armées alliées sont ralenties le long de la vallée du Rhône, dont le terrain escarpé se prête aisément au combat d'arrière-garde. Le général américain Patch décide de constituer une unité plus légère, qui s'infiltrera par la montagne pour venir couper la retraite aux Allemands à hauteur de Montélimar. Il confie l'affaire au général Dahlquist, commandant la 36° Dl US.

Dans la bataille

Déroulement d'ensemble

La *Task Force* Butler – du nom de son chef, l'adjoint de Dahlquist – est constituée le 18 août au Muy. Elle se lance sur la route Napoléon, par Gap, Die, puis oblique vers l'ouest (le 21) et débouche dans la vallée du Rhône à

hauteur de Crest. Son mouvement rapide est rendu possible par l'action de la Résistance, qui assure Butler de l'absence de toute opposition.

Malheureusement, Butler gaspille l'effet de la surprise initiale en agissant avec hésitation dans le dernier bond, celui qui doit couper, effectivement, la Nationale 7 qu'emprunte le flot continu de l'armée en retraite. De surcroît, il utilise mal son infanterie, initialement trop peu nombreuse (un régiment à trois bataillons). Le 23 août, son bataillon de tête s'infiltre jusqu'à un kilomètre au nord de Montélimar, mais est repoussé par la 11^{e} PzDiv qui vient d'arriver. Rejeté sur le massif de Marsanne, il reste impuissant en attendant les renforts. La totalité de la 36^{e} Dl US, dont son chef, le général Dahlquist, arrive progressivement, portant finalement le nombre de bataillons d'infanterie à neuf (le 24). Mais Dahlquist compte trop sur son artillerie pour interdire la route, à distance (huit bataillons). Le résultat, c'est que son infanterie est utilisée, en pratique, plus pour couvrir son déploiement d'artillerie que pour s'emparer d'une position de blocage. Du 25 au 29 août, malgré de furieux combats, la quasi-totalité de la XIX^{e} Armée peut s'écouler vers le nord, bien qu'elle y perde 11 000 hommes, 2100 véhicules, 1100 chevaux, et six canons de 380 mm sur rail. L'artillerie américaine a tiré 75 000 obus, l'aviation déversé 1 800 tonnes de bombes. Lorsque le verrou de Montélimar est définitivement tenu par les Américains, il ne reste plus d'Allemands au sud... Mais l'essentiel du personnel s'échappe. Rééquipées, les unités participeront à la bataille d'Alsace.

Phase d'intérêt pour la démonstration

Bien qu'initialement surpris par ce raid, le général Wiese réagit avec énergie, à l'aide de la seule unité blindée dont il dispose, la 11^{e} *PanzerDivision,* tout juste arrivée de Perpignan où elle était en reconstitution après un séjour sur le front de l'Est (où elle a notamment participé à la contre-offensive de Manstein sur Kharkov[12], puis à l'attaque du saillant de Koursk). Cette très jeune unité, encadrée par des vétérans, qui n'existe dans ses structures du moment que depuis quatre mois, va donner du fil à retordre aux Américains.

ACTION SIGNIFICATIVE

Un *ersatzbattalion,* constitué de bric et de broc, a suffi à conserver le mouvement de terrain cote 388, au dessus du village de Savasse, au soir du 23 août. Face à lui, la TF Butler s'installe sur les bois de Marsanne. Les tentatives pour en déboucher et s'approcher de la RN7 sont contre-attaquées vigoureusement, notamment à Sauzet et Saulce-sur-Rhône le 25 août. Ce même jour, une contre-attaque allemande qui remonte la vallée de la Drôme jusqu'à Grane, le long de l'itinéraire emprunté par la TF Butler dans son approche finale, soulage nettement la pression exercée sur la RN7.

L'étroit de la Coucourde sera échangé à trois reprises, et ne restera aux mains des Américains qu'après que la XIX^{e} Armée se soit repliée.

ENSEIGNEMENTS : la défensive à base de blindés – le refus du linéaire

Les combats de la 11^{e} PzDiv sont emblématiques de la défensive à base de blindés, alors même que le terrain n'est pas des plus favorables à leur engagement. La division manque d'infanterie et d'artillerie et ne peut prétendre occuper le terrain. Elle joue donc sur sa mobilité et son agressivité supérieures pour contrer toutes les attaques américaines. Pour cela, ses unités sont réparties en trois *kampfgruppe,* équivalents à nos groupements tactiques interarmes. Ces groupements opèrent depuis le sud de Livron, la Coucourde (position la plus cruciale, au centre) et le nord de Montélimar. De surcroît, le bataillon de reconnaissance effectue plusieurs sorties dans la plaine au nord du Roubion, à Cléon d'Andran. Ces sorties inquiètent Butler puis Dahlquist et soustraient de la pression sur le secteur d'effort.

Chaque contre-attaque est poussée jusqu'à la saisie d'une position défensive favorable, généralement un village, contraignant ainsi tout retour offensif à franchir le glacis. Les chefs allemands, qui savent quand cesser leurs attaques, font preuve d'une grande finesse d'appréciation qui est la base de leur supériorité tactique.

La variété des axes de contre-attaque : de face (sud cote 388), sur les arrières (Grane), sur le flanc (Cléon d'Andran) suscite une inquiétude permanente qui dissuade leur opposant de jouer à fond avec les moyens

dont il dispose – et qui auraient dû lui valoir une belle victoire à l'issue d'un raid réussi.

Les Allemands n'ont pas les moyens de couper la route logistique des Américains. Néanmoins, rien qu'en exerçant une menace sur elle, par leurs contre-attaques au nord et au sud du massif, ils contraignent l'artillerie à les prendre à partie, alors qu'ils ne présentent pas de cible facile à traiter. Cette diversion soulage d'autant la pression sur le flux remontant la vallée.

La 11^{e} PzDiv était en cours de reconstitution à Perpignan depuis quatre mois, ayant incorporé 80 % de son effectif à l'aide d'un noyau dur de vétérans de Russie. Au terme de quatre mois d'entraînement, de perception du matériel livré au compte-gouttes, cette unité a mené des attaques blindées, de niveau bataillon, de nuit, et coordonné au mieux la faible artillerie dont elle disposait. Elle s'est avérée plus performante qu'une unité américaine pourtant prestigieuse, aguerrie par sa campagne d'Italie encore récente – mais qui comptait trop sur le feu pour obtenir des résultats.

Autres aspects : l'action de la Résistance

La Résistance a surtout contribué à la fluidité et à la rapidité du raid initial, en fournissant un renseignement sûr : la route prise est libre d'Allemands. Elle a détruit le pont de Livron, sur la Drôme, au nez et à la barbe de ses gardiens. Malheureusement, en cet été très sec, la Drôme est aisément guéable, ce que le génie allemand assure sans difficulté.

Butler croyait manquer d'infanterie, et la Résistance était volontaire pour compléter son détachement. Elle a été mise à profit pour nettoyer des positions résiduelles, à moindre coût pour les Gl's. C'est en particulier le cas pour une compagnie allemande, laissée derrière, à la Bâtie Rolland.

ANECDOTE OU ENSEIGNEMENT INCIDENT

Wiese a tenu son plan de marche, au jour près, dans sa retraite vers les Vosges. Les combats de Montélimar n'ont aucunement perturbé l'écoulement de son armée...

1.4.5. La contre-attaque

La contre-attaque est « l'autre » procédé défensif. Elle est toujours la marque d'un esprit agressif, et obtient souvent des résultats moraux hors de toute proportion d'avec les dégâts réellement infligés. Elle consiste à « réagir offensivement dans le but :

a) soit de détruire un ennemi engagé dans une attaque, au minimum de l'arrêter en lui infligeant des pertes et en reprenant sur lui l'ascendant moral ;

b) soit de rétablir l'intégrité d'un dispositif en détruisant ou, au minimum, en chassant l'ennemi qui s'y est engagé[13]. »

Puisque l'attaque s'inscrit dans un contexte général de propriété de l'initiative pour l'attaquant, propriété qui lui donne le choix du lieu et de l'heure, le contexte défensif de la contre-attaque limite beaucoup plus la marge d'initiative. Plus encore que dans tout autre combat, le choix du lieu et du moment sont absolument cruciaux. Celui qui contre-attaque engage des moyens qu'il n'a pas le droit de perdre : il faut donc que les gains attendus soient proportionnés au risque consenti.

En principe, le moment de la contre-attaque doit suivre immédiatement le point culminant de l'assaillant, et donc, profiter du moment de relâchement. Le terme de relâchement, emprunté à la physiologie (phénomène musculaire), vaut aussi dans son acception morale, car il est patent qu'après une attaque, l'assaillant ressent un moment d'euphorie, et souvent, néglige les précautions parfois les plus élémentaires. C'est ce moment qu'il faut exploiter.

Juste après une action « dure », une unité ne vaut qu'un tiers de son potentiel théorique. Cela explique la réussite inespérée de nombreuses contre-attaques : le rapport de force « officiel » était trompeur. Ce point a été évoqué dans la discussion sur le relâchement post-attaque, dans la partie précédente sur l'offensive.

Néanmoins, il ne faut pas oublier que celui qui contre-attaque est lui aussi sujet au même risque de relâchement...

La contre-attaque doit prendre un angle avec l'attaque, pour obtenir *un effet de cisaillement* et d'action dans la profondeur. En effet, une contre-attaque frontale (de face) est aisée à arrêter : l'élément de tête ennemi, s'il survit, s'installe en défensive, tout simplement. S'il ne survit pas, ce n'est pas grave : son deuxième échelon y pourvoira. Pire encore, ceux qui suivent et qui sont naturellement bien orientés peuvent manœuvrer autour de ce môle improvisé.

Une contre-attaque de flanc porte simultanément sur la profondeur de l'ennemi. Outre la maximisation de l'effet destructeur, elle présente l'avantage de bouleverser son plan, car il doit au minimum se réorienter pour parer le coup.

Il y a plusieurs formes de contre-attaque, que nous allons décrire plus en détail.

1.4.5.1. *La contre- attaque par juxtaposition*

Ici, la contre-attaque a pour objet d'accroître le potentiel de combat directement opposé à l'assaillant.

Un échelon non engagé vient renforcer l'échelon sous pression. En général, l'unité agit sous les ordres du propriétaire des lieux, ce qui est assez souvent problématique en raison de l'imbrication des unités. L'itinéraire d'accès, les postes de combats à occuper, les mesures de coordination, etc., font l'objet de reconnaissances préalables, voire de répétitions.

Pour l'attaquant, la détermination de ces itinéraires peut souvent se déduire d'une étude fine de la carte (ils forment l'objectif de l'action dite « d'encagement », à base de feux dans la profondeur généralement).

En principe, cette forme de contre-attaque est assez frontale, ce qui en limite l'impact dans la profondeur. Elle est utilisée faute de mieux, dans l'urgence, ou par nécessité absolue de simplicité.

Elle est souvent contre-productive, puisque son effet premier est d'offrir plus de grain à moudre sous la meule de l'assaillant. C'est, entre autres, le triste sort réservé par Hitler à ses réserves : ne voulant jamais céder de terrain, il imposait la contre-attaque d'emblée, sans développement de la manœuvre ennemie qui eût offert, un peu plus loin, un peu plus tard, de bien meilleures opportunités.

Ce genre de contre-attaque a été employé pour la défense de Verdun : on envoyait les divisions combler les brèches ou monter en ligne dans les secteurs critiques, sans se soucier de manœuvre. Il s'agissait vraiment d'envoyer des fusils devant. Cette tactique a nécessité la relève des divisions dès lors qu'elles avaient perdu la moitié de leur effectif. Certaines fondirent ainsi en deux jours... renforçant l'impact moral du « hachoir de Verdun ».

En coalition, ce genre d'action est à proscrire absolument, puisqu'elle mène au mélange des unités, en plein combat – la certitude de la plus extrême confusion. Dans ce contexte, l'action suivante est à privilégier.

Une contre-attaque désespérée : Gettysburg, 2 juillet 1863

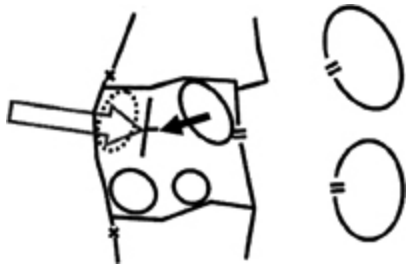
Deuxième jour de Gettysburg (2 juillet 1863). Le centre de l'armée fédérale est assailli, une brigade de I'Alabama se prépare à attaquer face à un intervalle inopinément ouvert par l'avancée aventureuse de la division Sickles (combat de Peach Orchard). Le général Hancock, commandant le II^{e} Corps, donne l'ordre au seul régiment qui lui reste sous la main, le l^{er} Minnesota, de charger. 262 hommes en chargent 1600. lesquels, surpris, hésitent et abandonnent. Il ne reste que 47 hommes valides à ce vaillant régiment, mais son intervention éclair a sauvé la ligne.

1.4.5.2. *La contre- attaque par coup d'arrêt*

Ici, la contre-attaque prend la forme d'un coup d'arrêt porté sur l'assaillant qui a pénétré. Le procédé du coup d'arrêt n'appelle pas de nouveaux commentaires. À l'instar du précédent, il est souvent assez frontal, encore que la marge d'initiative pour s'ouvrir un flanc soit peut-être supérieure.

Dans le cas illustré, l'unité qui donne le coup d'arrêt reste sous le commandement de son unité parente, ou agit aux ordres de l'échelon supérieur. Ce dernier cas est le plus courant, sauf quand la position occupée pour le coup d'arrêt appartient ou est directement adjacente à l'unité parente.

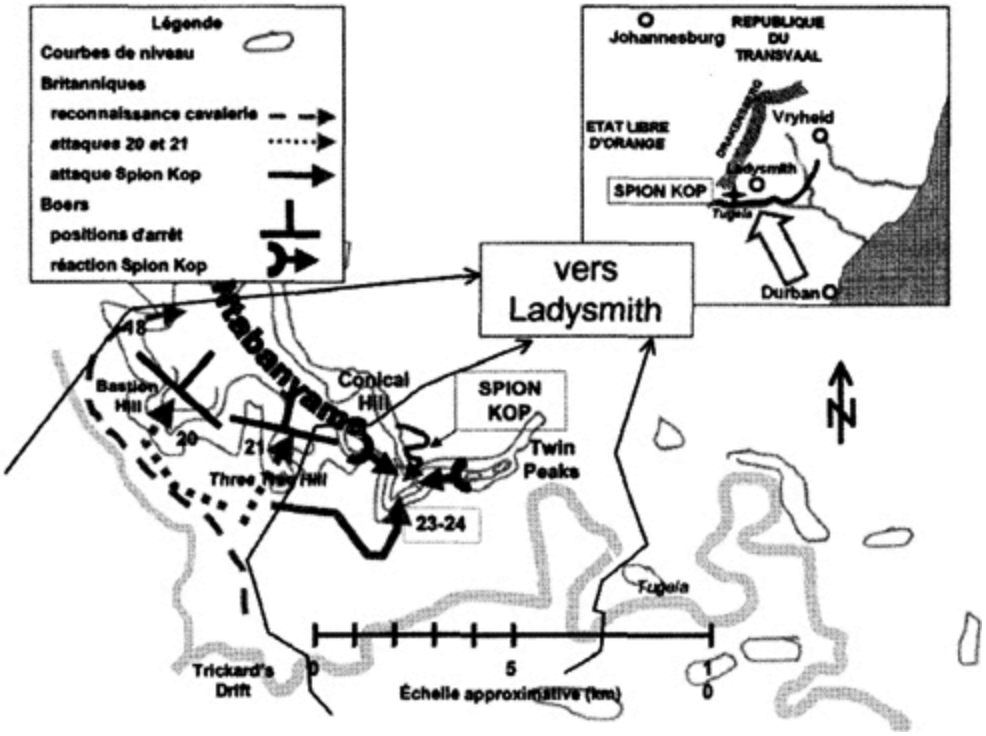
En termes de coordination, ce cas est à préférer au précédent. Ce genre de contre-attaque est souvent pratiqué pour « tendre la main » aux éléments résiduels de la position perdue (les recueillir). Le plus souvent, elle concède la position conquise à l'assaillant, mais lui interdit d'exploiter son avantage.



Par rapport au cas précédent, cette contre-attaque offre au moins l'avantage de ne pas présenter de nouvelles cibles sous le hachoir ; la surprise tactique est facilitée du fait que l'ennemi découvre ce nouveau combat, au lieu de simplement prolonger un combat en cours. Les généraux d'Hitler ont souvent « triché » avec l'intention de leur chef en jouant ainsi leurs contre-attaques, évitant des pertes inutiles, mais s'attirant ses foudres parce que, malgré tout, ce nouveau combat avait lieu sur une position de repli, et non sur le rempart lui-même.

SPION KOP, 16-24 janvier 1900

Guerre des Boers (Afrique du Sud)



En attaque : Général Buller, 20 000 hommes
En défense : Général Botha, 8 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

La guerre des Boers

Les deux républiques Boers (Transvaal et Orange) rejettent l'ultimatum britannique – leur soumission de fait – et prennent l'initiative, profitant de ce que les ressources supérieures de l'Empire ne pèsent pas encore de tout leur poids sur le théâtre. Après les succès d'octobre et novembre 1899 (Modder River, Colesberg, Belmont, Stormberg, Maggersfontein), la ligne s'établit sur l'impétueuse rivière Tugela. Maffeking et Ladysmith sont soumises à un siège, que les forces britanniques s'emploient à lever.

Les batailles pour Ladysmith

La ville de Ladysmith est encerclée depuis le 2 novembre. Sa résistance émeut considérablement l'opinion britannique et soude la population derrière une guerre, au départ, plutôt impopulaire. En toute justice, l'héroïsme très médiatisé de ce siège est un peu surfait face à une armée de milice congénitalement incapable d'actions de force.

L'armée britannique surclasse nettement l'armée boer, très disparate, formée de « commandos » qui refusent la discipline militaire – mais qui s'accrochent admirablement au terrain.

Mouvements préliminaires

L'armée du général Buller tente de forcer le passage à Colenso (15 décembre 1899). Malgré une supériorité matérielle considérable, elle s'y prend tellement mal et subit de telles pertes que Buller décide de tenter le passage plus en amont, espérant rencontrer une résistance moindre. Le déplacement de son armée est suivi, de l'autre côté de la rivière, par les commandos aux ordres de Botha.

Dans la bataille

Déroulement d'ensemble

Le 16 janvier, à Trickard's Drift (le gué de Trickard[14]), la V^{e} division (général Warren) prend pied sur la rive nord de la Tugela, à un endroit dominé par l'imposant massif de la Ntabanyama qui couvre la piste de Ladysmith. Ce mouvement surprend la défense boer, qui renforce son aile gauche (à l'est), s'attendant à une poussée immédiate sur Ladysmith. Ntabanyama est dégarnie, il ne reste que 500 Boers. 2 000 cavaliers (Lord Dundonald) prennent pied sur un col à l'ouest du mouvement de terrain, et rendent compte qu'il n'est pas tenu (18 janvier). Warren n'exploite pas cette information capitale.

Warren attend le 20 janvier pour tenter de prendre pied sur l'éperon de Bastion Hill, que les Boers ont eu le temps de renforcer. Il est repoussé. Une deuxième attaque, remontant une autre croupe (Three Tree Hill), échoue aussi, le 21. Du coup, Warren ne se presse pas pour progresser à l'intérieur des terres, et il faut l'intervention furieuse du commandant-en-chef, le

général Buller, arrivé le 23, pour le décider à pousser devant à nouveau. Botha a eu le temps de concentrer sa maigre force et d'acheminer quelques pièces d'artillerie. Néanmoins, Botha dispose de trop peu de troupes pour exploiter ces succès locaux et repousser l'envahisseur de l'autre côté de la rivière.

Phase d'intérêt pour la démonstration

Dans la nuit du 23 au 24, 1 700 hommes, essentiellement de la Lancastrian Brigade, montent en file indienne et s'emparent sans coup férir du sommet de Spion Kop, à l'extrémité sud-est du bastion naturel que forme la Ntabanyama. Ils chassent un commando d'une centaine d'hommes qui donne l'alerte. Botha tente le tout pour le tout pour s'opposer à l'exploitation de ce succès, qui ouvrirait la route de Ladysmith.

Pendant la nuit, très brumeuse, les Britanniques se retranchent sur le sommet. Ils commettent l'erreur capitale de s'installer sur la crête topographique et non sur la crête militaire, plus avancée d'une centaine de mètres, qui permettrait de fusiller la pente d'accès. Par ailleurs ils négligent de se renseigner à distance. Les Boers s'en rendent compte et s'infiltrent à proximité de la ligne. Simultanément, ils occupent deux sommets intermédiaires (Conical Hill et Twin Peaks), formant les deux branches d'un V très ouvert dont la base serait le sommet principal occupé par les Britanniques (Spion Kop). Dès que la brume se lève (vers 8 h 30), ils déclenchent un feu très ajusté, épouvantablement meurtrier, sur la brigade mal abritée, immédiatement réduite à se coucher dans ses piètres tranchées. Deux canons de montagne acheminés à bras sur Aloe Knoll contribuent à lui rendre la position intenable (entre Twin Peaks et Spion Kop). Les Boers lancent plusieurs assauts furieux jusqu'à prendre pied dans la tranchée britannique. Pourtant, dans l'après-midi, une unité fraîche parvient à déloger les Boers de Twin Peaks et à renforcer Spion Kop. Les Boers commencent à désespérer. Sur le sommet, la plus grande confusion règne. Le commandant de l'unité qui a réalisé l'escalade a été tué dès le matin. Il y a conflit sur la question de son successeur. Dans la soirée, le colonel Thorneycroft, n'ayant reçu aucun ordre de toute la journée, ignorant des renforts qui montent vers lui, complètement désorienté, ordonne le repli à la faveur de la nuit, laissant morts et blessés.

Un tel échec convainc Buller de replier la tête de pont, à la grande surprise de Botha, qui n'en demandait pas tant.

Les Britanniques comptent 1 500 pertes sur moins de 3 000 hommes engagés au total, dont 250 tués (rappelons qu'il y a sur place plus de 15 000 Britanniques...), les Boers semblent avoir perdu un peu plus de 300 hommes dans l'affaire. Malgré la disproportion des forces (les Boers ont contre-attaqué avec 800 hommes), les pertes semblent à peu près équilibrées.

ENSEIGNEMENTS : un commandement britannique incroyablement défaillant

Après le succès facile de la saisie d'une tête de pont, son exploitation se montre dramatiquement défectueuse, comme si Buller ne savait pas quoi faire de ses succès. Ainsi, s'étant emparé de Spion Kop, et disposant par là d'un solide appui pour opérer au nord de la rive, il ne pousse pas en avant jusqu'à la piste de Ladysmith, ce qui aurait contraint Botha à un combat désavantageux. Plus tard, bloqué sur Spion Kop, il arrête une manœuvre de dégagement dont le premier acte est pourtant une pleine réussite.

De toute façon, cette affaire est très mal commandée. Bien que le chef soit nominalement le général Warren qui commande la division en attaque, son supérieur Buller se mêle de donner des ordres à sa place, de l'inonder de conseils et de reproches, et même, de rapporter certaines de ses mesures. Sur le sommet, après la mort du colonel commandant la troupe, plusieurs officiers sont investis de la responsabilité de la bataille, parfois dans l'ignorance de cette désignation.

En montant dans la nuit du 23 par une piste escarpée, la colonne a négligé de se faire suivre de ses porteurs d'eau, et les hommes n'ont pas embarqué de sacs à sable ni d'outils. L'eau et la possibilité de se retrancher feront cruellement défaut pendant toute la journée du 24.

Autres aspects : une surprise partagée

Le 25 au matin, *les deux camps* cessent le combat sur Spion Kop. Les Britanniques, par sentiment de la défaite et nécessité de sauver ce qui peut l'être, les Boers, par conviction qu'une autre action se prépare et que le «

coup » de la veille ne se répétera pas. Ce n'est qu'au petit matin qu'un commando, étonné du silence qui règne sur le sommet, s'approche furtivement... et découvre les tranchées remplies de cadavres, le sommet abandonné par l'ennemi. Botha, qui se prépare à livrer ailleurs un combat moins unilatéral, n'en croit guère ses yeux mais fait réoccuper le sommet. La bataille de Spion Kop s'achève sur un nouvel et coûteux échec britannique – un succès inespéré pour les Boers, compte tenu du rapport de force.

Les *burghers* formant les commandos sont des volontaires... dont la présence sur le front est un souci permanent pour leurs généraux (élus). Les effectifs sont toujours impossibles à prévoir, ce qui rend les décomptes ultérieurs très aléatoires [15].

Anecdote ou enseignement incident

Le siège de Ladysmith est levé après le combat qui fait suite à Spion Kop. Buller abandonne toute idée de contournement et se résout à faire parler le nombre dans un combat frontal, à Val Krantz et Pieters (20-27 février 1900). La petite troupe de Botha ne peut se mesurer à la puissance matérielle et humaine des Britanniques (4 à 8 000 contre 20 000). Elle offre malgré tout une résistance prolongée et leur inflige des pertes conséquentes, avant de concéder le passage. Le 27 février, après 119 jours de siège, Ladysmith est dégagée, suscitant la liesse par tout l'Empire britannique. Pour les Boers, ce premier échec significatif est le début de la fin de la phase de guerre conventionnelle.

1.4.5.3. *La contre- attaque par sac à feux*

Le sac à feux n'est qu'une forme achevée du coup d'arrêt. Ici, il s'appuie sur plusieurs môles, et peut donc être constitué de plusieurs unités jaillissant chacune de leur môle respectif, agissant en coordination, ou d'une unité

agissant sous commandement direct du supérieur d'ensemble, et ayant accédé à ses positions en s'infiltrant à travers les môles.

Cet exemple illustre bien l'importance d'une juste combinaison entre formes statique et dynamique du combat en défensive. La contre-attaque ne débouchera pas si elle n'a pas bénéficié d'une couverture pendant sa mise en place, d'un appui à son débouché, et d'un soutien en cours d'action. Le plus danseur des défenseurs doit utiliser ses appuis...

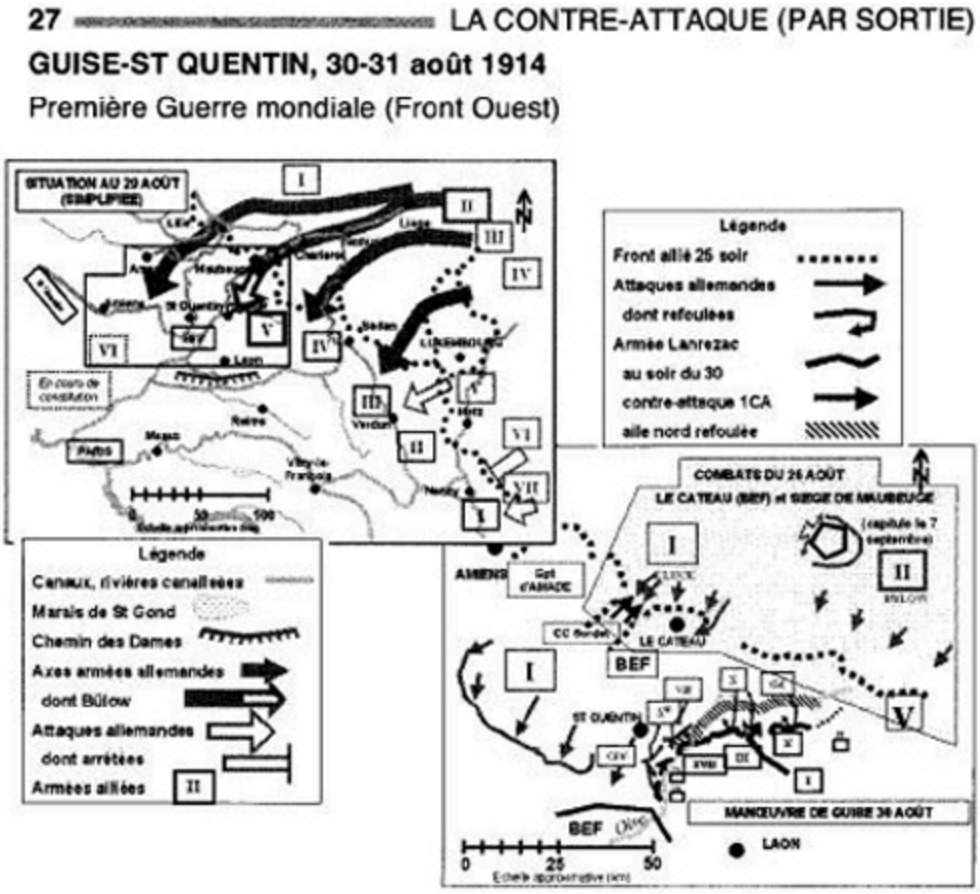
1.4.5.4. *La contre- attaque latérale (sortie)*

La contre-attaque peut s'apparenter à une attaque en bonne et due forme, c'est-à-dire, sortant du périmètre défendu. Dans le premier cas illustré ci-dessous, l'approche se fait à travers les môles inentamés, et le débouché se fait à travers la position voisine de celle qu'on veut soutenir. L'unité traversée appuie le débouché, et le couvre partiellement. La contre-attaque directe, de flanc, a pour objet de détruire l'assaillant en profitant de ce qu'il est mal orienté, sinon de le forcer au repli, au minimum de diminuer sa pression (ce qu'a fait le général allemand Wiese à Montélimar – voir vignette 25, p. 537).

Ce genre de contre-attaque est couramment effectué lorsqu'on veut désengager une unité : c'est la contre-attaque dite de dégagement. Lorsqu'on se contente de chercher un répit pour le môle initialement attaqué, répit qui permettra de rétablir le dispositif, de procéder à une relève ou à un renforcement, etc., alors on dit que la contre-attaque a pour objet de « donner de l'air ».

La contre-attaque peut aussi être menée un niveau au-dessus (flèche du bas). Le principe est identique : déboucher à travers une autre partie du dispositif. Mais ici, l'objet est d'attaquer un échelon d'attaque avant qu'il ne soit arrivé à portée. Plus profonde, théoriquement plus risquée, cette contre-attaque à l'avantage de perturber considérablement le niveau ennemi supérieur.

On appelle cette forme de contre-attaque la « sortie », terme qui rend bien compte de l'idée générale.



En attaque : Général Lanrezac, 300 000 hommes (4,5 corps)
En défense : Général von Bülow, 260 000 hommes (5 corps)

(Général von Kluck avec 300 000 hommes à proximité)

SITUATION GÉNÉRALE

Le premier acte de la Première Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale s'ouvre avec la pénétration allemande en Belgique, en violation de sa neutralité pourtant reconnue par l'Allemagne, entraînant ainsi la Grande-Bretagne dans la guerre. Sur le front ouest, le Plan Schlieffen vise à contourner l'armée française par la Belgique et la mettre hors jeu avant que la Grande-Bretagne n'ait le temps d'intervenir. Simultanément, sur le front est, on se contentera d'observer la montée en puissance des énormes armées du Tsar, avant de basculer l'effort face à elles en cas de besoin.

Le plan français (Plan XVII) consiste à attaquer frontalement en Alsace et en Lorraine pour récupérer les provinces perdues en 1870. Après quelques succès mineurs, obtenus début août, les armées françaises sont brutalement ramenées sur leurs positions de départ, puis attaquées à leur tour.

La campagne de 1914

La traversée de la Belgique par l'aile marchante allemande (1re Armée : von Kluck, 2e Armée : von Bülow) surprend par sa vitesse. Malgré une résistance héroïque, les forts de Liège, soumis à un bombardement intensif à l'aide de canons énormes, tombent en quatre jours, alors que leur résistance était donnée pour deux semaines. Repoussant les restes de l'armée belge vers Bruxelles et Anvers, les deux armées allemandes abordent la région frontalière après deux semaines de marche. Elles y trouvent l'aile gauche française (Ve Armée, Lanrezac) ainsi que la *British Expeditionary Force* (BEF) du général French. La BEF est réduite en effectif (cinq divisions) mais il s'agit de troupes professionnelles et aguerries. Les premiers combats (Charleroi le 21 août pour les Français, Mons le 23 et le Cateau le 26, pour les Britanniques) retardent l'avance allemande et lui infligent des pertes sévères, mais ne parviennent pas à briser son élan.

Mouvements préliminaires

Deux semaines avant son général en chef Joffre, Lanrezac a compris la manœuvre allemande. Surtout, il a compris que son effort est à droite, et qu'elle vise l'encerclement de l'armée française. Contrevenant aux ordres exprès de Joffre, après la bataille de Charleroi, Lanrezac refuse son aile gauche et se replie vers le sud en offrant un combat par jour pour retarder l'ennemi, le temps que Joffre comprenne la situation.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Dans son repli vers le sud, l'Oise offre un obstacle de valeur médiocre mais suffisante pour imposer une manœuvre à l'attaquant. Joffre, ayant enfin compris la manœuvre allemande, a besoin de temps pour monter la manœuvre de la Marne, en cessant ses attaques stériles en Alsace et en basculant ses forces vers l'ouest. Le nouveau plan est diffusé le 25 août. Obtenir un ou deux jours de répit est absolument vital pour ramener le centre de gravité de l'armée française sur la Marne, face à l'effort allemand tardivement reconnu. Lanrezac reçoit l'ordre de contre-attaquer pour gagner les délais nécessaires.

Phase d'intérêt pour la démonstration

Au cours de son repli, la V^{e} Armée franchit l'Oise le 28 août. Lanrezac a donné ses ordres : partant d'un dispositif en L inversé, appuyé sur la boucle de l'Oise à Guise, il va retenir l'avance allemande à l'aide de son flanc droit, qui défendra l'Oise, et contre-attaquer les unités allemandes progressant de St Quentin vers Paris. Son armée compte 4 corps et demi, face aux cinq corps de von Bülow.

Le 30 août, le flanc droit de Lanrezac (10^{e} CA), valorisant l'Oise, arrête la progression du flanc gauche de von Bülow (Garde et partie du IXe CA). Simultanément, l'aile gauche de Lanrezac (3^{e} et 18^{e} CA et un groupe à deux divisions de réserve) franchit l'Oise et attaque les colonnes allemandes

progressant vers Paris. Celles-ci s'arrêtent et font face à gauche pour châtier l'importun, ramenant l'attaque sur l'Oise. Von Bülow fait donner ses deux corps de gauche contre le 10e CA, qui tient le flanc nord. Ils franchissent. Lanrezac lance alors son unité de réserve, le 1er CA (Franchet d'Esperey) à la jonction des deux ailes, sur Guise, tournant ainsi la pénétration allemande. Surpris par la vigueur de la contre-attaque, les deux corps d'armée allemands se replient en concédant de lourdes pertes.

Dès que Lanrezac a obtenu l'effet désiré (l'arrêt de la progression, le changement d'orientation), il replie ses unités à l'abri de l'Oise, puis s'esquive vers le sud. Pendant ce temps, la défense acharnée de l'Oise a infligé de lourdes pertes à la Garde, qui mettra deux jours à récupérer.

ACTION SIGNIFICATIVE

Description : l'attaque du 1° corps

Le 1er CA (général Franchet d'Esperey) est tenu en réserve centrale à Maries. Le 30 août dans l'après-midi, constatant que son aile droite plie et que son aile gauche tient l'Oise, Lanrezac engage son corps de réserve. Celui-ci parcourt les 18 kilomètres qui le séparent de la bataille en trois heures et s'engage sur la direction de Guise. L'irruption tardive d'une telle masse, à la charnière des deux ailes de von Bülow, assomme l'attaque allemande et provoque une tombée en garde généralisée - justement l'effet que vise Lanrezac.

Dans la nuit du 30 au 31, la Ve Armée quitte l'Oise et reprend son mouvement vers le sud. Von Bülow, qui a monté une manœuvre pour écraser l'impudent sur l'Oise, pendant la journée du 31 août, en est pour ses frais : sa manœuvre tombe à vide, Lanrezac s'est esquivé.

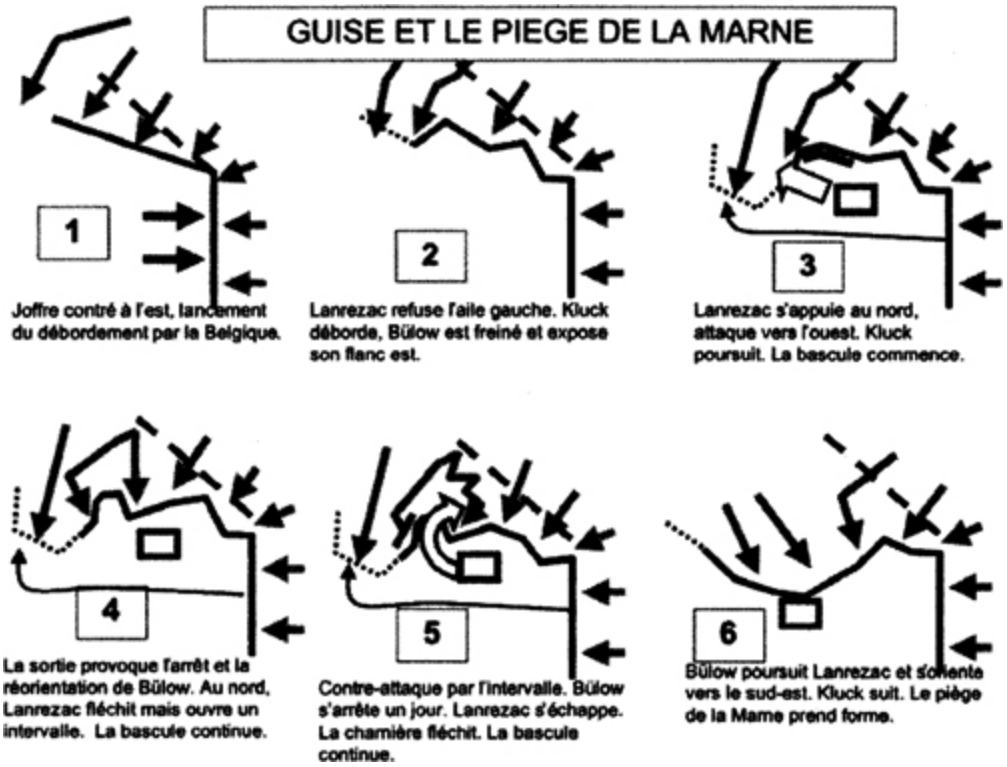
ENSEIGNEMENTS : la culmination

Lanrezac s'est montré très clairvoyant dans une situation très fluide, engageant sa réserve au moment le plus opportun. Le choix du point d'attaque a été décisif. De surcroît, la dérobade de la nuit du 30 au 31 août est effectuée magistralement.

Lanrezac a fait preuve d'une grande finesse tactique. L'attaque de son aile gauche provoque l'arrêt de la moitié avancée de son adversaire direct. L'engagement de sa réserve vers le nord arrête l'autre moitié. En deux coups, Lanrezac a brisé l'élan de von Bülow et obtenu les délais nécessaires pour s'échapper.

Autres aspects : Guise forme le piège de la Marne

L'acharnement que met von Bülow à rétablir sa réputation face à Lanrezac, qui s'est joué de lui, conduit à un changement d'orientation aux conséquences incalculables. En effet, dans sa poursuite de la V^{e} Armée, la II^{e} Armée allemande appuie de 45° sur sa gauche. La I^{re} Armée (von Kluck), le 1er septembre, a donc le choix entre se séparer de son voisin et contourner Paris par l'ouest, ou se lier à son voisin et obliquer vers le sud-est. Von Kluck, à la suite de von Bülow, décide de laisser Paris à main droite et de s'orienter vers le sud-est. Cette décision fatidique amène l'aile marchante allemande dans le piège de la Marne. Lanrezac a servi d'appât.



ANECDOTE OU ENSEIGNEMENT INCIDENT

Lanrezac s'est montré plus clairvoyant que Joffre, un peu trop tôt – aux yeux de Joffre, qui n'en retient que l'acte d'indiscipline. Sa retraite, à partir du 22 août, malgré les ordres contraires de Joffre, sauve son armée du piège de la frontière et, en définitive, sauve l'armée française. Joffre a déjà prévu de remplacer ce subordonné indiscipliné, alors même qu'il vient assister à la bataille. La maîtrise et le calme de Lanrezac le convainquent de remettre la décision à plus tard. Le 3 septembre, alors qu'il vient de rétablir son armée au sud de la Marne, Joffre le relève par Franchet d'Esperey. Von Kluck commente : « Tant mieux, les Français se privent de leur meilleur général[16] ».

1.4.5.5. *La contre- attaque dans la profondeur*

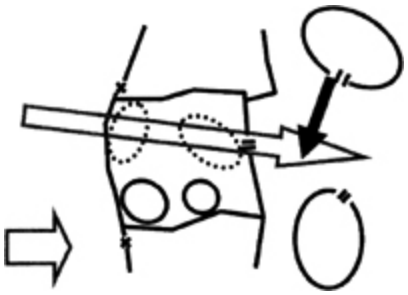
Elle admet la pénétration de l'ennemi, pour la retourner à son détriment. L'échelon aventuré, isolé, au moins partiellement désorganisé, dissocié de ses appuis et soutiens, est devenu vulnérable. Une unité fraîche et conduite avec détermination n'est même pas obligée de bénéficier de la supériorité numérique pour prétendre arrêter ou détruire cet ennemi.

L'unité qui contre-attaque engage son ennemi sous plusieurs angles possibles :

- de face, ce qui est souvent le cas si elle arrive de la profondeur de la défense et s'engage au plus court ;
- de flanc, si elle arrive depuis un secteur voisin du secteur de pénétration (cas le plus courant) ;
- par l'arriére, imposant donc un combat à front retourné, « mangeant le chien par ses entrailles ».

Le raisonnement géométrique, assez conforme aux résultats historiques, amène aux conclusions suivantes quant à l'issue de ces contre-attaques :

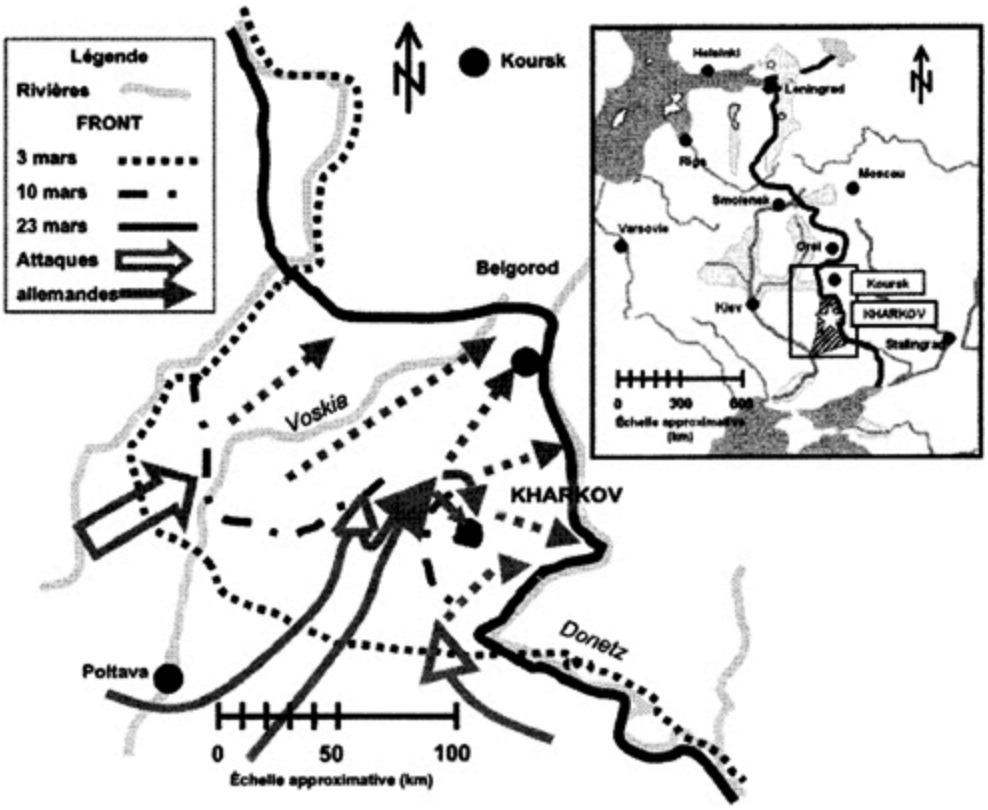
- frontale : action plus simple à effectuer, se concrétise généralement par un arrêt temporairement efficace, mais ne préjuge pas de la suite puisqu'elle ne coupe pas la liaison de la pointe ennemie avec ses renforts possibles ;
- de flanc : la plus efficace pour cisailler la pénétration, mais accorde souvent à l'échelon attaqué la possibilité de s'enkyster temporairement, facilitant une éventuelle relance offensive ;
- par l'arrière, remontant par l'intérieur du couloir de pénétration : le seul exemple relevé est finlandais (Suomussalmi, le 13 décembre 1939). En tout état de cause, elle suppose une supériorité de manœuvre conséquente, puisqu'il s'agit de remonter un sillage dont on sait qu'il est toujours très encombré.



L'échelon de contre-attaque dans la profondeur bénéficie d'une couverture efficace offerte par le secteur inentamé du front, à une condition : c'est que ce front ne se soit pas effrité, ou qu'il ne se soit pas infléchi. À cet égard, en mai 1940, les premières contre-attaques françaises n'ont pu avoir lieu car les unités voisines de la brèche s'étaient repliées «par souci d'alignement[17]». En effet, dès lors que l'assaillant a pénétré, il devient critique de contraindre son secteur de percée. Les Soviétiques et les Allemands se sont acharnés à tenir les lèvres de la percée, non pas dans la prétention de rétablir le front là où il était initialement, mais parce que c'est une condition nécessaire pour une contre-attaque. En l'occurrence, les lèvres de la percée sont effectivement à tenir « sans esprit de recul », tout au moins tant qu'on prétendra contre-attaquer.

KHARKOV,19 février-18 mars 1943

Deuxième Guerre mondiale (Front Est)



En attaque : Feldmarshall von Manstein, 160 000 hommes (2 armées)
En défense : Généraux Golikov et Vatoutine,
300 000 hommes (fronts de Voronezh et sud-ouest)

SITUATION GÉNÉRALE

La guerre à l'Est

Le désastre allemand de Stalingrad a donné lieu à une offensive soviétique en deux temps : novembre 1942, pour enfermer la VI^{e} Armée (elle est réduite le 6 février 1943) ; le 13 décembre 1942, laissant la poche dans leur dos, les masses blindées soviétiques lancent une gigantesque offensive qui conduit à l'effondrement du flanc sud de l'Axe.

Campagne

Contre toute attente, von Manstein réussit à bloquer l'offensive soviétique, en reprenant Kharkov. Ce sera le « miracle de von Manstein ». Ce succès est obtenu par une contre-attaque de flanc, cisaillant la pénétration la plus profonde.

Mouvements préliminaires

Le front de Voronezh (Golikov) a lancé son offensive le 15 janvier, depuis le Don de Voronezh, pulvérisant la 2e Armée hongroise. En un mois, il a parcouru 250 kilomètres, s'éloignant d'autant de sa base dont il dépend intégralement pour son ravitaillement, puisqu'il opère en hiver dans une contrée dévastée. Le 21 février, ses avant-gardes sont à 40 kilomètres du Dniepr de Zaporozhe, où se trouve le PC de Manstein. Quelques chars font même leur apparition sur la rive est, à vue du PC I À son sud, le front Sud-Ouest (Vatoutine) a lui aussi effectué une pénétration profonde avec le Groupe mobile opératif (GMO) Popov, équivalent à une armée blindée.

Ces deux poussées ont creusé une brèche qui menace d'isoler le détachement d'armée Kempf, repoussée par les 69° Armée (front Sud-Ouest) et 40e Armée (front de Voronezh), progressivement dissociée du Groupe d'armées sud (Manstein). La menace essentielle est constituée de la 3° Armée blindée (Rybalko) et de la 1re Armée de la Garde (Kouznetsov), débouchant de Kharkov vers le sud-ouest, dans l'intervalle entre la poussée 69-40 et le GMO Popov. Leur objectif est le Dniepr de Dniepropetrovsk, à une centaine de kilomètres.

Von Manstein a pu reconstituer une réserve, à base de la 4e Armée (Hoth), tout juste dégagée du Caucase. Elle dispose du SS Panzercorps (Hausser), tout récemment créé, et doté en quantité du matériel le plus moderne. Cette masse de manœuvre de qualité, fanatisée, connaissant ses premiers combats, s'avérera redoutable. Le 48e Panzerkorps lui est adjoint. Entretemps, le détachement Kempf s'est établi sur la rivière Mius, à Krasnograd, prêt à reprendre l'offensive. La lèvre nord de la pénétration est solidement formée.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Von Manstein laisse délibérément les pénétrations se faire jusqu'à la rivière Samara, pendant qu'il resserre sa masse de manœuvre dans la région de Poltava.

Le 19 février, après un crochet plein est pour franchir la Samara, elle s'ébranle vers le nord, cisaillant successivement les avancées de la 1re Armée blindée de la Garde et de la 69° Armée, dont les arrières sont réduits les 22-23 février. Simultanément, la 1re Panzerarmée (Mackenzen) entame la réduction du GMO Popov, après l'avoir encerclée dans la région de Krasnoïarmeyakoïe (au sud).

Le 24, la progression reprend, toujours vers le nord, prenant de flanc la 40e Armée (Moskalenko). Les unités soviétiques subissent des pénuries de carburant et autres approvisionnements, mais se battent avec acharnement. Finalement immobilisés par l'interruption de leur logistique, le GMO Popov et la 1re Armée blindée de la Garde sont brisés, avec 675 chars détruits et mille canons capturés.

Von Manstein est pressé de relancer le mouvement avant le dégel. Il opère désormais dans le vide. Repartant à l'attaque le 1er mars, Hoth parcourt 80 kilomètres en cinq jours, abordant Kharkov le 5 mars. Une contre-attaque de six brigades restant à la 3re Armée blindée est arrêtée et détruite par le SS Panzercorps. Le 6 mars, la SS Leibstandarte Adolf Hitler saisit une tête de pont sur la Mosh, à 15 kilomètres au sud-ouest de Kharkov. Un bref épisode de gel, le 7 mars, décide Manstein à relancer le mouvement.

La ville est abordée par le nord-ouest, à l'issue d'un ample débordement qui repousse la 69e Armée au nord, la 40e au sud, et le reste de la 3e Armée dans la ville. Hausser tient à reprendre la ville dont l'abandon lui avait valu de très vifs reproches de la part du Fùhrer, un mois auparavant. Il interprète en ce sens des ordres ambigus, ne recommandant l'attaque de la ville qu'en cas d'opportunité manifeste. Ses trois divisions pénètrent la conurbation en six colonnes, par le nord-est, le nord, et le nord-ouest, avec une couverture face au nord-est, à l'aube du 11 mars. Des combats décousus s'ensuivent, la pénétration est chaotique, une contre-attaque de chars, dans la banlieue nord, est rejetée difficilement. Toutefois, un coup de main nocturne creuse

une brèche dans le rideau antichar, un groupement atteint la gare centrale en début d'après-midi.

La réduction des résistances se prolonge en combats furieux qui durent jusqu'au 16 mars, facilités par une attaque au sud de Kharkov qui a achevé d'isoler la ville.

Dans la foulée, le 18 mars, le SS Panzerkorps repart à l'assaut, longeant la voie ferrée Kharkov-Belgorod, où la résistance de la 69e Armée s'effondre. La ville est prise en quatre heures de combat. Le front de Voronezh, disloqué, se replie de l'autre côté du Donetz.

En un mois et 80 kilomètres de progression, von Manstein a détruit la capacité offensive de deux fronts (Voronezh et Sud-Ouest), rétabli la ligne défensive allemande, et épuisé durablement toute velléité offensive de l'Armée Rouge. Surtout, la chute de Kharkov, si tôt après sa capture, est un coup dur pour le moral soviétique.

Pour autant, les Allemands ne peuvent se prévaloir des grandes masses de prisonniers habituels dans ces combats de réduction de poche : à peine 9 000. C'est le bilan en matériel qui est considérable. Ce matériel sera reconstitué trois mois plus tard, à Koursk, où le front de Voronezh prend sa revanche en livrant – victorieusement, cette fois-ci – la plus grande bataille de chars de l'histoire, à Prochorovka.

ACTION SIGNIFICATIVE : LA CONQUÊTE DE KHARKOV

Kharkov est la cinquième ville d'URSS et, avant la guerre, un centre industriel majeur. Sa conquête, en mai 1942 (ironie du sort : par von Paulus, qui entamait là sa carrière de commandant de la VIe Armée, avant de la conclure à Stalingrad, huit mois plus tard) puis une occupation très dure l'ont presque vidée de ses habitants, qui n'influeront pas sur les combats.

En revanche, la ville est sérieusement défendue, même si les unités qui s'en chargent ont été durement éprouvées au préalable. Les Soviétiques alternent centres de résistance, lignes antichars, contre-attaques blindées. Les PanzerGrenadiers doivent combattre bloc par bloc. Heureusement pour eux, l'urbanisme récent favorise l'emploi des blindés, de l'artillerie (utilisée systématiquement) et même, des Stukas qui interviennent à maintes

reprises. Il n'y aura pas de reddition en masse à Kharkov : les Soviétiques se replient pied à pied, la conquête de la ville est en réalité une évacuation sous pression, quasiment jusqu'à la fin. Les attaquants n'ont pas assez d'infanterie pour fermer la poche.

Les Allemands ont d'emblée constitué des détachements interarmes, à base d'un *Kampfgruppe* par axe, disposant de chars, d'infanterie, de génie, d'artillerie. Ces unités sont manœuvrières, cherchant toujours le contournement pour attaquer les centres de résistance par des directions inattendues ou moins battues. Opérant à proximité l'une de l'autre, les actions se complètent et se renforcent mutuellement. Elles n'hésitent pas à mener des attaques ciblées de nuit.

D'une façon générale, les assaillants ont mieux coordonné leurs efforts —notamment leurs appuis – que les défenseurs, dont nombre d'unités sont réduites isolément.

Enseignements

La destruction de la pointe blindée soviétique a arrêté net une offensive qui, en tout état de cause, devait fatalement s'essouffler. Ce seul coup, asséné à deux pointes (front de Voronezh et GMO Popov) distantes de 200 kilomètres, a suffi à stabiliser la situation sur la totalité du front.

Von Manstein a disposé d'une liberté de manœuvre inaccoutumée pour un général d'Hitler. De plus, il a été superbement servi par un subordonné extrêmement manœuvrier, Hausser, le commandant du corps SS. Celui-ci a eu le culot de contrevenir directement aux ordres personnels du Führer, le 15 février, en abandonnant Kharkov au moment culminant de l'offensive soviétique. Ces ordres exigeaient, comme d'habitude, une défense sans esprit de recul. Hausser, face à l'effort soviétique, a préféré céder du terrain pour esquiver le coup – pour mieux revenir ensuite, évidemment.

L'initiative prise par ces généraux, et qui a mené à un succès aussi décisif, donne à réfléchir à ce qu'eût été la guerre à l'Est si Hitler s'était montré moins inflexible et doctrinaire, comme l'y engageait Guderian, mis sur la touche pour sa franchise.

La prise de risque initiale, du 15 au 20 février, est conséquente. Von Manstein a délibérément laissé les Soviétiques s'avancer de 100 kilomètres,

jusqu'à frôler son poste de commandement. *Il en avait besoin pour pouvoir frapper les arrières.* Il l'a fait sous pression intense : Hitler est venu jusqu'à son PC à deux reprises (les 6 et 17 février). Il est vrai qu'une semaine après le choc de la reddition de Stalingrad, résultant de sa décision personnelle de ne rien céder, il devait lâcher du lest à l'égard de son grand subordonné.

La géométrie de l'attaque est intéressante : von Manstein a attaqué à la jonction de deux fronts (les jonctions sont souvent des maillons faibles). Il a brillamment cisaillé l'avance soviétique en visant l'intervalle entre deux échelons. Il a redoublé de subtilité en contournant Kharkov avant de l'aborder par un secteur moins défendu. Enfin, la relance immédiate vers Belgorod, jouée juste avant que le dégel ne se confirme et limite les opérations, a achevé de disloquer le front de Voronezh. Von Manstein a vraiment tiré tous les bénéfices de son opération, jusqu'à la dernière goutte. Il a profité du dégel et du rétablissement soviétique de l'autre côté du Donetz pour s'accorder une pause opérationnelle, indispensable en vue de la campagne d'été.

LA SUITE : le paradoxe de la victoire excessive

Les deux armées, en mars 1943, se retrouvent, pantelantes, à panser leurs plaies et préparer la suite. À noter qu'au nord, les Soviétiques ont gagné du terrain, ce qui achève de former le saillant de Koursk. Une course de vitesse est engagée pour savoir qui reconstituera, le premier, la masse de manœuvre susceptible de prendre définitivement l'avantage. La question se réglera en juillet, à Koursk, à l'avantage définitif de l'Armée Rouge.

Ironie du sort : l'éclatant succès du « miracle de von Manstein » crée les conditions du désastre de Koursk. En effet, géographiquement, la pointe extrême de la poussée allemande – Belgorod – devient le coin rentrant du saillant de Koursk, qui donnera à Hitler l'idée fatale de l'opération Citadelle, trois mois plus tard. Moralement parlant, l'ampleur de la victoire conduit Hitler, et à son imitation, une bonne part du haut-commandement allemand, à persister dans leur sous-estimation des capacités de l'Armée Rouge. En réalité, celle-ci a pris un risque majeur en poussant aussi loin ses assauts, à l'issue d'une offensive de deux mois, conduite au cœur de l'hiver. À l'analyse, il n'est pas étonnant que des unités déjà épuisées, ayant subi une sévère attrition du seul fait de leur progression, soient aussi vulnérables à un

retour offensif mené par des unités relativement fraîches et avides de revanche - surtout si elles sont commandées avec autant de brio par un Manstein au sommet de son art.

---

1. Il est presque impossible à un assaillant faisant preuve du minimum de compétence technique d'échouer dans son attaque initiale. Celle-ci inflige souvent des pertes considérables au défenseur, jusqu'à ce qu'une manœuvre judicieuse de sa part lui offre l'occasion de se venger et, progressivement, de compenser ses pertes (en admettant qu'il survive au premier choc, évidemment). C'est ce qui explique pourquoi les deux protagonistes subissent généralement des pertes comparables : l'avantage qu'apporte l'initiative à l'assaillant compense, dans une large mesure, l'avantage inhérent à la défense, sa « supériorité » au sens de Clausewitz. Ce point n'est pas que de pure statistique, nous y reviendrons.

2. Voir vignette 18 « Denain », p. 473.

3. C'est le cas du combat de Rorke's Drift, lors de la guerre des Zoulous, en 1878 (immortalisé, justement, par le film *Zoulou)*. Néanmoins, lors de la guerre d'Hiver (URSS contre Finlande, 1939-1940), la bataille de Suomussalmi vit deux divisions soviétiques totalement anéanties par une division de fortune, soit un rapport de force de près de 40 000 contre 9 000. À l'issue du combat, il y eut 27 500 cadavres soviétiques dénombrés, pour des pertes finlandaises estimées à 900 environ, soit une attrition de 30 pour 1 ! Il est vrai que la tactique finlandaise, inventée sur le moment, avait pour objectif de priver l'envahisseur de toute protection contre les rigueurs extrêmes de l'hiver arctique : pour l'essentiel, les pertes furent causées par le froid.

4. Là encore, l'exemple presque unique est la guerre d'Hiver. Le rapport de forces s'établissait à 1,5 million de Soviétiques contre 160 000 Finlandais. Le niveau d'équipement renforçait considérablement l'avantage des Soviétiques. Ceux-ci l'emportèrent, mais au prix de 126 875 morts contre 22 830, soit un ratio de plus de 5,5 morts pour 1. Néanmoins, si l'on retire le résultat, très exceptionnel, de Suomussalmi, on dénombre environ 4 morts pour 1. En l'occurrence, la conjonction massive d'erreurs a bien eu lieu...

5. Un contre-exemple : la bataille de Malplaquet (11 septembre 1709). Villars, avec 70 000 hommes, s'oppose aux Anglo-Hollandais et impériaux, qui totalisent 110 000 hommes, soit un rapport de force 39/61. Villars perd 12 000 hommes, mais au prix de 30 000 coalisés. Il se retire, prêt à livrer bataille cinq kilomètres plus loin. Malplaquet passe pour une victoire tactique des coalisés, mais le rapport de force s'est dégradé, étant devenu 42/58, et surtout, ils ne poursuivent pas. Villars dira qu'il espère que

Dieu lui accordera d'autres défaites de ce genre. En attendant, Louis XIV lui accorde une retraite qui s'apparente à une disgrâce... jusqu'à qu'il reprenne du service pour l'affaire de Denain.

6. Continuons avec la guerre d'Hiver. L'Armée Rouge engage 1,5 million d'hommes, perd près de 130 000 tués, soit environ 400 000 pertes totales, un taux proche du quart. L'armée finlandaise engage 160 000 hommes, compte plus de 22 000 tués, à peu près 60 000 pertes totales, soit plus du tiers. Si la guerre avait été relancée en mars 1940, le rapport de force eût été de 10 contre 1 (1 million contre 100 000), alors qu'en septembre 1939, il était légèrement supérieur à 9 contre 1. Malgré l'étonnante disproportion des pertes, le rapport de forces, hors renforcement, s'était légèrement amélioré au profit de l'assaillant ! Le calcul à partir des seuls tués ne change rien au fait.

7. Il est vrai qu'en entamant la campagne à plus de 9 contre 1, les Soviétiques sortaient de l'épure...

8. C'est aussi le cas d'assaillants ayant délibérément adopté une posture passive – ainsi de Hooker à Chancellorsville, face à Lee, qu'il domine à deux contre un mais laisse mener le jeu à sa guise. Il en résulte une complète déconfiture de l'armée nordiste (30 avril-6 mai 1863).

9. Barrer : « 1) Arrêter un ennemi progressant sur cette direction ou cet itinéraire ; 2) Mission tactique interdisant à l'ennemi l'accès à une zone, ou empêchant son avancée dans une direction ou sur une axe d'approche ; 3) Effet d'un obstacle intégrant la planification des feux et l'effort fait sur les obstacles afin d'arrêter un attaquant sur un axe d'approche déterminé, ou afin de l'empêcher de traverser une zone d'engagement. »

10. C'est, fortuitement, le cas de Trasimène, le 21 juin 217 av. J.-C. (voir vignette 14 « Trasimène », p. 441).

11. C'est le cas de Tannenberg, les 25-29 août 1914 (voir vignette 16 « Tannenberg », p. 459).

12. Voir vignette 28 « Kharkov », p. 555.

13. Définition réglementaire.

14. Orthographe incertaine : selon les sources, on lit aussi Trenchard, Trichard, ou Trickhard.

15. Ce fait est très intéressant. En pratique, Botha a décidé sans se préoccuper du rapport de force, puisqu'il était lui-même dans le doute sur l'attitude de sa propre troupe. C'est un facteur à méditer, car il s'applique à nombre de situations actuelles, où nombre de forces hétéroclites ne sont guère plus assurées que ne l'étaient les Boers – et souvent, largement moins motivées, d'ailleurs. Ce qui renforce la crédibilité de l'adage israélien : « Dans le doute, j'attaque ».

16. Excellente relation dans *The Guns of August,* de Barbara Tuchman (Presidio Press, rééd. 2004).

17. Voir vignette 03 « Sedan », p. 85.

CHAPITRE 2

CINÉMATIQUE GÉNÉRALE DE LA DÉFENSE

2.1. GÉOMÉTRIE DE LA DÉFENSE

LORSQUE nous avons traité de l'action offensive, nous sommes partis du rythme avant de parler de géométrie – du *temps* avant de parler de *l'espace.*

Pour traiter de la défensive, nous faisons l'inverse : traiter de l'espace d'abord.

Cette opposition apparente ne fait que rendre compte d'une vérité première : **si l'assaillant choisit son *heure,* le défenseur, lui, choisit son *terrain.*** Évidemment, une assertion aussi catégorique est à relativiser, mais l'idée générale demeure pertinente. Commençons donc par envisager la défense sous l'angle géométrique.

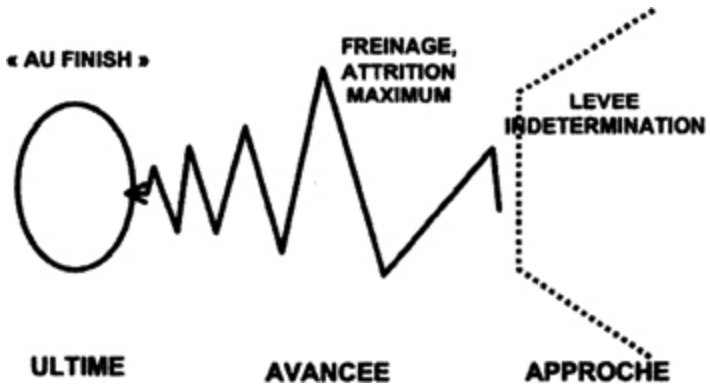
Il est courant qu'un défenseur installé s'organise en trois cercles concentriques[1]. À l'analyse, il ne s'agit pas d'un caprice ou d'une simple habitude. Il y a une raison profonde, quasi-existentielle, à ce découpage en trois zones de défense[2].

Au centre, la **zone de défense ultime,** qui sera défendue à n'importe quel prix. L'expression populaire « poussé dans ses derniers retranchements » fait allusion à ce cas très réel, d'un défenseur installé sur l'objet même de sa défense. Néanmoins, comme nous le verrons plus tard, nombre de combats défensifs n'atteignent pas cet extrême. Le terme consacré pour cette phase de la défense est « zone de défense principale ». Ce terme est un faux-ami, car l'action principale de la défense – celle qui s'avère décisive – a toujours lieu en avant de cette zone. C'est ce qui explique notre choix de « zone de

défense *ultime »,* plus conforme à la réalité de la chose que « zone de défense principale ».

Le deuxième cercle est celui de la **défense avancée,** où le défenseur visera à l'attrition au meilleur coût. Pour les défenses qui ne sont pas poussées à l'extrême, le défenseur peut avoir l'impression qu'il a une « zone de défense ultime », alors qu'en réalité, dès lors qu'il bénéficie de la profondeur stratégique, ou qu'il est prié de survivre en vue d'autres combats, celui qu'il mène est, conceptuellement, un combat de défense avancée.

Le troisième cercle est celui de la **zone des approches,** où le défenseur vise avant tout à lever les indéterminations sur l'attaque qu'il attend.



Par nature, les zones sont souvent cloisonnées, et par exemple, la zone de défense ultime est elle-même subdivisée en secteurs. Toutefois, il ne faut pas en déduire que le schéma indiqué ci-dessus est purement indicatif. En réalité, il est quasiment impératif. Certes, un défenseur peut se passer de combat des approches, ou de combat de zone avancée. Il y a aussi des cas, nombreux, où le combat cesse après le combat de zone avancée (c'est-à-dire qu'il n'y a pas de lutte au finish).

Il demeure **qu'une défense menée vigoureusement,** agressive d'emblée, et conduite jusqu'au bout, pourra **se décortiquer en ces trois combats,** pour la raison simple que chacun de ces combats vise un but différent :

- **lever l'indétermination** (zone des approches) ;
- **infliger** le maximum de pertes *et **décider de l'issue** de la défensive* (zone de défense avancée) ;

- **conserver la position** aussi longtemps que possible, sans tenir compte des pertes, *le combat étant déjà décidé* (zone de défense ultime).

Ce combat ultime, à l'échelon considéré, est bien le dernier combat, dont l'issue est réglée depuis la phase précédente. Et pourtant, il peut être de la plus haute importance de le livrer quand même, nonobstant son apparente inutilité. En effet, du point de vue de l'échelon supérieur, il y a de fortes chances pour que ce combat appartienne à ce qui est encore, à son niveau, le combat de zone de défense avancée. C'est ce qui justifie, *in fine,* l'utilité du sacrifice d'une unité au profit de la manœuvre d'ensemble.

On peut même en déduire qu'il n'y a que l'échelon suprême qui dispose de la latitude de refuser, ou non, le combat de défense ultime. Tous ses subordonnés n'ont pas cette question à se poser.

Chacune de ces zones peut être cloisonnée, par secteur ou en cercles concentriques. En revanche, elles se différencient par l'objet du combat qui y sera mené. Pour mieux le comprendre, il convient de reprendre le schéma chronologique de la bataille défensive, schéma inverse de sa conception fonctionnelle.

2.1.1. Le combat d'approche

Dans la zone des approches (correspondant généralement à la zone de sûreté), l'attrition infligée n'a que peu d'importance (et elle est rarement significative). En revanche, ce combat contraint l'assaillant à dévoiler ses intentions, selon qu'il insiste ou non sur tel secteur, par exemple. Cette action a donc pour but de permettre au défenseur d'adapter son propre combat pour contrer au mieux les intentions de l'assaillant. Pour un combat qui sera livré, justement, dans la zone de défense avancée.

Malgré tout, du fait même qu'il y aura combat, le défenseur gagne quelques délais utiles à l'achèvement de son installation (travaux notamment, mais aussi préparation psychologique et logistique). La zone de sûreté empêche des éléments légers de perturber ces actions.

Il importe de ne pas se tromper d'objectif, notamment en s'acharnant à entamer le potentiel de l'ennemi ou à déséquilibrer son approche. D'ailleurs, ces deux objectifs contrediraient l'idée de manœuvre : comment calibrer son

combat, si d'emblée on a amené l'ennemi à l'adapter à la situation nouvelle? Tout ce qu'on obtiendrait, c'est du renseignement sur une configuration dont on aurait entre-temps provoqué une réarticulation, ce qui n'apporte guère de certitudes au défenseur principal.

Naturellement, la prise de contact incombe à l'assaillant. Néanmoins, il faut se garder de considérer que le cas général – celui d'un assaillant mobile prenant contact avec un défenseur statique – est le cas unique. Au contraire, il est fréquent que ce soit le défenseur qui cherche un contact au plus loin, lequel opposera donc deux mobiles.

Statique : la zone de sûreté

Un rôle qui explique l'autre nom de la zone des approches (« zone de sûreté ») correspond au besoin de mettre la défense à l'abri d'actions mineures (les avanies et insultes, comme on disait naguère). La zone de sûreté est surveillée et contrôlée par une fraction de la force suffisamment conséquente pour contraindre l'ennemi à engager de gros moyens s'il prétend prendre contact avec le cœur de la défense, mais suffisamment réduite pour que sa perte ne déséquilibre pas irrémédiablement la défense.

La zone de sûreté apporte donc un filtrage contre la reconnaissance adverse, un renseignement d'alerte sur son échelon de manœuvre (« Ils arrivent »), puis un renseignement sur l'échelonnement ennemi et, autant que possible, sur ses intentions. Au préalable, cette zone de sûreté est établie à l'issue d'une reconnaissance en règle, si l'on ne s'y trouvait pas à l'origine, évidemment.

La très riche doctrine défensive soviétique préconisait l'emploi de « détachements avancés » dès la zone de sûreté. Ces **détachements avancés,** installés défensivement sur des points de passage obligés, remplissent trois fonctions :

- ils contribuent à l'efficacité de la sûreté, imposant un combat conséquent dans un espace par ailleurs peu densément occupé ;
- ils contraignent l'ennemi à se déployer prématurément, ce qui, au minimum, cause du tracas et une grosse perte de temps, et, au mieux, offre une opportunité en vue du combat suivant ;

- la réaction ennemie à ce point dur inopiné est très révélatrice de son intention. Le détachement avancé est un combat de renseignement d'autant plus efficace que les conditions dans lesquelles il est accepté par l'ennemi sont éloquentes pour la suite.

Le détachement avancé prépare la transition de la bataille des approches vers la bataille de zone de défense avancée. Il est replié dès qu'il a rempli son objet : couvrir ou masquer l'installation, gagner des délais, dévoiler les objectifs de l'ennemi.

Dynamique : le jalonnement

Déjà évoqué dans le cadre des missions de renseignement, le jalonnement consiste à porter un élément mobile au contact de l'ennemi en approche, puis à reculer devant lui en se laissant repousser vers la défense principale.

Le jalonnement contribue évidemment au combat de sûreté, de la même façon et pour les mêmes raisons que s'il était effectué de manière statique.

Le passage de relais

À l'issue du jalonnement ou de l'action de sûreté, le combat de zone avancée commence. Il s'engage d'autant mieux que le jalonnement a « livré » (c'est le terme consacré) un ennemi bien caractérisé. La difficulté de cette transition ne doit pas être sous-estimée. Généralement, elle est effectuée sous forme de recueil : l'unité qui couvre ou qui jalonne se donne un peu d'air par une dernière action aussi dure que possible, puis franchit un dispositif d'arrêt destiné à empêcher sa poursuite. Ce dispositif d'arrêt est généralement utilisé pour la prise de contact de l'unité de défense avancée.

Depuis que la portée des armes offre de grandes possibilités d'intervention dans la profondeur, il importe de ne pas abandonner la zone de sûreté à l'ennemi, même lorsqu'il l'a traversée et qu'il a pris contact avec la zone de défense avancée. En effet, la pratique de laisser des capteurs dans cette zone, et donc, désormais, dans les arrières de l'ennemi, permet d'acquérir le renseignement dans sa profondeur. Le renseignement devient un renseignement d'acquisition.

L'armée française n'est pas réticente, en doctrine, à laisser des gens derrière – tout particulièrement des éléments d'observation d'artillerie.

2.1.2. Le combat de défense avancée

Le combat de zone de défense avancée vise à infliger le maximum de pertes, et donc, à causer 1'attrition comparative maximum. Pour affaiblir l'ennemi, le défenseur cherche à :

- contrarier les préparatifs adverses, par le contre-renseignement, le camouflage, l'aménagement du terrain, la neutralisation dans la profondeur de l'ennemi en approche, notamment en traitant les zones où il doit rassembler ses forces ou déployer ses soutiens ;
- rompre le rythme de l'attaque adverse, par le modelage du terrain, les réactions offensives, les feux dans la profondeur, l'agression des systèmes de commandement.

Ce combat cesse dès lors que la balance des pertes ne fait plus évoluer le rapport de force en faveur du défenseur. Celui-ci a donc échangé du temps et du terrain contre des pertes infligées à l'assaillant. *C'est ce combat qui se révèle déterminant pour, le cas échéant, transformer une bataille défensive en tremplin pour une contre-offensive.* C'est une zone où le défenseur bénéficie de nombreux avantages :

- il connaît la zone, l'a aménagée à sa convenance, y a préparé ses actions ;
- si le défenseur a correctement raisonné son combat, cette zone correspond à l'espace de manœuvre le plus conforme à ses possibilités tactiques, tout en désavantageant celles de l'assaillant ;
- grâce au combat des approches, le défenseur agit à parité de renseignement, voire, avec une légère supériorité. En effet, l'effet de la surprise initiale, presque intrinsèque à toute action offensive, est émoussé, et surtout, le combat des approches, bien préparé et correctement mené, achève de lever les indéterminations. En pratique, l'attaque étant désormais lancée, à l'issue des premiers combats, le défenseur connaît l'idée de manœuvre, les axes d'effort, les possibilités

de son attaquant. Alors que luimême, s'il a bien joué, peut avoir préservé un élément de surprise ;

- enfin, le défenseur peut généralement mobiliser une fraction fraîche de sa force, agissant à partir de sa base, donc, au mieux de ses capacités, pour contrer un assaillant dont les forces seront quelque peu perturbées par les combats passés, même si ces actions initiales lui ont été favorables.

Pour toutes ces raisons, le défenseur qui engage sa réserve dans le combat de zone avancée infligera le maximum de pertes, comparées à celles qu'il aurait causées s'il avait conservé sa réserve pour le combat ultime. La même unité, engagée dans un espace moins contraint, adossée à un dispositif principal encore intact, devrait, statistiquement, obtenir de meilleurs résultats que si elle mène un combat dos au mur, appuyée sur un dispositif déjà ébréché.

Le combat de zone de défense avancée peut être mobile (freinage, contre-attaques) ou statique, généralement échelonné sur plusieurs positions successives (lignes d'arrêt) ou encore, en môles (points d'appui pour les petits échelons). Les armées ayant une mentalité linéaire préfèrent ces défenses en lignes successives. Celles qui acceptent le combat imbriqué, ou auxquelles une mobilité inférieure à celle de l'ennemi interdit tout repli sous pression, s'organisent en môles de résistance.

2.1.3. Le combat de défense ultime

Le combat de zone de défense ultime est mené sans esprit de recul (une notion assez variable culturellement, au demeurant...), et surtout, il est mené sans tenir compte des pertes, ni subies, ni infligées. La possession de tel mouvement de terrain sera recherchée, quoiqu'il en coûte, et c'est cette possession qui déterminera, *en apparence,* le camp vainqueur.

Dans le cadre d'une bataille défensive, il peut y avoir des unités subordonnées pour lesquelles le combat est une « zone de défense ultime ». Par exemple, les lèvres d'une pénétration sont tenues sans aucun égard pour les pertes locales, tant qu'on a besoin de contraindre la percée en vue d'une contre-attaque.

À l'inverse, dans le cadre d'une zone de défense principale pour le supérieur, une unité subordonnée peut disposer d'une liberté de manœuvre correspondant au combat avancé. C'est le cas de la réserve de contre-attaque, notamment, dont la préservation – même résiduelle – est plus importante que le terrain qu'elle occupe.

2.1.4. Caractère décisif du combat de zone de défense avancée

Dans une bataille défensive menée à fond, la phase décisive est bien la phase centrale, celle du combat de zone avancée. Son issue décide du résultat de l'ensemble, sauf miracle dans la phase « du dernier retranchement ». Le combat final, sur la zone de défense ultime, est presque toujours déterminé avant même que d'être livré. C'est pourquoi l'emploi du terme « zone de défense principale » pour décrire le dernier bastion recèle une erreur conceptuelle susceptible de mener au contresens, le défenseur retenant ses coups en zone de défense avancée, croyant devoir trancher l'affaire adossé à ses derniers retranchements.

En définitive, la transition de la défensive à l'offensive est plus souvent déterminée par le rapport de force obtenu à l'issue du combat de zone de défense avancée – plus favorable au défenseur, en ce qu'il bénéficie d'une meilleure liberté de manœuvre – qu'à l'issue d'une lutte *au finish* qui laisse les deux camps épuisés et incapables de relancer l'action. Après tout, à l'issue de la gigantesque bataille de Verdun, aucun des deux camps n'a pris l'offensive.

Le combat décidé avant le dernier acte :
Metz, 1870 ; Stalingrad, 1942

L'encerclement de Bazaine dans Metz le montre bien. Le combat de la zone des approches – de la frontière jusqu'à la Meuse – est confus, indécis, mal conduit de part et d'autre (pas conduit du tout du côté français, à vrai dire). Rien n'est encore décidé après Cinq-Mars, loin s'en faut (16 août 1870). En revanche, Gravelotte-Saint Privat (18 août) tourne à l'avantage de la coalition allemande (la moins incompétente des deux), et Bazaine se retranche dans Metz. Il n'y aura même pas de combat de zone de défense

ultime, le siège ne pouvant être considéré comme tel. Toutefois, si cette bataille « au finish » avait eu lieu, il est manifeste qu'elle aurait été perdue par les Français. Bazaine ne s'y est pas trompé, puisqu'il s'est rendu sans combattre (27 octobre 1870)...

Stalingrad semblerait offrir un exemple contraire : celui d'une défense gagnée dans la zone de défense ultime. C'est sans doute un contresens. En effet, le combat dans Stalingrad même, combat épique s'il en est, n'était, du point de vue de Joukov, qu'un combat de zone de défense avancée. La vraie zone de défense était l'autre rive de la Volga. Le centre-ville de Stalingrad n'était qu'un appât, *une fausse « zone de défense ultime »,* dont la perte n'aurait pas réellement pesé sur l'issue générale de la bataille, sauf si elle était survenue trop tôt pour permettre la constitution de la masse de contre-offensive. Joukov a calibré ce combat de Stalingrad avec une très grande finesse, au prix d'un ressentiment profond des défenseurs, très naturellement convaincus qu'ils étaient chargés de la zone de défense principale. Joukov ne s'y était pas trompé, sa priorité était ailleurs, et notamment, la préservation à tout prix des deux têtes de pont à travers lesquelles il a pu lancer la contre-offensive, le 19 novembre 1942.

La doctrine défensive de Hitler, dès l'hiver 1941 – c'est-à-dire dès qu'il a été confronté à la nécessité de défendre – se résumait en ces seuls mots : « sans esprit de recul ». Tout repli tactique (« élastique », comme on disait à l'époque) était fustigé (et sanctionné) comme un abandon, une trahison. Ses généraux ont toujours essayé d'obtenir un minimum de flexibilité, en vain. Hitler confondait la réticence à mourir bêtement avec la réticence à combattre. Il considérait qu'il n'existait qu'un seul type de combat défensif : celui de la zone de défense ultime.

Le résultat de cette doctrine, qui se justifiait d'autant moins que les conquêtes avaient assuré une grande profondeur stratégique, c'est que nombre de lignes médiocres et intrinsèquement insignifiantes ont été l'objet de combats féroces qui ont épuisé la Wehrmacht.

Le problème, c'est que seule la liberté de manœuvrer – qui implique celle d'abandonner du terrain – offre au défenseur la possibilité d'optimiser son rendement, notamment en refusant le combat dans les contextes par trop défavorables, et en visant la surprise ailleurs. En déniant à ses généraux

la liberté de retirer les unités du hachoir à viande soviétique, en rendant prévisible leur combat, Hitler a fait le jeu de Staline.

Cette discussion a surtout pour objet de faire comprendre **l'importance du dosage** dans le combat défensif. Le défenseur – du fait qu'il entame le combat en situation d'infériorité marquée – encore plus que l'assaillant, doit mesurer ses efforts et en assurer un rendement supérieur. Il vise une différence d'attrition conséquente, qui doit être *considérable* si elle prétend être *décisive.* C'est en cela que le risque majeur du combat défensif, c'est de se tromper de combat en se trompant de concept.

La doctrine de la défense sans esprit de recul est aussi perverse que celle de l'attaque à outrance. En tout état de cause, il n'y a guère de défense statique qui puisse survivre sans un élément dynamique, nécessaire pour rétablir un équilibre compromis ; *a contrario,* il n'y a guère de défense mobile qui ne s'appuie, de loin en loin et de temps en temps, sur des éléments statiques autour desquels pourra se développer la manœuvre, ou à l'abri desquels se réfugieront les éléments mobiles.

Après ces considérations théoriques, il est temps de revenir à la pratique de la bataille défensive.

2.2. LE RYTHME DE LA DÉFENSE

Il pourrait paraître paradoxal de considérer que le défenseur puisse influencer le rythme du combat. *C'est précisément son but.* S'il casse le rythme de son adversaire, il perturbe fortement la synergie de ses moyens, l'efficacité d'ensemble de l'attaque. Par exemple, le bombardement d'artillerie planifié par lignes successives s'éloigne dans la profondeur, laissant les assaillants retardés à la merci de contre-attaques ou démunis devant une ligne qui ne plie pas.

Dès lors que le défenseur, par un coup d'arrêt ou une contre-attaque menés vigoureusement, a réussi à perturber la planification de l'attaque, le rendement de l'assaillant décroît. Le rapport de force, même écrasant en

théorie, devient moins pesant en pratique. Dissocier le char de son infanterie, priver les assauts de leur appui d'artillerie, retarder le génie, rien que ces coups d'épingle dans la planification d'ensemble obtiennent des rendements considérables au profit du défenseur. **Casser le rythme de l'attaque est le premier moyen de briser l'attaquant.**

Concrètement, comment faire ?

En opposant le repli élastique face à la percussion, la contre-attaque à la pénétration, l'éparpillement à l'infiltration... Toute manœuvre qui, pour *une seule action,* échappe à la planification adverse, est capable de briser son erre. En cela, l'outil conceptuel de l'effet majeur est efficace, puisqu'il raisonne dans la dynamique du temps et qu'il se focalise sur *une action,* justement.

2.2.1. Le temps dans l'organisation de la défense

Lorsqu'une unité s'installe en défensive, elle commence par jeter un dispositif : les engins et les hommes s'orientent et se postent. Après quelques heures de travaux continus, la position est très significativement améliorée : le plan de feu est établi et coordonné, les engins sont camouflés, les hommes sont abrités (ils ont creusé leurs trous ou aménagé des abris), des postes de rechange sont attribués, les itinéraires de changement de position ou de repli sont reconnus, les opérations logistiques d'urgence ont eu lieu.

Après une douzaine d'heures, les contre-attaques sont reconnues, et autant que possible, répétées. Le ravitaillement a permis de reconstituer les réserves, voire de créer un stock additionnel, à terre. L'enfouissement des véhicules les plus critiques est achevé. Les engins sont refroidis et leurs traces masquées, rendant presque impossible leur détection par moyens aériens ou spatiaux, et pire encore, la confirmation de leur présence si elle n'est que soupçonnée. Les unités, devenues statiques, éteignent les réseaux hertziens et communiquent par ligne filaire, par estafette, par contact physique – autre facteur de disparition des capteurs habituels.

En deux ou trois jours, il ne reste plus grand-chose à faire que de se reposer, d'attendre, de peaufiner le dispositif, de créer des positions de rechange, de fausses positions, etc.

Tout cela s'applique à une troupe active, qui s'emploie avec énergie à préparer son action, et en admettant qu'elle ne fasse pas l'objet d'attaques aériennes à répétition, de harcèlement d'artillerie, etc.

Le résultat, c'est que l'assaillant qui se présente dans les heures qui suivent l'arrivée sur zone est opposé à une défense très incomplète, dite « hâtive » par les Anglo-Saxons. Historiquement, une légère supériorité a souvent suffi à emporter une position insuffisamment durcie. C'est ce qui explique la prédilection des Soviétiques pour l'attaque dans la foulée.

Cette légère supériorité n'a pas forcément besoin de se concrétiser en volume de force. Le différentiel psychologique est un facteur redoutable bénéficiant généralement à l'attaquant (dynamique de la victoire contre défaitisme). De même, le simple fait d'être en mouvement permet à l'assaillant de générer le rapport de force local – le seul qui compte – plus facilement que le défenseur. En particulier, pour l'assaillant, le renforcement est un mouvement longitudinal, déjà engagé (puisque tout le monde est en mouvement) alors que pour le défenseur il s'agit d'un mouvement latéral, entamé à partir d'un stationnement.

Au bout d'une douzaine d'heures, on parle de défense installée, et le rapport de force statistiquement nécessaire s'est considérablement durci. Il faut du deux contre un, pour prétendre à une chance raisonnable de l'emporter (61 %). En massant trois attaquants pour un défenseur on améliore le ratio de succès (75 %).

Dans ce créneau 12-36 heures, on observe une profonde évolution du défenseur : soit il se délite, soit il se reprend.

Dans le premier cas, la force bousculée, rejetée de sa position précédente, arrivée sur place dans un état de profonde désorganisation, subissant la honte de la retraite et les affres de l'incertitude, achève de se décomposer.

Ce cas est bien moins fréquent que l'inverse : la force profite d'une halte temporaire pour se reprendre, les hommes retrouvent leurs unités – source du moral – des actes aussi simples qu'un repas chaud, une douche, une lettre, une nuit à l'abri suffisent à rendre un brin d'optimisme au vaincu d'hier. En particulier, chacun découvre que la défaite, pour être incontestable, n'est pas pour autant l'acte ultime – il relativise son ampleur.

Au bout de 36 heures, si le défenseur a disposé de moyens de terrassement, de minage, etc., la zone de défense est quasiment achevée, et impose un nouveau palier de quatre, voire cinq assaillants contre un pour prétendre au même taux de succès. Si les conditions matérielles du combat n'évoluent plus guère (on atteint la loi des rendements décroissants), en revanche, les conditions morales conservent une réelle marge d'action au défenseur, s'il la met à profit pour reprendre en main et remotiver sa troupe.

Soit dit en passant, c'est aussi le moment à partir duquel le chef peut se séparer des subordonnés les moins compétents et installer à leur place une nouvelle génération plus performante.

Ceci rappelle tout l'intérêt, pour l'assaillant, de tenter l'attaque dans la foulée. Car le délai de préparation d'une attaque bien coordonnée est aussi mis à profit par le défenseur pour améliorer son propre dispositif.

En définitive, pour savoir qui avait raison d'attendre, on trouve la réponse en évaluant qui a le mieux mis à profit le temps imparti.

La question n'est pas sans intérêt.

Quel camp a le plus profité de la drôle de guerre, de septembre 1939 à mai 1940 ? Indubitablement, le camp allemand. En revanche, le délai que s'est accordé Hitler entre la décision d'une bataille à Koursk (opération Citadelle) et l'attaque elle-même – deux mois : de mai au 5 juillet - a manifestement profité à Joukov, dont la défense était plus que prête au jour de l'assaut.

Sans entrer dans une étude comparative et statistique, il semble que l'avantage penche plutôt du côté de la défense, pour peu que celle-ci soit « active », c'est-à-dire qu'elle ne s'endorme pas dans une douce torpeur attentiste, ou qu'elle ne se trompe pas de combat (par exemple en creusant des trous au lieu de répéter des contre-attaques, ce que fit la division française qui avait à défendre Sedan en 1940)[3].

Revenons à la cinématique générale de la défense. Pour arrêter l'ennemi, elle sera organisée en trois zones, déjà mentionnées ci-dessus :

- la zone des approches, où sera mené un combat de renseignement au profit de la phase suivante ;

- la zone de défense avancée, où l'ennemi sera freiné, usé, contre-attaqué, ou toute combinaison. L'idée étant de lui infliger l'attrition maximale, en concédant du terrain ;
- la zone de défense ultime, où l'ennemi finira par être arrêté.

Il y a donc une zone éloigné où l'action de ralentissement sera faible, voire quasi-nulle ; puis une zone de freinage « dur », où l'ennemi devrait subir une forte attrition et dissiper l'essentiel de son énergie cinétique ; enfin une zone d'arrêt, de choc frontal, où l'ennemi perdra toute son énergie résiduelle. Même s'il ébrèche ou pénètre partiellement le dispositif, son attaque a consommé tous ses moyens. Englué dans la défense, épuisé par ses efforts, il s'arrête et adopte à son tour une posture défensive (nous reviendrons sur cette transition cruciale).

2.2.2. Le choix du moment

En raisonnant de l'amont vers l'aval, le défenseur peut placer son effet majeur aux moments suivants :

- **Dès le combat d'approche, pour déséquilibrer l'assaillant au premier contact**

Cela suppose un net avantage en renseignement au profit du défenseur, ou une absence réciproque de renseignement telle que le simple fait de choisir le terrain apporte un avantage conséquent. Dans cette hypothèse, l'effet majeur consiste à « devancer sur telle ligne ».

Généralement, le combat ne porte que sur la reconnaissance ou l'avant-garde ennemie, et non sur son échelon principal. C'est pourquoi cette famille d'effets majeurs ne correspond pas, en principe, au combat principal, mais plutôt à un préliminaire. Il serait étonnant qu'une telle action décide de la bataille.

- **Lors de la transition du combat d'approche à celui de défense avancée**

Cette phase est toujours critique pour le défenseur. Elle correspond, par exemple, au recueil d'un élément de jalonnement, suivi de la prise de contact avec le gros ennemi.

En ce cas, pour l'unité qui passe la main, l'effet majeur correspond à l'action de combat qui assurera au mieux la transition : le combat par lequel elle s'assure du maximum de liberté (un dernier coup d'arrêt, une contre-attaque pour se donner de l'air).

La doctrine soviétique privilégiait l'emploi de « détachements avancés » (DA) destinés à accepter un combat « dur » en zone des approches, mais surtout, au moment de la transition. Le DA se positionne là où il ne peut être négligé, afin de contraindre l'assaillant à une manœuvre en bonne et due forme. Si celle-ci est menée avec compétence, le DA rompt le contact avant d'avoir essuyé la tempête ; si la manœuvre est hasardeuse, alors le DA peut s'accrocher ou servir de pivot de manœuvre à son propre supérieur.

Voici comment on pourrait formuler la manœuvre :

> En vue de rompre le contact dans les meilleures conditions,
>
> - je veux donner une contre-attaque de dégagement sur son avant-garde, sur telle ligne (la ligne dite « de rupture du contact ») ;
> - à cet effet, adoptant le dispositif en cours de jalonnement :
>
> Temps 1 : donner un coup d'arrêt sur la pointe d'avant-garde (par un DA),
>
> Temps 2 : contre-attaquer sur l'avant-garde (EFFET MAJEUR),
>
> Temps 3 : rompre le contact et être recueilli.

• Pendant le combat de défense avancée

Il a déjà été dit qu'il est, en théorie, le seul combat décisif. Aussi l'éventail de choix est-il plus étendu :

- dès le début du combat de zone avancée ;
- lors d'une phase particulière, généralement induite par le terrain (franchissement de coupure, de zone urbanisée...) ou par une

manœuvre prévisible de l'ennemi (engagement d'un échelon, de la réserve...) ;

- en fin de combat de zone avancée, ce qui correspond à la transition, identique, dans le principe, à la transition précédente.

La forme de cette action décisive peut être un coup d'arrêt ou une action statique plus dure, une contre-attaque...

Voici comment on pourrait formuler la manœuvre, qui sera inspirée du choix de Napoléon pour défendre une rivière[4] :

> En vue d'assommer l'ennemi,
>
> - je veux le détruire en deux temps, enjambant la rivière ;
> - à cet effet, partant du dispositif actuel (tête de pont rive ennemie) :
>
> | | |
> |---|---|
> | Temps 1 : | laisser l'ennemi se dissocier à la faveur du franchissement, fixer sa tête de pont, |
> | Temps 2 : | passer en force rive ennemie et détruire son deuxième échelon (EFFET MAJEUR), |
> | Temps 3 : | achever la destruction du premier échelon isolé rive amie, |
> | EMD : | selon le résultat, rétablir le dispositif initial ou relancer dans sa profondeur (transition à l'offensive). |

• Pendant le combat de zone de défense ultime

Il serait étonnant qu'il soit décisif, pour les raisons invoquées plus haut. Néanmoins, on pourrait concevoir un effet majeur qui serait le dernier spasme, espérant inverser la spirale de la défaite annoncée. Ce pourrait être l'ultime contre-attaque, par exemple. Pour autant, une telle utilisation de l'effet majeur contredirait notre discours... Et surtout, les occurrences de défense victorieuse grâce au tout dernier combat paraissent très rares, dès lors qu'on exclut les victoires dues à une intervention extérieure. Il faut

s'appeler Hitler pour croire que la bataille de Berlin peut encore renverser le sort de la guerre.

2.3. Les formes de défense

2.3.1. Défense en profondeur

La défense en profondeur est assez explicite pour ne pas justifier un long développement. Elle est organisée en positions fortifiées, se soutenant mutuellement, créant une zone continue d'obstacles et abritant des forces de contre-attaque.

La défense en profondeur, à base de positions aménagées, est l'équivalent du mur, absorbant l'énergie par effet de masse. Il n'y a guère de subtilité dans ce combat. Il s'agit d'accumuler les obstacles, de multiplier les positions défensives (capables de se défendre tous azimuts), de préparer les contre-attaques, et surtout, d'accumuler les moyens (artillerie, avions, chars, fantassins).

Rares sont les conflits récents n'ayant pas vu la mise en œuvre de tels procédés.

Koursk, la plus grande bataille de chars de l'histoire (juillet 1943)

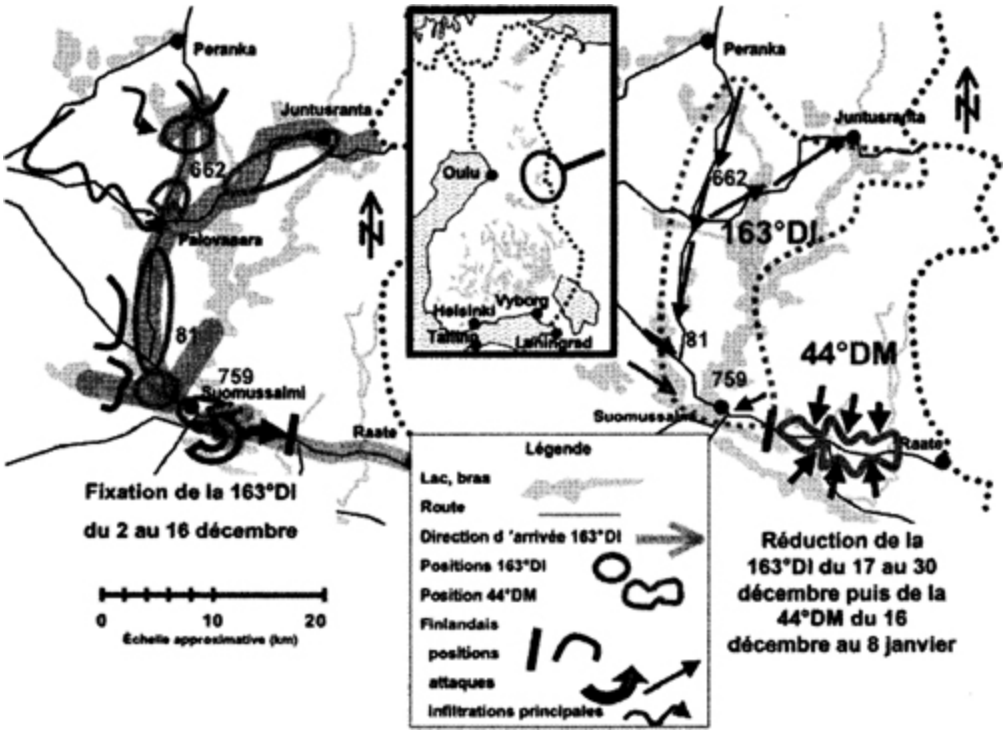
Le cas le plus achevé d'une défense en profondeur est donné par la bataille de Koursk (pour les Allemands : opération Citadelle), les 5-10 juillet 1943. qui vit les Soviétiques organiser le saillant de 120 km de front sur 30 km de profondeur, en lignes successives. 2 millions d'hommes. (6 000 chars. 4 000 avions s'y opposèrent, jusqu'à ce qu'une contre-offensive soviétique, partie d'Orel, au nord, le 15 juillet, mette un terme à la plus grande bataille de chars de l'Histoire. Chaque camp perdit environ 50 de ses chars, plus de 350 000 hommes y moururent. L'avancée allemande, sur deux axes, n'excéda pas une douzaine de kilomètres au nord, et une trentaine au sud.

2.3.2. Défense d'arrêt

La défense d'arrêt est, à un échelon supérieur, le coup d'arrêt évoqué précédemment. La défense d'arrêt peut s'appuyer sur une position aménagée (en profondeur), ou sur un môle de manœuvre défendu à l'aide de contre-attaques.

Nonobstant, l'élévation d'un niveau tactique distingue le coup d'arrêt de la défense d'arrêt. En effet, celle-ci se joue sur les trois zones de défense, puisqu'en finale, elle doit interdire une ligne. Le combat des approches est un préalable qu'il est imprudent de négliger ; le combat de défense avancée correspond à une zone de compression où l'ennemi va perdre sa vitesse, progressivement ou par à-coups ; enfin, le combat de défense ultime est celui mené sur la ligne d'arrêt, sans esprit de recul (pour la durée imposée, évidemment).

La défense d'arrêt est tout à fait comparable au butoir sur une voie ferrée : à l'issue de la zone de compression, il y a arrêt.



En attaque : Général de corps Dashitsev, 40 000 hommes (2 divisions)
En défense : Colonel Siilasvuo, 9 000 hommes (1 division de circonstance)

SITUATION GÉNÉRALE

La guerre d'Hiver 1939-1940

Le Pacte Ribbentropp-Molotov laisse la Finlande seule, face aux exigences de Staline, obsédé par la sécurité de Leningrad, qui propose un échange de territoire et des garanties que le gouvernement d'Helsinki, échaudé par la brutale annexion des pays baltes, ne peut accepter. L'Union soviétique, prétextant une agression sur Leningrad, déclenche l'invasion, le 30 novembre 1939. Un pays de 160 millions d'habitants lance son armée contre une petite nation de 3 millions d'habitants.

Contre toute attente, la Finlande résiste héroïquement jusqu'en mars 1940, lorsque, abandonnée du monde entier, elle doit céder des pans entiers de sa frontière à l'agresseur. Toutefois, l'énormité des pertes subies par l'Armée Rouge, ainsi que la démonstration de lacunes critiques, ne sont pas sans influence sur l'appréciation que fera Hitler du « colosse aux pieds d'argile ».

Mouvements préliminaires

La petite armée finlandaise attend l'effort soviétique dans l'isthme de Carélie, qui sépare le fond de la Baltique du lac Ladoga. Une pénétration par la rive nord du lac est aussi exécutée par l'assaillant. Tout au nord, au-delà du cercle arctique, les Soviétiques s'emparent de la presqu'île de Kola, privant la Finlande de son débouché sur l'Arctique, le port de Petsamo (Petchenga, en Russie, aujourd'hui). Bien qu'elle ne puisse s'opposer à cette conquête, la petite milice du Grand Nord harcèle très efficacement l'agresseur et interdit l'exploitation vers le sud.

Au centre, la pénétration menée par le 47^{e} Corps a pour objet de couper la Finlande en deux à hauteur du port d'Oulu. Engagée en premier échelon sur deux axes, la 163^{e} Division d'infanterie doit s'emparer d'un espace de manœuvre chevauchant le carrefour lacustre de Suomussalmi, à partir duquel la 44^{e} Division motorisée pourra déboucher en direction du golfe de

Botnie. Dans la région de Suomussalmi, une unité de mobilisation couvre 50 km de frontière avec 1 600 hommes aux ordres du lieutenant-colonel Kyander. Le 2 décembre, entrant par Juntusranta, le 81e Régiment de la 163e Division approche le nœud de Suomussalmi par le nord, au prix de durs combats. Dans son sillage, le 662e RI élargit son dispositif vers le nord-ouest, avant d'être arrêté devant Peranka. L'axe d'attaque secondaire de la division (759e RI) prend l'itinéraire le plus direct, est-ouest, par le poste frontière de Raate.

Initialement incrédule, le commandement finlandais réagit finalement, à partir du 5 décembre, en dépêchant les réserves du commandement régional Nord. Néanmoins, le 8 décembre au soir, la 163e Division a effectué sa jonction à Suomussalmi, repoussant les défenseurs au sud des lacs bordant la bourgade. Elle semble se contenter d'organiser sa position le 9, et une attaque vers le sud, le 10, vers le ferry de Haukipera, est repoussée.

Au moment où les Finlandais s'y attaquent, elle occupe un dispositif en L couvrant Suomussalmi : au sommet du L, étalé entre la frontière et l'ensemble de carrefours de Palovaara, le 662e RI ; à la base de la branche verticale du L, devant Suomussalmi, orienté plein ouest, le 81e RI. La branche horizontale du L est formée par le 759e RI, arrivé de Raate, et qui tient le bourg.

Dans la bataille

Déroulement d'ensemble

Le 8 décembre au soir, une brigade est constituée sous les ordres du colonel Siilasvuo, avec pour mission de « détruire l'envahisseur »[5]. Sa force est un conglomérat de réserves récemment arrivées et de survivants épuisés après une semaine de combats. Elle interdit la rive sud, face à la 163e Dl qui vient d'adopter une posture défensive. Siilasvuo décide d'une attaque pour le 11 décembre, un large débordement par l'est, visant les arrières du 759e RI, arrivé par Raate. Du 12 au 14 décembre, le 759e RI est recroquevillé dans le village de Suomussalmi, sur 2 km^2. La nuit suivante, au nord, une attaque du 662e RI sur Peranka est repoussée. Ce même jour on apprend qu'une nouvelle unité soviétique progresse depuis Raate (la tête de la 44e

DM). La course de vitesse est engagée sur Suomussalmi. Du 15 au 20 décembre les Finlandais s'épuisent en attaques directes.

Simultanément, Siilasvuo s'acharne à couper la route nord, mais ne parvient qu'à la harceler de plus en plus près, entre le 17 et le 26 décembre. Le 16, la température est descendue sous – 30 °C.

Entre-temps (17 décembre) la 44e Division motorisée est arrêtée à dix kilomètres de la 163e Dl : 300 Finlandais empêchent la jonction. Le 22 décembre, sous les contre-attaques incessantes, la division adopte une posture défensive. Les 24 et 25 décembre, la 163e Dl tente de briser l'encerclement vers l'est, mais, accablée depuis deux semaines, elle ne dispose plus d'assez d'infanterie pour presser ses attaques. Le 28, un large débordement parvient à couper la route au nord du lac de Kiantajarvi : cette fois-ci, la 163e Dl est isolée.

Le 29, la résistance s'effondre, l'un après l'autre, du sud vers le nord, les points d'appui sont abandonnés. La poursuite des fuyards est engagée le 30, transformant la retraite en désastre. Le 30 décembre, la 163e Dl a vécu.

Le 1er janvier, Siilasvuo se retourne vers le sud.

La 44e DM subit un sort similaire, étalée sur trente kilomètres d'une très mauvaise piste. Découpée en tronçons de plus en plus petits, la division est détruite à partir du 2 janvier. Le 8, toute résistance organisée a cessé.

Sur l'ensemble des combats, les Finlandais auront à enterrer 27 500 cadavres. Ils ont fait 1 300 prisonniers et capturé un imposant matériel de guerre, dont ils feront bon usage en 1941 (la guerre de Continuation). Eux-mêmes ont perdu 900 morts et 1 770 blessés, sur un effectif total engagé de 9 000 environ. Un taux de pertes considérable, témoignant de leur acharnament

ACTION SIGNIFICATIVE : LA TACTIQUE DU *MOTTI*

Le cas le plus édifiant est celui de la 44e Division motorisée, intégralement détruite entre le 2 et le 6 janvier, par un découpage successif qui prendra le nom de « tactique du *motti* », le *motti* étant l'action de tronçonnage du bûcheron. D'une part, étant bien plus mécanisée que sa

devancière, elle est paradoxalement moins adaptée au combat qui va lui être livré, à très courte portée ; d'autre part, parce que les Finlandais, instruits par l'expérience d'un mois de combat face à la défunte 163e Division, ne commettent pas les mêmes erreurs (comme celle d'envoyer une compagnie mener une pénétration de cinq jours, par un froid arctique, sans aucune possibilité de s'abriter ni de manger chaud).

Une fois la division arrêtée, par embouteillage derrière l'élément de tête, la destruction s'appuie essentiellement sur un harcèlement extrêmement actif (le *sissi)*.

La colonne immobile est observée par des piquets qui doivent s'approcher à quelques dizaines de mètres, à cause de la forêt. Les itinéraires d'accès aux postes d'observation sont reliés à une rocade qui finit par boucler tout le dispositif, et qui est en retrait de la piste de quelques mouvements de terrain (500 à 1 000 mètres). Des attelages de rennes tractent des équipes de skieurs sur des traces gelées grâce à l'eau pompée depuis les lacs proches. Mobiles, silencieuses, les équipes de harcèlement opèrent ainsi librement sur le pourtour de la division.

Pour voir à quelque distance, les snipers s'accrochent dans les arbres et guettent les officiers, les radios, les corvées de bois et de cuisine pendant les six heures de jour de l'hiver sub-arctique. Cette technique sera tellement répandue que les Soviétiques parleront des « coucous ». Une autre cible de choix est tout ce qui permet de se réchauffer et de cuire les aliments, notamment les cuisines roulantes. La nuit, les mortiers finlandais (des lance-patates de petit calibre) et les rares mitrailleuses tirent sur les rougeoiements des feux des Soviétiques cherchant à lutter contre le froid extrême.

C'est donc l'exposition brutale au froid qui détruit la division en quelques jours, bien plus que l'action directe des Finlandais. Siilasvuo préfère éviter la répétition des attaques coûteuses qu'il avait dû engager contre la 163e Dl. Il peut s'offrir ce luxe car la 44e DM est seule désormais.

ENSEIGNEMENTS

Le choix tactique de Siilasvuo, pour son attaque du 11 décembre, s'est avéré déterminant : il a attaqué la colonne par l'arrière, refoulant les

assiégés plus loin de leur base, coupant la voie de communication la plus directe, et prévenant la jonction avec l'échelon suivant. Au demeurant, les combats de Suomussalmi des 7 et 8 décembre ont eu fortuitement l'effet de concentrer la 163e Dl vers l'avant, ouvrant l'intervalle repéré sur ses arrières.

ANECDOTE OU ENSEIGNEMENT INCIDENT : DURER EN CONDITIONS ARCTIQUES

Outre les aspects tactiques de la bataille de Suomussalmi, la gestion des hommes présente un intérêt considérable. Les Finlandais aussi sont exposés au froid, alors qu'ils entretiennent un harcèlement H24. Comment s'en préservent-ils ?

À la grande différence des assiégés, les Finlandais sont mobiles. Un système de rotation est organisé, grâce auquel les hommes ne passent pas plus de deux heures exposés. Ainsi, après une faction ou une patrouille de deux heures, les équipes d'observation sont repliées à proximité de la rocade, dans des cahutes où elles peuvent récupérer un peu. Après une deuxième faction, elles rejoignent un abri plus conséquent, avec un feu, où elles mangent chaud et peuvent dormir pendant quatre heures. Tous les deux ou trois jours, elles profitent d'un sauna installé sur la rive d'un lac.

2.3.3. Défense d'usure

Cette tactique s'apparente à celle du boxeur surclassé qui vient dans les bras de son adversaire pour échapper à ses coups. Elle permet à un défenseur initialement très défavorisé en puissance de feu, de neutraliser une large part de l'avantage adverse. Son intérêt essentiel est de dégrader considérablement le commandement et contrôle (C2) de l'assaillant, en multipliant les menaces, en le privant de la libre disposition de zones essentielles (par exemple, essentielles à ses déploiements d'artillerie), en plaçant sous menace toute une masse de forces qui n'y sont pas culturellement habituées (notamment les unités logistiques).

Pour le défenseur, se pose aussi le problème du C2. Mais il bénéficie de l'avantage inhérent à celui qui a choisi, et qui a donc pris les mesures

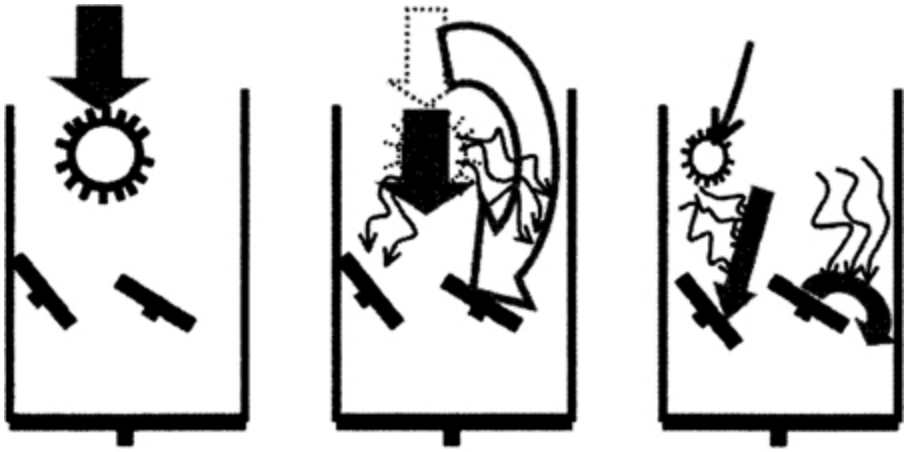
palliatives essentielles. Il peut même acquérir la surprise tactique lorsque ce procédé sera dévoilé (à la première attaque... sur les arrières !).

Ce type de combat nécessite absolument un commandement subalterne doué d'esprit d'initiative, acceptant le combat tous azimuts, du faible au fort, et capable de gérer l'interarmes, car les unités laissées dans la profondeur doivent être interarmes pour ne pas présenter de vulnérabilité irrattrapable.

La défense d'usure est assez typiquement française. Elle accepte le combat imbriqué, ce qui suscite chez nos alliés une certaine incompréhension, ou de la réticence, voire du dégoût...

D'une façon générale, ce type de combat s'applique d'autant mieux dans un espace de manœuvre très contraint, de type urbain, forestier, voire montagnard.

Les Soviétiques ont assez souvent pratiqué la défense d'usure, par exemple à Stalingrad, où la notion de front linéaire a été volontairement gommée.



La défense d'usure se pratique dans une zone qui sera contestée à l'assaillant et qu'on accepte de céder en finale : c'est donc un combat typique de la zone de défense avancée. À l'arrière de cette zone, il doit y avoir un « fond de tiroir », une zone où sera pratiquée la défense d'arrêt, et à l'abri de laquelle seront déployés la base arrière et les appuis au bénéfice de la force.

Dans la zone de combat, les unités subordonnées pratiquent le coup d'arrêt, la défense ferme, la contre-attaque, le harcèlement... Elles

s'exfiltrent hors des positions d'arrêt avant que l'ennemi n'ait le temps de les attaquer, mais lui imposent pour autant de mener toute la manœuvre en règle. Plus mobiles et agressifs, les petits détachements s'attaquent, à travers toute la profondeur du dispositif, à toutes les unités moins aptes au corps à corps, notamment l'artillerie et la logistique. À l'aide de missiles sol-air portables, ils entretiennent l'insécurité dans la profondeur pour les aéronefs adverses.

Dans le cas illustré ci-dessus, une première position est abandonnée avant son attaque en force, les manœuvres de contournement se heurtent à des coups d'arrêt et sont harcelées sur leurs arrières. Une unité qui arrive ensuite est arrêtée à nouveau par une petite résistance temporaire.

Dans la défense d'usure, l'assaillant consomme son énergie, mais par petits paquets, en saignant de mille petites blessures, plutôt qu'en un grand choc paroxystique. L'absorption d'énergie est répartie dans l'espace, dans le temps, et surtout, sur une part supérieure de la force adverse. Ce n'est pas là le moindre de ses avantages.

En effet, la défense d'usure consentie et recherchée oppose des unités aguerries et agressives à toutes les unités de l'assaillant. C'est-à-dire, non seulement à sa pointe de diamant, mais aussi à ses appuis et à sa logistique, dont la mission principale n'est pas, évidemment, le combat de mêlée, voire l'empoignade féroce qu'affectionnent les unités accoutumées au combat de contact. Outre l'aspect culturel, leur organisation n'est pas adaptée à ce combat. Ce facteur simple explique pourquoi le combat d'usure bien mené engendre une attrition très différenciée, et pourquoi, à volume de pertes égal, cette attrition pèse beaucoup plus sur la cohérence d'ensemble de l'assaillant. La dégradation de ses moyens en artillerie, par exemple, le prive de l'arme qui génère le plus de pertes ; celle de son génie a souvent des conséquences dramatiques, car ces unités spécialisées sont toujours en nombre limité alors qu'il y a des actions de combat qu'on ne peut pas accomplir sans elles, tout simplement ; enfin, s'attaquer au soutien logistique (au sens large : maintenance, ravitaillement, circulation...) altère profondément l'aptitude au combat soutenu, d'autant plus qu'il s'agit là du soutien logistique de proximité, de première urgence.

Même sans avoir subi de pertes numériquement considérables, l'assaillant perd une forte proportion de ses moyens de nuire, et notamment,

de la capacité de renouveler ses attaques, de basculer son effort, bref, de manœuvrer. La défense d'usure englue l'assaillant plus qu'elle ne le blesse.

À l'issue de ce combat, soit les éléments sont recueillis par le dispositif d'arrêt, soit une contre-attaque vient les chercher.

2.3.4. Défense mobile

Il y a souvent des contresens sur cette notion de défense mobile, qui consiste, « pour une grande unité de niveau tactique, [à] combiner dans une certaine profondeur, des actions de jalonnement, de freinage, de coups d'arrêt et de contre-attaques blindées dont le résultat est l'abandon de terrain à l'ennemi avec pour but :

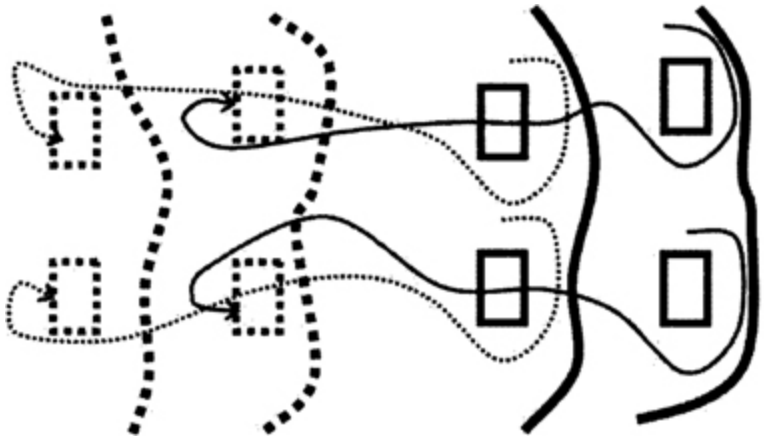
a) d'affaiblir l'adversaire en lui infligeant des pertes tout en préservant au mieux le potentiel ami engagé ;

b) de ralentir et souvent de canaliser sa progression ;

c) de gagner ainsi des délais et préparer une reprise de l'offensive par l'engagement de forces initialement réservées[6] ».

On ne parle pas de défense mobile quand la profondeur de l'action permet tout juste au premier échelon de se replier sur le second...

Il y a défense mobile lorsque *l'ensemble de l'unité* considérée effectue une *translation.* La défense mobile s'effectue sur plusieurs espaces de manœuvre de l'unité considérée. Elle se compte parfois en centaines de kilomètres.



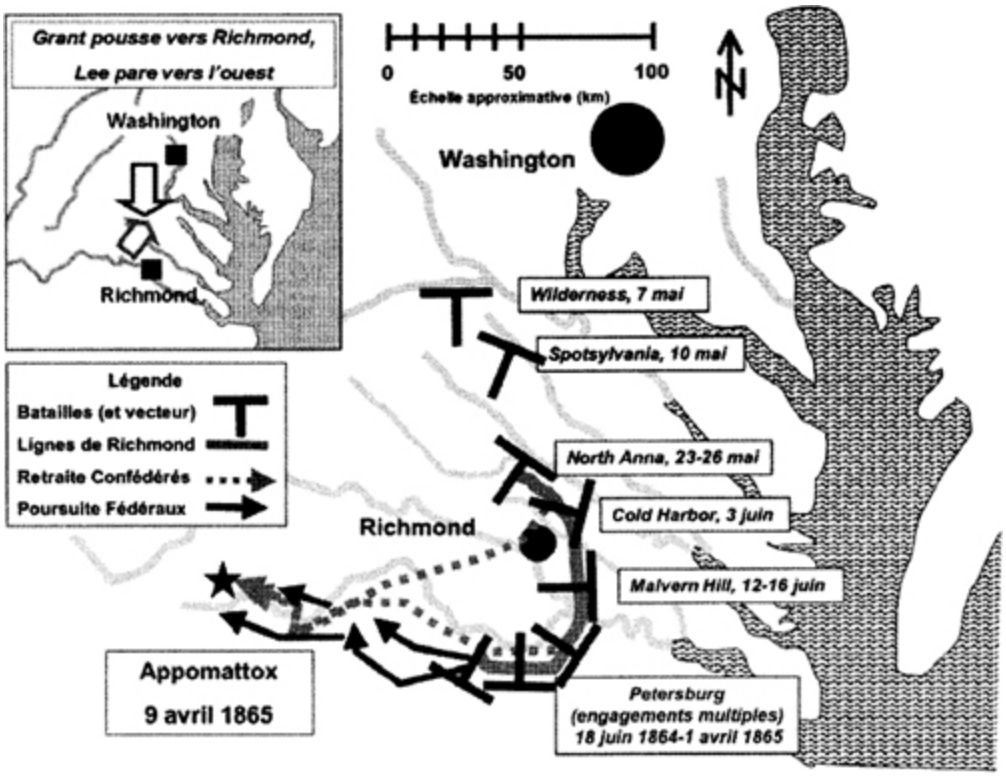
Dans le schéma ci-dessus, l'unité qui pratique la défense mobile opère en deux échelons successifs et alternatifs. Lorsque *les deux* échelons ont chacun marqué un bond, l'ensemble ayant réalisé une translation, on peut dire que l'on se trouve dans le cadre de la défense mobile. La défense mobile est très exigeante en termes de qualité du C2, car il s'agit toujours de manœuvrer plus vite que l'ennemi, pour ne pas se laisser accrocher et réduire sur place.

Dans son essence, la défense mobile accepte le combat lorsqu'elle dispose du rapport de force local conforme, sur un espace de manœuvre choisi, et refuse le combat dans les autres cas. Mais pour refuser le combat, il faut pouvoir manœuvrer plus vite que l'ennemi.

Un facteur à retenir pour l'assaillant : la sélection naturelle s'applique pour une armée qui pratique la défense mobile. En effet, elle perd d'abord ses éléments les moins rapides, les moins performants, les moins tenaces. Au fil des semaines, le niveau qualitatif des défenseurs s'accroît, tout simplement par décantation.

La campagne de Richmond-Petersburg,
été 1864-printemps 1865

Un exemple très parlant de défense mobile est celui de la campagne de Richmond, du Rapidan au siège de Richmond, à l'été 1864. L'armée de Lee a effectué une translation de 120 km. en cinq batailles: Wilderness, 7 mai 1864 : Spotsylvania. 10 mai ; North Anna. 23-26 mai : Cold Harbor. 3 juin : James River, 12-16 juin et finalement Petersburg. 18 juin 1864. qui résistera à tous les assauts jusqu'en avril 1865, lorsque, à force d'étirer la ligne, Grant finit par la contourner par le sud.



En attaque : Général Grant, 100-150 000 hommes
En défense : Général Lee, 50-60 000 hommes

SITUATION GÉNÉRALE

Vers la fin de la guerre de Sécession

La guerre dure depuis quatre ans. L'armée fédérale n'est pas parvenue à faire cesser « la rébellion », malgré les succès de 1863 (Vicksburg et Gettysburg notamment). Les États-Unis rentrent en campagne présidentielle. Pour soutenir le candidat de la paix opposé à Lincoln et prêt à reconnaître la sécession, il importe au plus haut point, pour le président sudiste Jefferson Davis et son général en chef Lee, de démontrer que malgré tous ses efforts et nonobstant ses victoires, le Nord ne peut soumettre le Sud. Inversement, pour Grant, il s'agit d'abattre la résistance sudiste à temps pour encourager le « parti de la guerre ».

La campagne de Richmond-Petersburg

L'idée de manœuvre de Grant est simple à défaut d'être subtile. Elle vise la démolition, pièce par pièce, de l'armée de Lee. Pour la forcer à combattre,

l'armée commandée par Meade pousse sans relâche en direction de Richmond, la capitale du sud. Lee sera bien obligé de livrer combat, et de se livrer ainsi à l'usure imposée par les Fédéraux.

Inversement, Lee cherche à détourner l'armée fédérale de son objectif politique – Richmond – sans pour autant courir le risque d'une bataille décisive. Pour Lee, H faut que son armée existe encore, sur le terrain, face à l'armée fédérale, en novembre, mois des élections.

Au total, du 5 mai (Wilderness) au 30 octobre 1864 (Boydton Plank Road), les deux armées livrent 28 engagements, dont cinq mobilisant plus de deux-tiers de chaque armée. L'armée fédérale (Grant) aligne 100 à 150 000 hommes, face à l'armée confédérée (Lee) dont l'effectif global oscille entre 50 et 60 000. Les pertes totales s'établissent à 65 000 environ pour Grant, contre 35 000 pour Lee – le problème étant que les états du sud ne peuvent guère remplacer ces pertes.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble : une campagne en cinq actes

Le rouleau compresseur fédéral prend son mouvement le 5-7 mai, à la bataille de la Wilderness. Lee pare une tentative de débordement sur sa droite, en basculant son aile gauche au moment le plus opportun. L'avance fédérale est arrêtée, mais Lee se doute que Grant va chercher à le contourner.

Anticipant ce mouvement, il recule de 20 kilomètres, juste à temps pour bloquer la tentative fédérale devant Spotsylvania (action majeure le 10 mai -les combats s'échelonnent du 8 au 21 mai).

Il fait preuve de la même divination en parant le débordement suivant, quand il recule à nouveau de 40 kilomètres pour venir interdire le franchissement de la North Anna. Du 23 au 26 mai, Grant fait tâter la position mais flaire le piège (une défense très subtile, en échelon refusé[7]), et cherche sa chance ailleurs.

À nouveau Lee le précède, livrant combat à Cold Harbor (3 juin), après un nouveau bond rétrograde de 45 kilomètres. L'attaque trop frontale, ordonnée par un Grant excédé, débouche sur un massacre (8 000 Fédéraux

pour moins de 1 000 Confédérés). Ce carnage a un effet durable : il refroidit considérablement les ardeurs des régiments fédéraux, et affuble Grant d'une solide réputation de boucher, facilement dispendieux du sang de ses hommes.

Deux nouveaux débordements sont tentés : sur la James River, du 12 au 16 juin (de retour sur les champs de bataille de la Peninsular Campaign aux résultats désastreux, en 1861[8]), les attaques hésitantes des Fédéraux ne suffisent pas à briser l'armée de Lee – c'est l'effet Cold Harbor. Plus au sud, à Petersburg, le 18 juin, même constat d'échec. Ces deux coups de faux ont amené la bataille 45 kilomètres plus au sud.

Jusqu'en juillet (bataille du Cratère, le 30[9]), l'armée fédérale s'acharne à percer une ligne de retranchement continue, avec fils de fer barbelé, qui annonce déjà la Grande Guerre. Le 30 octobre, à Boydton Plank Road, la tentative de débordement d'une ligne en constante extension est sèchement rejetée. Les deux camps s'installent pour l'hiver.

Ce n'est qu'en avril suivant (1865), Lincoln ayant remporté les élections, que Grant, à force d'étirer la ligne de Lee autour de Richmond, finira par la tourner et contraindre son adversaire à la dernière retraite, conclue à Appomattox (9 avril).

Phase d'intérêt pour la démonstration

L'armée de Lee a donc parcouru, en quatre bonds, la centaine de kilomètres la séparant de sa capitale, Richmond. Surtout, s'appuyant sur les lignes intérieures, elle a progressivement changé d'orientation, face au nord initialement, face à l'est finalement. Elle a imposé à Grant, repoussé à l'extérieur du virage, de parcourir près de 150 kilomètres, pour finir complètement englué dans le réseau des défenses de Richmond, pris au piège d'une ligne fortifiée de 50 kilomètres d'étendue.

La campagne est entamée le 7 mai, avec 130 000 Fédéraux opposés à 69 000 Confédérés. Lorsque la ligne se stabilise, fin juillet, les pertes cumulées s'établissent à 100 000 hommes, et, compte tenu des renforcements, il reste 50 000 hommes à Lee et le double à Meade. Démentant le constat habituel, grâce à l'habileté de Lee et à l'acharnement de ses subordonnés, les pertes

infligées à l'assaillant sont le double de celles du défenseur, mais même dans ce cas, elles n'ont pas d'effet bénéfique sur le rapport de force.

ACTION SIGNIFICATIVE : LES BASCULES DE LEE

À chaque confrontation, Lee oppose deux corps d'armée à trois ou quatre. Le contact initial le force à engager ses deux corps. Théoriquement, il est démuni face à un débordement mené par une nouvelle unité fédérale. En pratique, par son analyse de la manœuvre adverse, Lee devine le mouvement avant qu'il ne se lance et fait décrocher son aile gauche. Celle-ci ripe derrière l'aile droite, qui fixe le pivot de manœuvre ennemi, puis vient étendre le dispositif à sa droite, bénéficiant de l'avantage de la vitesse sur les Fédéraux, qui opèrent à l'extérieur du cercle. Ainsi, chaque débordement de Grant tombe sur une défense installée.

ENSEIGNEMENTS

Pour autant, Grant, qui vise l'affaiblissement progressif de Lee, obtient le résultat voulu : contrainte à des combats continuels, entrecoupés de marches de nuit harassantes, suivies de travaux de terrassement précipités, l'armée de Virginie est en limite de rupture pendant tout l'été 1864.

Autres aspects : une armée en fin de contrat

Une autre limite temporelle pèse lourdement sur les décisions de Grant : la moitié de son armée sera en fin de contrat pendant l'été ! En effet, une très forte proportion de ses hommes a été engagée pour trois ans au moment de la vague de défaites de 1861. Une insistante campagne de rengagement est menée, mais l'effet Cold Harbor vient sérieusement doucher l'enthousiasme de nombreux soldats... L'armée de Grant subit, elle aussi, une forte attrition, même si elle n'a pas lieu sur le champ de bataille.

2.3.5. Harcèlement

Le harcèlement est une tactique de « petites » unités, généralement depuis le niveau du groupe de combat (une dizaine d'hommes) jusqu'au bataillon. Encore que la guerre d'Indochine ait vu le harcèlement pratiqué par des unités allant jusqu'à la division Viet Minh...

En soi, le harcèlement n'apporte pas la victoire. Il crée les conditions pour l'affrontement décisif. La campagne d'Espagne des armées napoléoniennes a vu l'invention du mot « guérilla », qui est le père spirituel du concept de harcèlement. Ceci dit, l'idée est presque aussi ancienne que la guerre.

Saladin pratiqua assidûment le harcèlement contre les Croisés, notamment avant le désastre de Hattin (4 juillet 1187), qui scella le destin des royaumes Normands d'Orient.

Le royaume de Corée pratiqua une défense de guérilla contre les Mongols, suffisamment efficace pour que le Grand Khan soit obligé de composer en se contentant de vassaliser la Corée – seul cas de victoire incomplète pour les Mongols, au sommet de leur puissance.

La Yougoslavie de Tito fondait son concept dissuasif sur la « défense populaire généralisée » (DPG), forme institutionnelle de guérilla. Une conséquence inopportune fut la surmilitarisation de la société yougoslave, un facteur majeur de l'éclatement et des violences qui suivirent. En l'occurrence, les stocks d'armes étaient dispersés à travers tout le pays, justement en vue d'une mobilisation locale massive, qui eut effectivement lieu. Tout comme pour une maladie autoimmunitaire, le système défensif se retourna contre l'organisme qu'il était censé protéger contre les menaces extérieures.

Le harcèlement est aux petits échelons ce que la défense d'usure est aux échelons supérieurs : une façon d'infliger mille blessures qui saigneront l'assaillant.

Les combats de la RC4, Indochine 1950

La Roule coloniale 4 (RC4) longe la frontière chinoise. Après la victoire de Mao en 1949. le Vietcong bénéficie du soutien entier de son puissant

voisin. Il devient nécessaire d'en finir une fois pour toutes avec la ligne des postes égrenés le long de la RC4. Sentant la menace, le commandement français donne l'ordre île replier les garnisons isolées sur Cao Hang, puis d'évacuer la ville et de ramener l'ensemble (accompagné des populations restées fîdèles) vers le delta. I a colonne Charton quille donc Cao Bang le 1er octobre 1950.Elle doit rencontrer à mi-chemin une colonne de secours, aux ordres du commandant Lepage. Ces deux colonnes l'ont l'objet d'attaques incessantes, les routes sont coupées, pour finir elles doivent emprunter des itinéraires de contournement de moins en moins praticables, étirant et dispersant irrémédiablement les moyens. Harcelées continuellement, les deux colonnes ne se retrouvent pas et s'effritent progressivement, avant d'être entièrement détruites, une semaine plus tard. C'est le premier grand succès du général Giap. Sur 6 000 hommes engagés dans les deux colonnes, seuls 700 rejoignent les lignes.

2.3.6. Flanc-garde : la défense entre deux mobiles

La flanc-garde place deux unités ennemies en mouvement, en situation incertaine, de défensive ou d'offensive.

L'unité de flanc-garde agit de façon autonome, mais lie son mouvement à celui du gros (elle cale son rythme sur lui).

La subtilité de ce combat réside dans l'angle formé par les deux vecteurs : vecteur de progression de l'unité, parallèle à celui de la force à couvrir ; vecteur de combat, perpendiculaire à la progression. Le mécanisme est fondé sur une rythmique complexe, étroitement synchronisée à la force couverte.

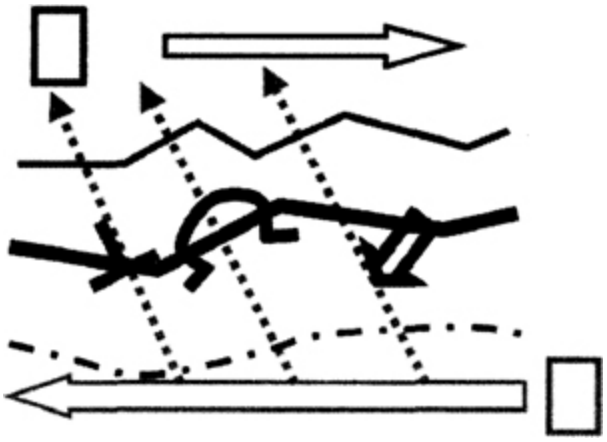
La flanc-garde agit sur un fuseau, échelonnée latéralement en trois composantes :

- au contact de l'ennemi, la ligne de surveillance (LS) a pour objet de déceler un éventuel changement de direction amenant l'ennemi à pénétrer la zone à couvrir ;
- la ligne d'arrêt (L.ARR) est une succession de positions favorables à une défense temporaire. L'illustration montre plusieurs possibilités,

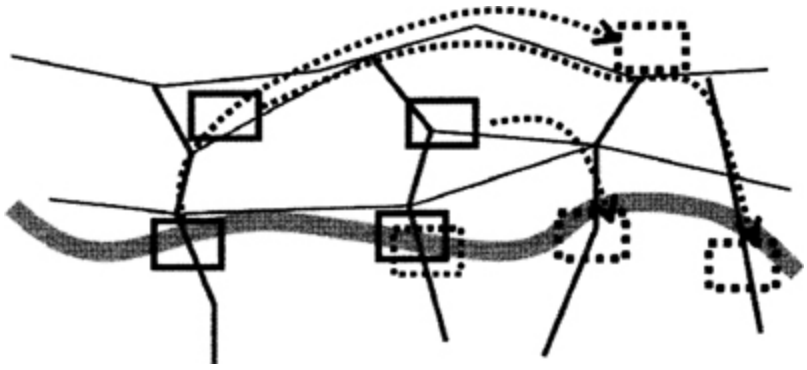
d'ouest en est : coup d'arrêt, défense ferme (en zone), contre-attaque (latérale). On aurait aussi pu concevoir du harcèlement ;

- en arrière de la ligne d'arrêt, la rocade de manœuvre (ou un réseau de manœuvre) permet à l'unité de flanc-garde de progresser, par bonds, hors des vues et des coups de l'ennemi.

L'unité de flanc-garde progresse par bonds, autant que possible en restant « équilibrée » face à la menace. Ce qui revient à dire, échelonnée, à cheval sur deux, voire trois itinéraires d'approche (des créneaux).



La manœuvre des pions est la suivante : partant d'une position défensive sur L.ARR, le pion le plus arrière décroche, rejoint la rocade de manœuvre, double tout le dispositif (repasse en tête), menant une reconnaissance à partir du moment où il a dépassé le pion le plus avant, prend une pénétrante qui le ramène sur L.ARR, adopte le dispositif défensif ordonné.



Ci-dessus, la ligne d'arrêt (L.ARR) est une ligne de crête (en grisé). Les routes en trait fin sont les rocades, les traits épais les pénétrantes. La ligne de surveillance n'est pas matérialisée, elle serait « au sud ».

Dans le dispositif de départ, en noir plein, l'unité de flanc-garde est en 2-2. Elle barre deux pénétrantes, et est échelonnée sur les deux. Ce dispositif « en carré » est le plus sûr.

Après que trois pions aient fait mouvement, l'unité a adopté le dispositif en tireté, qui est un 3-1. Trois pénétrantes sont barrées, mais le deuxième échelon est réduit à un pion (lequel, incidemment, assure aussi la couverture vers l'avant). Évidemment, ce dispositif couvre un front supérieur, mais au détriment de la sûreté de manœuvre.

En règle générale, l'unité type dispose de quatre pions identiques. L'interchangeabilité est assez importante puisque, justement, la manœuvre consiste en un échange permanent des rôles. Elle serait très compliquée s'il fallait de surcroît tenir compte de différences significatives dans les capacités de combat et la fluidité des pions.

La flanc-garde peut aussi se jouer avec une unité ternaire, qui « déformera le triangle » en permanence, mais ne pourra jamais s'appuyer sur un deuxième échelon très solide.

2.3.7. La retraite

Pour l'art de la guerre des Chinois, le trente-sixième stratagème, sur trente-six, c'est de prendre la fuite. À défaut d'obtenir quelque chose, on préserve la force pour l'avenir. Ce n'est pas « être défaitiste » que « se mettre en retraite », comme Joffre l'a bien démontré en août 1914. La difficulté est de préserver la cohésion de la force et suffisamment d'agressivité résiduelle pour qu'elle puisse reprendre l'offensive lorsque les circonstances seront devenues favorables.

La retraite se distingue de la défense mobile en ce qu'elle cherche à rompre le contact. En ce sens, la campagne d'août 1914 qui précède le sursaut de la Marne n'est pas une retraite – même si la plupart des armées françaises se replient – mais bien une défense mobile. L'armée française offre le combat quasiment chaque jour. Elle cherche à se dérober à la pression, pas au contact.

En revanche, la retraite de Russie en 1813 est bien une retraite : Napoléon cherche à mettre suffisamment de distance entre les restes de la Grande Armée et ses poursuivants pour pouvoir réorganiser son armée.

Du point de vue de l'assaillant, le fait que l'armée se mette en retraite marque la différence entre l'exploitation et la poursuite. Il s'agit donc, pour celui qui se met en retraite, d'éviter qu'elle favorise la poursuite de l'ennemi, qui porte en elle la menace de l'anéantissement.

Pour se mettre en mouvement, la force qui retraite doit maintenir son poursuivant à distance. Elle le fait généralement à l'aide d'un combat d'arrière-garde, exploitant un mouvement de terrain favorable. Plus légère et mobile que le gros du poursuivant, cette unité d'arrière-garde peut rompre le contact et se replier elle-même en jouant de sa mobilité supérieure. Pour autant, le poursuivant dispose lui aussi d'une fraction intrinsèquement plus véloce, dont la mission peut être de manœuvrer l'arrière-garde.

Un obstacle laissé entre poursuivant et poursuivi – par exemple, en coupant tous les ponts franchissant une rivière importante – permet souvent de gagner la journée cruciale pour se mettre hors de portée du poursuivant.

La route utilisée pour la retraite doit offrir la possibilité de se ravitailler. C'est souvent le cas pour une armée qui se replie sur sa ligne de communication.

À l'issue de la retraite, l'armée doit trouver un refuge sûr où elle pourra panser ses plaies et se réorganiser. Ce fut le cas en 1813, avec l'étonnant rebond de la Grande Armée, recréée en Allemagne, et encore capable de mener campagne pendant un an.

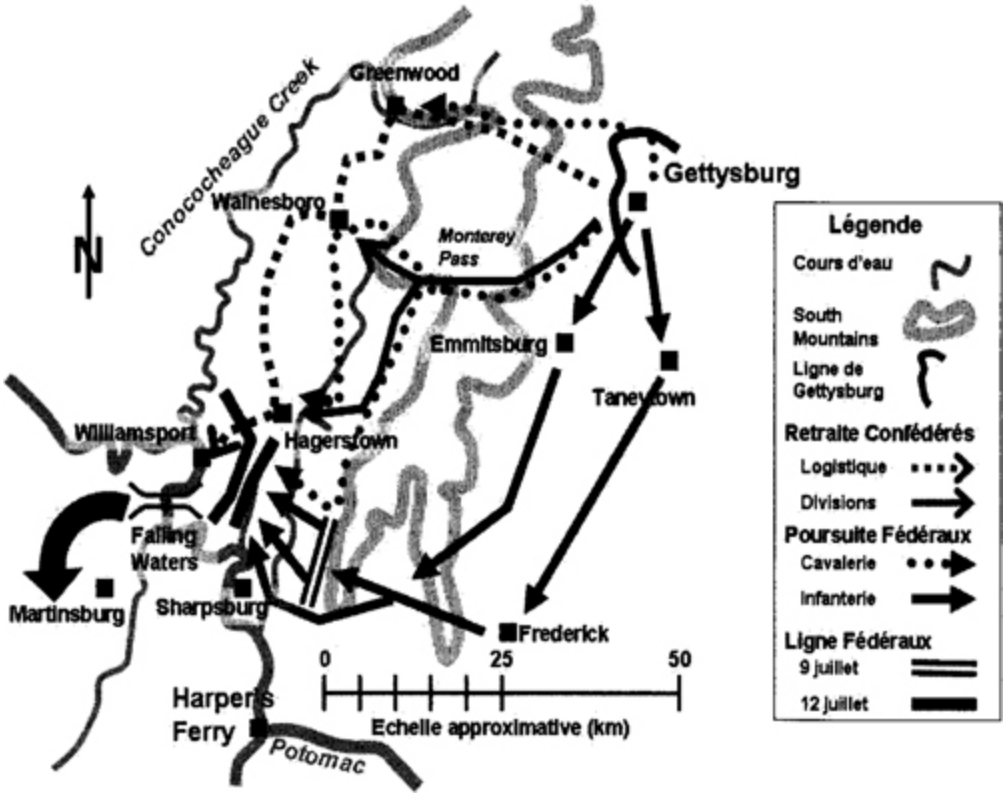
Paradoxalement, la retraite en pays ennemi préserve la cohésion de la force, en limitant la débandade. En revanche, en pays ami, elle multiplie les possibilités de désertion. Nombre d'armées en retraite se sont ainsi dissoutes comme neige au soleil.

Quelques retraites célèbres

Le maréchal de Belle-lsle est imprudemment aventuré en Bavière pendant la guerre de Succession d'Autriche. Suite à un changement

d'alliance, il doit quitter la place précipitamment, au cœur de l'hiver 1742-1743. Il réussit à rallier le Rhin, ramenant une force presque intacte exploit qui lui vaut une renommée éclipsant l'erreur initiale.

Évidemment, la plus décisive de l'histoire est la retraite de Russie (hiver IS 12-1813). Elle illustre surtout l'intérêt de bénéficier d'un bon itinéraire. Le matois Koutousof, par sa manœuvre de Maloyaroslavets, s'installe en une position inexpugnable sur cette autre route de repli, contraignant Napoléon à l'attaquer s'il souhaite forcer le passage, ou à reprendre un itinéraire dévasté s'il ne peut consentir ce combat. Ce faisant, il impose à Napoléon d'emprunter au retour le même itinéraire qu'à l'aller, condamnant sa troupe à une épouvantable disette à travers un pays ravagé où elle se fait décimer par une population al ide de revanche.



En attaque : Général Meade (Fédéraux), 80 000 hommes (Armée du Potomac)
En défense : Général Lee (Confédérés), 50 000 hommes (Armée de Virginie)

SITUATION GÉNÉRALE

Après le succès éblouissant de la Wilderness (30 avril-2 mai 1863), Lee tente de forcer le destin en pénétrant profondément dans le Maryland, contournant Washington et espérant amener l'armée fédérale à une rencontre dont il espère qu'elle pourrait décider du sort de la guerre.

La rencontre a lieu à Gettysburg, presque fortuitement. Pendant trois jours, du 1 au 3 juillet 1863, Lee redouble les attaques contre l'armée du Potomac dont le général Meade vient tout juste de prendre le commandement. Ayant échoué, et subi des pertes irrattrapables, Lee doit mettre un terme à la « campagne de Gettysburg » et sauver son armée aventurée en territoire hostile.

Au soir de Gettysburg, le 3 juillet 1863

Au soir du 3 juillet 1863, après l'échec sanglant immortalisé sous le nom de « charge de la Division Pickett », les deux armées demeurent pantelantes, comme assommées. Les pertes sont très lourdes, de part et d'autre. Surtout, après trois jours de marches et contre-marches, d'assauts et de contre-attaques, de tentatives de débordement et de réactions défensives inopinées, chacune des armées se trouve dans un état de désorganisation avancée. Outre les pertes directes - tués, blessés, prisonniers et disparus - nombre de soldats ont perdu leur unité dans la confusion de la bataille et errent de bivouac en bivouac à la recherche de leurs camarades, ou tentent le bon coup en maraudant, parfois jusque dans le camp opposé. Enfin, la proportion de généraux et d'officiers tués ou indisponibles est très élevée. Dans l'armée du Potomac, trois commandants de corps sur sept sont tués, 38 000 hommes manquent à l'appel sur les 90 000 théoriquement présents, dont 15 000 referont surface dans les jours suivants mais 23 000 seront définitivement perdus, pour cause de décès, blessure ou capture. En face, sur les 52 généraux de l'armée confédérée ayant franchi le Potomac un mois auparavant, 17 manquent à l'appel, dont cinq tués ou mortellement blessés, trois prisonniers, neuf blessés, auxquels s'ajoutent 18 colonels morts ou prisonniers. Un tiers de l'armée de Virginie est perdu, soit environ 28 000 hommes.

Avant la tombée de la nuit, Lee a précipitamment renforcé le centre de sa ligne avec ses dernières réserves, prêt à recevoir la contre-attaque que sa faiblesse semble inviter. Mais l'armée de Meade, tout étonnée d'avoir résisté

au choc, redoute encore « ce vieux renard de Lee ». Meade invite un conseil de guerre qui renforce sa conviction de ne pas tenter plus avant sa chance.

Au demeurant, deux actions mineures, dans l'après-midi, engagent chacune des parties à la prudence. Pour les Confédérés, un fort raid de cavalerie parti escadronner dans les arrières des Fédéraux, au nord-ouest du « hameçon » de Gettysburg, croyant hâter leur déroute, se fait sèchement raccompagner par la cavalerie fédérale. Au sud, une brigade de cavalerie fédérale prétend bousculer la ligne adverse et s'offre au massacre d'une infanterie installée qui n'en demandait pas tant. Ces deux échecs sanglants viennent tempérer les ardeurs des deux parties.

Les préparatifs de Lee

Dès la nuit du 3 juillet, Lee a résolu de quitter le champ de bataille. Encore faut-il que Meade le laisse faire. À la faveur de la nuit, rétractant son aile gauche enveloppant encore le nord de Gettysburg, il s'installe fermement sur Seminary Ridge. Simultanément, il donne ses ordres pour la retraite - des ordres précis, très détaillés, ne laissant aucune part à l'initiative.

Pour retrouver la sécurité en Virginie, l'armée confédérée doit se mettre à l'abri du fleuve Potomac, à 70 km au sud. Lee vise le secteur de franchissement emprunté à l'aller, entre Harper's Ferry et Williamsport. Il doit pour cela franchir la ligne de crête de la South Mountain, dont les itinéraires pourront être efficacement protégés par son arrière-garde. En revanche, la colonne lourde, transportant surtout les blessés, doit emprunter un itinéraire moins escarpé mais plus long car formant un coude à hauteur de Greenwood et Chambersburg.

Le départ de l'armée vaincue

Au matin du 4 juillet, les deux armées s'observent, de leurs crêtes respectives, à un ou deux kilomètres de distance. Les Confédérés attendent dans l'anxiété. Vers midi, malgré le mouvement en avant d'une brigade à Peach Orchard, lieu d'un combat déterminant du 2 juillet, il apparaît que l'armée fédérale n'a aucune intention d'attaquer. Vers 13 h, la pluie commence à tomber, mettant un terme à une longue semaine de chaleur

étouffante. Elle tombe de plus en plus dru, finissant en cataractes qui noient le champ de bataille, effaçant les traces du carnage et dissolvant la vision des lignes opposées sous un rideau grisâtre.

Dans l'après-midi, la colonne de blessés s'ébranle vers l'est, s'étirant sur une trentaine de kilomètres. Elle est commandée par le brigadier Imboden, le chef du train de ravitaillement, qui dispose de 2 000 hommes, essentiellement les équipages de ses wagons. Les 8 000 blessés transportables, chargés dans les wagons de ravitaillement ou des chariots de ferme réquisitionnés à travers la région, endurent d'indicibles souffrances sur des pistes défoncées mais la colonne a reçu l'ordre de ne s'arrêter sous aucun prétexte, même pas pour jeter bas les hommes qui hurlent et demandent qu'on les laisse mourir sur place.

Lee laisse derrière près de 7 000 blessés intransportables, avec quelques médecins désignés pour les soigner. Ces blessés sont de fait remis à la diligence du vainqueur, mais les survivants termineront la guerre en captivité.

Peu après la tombée de la nuit, laissant ses feux allumés, le corps de Hill part à son tour, empruntant la route plus directe d'une vingtaine de kilomètres, coupant au plus court par la passe de Monterey. Il est suivi par le corps de Longstreet puis celui de Ewell. La pluie incessante étouffe le bruit de l'armée en marche mais ralentit sa progression sur les pistes noyées. Quelques maraudeurs de l'armée fédérale s'attaquent aux isolés.

Halte, dos à la rivière (6 au 14 juillet)

Les trois corps s'écoulent plus lentement que prévu pendant les deux jours qui suivent, à cause de la pluie continuelle et de l'état général de fatigue. Ce n'est que le 6 juillet au soir que l'ensemble de l'armée a dépassé Hagerstown, Imboden étant passé dans la matinée.

Au 6 soir, Imboden arrive sur le Potomac et découvre que le pont de Williamsport a été coupé depuis la rive opposée par des raiders infiltrés. Le fleuve gonflé par trois jours de pluie n'est plus guéable. Imboden forme le cercle, dos à la rivière, et repousse des détachements isolés qui le harcèlent, jusqu'à l'arrivée de la cavalerie d'arrière-garde.

Arrivant le 7 au matin avec le corps de Longstreet, Lee découvre qu'il est bloqué. Au fur et à mesure de l'arrivée des corps de Hill et Ewell, il organise à la hâte un périmètre défensif, un retranchement d'une douzaine de kilomètres, ancré à droite (au sud) sur le Potomac au sud de Falling Waters et à gauche (au nord) sur un affluent, la Conococheague Creek. Pour combattre, il dispose de 35 000 hommes et de toute son artillerie, mais les munitions font cruellement défaut.

Réquisitionnant toutes les barges et bateaux disponibles, il s'emploie à faire passer ses blessés sur la rive sud. Des munitions lui sont promises pour le lendemain (9 juillet). Il sait que Meade est sur ses traces, la question angoissante étant de savoir s'il sera en mesure d'attaquer avant que les munitions ne soient livrées.

La passivité de Meade

Le 5 juillet au matin, son armée étant sortie de l'état de stupeur où sa victoire inattendue l'avait laissée, 36 heures auparavant, Meade découvre que l'oiseau s'est envolé. Les messages de plus en plus comminatoires reçus de Washington l'engagent à poursuivre Lee sans délai, mais ne comportent pas un mot de congratulation du président Lincoln pour le vainqueur, ce qui froisse horriblement Meade. Après tout, il est le premier général à pouvoir se prévaloir d'une victoire sur Lee, jusque-là resté sur un score de cinq à zéro face à autant de généraux fédéraux.

Le 6 juillet, enfin, il engage la poursuite mais décide de ne pas suivre le sillage de Lee, trop aisé à bloquer par l'arrière-garde dans la région montagneuse de South Mountain. Il s'oriente plein sud, jusqu'à Frederick, avec l'intention de venir couper ensuite la retraite par une marche plein est.

La pluie cesse enfin de tomber le 8 juillet, ce qui apporte à Lee la perspective réconfortante d'une proche décrue du Potomac - mais qui permet auparavant à Meade d'accélérer ses marches sur des chemins qui sèchent rapidement.

Le 9 juillet, Meade concentre son armée devant Boonsboro. Le lendemain, il entame la reconnaissance des retranchements de Lee. Ce qu'il perçoit n'a rien pour le rassurer : en vingt-quatre heures de travaux menés

avec l'énergie du désespoir par une armée acculée, nourrie de demi-rations depuis trois jours, la position de Lee paraît solide.

Profitant du temps qui reste clément pendant deux jours, il cherche à manœuvrer Lee et à préciser son dispositif, mais sans insister lourdement. Le 12 juillet, enfin, il est prêt et ordonne une attaque pour l'après-midi. Las, un orage soudain l'en dissuade, début d'un nouvel épisode pluvieux. Le lendemain, à nouveau, il temporise, alors que la décrue enfin entamée du Potomac favorise Lee.

Le 14 juillet - cela fait *onze jours* que les deux armées ne se sont pas combattues sérieusement - il lance enfin l'assaut. Trop tard : dans la nuit, ayant rétabli un ponton et fait franchir le corps de Ewell par le gué de Williamsport, Lee a basculé au sud du Potomac.

Une action d'arrière-garde courageusement menée par la division de Heth couvre les derniers franchissements (le corps de Longstreet) contre les avant-gardes des Fédéraux. Les derniers éléments franchissent en combattant avant de couper le ponton. L'armée du Potomac ne capture que 300 retardataires et deux canons embourbés, son seul trophée.

Dernière ironie météorologique : les fortes pluies des 12 et 13 juillet provoquent une forte remontée des eaux dès le 14, juste après le franchissement de l'armée confédérée...

ENESEIGNEMENTS : une affaire qui s'est joué à presque rien

Lee a sauvé son armée dans des conditions qui tiennent du miracle. Il a largement bénéficié de la passivité de Meade, dont il faut reconnaître qu'elle a frappé toute son armée. La victoire des Fédéraux semble bien avoir constitué un choc psychologique plus fort que la défaite, tant elle paraissait inattendue. Il est vrai qu'elle a été payée au prix fort. Pour relancer le mouvement en avant, il fallait faire preuve d'une énergie peu commune. Au demeurant, le simple fait de devoir réorganiser l'armée était une tâche immense.

Lee a aussi bénéficié d'un terrain plutôt favorable, d'abord avec le relief montagneux de South Mountain, permettant d'envisager une action d'arrière-garde efficace, ensuite avec la présence d'affluents du Potomac permettant d'ancrer un dispositif défensif qui s'est avéré dissuasif.

Les intempéries ont joué un grand rôle. Les pluies diluviennes survenues le lendemain de la bataille ont indubitablement favorisé le départ de Lee. En revanche, elles ont failli s'avérer fatales à son armée, en retardant sa progression et surtout en interdisant tout franchissement en masse pendant trois jours. Il y a eu là une situation de crise, du 9 au 12 juillet, que Meade n'a pas su saisir. Enfin, elles ont provoqué une remontée des eaux au moment le plus favorable pour Lee.

2.3.8. La sortie

Une force encerclée a trois options, outre la reddition immédiate évidemment. Aucune d'entre elles n'est fraîche et joyeuse.

Elle peut tenir le siège en comptant que la lassitude de l'ennemi ou l'épuisement rapide des ressources locales le contraignent à lever le siège. Ce fut le cas pendant très longtemps, du fait que la plupart des armées vivaient sur le terrain et avaient donc une autonomie des plus limitées dès lors qu'elles avaient épuisé le pays. C'est le cas de Rome, qu'Hannibal vient investir en 211 avant J.-C. (cinq ans après Cannes), mais qu'il ne peut réduire ni par la force (il ne dispose pas de machines de siège) ni par la famine (elle menace sa propre armée avant que la ville assiégée n'ait consommé ses réserves). Après avoir ravagé la campagne, il doit se résoudre à revenir sur ses bases.

L'assiégé peut aussi compter sur l'intervention de l'armée de campagne restante. Lors de la campagne d'été de 1712, rendue décisive par la victoire de Denain, deux places assiégées sont dégagées : Valenciennes et Landrecies. L'inverse est vrai, ainsi de l'espoir déçu des Gaulois à Alésia, de Würmser à Mantoue, lors de la campagne de 1796, plus récemment, de la VIe armée allemande à Stalingrad. L'échec de l'armée de campagne, lorsqu'elle existe, amène à bref délai la reddition de la place.

Enfin, elle peut effectuer la sortie, abandonnant la position pour recouvrer sa liberté d'action. Ce fut le cas pour la Brigade française libre de Koenig, à Bir Hakeim (1942).

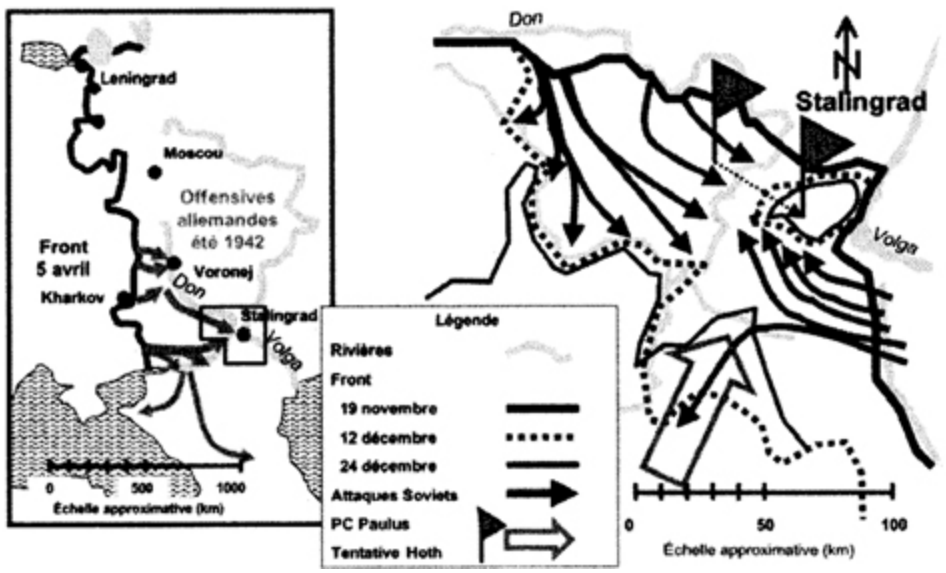
Cette manœuvre à haut risque nécessite un combat très fin pour déjouer un assaillant généralement très supérieur en nombre, comme le démontre la

manœuvre de Koenig. Généralement, elle condamne une fraction de la force, chargée de fixer l'assiégeant par la ruse ou le combat.

Toute force assiégée - véritablement assiégée, c'est-à-dire coupée de ses arrières, ce que n'est pas une troupe assiégée au sol mais ravitaillée efficacement par air ou mer - commence à consommer ses réserves dès la première minute de l'encerclement. Or, pour retrouver le mouvement, il lui faut d'abord mener un combat offensif, de percée. Cela signifie, mécaniquement, que chaque jour qui passe amenuise la probabilité qu'une sortie soit jouable. Aussi la décision d'attaquer pour s'extraire d'un siège en cours d'affermissement doit-elle être prise très vite, avant que l'assiégeant n'ait transformé son investissement en circonvallation inexpugnable.

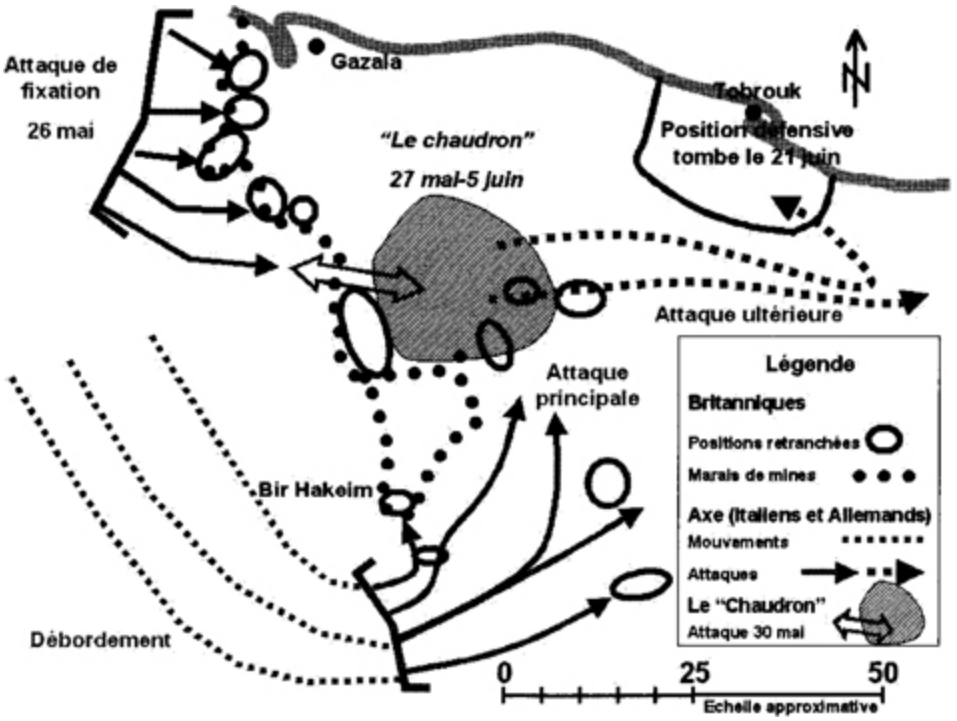
La décision cruciale de sortie : Stalingrad, novembre 1942

Von Paulus a eu cette décision à prendre entre le 19 novembre 1942 (percées soviétiques sur ses lianes) et le 23. Rappelons que la jonction soviétique a lieu à Kalatch le 22 novembre, jour où le PC" de von Paulus, qui se trouve à Goloubinskaïa, *sur la rive ouest du Don,* a le choix entre s'installer dans la poche, ou se replier à l'extérieur. Le déplacement vers l'aérodrome de Gumrak, à une quinzaine de kilomètres de Stalingrad, exerce déjà un réel impact psychologique. Le 23 novembre, la décision doit être prise de s'accrocher à une tête de pont en travers du Don ou d'employer les chars disponibles à couvrir les lianes de la poche entre les boucles de la Volga et du Don. Hitler ne s'est pas encore prononcé sur l'ordre de quitter Stalingrad immédiatement, mais toute la chaîne hiérarchique se doute de sa réponse qui sera, évidemment, de s'accrocher jusqu'au bout (25 novembre).



Progressivement, les hommes en viennent à manger les chevaux, se privant ainsi du seul moyen de tirer leurs canons en cas de manœuvre de percée. Durer ou combattre, voilà l'alternative.

Plus tard, Hoth lance une contre-offensive pour rétablir la liaison avec la poche, le 12 décembre 1942. Le 19 décembre, ses deux divisions atteignent la rivière Myschkovka, où elles sont arrêtées à 48 kilomètres du chaudron. La réserve blindée de von Paulus a été massée dans cette direction, mais elle ne dispose plus de carburant que pour 60 kilomètres ! En d'autres termes, si elle échoue à tendre la main avec le groupement de dégagement, *elle n 'aura plus de quoi revenir dans la poche* pour contribuer à nouveau à sa défense. On est dans la situation du plongeur spéléologue face à un siphon dont il ignore la portée... Le 23 décembre, la force de secours est repoussée, ta chance est passée.



En attaque : Général Rommel, 15 000 hommes engagés environ
En défense : Général Koenig, 3 700 hommes (1re Brigade Française Libre)

SITUATION GÉNÉRALE

La campagne de Libye-Cyrénaïque

En mai 1942, la course de vitesse est engagée entre les forces de l'Axe, commandée par le maréchal Rommel, et la VIIIe Armée britannique commandée par le général Ritchie. Ce dernier dispose d'un léger avantage numérique (100 000 hommes contre 90 000, 1 000 chars contre 600 environ), mais la *Deutsche Afrika Korps* (DAK) de Rommel bénéficie d'un fort avantage qualitatif, notamment en chars (le Pz IV surclasse largement le *Crusader* britannique et le *Grant* américain, tout récemment livré) et en canons antichars (le célèbre *Flak88* mm est sans égal).

Rommel sait que le temps travaille contre lui et que le flux constant de renforcements britanniques finira par le submerger. Il tente le tout pour le tout dans un assaut vers Alexandrie et le canal de Suez. Ritchie le sait et choisit d'assumer la posture défensive, jugeant sa supériorité matérielle insuffisante pour prendre l'initiative. Le seul axe logistique étant la route côtière, de Tripoli à Alexandrie via Gazala et Tobrouk, il place la majeure partie de sa force au nord, solidement ancrée à la mer. La ligne s'étire vers

le sud, s'enfonçant dans le désert extrême, pour finir à un vague carrefour isolé transformé en camp retranché : Bir Hakeim, où la 1re Brigade Française Libre du général Koenig a creusé 1 200 positions. En retrait de 25-50 km, la réserve blindée se tient au centre, appuyée sur un escarpement est-ouest parallèle à la côte, permettant d'intervenir en soutien direct de la ligne défensive ou en contre-attaque de flanc sur une percée. Toute la ligne est protégée par de véritables « marais » de mines posées par millions.

Le plan de Rommel

Il est fondé sur un large enveloppement par le sud qui permettra de plonger dans la profondeur du dispositif défensif britannique, avant de revenir vers la côte dont il a besoin en toute hypothèse. Ayant tourné la ligne, enveloppé et réduit le gros de la VIIIe Armée, l'attaque sera relancée vers le canal de Suez, avec un bond intermédiaire pour saisir Tobrouk, offrant ainsi une base logistique avancée pour l'attaque finale.

Dans la bataille

L'attaque de Rommel

Le 26 mai, Rommel lance l'attaque directe - en réalité, une feinte doublant avec une attaque de fixation - sur le front nord. Il oppose deux corps italiens (au total, quatre divisions) renforcés par la 150e brigade allemande (pour feindre la présence de la DAK - en réalité, cette brigade rejoint sa division dans la nuit suivante).

Simultanément, il lance l'effort dans le sud, engageant ses cinq divisions les plus mobiles (ses trois divisions allemandes et les deux divisions mobiles italiennes, *Ariete* blindée et *Trieste* motorisée). Les premières réactions britanniques sont décousues et aisément brisées.

Le siège de Bir Hakeim

Le 27 mai, à gauche de la pénétration, la division *Ariete* est au contact de Bir Hakeim qu'elle est censée réduire dans la foulée. Le général de Stefanis fait preuve d'un bel esprit manœuvrier en l'attaquant par l'arrière (du sud-

est) mais la virulente réaction de la 1re BFL lui cause de lourdes pertes et brise son élan. Les combats se sont déroulés à très courte portée - 200 à 400 mètres - grâce à l'excellent camouflage des positions enterrées et dispersées. L'Italien insiste. Une nouvelle tentative de débordement par le nord s'empêtre dans le marais de mines, est prise à partie violemment et est à nouveau rejetée avec de fortes pertes. Au soir du 27 mai, alors que le débordement est bien lancé, Bir Hakeim résiste et devient une épine dans le flanc de l'Axe.

Du 28 au 31 mai, pendant que le front nord s'effondre sous les coups de boutoir de Rommel, la garnison isolée de Bir Hakeim entretient une agressive guerre de patrouilles qui sème le désordre sur les arrières ennemis. Le général Koenig en profite pour faire passer du ravitaillement en eau et pour faire partir les 243 prisonniers italiens résultant des tentatives du 27 mai ainsi que 600 Indiens laissés pour compte de la démolition de leur unité, survenue plus au sud. Cet effectif pèse lourdement sur les maigres ressources du camp retranché.

Le 1er juin, en raison même de ses succès au nord, Rommel doit impérativement rétablir sa ligne logistique alimentant son aile droite, très aventurée. De simple gêne, Bir Hakeim est en train de se transformer en accroc majeur.

Du 2 au 10 juin, le siège est mis devant Bir Hakeim, désormais encerclée et totalement isolée sur les arrières d'une VIIIe Armée en déroute. Deux divisions et demi (la 90e allemande, la *Trieste* et la moitié de la *Pavia* italiennes) enserrent le réduit et entretiennent un barrage d'artillerie nourri, appuyé par des attaques de *Stukas*. Les attaques s'enchaînent, les 2, 3 et 4 juin, de plusieurs directions, sans succès.

Rommel est venu commander en personne le 3 juin (envoyant un message au général Koenig qui ne lui vaut qu'une salve d'artillerie en retour). Les attaques s'intensifient encore les 6 et 8 juin, les Allemands parvenant même à pénétrer le dispositif avant d'en être expulsés par des attaques au corps à corps.

Totalement isolée, la garnison bénéficie de loin en loin de quelques raids de la RAF qui relâchent temporairement la pression sur le périmètre et

larguent de maigres approvisionnements, pour l'essentiel en eau (170 litres le 8 juin...).

Le 9 juin, l'ordre est donné d'évacuer la position, dont la résistance est devenue inutile : la VIII^{e} Armée a pu se rétablir plus à l'est, pour une large part grâce à l'effet de diversion de Bir Hakeim. Mais le général Koenig a besoin de délais pour préparer la sortie, qu'il décide pour la nuit du 10 au 11 juin. Il est temps, les munitions s'épuisent.

Le 10 juin, Rommel lance l'assaut le plus massif, appuyé par une attaque de 100 *Stukas*. Le camp retranché est pénétré en de multiples endroits, mais les contre-attaques virulentes, à nouveau, rejettent l'assaillant. Plutôt que d'insister dans l'après-midi, Rommel décide d'une nouvelle tentative pour le lendemain. Il ignore que les dernières munitions d'artillerie et de mortiers ont été consommées dans l'ultime spasme défensif de la garnison...

La sortie

Koenig a dû attendre la nuit du 10 au 11 car il est impératif que les Britanniques établissent une ligne de recueil à portée de la garnison (ce que l'on appelle « tendre la main »). Profitant de la confusion dans le désert, assimilable à un océan, celle-ci est placée au sud-ouest (et non à l'est, la direction générale de marche vers les lignes amies), à 8 km du périmètre. Ce choix s'explique par la direction générale des attaques de l'Axe, provenant de l'est puisque Rommel combat à front retourné, ayant dû revenir en arrière pour traiter la résistance.

Dans la nuit, les sapeurs français ouvrent une brèche dans leur propre champ de mines. Le choix est fait de brécher le premier champ de mines uniquement, pour ensuite cheminer entre deux bandes minées, se couvrant ainsi sur le flanc exposé. Néanmoins, cet itinéraire nécessite de défiler devant les positions allemandes.

Tout le matériel lourd a été saboté silencieusement et les hommes embarqués sur les véhicules. Il manque 200 mètres pour ouvrir entièrement le passage quand une fusée éclairante illumine le désert et les trois colonnes serrées de véhicules qui se pressent. L'officier en tête de la colonne force le destin et fonce, ouvrant la trace. Les colonnes s'écoulent avant que

l'artillerie allemande, alertée, n'ait pu régler ses tirs. Seuls une cinquantaine de véhicules sont détruits.

La signification de l'incident a échappé à Rommel, qui maintient son attaque prévue le 11. Celle-ci lui livre une position abandonnée et 840 prisonniers, pour la plupart blessés, qui ont entretenu l'illusion de la défense pendant la sortie.

Le bilan

Le siège de quatorze jours a coûté plus de 3 000 hommes à Rommel (pertes totales : tués, blessés et près de 300 prisonniers évacués par la garnison). Avec 50 avions détruits, la *Luftwaffe* accuse le coup. Surtout, elle a consommé 1 000 sorties dans cet effort massif, autant qui n'a pas pesé plus profondément dans le dispositif britannique. Elle n'a plus de carburant.

L'acharnement de la défense a empêché Rommel de poursuivre la désorganisation de la VIII^{e} Armée. Celle-ci a profité du répit pour se rétablir. Malgré d'énormes pertes subies plus au nord, elle n'est pas anéantie. Churchill lui-même reconnaîtra que son armée a dû sa survie à une poignée de Français Libres.

Sur une garnison initiale de 3 700 hommes, Koenig en a sauvé plus de 1 600. Ses pertes pendant le siège ont été relativement minces : 99 tués et 19 blessés. La sortie a été beaucoup plus coûteuse : 42 tués, 210 blessés.

ENSEIGNEMENTS : la sortie, action de la dernière chance

Après treize jours de siège, Koenig est au bout de ses ressources, notamment en munitions et en eau. Paradoxalement, il a essuyé très peu de pertes. L'alternative est simple : s'il reste sur place, à l'abri de positions qui ont prouvé leur valeur, il est condamné à la capitulation dès l'épuisement imminent de ses réserves d'eau. En revanche, s'il quitte sa position et *ses abris,* et qu'il est saisi en flagrant délit de manœuvre, il risque la destruction à moindre frais pour l'adversaire.

Il se trouve donc pleinement dans la catégorie du risque *critique,* celui engageant la survie de son unité. Ce degré de risque est consenti en l'absence d'option plus satisfaisante.

Mais en consentant ce degré de risque, il a surpris Rommel lui-même, qui ne s'attendait absolument pas à une telle issue, et qui en sera à la fois dépité et admiratif.

Au demeurant, l'action en elle-même présente des risques majeurs : la direction de sortie ne vise pas au plus court mais délibérément dans la direction générale ennemie (vers l'ouest) ; l'ouverture du passage à travers le champ de mines est effectué à la dernière minute, dans des conditions acrobatiques, et s'avérera d'ailleurs incomplète ; dès la première réaction ennemie, l'échelon de tête prend l'initiative d'un bond audacieux qui force le passage.

Un tiers de la force initiale a été sacrifié pour couvrir la sortie : ce ratio paraît raisonnable et à prendre comme une donnée de planification pour une action de ce type.

ACTION SIGNIFICATIVE : la crise du « Chaudron », 28-31 mai

Bir Hakeim a offert une opportunité aux Britanniques que le général Ritchie n'a pas su saisir. En effet, l'aile droite de Rommel, comprenant la totalité des unités allemandes et les meilleures unités italiennes, est aventurée en plein dispositif britannique. Rommel est coincé, au nord, par le réduit de Tobrouk, au sud, par Bir Hakeim, et à l'ouest, par le marais de mines. Au nord et à l'est, évidemment, il est attaqué par la réserve de la VIII^{e} Armée. Ayant épuisé le ravitaillement embarqué, il connaît une situation critique le 29 mai, lorsqu'il est sauvé in extremis par deux divisions italiennes qui font passer un convoi de ravitaillement.

Le 30 mai est employé par Rommel, utilisant le ravitaillement reçu, pour attaquer *vers l'ouest et* rétablir le passage à travers le marais de mines avec le X^{e} Corps italien. Le front britannique est ainsi coupé en deux.

De son propre aveu, Rommel était au bord de la reddition, le 29 mai au soir...

C'est ce qui explique son ardeur à faire sauter le verrou de Bir Hakeim, condition nécessaire pour s'assurer de son ravitaillement avant de s'enfoncer plus profondément. Très limité par le débit insuffisant du ravitaillement, Rommel reste tenu à la défensive, attendant la contre-attaque de Ritchie.

Celle-ci ne survient que le 5 juin, face à un Rommel un peu mieux assuré, qui contre-attaque en début d'après-midi et finit par écharper le corps blindé britannique en trois jours de furieux combats.

La situation reste indécise du 10 au 14 juin, lorsque Ritchie abandonne la ligne de Gazala pour se rétablir temporairement à Marsa Matruh, plus de 300 km plus à l'est, laissant le môle de Tobrouk à son deuxième siège. À la différence du premier, où Tobrouk avait été encerclée pendant neuf mois sans tomber, la position est enlevée dans la foulée, le 21 juin.

L'offensive de Rommel ne sera finalement enrayée qu'à la première bataille d'EI Alamein, les 30 juin et 1er juillet, encore 150 km plus à l'est. Il ne lui reste plus que quelques dizaines de chars en état de marche et, après quarante jours de combats et une poursuite de 450 kilomètres, son armée est épuisée.

---

1. Il s'agit d'un défenseur contraint à mener le combat à son terme. Il y a des formes de défense qui refusent ce combat ultime, précisément pour ne pas aller jusqu'à l'annihilation du défenseur.

2. Relevons le parallèle : trois phases dans une attaque ; trois zones, correspondant fonctionnellement à trois phases, dans une défense. La dialectique de la guerre présente un caractère binaire, mais la théorie de sa conduite semble proposer un caractère ternaire.

3. Voir vignette 03 « Sedan », p. 85.

4. Voir le paragraphe 3.3 « Défense par tête de pont »,p. 613.

5. Compte tenu du rapport de force et de l'impréparation des Finlandais, sincèrement surpris par une telle pénétration, une mission aussi simple et ambitieuse a quelque chose de surréaliste. La suite des événements - et notamment l'agressivité immédiate de Siilasvuo - donneront raison au maréchal Mannerheim, le commandant en chef et inspirateur de la résistance finlandaise.

6. Définition réglementaire.

7. Voir explication au chapitre 3.4, p. 614.

8. Voir vignette 15 « Bataille des Sept jours », p. 456.

9. Voir encadré, p. 84.

CHAPITRE 3

QUELQUES « COUPS »

3.1. CONTREPENTE ET CAPONNIÈRE

CES deux procédés de défense tactique concernent les petits échelons, dans la mesure où ils sont très dépendants des caractéristiques du terrain. Néanmoins, dans la solution offerte au problème du défenseur surclassé, ils peuvent inspirer des manœuvres de niveau supérieur.

La contrepente

Dans un mouvement de terrain, la contrepente est la pente la plus proche, c'est-à-dire la rive amie. La pente est par définition la pente opposée, celle qu'il faudra gravir. Elle est donc placée sur la rive ennemie.

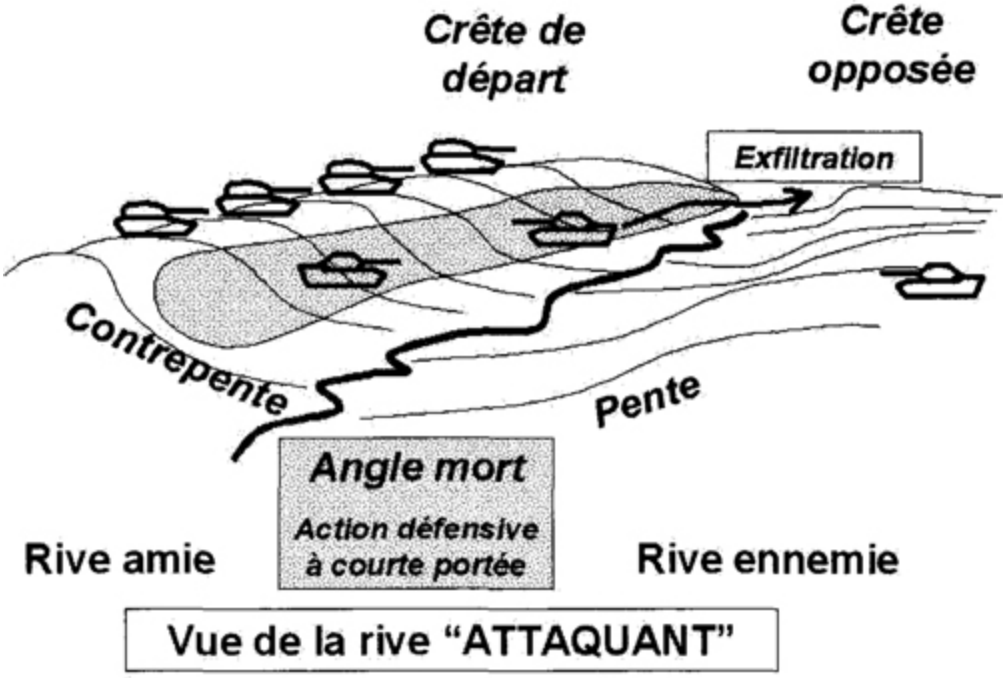
Le défenseur qui bénéficie d'une allonge au moins égale à la dimension du mouvement de terrain peut battre efficacement la pente opposée, qui comporte à la fois la crête, où seront placés les appuis, en principe, ainsi que la pente abordant le creux central – en pratique, le débouché de l'attaque attendue. En revanche, lorsque l'assaillant aura franchi la ligne médiane du mouvement de terrain, il entrera dans l'angle mort du défenseur que forme très souvent la contrepente.

Cette défense à distance maximale consiste à empêcher le débouché de l'assaillant, de telle sorte qu'il ne puisse atteindre le thalweg ou qu'il soit suffisamment affaibli pour ne pas pouvoir franchir l'obstacle et développer son attaque jusqu'au contact. Nous sommes donc clairement dans le cas du combat de zone avancée.

Lorsque les dimensions du terrain excèdent la portée utile des armes, ou que le défenseur est très désavantagé en portée face à l'assaillant, il ne se trouve plus en mesure d'assurer sa défense d'une crête à l'autre, par-dessus le thalweg.

C'était le cas des blindés soviétiques face aux allemands. Pour des raisons qui tiennent à la fois à l'équipement (notamment la qualité des optiques), à la doctrine et à l'entraînement, les chars allemands de la campagne de l'Est surclassaient leurs opposants à partir de 1 000-1 500 mètres. Au-delà des 2 000 mètres, les Allemands disposaient d'un quasi-monopole sur le tir direct (grâce en particulier au célèbre canon de 88 mm). Or, la steppe d'Europe orientale offre de nombreuses ondulations mais une couverture végétale des plus parcellaires. En théorie, toute unité soviétique installée sur une crête pelée était promise au massacre.

Les Soviétiques ont donc fait un large emploi d'une tactique qui annulait l'avantage en portée des Allemands : la défense de contrepente.



L'idée est de placer la défense dans la contrepente, c'est-à-dire, sur la rive de départ de l'adversaire, en profitant de l'angle mort. Lorsque celui-ci observe la rive opposée, il ne décèle rien. Ayant placé ses appuis, il lance

l'attaque. Les véhicules dévalent la pente, entrant dans l'angle mort des appuis, et c'est à ce moment que le défenseur se dévoile, à courte ou très courte portée. En l'occurrence, les blindés soviétiques, dont le célèbre T34, avaient un avantage certain dans le combat rapproché, tant en mobilité qu'en vitesse de pointage, et leurs munitions perçaient quasiment tous les blindages allemands aux portées considérées, inférieures à 1000 mètres.

Évidemment, le défaut de la défense de contrepente, c'est qu'elle laisse le défenseur sur la rive ennemie. Le problème majeur est son exfiltration, puisqu'elle passe par une zone exposée aux feux d'appui de l'assaillant. Aussi l'exfiltration doit-elle se faire par un mouvement latéral, en restant dans l'angle mort, jusqu'à qu'on ait atteint un secteur de franchissement moins exposé. On le voit, la défense de contrepente n'a rien d'une martingale. Elle ne se conçoit pas sans une réelle prise de risque et nécessite une exécution hardie, du piège initial jusqu'à l'exfiltration. Elle est typique du combat imbriqué.

La contrepente peut aussi être utilisée pour abriter un dispositif des tirs directs. C'est ainsi que Wellington, à Waterloo, fit coucher son infanterie juste derrière la ligne de crête de Mont Saint Jean. Les obus français étaient, soit arrêtés par la crête, explosant donc trop court, soit fusaient juste au-dessus de la troupe avant de retomber, inoffensifs, à plusieurs centaines de mètres plus loin. Lorsque l'infanterie française aborda le mouvement de terrain, Wellington fît relever les hommes et former les carrés, opposant ainsi une troupe intacte et fraîche à l'assaut de Ney.

La caponnière

La caponnière fait référence à une autre caractéristique du terrain, qui permet de tirer par l'arrière d'un ennemi en progression. À l'origine, la caponnière est un emprunt au système défensif Vauban : il s'agit d'une meurtrière ou d'un bastion spécifique permettant de battre le fossé sans être accessible au feu issu de la rive d'approche (techniquement, la contre-escarpe). La position est optimisée pour le feu de revers.

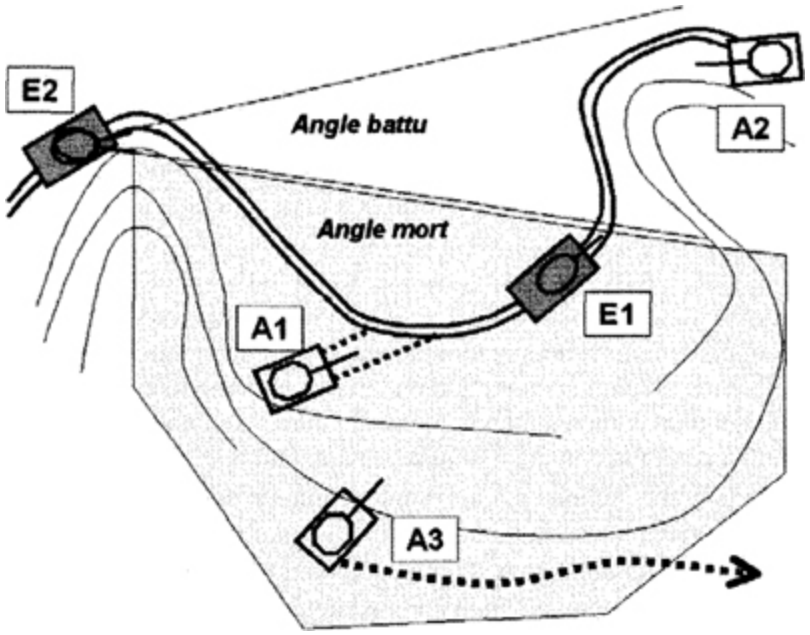
D'une façon générale, le fait de tirer par l'arrière présente des avantages décisifs : l'arc arrière d'un blindé, mais aussi l'arrière d'une troupe en progression, est toujours plus vulnérable que l'arc avant ; en outre,

l'attention de l'assaillant est focalisée sur l'avant. Les possibilités de surprise sont donc décuplées.

Dans les milieux boisés ou montagneux imposant des itinéraires très contraints, il est facile de prévoir avec précision la progression de l'adversaire et d'en déduire des positions possibles pour le tirer par l'arrière.

En revanche, si le tir initial est assez facile à imaginer, le problème se complique lorsqu'il s'agit de s'exfiltrer. Si la position en caponnière dispose de son propre chemin d'accès défilé (c'est-à-dire abrité des vues et tirs de l'ennemi), la question est réglée. Mais nombre de positions idéales n'ont pas cette qualité, notamment en cas d'itinéraire unique, ce qui fait que l'itinéraire d'exfiltration est souvent le même que celui emprunté par l'ennemi. Dans ce cas, le *timing* de l'action de tir est déterminant et doit être étroitement coordonné avec une action d'appui.

Dans l'exemple illustré ci-dessous, le char Al détruit le char ennemi El, le plus avancé. À noter que ce char El, au moment de sa destruction, se trouve dans l'angle mort de l'appui E2, ce qui fait que sa destruction est non observée - et donc, la riposte est impossible. Le char A2 neutralise ou détruit le char d'appui ennemi E2, le temps que Al parcoure la distance le ramenant vers la sécurité. La position A3 correspond à la caponnière idéale : une position de revers disposant d'un itinéraire d'exfiltration abrité.



On le voit, pour idéale qu'elle paraisse, la défense en caponnière nécessite de «jouer fin». Si la configuration de la tête d'avant-garde ennemie n'offre pas la possibilité de la séquence désirée, le char Al peut se trouver condamné à rester caché, pendant que son appui A2 est repoussé d'un ou plusieurs compartiments de terrain. Auquel cas Al devra se dégager par ses propres moyens, à moins qu'il ne soit débusqué plus tôt et contraint de combattre pour se tirer d'affaire.

À l'inverse, **le combat en zone urbaine offre une profusion d'alternatives pour la caponnière,** qui devient la position préférée des *snipers* et observateurs. Le fait de tirer par derrière permet souvent de répéter plusieurs actions depuis la même position, tant qu'elle n'est pas localisée. C'est même vrai pour les blindés, tout au moins ceux ayant un gabarit raisonnable, en utilisant les réseaux souterrains que constituent les grands parkings modernes. Les rampes d'accès peuvent être utilisées en caponnière, l'exfiltration se faisant par le parking attenant.

3.2. LA DÉFENSIVE EN POSITION CENTRALE

Hommage au maître, Napoléon : 1796,1813,1814

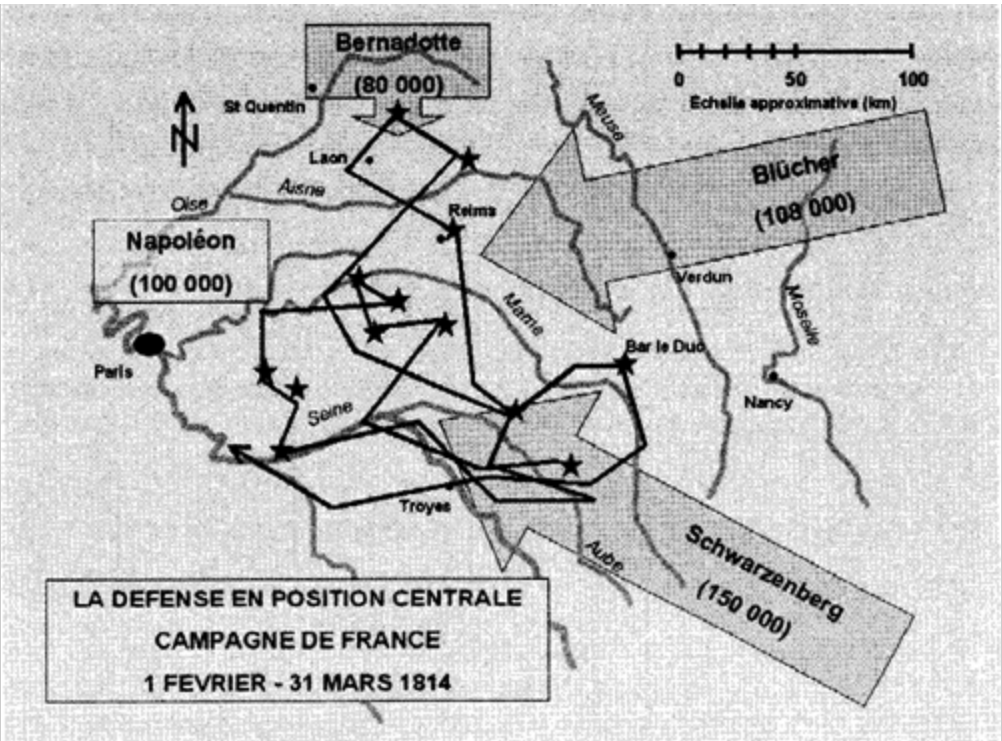
La défense en position centrale a été pratiquée en Italie (1796), avec le succès que l'on sait, en Allemagne (campagne de Leipzig, 1813) où elle n'a pu prévenir le désastre stratégique, puis en 1814, les deux mois de la campagne de France souvent cités comme le sommet de la manœuvre du faible au fort.

D'une campagne à l'autre, les résultats obtenus ont été, assez logiquement, en proportion inverse du rapport de force :

- En Italie, pour la campagne de Castiglione. juillet-août 1796: Napoléon oppose 44 000 hommes aux 47 000 de Wurmser. Campagne de Rivoli, janvier 1797: Napoléon réussit à concentrer 19 000 hommes face aux 28 000 d'Alvintzi, venu rompre le siège de Mantoue où Würmser s'est enfermé (et dont les 24 000 hommes sont observés par

les 8 500 de Serrurier...). À 1 contre 1,5, il remporte des succès décisifs.

- Pour la campagne de Leipzig (août 1813). il est menacé depuis le nord (Berlin) par 110 000 hommes aux ordres de Bernadotte, pressé de l'est par Blücher (105 000 hommes) et il se retourne face au sud. contre Schwartzenberg (254 000 hommes). Lui-même manœuvre avec 259 000 hommes, étant contraint de tenir nombre de places (qui. par ailleurs, immobilisent 183 000 hommes). Son armée est donc susceptible d'obtenir la parité ou un avantage marqué contre l'une des armées, mais pas contre deux. En définitive, malgré des succès partiels contre Blùcher (Katzbach, 26 août) et contre Schwartzenberg (Dresde. 26-27 août), il échappe tie justesse au piège de Leipzig (13 octobre 1813). où sa niasse, réduite à 190 000 hommes, se dégage au prix de fortes pertes de l'étreinte des trois années (que les marches et détachements ont diminué : elles comptent 70 000 hommes pour Bernadotte. 60 000 pour Blücher, 200 000 pour Schwartzenberg). Il agit presque à l contre 2.
- En France, en février-mars 1814, il oppose, théoriquement, jusqu'à 117 000 hommes face à trois armées qui convergent sur Paris : Bernadotte. avec 80 000 hommes, depuis la Belgique, Blücher. depuis l'Alsace, avec 108 000 hommes, Schwartzenberg, depuis la trouée de Belfort. avec 150 000 hommes, lin pratique, chacun des *quatorze combats* qu'il livre en soixante jours n'oppose qu'une masse de 15 à 30 000 hommes à des fractions allant de 30 à 60 000 hommes. En l'occurrence, **par sa manœuvre, il transforme une infériorité générale de l'ordre (le 1 contre 3 en infériorité locale de 1 contre 1,5 à 2.** Aucune des manœuvres imaginées, forcément complexes, lourdement tributaires de l'allant et de l'esprit d'entreprise de subordonnés peu préparés à ce qui leur est demandé, n'atteint de résultat durable – sans même parler de résultat décisif. Il eu résulte un entrechat de deux mois, d'une ampleur et d'une complexité extraordinaires – mais en définitive, stérile.



Le défenseur se place en position centrale, entre les forces assaillantes. En Italie, Napoléon fait face à deux directions dangereuses, et une troisième assez secondaire. Il s'appuie de surcroît sur un terrain bien plus favorable, les contreforts alpins et les rivières qui en descendent lui offrant un réseau d'obstacles propice à la manœuvre. En revanche, en France, il fait face à trois armées convergeant sur Paris, dont chacune est plus forte que sa masse de manœuvre. Opérant essentiellement entre Marne et Seine, sur un plateau aux ondulations molles, faiblement cloisonné, il ne bénéficie pas d'un véritable avantage de terrain. Seule son extrême mobilité lui permet de retarder l'échéance de deux mois.

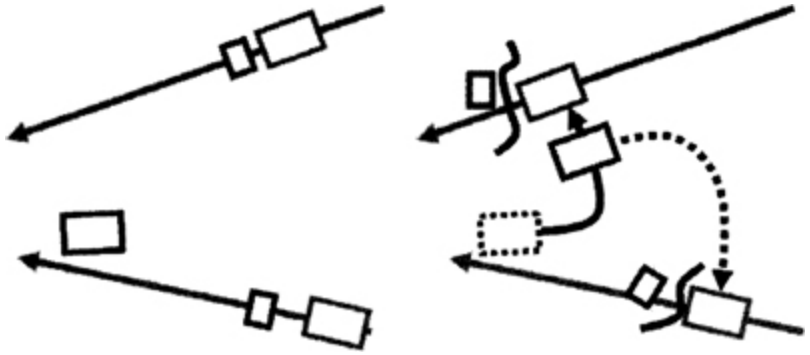
La défense en position centrale exige certaines conditions :

- **un rapport de force d'ensemble qui ne soit pas irrémédiablement déséquilibré.** La limite semble s'établir aux alentours de 1 contre 1,5 ;
- la capacité de générer, localement, au moins la parité, pour prétendre obtenir un résultat décisif (la destruction de la fraction attaquée). **Le**

décalage des masses ennemies est la pré-condition impérative à l'attaque d'une des fractions ;

- **un réseau de manœuvre disposant d'obstacles gênant l'assaillant,** le rendant prévisible, et surtout, s'opposant à la jonction de ses forces (c'est le cas en Italie, beaucoup moins en Allemagne, pas du tout en France) ;
- **des pions de manœuvre plus mobiles que ceux de l'ennemi,** emmenés par des subordonnés compétents, agressifs, réactifs, sachant deviner, voire anticiper, sa manœuvre : à quelques cas près, ce n'est pas le cas en France, en 1814.

Moyennant quoi, placé dans cette situation, **le défenseur jouit d'un avantage *inhérent à sa faiblesse :* sa mobilité et sa flexibilité supérieures,** avec un différentiel d'autant plus conséquent que la disproportion des forces est flagrante [1]



Le défenseur place sa fraction principale entre les deux axes d'approche (qui doivent être convergents). Il observe chaque fraction ennemie à l'aide de corps suffisamment puissants pour pouvoir accepter un combat autonome, de fixation, pendant le temps nécessaire à la manœuvre.

Lorsqu'un décalage se produit (généralement, une fraction ennemie est plus rapide que l'autre), le défenseur retarde l'autre fraction et laisse venir à lui celle qu'il se propose d'attaquer. Le corps d'observation assure la fixation et occupe l'attention de la fraction à attaquer. L'autre détachement assure la couverture, de préférence en fixant la deuxième fraction ennemie.

Il arrive aussi que le défenseur, ayant réduit une fraction, se reporte contre l'autre, soit sur son flanc, soit sur ses arrières (ce que Napoléon a tenté de faire à plusieurs reprises lors de sa campagne de France).

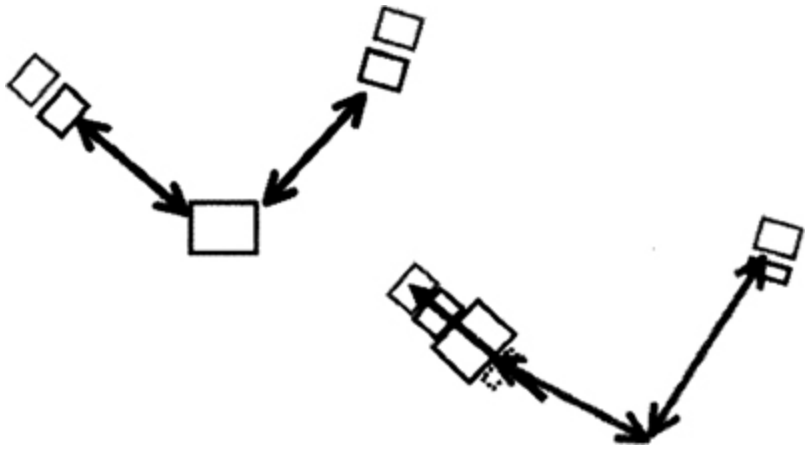
Cette manœuvre présente moins de risque qu'on ne pourrait le penser, tout simplement du fait qu'elle joue sur les différentiels de vitesse. Lorsque Napoléon se précipite sur l'assaillant le plus avancé, *déjà le plus rapide,* leur vitesse de collision est la somme algébrique des deux vitesses. Alors qu'au même moment, étant en éloignement par rapport à celui qu'il néglige, temporairement, si ce dernier veut le rattraper, sa vitesse d'approche est amputée de celle de Napoléon.

Illustration du différentiel
vitesse de collision- vitesse d'échappement

Pour illustrer cc point, revenons sur la campagne d'Italie, en 1796. notamment la manœuvre entre Sardes et Autrichiens. En s'établissant à Carcare. près de Savone. Napoléon s'intercale entre les Sardes (pressés par Augereau à Ceva) et les Autrichiens (refoulés au-delà de Dego le 15 avril). Son corps principal est donc à une grosse journée de marche de chaque fraction ennemie. Il estime qu'il lui suffit d'une journée de combat, ayant réuni sa masse, pour écraser les Sardes. Il considère que les Autrichiens attendront son mouvement pour déclencher le leur, qu'ils l'apprendront avec une demi-journée de retard, et que leur propre départ ne saurait être immédiat.

En d'autres termes, *le seul fait de prendre l'initiative du mouvement* lui assure une petite journée d'avance sur les Autrichiens, Un détachement de couverture lui gagnera le reste de la journée. Mais surtout, étant lui-même en éloignement. accomplissant une étape d'une journée, cette marge lui reste acquise pour l'action envisagée.

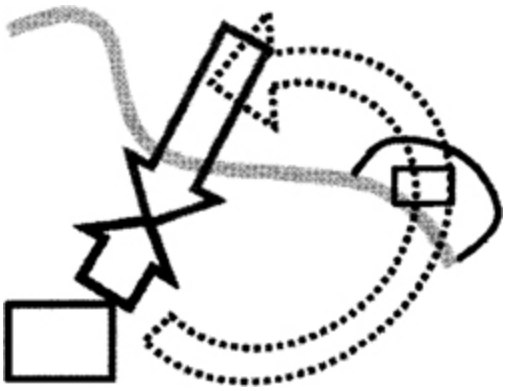
Dans l'illustration ci-dessous (empruntée au cas précédent), les flèches doubles matérialisent une journée de marche. Le détachement laissé en observation face à la fraction temporairement ignorée doit permettre de gagner une demi-journée de délais supplémentaires.



3.3. LA DÉFENSE PAR TÊTE DE PONT

Napoléon insistait bien, dans le cas d'une rivière, sur la nécessité de la défendre à partir d'une tête de pont située sur la rive ennemie, seul moyen de menacer effectivement un franchissement. Ainsi, en 1807, après Eylau, il retranche ses corps derrière la Passarge, tout en couvrant le siège de Dantzig. Il ordonne au corps de gauche (Bernadotte), qui tient déjà une tête de pont à Spanden, d'en occuper une deuxième à Braunsberg. Il lui précise même : « Une rivière et une ligne quelconque ne peuvent se défendre qu'en ayant des points offensifs ; car, quand on n'a fait que se défendre, on a couru des chances sans rien obtenir mais lorsqu'on veut combiner sa défense avec un mouvement offensif, on fait courir à l'ennemi plus de chances qu'il n'en a fait courir au corps attaqué[2]. »

Cette combinaison figurée sur l'illustration ci-dessous est très efficace, rien que par le degré d'incertitude qu'elle fait peser sur l'ennemi. Elle ne lie pas le défenseur (en dehors de la préservation de sa tête de pont), car il a toujours le choix de sa manœuvre : soit défense directe, de son côté de la rive (flèche pleine), soit défense par contre-attaque, de fait, une sortie par-delà la tête de pont (flèche tiretée).

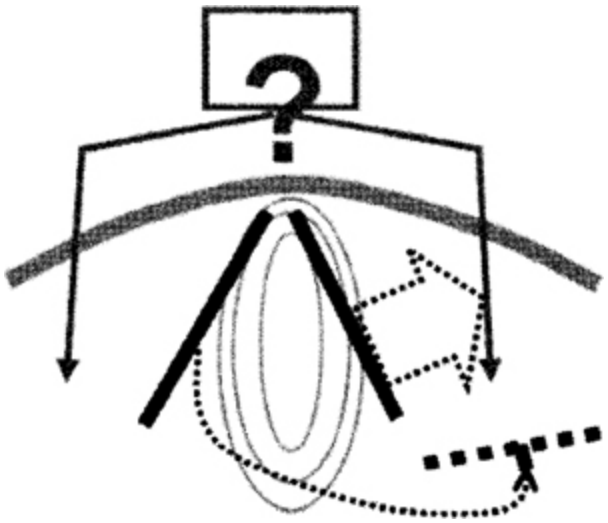


3.4. LA DÉFENSE EN ÉCHELON REFUSÉ

Un bel exemple de géométrie de la bataille :
la position de North Anna, mai 1863

Le général Lee a fait preuve d'une très grande subtilité tactique en interdisant le franchissement de la North Anna, alors qu'il était en situation d'infériorité marquée (23-26 mai 1864). Il a ancré ses deux corps d'armée en V inversé, sur une hauteur marquant un méandre de la rivière. Grant a pris pied sur la rive défendue, mais a retenu son effort, voulant d'abord comprendre à quoi il avait affaire. L'idée de manœuvre de Lee, qui espérait bien une attaque en force, était que le corps en échelon refusé opposé à la poussée canaliserait et retarderait l'assaillant, gagnant le délai nécessaire à la prise d'une position d'arrêt, en fond de tiroir (mouvement tireté). L'arrêt ayant donné serait suivi d'une contre-attaque partie du flanc du mouvement de terrain (flèche tiretée).

Les fédéraux ont tâté ses positions pendant trois jours d'escarmouches, et pour finir. Cirant a préféré aller tenter sa chance trente kilomètres plus au sud. ce qui a conduit à la bataille de Cold Harbor (3 juin I864).



3.5. L'ESQUIVE DU TORÉADOR

Ce coup est utile à un défenseur très nettement surclassé, pour lequel l'issue du combat – au moins initial – ne peut laisser aucun doute. Son objectif premier devient alors de préserver le maximum de ses moyens pour un combat ultérieur, mené sur une position plus favorable, face à un ennemi moins performant car moins bien préparé et déjà éloigné de son soutien.

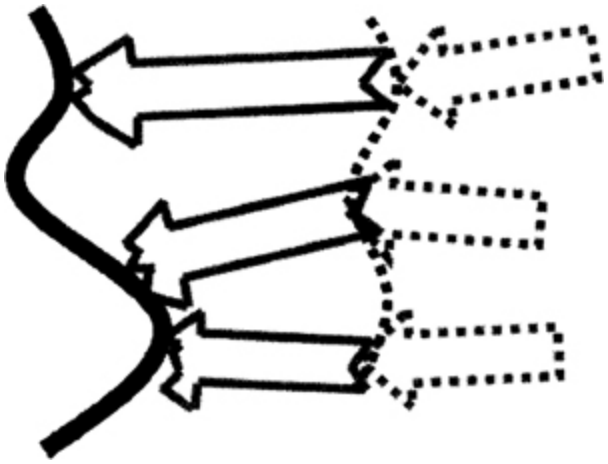
Le coup consiste, juste avant l'attaque attendue, à replier le premier échelon, en laissant une zone aussi désorganisée et polluée que possible. Cette esquive prive l'attaque ennemie – au moins sa première phase – de ses cibles. Mais l'ennemi ne le sachant pas, il consommera autant de moyens que s'il avait encore des victimes à sa portée. Cette action neutralise de fait sa supériorité initiale et perturbe considérablement son plan.

En effet, même si elle n'a pas causé de pertes, l'attaque initiale emporte quand même la première ligne, avec d'autant plus de facilité qu'elle n'est pas contestée. Du coup, elle accélère, bénéficiant d'une sorte d'effet Venturi.

C'est à ce moment que l'attaque prend contact avec la « vraie » ligne de défense. Elle le fait dans de mauvaises conditions : elle est partiellement désorganisée par l'accélération subie, elle s'est éloignée de ses appuis, le plan de feu, une fois qu'on s'est rendu compte qu'il était inutile, est suspendu (et de toute façon, nombre de pièces sont désormais hors de portée de l'échelon de tête). Moralement, à la trépidation initiale de l'assaut,

a succédé l'ivresse d'une victoire apparemment facile, puis le doute devant le piège que cette victoire recèle, et enfin, l'abattement lorsque les échelons d'assaut se rendent compte que tout reste à faire, face à une défense durcie, alors qu'ils croyaient déjà la partie gagnée.

La « vraie » ligne de défense est d'autant plus solide qu'elle concentre les moyens initialement alloués à deux lignes. De surcroît, elle dispose de quelques heures de plus, et ayant contraint l'assaillant à jouer son attaque, il n'y a plus grand chose restant à déterminer sur son intention (axe d'effort, répartition des moyens, articulation et échelonnement, etc.).



La dernière ligne avant Berlin (avril 1945) :
la bataille de Seelow

Le dernier défenseur de Berlin, en avril 1945. le général Heinrici, joua ce coup contre Joukov (pour son franchissement de l'Oder), L'issue de la bataille ne fit jamais aucun doute – mais elle coûta beaucoup plus cher que prévu.

Face au million d'hommes du Front de Biélorussie, la 1X° Armée (général Busse) n'alignait que 100 000 hommes. Heinrici, de sa propre initiative, lit aménager les hauteurs de Seelow, à une quinzaine de kilomètres en arrière de l'Oder. Ayant correctement calculé, quasiment à l'heure près, le déclenchement de l'attaque (premières heures du 16 avril), il ne laissa qu'un mince rideau de surveillance sur l'Oder et dégarnit tous les autres secteurs du front pour renforcer Seelow, bloquant l'autobahn 17, et s'appuyant sur des inondations dans la vallée de l'Oder. Malgré des assauts

furieux. Joukov ne brisa la résistance que le 19, au quatrième jour de combats acharnés qui lui coûtèrent 2 800 chars. Il avait été contraint d'engager sa réserve dès le deuxième jour, en particulier parce que le franchissement de la première ligne, à une vitesse imprévue, avait fortement désorganisé l'échelon d'attaque, qui fut du coup très durement accueilli sur une deuxième ligne beaucoup plus forte.

Le coup de « l'esquive du toréador » a l'avantage de provoquer des « coups de bélier dans la tuyauterie », jamais bénéfiques en termes d'efficacité.

Ironie : ayant commis le crime de repli sans autorisation préalable, Heinrici fut relevé le 29 avril.

3.6. L'ABCÈS PURULENT

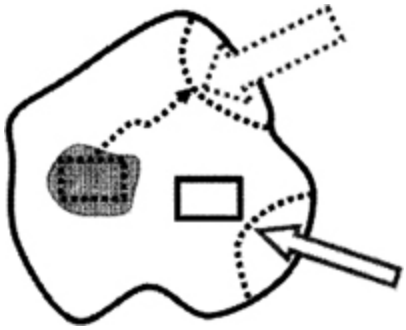
Là encore, il s'agit de « faire attaquer à faux ». On offre à l'ennemi un objectif dont on a dissimulé la puissance réelle, dans l'espoir que son attaque soit sous-dimensionnée.

Lorsque son attaque initiale échoue, il faut encourager l'ennemi à croire qu'avec un dernier effort, il emportera le morceau. Mais là encore, le rapport de force nécessaire lui sera dénié – tout juste. L'ennemi se trouve sans le savoir pris dans un engrenage, dont le but ultime est de transformer ce qu'il croyait être une action secondaire, en action principale. Le fait même qu'il ne l'avait pas conçue comme telle initialement, le conduira à ne pas optimiser l'emploi de ses moyens. Même si pour finir il emporte le morceau, c'est son plan qui sera la première victime de son obstination.

Ce jeu est assez fin psychologiquement. Il s'appuie sur l'obstination naturelle du chef militaire confronté à une difficulté inattendue, mais qu'il croit pouvoir dominer en consentant un effort mineur – mais supplémentaire, c'est là toute la subtilité.

Techniquement, le défenseur doit dissimuler une part significative de ses moyens (au moins la moitié). Généralement, on le fait en densifiant le dispositif. Par exemple, dans un môle de bataillon, on camoufle un deuxième bataillon. Cette double densité est évidemment un facteur de

risque, qui sera payé très cher si l'ennemi flaire le piège et devine la présence de ce deuxième pion. Cela nécessite une gestion fine de l'espace : resserrement maximum de l'unité à camoufler, protection rapprochée effectuée par l'unité connue de l'ennemi (pour éviter que les éléments de sûreté dévoilent leur unité d'appartenance), injection finement calibrée dans le combat en cours, pour retarder le plus possible le moment où l'assaillant commencera à avoir des doutes sur la réalité des moyens qui lui sont opposés. Ces impératifs de discrétion sont très contraignants. Par exemple, l'unité à masquer doit se plier à un silence radioélectrique absolu ; ses opérations logistiques doivent être réduites au strict nécessaire, et coordonnées de telle façon qu'elles soient assimilées, aux yeux de l'assaillant, à celles de l'unité « officiellement » présente ; la préparation de l'engagement sera réduite aux reconnaissances de cadres, dans la mesure où des exercices et répétitions sont trop indiscrets.

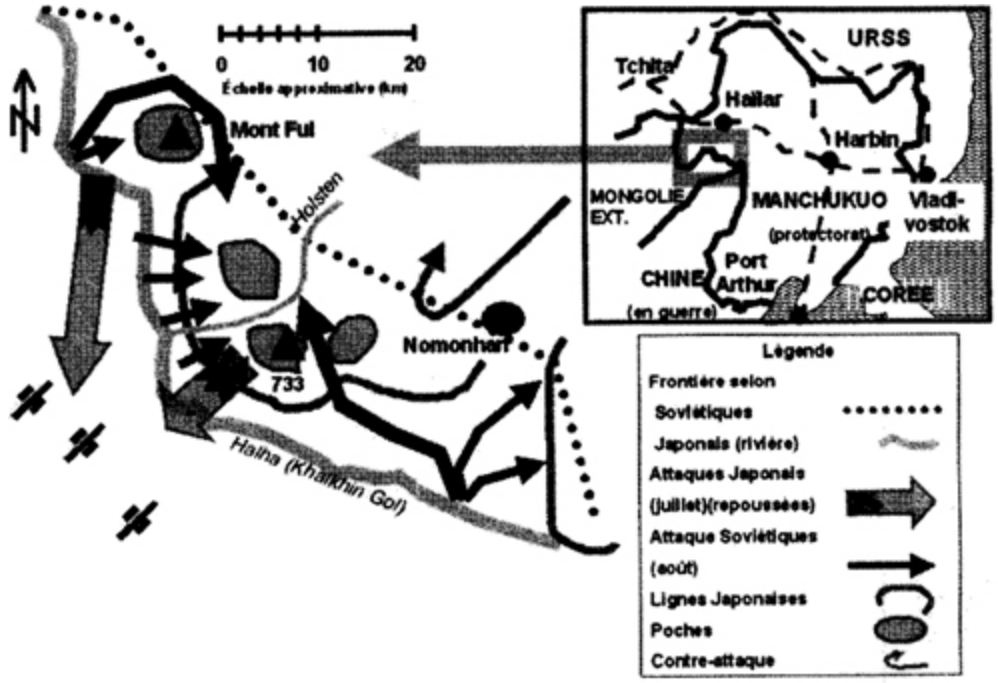


Dans le cas illustré ci-dessus, la première attaque ennemie est arrêtée par l'unité « officiellement » présente, qui peut se permettre de s'engager à fond car elle sait avoir de la réserve. L'assaillant peut encore croire que le défenseur a joué son va-tout (qu'il a culminé), ce qui l'encourage à lancer sa deuxième attaque. Il est vrai qu'effectivement, le défenseur « officiel » est sans doute sérieusement affaibli, et qu'à lui seul il ne pourrait tenir plus longtemps. La deuxième attaque ennemie est prise en compte par une unité fraîche, dont la présence est une surprise pour l'assaillant – lequel ne s'en rendra compte qu'en analysant cet échec totalement inattendu.

L'incident de frontière de Mongolie : Joukov attire les Japonais dans le piège

À Khalkhin Gol (pour les Soviétiques – Nomonhan pour les Japonais). Joukov attire l'armée japonaise du Kwantung dans un combat où elle persiste à sous-estimer son adversaire, et où elle se fait étriller (été 1939).

Un autre cas parlant du coup de l'abcès purulent est Stalingrad (le combat dans la ville), où Joukov a calibré avec une extrême finesse, jour après jour, à quelques centaines d'hommes près, les effectifs nécessaires à la conservation d'une tête de pont sur la rive ouest de la Volga. La VI[e] Armée de Paulus a engagé ses moyens progressivement, sans avoir jamais généré le rapport de force qui aurait « plié l'affaire ».



En contre-attaque : Générât Joukov, 80 000 hommes (57[e] Armée)
En défense : Général Komatsubara, 60 000 hommes (6[e] Armée)

SITUATION GÉNÉRALE

Une guerre non déclarée

L'armée (japonaise) du Kwantung cherche à infliger une défaite à titre de démonstration à l'URSS, afin de détacher la Mongolie extérieure de son alliance et priver la Chine d'un allié semi-déclaré. Elle provoque une série

d'incidents frontaliers, à partir de l'été 1938, dans une région désertique et très imparfaitement cartographiée.

L'URSS cherche pour sa part à sécuriser sa frontière orientale dans la perspective du conflit européen qui s'annonce (qui sera déclaré le 1er septembre 1939). Prenant prétexte de l'agressivité japonaise, Staline fait préparer une riposte écrasante destinée à servir de leçon. La 57e armée (l'équivalent d'un corps d'armée occidental) est constituée et déployée à la frontière mongole, avec PC à Tchita, sur le trans-sibérien. Le chef est Joukov, l'étoile montante de Stavka, l'état-major central soviétique, un rescapé des purges de 1937.

Campagne : « l'incident de Mongolie extérieure »

Le prétexte aux incidents est le tracé frontalier de la Mongolie extérieure, garanti par l'Union soviétique. Dans la région concernée, la frontière selon la Mongolie se trouve à vingt kilomètres à l'est du cours de la Halha (ou Khalkhin Gol en russe), alors que pour les Japonais, théoriquement au nom de leur « allié » du Manchukuo (un protectorat depuis 1934), elle suit la rivière.

La campagne s'ouvre le 1er juillet 1938 avec une attaque de nuit japonaise dans la région du lac Khasan. Un poste frontière mongol est conquis. À la grande surprise du commandement japonais, les Soviétiques reviennent en force, contraignant les Japonais à un retrait négocié après douze jours d'affrontements très inégaux.

À partir de cet « incident » (qui a vu l'artillerie utilisée de façon conséquente par les Soviétiques, et les chars faire leur apparition), l'armée du Kwantung se lance dans l'escalade, mais à partir de moyens toujours chichement comptés. Avec beaucoup de finesse, les Soviétiques montent les enchères sans jamais dévoiler leur force réelle, l'objectif étant d'amener les Japonais à engager la totalité des forces disponibles dans tout le nord de la Mandchourie.

Mouvements préliminaires

Du 11 au 13 mai 1939 a lieu une escarmouche dans la zone contestée, une force japonaise appuyée par de l'aviation prétendant en chasser des patrouilles de cavalerie mongole. Un bataillon nippon revient pour encercler et anéantir « l'intrus », mais tombe sur des blindés et de l'artillerie, qui infligent des pertes sévères à la colonne et la contraignent au repli (28-30 mai). En juin, le commandement de l'armée du Kwantung décide une opération punitive, renforçant massivement la 23e division. En juillet, la 6e Armée est constituée pour engerber les moyens disparates alloués à la va-vite. Au total, 60 000 Japonais sont acheminés, la totalité des blindés présents au nord de Pékin, la grande majorité de l'artillerie, l'essentiel de l'aviation.

Simultanément, les Soviétiques ajoutent un deuxième échelon à leur force déjà présente, et assez conséquente. L'armée compte 80 000 hommes, 500 chars, autant d'avions et de pièces d'artillerie. Surtout, son matériel est moderne et de qualité, ce qui est loin d'être le cas pour l'armée du Kwantung. La capacité de l'Armée Rouge à entretenir des forces considérables en pleine steppe, si loin de la voie ferrée, causera une profonde stupéfaction chez les Japonais.

DANS LA BATAILLE

Déroulement d'ensemble

Le 1er juillet 1939, les forces japonaises lancent une attaque de double enveloppement autour du quadrilatère contesté et à travers la rivière Khalkhin Gol pour détruire les batteries soviétiques qui avaient causé tant de dommages un mois auparavant.

L'infanterie soviétique ne peut empêcher le franchissement de la rivière, aussi Joukov laisse-t-il la pénétration se dessiner, avant de la contre-attaquer sur la rive ouest, contraignant l'assaillant au repli et détruisant la moitié de ses chars (3 juillet). Néanmoins elle conserve une position retranchée sur la cote 733, qui domine le confluent des deux rivières Halha et Holsten. Malgré des assauts redoublés, en particulier la nuit (pour échapper partiellement à l'artillerie soviétique, très présente), les Japonais doivent renoncer à « expulser» les Soviétiques, le 12 juillet. Ils renforcent encore leur dispositif, acheminant toute l'artillerie disponible pour contrebalancer

la supériorité soviétique en la matière. Pendant deux semaines, cette artillerie soviétique entretient un tir de harcèlement qui use les Japonais.

Le 23 juillet, après une préparation d'artillerie que les Japonais espèrent écrasante, mais qui est immédiatement soumise à un contre-barrage très efficace, le général Komatsubara relance l'attaque. Après deux jours de combats furieux, il a rétréci la tête de pont soviéto-mongole sur la rive est de la Halha, mais sans la réduire totalement. Ayant subi de lourdes pertes, il doit passer à la défensive sur ses positions nouvellement conquises.

Phase d'intérêt pour la démonstration

Joukov a délibérément retenu ses coups, se contentant d'infliger de lourdes pertes à l'assaillant. Du 25 juillet au 10 août, il entretient une *maskirovka* active, notamment à base de messages radio en clair indiquant que ses forces sont à bout. Il lance une série d'attaques du 10 au 12 août, sur le centre du front – des attaques que les Japonais repoussent avec difficulté, mais en retenant l'impression qu'effectivement les Soviétiques jettent leurs dernières forces et que l'effort est au centre. En réalité, ces attaques concentrent et fixent l'infanterie nippone au centre (le confluent Halha-Holsten).

Le 20 août, Joukov lance son attaque, un double enveloppement, avec l'effort au sud, et une poussée de fixation au centre. Pendant deux jours, opposées à une résistance des plus opiniâtres (les Japonais combattent les chars au corps-à-corps, avec des cocktails Molotov), les pénétrations piétinent. Joukov bascule alors l'effort au nord, débordant la position du mont Fui, qui tombe dans la nuit du 24 août.

Le double enveloppement se referme le 25. Une contre-attaque déclenchée le 26 ne suffit pas à rétablir la liaison avec les régiments enveloppés, qui sont détruits méthodiquement, en les canonnant à distance, et en les assoiffant (l'été dans la steppe mongole est torride). Le 28 août, les points d'appui tombent, toute résistance cesse le 30 août.

Les Japonais rétablissent une ligne défensive sur la frontière (selon la définition soviétique...), à hauteur du village de Nomonhan, et préparent une contre-offensive. Mais le commandement central, effaré par l'ampleur de la défaite, refuse d'engager en pure perte ce qui reste de sa réserve sur le

continent. Le cessez-le-feu est accordé le 16 septembre (la guerre de Pologne est en train de s'achever...), le tracé de la frontière est défini dans sa version « mongole » (lire : soviétique).

Sur 60 000 Japonais engagés, 17 000 sont tués ou blessés, et humiliation suprême, 3 000 sont faits prisonniers, ce qui n'était jamais arrivé à l'armée nippone. Les Soviétiques ont perdu un peu moins de 10 000 hommes – la supériorité matérielle a largement compensé le relatif désavantage qualitatif.

ACTION SIGNIFICATIVE

Description : la gestion de l'escalade

Jusqu'à la fin, le général Komatsubara et sa coterie de jeunes officiers du Kwantung sous-estiment les Soviétiques. La contre-performance de 1904-1905 les influence grandement. Le fantassin japonais, extrêmement motivé, se sent incomparablement supérieur à son adversaire russe. De surcroît, la doctrine japonaise considère que les « forces morales » décident seules – ou presque – de la victoire.

La gestion de l'escalade par Joukov est très fine : il amène Komatsubara à déployer toute son infanterie d'élite, puis tous ses chars, son artillerie et son aviation, alors même que l'effort national est en Chine centrale, depuis 1937, contre Chiang Kai-Chek. Il le fait par incrément, en répondant sans excès aux démonstrations de mai-juin, en « résistant » à deux offensives (en juillet), puis en lançant une offensive «qui échoue» (10-12 août). Lorsqu'il lance la véritable offensive, c'est face à une armée japonaise parfaitement fixée, qui a engagé la totalité de ses ressources, et qui bande ses forces pour ce qu'elle croit être le dernier effort. En les détruisant sur place, il dénude tout le nord du dispositif continental japonais, de la Mongolie à la mer du Japon, sur 2 500 kilomètres.

Il a surtout démontré une maîtrise incomparablement supérieure du combat interarmes. La leçon est d'autant plus cuisante que l'armée nippone tient le Russe en profond mépris.

Autres aspects : quand les Mongols défendent Moscou

En décembre 1941, deux ans et demi plus tard, l'offensive allemande piétine à vue de Moscou. Hitler apprend qu'une armée provenant de Mongolie vient de faire son apparition sur le front. Il exulte, convaincu que pour faire appel « à des Mongols », l'Armée Rouge doit véritablement être au bout du rouleau – et il fait relancer les derniers assauts.

En réalité, cette armée qui a remporté une éclatante victoire, qui a séjourné plus de deux ans à l'abri des vicissitudes politiques de la Russie d'Europe, qui a été commandée par Joukov à l'orée de sa prestigieuse carrière, qui n'est pas contaminée par le défaitisme induit par cinq mois de désastres continus, fait basculer le sort de la bataille de Moscou. Une information véridique peut être interprétée à l'inverse de son sens réel...

ANECDOTE OU ENSEIGNEMENT INCIDENT

En août 1945, les Soviétiques rompent le pacte de non-agression et s'emparent de la Mandchourie, en quinze jours de campagne-éclair pendant laquelle ils testent leurs nouveaux concepts tactiques (notamment le « Groupe mobile opératif », ou GMO). Après Hiroshima et Nagasaki, les Américains ont à peine le temps de négocier la capitulation nippone : les Soviétiques sont en Corée.

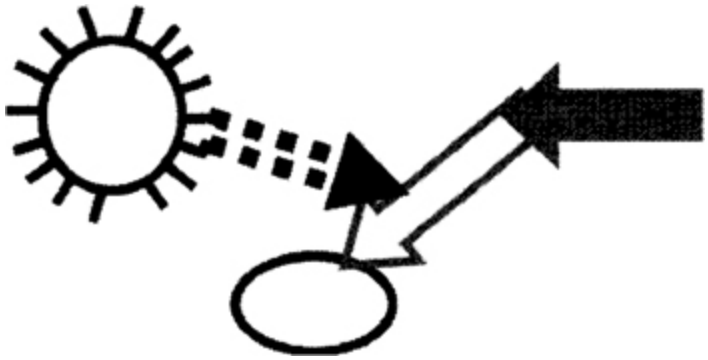
3.7. LE COUP DU BAR OUVERT

Il consiste à offrir à l'adversaire un objectif irrésistible, mais non prévu. Un combat secondaire se transformera ainsi en combat principal, l'attirant insensiblement à s'écarter de son intention initiale. En alimentant ce combat jusqu'à en faire une affaire majeure, on prive l'adversaire d'un succès utile. On le fait combattre à faux.

Petit plaisir supplémentaire : même s'il gagne ce combat, il perd !

Le point clef est de trouver un objectif secondaire pour le défenseur, dont la perte n'est pas forcément dramatique, et trop juteux pour que l'assaillant puisse le négliger et s'en tenir à son intention « rationnelle ».

Le défenseur peut se contenter du gain de temps dont bénéficie sa position principale, ou exploiter le flanc offert par l'assaillant pour l'attaquer à son tour, en situation de relative vulnérabilité.



Stalingrad, « bar ouvert » de portée stratégique

Stalingrad, là encore, est un très bel exemple. Certes, la ville présentait un réel intérêt stratégique : la boucle de la Volga dont Stalingrad occupait l'extrémité couvrait l'axe unique reliant les champs pétrolifères du Caucase au centre et au nord du front.

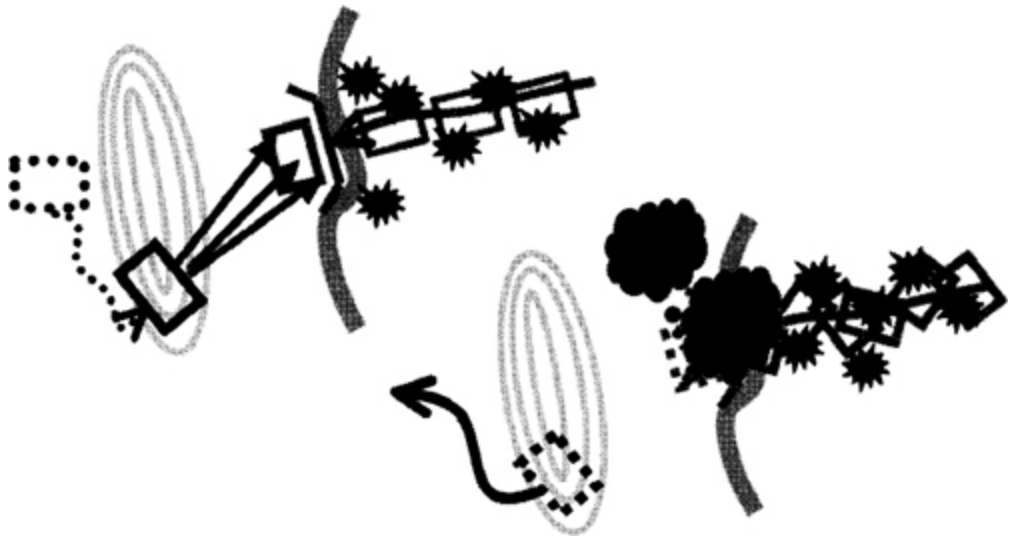
Néanmoins, pour que Stalingrad condamne l'effort de guerre soviétique, il aurait fallu qu'outre la conquête de la ville, les Allemands soient en mesure de franchir en force et de couper la voie ferrée, assez distante en réalité, En d'autres termes. Stalingrad, en soi, était une condition nécessaire. mais pas suffisante.

Le paradoxe – explicitement recherché par Staline – était que ces champs pétrolifères du Caucase étaient à la portée des Allemands, cet été 1942. si Hitler ne s'était pas laissé hypnotiser par Stalingrad, la ville qui portail le nom de son ennemi personnel. La propagande soviétique avait d'ailleurs insisté sur ce point, pendant l'été, voulant délibérément attirer l'offensive allemande dans le piège. Avec le résultat qu'il a manqué de quoi enfoncer le front devant Moscou, et aussi de quoi couper le Caucase du reste de la Russie.

3.8. L'ATTAQUE PERTURBATRICE

Dans un contexte général défensif, le coup consiste à attaquer l'assaillant juste avant qu'il ne lance sa propre attaque. L'attaque perturbatrice[3] permet donc de casser le plan, avec des conséquences importantes sur le niveau supérieur de l'ennemi. L'effet du premier ordre (« arrêter ou retarder l'attaque ») a des conséquences très lourdes, l'effet du second ordre étant généralement la désorganisation profonde de l'ennemi, le doute dans l'esprit de ses chefs, la perte de confiance des subordonnés...

Aux petits échelons tactiques, l'objectif de l'attaque est la ligne de débouché supposée de l'ennemi. En effet, alors même qu'il est lancé, mais pas encore déployé, l'échelon d'attaque se retrouve pris dans un embouteillage. Pire encore, étant superposé à l'unité qui est censée l'appuyer, l'ensemble offre une double densité aux feux de la contre-attaque.



L'attaque perturbatrice doit être très finement menée. Elle doit avoir assez de puissance pour garantir l'écrasement ou le rejet de l'échelon avancé ennemi, censé couvrir le débouché. Une fois arrivée sur la position à bloquer, elle doit pouvoir y demeurer assez longtemps pour provoquer l'arrêt de l'écoulement. Dès que l'écoulement s'est figé, l'onde de choc se reporte vers l'arrière, bloquant toute l'unité. C'est le moment à choisir pour décrocher, sauf si la défense est assez forte pour espérer tenir sur sa nouvelle position.

Pour son déclenchement, le *timing* est essentiel. Il faut être assez renseigné sur l'ennemi pour déceler les prémices de l'attaque : arrivée des précurseurs, activation du PC, prise sous contrôle des appuis, lancement des mouvements initiaux. Un indicateur utile est souvent le repli à distance de sécurité des observateurs avancés, justement en prévision de la préparation d'artillerie. Cette brève rupture de contact doit être mise à profit pour rapprocher l'échelon « perturbateur » à portée du dernier bond. En se rapprochant, il passe « sous » la bulle d'artillerie, les tirs étant généralement prévus plus profonds. Dès qu'il sent l'attaque ennemie imminente, le perturbateur détruit la couverture et s'empare de la ligne de débouché, à partir de laquelle il peut prendre à partie l'échelon de tête en cours de déploiement.

Attaque perturbatrice :
le IV^{e} Corps de Réserve allemand s'oppose au débouché de la VI^{e} Armée française. 5-9 septembre 1914

Le 5 septembre, le IV^{e} Corps de *landwehr* allemand, appartenant à la l^{re}Armée (von Kluck). sur l'aile droite allemande, est encore en progression générale du nord-ouest vers le sud-est. Le général von Gronau sent la présence en force, sur son flanc droit, de la VI^{e} Armée (Maunoury) qui est en cours d'installation sur sa ligne de débouché (elle a un bond de 50 kilomètres à parcourir depuis sa position précédente, couvrant Paris). De sa propre initiative, il exécute une conversion de 90º sur sa droite et vient attaquer ce qu'il analyse – fort justement – comme étant la ligne à atteindre en préalable à l'attaque française, au nord du confluent Ourcq-Marne. Pendant trois jours, alors que plus au sud l'offensive allemande s'arrête, au moment le plus décisif, il empêche l'aile gauche française de prendre son élan et de fermer la nasse. Ce n'est que le 9 septembre que ce corps embraye le pas sur les l^{re} et Il^{e} armées allemandes qui entament leur repli.

Cette initiative a certainement contribué à sauver l'aile marchante allemande.

1. Le général Camon, dans *La Guerre napoléonienne,* a brillamment décrit ce système défensif. Réédité chez Economica, 1997.

2. Cité par Camon, *La Guerre napoléonienne,* Economica, 1997.

3. Le terme anglais est meilleur : *spoiling attack,* de *to spoil,* gâcher, pourrir.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LA DÉFENSIVE

COMME pour l'offensive, l'art de la tactique consiste à provoquer la faute. Mais à la différence de l'offensive, cette obligation devient souvent critique pour le défenseur, en raison du rapport de force initialement défavorable. L'affaire se complique du fait de l'initiative dont dispose, normalement, l'assaillant. S'il choisit l'heure et le lieu, comment faire pour casser son plan ?

Nonobstant, l'assaillant est contraint de prendre des risques :

- en s'approchant sous des feux préparés ;
- en concentrant des moyens, en mouvement, dans des conditions où son C2 devient difficile, et parfois très aléatoire.

Comment le rendre vulnérable ?

En dissociant ses échelons, par décalage (on freine dans un fuseau, on laisse avancer dans l'autre) ce qui ouvre un flanc ; par accélération (par exemple, effet Venturi de l'esquive du toréador) ce qui laissera un élément aventuré par précipitation. Le combat des Horaces et des Curiaces s'est réglé grâce au différentiel de vitesse.

En consommant ses moyens, directement (des combats « durs », plus pour lui que pour le défenseur) ou indirectement (par des fausses manœuvres où l'assaillant emploie ses moyens « à faux »).

En cassant son plan : par engagement prématuré, ou trop tardif, ou à un endroit non prévu.

Plus généralement, en visant un effet du second ordre qui est de **l'user moralement.** À cet égard, une règle simple : ne jamais offrir le même profil, et jamais le combat espéré.

Le tout en préservant ses propres moyens, évidemment...

Les procédés décrits auparavant ont surtout pour but d'engager une réflexion personnelle, pas de constituer un fond de catalogue à resservir mécaniquement.

Idéalement, l'assaillant perd l'initiative sans le savoir... Persistant dans l'erreur, il offre une victime innocente à la réaction du défenseur, qui peut donc reprendre l'initiative.

Provoquer la syncope !

SIXIÈME PARTIE

LES TRANSITIONS

CHAPITRE 1

DE LA DÉFENSIVE À L ' OFFENSIVE

C'EST le moment par excellence qui concrétise le succès de la défense. C'est généralement le moment le plus critique, celui où le défenseur « sort du bosquet » et s'expose aux coups en retour.

Les conditions essentielles sont :

- le succès de la défensive, normalement mesuré par la **culmination de l'assaillant.** Le critère matériel le plus évident est que ce dernier a engagé sa réserve, et qu'il ne lui reste plus de moyen pour inverser la tendance ;
- **la préservation d'une masse de manœuvre suffisante** pour lancer sa propre offensive ;
- **la surprise,** évidemment.

La nécessité de la surprise est une évidence. Contentons-nous de rappeler qu'elle est d'autant plus cruciale que la transition est une phase de grande vulnérabilité. Comme il a déjà été dit, les Soviétiques sont passés maîtres dans l'art de dissimuler leurs déploiements et leurs intentions. Derrière Stalingrad, à trente kilomètres des pointes allemandes, ils ont su mettre en place, pendant deux mois, une armée d'un million d'hommes... Dont la présence – plus encore: l'existence – avaient entièrement échappé au haut commandement nazi.

Revenons à la masse de manœuvre nécessaire. Nombre de contre-offensives ont avorté après les succès initiaux, par manque de moyens pour atteindre **un régime auto-entretenu,** qui est **la condition du succès décisif.**

• La transition défensive-offensive : deux cas opposés

Les combats sur le front de l'Est, pendant la Seconde Guerre mondiale, en donnent deux bonnes illustrations.

La première contre-offensive soviétique a lieu devant Moscou, du 6 décembre 1941 jusque février 1942. Elle est déclenchée après l'épuisement des attaques allemandes sur Moscou, qui imposent une profonde réorganisation des unités. Dès que le gel est effectif, les Soviétiques débouchent de part et d'autre de la pointe allemande aventurée jusqu'à vue du Kremlin. Si cette offensive parvient à reprendre de 50 à 150 kilomètres aux Allemands, elle ne réussit pas à se refermer sur eux. Le tremplin de Rzhev-Viazma résiste à tous les assauts, un couloir d'une trentaine de kilomètres de large ne peut être refermé. Le « doigt de Viazma » reste pointé sur Moscou.

L'affaire est différente après Stalingrad. Non seulement le piège est refermé sur la VI^{e} Armée de von Paulus, mais surtout (ce fait est peu connu, car presque occulté, dans la mémoire collective, par le drame de Stalingrad) la percée de part et d'autre de Stalingrad sert principalement de tremplin pour lancer une offensive très profonde, de grande ampleur.

Les Soviétiques ont attaqué en deux temps : du 19 novembre jusqu'au 13 décembre, ils encerclent Stalingrad et confortent le piège. Puis, ayant repoussé la tentative de secours (qui pousse jusqu'à 48 kilomètres de l'armée assiégée), les Soviétiques relancent une offensive encore plus ample (13 décembre). Dans le sud, le retour offensif des Soviétiques ramène les pointes allemandes de Grozny jusqu'à Rostov : près de 650 km. Au nord de Stalingrad, la contre-offensive ne s'affaiblit que vers le 18 février (soit deux mois après son lancement), à mi-chemin entre le Donetz et le Dniepr, avec notamment Kharkov (qui changera de mains deux fois dans les mois suivants)[1]. Soit une progression de 200 à 300 km, avec une pointe extrême qui, partie du Don, a presque atteint la boucle du Dniepr à hauteur de Dniepropetrovsk.

Ce qui est intéressant dans cette transition spectaculaire, c'est que *les conditions en ont été préparées dès le mois d'octobre précédent* (1942), alors même que les Allemands triomphants approchaient de Stalingrad. En effet, Joukov conserve une tête de pont sur le Don, à 80 km au nord-ouest de Stalingrad. *Elle ne lui suffit pas.* Il fait reconquérir, de haute lutte, une

tête de pont supplémentaire, plus éloignée, à Sérafimovitch, afin de s'assurer d'une base de départ plus conséquente pour écouler les masses qu'il est en train de constituer. Ces actions, et leurs séquelles, ont lieu alors même que ses subordonnés qui résistent pied à pied dans Stalingrad réclament à cor et à cri des renforts, toujours très chichement mesurés.

Moyennant quoi, avant d'engager cette masse décisive, il a attendu que les Allemands aient épuisé leur potentiel de contre-attaque en tentant de rétablir la jonction avec Stalingrad. Il a, très clairement, laissé Hitler « culminer » avant de relancer.

En première lecture, cette analyse conforte la thèse américaine selon laquelle, pour gagner, il faut s'engager après que l'ennemi ait culminé.

En réalité, une lecture sans doute plus pertinente est que **le combat décisif se joue en deux temps** : un premier temps pour déséquilibrer l'ennemi et le forcer à jouer son va-tout ; puis le deuxième coup, décisif, lorsqu'il a abattu ses dernières cartes.

---

1. Voir vignette 28 « Kharkov », p. 555.

CHAPITRE 2

DE L ' OFFENSIVE À LA DÉFENSIVE

CLAUSEWITZ a très clairement caractérisé le phénomène de balancier par lequel une force, bien que victorieuse, épuise graduellement ses moyens, du fait même de sa progression, alors que l'ennemi, raccourcissant ses lignes d'opération, conforte sa propre position.

L'assaillant, au plus fort de sa marche victorieuse, doit sentir le moment où le rapport des forces est en train de basculer à son détriment. Avant la réaction de l'adversaire, il doit effectuer la transition à la défensive, qui lui permettra de devancer l'effort de l'ennemi. Évidemment, la tentation est toujours grande, de croire qu'avec « un dernier effort » on pourra s'emparer du dernier objectif qui renforcera encore la victoire. La pression du politique devient de plus en plus irrationnelle, d'ailleurs, au fur et à mesure qu'il s'intoxique d'une série continue de succès.

Les indicateurs sur le raidissement de l'adversaire doivent être lus attentivement, et sans excès d'optimisme. Dès lors que l'essentiel est atteint, et que la réaction adverse semble se profiler à l'horizon, l'assaillant adopte un dispositif défensif et se réorganise en vue du choc attendu. Outre l'organisation de sa position, il doit réarticuler son commandement, toujours profondément affecté par les efforts récents. La constitution d'une réserve de manœuvre est aussi critique que l'aménagement du terrain. A défaut de prévenir le premier succès de l'ennemi, cette réserve doit l'empêcher de transformer une défaite locale en déroute.

Le chef passant à la défensive peut même considérer que son premier combat défensif sera perdu, en toute hypothèse, car on voit mal son adversaire se risquer sans un minimum de confiance, généralement justifiée. Par exemple, le nouveau défenseur ne restera pas sur la ligne conquise, et devra concéder « la part du feu ». En revanche, il a intérêt à **calibrer sa**

défense pour arrêter l'évolution d'une contre-attaque locale en contre-offensive généralisée. Une sorte de réaction en chaîne.

• La transition offensive-défensive : deux cas opposés

Là encore, les Soviétiques, qui ont poussé leurs attaques jusqu'à la dernière extrémité, n'attendaient pas trop tard pour passer à la défensive. Avec constance, ils l'ont fait lorsque l'essentiel était acquis : la tête de pont qui permettait la relance de l'offensive, plus tard. Les têtes de pont soviétiques ont été défendues avec acharnement, et peu d'entre elles ont été réduites.

Un cas inverse est offert par l'armée italienne sur le front des Alpes, en 1916. Les Italiens ne sont pas avares d'efforts et de sang, lançant pas moins de *dix-huit offensives* sur l'Isonzo. Ces offensives ne leur valent rien d'autre que quelques kilomètres, sans jamais ébrécher la défense des Autrichiens. Les premiers signes de la présence d'imités allemandes[1] ne sont pas interprétés comme annonciateurs d'un changement de stratégie. Cette cécité permettra la grande offensive des puissances centrales (bataille de Caporetto), qui balaye en quelques semaines les gains d'un an d'offensive continue. Si les Italiens, dès le premier signe, étaient passés à la défensive, ils auraient sans doute créé la contre-surprise.

Finalement, il apparaît bien que les transitions « offensive à défensive » sont généralement plus chaotiques que l'inverse, pour une raison simple : dans le cas présent, il s'agit, *pour celui qui détient encore l'initiative,* de déterminer à quel moment il accepte d'arrêter de l'accroître. Il souhaite ne pas concéder l'initiative, ce qui suppose qu'il soit allé aussi loin que possible dans la démolition de l'initiative adverse.

Évidemment, cela est moins facile à lire que l'inverse, quand, ayant détruit l'initiative adverse dans un combat défensif, on estime avoir la possibilité de la prendre à son compte.

1. Où le jeune capitaine Rommel commande une compagnie d'infanterie de montagne qui se signale par de nombreux débordements et infiltrations.

SEPTIÈME PARTIE

LA MAÎTRISE DE LA VIOLENCE

CHAPITRE 1

« COERCITION » ET « MAÎTRISE DE LA VIOLENCE »

1.1. L'ÉMERGENCE D'UNE DISTINCTION ENTRE MODES D'OPÉRATION

DEPUIS la fin de la Seconde Guerre mondiale, on a le sentiment que la « vraie guerre » est moins d'actualité. Dans les années 1970, les Américains en sont venus à parler de « *low and medium intensity conflicts* », ou MIC/LICs. Nous autres Français avions le terme de « petite guerre », à distinguer de la grande, entre États structurés, aux capacités comparables.

« Petite » et « grande » guerre ont cohabité, historiquement, pendant longtemps, sans pour autant qu'on n'ouvre un débat en doctrine.

La question s'est posée lorsque la notion de victoire est devenue floue.

Par exemple, après la Seconde Guerre mondiale, d'un point de vue français, l'Indochine, l'Algérie, Suez, le Tchad... relèvent de la guerre, tout simplement. La force militaire, indépendamment de la vigueur ou de l'ampleur des opérations qu'elle mène, vise à la *décision.*

Moyennant quoi, les opérations militaires les plus fréquentes, pour nos armées occidentales, à l'orée du XXI^{e} siècle, ne s'apparentent guère aux combats paroxystiques décrits ci-dessus. Les opérations d'interposition, à commencer par le Liban, depuis 1978, posent le problème de cette décision impossible : l'interposition n'a pas pour objet de vaincre qui que ce soit, on pourrait presque dire : au contraire. En Bosnie de 1992 à 1995, nos forces ont été confrontées à ce dilemme : être spectatrices d'une guerre tout en s'interdisant d'en favoriser l'issue, dans la mesure où cela aurait consisté à prendre parti.

En Afghanistan, depuis 2003, ces opérations s'apparentent beaucoup plus à la guerre telle que nous l'avons évoquée tout au long de l'ouvrage.

L'impossibilité de prendre parti, c'est la négation de la notion de victoire, entendue comme la domination ultime d'un parti sur l'autre.

Cela a conduit à l'émergence de l'idée selon laquelle il s'agirait d'une autre « forme de guerre », idée censée expliquer pourquoi on y était, sans pouvoir participer. D'où le mode opératoire de « maîtrise de la violence », à distinguer du mode classique, rebaptisé pour la cause « mode coercition ».

Il est clair qu'au niveau de la stratégie générale, il importe que la troupe sur le terrain comprenne bien les attendus et limitations de l'action militaire. Le foisonnement de belligérants, aux méthodes pour le moins contestables, mais dont aucun n'est identifié comme adversaire, induit une forme de schizophrénie qui tend à brider l'action.

Néanmoins, si la finalité des opérations est très différente de la guerre, les modalités d'exécution sur le terrain restent très proches, au niveau tactique, de celles que l'on pratique dans la « vraie » guerre. En effet, les procédés « de coercition » restent pertinents, dans la mesure où, aux échelons subordonnés, il reste des actions « dures » à jouer, comme on l'a vu encore récemment en Côte d'Ivoire. Si la force, *dans son ensemble,* opère avec prudence pour continuer à « maîtriser la violence », elle doit de temps à autre ramener ses protagonistes à de meilleurs sentiments en faisant *localement* la démonstration de ses capacités guerrières de haute intensité.

1.2. L'INVARIANCE DE LA TACTIQUE ÉLÉMENTAIRE

Il apparaît bien, expérience faite, sur plusieurs théâtres et dans des contextes géopolitiques très différenciés, que **tous les procédés contribuant à la « maîtrise de la violence » trouvent leur fondement dans le contexte de haute intensité.** Pour être plus précis : à l'analyse, il n'apparaît *aucun* mode d'action de niveau tactique, dont l'invention est justifiée par les opérations de « maîtrise de la violence », qui soit une véritable nouveauté par rapport aux actions décrites ci-dessus. Même si tel était le cas – si un supplément s'imposait – il demeure qu'une troupe doit, en

permanence, être prête à basculer dans le mode de combat « coercitif », ce qui exerce une forte influence sur le raisonnement tactique du chef.

C'est ce que devrait montrer l'analyse rapide des actions considérées, en doctrine française récente, comme relevant spécifiquement du mode d'action « maîtrise de la violence ». Comme il a déjà été dit, *l'intention* est différente, dans la mesure où il ne s'agit pas de rechercher le combat pour arracher la décision. Toutefois, dès lors qu'on étudie le *procédé,* on constate qu'il relève de la tactique générale, et non pas d'une famille nouvelle dans l'art et la science de la guerre.

Pour autant, ce nouveau contexte appelle quelques remarques de niveau tactique.

D'abord, **le renseignement y change de nature,** comme il a été indiqué au chapitre spécifiquement consacré à ce sujet. Là où la «vraie» guerre tend à développer un renseignement *d'événement,* le contexte de « non-guerre » privilégie le renseignement *de non-événement,* plus largement, le *renseignement d'ambiance.* C'est là une mentalité à développer, à tous les échelons. Une culture militaire adaptée à cette perception de situation est un puissant critère de qualité : il y a des armées qui savent le faire, et d'autres qui sont sourdes, muettes et aveugles.

Dans le contexte de maîtrise de la violence, la contre-reconnaissance conserve toute sa pertinence. Il est essentiel que le chef conserve une part de mystère et d'aléa y compris face à une multiplicité de factions, c'est là une condition de sa sécurité et de sa liberté d'action. Or, ce brouillard est plus difficile à entretenir pour plusieurs raisons. D'abord, la multiplicité des parties prenantes, déjà évoquée, engendre un faisceau convergent d'observation, ce que la présence de médias vient encore aggraver. Ensuite, les dispositifs sont généralement assez figés et les missions répétitives, voire routinières. Simultanément, la présence des populations, les restrictions et contraintes nombreuses inventées à l'envi par les factions ou les mandataires internationaux privent le chef d'une large part de sa liberté d'action – par exemple, pour modifier son dispositif sans accord préalable ou négociation. Enfin, en l'absence d'ennemi désigné, toute action de force est réservée aux cas les plus extrêmes. Pour toutes ces raisons, l'identification des capteurs potentiellement hostiles, leur destruction ou leur neutralisation mais aussi le brouillage de l'image qui est le «mode passif»

de la contre-reconnaissance s'avèrent beaucoup plus délicats à mettre en pratique.

Nonobstant, le chef doit s'efforcer de pratiquer le maximum d'actions décrites dans le chapitre consacré à la contre-reconnaissance. Un degré même minime de brouillage conserve un impact significatif sur la sûreté de l'unité.

Ensuite, **les activités de la troupe, au quotidien, sont très différentes de la « vraie » guerre,** et pour cause. Gérer la durée, c'est apprendre à vivre avec la routine, tout en étant prêt, en permanence, à gérer l'imprévu, la surprise, l'agression. La dilution induit un sentiment de vulnérabilité. La mentalité de la troupe en est toujours très affectée, et la formation des cadres doit en tenir compte. Assez rapidement, on constate une profonde évolution dans la culture militaire.

Si la tactique n'est guère différente, **le soutien logistique, pour sa part, subit une profonde mutation.** C'est le domaine par excellence où le mode « maîtrise de la violence » est très différent du mode coercition.

En effet, étant par nature expéditionnaires, les opérations actuelles engendrent de fortes contraintes et des solutions de continuité – d'où, entre autres, la naissance de la notion de théâtre d'opération. Sur place, les unités sont moins mobiles que selon les normes prévues par construction, pour les opérations de haute intensité. En revanche, elles patrouillent beaucoup. Ce qui fait qu'on a ce paradoxe, d'unités statiques dont les véhicules parcourent dix fois plus de kilomètres que selon les normes admises, au moment de la définition du matériel ! Les consommations en carburant et ingrédients, en pièces, en pneumatiques, l'usure générale, tout cela est absolument hors normes et induit de lourdes contraintes et des effets durables, longtemps après la fin de l'opération.

En revanche, les consommations en munitions sont nulles ou négligeables. Il s'agit essentiellement de munitions de petit calibre et d'artifices (signaux pyrotechniques). La force, sur place, gère un stock souvent considérable, acheminé par précaution, avec d'autant plus d'ardeur qu'en situation tendue, ce sont les stocks les plus lourds, les plus volumineux, les plus contraignants à projeter. Et une fois livrés, ce sont les plus inutiles, les plus pesants à stocker, entretenir, gérer... et souvent, détruire.

La chaîne santé symbolise à elle seule la divergence logistique entre les deux modes. Elle est configurée pour faire face à des situations de combat, à la limite des pertes massives. Du fait qu'il n'y a pas de combat, et en tout cas, pas de conflit généralisé, elle doit se contenter des pertes courantes, identiques à ce qui se passe en garnison[1], et espérer qu'une épidémie soudaine justifiera son déploiement...

Le stationnement prolongé de la troupe nécessite des aménagements conséquents : logements en dur, ameublement sommaire (pas un luxe : le paquetage coûte cher), sanitaires décents, cuisines correctes (nourrir les gens en rations de combat est très coûteux et finit par avoir un effet négatif sur le moral), protections diverses, aires stabilisées pour le stationnement et l'entretien des véhicules, etc. Bref, on « refait la vie de garnison », ce que les ignorants brocardent assez facilement – ceux qui ensuite reprennent le chemin de la capitale dans leur modeste *executive jet* d'autorité...

Psychologiquement, il semble bien que la maîtrise de la violence exerce une violence de long terme sur les hommes, dénués de toute possibilité d'extérioriser leur frustration, de libérer leur tension, de comprendre et d'adhérer à la finalité de leur action. Il y a moins de morts et de blessés, et c'est heureux ; en revanche, il est certain que les gens n'en reviennent pas indemnes...

Tous ces facteurs, d'autant plus prégnants qu'ils correspondent à un vécu durable, affectant tous les gestes du quotidien, modifient profondément la culture de la force. Ce n'est pas forcément un mal. Par exemple, l'insistance, pour ne pas dire l'obsession, désormais placée sur la maîtrise du feu, la discipline de chaque instant, le souci du contact avec la population : toutes ces qualités servent aussi au combat le plus extrême. Après tout, on n'a jamais dit, même au plus fort de la Seconde Guerre mondiale, que le sort des populations exposées à la violence de la guerre était sans importance. L'intérêt, si l'on ose dire, des opérations récentes est que ces notions sont désormais intériorisées, jusqu'aux plus bas échelons. Alors que, naguère, les dommages collatéraux, comme on disait pudiquement, faisaient partie de l'environnement admis de la guerre, pourvu que l'on exprimât, de loin en loin, quelques regrets bien sentis[2].

Revenons-en aux actions tactiques et aux décisions à prendre dans le contexte de « maîtrise de la violence ». Une rapide étude permettra d'en

déduire que, si le contexte change, l'emploi de la force reste soumis aux mêmes préoccupations qu'avant, et que les mêmes choix qu'avant restent valides.

1.3. LE MODE « MAÎTRISE DE LA VIOLENCE »

Sous ce mode on regroupe des actions où l'on peut malgré tout lire une dominante offensive ou défensive, au sens où, dans le premier cas, la force prend l'initiative de l'action, alors que dans le second, elle attend qu'un opposant se manifeste pour le contrer.

Dans la dominante offensive, on peut regrouper :

- l'isolement ;
- la séparation de factions belligérantes ;
- l'intervention ;
- la démonstration ;
- la rétorsion.

Dans la dominante défensive :

- la sécurisation de zone ;
- la protection de zone ou de secteur ;
- l'interposition.

Arrivé à ce niveau de l'étude, il peut être utile de se reporter au chapitre sur l'ennemi non doctrinal, qui est souvent l'adversaire du moment dans un tel contexte. **Sa faiblesse majeure, s'il est confronté à une réaction suffisamment ferme, est son peu d'empressement à encaisser des pertes.** En effet, une milice ne bénéficie d'aucun soutien institutionnel, celui qui contribue à l'ardeur de la troupe. Par exemple, les veuves de guerre sont laissées à leur triste sort, de même que les blessés et autres « gueules cassées ». La faiblesse d'un système de santé crédible, l'absence de tout tissu social, sont des freins très efficients à l'ardeur réelle (à distinguer de

l'ardeur affichée) d'une troupe au combat, *dans la mesure où elle se laisse convaincre qu'il y aura effectivement combat.* Les rodomontades ne servent qu'à masquer cette faiblesse congénitale : il importe de ne pas se laisser abuser.

Pour être complet, ajoutons qu'il existe aussi un autre type d'opérations, utilisant la force militaire, mais sans objectif militaire : les opérations humanitaires et d'assistance, qui sont hors du champ de cet ouvrage.

---

1. De l'ordre de 1,5 % de l'effectif est consultant chaque jour, et rarement pour des causes graves. On ne constate pas plus d'accidents routiers par kilomètre parcouru en opérations, même si le taux rapporté à l'homme est plus élevé – tout simplement du fait que les véhicules roulent dix fois plus qu'en métropole.

2. Rappelons qu'au cours de la bataille de Normandie, du 6 juin à mi-août 1944, 70 000 civils français ont été tués essentiellement du fait des bombardements alliés.

CHAPITRE 2

LES ACTIONS À DOMINANTE « OFFENSIVE »

COMME il a déjà été dit, nous allons découvrir (ou redécouvrir) qu'il n'y a aucune solution de continuité entre les actions tactiques à envisager sous ce contexte, par rapport aux cas « classiques ». Néanmoins, le contexte psychologique est très différent. La supériorité ne sera marquée par le feu qu'en toute dernière extrémité, lorsque, de fait, on sera *localement* et *temporairement* repassé du contexte « maîtrise de la violence » au contexte « coercition ». Aussi **cette supériorité doit-elle se manifester par l'avantage conféré par le *dispositif,* par la démonstration de capacité qu'offre une *manœuvre rapide,* précise, efficace, *décisive* dans ce contexte.** La solidité morale du chef, que l'adversaire potentiel a généralement eu le loisir d'observer longuement (car peu de tests sont déclenchés inopinément) et son allant lorsqu'il le faut, y compris **sa prise de risque *politique* – prendre l'initiative du feu, notamment – remplacent la préparation d'artillerie...**

2.1. L'ISOLEMENT

Dans son libellé, l'isolement est une action de force (« couper, tant physiquement que psychologiquement, un ennemi de tous ses soutiens, [...] lui interdire sa liberté de mouvement, [...] empêcher ... de faire jonction. Il faut empêcher l'ennemi de fortifier la position qu'il occupe[1]»). Le fait même qu'on parle d'ennemi relativise l'appartenance de cette notion au contexte « maîtrise de la violence ».

Pour isoler, on peut encercler, parant les réactions éventuelles de l'ennemi, généralement à partir d'une posture défensive (on laisse venir) ; ou

intercepter toute tentative de jonction, à l'aide d'un des procédés décrits plus haut, soit défensif (interdire une ligne, donner un coup d'arrêt) soit offensif (contre-attaquer ou attaquer).

Une fois *déclenchée,* l'action d'isolement relève pleinement du domaine tactique classique.

2.2. La séparation de factions belligérantes

Il s'agit de « contraindre les belligérants à modifier leur dispositif pour leur interdire l'affrontement direct ou indirect et créer une zone neutre sous contrôle des forces amies. La séparation doit être consentie par les autorités des belligérants, même si localement, la manifestation, voire l'utilisation, de la force peut s'imposer, pour obtenir gain de cause[2] ».

Là encore, le contexte peut bien limiter l'emploi de la force, il reste que le dispositif doit clairement permettre une montée en régime extrêmement rapide. En principe, la zone neutre sera contrôlée selon le procédé « classique » du contrôle de zone. Simplement, la réaction, si elle semble s'imposer, sera soumise à des précautions supplémentaires, notamment d'ordre politique.

Il n'empêche : pour empêcher un belligérant de prendre contact avec l'autre, l'interposition consistera, matériellement, à lui interdire une zone par laquelle il peut établir le contact physique, à le contre-attaquer s'il insiste, à l'en expulser s'il s'y est infiltré ou installé. Tous procédés de combat absolument identiques à ceux déjà évoqués...

Une autre option possible – d'esprit plus agressif – consiste à marquer à la culotte, ostensiblement, les unités susceptibles de fauter les premières. Dissuasion par le contact, en limite permanente de feu... Contact : une notion bien connue, provenant du contexte habituel.

2.3. L'intervention

« Intervenir », c'est, pour une unité généralement en réserve, « rejoindre rapidement le lieu d'un incident où il s'agit, soit de faire basculer le rapport de force, soit de contrer la menace[3] ».

Le procédé s'apparente à la contre-attaque. Seule l'ouverture du feu fera l'objet de précautions supplémentaires, notamment afin de bien caractériser la menace. Faire la part du bluff et du vrai est préférable, avant de provoquer l'irréparable.

La qualité de la préparation en amont conditionne, comme toujours, l'efficacité de la riposte. La déception tactique est possible : on peut répéter, ostensiblement, une manœuvre que l'on ne fera pas, afin que « la bonne » obtienne son petit effet de surprise tactique... et obvie les éventuelles contre-mesures imaginées par l'adversaire.

2.4. La démonstration

L'action militaire y est qualifiée de « message », et vise à persuader ou à dissuader. Le cas échéant, on exerce une menace d'intervention ou de rétorsion. L'usage de la force est toujours aussi « retenu » que possible, notamment avec le souci des dommages collatéraux (souci permanent, quel que soit le contexte, en réalité).

Pour que la démonstration remplisse son usage, il doit être parfaitement clair au belligérant qui insiste qu'il n'obtiendra pas gain de cause, ou alors, à un *prix militaire localement prohibitif* – qui le concerne, lui, directement et personnellement, bien plus qu'il ne concerne les élites lointaines au bénéfice desquelles il est censé nuire à la Terre entière. Ce point a donné lieu à de vigoureux contresens lors de la triste aventure bosniaque. En effet, lorsque les forces de l'ONU ont fait l'objet de pressions inadmissibles, elles ont toujours fait état du prix *politique* à payer pour les perpétrateurs. Mais il leur était interdit (ou certains contingents ont affecté de considérer qu'il leur était interdit) de faire payer, cash, sur place et immédiatement, au moins une avance sur facturation, sous la forme d'un combat, même limité.

La démonstration est une menace, ou une action tactique, effectuée par l'unité sur place, et qui, sans faire abstraction de la menace politique, offre

un acompte au niveau tactique.

La meilleure démonstration, en situation d'arrêt, c'est de dévoiler une partie « impressionnante » du dispositif, laissant comprendre que le combat sera accepté, et montrant qu'il n'est pas donné d'avance pour l'assaillant.

Si l'unité n'est pas déjà sur place, alors la démonstration prend toutes les formes d'une contre-attaque ou d'une attaque d'interception. On amène autant de moyens que l'on peut, et on manœuvre partiellement à vue, de façon ostentatoire.

L'artillerie peut contribuer très efficacement à une démonstration, en exécutant un tir massif, annoncé au préalable, sur une zone libre de danger mais à vue. Ce qui permet de dire ensuite : « le prochain tir est pour vous. »

En tout état de cause, il est préférable que l'unité qui effectue la démonstration garde une partie de son dispositif au secret, afin de se prémunir contre une réaction éventuelle et conserver une capacité de surprise. Il est parfois assez difficile de ne pas céder à la tentation de dévoiler son dispositif de façon graduelle, en acceptant l'escalade proposée par le protagoniste.

La vraie limite à partir de laquelle « on ne joue plus », c'est lorsque la gradation dans la démonstration achèverait de dévoiler l'ensemble. **Il faut absolument réagir – exécuter la démonstration – *au degré précédant* cette ultime levée.**

2.5. LA RÉTORSION

C'est une action, militaire ou non, « visant à punir les auteurs d'une agression contre nos intérêts. » Elle doit être « adaptée aux circonstances et au niveau de violence auquel l'adversaire a eu recours ».

Si nous excluons du champ de l'étude les actions non militaires, que reste-t-il à envisager ?

Assez typiquement : la destruction d'un objectif, de préférence militaire ; la saisie d'un gage territorial, dont la possession est indispensable à l'adversaire ; l'interdiction d'un moyen nécessaire à sa liberté d'action ou à

sa supériorité sur les autres factions ; bref, tout ce qui le contraindra à négocier.

A nouveau, cela nous ramène aux chapitres éprouvés de l'attaque, de la saisie et de la défense d'une position, ou du contrôle de zone.

2.6. L'INTERPOSITION

> « Action militaire qui consiste à placer une force tierce entre deux parties opposées pour les empêcher de s'affronter[4]. »

Dans le meilleur des cas, l'unité qui s'intercale le fait à l'occasion d'un accord négocié. Dans l'autre, elle doit s'imposer. Militairement, le procédé est celui de l'attaque, soit en force, soit par infiltration. Avec une complication, qui est d'avoir deux ennemis potentiels. Une démonstration, aussi parlante que possible, juste après avoir établi le contact, peut amener les deux parties à composer. Par exemple, un tir d'artillerie de démonstration, ou un bombardement d'aviation sur une zone inoccupée, afin de rappeler utilement les capacités réelles auxquelles l'unité peut faire appel.

Une fois intercalée, l'unité applique les procédés du contrôle de zone, ou de l'interdiction, selon les circonstances.

2.7. LE CONFINEMENT, LE REGROUPEMENT DE FACTIONS

Les deux définitions sont tellement proches qu'on peut les considérer redondantes. Le fait lui-même est devenu assez courant : à l'issue d'une négociation, les factions se regroupent, sont désarmées et démobilisées, ou intégrées à la nouvelle armée nationale. Les forces étrangères, neutres, surveillent et garantissent le processus militaro-politique, notamment pour rendre impossible, aussi rapidement que possible, un nouveau recours aux armes.

> « Confinement : Action consistant, plus particulièrement dans le cadre du mode opératoire de maîtrise de la violence, à regrouper une faction, dans une zone qui constitue son territoire naturel ou revendiqué, en interdisant tout mouvement en dehors de ce territoire[5]. »

« Regroupement de factions : Mode d'action consistant à rassembler des factions dans des zones définies et distinctes, dans la perspective du règlement de la crise ayant conduit à l'affrontement armé[6]. »

Au sens tactique du terme, nous sommes dans une configuration de contrôle de zone. Rien de nouveau sous le soleil, en dehors de gestes techniques et administratifs très éloignés de la guerre, et plus proches de l'assistance sociale.

---

1. Définition réglementaire.
2. Définition réglementaire.
3. Définition réglementaire.
4. Définition réglementaire.
5. Définition réglementaire.
6. Définition réglementaire.

CHAPITRE 3

LES ACTIONS À DOMINANTE « DÉFENSIVE »

3.1. LA SÉCURISATION DE ZONE

« DANS un contexte "maîtrise de la violence", prendre possession d'une zone, avec ou sans combat, puis la contrôler et la protéger afin de permettre la reprise normale des activités de toute nature, et garantir la libre circulation des troupes amies et de la population[1]. »

Au sens tactique du terme, cela s'appelle « contrôler une zone ». Le contexte plus *soft* imposera plus de précautions avant d'en venir aux mains, en cas de contestation, mais cela ne change rien aux dispositions tactiques à prendre.

La sécurité de sa propre troupe, surtout dans la durée, exige un surcroît de vigilance et mérite une action de contre-reconnaissance, ne serait-ce qu'à titre démonstratif. C'est l'attitude de l'unité qui est le premier critère de sa crédibilité, et donc, à terme, de sa valeur dissuasive.

3.2. LA PROTECTION DE ZONE OU DE SECTEUR

Dans ce contexte, la protection « consiste à prendre des mesures préventives pour empêcher tout protagoniste d'exercer des menaces ou de mettre en cause l'intégrité d'un secteur », en assurant « la sauvegarde du personnel militaire et civil », et « en interdisant l'accès non autorisé aux installations[2] », etc.

Là encore, un dispositif *partiellement apparent* de contrôle de zone est la base de la manœuvre. La crédibilité des moyens d'intervention, voire de rétorsion, doit être affirmée, de temps en temps. Normalement, une troupe active, qui s'entraîne, qui arpente sa zone avec énergie mais en restant soucieuse de la population, qui réagit rapidement et efficacement à la première sollicitation, dont le chef sait faire preuve de diplomatie, cette troupe-là protège efficacement sa zone, même si le rapport de force semble désavantageux.

D'une façon générale, tout dispositif est testé, notamment à l'occasion des relèves d'unités. L'armée française le sait bien, et s'organise en prévision de ces coups d'épingle.

---

1. Définition réglementaire (extraits).

2. Définition réglementaire (extraits).

EXORDE

LE STYLE EN GUERRE

LA guerre à travers les âges offre une infinie variété de situations. La multiplicité des facteurs, la complexité des interactions, l'évolution permanente des conditions – humaines, sociétales, physiques, technologiques – qui déterminent l'action de l'homme en guerre pourraient donner l'impression d'un chaos incoercible.

Et pourtant... De ce chaos, les grands capitaines ont su extraire une logique. *A posteriori,* leurs manœuvres prennent la clarté de l'évidence, et pour les plus grands, la force de la simplicité. Leurs adversaires, les vaincus, pataugent dans le désordre, l'incohérence, l'agitation sans but.

Lorsqu'on analyse l'œuvre d'un grand capitaine, de la même façon qu'un critique d'art analyse un Michel Ange ou un Dali, la profusion de l'œuvre s'inscrit toujours dans une certaine logique : chacun a un style, une manière de faire, dont il sait se départir à l'occasion mais qui explique chacune de ses entreprises. Le général Camon a très bien décrit le style de Napoléon, organisé autour de la manœuvre sur les derrières et, en défensive, la défense en position centrale (qui n'exclut nullement la manœuvre sur les derrières). Foch, lieutenant-colonel à l'époque, a décrit le style de von Moltke comme la recherche de l'encerclement à l'aide d'un râteau à trois dents – style comparable à celui du roi zoulou Shaka, appliquant la tactique dite « du buffle », avec ses cornes (les ailes) et le corps principal au centre. Le style américain, tel qu'on peut le déduire de la doctrine, doit beaucoup au style français de 1918 : la guerre méthodique, fondée sur une étroite coordination entre les appuis et la mêlée – voire, la prévalence absolue du feu. Le style soviétique privilégiait la vitesse d'exécution, au prix d'une certaine prévisibilité, qu'il compensait en érigeant la manœuvre de déception en principe premier – une tendance naturelle pour un régime fondé sur le mensonge et la manipulation.

On pourrait multiplier les exemples à l'infini. C'est précisément à cette fin que le présent ouvrage a proposé de nombreuses illustrations historiques. Si *le fait* du style n'est guère en doute, la question devient : qu'apporte-t-il ? Et comment développer son style ?

Le style apporte, en tout premier lieu, un principe organisateur dans l'esprit du praticien, une manière de faire, récurrente, qui accélère le processus décisionnel - la méditation, comme disait Napoléon. Parmi toutes les manœuvres possibles, tel capitaine a naturellement tendance à s'orienter vers l'une d'entre elles.

D'une façon générale, s'il est utile que le capitaine soit imprévisible pour son ennemi, il est prudent qu'en tant que chef, il reste lisible à ses subordonnés. Il est frappant, lorsqu'on lit César, de constater qu'à de très nombreuses occasions, lorsqu'il rejoint un subordonné aux prises avec un ennemi, il endosse les dispositions prises et développe sa manœuvre autour d'elles. La fulgurance de *Veni, vidi, vici* dépend avant tout de subordonnés qui ont su anticiper sans engager la décision ultime du chef. Au même titre qu'en peinture, le style est le ciment d'une école, sa logique interne, un facteur de cohérence et de cohésion.

Le style apporte, paradoxalement, un degré de liberté car on peut s'en affranchir. Lorsque Villars, presque à contrecœur, se lance dans la foudroyante manœuvre de Denain, il surprend d'autant plus Eugène, car il prend un risque inaccoutumé qui abuse son fougueux adversaire.

Pour développer son style, il importe avant tout de le définir – même si aucun grand capitaine ne s'est livré à cet exercice formel, à part César, indirectement (et à la troisième personne du singulier). Napoléon, au soir de sa vie, s'est contenté de livrer quelques appréciations sur les premiers ouvrages des historiens et militaires qui prétendaient décrypter son « secret » (Jomini par exemple). Il a surtout commenté, et d'abondance, ses plus illustres devanciers, ce qui permet à ses analystes de confirmer leur lecture en creux, si l'on peut dire.

Dans le style, il y a deux grandes composantes : la technique, et l'art proprement dit, le choix esthétique.

La technique, c'est la façon de commander, d'organiser son entourage, de parler aux hommes, de concevoir et diffuser ses ordres. Napoléon était

extrêmement prolixe, écrivant de longues instructions à ses généraux, envisageant des hypothèses multiples et détaillant ce qu'il ferait dans telle ou telle configuration. Joffre, beaucoup plus secret, « lourd », aux dires de certains, laissait parler longuement et finissait par prononcer sa décision presque avec réticence. On peut multiplier les exemples : Hitler, épouvantablement entriste, soupçonneux jusqu'à l'obsession ; Joukov, rusé et secret, qui devait commencer par convaincre Staline avant de se rendre sur le front où il remettait son plan par tranches, comme un sushi ; Patton, fougueux dans la conduite mais toujours soucieux d'anticiper et d'étudier diverses hypothèses ; Rommel, qui aimait tant conduire de l'avant qu'il laissait parfois son chef d'état-major dans le flou... Chaque chef a une pente naturelle. Il doit, au minimum, la connaître, la reconnaître, l'expliquer à ses proches collaborateurs, corriger ses défauts, réprimer ses excès, rechercher la stimulation et la confrontation. La servilité et la facilité n'ont jamais produit de grands artistes – il n'y a guère de raisons qu'elles produisent de grands capitaines.

L'art, c'est essentiellement celui de la pénétration dans l'esprit de l'adversaire, et de la décision.

La première composante a la force de l'évidence : apprécier le niveau de risque dépend d'abord d'une fine analyse de l'ennemi, pour laquelle la technique est nécessaire mais non suffisante. L'indécision – la tare majeure du chef – frappe d'abord ceux qui ne veulent pas s'engager sur une hypothèse ennemie. Au prétexte qu'ils ne veulent pas spéculer, se lier les mains prématurément, ils laissent ouvert tout l'éventail des possibles. Ils sont comme cette grande cocotte face à sa garde-robe, qui ne veut pas choisir de peur de porter la même couleur que sa rivale – et qui, du coup, reste chez elle.

La pénétration mentale de l'ennemi constitue un risque majeur, nul ne peut le contester. Néanmoins, elle est la condition première pour sa propre décision, laquelle, du coup, devient lumineuse, presque facile. À l'analyse, on constate que celle-ci s'articule toujours autour du risque consenti. Comme cet ouvrage prétend l'avoir établi, la victoire, l'initiative, le risque sont des notions connexes, intimement liées. La deuxième intervention du risque correspond à celui qu'on consent autour de sa propre manœuvre. Savoir l'apprécier, avant même de l'accepter, se travaille dès le temps de paix, par les exercices et la lecture critique de l'histoire.

Cela mène à la conclusion. Pour développer son style personnel, le chef militaire doit évidemment progresser dans sa technique, sur tous les aspects du commandement. Mais cela n'est pas l'essentiel. L'essentiel est qu'il comprenne le niveau de risque qu'il se sent capable de maîtriser, sa zone de confort, tout à fait comparable à celle que fréquente le pilote de Formule 1 ou le skieur de descente. C'est en repoussant ses propres limites du risque qu'il deviendra dangereux pour l'adversaire – c'est aussi en reconnaissant ces limites qu'il sera moins dangereux pour son propre camp.

Pour prétendre vaincre, il faut savoir risquer. Pour risquer à bon escient, il faut aimer le risque, le pratiquer à chaque occasion, le courtiser, en débattre avec ses supérieurs et ses subordonnés. Cela s'apprend.

BIBLIOGRAPHIE PAR CAMPAGNES ET BATAILLES

(ordre chronologique approximatif)

LES CLASSIQUES, PHILOSOPHES ET THÉORICIENS DE LA GUERRE

Les immortels occidentaux

Carl von Clausewitz, *De la guerre* (Éditions de Minuit, 1955).

Georg W.F. Hegel, *La raison dans l'Histoire* (10/18,1965).

Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations* (Calmann-Lévy, 2004).

Gaston Bouthoul, *Traité de polémologie* (Payot, 1991).

Brig Gen T.R. Phillips ed, *Roots of Strategy: the 5 Greatest Military Classics of All Time (Sun Tsu, Vegetius, De Saxe, Frederick, Napoleon*) (Stackpole Books, 1985).

Colonel Foch, *Des principes de la guerre* (Imprimerie nationale, 1996)*, De la conduite de la guerre* (Economica, 2000).

Antoine Henri, baron de Jomini, *Précis de l'art de la guerre* (Ivrea, 1977).

Jacques de Guibert, *Écrits militaires* (Éditions Nation armée, 1977).

Peter Paret *et al., Makers of Modem Strategy: From Macchiavelli to the Nuclear Age* (Princeton Univ. Press, 1986).

Julian S. Corbett, *Principes de stratégie maritime* (Economica, 1993).

Hervé Coutau-Bégarie, *La puissance maritime - Castex et la stratégie navale* (Fayard, 1985).

B.H. Liddell Hart, *Strategy* (Penguin, 1954).

Les immortels orientaux

Sun Tsu, *L'art de la guerre* (Flammarion, 1972).

Kautiliya, *Arthasastra, Traité politique et militaire de l'Inde ancienne* (Éd. du Félin, 1998).

François Kircher, *Les Trente-six stratagèmes* (Payot, 1995).

René Khawam, *Le livre des Ruses, La stratégie politique des Arabes* (Phébus, 1976).

Soviétiques et révolutionnaires

Marx et Engels, *Écrits militaires* (L'Herne, 1970).

Leon Trotsky, *Military Writings* (Pathfinder Press, 1971).

Aleksandr Svechin, *Strategy* (East View Pub, 1992).

Citations du Président Mao Tsé-toung (Pékin 1966).

Mao Tsé-toung, *La Guerre révolutionnaire* (10-18, 1955).

Maréchal Sokolovski, *Stratégie militaire soviétique* (L'Herne, 1984).

Ernesto « Che » Guevara, *Textes militaires* (Maspéro, 1976).

V. Savkin, *The Basic Principles of Operational Art and Tactics* (A Soviet View) (traduction US Air Force, 1972).

Colonel Roger Trinquier, *La guerre* (Albin Michel, 1980).

Les modernes

Gaston Bouthoul, *La guerre* (Que Sais-je ? PUF, 1978).

Gaston Bouthoul, René Carrère, *Le défi de la guerre* (PUF, 1976).

Jean-Paul Charnay, *Essai général de stratégie* (Ed. Champ libre, 1973).

André Glucksman, *Le discours de la guerre* (10-18, 1974).

Raymond Aron, *Sur Clausewitz* (Éd. Complexe, 1987).

Arnold J. Toynbee, *Guerre et civilisation* (Idées NRF, 1953).

Robert R. Leonhard, *The Art of Maneuver* (Presidio, 1993).

Robert R. Leonhard, *Fighting by Minutes: Time and the Art of War* (Praeger, 1994).

Guy Hubin, *Perspectives tactiques* (Economica, 2000).

Vincent Desportes, *Comprendre la guerre* (Economica, 2001).

Général André Beaufre, *La stratégie de l'action* (L'Aube, 1997).

Brian Holden Reid, *J.F.C. Fuller, Military Thinker* (St Martin's Press, 1987).

Edward N. Luttwak, Strategy: *The Logic of War and Peace* (Harvard Univ. Press, 1987).

Général Eric de la Maisonneuve, *Incitation à la réflexion stratégique* (Economica, 1998).

Alvin et Heidi Toffler, *War and Anti-War* (Little, Brown, 1993).

Erik Durschmied, *La logique du grain de sable* (Lattès, 2000).

Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites* (Rivages, 2003).

Clayton R. Newell, *The Framework of Operational Warfare* (Routledge, 1991).

David Galula, *Couterinsurgency Warfare: Theory and Practice* (Praeger, 2005).

L'ART DE LA GUERRE À TRAVERS LES ÂGES

F.E. Adcock, *The Greek and Macedonian Art of War* (Univ. of California Press, 1957).

Adrian Goldsworthy, *The Roman Army at War 100 BC - AD 200* (Clarendon, 1998).

Philippe Richardot, *La fin de l'armée romaine* (284-476) (Economica, 1998).

Hans Delbrück, *History of the Art of War* (4 volumes, traduits de l'allemand en anglais par Walter J. Renfroe) (University of Nebraska Press, 1975 à 1985).

Jean-Louis Dufour, Maurice Vaïsse, *La guerre au XX^e siècle* (Hachette, 1993).

Martin Van Creveld, *The Art of War, War and Military Thought* (Cassell, 2000).

Général J.F.C. Fuller, *A Military History of the Western World* (Da Capo, 1957).

Russell F. Weigley, *The Age of Battles, The Quest for Decisive Warfare from Breitenfeld to Waterloo* (Pimlico, 1991).

Michael Howard, *La guerre dans l'histoire de l'Occident* (Pluriel, 1988).

Larry H. Addington, *The Patterns of War since the Eighteenth Century* (Indiana Univ. Press, 1984).

Theodore Ropp, *War in the Modem World* (Greenwood Press, 1981).

Robert E. Osgood, *Limited War: The Challenge to American Strategy* (Univ. of Chicago Press, 1957).

Jeffrey Herf, *War by Other Means: Soviet Power, West German Resistance, and the Battle of the Euromissiles* (Free Press, 1991).

Frank Barnaby, *The Automated Battlefield* (Free Press, 1986).

Général Lucien Poirier, *La crise des fondements* (Economica, 1994).

- *Stratégie théorique II* (Economica, 1987).

- *Stratégie théorique III* (Economica, 1996).

Colin S. Gray, *The Leverage of Sea Power: The Strategic Advantages of Navies in War* (Free Press, 1992).

Philippe Lacroix (sous la dir. de), *Éviter la guerre ? Réponses à quelques questions sur les risques de guerre* (Maspero, 1983).

Général Copel, *Vaincre la guerre - C'est possible !* (Folio Denoël, 1984).

André Collet, *Histoire de la stratégie militaire depuis 1945* (Que Sais-je ? PUF, 1994).

Claude Delmas, *La guerre révolutionnaire* (Que Sais-je ? PUF, 1972).

Vladimir Volkoff, *Petite histoire de la désinformation - Du cheval de Troie à Internet* (Ed. du Rocher, 1999).

Bernard Lavarini, *Vaincre sans tuer - du silex aux armes non létales* (Stock, 1997).

Philippe Delmas, *Le bel avenir de la guerre* (Folio, 1995).

Armelle Le Bras-Chopard, *La guerre - Théories et idéologies* (Montchrestien, 1994).

Shimon Tzabar, *Éloge de la défaite* (Denoël, 1974).

Thérèse Delpech, *La guerre parfaite* (Flammarion, 1998).

Kimberly Zisk Martin, *Enforcing the Peace, Learning from the Imperial Past* (Columbia Univ. Press, 2004).

Roland Gaucher, *Les Terroristes* (Albin Michel, 1965).

Colonel Régis Chamagne, *L'art de la guerre aérienne* (L'esprit du livre, 2004).

ANTHOLOGIES, ATLAS, DICTIONNAIRES, RECUEILS VARIÉS

Gérard Challiand, *Anthologie mondiale de la stratégie* (Laffont-Bouquins, 1990).

- *Terrorismes et guérillas* (Complexe, 1988).

Garnier *et al., Dictionnaire Perrin des guerres et des batailles de l'histoire de France* (Perrin, 2004).

Collectif, *Les Chasseurs de Lorraine, l'esprit cavalier* (1er-2e régiment de chasseurs, 2001).

Thomas E. Griess ed., *West Point Atlas* (Square One) :

- *The Wars of Napoleon*

- *The Civil War*

- *The Great War*

- *The Second World War* (*Pacific, Europe*).

Battles of KwaZulu-Natal (Art Publishers).

Cours d'histoire militaire générale, Coetquidan, 1983.

The Evolution of Modern Warfare, cours du *Command and General Staff College* de Fort Leavenworth, USA (1994).

Collectif : *The Fundamentals of Battle*, doctrine Suède, 1994.

Military Doctrine (Pays-Bas), 1996.

The Application of Force, doctrine Grande-Bretagne, 1996.

INSTITUTIONS MILITAIRES, ÉTUDES, ANALYSES ET TENDANCES

Armée française

Général Maxime Weygand, *Histoire de l'armée française* (Flammarion, 1938).

Charles de Gaulle, *Trois études* (Livre de Poche, 1945).

- *Vers l'armée de métier* (Livre de Poche, 1934).

Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962* (Livre de Poche, 1972).

André Corvisier *et al.*, *Histoire militaire de la France* (PUF, 1994).

Pierre Montagnon, *Histoire de l'armée française* (Pygmalion, 1997).

Philippe Masson, *Histoire de l'armée française, de 1914 à nos jours* (Perrin, 2002).

USA

Russell F. Weigley, *The American Way of War* (Indiana Univ. Press, 1973).

Charles E. Heller et William A. Stofft, *America's First Battles 1776-1965* (Univ. Press Kansas, 1986).

Tactics (FMFM 1-3). doctrine du US Marine Corps.

James F. Dunnigan and Raymond M. Macedonia, *Getting It Right: American Military Reforms After Vietnam to the Gulf War and Beyond*.

(William Morrow and Co, 1993).

Major Paul H. Herbert, *Deciding What Has to Be Done: General William E. DePuy and the 1976 Edition of FM 100-5 Operations* (Leavenworth Papers, 1988).

La guerre moderne, vue par fonctions

Trevor N. Dupuy, *Attrition: Forecasting Battle Casualties and Equipment Losses in Modern War* (Hero Books, 1990).

Martin Van Creveld, *Supplying War, Logistics from Wallenstein to Patton* (Cambridge Univ. Press, 1977).

Julian Thompson, *The Lifeblood of War: Logistics in Armed Conflict* (Brassey's, 1991).

Général Heinz Guderian, *Achtung Panzer ! The Development of Tank Warfare* (Cassell, 1992).

Anonyme, *Infantry in Battle* (Infantry Journal Inc., 1939).

Spiller *et al*., *Combined Arms in Battle Since 1939* (USCGSC, 1992).

Captain Jonathan M. House, *Toward Combined Arms Warfare: A Survey of 20th-Century Tactics, Doctrine, and Organization* (USACGSC, 1984).

Richard D. Hooker *et al., Maneuver Warfare, an Anthology* (Presidio, 1993).

Major Scott R. McMichael, *A Historical Perspective on Light Infantry* (USACGSC, 1987).

Collectif, *Histoire de la guerre aérienne* (Elsevier, 1975).

Stephen Bull, *World War II Infantry Tactics* (Osprey, 2005).

Gordon L. Rottman, *World War II Infantry Anti-Tank Tactics* (Osprey, 2005).

LE COMMANDEMENT, LA DÉCISION

Général Camon, *La guerre napoléonienne, les systèmes d'opérations, théorie et technique* (Economica, 1997).

General J.F.C. Fuller, *Generalship, Its Diseases and Their Cure - A Study of the Personal Factor in Command* (Military Service Publishing Co., 1936).

Martin Van Creveld, *Command in War* (Harvard Univ. Press, 1985).

John Keegan, *L'art du commandement : Alexandre, Wellington, Grant, Hitler* (Perrin, 1987).

Frédéric Encel, *L'art de la guerre par l'exemple, stratèges et batailles* (Flammarion, 2000).

Geoffrey Regan, *The Guinness Book of Military Blunders* (Guinness, 1992).

Eliot A. Cohen et John Gooch, *Military Misfortunes, the Anatomy of Failure in War* (Vintage, 1991).

Anatoli Karpov, Jean-François Phelizon, *Psychologie de la bataille* (Economica, 2004).

Kent Roberts Greenfield, editor: *Command Decisions* (US Army Center for Military History, 1960).

Robert C. Pogue ed., *US Army in World War II: European Theater of Operations, The Supreme Command* (US Army Center for Military History, 1954).

Thomas Cleary, *The Book of Leadership and Strategy: Lessons of the Chinese Masters* (Shambala, 1992).

Martin Blumenson et James L. Stokesbury: *Masters of the Art of Command* (Da Capo, 1975).

Edgar F. Puryear, Jr.,19 Stars: *A Study in Military Character and Leadership* (Presidio, 1981).

Roger H. Nye, *The Challenge of Command* (Avery Publishing Group, 1986).

Anne Marchais-Roubelas, *De la décision à l'action ; Essai de stratégie et de tactique* (Economica, 2000).

George A. Steiner, *Strategic Planning: What Every Manager Must Know* (Free Press, 1979).

Colonel Harry G. Summers, *On Strategy: A Critical Analysis of the Vietnam War* (Dell, 1984).

Colonel Harry G. Summers, *On Strategy II: A Critical Analysis of the Gulf War* (Dell, 1992).

Bob Woodward, *The Commanders* (Simon and Schuster, 1994).

Robert S. McNamara, *In Retrospect: The Tragedy and Lessons of Vietnam* (Random House, 1995).

Frank E. Vandiver, *Shadows of Vietnam: Lyndon Johnson's Wars* (Texas Univ. Press, 1997).

L'HOMME EN GUERRE : DOCUMENTS PERSONNELS, TÉMOIGNAGES, BIOGRAPHIES, ROMANS (ordre chronologique)

Charles Ardant du Picq, *Études sur le combat* (Champs libres, 1978).

Général Gilbert Forray, *Pour quelques arpents de neige* (Apolline, 2000).

Patrick de Gméline, *Et les lys refleuriront* (Presses de la Cité, 1989).

Général comte F. de Brack, *Avant-postes de cavalerie légère* (Presses EAABC).

Patrick Rambaud, *La bataille* (Grasset, 1997) (roman).

Stephen Crane, *The Red Badge of Courage* (Cyber Classics, 1998) (roman).

Michael Shaara, *The Killer Angels* (Ballantine, 1974) (roman).

Philippe Masson, *L'homme en guerre 1901-2001, De la Marne à Sarajevo*. (Ed. du Rocher, 1997).

Ernst Junger, *Orages d'acier* (Poche, 2002).

Erich Maria remarque, *À l'Ouest rien de nouveau* (Poche, 1971).

Lawrence James, *The Golden Warrior - The Life and Legend of Lawrence of Arabia* (Abacus, 1995).

Jean-Marie Selosse, *L'arbre de proie* (Italiques, 2002).

Ernest Psichari, *Le voyage du Centurion* (Poche, 1922) (roman).

Joseph Peyré, *L'escadron blanc* (Poche, 1934) (roman).

Patrick de Gmeline, *Les Cadets de Saumur* (Presses de la Cité, 1993).

Vercors, *Le silence de la mer* (Poche, 1951) (roman).

Ismaïl Kadaré, *Le général de l'armée morte* (Poche, 1974) (roman).

Maurice Druon, *La dernière brigade* (Poche, 1970) (roman).

Général Jacques Jauffret, *Crabes et alligators dans les rizières (Indochine 1953-1954)* (Lavauzelle, 1999).

Colonel Hubert Tourret, *Rizière et rivière, Un lieutenant de légion en Indochine (1953-1954)*.

Pierre Schoenderffer, *La 317^{e} section* (Folio, 1963) (roman).

Harold Coyle, *Team Yankee* (Presidio, 1980) (roman).

Robert Heinlein, *Etoiles, Garde-à-vous !* (J'ai lu, 1974) (anticipation).

L'HOMME DE GUERRE, LE CHEF POLITIQUE ET/OU MILITAIRE (ordre chronologique)

Gérard Walter, *César* (Marabout Université, 1964).

Geneviève Chauvel, *Saladin, Rassembleur de l'islam* (Livre de Poche, 1991).

René Grousset, *Gengis Khan, conquérant du monde* (Albin Michel, 1944).

Maurice Percheron, *Gengis Khan* (Seuil, 1962).

Jean-Christian Petitfils, *Louis XIV* (Perrin, 2002).

Serge Nabokov et Sophie de Lastours, *Koutouzov, Le vainqueur de Napoléon* (Albin Michel, 1990).

James Marshall-Cornwall, *Napoleon as Military Commander* (Penguin, 1967).

Georges Clémenceau, *Grandeurs et misères d'une victoire* (Plon, 1930).

Paul Dumont, *Mustapha Kemal* (Ed. Complexe, 1983).

Suat Ilhan, *Ataturk and the Military* (Ataturk research Centre, 1992).

Jacques Chastenet, *Winston Churchill et l'Angleterre du XX^e siècle* (Livre de Poche, 1965).

Gert Buchheit, *Hitler Chef de guerre* (J'ai lu, 1961).

Raymond Cartier, *Hitler et ses généraux* (J'ai lu, 1962).

Dr Walter C. Langer, *Psychanalyse d'Adolf Hitler* (Denoël, 1973).

Emmanuel d'Astier de la Vigerie, *Sur Staline* (Livre de Poche, 1967).

Nikita Khrouchtchev, *Souvenirs* (Laffont, 1971).

William Manchester, *MacArthur, Un César américain* (Laffont, 1981).

Ladislas Farago, *Patton, Ordeal and Triumph* (Dell, 1970).

Field Marshal Montgomery, *Memoirs* (Fontana, 1958).

Raymond Dronne, *Leclerc et le serment de Koufra* (J'ai lu, 1965).

Maréchal Erwin Rommel, *The Rommel Papers* (Liddell-Hart éditeur, Da Capo, 1953).

Maréchal Paulus, *Stalingrad* (Fayard, 1961).

Maréchal Joukov, *Mémoires* (Fayard, 1970).

Moshe Dayan, *Journal de la campagne du Sinaï* (Livre de Poche, 1966).

L'ÉTHIQUE, L'OBÉISSANCE, LE CAS DE CONSCIENCE (ordre chronologique)

Alexandre Sanguinetti, *Histoire du soldat – De la violence et des pouvoirs* (Ramsay, 1979).

Henri Hude, *L'Éthique des décideurs* (Presses de la Renaissance, 2004).

André-Paul Comor, *L'Épopée de la 13^e Demi-brigade de Légion étrangère,1940-1945* (NEL, 1988).

Major Dr Ulrich F. Zwygart, *How Much Obedience Does an Officer Need? Beck, Tresckow, and Stauffenberg - Examples of lntegrity and Courage for Today's Officer* (USACGSC, 1993).

Reporters sans frontières (collectif sous la direction de Renaud de la Brosse), *Les médias de la haine* (La Découverte, 1995).

Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique* (Gallimard, 1952).

Henri Alleg, *La Question* (Éd de Minuit, 1961).

Pierre-Henri Simon, *Portrait d'un officier* (Livre de Poche, 1958).

Pierre-Henri Simon, *Contre la torture* (Seuil, 1957).

Ministère de l'Algérie, *Cabinet du ministre, Aspects véritables de la rébellion algérienne* (1957).

Général Maurice Schmitt, *Alger – été 1957, Une victoire sur le terrorisme* (L'Harmattan, 2002).

Général Jacques Massu, *La vraie bataille d'Alger* (Plon, 1972).

Jacques Fauvet et Jean Planchais, *La Fronde des généraux* (Arthaud, 1961).

Maurice Vaïsse, *Alger et le putsch* (Éd. Complexe, 1983).

Henri Azeau, *Révolte militaire, Alger, 22 avril 1961* (Plon, 1961).

Jean-Claude Racinet, *Les capitaines d'avril* (Ed. France-Empire, 1976).

CAMPAGNES (ordre chronologique)

Antiquité

Philip de Souza, *The Greek and Persian Wars 499-386 BC* (Osprey, 2003).

Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse* (Garnier Flammarion, 1966).

Philip de Souza, *The Peloponnesian War 431-404 BC* (Osprey, 2002).

Waldemar Heckel, *The Wars of Alexander the Great* (Osprey, 2002).

Adrian Goldworsthy, *The Punic Wars* (Cassell, 2000).

Nigel Bagnall, *The Punie Wars 264-146 BC* (Osprey, 2002).

César, *La guerre en Gaule* (Arlea, 19%).

Moyen-Âge

J.J. Saunders, *The History of the Mongol Conquests* (Univ. of Pennsylvania, 2001).

Stephen Turnbull, *Gengis Khan and the Mongol Conquests* (Osprey, 2003).

Stephen Turnbull, *Mongol Warrior 1200-1350* (Osprey, 2003).

René Grousset, *L'empire des steppes* (Payot).

René Grousset, *L'épopée des Croisades* (Perrin, 2002).

Pierre Aubé, *Les empires normands d'Orient* (Tallandier, 1983).

Gérard Challiand, *Les empires nomades, de la Mongolie au Danube* (Perrin, 2006).

Géraud Poumarède, *Pour en finir avec la Croisade, Mythes et réalités de la lutte contre les Turcs aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles* (PUF, 2004).

Période classique

Robert Mantran, *Histoire de l'empire ottoman* (Fayard, 1989).

Henry Bogdan, *La guerre de Trente Ans* (Perrin, 2006).

Gérard Lesage, *Denain (1712). Louis XIV sauve sa mise (Economica, 1992).*

Daniel Marston, *The Seven Years ' War* (Osprey, 2001).

Guerres de la révolution et des empires

Magazines : « Napoléon 1^er^ », « Gloire et Empire » (divers articles).

Jean Tranié, *L'épopée napoléonienne* (Tallandier, 2001).

Christopher D. Hall, *British Strategy in the Napoleonic War 1803-1815* (Manchester Univ. Press, 1992).

Raymond Bourgerie, Pierre Lesouef, *Palikao (1860), Le sac du Palais d'Été et la prise de Pékin* (Economica, 1995).

François Roth, *La Guerre de 70* (Fayard, 1990).

Philipp Elliot-Wright, *Gravelotte-St Privat, End of the Second Empire* (Osprey, 1993).

Guerre de Sécession

James McPherson, *La Guerre de Sécession* (Laffont-Bouquins, 1991).

Shelby Foote, *The Civil War: A Narrative* (3 tomes) (Vintage, 1958-1974).

Guerres coloniales

Bernard Lugan, *La Guerre des Boers 1899-1902* (Perrin, 1998).

Byron Farwell, *The Great Boer War* (Wordsworth Editions, 1976).

Gregory Fremont-Barnes, *The Boer War 1899-1902* (Osprey, 2003).

A. Ivanov et P. Jowett, *The Russo-Japanese War 1904-1905* (Osprey, 2004).

Boris Eisenbaum, *Guerres en Asie centrale 1850-2004* (Grasset, 2005).

Première guerre mondiale

Magazine « 14-18 » (divers articles).

John Keegan, *La Première guerre mondiale* (Perrin, 2003).

Patrick Garreau, *1914 Une Europe se joue sur la Marne* (Economica, 2004).

Jacques Péricard *et al.*, *Verdun 1916* (Nouvelle librairie de France, 1997).

Claude Carlier, Guy Pedroncini *et al., La Bataille de Verdun* (Economica, 1997).

Pierre Miquel, *Le Chemin des Dames* (Pockett, 1997).

Pierre Renouvin, *L'armistice de Rethondes* (Gallimard, 1968).

Timothy T. Lupfer, *The Dynamics of Doctrine: The Changes in German Tactical Doctrine During the First World War* (USACGSC, 1981).

Seconde guerre mondiale

Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich* (Livre de Poche, 1971).

William L. Shirer, *Le Troisième Reich* (Livre de Poche, 1960).

Gerhard Boldt, *La fin de Hitler* (J'ai lu, 1949).

Air et mer

Wolfgang Frank, *U-boote contre les marines alliées* (J'ai lu, 1956).

Georges Blond, *Convois vers l'URSS* (Livre de Poche, 1950).

Pierre Clestermann, *Feux du ciel* (J'ai lu, 1951).

Préliminaire espagnol

Frances Lannon, *The Spannish Civil War 1936-1939* (Osprey, 2002).

Hugh Thomas, *Histoire de la guerre d'Espagne* (Livre de Poche 1961).

Ouest et Afrique

Chester Wilmott, *Struggle for Europe* (Reprint Society, 1954).

Benoist-Méchin, *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident* (Laffont-Bouquins, 1981).

Jon Kimche, *1939 la bataille escamotée* (Fayard, 1970).

Ernest R. May, *Strange Victory: Hitler's Conquest of France* (Hill and Wang, 2000).

John Mosier, *The Blitzkrieg Myth* (HarperCollins, 2003).

Colonel Alerme, *Les causes militaires de notre défaite* (Agence inter-France, 1940).

Général Conquet, *L'énigme des blindés 1932-1940* (Nouvelles éditions latines, 1956).

Roberth Béthegnies, *La défense de Dunkerque, 1940* (Demailly, 1950).

Major General Alfred Toppe, *Desert Warfare: German experiences in World War II* (USACGSC, 1952).

Steven J. Zaloga, Kasserine Pass 1943, *Rommel's Last Victory* (Osprey, 2005).

Allen Dulles, *Les secrets d'une reddition* (Livre de Poche, 1967) [Italie, 1943].

Velimir Vuksic, *Tito's Partisans* (Osprey, 2003).

Robert Aron, *Histoire de la libération de la France* (Livre de Poche, 1959).

Stephen Badsey, *Normandy 1944, Allied Landings and Breakout* (Osprey, 1990).

Paul Carell, *Ils arrivent !* (J'ai lu, 1962).

Cornelius Ryan, *Le jour le plus long* (Livre de Poche, 1960).

Captain Michael, D. Doubler, *Busting the Bocage: American Combined Opérations in France, 6 June - 31 July 1944* (USACGSC, 1988).

Dr Christopher R. Gabel, The 4th *Armored Division in the Encirclement of Nancy* (USACGSC, 1986).

Dr Christopher R. Gabel, *The Lorraine Campaign, an Overview, September-December 1944* (USACGSC, 1985).

Jacques Nobécourt, *Le dernier coup de dé de Hitler* (J'ai lu, 1962).

Col Ralph M. Mitchell, *The 101st Airborne Division's Defense of Bastogne* (USACGSC, 1986).

SJ. Lewis, *Jedburgh Team Operations in Support of the 12th Army Group, August 1944* (USACGSC, 1991).

Dr Michael J. King, *Rangers: Selected Combat Operations in World War II* (USACGSC, 1985).

Est

Alexander Werth, *Russia at War 1941-1945* (Pan, 1964).

Bob Carruthers et John Erickson, *The Russian Front 1941-1945* (Cassell, 1999).

General F.W. von Mellenthin, *Panzer Battles* (Ballantine, 1971).

Alvin D. Coox, Nomonhan, *Japan Against Russia, 1939* (Stanford Univ. Press, 1990).

Jacques Sapir, La Mandchourie oubliée, *Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique* (Éd. du Rocher, 1996).

Edward J. Drea, *Nomonhan: Japanese-Soviet Tactical Combat, 1939* (USACGSC, 1981).

Anthony F. Upton, *Finland 1939-40* (Davis-Poynter, 1974).

William R. Trotter, Frozen Hell, *The Russo-Finnish War of 1939-1940* (Algonquin, 2000).

Geoffrey Jukes, Stalingrad: *The Turning Point* (Purnell, 1968).

Major Timothy A. Wray, *Standing Fast: German Defensive Doctrine on the Russian Front During World War II* (USACGSC, 1986).

Steven J. Zaloga, Bagration 1944, *The Destruction of Army Group Centre* (Osprey, 1996).

Georges Blond, *L'agonie de l'Allemagne* (Livre de Poche, 1952).

Cornelius Ryan, *La dernière bataille* (Livre de Poche, 1966).

LCL David M. Glantz, *The Soviet Airborne experience* (USACGSC, 1984).

David M. Glantz, *Soviet Military Deception* (Cass, 1989).

LCL Richard N. Armstrong, *Soviet Operational Deception: the Red Cloak* (USACGSC, 1988).

Major Claude R. Sasso, *Soviet Night Operations in World War II* (USACGSC, 1982).

Dr Allen F. Chew, *Fighting the Russians in Winter: Three Case Studies* (USACGSC, 1981).

LTC David M. Glantz, *August Storm: the Soviet 1945 Strategie Offensive in Manchuria* (USACGSC, 1983).

Pacifique

Albert Vulliez, *Tonnerre sur le Pacifique* (Livre de Poche, 1966).

Dr Thomas M. Huber, *Pastel: Deception in the Invasion of Japan* (USACGSC, 1988).

Thomas M. Huber, *Japan's Battle of Okinawa, April-June 1945* (USACGSC, 1990).

Dr Edward J. Drea, *Defending the Driniumor: Covering Force Operations in New Guinea, 1944* (USACGSC, 1984).

APRÈS GUERRE

Jean-Louis Dufour, *Les crises internationales de Pékin, 1900, à Sarajevo, 1995* (Ed. Complexe, 1996).

Guerre Froide et soviétologie

Dominique Venner, *Histoire de l'Armée Rouge 1917-1924* (Plon, 1981).

Nathan C. Leites, *Soviet Style in War* (Crane, Russak, 1986).

Harriet Fast Scott et William F. Scott, *The Armed Forces of the USSR* (Westview Press, 1984).

John M. Collins, US-Soviet Military Balance, *Concepts and Capabilities, 1960-1980* (McGraw Hill, 1980).

Collectif, *TTA 808 Les forces terrestres soviétiques* (EMAT, 1986).

Corée

Max Hastings, *The Korean War* (Touchstone, 1987).

Mathew B. Ridgway, *The Korean War* (Da Capo, 1967).

T. R. Fehrenbach, *This Kind of War* (USCGSC, 1994) (Corée).

Major Daniel P. Bolger, *Scenes from an Unflnished war: Low-Intensity Conflict in Korea, 1966-1969* (USACGSC, 1991).

Richard W. Stewart, *The X Corps in Korea, December 1950* (USACGSC, 1991).

Dr William Glenn Robertson, *Counterattack on the Naktong, 1950* (USACGSC, 1985).

Indochine, Vietnam

Collectif, *Récits de la Résistance vietnamienne* (Maspéro, 1971).

Général Yves Gras, *Histoire de la guerre d'Indochine* (Plon, 1979).

Bernard B. Fall, *Street Without Joy* (Stackpole Books, 1994).

Martin Windrow, The French Indochina War 1946-1954 (Osprey, 1998).

LCL James H. Willbanks, *Thiet Giap! The Battle of An Loc, April 1972* (USACGSC, 1993).

Guerres israélo-arabes

Dominique Lapierre et Larry Collins, *Ô Jérusalem* (Livre de Poche, 1971).

Henri Azeau, *Le piège de Suez* (Livre de Poche, 1964).

Yves Cuau, *Israël attaque* (J'ai lu, 1968).

Dr George W. Gawrich, *Key to the Sinai: The Battles for Abu Ageila in the 1956 and 1967 Arab-Israeli Wars* (USACGC, 1990).

Jacques Derogy et Jean-Noël Gurgand, *Israël, La mort en face* (J'ai lu, 1975).

Simon Dunstan, *The Yom Kippur War, the Sinai* (Osprey, 2003).

Shimon Shiffer, *Opération Boule de neige* (J.C1. Lattès, 1984) [Invasion du Liban].

Pierre Razoux, *Tsahal*, Perrin, 2005.

Autres conflits

Pierre Miquel, *La Guerre d'Algérie* (Fayard, 1993).

Victoria Schofield, *Kashmir in Conflict* (Tauris, 2003).

LCL Gary H. Wade, *Rapid deployment Logistics: Lebanon, 1958* (USACGSC, 1984).

Lawrence A. Yates, *Power Pack: US Intervention in the Dominican Republic, 1965-1966* (USACGSC, 1988).

Major Thomas P. Odom, *Dragon Operations: Hostage Rescues in the Congo, 1964-1965* (USACGSC, 1988).

LCL Thomas P. Odom, *Shaba II: the French and Belgian Intervention in Zaire in 1978* (USACGSC, 1993).

Max Hastings et Simon Jenkins, *The Battle for the Falklands* (Norton, 1983).

Dr Robert F. Baumann, *Russian-Soviet Unconventional Wars in the Caucasus, Central Asia, and Afghanistan* (USACGSC, 1993).

Roger J. Spiller, *« Not War But Like War»: the American Intervention in Lebanon* (USACGSC, 1981).

Thomas Donnelly, Margaret Gibson Roth, Caleb Baker, *Operation Just Cause, The Storming of Panama* (Lexington, 1991).

General Robert H. Scales et al, *Certain Victory: the US Army in the Gulf War* (USACGSC, 1993).

Carlotta Gall et Thomas de Waal, *Chechnya, A Small Victorious War* (Pan, 1997).

TABLE DES VIGNETTES HISTORIQUES

La présente troisième édition comporte six nouvelles vignettes. Celles-ci sont identifiées par un astérisque. La numérotation des vignettes a été refondue et diffère évidemment de la numérotation des éditions antérieures.

Les noms de pays font référence aux États actuels.

01 L'initiative*	Shenandoah (USA)	8 mars-9 juin 1862	54
02 Le risque	Inchon (Corée du Sud)	15 septembre 1950	73
03 La surprise	Sedan (France)	13 mai 1940	85
04 La friction	Waterloo (Belgique)	18 juin 1815	93
05 La friction	Gettysburg (USA)	2 juillet 1863	97
06 La zone urbaine	Grozny (Russie)	31 décembre 1994	117
07 Le point culminant	Gettysburg (USA)	3 juillet 1863	154
08 L'annulation des efforts	La Marne (France)	9-12 septembre 1914	160
09 Attaquer le commandement	La Trébie (Italie)	18 décembre 218 av. J.-C.	258
10 L'abordage*	Leuthen (Allemagne)	5 décembre 1757	336

11 La rupture de contact*	Cross Keys et Port Republic (USA)	8-9 juin 1862	356
12 L'attaque en force	*Desert Storm* (Irak)	16 janvier 1991	427
13 L'attaque en souplesse	Alsace (France)	19-23 novembre 1944	438
14 L'embuscade	Trasimène (Italie)	21 juin 217 av. J.-C.	441
15 L'attaque par débordement	Bataille des Sept Jours (USA)	25 juin-2 juillet 1862	455
16 L'attaque par double développement	Tannenberg (Pologne)	29 août 1914	459
17 L'exploitation et la poursuite	Après Iéna (Allemagne)	15 octobre-6 novembre 1806	467
18 La feinte	Denain (France)	24 juillet 1712	473
19 Le raid	Raid de Grierson (USA)	17 avril-2 mai 1863	478
20 La jonction*	Falaise (France)	12-21 août 1944	488
21 La manœuvre sur les derrières	Ulm (Allemagne)	20 octobre 1805	496
22 Coup : « torturer l'enfant »	Vicksburg (USA)	3 juillet 1863	500
23 Coup : le caillou	Khe Sanh (Vietnam)	30 janvier-	509

dans la chaussure		15 mai 1968	
24 L'interception arrière	Isandlwana (Afrique du Sud)	22 janvier 1879	516
25 La contre-attaque	Montélimar (France)	21-29 août 1944	537
26 Le contre-attaque par coup d'arrêt	Spion Kop (Afrique du Sud)	16-24 janvier 1900	544
27 La contre-attaque par sortie	Guise-St-Quentin (France)	30-31 août 1914	549
28 La contre-attaque dans la profondeur	Kharkov (Ukraine)	19 février-18 mars 1 943	555
29 La défense d'arrêt	Suommusssalmi (Finlande)	2 décembre 1939- 10 janvier 1940	575
30 La défense mobile	Campagne de Richmond-Petersburg (USA)	7 mai 1874- 1er avril 1865	583
31 La retraite*	Après Gettysburg (USA)	4-14 juillet 1863	592
32 La sortie*	Bir Hakeim (Libye)	27 mai-11 juin 1942	599

33 Coup : « l'abcès purulent »	Khalkhin Gol (Nomonhan) (Mongolie)	1er juillet- 30 août 1939	618

TABLE DES MATIÈRES

Préface

Introduction

Sur la genèse de l'ouvrage

Sur la nécessité d'une doctrine

Pourquoi une doctrine *tactique ?*

Sur l'audience visée

Sur le choix des références historiques

Sur la nécessité d'une théorie

Préambule - Quelle guerre préparons-nous ?

Plan de l'ouvrage

PREMIÈRE PARTIE
LA NATURE DE LA GUERRE

La nature de la guerre et ses conséquences sur le raisonnement tactique

Chapitre 1. – Art et science de la guerre

1.1. La guerre dans sa dimension intellectuelle

1.2. La guerre en tant qu'art

1.3. La guerre en tant que science

1.4. Art et science de la guerre : du concept au raisonnement

1.4.1. La première étape de la décision: au départ, le côté « science de la guerre »
1.4.2. La deuxième étape : le choix de la manœuvre – « art de la guerre »
1.4.3. L'application de la décision : retour à la science
Conclusion

Chapitre 2. – De la victoire
2.1. Le temps de la victoire
2.2. Les trois niveaux de la guerre
2.3. La victoire de niveau stratégique
2.4. La victoire de niveau opératif
2.5. La victoire de niveau tactique
2.6. La victoire en tant qu'enchaînement

Chapitre 3. – L'initiative
3.1. Caractérisation et définition
3.2. Caractéristiques
3.2.1. Relativité
3.2.2. Unicité
3.2.3. Transitivité
3.2.4. Mortalité
3.2.5. Caractérisation de l'initiative
3.2.6. Relation entre initiative et liberté d'action
3.3. Primauté dans la décision tactique
Vignette 01 – Shenandoah, 1862

Chapitre 4. – Le risque

4.1. Risque et hasard

4.2. Catégories de risque

4.3. Relation entre le risque et le rendement du système combattant

4.3.1. Il faut accepter le risque

4.3.2. Quel niveau de risque ?

4.3.3. Appréciation et acceptation du risque

4.3.4. Rapport entre risque et agressivité

4.4. En guise de synthèse partielle sur le risque

Vignette 02 – Inchon, 1950

Chapitre 5. – La surprise

5.1. L'effet de la surprise : la rémanence

5.2. Niveaux de surprise

5.3. Effets de la surprise

5.3.1. L'ampleur de la surprise

5.3.2. La réaction à la surprise : le rôle du chef

5.3.3. La relation entre les pertes et la surprise

5.4. Obtenir la surprise

5.4.1. Le lieu

5.4.2. L'heure

5.4.3. La séquence

5.4.4. Les modalités

Vignette 03 – Sedan, 1940

5.4.5. La situation

Chapitre 6. – Friction et brouillard de la guerre

6.1. Les paramètres du combat

6.2. La friction en guerre : principe d'imperfection

Vignette 04 – Waterloo, 1815

Vignette 05 – Gettysburg, 1863

6.3. Le brouillard de la guerre : principe d'incertitude

6.4. Vers un nouveau paradigme de la guerre « lacunaire » ?

DEUXIÈME PARTIE
DU RAISONNEMENT TACTIQUE

Annonce de plan

Chapitre 1. – Raisonner l'espace

1.1. Espace géographique

1.1.1. Le compartiment de terrain

1.1.2. L'espace de manœuvre

1.1.3. L'importance du concept de front : continu ou lacunaire, élastique ou rigide

1.1.4. L'espace du combat en zone urbaine

Vignette 06 – Grozny, 1994

1.2. Emploi statique de l'espace

1.2.1. Espace occupé

1.2.2. Espace battu

1.2.3. Notion de lobe

1.2.4. Espace surveillé

1.3. Emploi dynamique de l'espace

1.3.1. Orientation de l'unité
1.3.2. Manœuvre externe
1.3.3. Espace contrôlé
1.4. Récapitulatif : l'espace de manœuvre
1.5. Approches raisonnées en fonction du lobe

Chapitre 2. – Raisonner l'ennemi
2.1. Poser les bonnes questions
2.2. La déclinaison de l'ennemi
2.2.1. Règle 1 : Identifier sa *part* de l'ennemi du supérieur
2.2.2. Règle 2 : « Penser Rouge »
2.3. L'ennemi par inférence
2.3.1. De l'intention prêtée à l'action correspondante
2.3.2. De l'action au mode d'action ennemi (le ME)
2.3.3. Pourquoi DEUX ME et PAS TROIS ?
2.4. L'ennemi par capacité
2.5. L'ennemi non structuré
2.5.1. Généralités
2.5.2. L'ennemi non doctrinal et non hiérarchisé
2.5.3. L'ennemi non doctrinal hiérarchisé

Chapitre 3. – Raisonner le temps
3.1. Première approche : les quatre dimensions du temps
3.1.1. Première approche de la durée
3.1.2. Première approche de la fréquence
3.1.3. Première approche de la séquence

3.1.4. Première approche de l'opportunité
3.2. La durée
3.3. La fréquence
3.3.1. Fréquence d'un élément
3.3.2. Fréquence d'un système homogène
3.3.3. Fréquence d'un système hétérogène
3.3.4. De la FRÉQUENCE à la SÉQUENCE
3.4. De la SÉQUENCE à l'OPPORTUNITÉ
Vignette 07– Gettysburg, 1863
3.5. L'exploitation de l'OPPORTUNITÉ et la SAISIE DE L'INITIATIVE
Vignette 08 – La Marne, 1914

Chapitre 4. – Le raisonnement tactique
4.1. Formulation dans le cadre d'un ordre d'opérations
4.2. Le raisonnement selon « l'effet majeur »
4.2.1. Définition de l'effet majeur
4.2.2. Influence de la notion d'initiative sur celle d'effet majeur
4.2.2.1. Relativité
4.2.2.2. Unicité
4.2.2.3. Transitivité
4.2.2.4. Mortalité
4.2.3. Phasage de l'effet majeur
4.2.3.1. Toute opération a trois phases
4.2.3.2. La proportion entre les phases est variable
4.2.3.3. Discutons des deux cas extrêmes
4.2.4. L'effet majeur est un concept *forces* et non un concept *terrain*

4.2.4.1. La forme de l'effet majeur est orientée sur l'ennemi

4.2.4.2. Effet du premier ordre, effet du second ordre

4.2.5. Transition de l'effet majeur en idée de manœuvre

4.3. Le concept de centre de gravité

4.4. L'incompatibilité entre les deux concepts d'*effet majeur* et de *centre de gravité*

Chapitre 5. – Le rythme du combat

5.1. OPTEMPO

5.2. Attente stratégique

5.3. Effet de la surprise

5.4. Le combat syncopé

TROISIÈME PARTIE
LES MANŒUVRES

Annonce de plan

Chapitre 1. – Le maniement des forces

1.1. L'articulation : principe général

1.1.1. Une brève histoire du concept d'articulation

1.1.2. Les formes d'articulation

1.2. L'articulation : composantes

1.2.1. Géométrie : gros, avant-garde, arrière-garde, flanc-garde

1.2.2. Cinématique : éclairage, reconnaissance, force principale, réserve

1.2.3. Mécanique : l'échelon

1.2.4. Fonctionnel : force principale, de découverte, de couverture, de fixation, de diversion, de sûreté

1.2.5. L'articulation et le « système »

1.3. Les formes et contraintes des changements d'articulation

1.3.1. Découpage ou regroupement des unités

1.3.2. Changement de mission ou de placement

1.3.3. Le mouvement

1.3.4. La projection

1.3.5. Le déploiement

1.3.6. La concentration

1.3.7. Conclusion sur l'articulation : la respiration de la force, forme de friction

Chapitre 2. – Le commandement

2.1. Le chef militaire

2.1.1. Le rôle fonctionnel du chef : commander

2.1.2. Le personnage du chef, les attributs

2.1.3. La différence entre commandement et management

2.2. Philosophie du commandement

2.3. La décision : trois horizons temporels

2.3.1. La conduite

2.3.2. La planification

2.3.3. L'anticipation

2.3.4. « Variante » et « point de décision »

2.3.5. La « séquelle »

2.3.6. L'impossibilité du quatrième horizon : l'explication post-événement

2.3.7. Le facteur humain
2.3.8. L'enchaînement planification – conduite
2.4. Le chef dans le cycle de décision
2.5. Configuration du commandement : l'envergure de commandement
2.6. Le placement du chef
2.6.1. Quelques illustrations
2.6.2. La problématique moderne
2.6.3. Placement de base
2.7. Le commandement multinational
2.7.1. Un phénomène très ancien, et récurrent
2.7.2. Quelques vérités éternelles
2.8. Attaquer le commandement
Vignette 09 – La Trébie, 218 av. J.-C.

Chapitre 3. – Les fonctions opérationnelles
3.1. Le renseignement
3.1.1. Un paradigme nouveau : renseignement d'événement, renseignement d'ambiance
3.1.2. Le cycle du renseignement
3.1.3. La vulnérabilité des capteurs
3.1.4. Une illustration : l'infiltration
3.1.5. Le débat renseignement et reconnaissance
3.2. La composante aérienne du combat aéroterrestre
3.2.1. Le placement de l'arme aérienne : un débat
3.2.2. Quelques cas historiques
3.2.3. Une notion ambiguë (en France) : la supériorité aérienne

3.2.4. L'emploi de l'arme aérienne
3.3. La composante navale
3.3.1. L'arme de la liberté d'action stratégique
3.3.2. Les opérations amphibies : la séquence dans l'histoire
3.4. La mêlée
3.4.1. La prééminence persistante du combat de contact
3.4.2. L'importance cruciale du combat dans la profondeur
3.4.3. Couvrir le spectre : première approche de l'interarmes
3.4.4. Le combat aéromobile
3.5. Les appuis au combat
3.5.1. L'appui feu
3.5.2. La guerre électronique offensive
3.6. L'agencement de l'espace terrestre : influer sur la friction
3.6.1. Appui à la mobilité
3.6.2. Contre-mobilité
3.6.3. Aide au déploiement
3.7. La défense sol-air
3.8. Le soutien et la logistique
3.8.1. L'évolution du soutien des armées au cours de l'histoire
3.8.2. L'intégration de la logistique à la manœuvre interarmes
3.8.3. Attaquer la logistique ?

Chapitre 4. – Le contact avec l'ennemi
4.1. La prise de contact : principe général
4.2. La marche à l'ennemi
4.2.1. Notion de bond

4.2.2. Notion de vitesse tactique
4.2.3. Le mouvement en sûreté
4.2.4. Le mouvement « avec soutien »
4.2.5. Le mouvement « avec appui »
4.2.6. La prise de contact
4.3. L'abordage de l'ennemi : actions type
4.3.1. La découverte, le marquage
4.3.2. Éclairer
4.3.3. Reconnaître
Vignette 10 – Leuthen, 1757
4.3.4. Jalonner
4.4. La rupture du contact
4.4.1. Le niveau élémentaire
4.4.2. La rupture de contact de niveau supérieur
Vignette 11 – Cross Keys et Port Republic, 1862
4.5. La réarticulation en présence de l'ennemi : les relèves
4.5.1. Principe général
4.5.2. La relève par dépassement : le débouché
4.5.3. La relève rétrograde : le recueil
4.5.4. La relève sur position
4.6. Générer le rapport de force

Chapitre 5. – Les actes élémentaires
5.1. Détruire
5.2. Appuyer
5.2.1. Généralités : créer un décalage

5.2.2. Appuyer un débouché (par un intervalle)
5.2.3. Livrer une ligne de débouché
5.3. Soutenir
5.4. Différence entre APPUI et SOUTIEN
5.5. Fixer
5.5.1. Fixer par encerclement
5.5.2. Fixer par attaque
5.5.3. Fixer par feinte
5.5.4. Influence du front sur la fixation
5.5.5. Réciprocité de la fixation
5.6. Neutraliser
5.7. Couvrir

Chapitre 6. – Les actions de sûreté
6.1. Contrôle de zone
6.2. La contre-reconnaissance
6.2.1. Intérêt du concept
6.2.2. La contre-reconnaissance en tant que mission
6.2.3. Définition de l'unité adaptée à la contre-reconnaissance
6.2.4. La contre-reconnaissance en tant que composante de la sauvegarde
6.2.5. Accroître les risques encourus par l'adversaire
Transition – La dialectique offensive-défensive

QUATRIÈME PARTIE
L'OFFENSIVE

Annonce de plan
Chapitre 1. – Avoir l'initiative : conséquences concrètes

1.1. Jouir de l'initiative
1.2. Les problèmes de l'assaillant
1.2.1. Comment manœuvrer ?
1.2.2. L'articulation
1.2.3. Le relâchement post-attaque victorieuse
1.3. L'attaque : définition
1.4. Les actes élémentaires caractéristiques de l'attaque
1.4.1. Réduire (une résistance, une position)
1.4.2. S'emparer d'un point

Chapitre 2. – Cinématique générale de l'attaque
2.1. Importance de l'approche (rappel)
2.2. Le rythme de l'attaque
2.2.1. Idée générale
2.2.2. La percussion
2.2.2.1. L'attaque en force
Vignette 12 – Desert Storm, 1991
2.2.2.2. L'attaque dans la foulée
2.2.2.3. L'école soviétique de l'offensive : une comparaison éclairante
2.2.3. L'attaque en souplesse
Vignette 13 – Alsace, 1944
2.2.4. L'embuscade
Vignette 14 – Trasimène, 217 av. J.-C.
2.2.4.1. Les conditions
2.2.4.2. Le schéma type

2.2.4.3. Bien choisir la séquence de déclenchement entre butoir et fraction principale

2.3. La géométrie de l'attaque

2.3.1. L'importance de l'orientation

2.3.2. Les angles d'attaque

2.3.2.1. L'attaque frontale

2.3.2.2. L'attaque par débordement

Vignette 15 – La bataille des Sept jours, 1862

2.3.2.3. L'attaque par double enveloppement

Vignette 16 – Tannenberg, 1914

2.4. La suite de l'attaque : percée, exploitation, poursuite

2.4.1. La percée

2.4.2. L'exploitation

2.4.3. La poursuite

Vignette 17 – Après Iéna, 1806

2.5. Autres actions offensives

2.5.1. La feinte

Vignette 18 – Denain, 1712

2.5.2. Le raid

Vignette 19 – Le raid de Grierson, 1863

2.5.3. Interception : l'attaque entre deux mobiles

2.5.3.1. Le dispositif « classique » en mouvement

2.5.3.2. Attaquer l'avant-garde

2.5.3.3. Attaquer le gros

2.5.3.4. Attaquer l'arrière

2.5.4. La jonction

Vignette 20 – Falaise, 1944

Chapitre 3. – Quelques « coups »

3.1. La manœuvre sur les derrières

Vignette 21 – Ulm, 1805

3.2. Torturer l'enfant

Vignette 22 – Vicksburg, 1863

3.3. Battre le tambour à l'ouest, attaquer à l'est

3.4. Le caillou dans la chaussure

Vignette 23 – Khe Sanh, 1968

3.5. Dans le cas du combat mobile

Vignette 24 – Isandlwana, 1879

Conclusions générales sur l'offensive

CINQUIÈME PARTIE
LA DÉFENSIVE

Annonce de plan

Chapitre 1. – Ne pas avoir l'initiative

1.1. Conséquences concrètes

1.2. L'objet de l'action défensive : reprendre une part d'initiative

1.3. Les modalités de base : l'absorption, la dispersion (ou déflexion)

1.4. Les actes élémentaires caractéristiques de la défense

1.4.1. La défense d'une position de combat

1.4.2. L'interdiction
1.4.3. Le coup d'arrêt
1.4.4. Le freinage
Vignette 25 – Montélimar, 1944
1.4.5. La contre-attaque
1.4.5.1. La contre-attaque par juxtaposition
1.4.5.2. La contre-attaque par coup d'arrêt
Vignette 26 – Spion Kop, 1900.
1.4.5.3. La contre-attaque par sac à feux
1.4.5.4. La contre-attaque latérale (sortie)
Vignette 27– Guise, 1914
1.4.5.5. La contre-attaque dans la profondeur
Vignette 28 – Kharkov, 1943

Chapitre 2. – Cinématique générale de la défense
2.1. Géométrie de la défense
2.1.1. Le combat d'approche
2.1.2. Le combat de défense avancée
2.1.3. Le combat de défense ultime
2.1.4. Caractère décisif du combat de zone de défense avancée
2.2. Le rythme de la défense
2.2.1. Le temps dans l'organisation de la défense
2.2.2. Le choix du moment
2.3. Les formes de défense
2.3.1. Défense en profondeur
2.3.2. Défense d'arrêt

Vignette 29 – Suomussalmi, 1939-1940

2.3.3. Défense d'usure

2.3.4. Défense mobile

Vignette 30 – Campagne de Richmond-Petersburg, 1864-1865

2.3.5. Harcèlement

2.3.6. Flanc-garde : la défense entre deux mobiles

2.3.7. La retraite

Vignette 31 – Après Gettysburg, 1863

2.3.8. La sortie

Vignette 32 – Bir Hakeim, 1942

Chapitre 3. – Quelques « coups »

3.1. Contrepente et caponnière

3.2. La défense en position centrale

3.3. La défense par tête de pont

3.4. La défense en échelon refusé

3.5. L'esquive du toréador

3.6. L'abcès purulent

Vignette 33 – Khalkhin Gol, 1939

3.7. Le coup du bar ouvert

3.8. L'attaque perturbatrice

Conclusions générales sur la défensive

SIXIÈME PARTIE

LES TRANSITIONS

Chapitre 1. – De la défensive à l'offensive

Chapitre 2. – De l'offensive à la défensive

SEPTIÈME PARTIE

LA MAITRISE DE LA VIOLENCE

Chapitre 1. – « Coercition » et « maîtrise de la violence »

1.1. L'émergence d'une distinction entre modes d'opération

1.2. L'invariance de la tactique élémentaire

1.3. Le mode « maîtrise de la violence »

Chapitre 2. – Les actions à dominante « offensive »

2.1. L'isolement

2.2. La séparation de factions belligérantes

2.3. L'intervention

2.4. La démonstration

2.5. La rétorsion

2.6. L'interposition

2.7. Le confinement, le regroupement de factions

Chapitre 3. – Les actions à dominante « défensive »

3.1. La sécurisation de zone

3.2. La protection de zone ou de secteur

EXORDE

LE STYLE DE LA GUERRE

Le style en guerre

Bibliographie

Table des vignettes historiques

Table des matières

Collection Stratégies & Doctrines

ARDANT DU PICQ Charles, *Études sur le combat.*

ARMÉE DE TERRE, *Les forces terrestres.*

ARMÉE DE TERRE, *Tactique générale.*

AUDROING Jean-François, *La décision stratégique.*

BECKER Cyrille, *Relire* Principes de la guerre de montagnes *du lieutenant général Pierre-Joseph de Bourcet.*

COURRÈGES Hervé (de), GIVRE Pierre-Joseph et LE NEN Nicolas, *Guerre en montagne – Hier et demain : renouveau tactique.*

DESPORTES Vincent, *La guerre probable – Penser autrement,* 2e éd.

DESPORTES Vincent, *Comprendre la guerre,* 2e éd.

DESPORTES Vincent, *Décider dans l'incertitude,* 2e éd.

DESPORTES Vincent et PHÉLIZON Jean-François, *Introduction à la stratégie.*

DURIEUX Benoît, *Relire* De la guerre *de Clausewitz.*

FOCH Ferdinand (maréchal), *Les Principes de la guerre.*

FORGET Michel, *Puissance aérienne et stratégies,* 2e éd.

FRANCART Loup, *La guerre du sens – Pourquoi et comment agir dans les champs psychologiques.*

FRANCART Loup, *Livre gris sur la sécurité et la défense.*

FRÉMEAUX Jacques, *Intervention et humanisme - Le style des armées françaises en Afrique au XIXe siècle.*

GALULA David, *Contre-insurrection – Théorie et pratique.*

GOYA Michel, *Irak – Les armées du chaos,* 2e éd.

GRAY Colin S., *La guerre au XXIe siècle – Encore du feu et du sang.*

GUIBERT Jacques (de), *Essai général de tactique,* 1772.

GUIBERT Jacques (de), *De la force publique.*

HAÉRI Paul, *De la guerre à la paix – Pacification et stabilisation post-conflit.*

HENROTIN Joseph, *La technologie militaire en question – Le cas américain.*

KARPOV Anatoly et PHÉLIZON Jean-François (propos recueillis par Bachar Kouatly), *Psychologie de la bataille.*

KERDELLANT Christine, *Relire* Le Prince *de Machiavel.*

LA MAISONNEUVE Éric (de), *Stratégie, crise et chaos.*

LE ROY Frédéric, *Stratégie militaire et management stratégique des entreprises.*

MARILLER Roseline, *Quelle stratégie pour l'Europe de la défense ?*

MARTEL André, *Relire Foch au XXI^e siècle.*

MONTROUSSIER Laurence, *Éthique et commandement.*

MOUNIER-KUHN Alain, *Chirurgie de guerre – Le cas du Moyen Âge en Occident.*

Général PALAT, *La philosophie de la guerre, d'après Clausewitz.*

PHÉLIZON Jean-François, *L'action stratégique.*

PHÉLIZON Jean-François, *Relire l'*Art de la guerre *de Sun Tzu,* nouvelle édition entièrement revue et corrigée.

PHÉLIZON Jean-François, *Trente-six stratagèmes.*

POAST Paul, *Economie de la guerre.*

ROYAL Benoît, *L'éthique du soldat français – La conviction d'humanité.*

SCIALOM Michel, *La France – Nation maritime ?*

SMITH Rupert, *L'utilité de la force – L'art de la guerre aujourd'hui.*

TISSERON Antonin, *Guerres urbaines – Nouveaux métiers, nouveaux soldats.*

TRINQUIER Roger, *La guerre moderne.*

VENDRYÈS Pierre, *De la probabilité en histoire.*

VILBOUX Nicole, *Prévention ou préemption ? – Un débat d'aujourd'hui.*

YAMANAKA Keiko, *Relire le* Traité des cinq anneaux *de Miyamoto Musashi.*

YAMANAKA Keiko, *Relire* Bushidô – L'Âme du Japon *d'Inazô Nitobe.*

YAKOVLEFF Michel, *Tactique théorique,* 2e éd.